

GLOBAL AFRIKA



V
A
R
I
A

À PROPOS

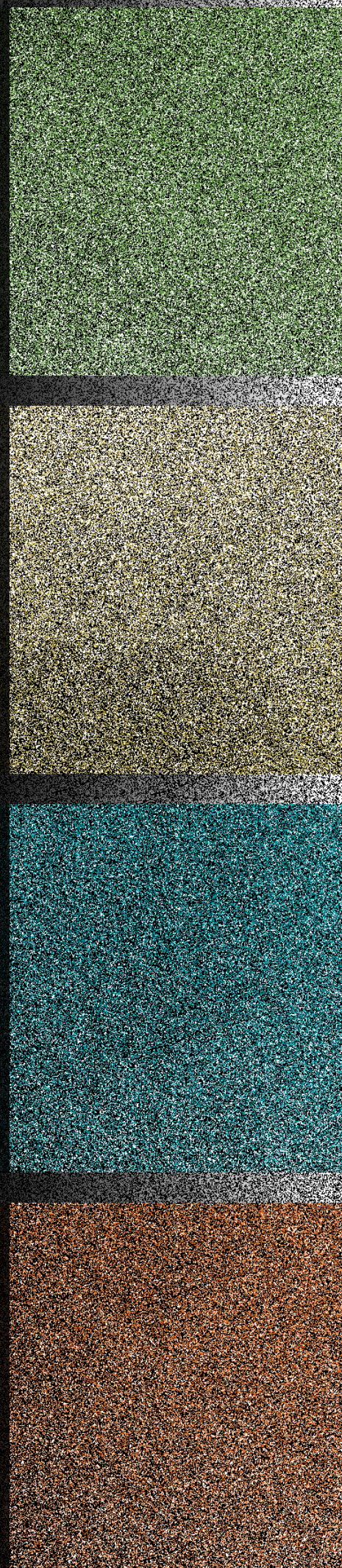
La revue *Global Africa* accueille des réflexions sur les enjeux globaux et leurs défis saisis à partir de l'Afrique et de ses diasporas. Ce contexte de défis anciens, nouveaux et futurs est celui dans lequel il faut penser de manière critique le Continent et ses trajectoires sociales, politiques, culturelles, économiques, scientifiques.

Global Africa est portée par le Laboratoire d'Analyse des Sociétés et Pouvoirs / Afrique – Diasporas (LASPAD) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, au Sénégal avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD) en France, le Laboratoire d'Études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL) au Niger et l'Université internationale de Rabat (UIR) au Maroc. *Global Africa* est une revue pluridisciplinaire, à partir et au-delà du champ des sciences sociales, et publie des textes originaux et/ou traduits en français, arabe, anglais et swahili. En prise avec les enjeux globaux, soucieuse de s'inscrire dans la « science de la durabilité » et dans la recherche prospective, *Global Africa* est un lieu d'analyses et de débats sur la place de l'Afrique dans le Monde.

Dans l'optique de renforcer l'écosystème de la publication de savoirs scientifiques en Afrique, les textes publiés par *Global Africa* répondent à une exigence majeure : investir des sujets qui font progresser les connaissances, la compréhension du réel, dans un champ qu'il soit disciplinaire ou thématique, ceci à partir de constructions théoriques et conceptuelles ainsi que de données empiriques solides, éprouvées. A titre d'exemple, sont attendues à la fois des contributions originales et critiques sur les problématiques inscrites dans les agendas internationaux (sécurité humaine, migrations, santé, éducation, environnement, ressources naturelles, démographie, genre, inégalités, urbanisation, démocratie, etc.), et des réflexions sur les rationalités, les valeurs et les pratiques à l'œuvre dans la problématisation même de questions ayant la prétention de dessiner les “trajectoires de développement” du Continent. Mieux encore, les enjeux éthiques, politiques et économiques liés à la quatrième révolution industrielle, qu'il s'agisse d'intelligence artificielle, de big data, de transpost-humanisme, de nanotechnologies, de technologies numériques, de biopolitique, de gouvernance mondiale, de société de contrôle etc. seront explorés à partir du Continent. De ce point de vue, *Global Africa* considère que pour penser le monde d'aujourd'hui et celui à venir, il est fécond de mettre en dialogue les sciences humaines et sociales avec les sciences digitales.

Au-delà des incantations à l'interdisciplinarité, l'objectif est concrètement d'accueillir des analyses émanant de divers espaces disciplinaires dès lors que – dans une démarche réflexive ou appliquée – elles permettent d'enrichir les réflexions qui visent à comprendre les dynamiques à l'œuvre sur le Continent. Située dans le champ des études globales, la revue accorde pourtant une grande attention à ce qui se passe au niveau local. *Global Africa* juge indispensable de s'appropriier des sujets qui font écho à des préoccupations « locales », émanant du corps social – qu'il s'agisse des personnes ou des groupes qui les vivent quotidiennement ou qui les organisent et les gouvernent – y compris celles des femmes, des jeunes et des personnes marginalisées. La revue s'ouvre dès lors aux arts, cultures, techniques et savoirs extra académiques, en discutant avec des experts reconnus dans leur domaine.

La gouvernance de *Global Africa* repose sur un dispositif de programmation et d'évaluation scientifique autonome –engageant un comité de rédaction, un conseil scientifique, et un collège d'évaluateurs externes anonymes– qui aboutit, après un travail éditorial scrupuleux géré par un dispositif de production éditoriale, de traduction et de diffusion assuré par le LASPAD (Université Gaston-Berger de Saint-Louis), à une livraison de haute qualité scientifique. Disponible en ligne en open access, *Global Africa* publie quatre fois par an un numéro thématique, incluant des textes hors dossier (varias), des points de vue d'experts en prise avec l'actualité et des recensions d'ouvrages.



Responsable éditorial
Mouhamed K. Amoussa

Responsable traduction
Fatimatou Dia

Assistant d'édition
Mamadou Lamine Diandy

Traductions en français

Khardiata Ba a traduit le texte
Toussaint M. Kafarhire

Traductions en anglais

Moussa Kane a traduit les
textes de Abdoul Karim Saidou,
Boubacar Diallo, Jacques
Tshiwabwa Kuditshini, les
entretiens avec Toussaint K.
Murhula, celui avec Mamadou
Diouf et Felwine Sarr et
l'éditorial

Yankhoba Seydi a traduit le texte
de Cheikh Cissé
Ruthmarie H. Mitsch a traduit le
texte de Cilas Kemedjio

Traductions en arabe

Mohamed Jouili a traduit
tous les résumés, le fil
iconographique et l'éditorial
Ahmed Jouini a traduit le texte
de Boubacar Diallo

Traductions en swahili

Elvis Gakunzi

**Copy editing et relecture en
français**

Stéphanie Quillon
Mame-Penda Ba

**Copy editing et relecture en
anglais**

Khardiata Ba
Moussa Kane
Aïssa Mboup

Révision des textes en arabe

Mohamed Jouili

Révision du texte en portugais

Eugène Tavares

Iconographie

Mame-Penda Ba

Maquette

Mouhamed K. Amoussa

Crédits photographiques

Nous tenons à exprimer notre
profonde gratitude à Baye Mballo
Kébé, artiste peintre dont le talent
et la générosité ont enrichi notre fil
iconographique.

Le logo de *Global Africa* est
emprunté au signe *Nsibidi* qui
représente le savoir et le partage.

Le collège des évaluateurs
étant anonyme, nous ne
publions pas les noms de ses
membres. Nous adressons nos
chaleureux remerciements à
l'ensemble des évaluateurs
pour leur disponibilité et leurs
fécondes contributions.



Université Internationale de Rabat
The arabic university

Revue *Global Africa*
numéro 5

Mars 2024

Périodicité : quatre numéros annuels

(deux pour les deux premières années 2022, 2023)

Propriété : Université Gaston Berger, Sénégal

Éditeur : Université Gaston Berger, Sénégal

Directeur de la publication : Magatte Ndiaye,
Recteur de l'Université Gaston Berger

ISSN : 3020-0458

Programmation et évaluation

Coordinatrice du numéro

Sara Mejdoubi

Secrétaire de rédaction

Fatimatou Dia

Comité de rédaction

Mame-Penda Ba (*Rédactrice en chef*), *Science politique*,
Université Gaston Berger

Toussaint Murhula Kafarhire, *Sc. po, ASAA, ULC, UPN*

Uchenna Okeja, *Philosophie, Nelson Mandela Univ.*

Olivier Dangles, *Biodiversité, Sc. de la durabilité, IRD*

Sara Mejdoubi, *Linguiste, UIR*

Faisal Garba, *Sociologie, UCT*

Mohamed Jouili, *Anthropologie, ULM*

Nadine Machikou, *Sc. politique, Université de Yaoundé*

Frédérique Louveau, *Anthropologie, UGB*

Mireille Razafindrakoto, *Économie, IRD*

Philippe Lavigne-Delville, *Anthropologie, IRD*

Cheikh Sadibou Sakho, *Sociologie, Anthropologie, UGB*

Conseil scientifique

Akosua Adomako Ampofo (*Présidente*),
Gender studies, ASAA

Paul Tiyambe Zeleza, *Économie, USIU*

Souleymane Bachir Diagne, *Philosophie, CU*

Mamadou Diouf, *Histoire, CU*

Cecelia Lynch, *Science politique, UCI*

Estienne Rodary, *Géographie et science politique, IRD*

Célestin Monga, *Économie, World Bank/Harvard*

Bouchra Sidi Hida, *Sc. soc. et gouvernance, Codesria*

Philippe Peycam, *Histoire, IIAS*

Ibrahima Thioub, *Histoire, UCAD*

Fatima Sadiqi, *Ling. études de genre, Université de Fes*

Cheikh Thiam, *Études africaines, Amherst College*

François Roubaud, *Économie, IRD*

Felwine Sarr, *Économie, Duke University*

Steffan Ouma, *Géographie, University of Bayreuth*

Fatou Sow, *Gender studies, CNRS/UCAD*

Pap Ndiaye, *Histoire, SciencePo / MNHI*

Foued Laroussi, *Linguistique, Université de Rouen*

Zahia Jouirou, *Études islamiques et religions
comparées, Université de La Manouba*

Ibrahima Kane, *Droits humains, OSF/UA*

Reda Benkirane, *Université M.VI Polytechniques*

Walter Mignolo, *Anthropologie, Duke University*

Dominique Darbon, *Science politique, LAM*

Mbissane Ngom, *Droit, UGB*

Fatima Harrak, *Histoire et science politique, Institut
d'études africaines, Université Mohammed V*

La lecture des articles en arabe suit la numérotation de page
de l'ensemble de la revue, de gauche à droite.

Global Africa est une revue en libre accès distribuée selon
les termes de la licence d'attribution Creative Commons
Attribution Non-Commerciale (CC BY-NC 4.0)

(<https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0>).

Cette licence autorise l'utilisation, la distribution et la
reproduction sur tout support, sauf à des fins commerciales,
à condition que l'œuvre originale soit correctement citée.

AFRICA

AFFRICA

AFRICA

GLO

مفردات

Varia

Miscellaneous

Vinginevyo

Varia

Éditorial	6-8
Catalogue des résumés	18-27
Baye Mballo Kébé Œuvre de Baye Mballo Kébé	30-31
Boubacar Diallo Entrée en vigueur de la convention de Malabo. Au-delà de la bonne nouvelle, les défis de sa mise en œuvre et de son actualisation	40-55
Cilas Kemedjio La fabrique de la « fantasmagorie » africaniste : Littérature et production du savoir dans <i>Chemin d'Europe</i> de Ferdinand Oyono	104-119
Abdoul Karim Saidou Démocratie et insécurité au Sahel : une cohabitation impossible ?	138-152
Jacques Tshwabwa Kudithshini Savoirs endogènes et savoirs dits « scientifiques » à l'aune de la COVID 19 De la rupture épistémologique à la reconnexion des savoirs	200-214
Cheikh Cissé Les défis sécuritaires à l'épreuve de l'injustice climatique au Sahel Une brève revue des connaissances	230-240
Mamadou Diouf, Felwine Sarr Que peut l'intellectuel face au monstre ? Conversation sur le Sénégal	252-255
Toussaint Murhula Kafarhire La crise au Congo, une introduction historique	262-269
Toussaint Murhula Kafarhire Cinquième conférence biennale de l'Association des Études Africaines d'Afrique (AEAA)	278-285

Miscellaneous

Vinginevyo

متفرقات

Editorial	09-11	12-14	15-17
Abstracts Catalog	18-27	18-27	18-27
Baye Mballo Kébé Baye Mballo Kébé's artwork	32-33	34-35	36-37
Boubacar Diallo Entry into Force of the Malabo Convention: Beyond the Good News, the Challenges of Implementation and Updating	56-70	71-86	87-102
Cilas Kemedjio Manufacturing an Africanist Phantasmagoria: Literature and Knowledge Production in Ferdinand Oyono's <i>Chemin d'Europe</i>			120-136
Abdoul Karim Saidou Democracy and Insecurity in the Sahel: An impossible Cohabitation?			153-167
Jacques Tshwabwa Kuditshini Endogenous Knowledge and So-called "Scientific" Knowledge in the Context of Co- vid-19. From Epistemological Facture to Knowledge Reconnection			215-228
Cheikh Cissé Security Challenges and Climate Injustice in the Sahel A Brief Overview of Existing Research			241-250
Mamadou Diouf, Felwine Sarr What Can the Intellectual Do in the Face of the Monster? Conversation on Senegal			256-259
Toussaint Murhula Kafarhire The Congo Crisis, A Historical Introduction			270-276
Toussaint Murhula Kafarhire 5 th Biennial Conference of the African Studies Association of Africa (ASAA) .			286-292

Éditorial

Global Africa

Le numéro *Varia* est dirigé par Sara Mejdoubi, membre du comité de rédaction
Chercheure au Center for Global Studies, Université Internationale de Rabat

sara.mejdoubi@uir.ac.ma

Pour cette première publication *varia* de la revue *Global Africa*, l'équipe éditoriale propose un éventail disciplinaire puisqu'y sont traitées des questions relevant de l'épistémologie, de la littérature, de la science politique, de l'IA et de l'évolution du droit, ainsi que celles relatives à la sécurité sous différents aspects. Si l'objectif de *Global Africa* est la promotion de la recherche scientifique en Afrique, ce premier *varia* ne déroge pas à la règle. Même si le continent a fait l'objet de plusieurs études (et continue de l'être), les analyses ont été, très souvent, menées pour des résultats fixés à l'avance ; D. Graeber et D. Wingrow y insistent longuement dans leur ouvrage *Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité*. Les choses changent mais affirmons-le clairement : il est urgent de continuer à renouveler le regard que nous portons sur l'Afrique, ses populations et ses pratiques. Et c'est bien cette orientation qui représente la trame de la réflexion de ce numéro, dont les textes sont à la fois d'une actualité brûlante et portent sur des sujets nécessitant une urgente remise en question. Habituellement, la succession des articles dans un *varia* est arbitraire ; cependant, nous proposons volontairement un ordre, car nous avons décelé une trame générale lorsque l'ensemble a été réuni. Ce *varia* est une façon de reconsidérer épistémologiquement quelques défis – avec des cas concrets – propres à ce continent qui n'attend qu'une chose : se réinventer autrement.

C'est ainsi que ce numéro s'ouvre sur le texte de Boubacar Diallo qui trace les contours, expose les apports et pointe les limites de l'entrée en vigueur de la convention de Malabo. En adoptant cette convention sur la cybersécurité et la protection des données personnelles en 2014, l'Union africaine comptait renforcer les législations relatives aux transactions électroniques, à la protection des données personnelles, à la promotion de la cybersécurité et à

How to cite this paper:

Global Africa, (2024). Éditorial

Global Africa, (5), pp. 6-8.

<https://doi.org/10.57832/72pe-kf65>

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



la lutte contre la cybercriminalité. L'auteur souligne toutefois que l'entrée en vigueur tardive de ce cadre juridique continental combinée à l'évolution accélérée et permanente des technologies telle l'intelligence artificielle, place les acteurs communautaires et nationaux dans une nécessité d'actualisation constante face à l'émergence de nouvelles formes de cybermenaces. Ceci exige aussi, d'après l'auteur, qu'il y ait une mise à jour permanente de la convention afin de cerner sûrement les phénomènes émergents.

S'en suit l'article de Cilas Kemedjio, qui part de l'ouvrage *Chemin d'Europe* de Ferdinand Oyono pour mettre en avant la remise en question du savoir colonialiste, laquelle est nécessaire à la renaissance culturelle. L'auteur questionne les conditions de l'accès au savoir par les colonisés, les biais pour les dépasser, ainsi que cette obsession d'être « évolué ». La littérature est présentée dans ce travail comme un immense réseau de savoirs et de connaissances qui est amené à se transformer.

Dans une sorte d'enchaînement, Abdoul Karim Saidou, dans son article intitulé « Démocratie et insécurité au Sahel : une cohabitation impossible ? », avance l'idée selon laquelle il serait possible pour la démocratie de s'accommoder de l'insécurité, en développant des stratégies d'adaptation ; et qu'elle est à même de participer à la régulation de la crise au Sahel. En ce sens, les cas du Nigeria, du Mali (organisation d'élections en temps de crise) et celui du Burkina Faso (le mécanisme de *Situation room*) révèlent une certaine capacité de résilience des États, même en période de crise. L'auteur insiste, toutefois, sur les variables qui mettent à mal l'existence de la cohabitation entre la démocratie et l'insécurité.

Dans cette succession s'insère l'article de John Ayotunde (Tunde) Isola Bewaji, insistant sur la position du savoir en tant qu'outil de contrôle de la réalité. L'auteur y questionne « l'épistémicide » et son rôle dans l'épuisement institutionnalisé des savoirs endogènes africains. Sa démonstration permet de comprendre comment les mécanismes de l'épistémicide ont contribué à la destruction des patrimoines, de l'humanité, des civilisations et des connaissances africaines. L'auteur explique qu'en s'appuyant de nouveau sur les savoirs endogènes, l'Afrique pourra réellement entamer son développement et mieux envisager les relations avec le reste du monde.

De manière cette fois-ci plus spécifique, Jacques Tshibwabwa Kuditshini aborde la nécessaire réactivation des savoirs endogènes dans la gestion de la pandémie de la Covid-19, par le biais d'une démarche théorico-épistémologique. Pour ce faire, l'auteur insiste, en exposant des cas concrets, sur cette reconstruction des savoirs endogènes. Cela suppose de les mettre en corrélation avec les savoirs dits « scientifiques » avec, comme toile de fond, la pluralité de la pensée humaine.

De son côté, Cheikh Cissé nous expose l'improbable lien entre les impacts climatiques et les enjeux sécuritaires dans la grande région du Sahel. Les données empiriques dévoilent que le retard économique accentue les effets de la crise climatique et pose, de façon manifeste, de réels enjeux sécuritaires.

Ce numéro varia donne aussi la parole, sous la forme d'une conversation, à Mamadou Diouf et Felwine Sarr, invités à s'exprimer sans détour sur la crise démocratique que connaît le Sénégal. Les deux penseurs insistent sur le rôle que joue l'université dans le tumulte politique que traverse le pays ces derniers temps. Mame-Penda Ba, dans un second entretien, questionne Toussaint M. Kafarhire sur la nature du Mouvement du 23-Mars au Congo, ses enjeux et son impact sur la région et ses populations.

Enfin, l'article de Toussaint M. Kafarhire revient sur l'objet de la cinquième conférence biennale de l'Association des études africaines d'Afrique (AEAA), intitulée « Rapatrier l'Afrique : problématiques anciennes et perspectives critiques ». Il est question principalement d'un renouvellement épistémologique fondé sur le rapatriement du patrimoine africain, volé pendant la période coloniale. Cette idée est approfondie par le biais des concepts suivants : celui de la « restitution » du patrimoine culturel africain, tout d'abord, autour duquel gravitent les concepts de « réparation », « restauration » et celui de « rapatriement ». Le tout fonctionnant comme un ensemble systémique et indissociable. Par ailleurs, la conférence, comme le mentionne l'auteur, a donné lieu à un certain nombre de recommandations.

Nous n'allons pas clore cet éditorial sans dire un mot sur la couverture de ce numéro. Le choix d'une œuvre de Baye Mballo Kébé sur Gorée n'est pas arbitraire. Cet artiste, aux multiples visages et au talent généreux, a peint cette toile représentant un lieu où la mémoire collective fait face à un monde en devenir. Cette mémoire collective nous la retrouvons à travers l'usure des marches, la profondeur des couleurs et le poids de l'atmosphère ; le monde en devenir est cet escalier ayant mené des corps, des âmes chargées d'incertitude et d'incompréhension, vers un monde inconnu. D'aucuns s'interrogeraient sur le lien entre le choix de la couverture et les articles de ce varia. Disons-le sans détour : ce numéro est à l'image de cette toile, en ce sens que, en dépit de tous les travaux passés, l'Afrique n'est pas un sujet tombé en désuétude ; au contraire, il s'agit d'un terrain offrant et exposant de nouvelles perspectives. Nous avons là un premier numéro comme un espace de diversité thématique, de complexité problématique, d'investigations méthodiques, mais aussi comme un espace de changement.

L'engagement de la revue en faveur du multilinguisme dans la publication scientifique reste constant. Nous avons ainsi le plaisir d'accueillir un article traduit en portugais et trois résumés en yoruba, haoussa et en wolof.

Excellente lecture !

Editorial

Global Africa

The varia issue is coordinated by Sara Mejdoubi, member of the editorial board
Researcher at the Center for Global Studies, International University of Rabat

sara.mejdoubi@uir.ac.ma

For this first varia issue of *Global Africa* the editorial team offers a wide range of disciplines, delving into epistemology, literature, political science, AI and the evolution of law, as well as various security concerns. If the aim of *Global Africa* is to promote scientific research in Africa, this first varia is no exception. Although the continent has been the subject of many studies (and continues to be so), studies have very often been carried out for pre-determined results; D. Graeber and D. Wingrow insist on this at length in their book *The Dawn of Everything: A New History of Humanity*. Although things are changing, let's be clear: we urgently need to continue renewing the way we look at Africa, its people and its practices. And it is precisely this orientation that forms the basis of this issue's reflections, whose texts are both highly topical and deal with subjects that require urgent reconsideration. Usually, the succession of articles in a varia is arbitrary; however, we are deliberately proposing an order, as we have identified a general pattern once the whole has been put together. This varia is a way of epistemologically reconsidering some of the challenges - with concrete case studies - specific to this continent, which is just waiting for one thing: to reinvent itself in a different way.

As a result, this issue opens with Boubacar Diallo's text outlining the contours, the contributions and pointing out the limitations of the Malabo Convention's entry into force. By adopting this convention on cybersecurity and the protection of personal data in 2014, the African Union intended to strengthen legislation on electronic transactions, the protection of personal data, the promotion of cybersecurity and the fight against cybercrime. The author points out, however, that the late entry into force of this common legal framework, combined with the accelerated and permanent evolution of technologies such as artificial intelligence, means that community and national actors need to be constantly

How to cite this paper:

Global Africa, (2024). Editorial

Global Africa, (5), pp. 9-11.

<https://doi.org/10.57832/xz2r-ct39>

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



updated in the face of the emergence of new forms of cyberthreats. According to the author, this also means that the convention needs to be constantly updated, in order to effectively identify emerging phenomena.

Cilas Kemedjio's article, which follows, takes Ferdinand Oyono's *Chemin d'Europe* as a starting point for questioning colonialist knowledge as a prerequisite for cultural renaissance. The author questions the conditions of access to knowledge by the colonized, the biases to overcoming them, and the obsession with being "évolué" (integrated). Literature is presented in this work as an immense network of knowledge that is bound to transform itself.

In a similar trend, Abdoul Karim Saidou, in his article entitled "*Democracy and Insecurity in the Sahel: An impossible Cohabitation?*", puts forward the idea that democracy can accommodate insecurity by developing adaptation strategies, and that it can play a part in regulating the crisis in the Sahel. In this sense, the cases of Nigeria, Mali (organization of elections in times of crisis) and Burkina Faso (the Situation Room mechanism) reveal a capacity for resilience on the part of states, even in times of crisis. The author insists however on the variables that undermine the existence of cohabitation between democracy and insecurity.

John Ayotunde (Tunde) Isola Bewaji's article is part of this continuum, focusing on the position of knowledge as a tool for controlling reality. The author questions "epistemicide" and its role in the institutionalized demise of endogenous African knowledge. His demonstration shows how the mechanisms of epistemicide have contributed to the destruction of African heritages, humanity, civilizations and knowledge. The author explains that by relying once again on endogenous knowledge, Africa will be able to truly embark on its development and better envision its relations with the rest of the world.

More specifically, Jacques Tshibwabwa Kuditshini addresses the need to reactivate endogenous knowledge in the context of the Covid-19 pandemic, using a theoretical-epistemological approach. To this end, the author insists on the reconstruction of endogenous knowledge through concrete case studies. This involves correlating them with so-called "scientific" knowledge, against the backdrop of the plurality of human thought.

For his part, Cheikh Cissé explains the unlikely link between climate impacts and security issues in the greater Sahel region. Empirical data reveals that economic backwardness exacerbates the effects of the climate crisis, and clearly raises real security issues.

Mamadou Diouf and Felwine Sarr are also invited to speak candidly about Senegal's democratic crisis. They both emphasize the role played by the university in the recent political turmoil in the country. In a second interview, Mame-Penda Ba asks Toussaint M. Kafarhire about the nature of the March 23rd Movement in Congo, the issues at stake and its impact on the region and its populations.

Finally, Toussaint M. Kafarhire's article revisits the subject of the fifth biennial conference of the African Studies Association of Africa (ASAA), entitled "Repatriating Africa: Old Challenges and Critical Insights". The focus is on an epistemological renewal based on the repatriation of African heritage, stolen during the colonial period. This idea is explored through the following concepts: the "restitution" of African cultural heritage, around which revolve the concepts of "repair", "restoration" and "repatriation". All of these concepts function as a systemic and inextricably linked whole. As the author points out, the conference also produced a number of recommendations.

This editorial cannot end without a word about the cover of this issue. The choice of a work by Baye Mballo Kébé on Gorée island is not arbitrary. This artist, with his many facets and generous talent, has painted this piece depicting a place where collective memory faces a world in the making. We find this collective memory in the wear and tear on the steps, the depth of the colors and the weight of the atmosphere; the world in the making is the staircase that has led bodies and souls laden with uncertainty and incomprehension, towards an unknown world. Some might question the link between the choice of cover and the articles in this varia. Let's put it bluntly: this issue is a reflection of that canvas, in the sense that, despite all past work, Africa is not a subject that has fallen into a

state of obsolescence; on the contrary, it's a subject that offers and exposes new perspectives. This is our first issue as a space of thematic diversity, problematic complexity and methodical investigation, but also as a space of change.

Global Africa's commitment to multilingualism in scientific publication remains constant. We are delighted to welcome an article translated into Portuguese and three abstracts in Yoruba, Haoussa and Wolof.

We wish you a pleasant reading!

Tahariri

Global Africa

Toleo la varia linaongozwa na Sara Mejdoubi, mwanachama wa kamati ya uhariri Mtafiti katika Kituo cha Mafunzo ya Kimataifa, Chuo Kikuu cha Kimataifa cha Rabat
sara.mejdoubi@uir.ac.ma

Kwa uchapishaji huu wa kwanza wa anuwai wa jarida la *Global Africa*, timu ya wahariri inatoa anuwai ya nidhamu kwa vile inashughulikia maswali yanayohusiana na epistemolojia, fasihi, sayansi ya siasa, AI na mageuzi ya sheria, na vile vile yale yanayohusiana na usalama katika nyanja tofauti. Ikiwa lengo la *Global Africa* ni kukuza utafiti wa kisayansi barani Afrika, tofauti hii ya kwanza sio ubaguzi kwa sheria. Hata kama bara limekuwa somo la tafiti kadhaa (na inaendelea kuwa), uchambuzi mara nyingi umefanywa kwa matokeo yaliyowekwa mapema; D. Graeber na D. Wingrow wanasisitiza hili kwa kirefu katika kazi yao *Hapo Mwanzo Ilikuwa... Historia Mpya ya Ubinadamu*. Mambo yanabadilika, lakini tuseme wazi: ni jambo la dharura kuendelea kufanya upya jinsi tunavyoitazama Afrika, idadi ya watu wake na desturi zake. Na mwelekeo huu ndio unaowakilisha mfumo wa tafakuri katika suala hili, ambalo matini zake ni mada za mada na zinazohitaji kuhojiwa haraka. Kwa kawaida, mfululizo wa makala katika lahaja ni ya kiholela; hata hivyo, kwa hiari tunapendekeza agizo, kwa sababu tuligundua mfumo wa jumla wakati kila kitu kilipoletwa pamoja. Tofauti hii ni njia ya kutafakari upya changamoto fulani - kwa hali halisi - mahususi kwa bara hili ambalo linangojea jambo moja tu: kujipanga upya kwa njia tofauti.

Hivi ndivyo suala hili linavyofunguka kwa maandishi ya Boubacar Diallo ambayo yanaelezea mtaro, kufichua michango na kuonyesha mipaka ya kuanza kutumika kwa Mkataba wa Malabo. Kwa kupitisha mkataba huu wa usalama wa mtandao na ulinzi wa data ya kibinafsi mwaka wa 2014, Umoja wa Afrika ulinuia kuimarisha sheria inayohusiana na miamala ya kielektroniki, ulinzi wa data ya kibinafsi, uendelezaji wa usalama wa mtandao na mapambano dhidi ya uhalifu wa mtandao. Mwandishi anasisitiza, hata hivyo, kwamba kuchelewa kuanza kutumika kwa mfumo huu wa kisheria wa kawaida pamoja na mageuzi ya kasi na ya kudumu ya teknolojia

How to cite this paper:

Global Africa, (2024). Tahariri
Global Africa, (5), pp. 12-14.
<https://doi.org/10.57832/9yvw-6614>

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



kama vile akili ya bandia, kunaweka wahusika wa jamii na kitaifa katika haja ya kusasishwa mara kwa mara katika uso wa kuibuka kwa aina mpya ya vitisho vya mtandao. Hii pia inahitaji, kulingana na mwandishi, kwamba kuwe na sasisho la kudumu la mkataba ili kutambua kwa uhakika matukio yanayojitokeza.

Hii inafuatwa na makala ya Cilas Kemedjio, ambaye anaanza kutoka kazi ya Njia ya Ulaya na Ferdinand Oyono kuangazia maswali ya maarifa ya wakoloni, ambayo ni muhimu kwa mwamko wa kitamaduni. Mwandishi anahoji masharti ya kupata maarifa na wakoloni, upendeleo wa kuyashinda, na vile vile hamu hii ya «kubadilishwa». Fasihi imewasilishwa katika kazi hii kama mtandao mkubwa wa maarifa na maarifa ambao unaweza kubadilika.

Katika aina ya mlolongo, Abdoul Karim Saidou, katika makala yake yenye kichwa « Demokrasia na ukosefu wa usalama katika Sahel: kuishi pamoja haiwezekani? », inatoa wazo kwamba itawezekana kwa demokrasia kushughulikia ukosefu wa usalama, kwa kuandaa mikakati ya kukabili na hali; na kwamba inaweza kushiriki katika kudhibiti mgogoro katika Sahel. Kwa maana hii, kesi za Nigeria, Mali (shirika la uchaguzi wakati wa shida) na ile ya Burkina Faso (*utaratibu wa chumba cha Hali*) hudhihirisha uwezo fulani wa ustahimilivu wa Mataifa, hata wakati wa shida. Mwandishi anasisitiza, hata hivyo, juu ya vigezo vinavyodhoofisha kuwepo kwa ushirikiano kati ya demokrasia na ukosefu wa usalama.

Mfululizo huu ni pamoja na makala ya John Ayotunde (Tunde) Isola Bewaji, akisisitiza nafasi ya maarifa kama chombo cha kudhibiti ukweli. Mwandishi anahoji « mauaji ya mlipuko » na jukumu lake katika uchovu wa kitaasisi wa maarifa asilia ya Kiafrika. Maonyesho yake yanatuwezesha kuelewa jinsi mifumo ya mauaji ya mlipuko imechangia uharibifu wa urithi wa Kiafrika, ubinadamu, ustaarabu na ujuzi. Mwandishi anaeleza kuwa kwa kutegemea tena maarifa asilia, Afrika itaweza kweli kuanza maendeleo yake na kufikiria vyema uhusiano na mataifa mengine ya dunia.

Wakati huu kwa namna mahususi zaidi, Jacques Tshibwabwa Kuditshini anashughulikia uanzishaji upya unaohitajika wa maarifa asilia katika udhibiti wa janga la Covid-19, kupitia mbinu ya kinadharia-epistemolojia. Ili kufanya hivyo, mwandishi anasisitiza, kwa kufichua kesi halisi, juu ya ujenzi huu wa maarifa ya asili. Hili linahitaji kuziunganisha na ujuzi unaoitwa «kisayansi» na, kama mandhari, wingi wa mawazo ya binadamu.

Kwa upande wake, Cheikh Cissé anatueleza uhusiano usiowezeke kati ya athari za hali ya hewa na masuala ya usalama katika eneo kubwa la Sahel. Takwimu za kijasusi zinaonyesha kuwa kurudi nyuma kiuchumi kunaongeza athari za mzozo wa hali ya hewa na huleta wazi changamoto za usalama.

Suala hili la tofauti pia linatoa nafasi, katika mfumo wa mazungumzo, kwa Mamadou Diouf na Felwine Sarr, walioalikwa kuzungumza kwa uwazi kuhusu mgogoro wa kidemokrasia ambao Senegal inapitia. Zote mbili zinasisitiza jukumu ambalo chuo kikuu kinatekeleza katika ghasia za kisiasa ambazo nchi imekuwa ikipitia katika siku za hivi majuzi. Mame-Penda Ba, katika mahojiano ya pili, anahoji Toussaint M. Kafarhire juu ya asili ya Vuguvugu la Machi 23 nchini Kongo, masuala yake na athari zake kwa eneo na wakazi wake.

Hatimaye, makala ya Toussaint M. Kafarhire inarejea kwenye somo la mkutano wa tano unaofanyika kila baada ya miaka miwili wa Chama cha Mafunzo ya Afrika (AEAA), chenye kichwa «Kurejesha Afrika: masuala ya zamani na mitazamo muhimu». Hasa ni swali la upyaji wa kielimu kulingana na urejeshaji wa urithi wa Kiafrika, ulioibiwa wakati wa ukoloni. Wazo hili linachunguzwa zaidi kupitia dhana zifuatazo: ile ya «urejesho» wa urithi wa kitamaduni wa Kiafrika, kwanza kabisa, ambayo dhana ya «fidia», «kurejesha» na ile ya «kurudisha» inazunguka. Zote zinafanya kazi kama mfumo mzima na usioweza kutenganishwa. Zaidi ya hayo, mkutano huo, kama mwandishi anavyotaja, ulitoa idadi fulani ya mapendekezo.

Hatutafunga tahariri hii bila kusema neno lolote kuhusu jalada la toleo hili. Uchaguzi wa kazi ya Baye Mballo Kébé sio wa kiholela. Msanii huyu, mwenye nyuso nyingi na vipaji vya ukarimu, alichora turubai hii ikiwakilisha mahali ambapo kumbukumbu ya pamoja inakabiliwa na ulimwengu katika utengenezaji. Tunapata kumbukumbu hii ya pamoja kupitia kuvaa kwa hatua, kina cha rangi na

uzito wa anga; ulimwengu katika utengenezaji ni ngazi hii yenye miili inayoongozwa, roho zilizojaa kutokuwa na uhakika na kutokuelewana, kuelekea ulimwengu usiojulikana. Wengine wangeshangaa juu ya kiunga kati ya chaguo la kifuniko na nakala za anuwai hii. Tuseme kwa uwazi: suala hili ni kama turubai hii, kwa maana kwamba, pamoja na kazi zote zilizopita, Afrika si somo ambalo halijatumika; kinyume chake, ni sadaka ya ardhi ya eneo na kufichua mitazamo mipya. Hapa tuna suala la kwanza kama nafasi ya anuwai ya mada, ya utata wa shida, uchunguzi wa kimfumo, lakini pia kama nafasi ya mabadiliko.

Ahadi ya jarida la kutumia lugha nyingi katika uchapishaji wa kisayansi inabaki kuwa thabiti. Kwa hiyo tunafuraha kukaribisha makala iliyotafsiriwa kwa Kireno na mihtasari mitatu katika Kiyoruba Kihausa na Kiwolofu.

Usomaji bora!

افتتاحية

جلوبال أفريقيا

هذا العدد المتنوع (varia) أشرفت عليه سارة المجدوبي
باحثة في مركز الدراسات العالمية، الجامعة الدولية للرباط، المغرب
sara.mejdoubi@uir.ac.ma

ترض هيئة تحرير مجلة «غلوبال أفريكا» على قرائها في هذا العدد الأول المتنوع (Varia) الذي تصدره، مجموعة مقالات من اختصاصات مختلفة تعالج مسائل تتعلق بكل من الاستيمولوجيا والأدب و علم السياسة والذكاء الاصطناعي وتطور القوانين وكذلك مسائل تتعلق بالأمن في مظاهره المختلفة. فإذا كان هدف مجلة غلوبال أفريكا يتمثل في النهوض بالبحث العلمي في أفريقيا، فإن هذا العدد الأول المتنوع المشارب لا يشذ عن القاعدة. فحتى إذا ما أخذنا بعين الاعتبار أن قارة أفريقيا لطالما كانت موضوعا لدراسات متعددة وما تزال كذلك، فإن التحاليل التي أجرتها هذه الدراسات كانت تقودها في غالب الأحيان نتائج قد ضُبطت مُسبقا. وقد أكد ذلك بإسهاب كل من داوود غرايبار (D.Graeber) وداوود وينغرو (D.Wingrow) في كتابهما الذي صدر بعنوان: « في البدء كان.....تاريخ جديد للإنسانية».

إنّ الأمور تتغير ولكن لنقل في وضوح تام: هناك حاجة ملحة لمواصلة تجديد الرؤية التي شكلناها في أذهاننا لأفريقيا ولشعوبها ولممارساتهم. وهذا التوجّه هو بالفعل الذي يمثل الإطار الفكري لهذا العدد بنصوصه المختلفة التي هي في ذات الوقت تستجيب لمتطلبات راهنة شديدة الحساسية وتتناول مواضيع تستوجب أن نعيد على عجل التساؤل عنها. وقد جرت العادة أن يتم ترتيب المقالات بصفة اعتباطية في عدد من مجلة تكون مادتها متنوّعة، غير أننا نعرض من تلقاء أنفسنا في هذا العدد ترتيبا محددا ما كان بوسعنا أن نقوم به لو لم نستكشف حبكة عامة تنتظم مجموع المقالات الصادرة فيه بعد أن تمّ جمعها والنظر فيها.

الافتتاحية، Global Africa, (2024)
الصفحات 15-17، أفريقيا العالمية، العدد (5).

<https://doi.org/10.57832/3b3a-md90>

© 2023 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

How to cite this paper:

فهذا العدد يمثل طريقة في إعادة النظر من الناحية الاستيمولوجية في بعض التحديات- من خلال دراسة قضايا محسوسة- تتعلق بأفريقيا على وجه الخصوص التي لا تنتظر شيئا ، عدا أن تعيد استكشاف نفسها بطريقة مغايرة لما سبق.

وعلى هذا النحو يُفتتح هذا العدد بنصّ لأبي بوبكر ديّلو يحيط فيه بدخول اتفاقية مالابو (Malabo) حيز التنفيذ من كلّ جوانبه ويعرض إسهاماته ويقف على حدوده. فبتبنيّ اتفاقية الأمن السيبراني وحماية البيانات الشخصية سنة 2014 عزم الاتحاد الأفريقي على تعزيز القوانين المتعلقة بالمعاملات الالكترونية وحماية البيانات الشخصية والتهوض بالأمن السيبراني ومقاومة الجريمة الالكترونية. غير أنّ كاتب هذا النصّ قد شدّد على أنّ دخول هذا الإطار القانوني المشترك [بين العديد من البلدان الأفريقيّة] الذي يشمل التطوّر المتسارع والدائم لتكنولوجيات مختلفة مثل الذكاء الاصطناعي يحتمّ على الفاعلين الاجتماعيين وعلى المستوى الوطني أن يكونوا على يقظة بصفة مستمرة للتصدّي لظهور أشكال جديدة من التهديد السيبراني. هذا يتطلب كذلك حسب الكاتب أن يتمّ تحديث هذه الاتفاقية وتحيينها باستمرار حتّى يتسنى حصر الظواهر المستجدة في هذا المجال والتعرّف عليها.

يتبع مقالّ أبي بكر ديّلو مقالّ لسيلاس كمدجيو (Cilas Kemedjio) الذي انطلق من رواية «الطريق نحو أوروبا» لفردينان أويونو (Ferdinand Oyono) لإبراز أهمية إعادة النظر في المعرفة الاستعمارية التي لا غنى عنها للقيام بنهضة ثقافية. يتساءل الكاتب عن شروط الحصول على المعرفة الأدبية التي قدّمت في هذا العمل بوصفها شبكة هائلة من المعلومات والمعارف التي يتعيّن عليها أن تتغيّر.

وفي نوع من التسلسل يطرح عبد الكريم سايدو (Abdoul Karim Saidou) في مقاله الذي اختار له عنوان «الديموقراطية وانعدام الأمن في بلدان الساحل الأفريقي: تعايش مستحيل؟» فكرة كون الديموقراطية يمكنها أن تتعايش مع انعدام الأمن وذلك بتنمية استراتيجيات للتكيف معه، بل من شأنها أن تساهم في تسوية الأزمة في بلدان الساحل. وفي هذا المنحى فإنّ مثالي نيجيريا ومالي (بتنظيم انتخابات في زمن الأزمة) وكذلك مثال بوركينافاسو (التيّة خلية أزمة Situation room) تبيّن أنّه ثمة نوع من القدرة على المقاومة تمتلكها الدول حتّى في فترات الأزمة. غير أن كاتب هذا المقال يؤكد وجود متغيّرات من شأنها أن تلحق الضرر بقيام تعايش بين الديموقراطية وانعدام الأمن.

يلي هذه المقالات الثلاث مقال لجون أوتندي (توندي) ايسولا بواجي (John Ayotunde (Tunde) Isola Bewaji). يؤكد فيه على منزلة المعرفة باعتبارها أداة للتحكّم في الحقيقة. يتساءل صاحب المقال عن «الاستيموسيديا» ودورها في استنزاف المعارف المحليّة الأفريقيّة الذي تمّ بصفة رسمية [وبخلفية استعمارية]. وقد مكّننا عرضه لهذه المسألة من فهم الكيفيّة التي بها ساهمت الاستيموسيديا في تدمير تراث الإنسانية والحضارات والمعارف الأفريقيّة وهو الذي بيّن أنّه بالاعتماد من جديد على المعارف المحليّة يمكن لأفريقيا أن تشرع فعلا في تطوير نفسها وأن تتوحّى طريقة أفضل في نسج علاقاتها ببقية بلدان العالم.

وبطريقة مخصوصة هذه المرّة تطرّق جاك تشيبواوا كُدتشيّني (Jacques Tshibwabwa Kuditshini) إلى ضرورة إعادة تفعيل المعارف المحليّة في كيفيّة التعامل مع جائحة كوفيد 91 من خلال مقاربة نظريّة- استيمولوجيّة. ولهذا الغرض أكّد الكاتب أهمية إعادة صياغة المعارف المحليّة بعرض حالات ماديّة محسوسة. وهذا يفترض عقد صلة بين هذه المعارف المحليّة والمعارف المسماة «علميّة» بخلفية تأخذ بعين الاعتبار تعدّد الفكر الإنسانيّ.

أمّا الشيخ سيّسي (Cheikh Cissé) فقد عرض في مقاله الرأي الذي يستبعد وجود صلة بين التأثيرات المناخية والرهانات الأمنية في منطقة بلدان الساحل الأفريقي المتزامية الأطراف. فعمل على أن يبيّن [في خلاف مع هذا الرأي] كيف أنّ المعطيات التجريبيّة تكشف عن كون التخلف الاقتصادي من شأنه أن يفاقم من حدة الأزمة المناخية ويطرح تبعا لذلك وبطريقة لا لبس فيها تحديات أمنية ينبغي التصدي لها.

1 الاستيموسيديا (l'épistémicide) لفظ مركب من كلمة يونانية في الأصل: (épistémè) وتعني معرفة أو علم وكلمة لاتينية (cida) وتعني: قتل. يُستعمل هذا المصطلح حديثا في دراسات ما بعد الكولونيالية للإشارة إلى التدمير الكامل أو الجزئي لمعارف الشعوب غير الأوروبية التي تورط فيها الاستعمار الغربي..

هذا العدد المتنوع المشارب من مجلة غلوبال أفريكا قد أعطى الكلمة في محادثة أولى لكل من مامادو ضيوف (Mamadou Diouf) وفلويين سار (Felwine Sarr) للإدلاء بدلوهما في الأزمة الديمقراطية التي تعيشها السنغال: لقد شددا هذا المفكران على دور الجامعة في هذا الصخب السياسي الذي تمر به البلاد في الأونة الأخيرة. أما في محادثة ثانية أجرتها مام – بندا-با (Mame-Penda Ba) مع توسان مور هوللا كفرهير (Toussaint M. Kafarhire) فقد استجوبته في طبيعة حركة 32 مارس في الكنگو ورهاناتها وتأثيرها في شعوب المنطقة.

وختما لهذا العرض نشير إلى مقال توسان مور هوللا كفرهير الذي عاد فيه إلى موضوع المنتدى الخامس لجمعية الدراسات الأفريقية (AEAA) الذي يُعقد لكل سنتين واختير له عنوان « إعادة أفريقيا إلى أهلها : إشكاليات قديمة ووجهات نظر نقدية جديدة». يتعلّق الأمر على وجه الخصوص بتجديد ابستيمولوجي يتأسس على استرجاع الممتلكات التراثية الأفريقية الذي سُرقت أثناء الفترة الاستعمارية. هذه الفكرة تناولها الكاتب في عمق من خلال المفاهيم التالية: بادئ ذي بدء مفهوم « استرداد» التراث الثقافي الأفريقي الذي تتمحور حوله مفاهيم « جبر الضرر» و « الترميم» و « إعادة التوطين». والكُلّ من هذه الناحية يعمل باعتبارها نظاما جامعا غير قابل للتجزئة. علاوة على ذلك فقد أسفر هذا المنتدى كما نصّ على ذلك صاحب المقال عن عدد من التوصيات لتؤخذ بعين الاعتبار.

لن نختم هذه الافتتاحية دون أن نقول كلمة في غلاف هذا العدد. لم يكن الاختيار على رسم لغوري (Gorée) من إبداع باي مبالو كيببي (Baye Mballo Kébé) اعتباطيا. فقد رسم هذا الفنان التشكيلي ذي الاهتمامات المتعددة وصاحب الموهبة السخية لوحة الغلاف وهي عبارة عن مكان تجابه فيه الذاكرة الجماعية عالمًا لا ينفك عن الصيرورة والتحوّل. تتراءى لنا هذه الذاكرة الجماعية من خلال اهتراء الدرج وعمق الألوان وثقل الفضاء التشكيلي. العالم في صيرورة كما يترأى لنا في لوحة الغلاف هو عبارة عن درج تشكّلت من أجساد و أنفس محمّلة بالريب وانعدام الفهم تتجه نحو عالم مجهول.

يتساءل البعض عن الصلة التي تربط بين اختيار الغلاف ومقالات هذا العدد المتنوع. لنقل بصراحة: هذا العدد من مجلة غلوبال أفريكا قد ورد في صورة هذه اللوحة ، ما معناه أنّه رغم كلّ الاعمال السابقة، فإنّ أفريقيا لم يعف عنها الزمن. فهي على العكس من ذلك مازالت تعتبر حقلا يوقرّ ويطرح آفاقا جديدة واعدة للدراسة والبحث. ها أنّه بحوزتنا الآن عدد من المجلة متعدّد الموضوعات، متشعب الإشكالات يوقرّ للقارئ أبحاثا منهجية دقيقة وهو كذلك مساحة للتغيير.

إنّ التزام مجلة غلوبال أفريكا بخدمة التعدّد اللغوي في مجال النشر العلمي يظلّ التزاما ثابتا. وهكذا أسرنا أن نستقبل مقالا مترجما إلى اللغة البرتغالية و ثلاثة ملخصات أحدهما في لغة اليوروبا (yoruba) والثاني في لغة الهوسا (haoussa) والآخر في لغة الولوف (wolof).

قراءة ممتعة !

Catalogue des résumés

Abstracts Catalog

Chers lecteurs,

Nous sommes heureux de vous annoncer la publication du catalogue des résumés du numéro Varia de *Global Africa*. Ce cinquième numéro poursuit notre tradition de diversité linguistique, présentant une collection variée d'articles qui illustrent la richesse de l'Afrique et de sa diaspora à travers des contributions en anglais, français, arabe, swahili, portuguais, yoruba, haoussa et wolof. 'Varia' témoigne de notre engagement à embrasser l'universalité dans la diversité, offrant un éventail de perspectives qui enrichissent notre dialogue global. Explorez avec nous cette mosaïque d'insights dans le catalogue des résumés de ce numéro éclectique.

Dear readers,

We are pleased to announce the publication of the abstracts catalog for the Varia issue of *Global Africa*. This fifth issue continues our tradition of linguistic diversity, presenting a varied collection of articles that illustrate the richness of Africa and its diaspora through contributions in English, French, Arabic, Swahili, portuguese, yoruba, haoussa, and wolof. 'Varia' demonstrates our commitment to embracing universality in diversity, offering a range of perspectives that enrich our global dialogue. Join us in exploring this mosaic of insights in the abstracts catalogue of this eclectic issue.

Entrée en vigueur de la Convention de Malabo

Au-delà de la bonne nouvelle,
les défis de sa mise en œuvre et de son actualisation

Boubacar Diallo

Résumé

La Convention de Malabo, officiellement entrée en vigueur en 2023 après la ratification par la Mauritanie, représente une étape cruciale vers l'harmonisation des cadres légaux en Afrique concernant la cybersécurité et la protection des données personnelles. Cet instrument juridique, adopté par l'Union africaine en 2014, vise à répondre aux défis posés par l'évolution rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC) et à promouvoir la coopération régionale dans ces domaines. Malgré son potentiel significatif pour améliorer la sécurité numérique et la gouvernance des données à l'échelle continentale, l'article souligne la nécessité d'une mise à jour continue de la convention pour intégrer des questions émergentes telles que l'intelligence artificielle et le cyberterrorisme. Il appelle également à une mise en œuvre effective et à une coopération accrue entre les pays africains pour assurer une harmonisation législative réussie, tout en tenant compte des standards internationaux.

Katalogi ya Muhtasari

كتالوج الملخصات

Abstract

The Malabo Convention, which officially became effective in 2023 following its formal acceptance by Mauritania, represents a crucial step towards the harmonization of legal frameworks in Africa regarding cybersecurity and the protection of personal data. This legal tool, adopted by the African Union in 2014, aims to respond to the challenges presented by the rapid evolution of information and communication technologies (ICTs) and to promote regional cooperation in these fields. Despite its significant potential for improving digital security and data governance at continental level, the article highlights the need for the convention to be continually updated to incorporate emerging issues such as artificial intelligence and cyberterrorism. It also calls for effective implementation and increased cooperation between African countries to ensure successful legislative harmonization, while taking into account international standards.

ملخص

تمثل اتفاقية ملابو التي دخلت بصفة رسمية حيز التنفيذ سنة 2023 بعد مصادقة موريتانيا عليها مرحلة شديدة الأهمية في اتجاه توحيد الأطر الشرعية في أفريقيا المتعلقة بالأمن الإلكتروني (السيبراني) وحماية المعطيات الشخصية. وتهدف هذه المعاهدة القانونية التي تبناها الاتحاد الأفريقي سنة 2014 إلى الإجابة عن التحديات التي يطرحها التطور كما تهدف إلى النهوض بالتعاون الإقليمي في هذه الميادين (TIC) السريع لتكنولوجيات المعلومات والاتصالات ومع الإمكانية الهائلة التي يوفرها المقال لتحسين الأمن الإلكتروني وحوكمة المعطيات على المستوى الأفريقي، فهو يشدد على ضرورة التحيين المستمر للاتفاقية حتى يتم إدراج المسائل المستحدثة مثل الذكاء الاصطناعي والإرهاب الإلكتروني ضمنها. يدعو المقال كذلك إلى التنفيذ الفعلي لهذه الاتفاقية وإلى تعزيز التعاون بين البلدان الأفريقية لضمان توحيد ناجح فيما بينها للتشريعات المتعلقة بهذا الميدان مع الأخذ بعين الاعتبار في ذات الوقت بالمعايير الدولية.

Muhtasari

Mkataba wa Malabo, unanza kutumika rasmi mwaka wa 2023 baada ya kuidhinishwa na Mauritania, unawakilisha hatua muhimu kuelekea upatanishi wa mifumo ya kisheria barani Afrika kuhusu usalama wa mtandao na ulinzi wa data ya kibinafsi. Hati hii ya kisheria, iliyopitishwa na Umoja wa Afrika mwaka 2014, inalenga kukabiliana na changamoto zinazoletwa na maendeleo ya haraka ya teknolojia ya habari na mawasiliano (ICT) na kukuza ushirikiano wa kikanda katika maeneo haya. Licha ya uwezo wake mkubwa wa kuboresha usalama wa kidijitali na usimamizi wa data katika kiwango cha bara, makala hii inaangazia haja ya kuendelea kusasishwa kwa mkataba huo ili kujumuisha masuala ibuka kama vile akili bandia na ugaidi wa mtandaoni. Pia inatoa wito wa utekelezaji mzuri na kuongezeka kwa ushirikiano kati ya nchi za Afrika ili kuhakikisha upatanishi wa sheria wenye mafanikio, huku ikizingatiwa viwango vya kimataifa.

Resumo em português

A Convenção de Malabo, oficialmente em vigor em 2023 após a ratificação pela Mauritània, representa um passo crucial rumo à harmonização dos quadros legais em África no que diz respeito à cibersegurança e proteção dos dados pessoais. Este instrumento jurídico, adotado pela União Africana em 2014, visa enfrentar os desafios decorrentes da rápida evolução das tecnologias da informação e comunicação (TIC) e promover a cooperação regional nesses domínios. Apesar do seu potencial significativo para melhorar a segurança digital e a governança dos dados em escala continental, o artigo destaca a necessidade de uma atualização contínua da convenção para integrar questões emergentes como inteligência artificial e ciberterrorismo. Também apela à implementação efetiva e a uma maior cooperação entre os países africanos para garantir uma harmonização legislativa bem-sucedida, tomando em consideração os padrões internacionais.

Tënk (résumé en wolof¹)

Ca atum 2023 la kilifa yi biral ndoorteelu jéfeg Digaaleb Malabo bi, ginnaaw bi ko réewum Mórítani xaatimee. Loolu, ab jéego bu am solo la ñeel àndaleg yooni àtte yi biir Afrig ñeel « cybersécurité » ak kaaraangeeg rootaani nit ñi (protection des données personnelles). Juntuukaayu àtte bii, ca atum 2014 la ko Bennoog Afrig (Union Africaine) jëloon. Jubluwaay bu njëkk bi mooy dëppale àtte yi ak coppiteg xaralay xibaar yeek jokkalante gi, ci tubaab gàttal biy joxe TIC (Technologies de l'information et de la communication). Ñaareelu jubluwaay bi mooy suuxat, ci fànn yile, dimbalante ci diggante réewi kemmaar gi. Naam, digaale bi dafay ñonjal bu baax a baax kaaraange limteef gi (nimerig bi) ak caytug rootaan yi ñeel kemmaar gépp. Waaye, yaxal bi day wone solo si nekk ci dëppale bees ko war a dëppaleek jamono saa su nekk ngir boole ci laaj yu yees yi niki « intelligence artificielle » ak « cyberterrorisme ». Yaxal bi dafay soññe tamit ci ñu jéfe digaale bi ci lu wér. Rax-ci-dolli, day xirtal réewi Afrig yi ci ñuy gën a dimbalante seen biir ngir fexee àndale àtte yi bu baax te di sóoraalewaale sarti àddina si.

La fabrique de la « fantasmagorie » africaniste

Littérature et production du savoir dans *Chemin d'Europe* de Ferdinand Oyono

Cilas Kemedjio

Résumé

L'écriture de la dissidence anticoloniale est un projet de réinvention, qui a pour ambition de neutraliser la dimension normative et disciplinaire qui est inscrite dans l'écriture conquérante afin d'en faire un lieu où la contestation devienne possible. Le processus de conversion et d'appropriation de la lettre impériale devrait produire, au bout du compte, une écriture porteuse d'un projet d'amélioration des conditions de vie. La mission sociale de la littérature produite par les peuples subjugués par l'aventure coloniale découlerait de ce projet de subversion de l'écriture apprise à l'école coloniale. Ferdinand Oyono, dans *Chemin d'Europe*, pose les jalons de ce qu'on pourrait appeler une théorie pragmatique (défense de leurs intérêts de classe) de la mission des évolués. Barnabas, recalé au baccalauréat et chassé du séminaire, a pour ambition d'entreprendre une aventure européenne. La présente analyse, à partir de *Chemin d'Europe*, explore la littérature francophone comme espace d'une production d'un discours postcolonial sur la fabrique africaniste. La fabrique africaniste signifie ici l'ensemble des circonstances qui président à la production d'une Afrique par le regard occidental. Le texte littéraire a conscience des conditions de sa naissance. La mise en abyme de cette conscience critique prend la forme d'une méditation sur l'école coloniale, cadre de formation des écrivains. La remise en question de l'ordre africaniste participe du vaste mouvement décolonial qui engendre les mouvements de restauration culturelle telles que la Renaissance de Harlem, l'indigénisme haïtien ou la Négritude, l'anticolonialisme, et l'émergence d'un ordre du discours africain.

Abstract

Writing about anticolonial dissidence is a project of reinvention that aims to neutralize the normative and disciplinary dimension inscribed in writing by the victor in order to allow it to become a locus for the possibility of contestation. The process of conversion and appropriation of the conqueror's literature ultimately creates a writing that brings with it a project of amelioration of life conditions. The social mission of literature produced by peoples subjugated by the colonial adventure stems from this project of subverting the literature that was learned in the colonial schools. Ferdinand Oyono, in *Chemin d'Europe (Road to Europe)*, establishes a milestone of what can be called a pragmatic theory of the mission of *évolués* (a defense of their own class interests). Having failed the baccalauréat and been expelled from his seminary, Barnabas seeks to undertake a European adventure. The present analysis, based on Ferdinand Oyono's *Road to Europe*, explores francophone literature as a space of production for a postcolonial discourse on the creation of Africanism. Africanist fabrication here means the ensemble of circumstances that preside over the fabrication of an Africa as seen through Western eyes. Literary texts are conscious of conditions of birth. The mise en abyme of this critical awareness assumes the shape of a meditation on the colonial school, the setting for the formation of writers. Challenging that Africanist order is part of the broad decolonial project that gives rise to movements of cultural restoration such as the Harlem Renaissance, Haitian indigenism, and Negritude, anticolonialism, and the emergence of an actual African discourse.

1 Le wolof est une langue africaine affiliée à la famille Niger-congo, branche ouest-atlantique. La langue est parlée dans trois pays : au Sénégal où elle fait office de langue véhiculaire, en Gambie et en Mauritanie. Elle a le statut de langue nationale dans ces trois pays.

ملخص

إنّ الكتابة المناهضة للاستعمار مشروع لإعادة الابتكار يطمح إلى القضاء على البعد المعياري والتخصّصي الذي يندرج في جوهر الكتابة الغازية ليجعل منها موضعا يصبح الاحتجاج فيه أمرا ممكنا

فمسار تبيّن الرسالة الاستعمارية وتملّكها ينبغي أن يفرز في نهاية المطاف كتابة تحمل مشروعا للتحسين من ظروف عيش الناس. فمهمّة الأدب الذي تنتجه الشعوب التي رزحت تحت نير الاستعمار ومغامراته تنبثق من هذا المشروع الذي يتمثل في قلب معايير الكتابة التي تعلّمتها هذه الشعوب عن المدرسة الاستعماريّة وورثتها عنها.

لقد وضع فردينان أوينو في روايته " الطريق نحو أوروبا" اللبنة الأساسية لما يمكن أن نطلق عليها بنظريّة راجماتيّة (دفاع عن مصالح طبقة) لرسالة هؤلاء الذين بلغوا درجة من النموّ الذهني والفكري

كان برنباس (بطل الرواية) الذي رسب في امتحان شهادة ختم الدروس الثانويّة (البكالوريا) وأُطرِد من المدرسة يطمح أن يقوم بمغامرة أوروبية. فمن خلال رواية "نحو أوروبا" نسعى بتحليلنا في هذا المقال أن نستكشف الأدب الفرנקفوني باعتباره مجالا لإنتاج خطاب ما بعد كولنيالي يتعلّق بالصناعة [الأدبيّة والجماليّة] الأفريقيّة. تعني الصناعة الأفريقيّة في هذا السياق كافة الظروف التي تؤثر بصفة بالغة في رسم الغرب لصورة عن أفريقيا.

يعي النص الأدبي بالظروف التي ينشأ فيها. إنّ تضمين هذا الوعي النقدي في النصّ الأدبي يتخذ طابعا تأمليّا في المدرسة الاستعماريّة بوصفها إطارا لتكوين الكتاب. ومن شأن إعادة النظر في النظام الأفريقي أن يساهم في حركة تصفية التركة الاستعماريّة الشاملة التي أفرزت الحركات الداعية إلى إحياء الثقافات الأفريقيّة مثل حركة "نهضة هارلم" [1] وحركة الدفاع عن السكان الأصليين في هايتي [2] وكذلك حركة "الزنوجة" [3] ونزعة معاداة الاستعمار وظهور نظام للخطاب الأفريقي.

Muhtasari

Uandishi wa upinzani dhidi ya ukoloni ni mradi wa uundaji upya, ambao unalenga kugeuza mwelekeo wa kawaida na wa nidhamu ambao umeandikwa katika maandishi ya kushinda ili kuifanya iwe mahali ambapo maandamano yanawezekana. Mchakato wa ubadilishaji na ugawaji wa barua ya kifalme inapaswa hatimaye kutoa maandishi yanayobeba mradi wa kuboresha hali ya maisha. Misheni ya kijamii ya fasihi iliyotayarishwa na watu waliotawaliwa na matukio ya ukoloni ingetokana na mradi huu wa upotoshaji wa maandishi yaliyojifunza katika shule ya wakoloni. Ferdinand Oyono, katika Njia ya Ulaya, anaweka msingi kwa kile tunachoweza kukiita nadharia ya kipragmatiki (utetezi wa maslahi ya darasa lao) ya dhamira ya mageuzi. Barnaba, ambaye alifeli shahada yake ya kwanza na kufukuzwa katika seminari, ana nia ya kufanya safari ya Uropa. Uchambuzi wa sasa, unaozingatia Njia ya Ulaya, unachunguza fasihi inayozungumza Kifaransa kama nafasi ya utayarishaji wa hotuba ya baada ya ukoloni juu ya kitambaa cha Kiafrika. Kiwanda cha Waafrika hapa kinamaanisha mazingira ambayo yanatawala uzalishaji wa Afrika kupitia mtazamo wa Magharibi. Maandishi ya fasihi yanafahamu masharti ya kuzaliwa kwake. Ukumbi wa michezo ya fahamu hii muhimu inachukua fomu ya kutafakari juu ya shule ya kikoloni, mfumo wa mafunzo kwa waandishi. Kuhojiwa kwa utaratibu wa Waafrika ni sehemu ya vuguvugu kubwa la uondoaji ukoloni ambalo huzalisha harakati za kurejesha utamaduni kama vile Harlem Renaissance, asili ya Haiti au Uzembe, kupinga ukoloni, na kuibuka kwa utaratibu wa mazungumzo ya Kiafrika.

Démocratie et insécurité au Sahel : une cohabitation impossible ?

Abdoul Karim Saidou

Résumé

Cet article analyse les effets de l'insécurité sur l'ordre démocratique à partir des terrains sahéliens. Il vise à élucider le potentiel de résilience face à l'insécurité. Les résultats montrent une situation contrastée avec d'une part des régimes qui s'accrochent à l'insécurité et d'autre part d'autres qui y succombent. Jusqu'à une certaine intensité, la démocratie parvient à domestiquer l'insécurité grâce à ses dimensions électorale, délibérative et participative. Cependant, dans les cas d'insécurité à haute intensité, l'ordre démocratique devient difficile à préserver de par l'impossibilité d'organiser des élections acceptables et de maintenir l'armée en dehors du pouvoir. En clair, s'il n'y a pas d'incompatibilité absolue entre démocratie et insécurité, la cohabitation entre les deux n'en reste pas moins tumultueuse

Abstract

This article analyzes the effects of insecurity on the democratic agenda in the Sahel. It aims to elucidate the resilience potential of democracy in the face of insecurity. The results show a contrasted situation, with some regimes accommodating insecurity and others succumbing to it. Up to a certain level of intensity, democracy manages to control insecurity thanks to its electoral, deliberative and participatory dimensions. However, in cases of high-intensity insecurity, the democratic agenda becomes difficult to preserve, because of the impossibility of organizing credible elections and keeping the army out of power. Clearly, while there is no absolute incompatibility between democracy and insecurity, the cohabitation between the two remains no less tumultuous.

Muhtasari

Makala haya yanachambua athari za ukosefu wa usalama kwenye utaratibu wa kidemokrasia kutoka eneo la Sahelian. Inalenga kufafanua uwezo wa ujasiri wa demokrasia katika uso wa ukosefu wa usalama. Matokeo yanaonyesha hali tofauti na kwa upande mmoja serikali zinazovumilia ukosefu wa usalama na kwa upande mwingine ambazo zinashindwa. Hadi kiwango fulani, demokrasia itaweza kudhibiti ukosefu wa usalama kwa mwelekeo wake wa uchaguzi, wa kimaadili na shirikishi. Hata hivyo, katika hali ya ukosefu wa usalama wa hali ya juu, utaratibu wa kidemokrasia unakuwa mgumu kuhifadhi kutokana na kutowezekana kwa kuandaa uchaguzi unaokubalika na kuliweka jeshi nje ya mamlaka. Ni wazi, ikiwa hakuna kutopatana kabisa kati ya demokrasia na ukosefu wa usalama, kuishi pamoja kati ya hizo mbili kunasalia kuwa na msukosuko.

ملخص

نحلّ في هذا المقال انعكاسات انعدام الأمن على النظام الديمقراطي انطلاقاً من بلدان الساحل الأفريقي ونسعى إلى تبين مدى قدرة الديمقراطية على الصمود إزاء انعدام الأمن. لقد أظهرت النتائج المستخلصة من دراستنا أنّ الحالة التي عليها هذه البلدان متباينة. ففي حين تتكيف أنظمة مع انعدام الأمن، تخضع أنظمة أخرى له وتستسلم. فإلى حدّ ما تمكنت الديمقراطية من ترويض انعدام الأمن والحدّ من خطورته من خلال الانتخاب والشورى والاشترك في تسيير الشأن العام. غير أنّه في الحالة التي يكون فيها انعدام الأمن على درجة عالية من الشدّة يصبح من الصعب الحفاظ على النظام الديمقراطي لاستحالة تنظيم انتخابات في ظروف ملائمة وتحظى بالقبول وكذلك لاستحالة الإبقاء على الجيش خارج السلطة. فمن نافلة القول إذن أنه إذا كان ليس ثمة تعارض مطلق بين الديمقراطية وانعدام الأمن، فإنّ التعايش بينهما يظلّ يكتنفه التشوّش ويشوبه الاضطراب.

Takaitawa (résumé en haoussa²)

Wannan labarin yayi nazari kan illolin rashin tsaro ga tsarin dimokuradiyya daga yankin Sahel. Yana da nufin bayyana yuwuwar juriyar dimokuradiyya ta fuskar rashin tsaro. Sakamakon ya nuna sabanin yanayi da a bangare guda gwamnatocin da suka hakura da rashin tsaro a daya bangaren kuma wasu da suka mika wuya. Har zuwa wani karfi, dimokuradiyya tana gudanar da sarrafa rashin tsaro albarkacin zaɓe, shawarwari da fa'ida. Duk da haka, a cikin yanayin rashin tsaro mai tsanani, tsarin dimokuradiyya yana da wuya a kiyaye shi saboda rashin yiwuwar shirya zaɓuka masu dacewa da kuma hana sojoji daga mulki. A bayyane yake, idan babu cikakken rashin jituwa tsakanin dimokuradiyya da rashin tsaro, zaman tare a tsakanin su ba zai rage tashin hankali ba.

2 Le haoussa est une langue afro-asiatique, principalement parlée dans le nord du Nigeria et le sud du Niger, avec des locuteurs répartis à travers l'Afrique de l'Ouest. Elle sert de lingua franca dans la région, touchant des dizaines de millions de personnes.

Savoirs endogènes et savoirs dits « scientifiques » à l'aune de la Covid-19

De la rupture épistémologique à la reconnexion des savoirs

Jacques Tshibwabwa Kuditshini

Résumé

Dans l'imaginaire scientifique occidental, les savoirs endogènes africains sont souvent assimilés à des savoirs ordinaires, au sens commun, et surtout à des savoirs populaires et vulgaires. Cet imaginaire participe de la construction de la dichotomie connaissances endogènes/connaissances scientifiques où les premières, dominées par les secondes, se trouvent dans un rapport de subalternisation ancré dans des préjugés raciaux et culturels dont l'ethnologie coloniale constitue le soubassement épistémologique et idéologique. L'objectif de ce papier est de convoquer la notion de « rupture épistémologique » théorisée par Gaston Bachelard, Émile Durkheim et Pierre Bourdieu, comme un autre facteur explicatif de cette dichotomie qui a pour effet de périphériser les savoirs endogènes. Les soubresauts et les frémissements de la Covid-19, qui s'est révélée être un phénomène social total affectant tous les champs argumentaires du savoir et ceux des sciences sociales et des humanités en particulier, sont exploités comme prétexte pour revisiter et relativiser la notion de « rupture épistémologique ». Ils sont aussi mobilisés comme ressorts en vue de plaider à la fois pour la réactivation des connaissances endogènes africaines et pour la reconnexion de ces dernières avec les connaissances dites « scientifiques » dans une totalisation dialectique qui leur donne sens et leur restitue une fonctionnalité et une historicité propres. Notre démarche réflexive a un caractère théorico-épistémologique et méthodologique. Il s'agit d'une réflexion épistémologique, non empirique, dont l'ambition est de susciter un débat à la fois historique, théorique, méthodologique et même idéologique autour de la problématique des savoirs endogènes dans leur interaction avec les savoirs dits « savants ».

Abstract

In the Western scientific world, endogenous African knowledge is often assimilated with ordinary, common-sense knowledge, and above all to popular and vulgar knowledge. This imaginary is part of the construction of the endogenous knowledge/scientific knowledge dichotomy, in which the former, dominated by the latter, finds itself in a relationship of subalternization rooted in racial and cultural prejudices for which colonial ethnology constitutes the epistemological and ideological underpinning. The aim of this paper is to invoke the notion of "epistemological discontinuity" theorized by Gaston Bachelard, Émile Durkheim and Pierre Bourdieu, as another factor in explaining this dichotomy, which has the effect of peripheralizing endogenous knowledge. The turmoils and shudders of the Covid-19, which has turned out to be a total social phenomenon affecting all fields of knowledge and those of the social sciences and humanities in particular, are used as a pretext to revisit and relativize the notion of "epistemological rupture". They are also mobilized to advocate both the reactivation of endogenous African knowledge and its reconnection with so-called "scientific" knowledge in a dialectical totalization that gives it meaning and restores its own functionality and historicity. Our reflexive approach is of a theoretical-epistemological and methodological nature. It is an epistemological reflection, not an empirical one, whose ambition is to provoke a historical, theoretical, methodological and even ideological debate around the issue of endogenous knowledge in its interaction with so-called "learned" knowledge.

ملخص

يُنظر في المتخيل العلمي الغربي إلى المعارف المحليّة الأفريقيّة باعتبارها في غالب الأحيان معارف عادية في المعنى الشائع للكلمة و على وجه الخصوص بوصفها معارف شعبيّة مبتذلة. يساهم هذا المتخيل في بناء ثنائيّة تكون فيها المعارف المحليّة في تقابل مع المعارف العلميّة. في هذه الثنائيّة تكون الهيمنة للمعارف العلميّة على المعارف المحليّة ، ما يجعلها في علاقتها بها في وضعية مهينة مترسّخة في الأحكام المُسبقة العنصرية والثّقافيّة التي تشكّل الاتنولوجيا الاستعماريّة دعامتها الابستيمولوجية والايديولوجية. فالهدف من هذا المقال يتمثّل في استخدام مفهوم " القطيعة الابستيمولوجية" الذي صاغه نظرياً كلّ من غاستون بيار بورديو (Pierre Bourdieu) وبيار دورديو (Émile Durkheim) وايميل دوركايم (Gaston Bachelard) باتشارل باعتبارها عاملاً آخر من شأنه أن يفسّر هذه الثنائيّة التي من شأنها أن تضع على الهامش المعارف المحليّة إنّ الاضطرابات والارتجاجات التي أحدثها كوفيد 19 الذي تبين أنّه ظاهرة اجتماعيّة شاملة أثّرت في كلّ الحقول الحاجبيّة للمعرفة وللعلوم الاجتماعيّة وبالخصوص الإنسانيّات قدتمّ استغلالها ذريعة لإعادة النظر في مفهوم " القطيعة الابستيمولوجية" وتنسيبه.

وقد تمّ حشد هذه الاضطرابات والارتجاجات التي أحدثها كوفيد 19 للدعوة في ذات الوقت إلى إعادة تفعيل المعارف المحلية الأفريقية و وصلها بالمعارف التي يُطلق عليها ب"العلمية" ضمن تمثّنٍ جدليّ شاملٍ وجامعٍ يمنحها معنى وتستعيد بها وظيفتها وتاريخيتها الخاصتين بها. فمقاربتنا التأملية ذات طابع نظري – إبستمولوجي ومنهجي. يتعلّق الأمر بتفكير إبستمولوجي ليست له صفة تجريبيةٍ نطمح من خلاله إلى إثارة نقاش يكون في ذات الوقت تاريخياً ونظرياً "ومنهجياً وحتىٍ إيديولوجياً يتعلّق بإشكالية المعارف المحلية في تفاعلها مع المعارف التي يُطلق عليها ب"العلمية".

Muhtasari

Katika mawazo ya kisayansi ya Magharibi, maarifa asilia ya Kiafrika mara nyingi huingizwa kwa maarifa ya kawaida, akili ya kawaida, na haswa kwa maarifa maarufu na machafu. Mawazo haya yanachangia katika ujenzi wa dichotomia ya maarifa asilia/maarifa ya kisayansi ambapo yale ya awali, yenye kutawaliwa na haya ya mwisho, yanajipata katika uhusiano wa ubadilishanaji uliokita mizizi katika ubaguzi wa rangi na kitamaduni ambao ethnolojia ya kikoloni ndio msingi wa kielimu na kiitikadi. Madhumuni ya karatasi hii ni kuibua dhana ya "kupasuka kwa epistemolojia" iliyonadharia na Gaston Bachelard, Émile Durkheim na Pierre Bourdieu, kama sababu nyingine ya ufafanuzi wa mkanganyiko huu ambao una athari ya kuzunguka maarifa asilia. Mitetemeko na mitetemeko ya Covid-19, ambayo imeonekana kuwa jambo la jumla la kijamii linaloathiri nyanja zote za hoja za maarifa na zile za sayansi ya kijamii na ubinadamu haswa, hutumiwa kama kisingizio cha kurejea na kuhusianisha dhana ya "kupasuka kwa epistemolojia". Pia huhamasishwa kama nyenzo za kutetea uanzishaji upya wa maarifa asilia ya Kiafrika na kwa kuunganisha tena maarifa ya Kiafrika na kile kinachoitwa maarifa ya "kisayansi" katika jumla ya lahaja ambayo huwapa maana na kurejesha utendaji na historia kwao. Mtazamo wetu wa kuakisi una tabia ya kinadharia-kielimu na kimbinu. Ni tafakari ya kielimu, isiyo ya kijarabati, ambayo nia yake ni kuibua mjadala wa kihistoria, kinadharia, mbinu na hata kiitikadi kuhusu tatizo la maarifa asilia katika mwingiliano wake na ujuzi unaoitwa "kisayansi".

Les défis sécuritaires à l'épreuve de l'injustice climatique au Sahel

Une brève revue des connaissances

Cheikh Cissé

Résumé

Le Sahel, région géographique d'Afrique située entre le Sahara et l'Afrique subsaharienne, est fortement touché par les problématiques liées au changement climatique. Bien que de nombreux défis soient identifiés, peu d'études scientifiques établissent clairement les liens entre les impacts de ce changement et les enjeux sécuritaires dans cette zone. En s'appuyant sur une confrontation de données empiriques et d'études scientifiques collectées de sources spécialisées des différents pays de la région, cet article se propose de démontrer l'injustice climatique vécue par les pays en développement, dont les pays sahéliens, en raison de leur retard économique par rapport aux pays développés ; ensuite, de faire des analyses fines centrées sur la corrélation entre les conséquences de ce changement à la fois régionales et spécifiques à chaque pays du Sahel et les nombreux défis sécuritaires – notamment la sécurité humaine – qu'ils amènent à relever.

Abstract

The Sahel, a geographical region of Africa located between the Sahara and sub-Saharan Africa, is strongly affected by climate change issues. Although many challenges have been identified, few scientific studies clearly establish the links between the impacts of that change and security issues in that area. Based on a comparison of empirical data and scientific studies collected from specialized sources from different countries in the region, this article sets out to demonstrate the climate injustice experienced by developing countries, including the Sahelian countries, due to their economic lag behind developed countries. The article then makes a detailed analysis focusing on the correlation between the consequences of this change, both regional and specific to each Sahel country, and the many security challenges - particularly human security - that they face.

ملخص

لقد تأثر الساحل بوصفه منطقة جغرافية في أفريقيا تقع جنوب الصحراء الكبرى تأثراً بالغاً بالإشكالات التي نتجت عن التغير المناخي. ورغم أنه تمّ التعرف على التحديات التي طرحها التغير في المناخ ، فإنّ الدراسات العلمية التي عقدت الصلة بصفة واضحة بين تأثيرات هذا التغير و الرهانات الأمنية في هذه المنطقة تظلّ شحيحة

فبالاعتماد على المجابهة التي أجريناها بين معطيات تجريبية ودراسات علمية استقيناهما من مصادر مختصة في بلدان مختلفة من هذه المنطقة طرحنا على أنفسنا في هذا المقال أن نكشف عن المظالم المناخية التي تتعرض لها البلدان التي هي في طور النمو ومنها بلدان الساحل الأفريقي بسبب تخلفها الاقتصادي مقارنة بالبلدان المتقدمة وأن نقوم بعد ذلك بتحليلات دقيقة تركز على الصلة بين نتائج التغير المناخي على مستوى المنطقة برمتها و مظاهره المخصوصة في كل بلد من بلدان الساحل على حده والتحديات الأمنية المتعددة- لا سيما الأمن البشري- التي يتعين علينا التصدي لها

Muhtasari

Sahel, eneo la kijiografia la Afrika lililo kati ya Sahara na Afrika Kusini mwa Jangwa la Sahara, limeathiriwa pakubwa na masuala yanayohusiana na mabadiliko ya hali ya hewa. Ingawa changamoto nyingi zimetambuliwa, tafiti chache za kisayansi zinaweka wazi uhusiano kati ya athari za mabadiliko haya na masuala ya usalama katika eneo hili. Kwa kuzingatia ulinganisho wa data za kimajaribio na tafiti za kisayansi zilizokusanywa kutoka kwa vyanzo maalum kutoka nchi mbalimbali za kanda, makala haya yanalenga kuonyesha dhuluma ya hali ya hewa inayokumba nchi zinazoendelea, zikiwemo nchi za Saheli, kutokana na kuchelewa kwao kiuchumi ikilinganishwa na nchi zilizoendelea; kisha, kufanya uchambuzi wa kina unaozingatia uwiano kati ya matokeo ya mabadiliko haya, ya kikanda na maalum kwa kila nchi katika Sahel, na changamoto nyingi za usalama - hasa usalama wa binadamu - ambazo huleta.



© *Le batteur*, Baye Mballo Kébé, 2023



Baiye Ballo Kebe
2023
DKR. (with a smiley face)

Œuvre de Baye Mballo Kébé

Baye Mballo Kébé

Artiste peintre

mballoarte05@yahoo.com

L'œuvre de l'artiste sénégalais Baye Mballo Kébé, d'une diversité certaine, condense plusieurs thématiques et préoccupations majeures d'ordre esthétique, sociétal et spirituel : la maternité et la condition féminine, l'éducation et les enfants talibés, les figures emblématiques et historiques, les scènes de la vie quotidienne et l'environnement.

Concernant son univers pictural, il déclare ceci : « Tout m'inspire mais je suis fasciné par le jazz. Cette musique nous permet de rêver, de nous évader, de crier notre trop-plein. » Ainsi, ses peintures sont très marquées par l'ambiance créée par les musiciens de jazz, leur histoire et les pépites musicales offertes au monde.

Baye Mballo, élève de Iba Ndiaye¹ en section arts plastiques de l'École Nationale des Arts de Dakar, partage avec son maître formateur autant de passion pour le jazz que d'actions pour l'éclat des métiers artistiques. Iba Ndiaye lui permettra d'exposer au 1^{er} Festival mondial des arts nègres de 1966 à Dakar. Il sortira major de la promotion 1967-68. En 1969, un an après sa sortie de l'école, Baye Mballo obtient une bourse pour une formation en technicien de musée au département d'égyptologie de l'université du Louvre à Paris. À son retour à Dakar, dans les années 1970, il occupera plusieurs postes dans l'administration, notamment celui de chargé de cours à l'École Nationale des Arts et à l'École d'architecture et d'urbanisme.

Artiste plasticien, décorateur, graphiste, sérigraphe, photographe scientifique, technicien de musée, formateur en batik et teinture traditionnelle, consultant, illustrateur de livres scientifiques, producteur de supports publicitaires, autant d'activités qui font lien avec les multiples qualifications de Baye Mballo Kébé. L'artiste, au talent et à la constance reconnus, est médaillé d'or de Paris Critique, chevalier des Arts et des Lettres de France et du Sénégal, et Grand Prix humanitaire de France. Il est l'inventeur

¹ Iba Ndiaye (1928-2008) est né à Saint-Louis du Sénégal. Après avoir étudié aux Beaux-Arts de Paris, il revient au Sénégal en 1959 et participe à la création de l'École nationale des arts de Dakar où il a enseigné jusqu'en 1966.

How to cite this paper:

Kébé, B. M. (2024). Œuvre de Baye Mballo Kébé
Global Africa, (5), pp. 30-31.
<https://doi.org/10.57832/v0wd-py83>

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



de la technique « Xatim Art » (*xatim* signifie écriture en wolof), par laquelle les mots et l'écriture calligraphique sont des attributs plastiques : les mots deviennent ainsi des formes, des couleurs et des vibrations aux accents lyriques et graves, comme le monde avec ses errements, ses doutes, ses joies et ses crises.



Baye Mballo Kébé's Artwork

Baye Mballo Kébé

Painter

mballoarte05@yahoo.com

The work of Senegalese artist Baye Mballo Kébé is highly diverse, featuring a number of major themes and concerns of an aesthetic, societal and spiritual nature, including maternity and women's condition, education and the Talibe, symbolic and historical figures, scenes from daily life, and the environment.

As for his pictorial universe, he declares: "Everything inspires me, but I'm fascinated by jazz. This music allows us to dream, to escape, to cry out our overflow", so his paintings are strongly influenced by the atmosphere created by jazz musicians, their history and the musical treasures offered to the world.


Baye Mballo, a student of Iba Ndiaye¹ in the plastic arts section of the École Nationale des Arts de Dakar, shared with his master and trainer as much a passion for jazz as he did for the brilliance of the artistic professions. Iba Ndiaye enabled him to exhibit at the 1st World Festival of Black Arts in Dakar in 1966. In 1969, a year after graduating with honors, Baye Mballo was awarded a scholarship to train as a museum technician in the Egyptology Department at the Université du Louvre in Paris. On his return to Dakar in the 1970s, he held a number of administrative positions, including lecturer at the École Nationale des Arts and the École d'architecture et d'urbanisme.

Baye Mballo Kébé is a visual artist, decorator, graphic designer, silkscreen printer, scientific photographer, museum technician, batik and traditional dyeing trainer, consultant, illustrator of scientific books and producer of advertising materials, all of which tie in with his many qualifications.

An artist of recognized talent and constancy, Baye Mballo Kébé is a Paris Critique gold medallist, a Chevalier des Arts et des Lettres de France et du Sénégal, and a Grand Prix humanitaire de France

¹ Iba Ndiaye (1928-2008) was born in Saint-Louis, Senegal. After studying at the Beaux-Arts in Paris, he returned to Senegal in 1959 and helped found the École nationale des arts de Dakar, where he taught until 1966.

How to cite this paper:
Kébé, B. M. (2024). Baye Mballo Kébé's Artwork.
Global Africa, (5), pp. 32-33.
<https://doi.org/10.57832/wz2b-xg52>

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/) 

winner. He is the inventor of the "Xatim Art" technique (*xatim* means writing in Wolof), in which words and calligraphic writing become plastic attributes: words thus become forms, colors and vibrations with lyrical and dramatic accents, like the world with its misfortunes, doubts, joys and crises.



Kazi na Baye Mballo Kébé

Baye Mballo Kébé

Mchoraji

mballoarte05@yahoo.com

Kazi ya msanii wa Senegal Baye Mballo Kébé, ya utofauti fulani, inakubali mada kadhaa na wasiwasi mkubwa wa kiasili ya urembo, kijamii na kiroho, pamoja na: akina mama na hadhi ya wanawake, elimu na watoto wa talibé, takwimu za mfano na za kihistoria, picha za maisha ya kila siku, na mazingira.




Kuhusu ulimwengu wake wa kielelezo, anatangaza hii: « Kila kitu kinanitia lakini nimevutiwa na jazba. Muziki huu unaturuhusu kuota, kutoroka, kupiga kelele kufurika kwetu. » Kwa hivyo, picha zake za kuchora zimewekwa alama sana na anga iliyoundwa na wanamuziki wa jazba, historia yao na nuggets za muziki zinazotolewa kwa ulimwengu.

Baye Mballo, mwanafunzi wa Iba Ndiaye¹ katika sehemu ya sanaa ya plastiki ya Shule ya Sanaa ya Kitaifa huko Dakar, anashiriki na mkufunzi wake mkuu shauku kubwa ya jazba kama hatua za uzuri wa fani za kisanii. Iba Ndiaye atamruhusu aonyeshe kwenye Tamasha la 1 la Sanaa ya Negro mnamo 1966 huko Dakar. Atakuwa mkuu katika kukuza 1967-68. Mnamo 1969, mwaka mmoja baada ya kuacha shule, Baye Mballo alipata udhamini wa mafunzo ya mafundi wa makumbusho katika idara ya Egyptology katika Chuo Kikuu cha Louvre huko Paris. Aliporudi Dakar katika miaka ya 1970, alishikilia nafasi kadhaa katika utawala, pamoja na ile ya mhadhiri katika Shule ya Sanaa ya Kitaifa na Shule ya Usanifu na Mipango ya Town.

Msanii wa plastiki, mapambo, mbuni wa picha, mwandishi wa picha, mpiga picha wa kisayansi, fundi wa makumbusho, mkufunzi wa batik na nguo za jadi, mshauri, mchoraji wa vitabu vya kisayansi, mtayarishaji wa vyombo vya habari vya matangazo, shughuli nyingi ambazo zinaunganisha na sifa nyingi za Baye Mballo Kébé. Msanii, aliye na talanta na uvumilivu unaotambuliwa, ni medali ya dhahabu kutoka Paris Critique, knight ya Sanaa na Barua za Ufaransa na Senegal, na Grand Prix kibinadamu de France. Yeye

¹ Iba Ndiaye (1928-2008) alizaliwa huko Saint-Louis, Senegal. Baada ya kusoma katika Beaux-Sanaa huko Paris, alirudi Senegal mnamo 1959 na kushiriki katika uundaji wa Shule ya Sanaa ya Kitaifa huko Dakar ambapo alifundisha hadi 1966.

How to cite this paper:
Kébé, B. M. (2024). Kazi na Baye Mballo Kébé
Global Africa, (5), pp. 34-35.
<https://doi.org/10.57832/55nj-aa79>

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)   

ndiye mvumbuzi wa mbinu hiyo « Sanaa ya Xatim » (xatim inamaanisha kuandika katika Wolof), ambayo maneno na uandishi wa maandishi ni sifa za plastiki: maneno kwa hivyo huwa aina, rangi na vibrations na lafudhi ya sauti na kali, kama vile ulimwengu na makosa yake, mashaka, furaha na machafuko.



تقديم أعمال باي امبالو كيبى (Baye Mballo Kébé)

باي امبالو كيبى

فنان التشكيلي

mballoarte05@yahoo.com

أعمال الفنان السينغالي باي مبالو كيبى (Baye Mballo Kébé) تتميز بتنوع بادللعين وتنطوي في كثافة على العديد من المواضيع والانشغالات البالغة الأهمية: جمالية ومجتمعية وروحية من بينها موضوع الأمومة ومنزلة المرأة في المجتمع وتربية الأطفال الطلاب في المدارس القرآنية، وكذلك الشخصيات البارزة والتاريخية ونقل مشاهد من الحياة اليومية ووصف المحيط الطبيعي.

فيما يتعلّق بعالمه التصويري فهو يقول فيه ما يلي: " كل شيء يلهمني ولكني مُعرم بالجاز. هذه الموسيقى تمكّنا من أن نحلم وأن ننقل من ربة الواقع وأن نصرخ بملء أفئدتنا" وهكذا نلاحظ أنّ لوحاته الفنية تتسم بطابع الأجواء التي يخلقها فنانون الجاز، بتاريخهم وبشذراتهم الموسيقية التي يهدونها إلى الناس.

فباي مبالو باعتباره تلميذ إيبا ندياي (Iba Ndiaye)¹ في قسم الفنون التشكيلية بالمدرسة العليا للفنون في داكار- بالسينغال بقدر ما يشاطر معلمه الذي سهر على تكوينه شغفه بموسيقى "الجاز" يشاطره كذلك شغفه بالعمل على إشعاع المهن المتعلقة بالفنون التشكيلية. فإيبا ندياي مكّنه من أن يعرض أعماله في أول معرض دولي للفنون الزنحية سنة 1966 بداكار ليكون عند تخرجه الأول على دفعته سنة 1967-68. بعد ذلك بسنة من تخرجه من المدرسة العليا للفنون، حصل باي مبالو على منحة مالية تخوّله الحصول على تكوين علمي بقسم الآثار المصرية بجامعة لوفر (Louvre) في باريس. وعندما عاد إلى داكار في السبعينات من القرن الماضي تقلّد العديد من المناصب الإدارية، نذكر منها بالخصوص تكليفه بالتدريس في المدرسة العليا للفنون ومدرسة الهندسة المعمارية والتخطيط العمراني.

1 إيبا ندياي (Iba Ndiaye) وُلد سنة 1928 في مدينة سان لوي (Saint-Louis) في السنغال وتوفي سنة 2008. بعد أن درس الفنون الجميلة في باريس عاد إلى السنغال سنة 1959 وشارك في تأسيس المدرسة الوطنية للفنون في داكار حيث درس إلى موفى سنة 1966.

How to cite this paper

تقديم أعمال باي امبالو كيبى . Kébé, B. M. (2024).

Global Africa, (5), pp. 36-37.

<https://doi.org/10.57832/f6k6-s935>



إنّ باي مبالو كيبي صاحب مواهب وكفاءات متعدّدة. فهو فنان تشكيلي، ومصمّم ديكور ورسم ومختص في الطباعة الحريريّة ومصوّر وتقني متاحف ومكوّن في فنّ "الباتيك" (Batik) والصبغة التقليديّة ومستشار مختصّ في الرسوم المتعلّقة بالكتب العلميّة كما هو خبير مختصّ في المواد الإعلانيّة والإشهارية إلى غير ذلك من الأنشطة المتعلّقة بكفاءاته الفنيّة المختلفة. لقد تمّ الاعتراف بموهبة مبالو كيبي فأحرز على الميدالية الذهبيّة لباريس النقدية، واعتبر فارسا من فرسان فرنسا والسنغال للفنون والآداب كما أحرز على جائزة الإنسانيّة الكبرى لفرنسا. ومبالو كيبي هو مبتكر تقنيّة " الفنّ الكساتيمي " (كساتيم تعني الكتابة في لغة الولوف) التي بها تكون الكلمات وفنّ الخطّ صفات فنيّة تشكيليّة، أي أنّ الكلمات تصبح تبعا لذلك اشكالا وألوانا وذبذبات بنبرات خفيضة مثل العالم الذي نحيا بزلاته وظنونه، بأفراحه وأزماته.







(Gorée), Baye Mballo Kébé, 2023

Baye Mballo Kébé
2023

Entrée en vigueur de la Convention de Malabo

Au-delà de la bonne nouvelle, les défis de sa mise en œuvre et de son actualisation

Boubacar Diallo*

Expert en droit du numérique
Carapaces – Stratégies & Conformités
bdiallo@carapaces.net

How to cite this paper:
Diallo, B. (2024). Entrée en vigueur de la convention de Malabo. Au-delà de la bonne nouvelle, les défis de sa mise en œuvre et de son actualisation. *Global Africa*, (5), pp. 40-55. <https://doi.org/10.57832/qw4r-cb16>

Received: January 31, 2024
Accepted: February 08, 2024
Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



Résumé

La Convention de Malabo, officiellement entrée en vigueur en 2023 après sa ratification par la Mauritanie, représente une étape cruciale vers l'harmonisation des cadres légaux en Afrique concernant la cybersécurité et la protection des données personnelles. Cet instrument juridique, adopté par l'Union africaine en 2014, vise à répondre aux défis posés par l'évolution rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC) et à promouvoir la coopération régionale dans ces domaines. Malgré son potentiel significatif pour améliorer la sécurité numérique et la gouvernance des données à l'échelle continentale, l'article souligne la nécessité d'une mise à jour continue de la convention pour intégrer des questions émergentes telles que l'intelligence artificielle et le cyberterrorisme. Il appelle également à une mise en œuvre effective et à une coopération accrue entre les pays africains pour assurer une harmonisation législative réussie, tout en tenant compte des standards internationaux.

Mots-clés

Convention de Malabo, cybersécurité, protection des données, économie numérique, harmonisation législative, Union africaine, intelligence artificielle, cyberterrorisme

*Cet article a été réalisé dans le cadre du programme de recherche «Renforcer la protection des données personnelles en Afrique (ProDP-Africa)» exécuté par le [LASPAD](https://www.laspad.org/) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis.

Introduction

Le 27 juin 2014, à Malabo en Guinée équatoriale, la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) adoptait la convention sur la cybersécurité et la protection des données personnelles dite « convention de Malabo ». À travers ce cadre juridique, l'UA visait à définir les objectifs et fixer les grandes orientations de la société de l'information en Afrique et à renforcer les législations des États membres et des communautés économiques régionales (CER) en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC). Le 9 mai 2023, la Mauritanie déposait son instrument de ratification, le quinzième¹, marquant ainsi l'entrée en vigueur de la convention, conformément à son article 36, trente jours après sa réception par le président de la Commission de l'UA, soit le 8 juin 2023.

La convention traite, notamment, des transactions électroniques, de la protection des données personnelles, de la promotion de la cybersécurité, ainsi que de la lutte contre la cybercriminalité. Avec son entrée en vigueur, l'Afrique dispose de son premier instrument juridique continental ayant pour vocation d'harmoniser les législations sous-régionales, régionales et nationales, tout en tenant compte des engagements internationaux des États membres en matière de cybersécurité et de protection des données personnelles. Le processus d'élaboration a inclus un large éventail de parties prenantes, dont des experts juridiques, des spécialistes en cybersécurité, des représentants gouvernementaux, ainsi que des acteurs de la société civile, dans le but d'intégrer une diversité de perspectives et d'assurer que la convention fût à la fois exhaustive et adaptée aux réalités spécifiques du continent.

La convention établit un cadre juridique minimal commun pour guider les efforts nationaux et continentaux dans le développement des transactions électroniques, la lutte contre la cybercriminalité, la promotion d'une cybersécurité résiliente, ainsi que la protection des droits humains à travers celle des données personnelles. Son entrée en vigueur apparaît alors, incontestablement, comme une avancée considérable dans la mise en place des conditions juridiques et institutionnelles de la confiance nécessaire au développement du numérique au profit des sociétés africaines. Cela est d'autant plus important qu'à ce jour, de nombreux États membres de l'UA ne disposent pas de cadre juridique dans des domaines couverts par la convention de Malabo².

Force est toutefois d'admettre que, dans un domaine aussi évolutif que celui des technologies numériques, l'entrée en vigueur de la convention, neuf ans après son adoption, est bien tardive. De nouvelles technologies ont en effet émergé et d'autres, alors naissantes, sont arrivées à maturité (intelligence artificielle – IA, Big Data, blockchain, impression 3D, IoT...), bouleversant de nombreux secteurs de la vie politique, économique, sociale et culturelle, environnementale et juridique. De nouvelles problématiques juridiques qui accompagnent ces innovations ne trouvent pas de réponses adéquates dans la convention. Le cadre stratégique de l'UA en matière de données³ ainsi que l'évaluation des besoins en IA en Afrique⁴ reflètent également cet écart aujourd'hui important entre les questions couvertes par la convention et les besoins réels de prise en charge des problématiques actuelles liées au marché et à la société numériques en Afrique.

1 Après le Sénégal (16 août 2016), l'Île Maurice (14 mars 2018), la Guinée (16 octobre 2018), la Namibie (1^{er} février 2019), le Ghana (3 juin 2019), le Rwanda (21 novembre 2019), le Mozambique (21 janvier 2020), l'Angola (11 mai 2020), le Congo (23 octobre 2020), la Zambie (24 mars 2021), le Togo (19 octobre 2021), le Cap-Vert (5 février 2022), le Niger (16 mars 2022) et la Côte d'Ivoire (3 avril 2023). https://au.int/sites/default/files/treaties/29560-sl-AFRICAN_UNION_CONVENTION_ON_CYBER_SECURITY_AND_PERSONAL_DATA_PROTECTION_0.pdf. Consulté le 8 novembre 2023.

2 À ce jour, selon les données de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), seuls 33 pays (61 %) disposent de législations sur les transactions électroniques et sur la protection des données personnelles, et 39 pays (72 %) sur la cybercriminalité : <https://unctad.org/topic/e-commerce-and-digital-economy/e-commerce-law-reform/summary-adoption-e-commerce-legislation-worldwide>. Consulté le 8 novembre 2023.

3 Voir : <https://au.int/sites/default/files/documents/42078-doc-AU-DATA-POLICY-FRAMEWORK-FR.pdf>. Consulté le 20 novembre 2023.

4 Voir l'évaluation réalisée sous l'égide de l'Unesco : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000375321>. Consulté le 20 novembre 2023.

Cela est d'autant plus vrai que l'UA a pris de nouvelles initiatives dans le domaine de la transformation numérique de l'Afrique dans le but de faire émerger une société et une économie numériques intégrées et inclusives, améliorant la qualité de vie des citoyens africains⁵. Cette stratégie globale est pilotée par la Commission de l'Union africaine, en collaboration avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), Smart Africa, l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), l'Union africaine des télécommunications (UAT), la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et la Banque mondiale (BM). Elle entend s'appuyer sur les initiatives et les cadres existants tels que l'initiative de politique et de réglementation pour l'Afrique numérique (PRIDA), le programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), les institutions financières de l'Union africaine (AIFI), le marché unique du transport aérien africain (MUTAA) et la libre circulation des personnes (LCP) pour favoriser le développement du marché numérique unique africain (DSM), dans le cadre des priorités d'intégration de l'Union africaine. Cette démarche est en droite ligne de la vision stratégique de Smart Africa pour la création d'un marché unique numérique en Afrique.

De plus, le manque d'infrastructures numériques fiables, les disparités de développement numérique entre les pays, et les variations dans la capacité juridique et technique des États ont un impact certain sur l'opérationnalisation de la convention à travers le continent.

Aussi, tout en se félicitant des avancées réelles induites par l'entrée en vigueur de la convention de Malabo pour de nombreux pays africains, il est essentiel d'en faire une lecture actualisée permettant de tenir compte tant des phénomènes nouveaux liés aux évolutions technologiques que des cadres stratégiques, institutionnels et juridiques qui ont enrichi les référentiels qui sous-tendaient l'adoption de la convention. Une telle lecture permet en effet de dégager les axes d'une mise à jour déjà nécessaire et de réfléchir sur les obstacles à sa mise en œuvre effective. Cette ambivalence entre nécessaire mise en œuvre et impérieuse actualisation constitue le fil de l'équilibre à mettre en lumière afin que l'entrée en vigueur de cette convention soit synonyme d'effectivité et permette également à celle-ci de répondre aux besoins actuels d'une Afrique numérique intégrée et inclusive dans un environnement garantissant la sécurité et la confiance dans le numérique.

Il est en effet crucial de réfléchir sur les conditions essentielles de l'effectivité et de la pertinence de la convention de Malabo pour permettre à l'Afrique de réussir sa stratégie de transformation numérique.

À cette fin, tenant compte du contexte actuel du continent et des problématiques liées aux évolutions technologiques, en droite ligne des orientations stratégiques, institutionnelles et juridiques définies, il est important de procéder à une analyse croisée de la convention et des documents stratégiques et juridiques dans le domaine du numérique en Afrique, à l'image de la stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030), du cadre stratégique de l'UA en matière de données ou de l'évaluation des besoins en IA en Afrique... L'entrée en vigueur de la convention de Malabo, au regard de l'analyse, apparaît comme tantôt bienvenue avec des acquis à consolider (I), tantôt très attendue malgré des insuffisances à combler (II), tantôt tardive, au regard de toutes les nouveautés à intégrer (III). Cette analyse permet de formuler des recommandations stratégiques pour le futur (IV).

Une entrée en vigueur bienvenue et des acquis à consolider

La convention de Malabo s'articule autour de trois axes majeurs : (i) la promotion de l'économie numérique traduite par les normes relatives aux transactions électroniques, (ii) la protection des droits humains à travers des dispositions sur la protection des données personnelles, et (iii) la promotion et la protection des valeurs essentielles d'une société numérique africaine à travers les dispositions sur la cybersécurité et la cybercriminalité. Cet ensemble a pour dessein de fonder la

5 Outre le cadre stratégique de l'UA en matière de données précité, voir le document de stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030) : https://au.int/sites/default/files/documents/38507-doc-dts_-_french.pdf. Consulté le 20 novembre 2023.

sécurité et la confiance dans le numérique en Afrique. L'entrée en vigueur de la convention permet ainsi de poser les bases en vue, du point de vue de la démarche, d'harmoniser les cadres juridiques régionaux et nationaux (A) et, du point de vue du contenu, de définir les orientations en matière de transactions électroniques (B), fixer les exigences minimales pour la protection des données personnelles (C) et dessiner les contours de la promotion de la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité (D).

Harmoniser les cadres juridiques régionaux et nationaux

Il convient de rappeler qu'une initiative, « société africaine de l'information » (AISI), a vu le jour dès 1995 à l'occasion du colloque régional africain sur la télématique au service du développement, organisé en avril 1995 à Addis-Abeba⁶. L'intérêt de l'Afrique pour le numérique s'était ainsi matérialisé très tôt à travers cette initiative, qui faisait de l'harmonisation un de ses principes. Cette démarche s'est d'abord manifestée par le lancement de l'AISI à l'occasion de la conférence sur la société de l'information pour le développement de l'Afrique en mai 1996 en Afrique du Sud, avec la présence de quinze pays africains, ensuite, par son adoption par différents organismes africains, notamment, les ministres africains des Télécommunications à travers la conférence régionale africaine sur le développement des télécommunications tenue à Abidjan en 1996, puis par l'adoption d'une déclaration sur l'AISI par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à l'occasion du sommet de l'OUA tenu à Yaoundé en juillet 1996. L'AISI a par la suite été intégrée dans le programme de travail de la CEA.

La CEA avait en effet initié un important projet d'harmonisation des législations en matière de TIC en coopération avec la Cedeao et l'Uemoa⁷. C'est dans le prolongement de cette dynamique de convergence qu'a été lancé le projet de Convention de l'Union africaine qui devait permettre la mise en place de règles juridiques destinées à asseoir la sécurité et la confiance dans la société de l'information en Afrique. L'Afrique apparaît ainsi comme précurseur dans la réflexion sur l'évolution vers la société de l'information avec l'AISI créée en 1995 alors qu'au plan mondial, il faudra attendre 2003 et la première phase du sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) à Genève (Suisse) et 2005 avec la seconde phase à Tunis (Tunisie) pour voir les déclarations de principe et le plan d'action de Genève ainsi que l'engagement et le plan d'action de Tunis pour la société de l'information⁸. L'élaboration de la convention de Malabo s'inscrivait en droite ligne de cette volonté de l'Union africaine d'accompagner la mise en place d'une société africaine de l'information basée sur la sécurité et la confiance⁹.

L'objectif de disposer d'un cadre juridique harmonisé prenant en considération les engagements internationaux et régionaux des États membres est ainsi fortement affirmé et rappelé dans le préambule de la convention¹⁰. À cette fin, trois enjeux majeurs devaient être pris en compte : le respect des droits humains consacrés par le droit international et le droit africain, le développement de l'économie numérique et la protection des valeurs fondamentales de la société africaine de l'information. C'est ce qui explique l'élargissement de la convention de Malabo, au-delà de la seule question de la lutte contre la cybercriminalité, à celle de la protection des données personnelles et à celle des transactions électroniques.

6 Ce colloque a été organisé « par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), en association avec l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et le Centre international de recherche pour le développement (CRDI) qui ont conjugué leurs efforts dans le cadre de l'African Networking Initiative (Initiative relative à la mise en place d'un réseau africain) ». Voir CEA, *Mise en œuvre de l'Initiative « Société africaine à l'ère de l'information » : rapport intérimaire* : <https://repository.uneca.org/bitstream/handle/10855/3076/Bib-25638.pdf?sequence=1&isAllowed=y>. Consulté le 27 novembre 2023.

7 Cette initiative a conduit à la mise en place, notamment, de l'acte additionnel A/SA.1/01/10, du 16 février 2010 relatif à la protection des données à caractère personnel dans l'espace de la Cedeao.

8 <https://www.itu.int/net/wsis/index-fr.html>.

9 La convention tient compte de : 1) la Déclaration africaine sur la gouvernance d'Internet dite « d'Oliver Tambo » adoptée par la conférence extraordinaire de l'Union africaine des ministres en charge de la Communication et des Technologies de l'information à Johannesburg le 5 novembre 2009 ; 2) la Déclaration sur les technologies de l'information et de la communication en Afrique : défis et perspectives pour le développement ; 3) la Déclaration d'Abidjan adoptée le 22 février 2012 et celle d'Addis-Abeba adoptée le 22 juin 2012 sur l'harmonisation des cyber-législations en Afrique.

10 Le préambule précise en effet que la convention « vise à la fois à définir les objectifs et les grandes orientations de la société de l'information en Afrique et à renforcer les législations actuelles des États membres et des communautés économiques régionales (CER) en matière de technologies de l'information et de la communication ».

Certes aujourd'hui, au moment où la convention de Malabo est entrée en vigueur, 33 États africains (soit 61 %) disposent déjà de législations sur les transactions électroniques et sur les données à caractère personnel et 39 États (soit 72 %) disposent de législations sur la lutte contre la cybercriminalité¹¹. Cela signifie toutefois que sur les 54¹² pays africains reconnus par l'ONU, 28 n'ont pas de législations sur les transactions électroniques et sur les données à caractère personnel et 15 n'en disposent pas sur la lutte contre la cybercriminalité¹³. L'entrée en vigueur de la convention de Malabo constitue une bonne nouvelle tant pour les pays disposant déjà de législations que pour ceux qui n'en disposent pas encore. Pour les premiers, la convention représente un socle minimal qui permet au pays de s'assurer que sa législation prend en compte les exigences d'un cadre juridique en harmonie avec l'existant au plan continental. Pour les seconds, ces exigences minimales permettront à leurs futures législations d'intégrer *ab initio* les objectifs fixés par la convention.

L'entrée en vigueur de la Convention emporte, en effet, pour les États membres, une obligation de transposition en droit interne pour disposer d'un niveau homogène de protection nécessaire à la sécurité et la confiance dans le numérique en Afrique. Cela est d'autant plus important qu'elle tient compte des exigences de conformité avec les cadres juridiques mis en place par les CER, à l'image de la Cedeao, l'Uemoa et la Ceeac. Elle est ainsi bienvenue en ce qu'elle participe de la consolidation des acquis en matière d'harmonisation des législations nationales en posant les bases tant pour les transactions électroniques, les données à caractère personnel que la promotion de la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité.

Définir les orientations en matière de transactions électroniques

Les technologies numériques constituent un levier puissant de transformation des sociétés et des économies. Leur impact transformationnel est sans précédent en termes de vitesse et d'ampleur¹⁴ et constitue, pour cette raison, une réelle opportunité pour l'Afrique. Consciente de ces perspectives positives, l'UA a eu l'ambition de créer un marché numérique unique sécurisé d'ici 2030¹⁵. Ce qui était vrai au moment de l'adoption de la convention en 2014 l'est encore davantage aujourd'hui en termes d'importance du développement de l'économie numérique pour promouvoir l'émergence des conditions d'une économie africaine plus prospère. L'Afrique constitue en effet un fantastique réservoir d'utilisateurs de plateformes et de services : 453 millions d'Africains (sur 1,2 milliard) sont aujourd'hui connectés. Cette proportion (35 %) va s'accroître très sensiblement puisque le continent comptera 2,5 milliards d'habitants en 2050¹⁶.

Face à de tels défis, la mise en place d'un cadre juridique approprié constitue un enjeu important pour asseoir la sécurité et la confiance nécessaire au développement de l'économie numérique. Les besoins en investissement pour le développement numérique sont en effet très importants et leur réalisation dépend grandement de la capacité des Africains à mettre en place les conditions de réalisation de tels investissements. L'existence d'un cadre légal et réglementaire favorable au développement de l'économie numérique fait partie de ces conditions.

Les dispositions sur le commerce électronique prévoient les obligations de base que doit respecter tout fournisseur de bien ou prestataire de service électroniques¹⁷ tout en consacrant le principe de soumission de la responsabilité contractuelle du fournisseur aux dispositions nationales pertinentes¹⁸. Elles encadrent également la publicité par voie électronique en consacrant les engagements des États parties, notamment en matière de prospection. Les contrats du commerce

11 Selon les données de la Cnuced, voir : <https://unctad.org/page/e-transactions-legislation-worldwide>. Consulté le 27 novembre 2023.

12 L'ONU reconnaît officiellement 54 pays africains (<https://www.un.org/fr/about-us/member-states>) tandis que l'UA en reconnaît officiellement 55 (<https://au.int/es/node/34858>).

13 Cela inclut les pays sur lesquels la Cnuced ne dispose pas de données sur l'existence de telles législations.

14 Une augmentation de 10 % de la pénétration du haut débit mobile dans les économies à faibles revenus entraîne une augmentation de 2 % du PIB. En Afrique subsaharienne, cette tendance est encore plus marquée puisqu'une augmentation de 10 % de la pénétration du haut débit mobile devrait y entraîner une augmentation de 2,5 % du PIB. Cf. UIT, *Economic Contribution of Broadband, Digitization and ICT Regulation: Econometric Modelling for Africa*, 2019, https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/pref/D-PREF-EFBDT_AFR-2019-PDF-E.pdf. Consulté le 27 novembre 2023.

15 Cf. Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030), *op. cit.*

16 M. Olivier et S. Ballong, « Gafam : l'Afrique face aux géants du Web », dossier publié le 16 août 2018. Cf. <https://www.jeuneafrique.com/mag/614444/societe/gafam-lafrique-face-aux-geants-du-web/>. Consulté le 29 janvier 2024.

17 Cf. notamment, art. 2 de la convention qui indique les informations et mentions obligatoires à respecter.

18 Cf. art. 3 de la convention.

électronique sont également consacrés en précisant les modalités de leur conclusion et en consacrant l'écrit et la preuve électronique. Ce principe trouve ainsi une place importante dans la convention qui renvoie aux États parties pour en fixer les conditions légales. Les dispositions sur la sécurisation des transactions électroniques tirent les conséquences de la signature électronique pour la validité des modes de paiement électronique ainsi que la force probante des actes revêtus d'une signature électronique qualifiée.

De telles dispositions sont essentielles pour créer les conditions d'existence et de développement du commerce électronique, même si le contexte et les enjeux ont beaucoup évolué et rendent nécessaire une évolution des dispositions de la convention. Ce sont toutefois des orientations de base pour les législations des États auxquelles s'ajoutent des exigences minimales pour la protection des données personnelles.

Fixer les exigences minimales pour la protection des données personnelles

L'Union africaine a tenu à rappeler dans la convention son attachement aux engagements internationaux et africains en matière de protection de la dignité humaine et des droits humains qui en découlent. Or dans le numérique, les données personnelles partagées par les usagers constituent une source constante d'inquiétude pour la préservation de la dignité des individus, la confidentialité et, plus largement, la protection de leurs droits. C'est pour cela que la convention a rappelé que la protection des données à caractère personnel ainsi que de la vie privée est un enjeu majeur de la société de l'information, tant pour les pouvoirs publics que pour les autres parties prenantes. Elle considère que cette protection nécessite un équilibre entre l'usage des TIC et la protection de la vie privée des citoyens dans leur vie quotidienne ou professionnelle, tout en garantissant la libre circulation des informations.

En soulignant les engagements des États pour la mise en place d'un cadre juridique de protection des données personnelles, la convention impose, selon le cas, une formalité de déclaration préalable ou d'autorisation. Elle consacre également d'importantes dispositions au cadre institutionnel que chaque État partie doit mettre en place pour la protection de ces données. Les attributions de ces autorités nationales sont précisées de même que leurs pouvoirs. D'un point de vue substantiel, la convention fixe, d'une part, les principes à respecter en matière de traitement des données personnelles et précise le régime spécifique des données sensibles ou de l'interconnexion de fichiers comportant ce type de données et d'autre part, les droits des personnes titulaires des données personnelles traitées et les obligations du responsable de leur traitement.

Les dispositions relatives à la protection des données instaurent ainsi des garde-fous pour assurer que les informations personnelles des citoyens soient manipulées de manière sécurisée et éthique. Par conséquent, elle offre un cadre qui garantit une plus grande sécurité et veille à préserver la vie privée des citoyens dans l'espace numérique. Les dispositions relatives à la cybersécurité et à la lutte contre la cybercriminalité confortent ce dispositif de sécurisation.

Dessiner les contours de la promotion de la cybersécurité et de la lutte contre la cybercriminalité

Lorsque l'on évoque les opportunités qu'offre le numérique, on ne peut taire les risques importants qu'il comprend également. Promouvoir le développement d'un marché numérique sécurisé en Afrique suppose ainsi qu'il existe un cadre juridique de confiance.

Ainsi, l'Union africaine avait compris l'urgence de la mise en place, à travers la convention, d'un dispositif permettant de faire face aux dangers et risques nés de l'utilisation de l'informatique et des fichiers sur les individus dans le souci de respecter la vie privée et les libertés, tout en favorisant la promotion et le développement des TIC dans ses pays membres. La promotion de la cybersécurité comme la lutte contre la cybercriminalité tiennent ainsi une place centrale dans la convention.

La mise en place d'une législation harmonisée dans le domaine de la cybersécurité dans les États membres de l'UA passait dès lors par l'adoption de règles juridiques minimales permettant aux États, aux organisations publiques, privées et sociétales, ainsi qu'aux individus en leur sein, d'avoir conscience des risques et de se prémunir contre les atteintes multiples aux droits des usagers, aux infrastructures et systèmes d'information, aux données, etc. qu'entraîne le numérique. Et lorsque de telles atteintes mettent en cause les valeurs jugées essentielles de la société et du marché, une protection pénale du système de valeurs de la société de l'information s'impose comme une nécessité à travers les dispositions consacrées à la lutte contre la cybercriminalité.

Tenant compte des engagements des États aux plans sous-régional, régional et international, la convention fixe les grandes orientations de la stratégie de répression de la cybercriminalité afin de protéger les réseaux informatiques et la société de l'information de la menace cybercriminelle.

À cette fin, du point de vue du droit pénal substantiel, la convention avait pour but de moderniser les instruments de répression de la cybercriminalité. D'une part, de nouvelles incriminations spécifiques aux TIC ont été consacrées afin d'appréhender les nouveaux phénomènes criminels induits par ces technologies. D'autre part, des incriminations existantes ont été adaptées, tout comme les sanctions et le régime de responsabilité pénale en vigueur dans les États membres afin de les mettre en adéquation avec les spécificités de l'environnement des technologies de l'information et de la communication. En dehors de certaines atteintes aux biens, l'innovation la plus importante à ce niveau concernait la responsabilité pénale des personnes morales que la convention impose aux États parties de rendre effective en droit interne.

Du point de vue du droit pénal procédural, la même démarche a été adoptée consistant, d'une part, à instituer de nouvelles procédures spécifiques à la cybercriminalité dans la mesure où les procédures existantes ne permettent pas de traiter des phénomènes liés aux technologies en cause et d'autre part, à aménager la procédure existante pour en adapter la mise en œuvre aux technologies de l'information et de la communication.

L'objectif de ce dispositif de promotion de la cybersécurité et de lutte contre la cybercriminalité était la sécurisation du cyberespace en Afrique comme prérequis essentiel pour le développement économique numérique. Avec l'ambition d'instaurer un environnement numérique sûr et régulé, la convention de Malabo visait également à encourager les investissements nécessaires au développement dans le secteur numérique en favorisant l'innovation technologique. L'entrée en vigueur de la convention y participera sans doute et, pour cette raison, était fortement attendue malgré des insuffisances à combler.

Une entrée en vigueur attendue mais des insuffisances à combler

L'entrée en vigueur de la convention de Malabo était attendue pour offrir un cadre juridique harmonisé sur la protection des données personnelles, les transactions électroniques, la promotion de la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité. Toutefois, dès son adoption, sont apparues des insuffisances dont certaines peuvent être considérées comme consubstantielles au processus d'adoption, ainsi qu'à la nature juridique de la convention. La pertinence discutable de certaines dispositions (A), sa force contraignante limitée (B), l'absence de cadre institutionnel de mise en œuvre (C), de même que l'absence de mécanismes permanents de mise à jour (D) de la convention sont autant d'insuffisances à combler.

Pertinence discutable de certaines stipulations

La « mal nommée » convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles traite également des transactions électroniques et de la cybercriminalité. Cet intitulé est très réducteur car il ne rend pas compte de l'ensemble des problématiques juridiques traitées relatives au triple enjeu précité. Certains intitulés du projet initial étaient plus pertinents et englobants car ils mettaient l'accent, de manière positive, sur le besoin de confiance ou de sécurité

dans la société de l'information que la convention devait permettre de combler¹⁹. Mettre l'accent sur les besoins de confiance et de sécurité dans le numérique permet, non seulement d'englober l'ensemble des problématiques traitées dans la convention, mais également de présenter celle-ci comme un moyen de combler ces besoins essentiels pour les États, les organisations publiques, privées et sociétales, mais aussi les individus et l'ensemble des parties prenantes dans une société et un marché numériques. Mais au-delà de sa dénomination, d'autres dispositions de la convention ont une pertinence discutable.

Certaines consacrées à la protection des données personnelles peuvent notamment être remises en question quant à leur pertinence. Elles prévoient, sauf cas exceptionnels prévus, des formalités préalables (article 10) de déclaration ou d'autorisation, selon le cas, qui peuvent paraître lourdes à mettre en œuvre en raison du nombre de systèmes de traitement mis en œuvre dans une société de plus en plus numérique. Un système qui responsabilise davantage les chargés de traitement et organise un contrôle *a posteriori* plus efficace pourrait être plus adapté. Elles prévoient également que l'autorité de protection des données personnelles doit être une autorité indépendante (article 11), mais sans définir les critères de cette indépendance qui est pourtant centrale dans le succès du dispositif de protection.

D'autres dispositions consacrées aux transactions électroniques peuvent également soulever des interrogations sur leur pertinence, notamment leur capacité à encadrer les transactions administratives et les transactions financières de plus en plus développées en Afrique, aussi bien que les transactions commerciales qui semblent être les seules réellement prises en compte. Certes, d'autres autorités, notamment régionales ou nationales (banques centrales régionales ou nationales ou commissions bancaires et autorités de marchés financiers) ont compétence pour réguler ces transactions, mais la convention peut offrir un cadre général harmonisé à l'échelle africaine, surtout dans la perspective d'un marché numérique africain.

Enfin, les dispositions prévues en matière de lutte contre la cybercriminalité ne comportent pas de règles de droit international privé permettant de traiter des conflits de lois et de compétence juridictionnelle qui peuvent se poser en matière de cybercriminalité.

Ces insuffisances viennent s'ajouter à une force contraignante limitée de la convention de Malabo malgré son entrée en vigueur.

Force contraignante limitée de la convention

L'entrée en vigueur de la convention de Malabo permet de la rendre applicable à l'ensemble des États membres. Son applicabilité ne signifie toutefois pas possibilité pour les justiciables des États parties de se prévaloir directement de ses dispositions et de les opposer aux autorités nationales notamment. Il n'existe pas d'effet direct de la convention de Malabo. Elle n'a pas davantage d'effet immédiat, car elle nécessite que chaque État partie prenne les mesures légales et réglementaires en vue de la transposition de ses dispositions en droit interne.

Malgré son entrée en vigueur, la force contraignante de la convention reste ainsi très limitée au regard du besoin d'intervention des États parties pour que les dispositions soient applicables en droit interne. Les moyens de « convaincre » les États membres de prendre de telles dispositions sont également très limités en l'absence de sanctions effectives. Or comme indiqué précédemment, de nombreux pays ne disposent pas encore de législations dans les domaines couverts par la convention, et les justiciables de ces pays sont ainsi exposés face aux phénomènes de la société et du marché numériques. Ces dispositions leur offriraient pourtant un cadre juridique minimal pour l'économie, la protection des données personnelles, la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité.

19 Un « projet de convention de l'Union africaine sur la mise en place d'un cadre juridique de confiance pour la cybersécurité en Afrique » est encore disponible en ligne. La version de la convention publiée sur le site de la commission de protection des données personnelles (CDP) du Sénégal est bien intitulée « Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel », sur la page de garde, mais dans l'article 1 consacré aux définitions apparaît pour « (La présente) convention », « Convention de l'Union africaine sur la confiance et la sécurité dans le cyberspace ». Sans doute la publication de la CDP sera-t-elle vite supprimée, mais il faut souhaiter que cette archive sera sauvegardée non seulement pour la mémoire, mais également pour la meilleure pertinence de l'intitulé qu'elle propose. Voir notamment le projet : https://www.itu.int/ITU-D/projects/ITU_EC_ACP/hipssa/events/2011/WDOcs/CA_5/draft%20convention%20cybersecurity%20french%2019%20sept%202011.pdf. Consulté le 28 novembre 2023.

L'absence de cadre institutionnel de mise en œuvre de la convention à l'échelle de l'UA ne permet pas de combler les insuffisances liées à la force contraignante limitée.

Absence de cadre institutionnel effectif de mise en œuvre et de suivi

L'adoption de la convention de Malabo n'a pas été accompagnée de la mise en place d'un cadre institutionnel effectif pour sa mise en œuvre. Certes, l'article 32 fixe des mesures de suivi à prendre au niveau de l'UA, mais l'ineffectivité de telles mesures n'a pas permis de prendre convenablement en charge certaines problématiques.

La mise en place effective d'un cadre institutionnel de mise en œuvre avec une démarche articulée aux CER avait d'ailleurs été proposée et envisagée par l'équipe d'experts ayant travaillé à la conception et la rédaction de la convention²⁰. Basée sur des textes régionaux préexistants, notamment ceux de la Cedeao²¹, la stratégie de ratification proposée reposait sur un dispositif institutionnel de suivi des ratifications articulé à cette CER dont les États membres disposaient déjà dans une large mesure de textes juridiques internes au moins équivalents à une transposition des dispositions de la convention. Nul doute qu'une telle démarche institutionnelle aurait permis d'abrégé le délai de l'entrée en vigueur de la convention.

Les personnes-ressources à la base de la conception et l'adoption de la convention auraient pu être mises à contribution à travers un tel cadre institutionnel. Elles auraient également pu être renforcées par de nouvelles compétences et expertises africaines. Cela aurait également sans doute permis d'offrir aux États membres une assistance en termes d'expertise et de compétence dans un domaine aussi technique et à si forts enjeux dans le but d'accélérer les processus de ratification et de transposition en droit interne.

Absence de mécanismes permanents de mise à jour

La vitesse et l'ampleur de l'expansion des technologies nouvelles se sont exponentiellement accrues. Lancé en 1878, le téléphone a mis soixante-quinze ans à atteindre 100 millions d'utilisateurs. Ce temps a été réduit à seize ans pour le téléphone portable lancé en 1979, puis à quatre ans et six mois pour Facebook après son lancement en 2004, puis à trois ans et quatre mois pour WhatsApp, lancé en 2009²², pour atteindre soixante jours pour ChatGPT²³, lancé en 2022, ce record ayant ensuite été vite battu par Threads²⁴ en cinq jours après son lancement en juillet 2023.

Dans un monde numérique où la technologie évolue à un rythme fulgurant, la convention doit être souple et adaptable aux nouvelles réalités et défis du cyberspace. Cela signifie que le texte et les dispositions devraient être révisables et modifiables pour s'adapter, notamment, aux nouveaux défis juridiques liés aux technologies émergentes. L'intégration d'un mécanisme qui permet une révision et une mise à jour périodiques est vitale pour garantir qu'elle reste pertinente et efficace face aux défis changeants et aux dynamiques de la société et du marché numériques.

Certes, la convention prévoit un mécanisme d'amendement ou de révision (article 37) ainsi que des mécanismes de suivi déjà évoqués (article 32), mais ces mécanismes ne semblent pas adaptés pour une mise à jour régulière en vue de l'adapter à l'évolution du numérique. Tels qu'envisagés, les amendements ou révisions sont soumis par tout État partie, ce qui signifie que l'initiative appartient aux États parties.

L'existence d'un cadre institutionnel de mise en œuvre évoqué plus haut aurait pu faciliter la mise en place de mécanismes de mise à jour régulière. Celle-ci pourrait être confiée à l'organe de suivi et de mise en œuvre composé d'experts reconnus dans le domaine ainsi que des parties prenantes qui seraient chargés de faire de la veille technologique et juridique afin de proposer, sur une base

20 Voir A. Cissé, « la Convention de Malabo, l'impérieuse actualisation ! », communication prononcée à l'occasion de la session « Sann sunuy données » du Laspad.

21 Voir l'acte additionnel A/SA.1/01/10 du 16 février 2010 relatif à la protection des données à caractère personnel dans l'espace de la Cedeao, *op. cit.*

22 <https://www.vingthuitzerotrois.fr/reflexion-business/graphique-du-temps-pour-acceder-a-100-millions-d-utilisateurs-15990/>.

23 <https://www.theguardian.com/technology/2023/feb/02/chatgpt-100-million-users-open-ai-fastest-growing-app>.

24 <https://www.forbes.com/sites/siladityaray/2023/07/10/with-100-million-users-in-five-days-threads-is-the-fastest-growing-app-in-history/?sh=17a6890f49ab>.

périodique définie dans la convention (une périodicité au moins annuelle), les mises à jour destinées à encadrer les phénomènes induits par les évolutions technologiques importantes. Le processus d'amendement pourrait alors être fixé dans la convention, ce qui aurait sans doute évité une impérieuse actualisation dès sa mise en application.

Une entrée en vigueur tardive et des nouveautés à intégrer

La vitesse et l'ampleur des évolutions technologiques et des phénomènes qu'elles induisent rendent obsolètes beaucoup de dispositions juridiques sans cesse dépassées par la réalité du numérique. Depuis l'adoption de la convention, nombre de phénomènes nouveaux ont vu le jour. Son entrée en vigueur tardive rend impérieuse son actualisation au regard, notamment, du cyberterrorisme et la sécurité nationale (A), de l'éthique et la gouvernance de l'IA et des technologies émergentes (B), de l'encadrement des marchés et services numériques en Afrique (C), ou encore de la problématique des droits numériques et de l'inclusion en Afrique (D).

Cyberterrorisme et sécurité nationale

La convention de Malabo entendait mettre en place un cadre juridique de promotion de la cybersécurité et de la lutte contre la cybercriminalité. À l'heure de son entrée en vigueur, de nouveaux risques et menaces ont vu le jour ou pris une nouvelle ampleur. Des attaques cybercriminelles visent de plus en plus des infrastructures critiques et des intérêts stratégiques nationaux mettant en cause la sécurité nationale. De nouvelles formes de guerres numériques existent et font peser des risques importants pour la défense nationale.

Ainsi, bien que la convention ait mis un point d'honneur à aborder divers aspects de la cybersécurité et de la cybercriminalité, l'implication du cyberterrorisme, particulièrement en matière de sécurité nationale, requiert une attention plus approfondie. Les attaques cyberterroristes, qui visent des infrastructures critiques, peuvent avoir des répercussions désastreuses non seulement sur l'économie, mais aussi sur la stabilité socio-politique des États parties. Une analyse détaillée des menaces actuelles et potentielles, combinée à l'élaboration de stratégies robustes et adaptées pour contrecarrer ces menaces, est indispensable.

Dans cette optique, la convention pourrait intégrer de nouvelles dispositions spécifiques en vue de cibler le cyberterrorisme, consacrer de nouvelles infractions ou adapter des infractions existantes à ce type de menaces liées aux infrastructures critiques, logiciels malveillants, désinformation ou exploitation des réseaux sociaux pour le recrutement, l'organisation ou la perpétration d'actes terroristes. Elle pourrait également donner des orientations sur le cadre institutionnel et les mécanismes à mettre en place, ainsi que les mesures de protection des infrastructures critiques, de renforcement des capacités, de collaboration avec le secteur privé et la société civile, ou encore la mise en place de cadres juridiques nationaux en matière de cyberdéfense.

Il serait également judicieux d'intégrer des mécanismes de coopération sous-régionale, régionale et internationale renforcée pour un échange efficace d'informations et de pratiques en matière de lutte contre le cyberterrorisme.

L'ensemble de ces mesures devra être conçu et mis en œuvre de manière à respecter les droits humains et les libertés civiles, tout en assurant une sécurité efficace contre les menaces du cyberterrorisme.

Éthique et gouvernance de l'IA et des technologies émergentes

La montée de l'intelligence artificielle (IA) et d'autres technologies émergentes présente des défis éthiques et de gouvernance considérables qui semblent échapper au cadre de la convention en vigueur. Le recours à l'IA dans divers secteurs (sécurité, santé, éducation, migration, etc.) soulève de multiples questions liées à des principes essentiels pour une IA éthique et responsable, qui méritent une exploration minutieuse. Une mise à jour de la convention pourrait permettre l'intégration de

lignes directrices éthiques et de cadres de gouvernance pour assurer un développement et une utilisation responsables de l'IA, garantissant ainsi que ces technologies bénéficient à tous les citoyens de manière équitable.

En vue de tenir compte de la complexité de la gouvernance de l'IA et des technologies émergentes qui nécessite une approche multidimensionnelle, les orientations d'une mise à jour de la convention devraient comprendre des principes et des règles essentiels qui gouverneraient leur conception et leur mise en œuvre, notamment :

- **transparence et responsabilité** pour que les processus et les décisions de l'IA soient transparents et que les développeurs et les utilisateurs de ces technologies soient tenus responsables de leurs actions et des résultats produits ;
- **équité et non-discrimination** pour que l'IA soit conçue et utilisée de manière à éviter les biais et discriminations, qu'ils soient raciaux, de genre, d'âge ou autres, ce qui nécessite des efforts constants pour s'assurer que les systèmes d'IA traitent tous les utilisateurs de manière équitable ;
- **fiabilité et sécurité** des systèmes d'IA pour leur permettre de fonctionner comme prévu et être protégés contre les manipulations et les abus ;
- **interopérabilité** pour que les systèmes d'IA soient capables de fonctionner avec d'autres systèmes et technologies, tout en respectant les normes et les protocoles établis ;
- **innovation responsable** pour encourager l'innovation tout en veillant à ce que les développements technologiques soient éthiques et alignés sur les valeurs humaines et le bien-être sociétal ;
- **respect de la vie privée et des données** comme priorités majeures, ce qui implique des mesures de sécurité robustes et le respect des législations sur la protection des données ;
- **inclusion et accessibilité** de l'IA à tous, indépendamment de la capacité économique, de la situation géographique, du handicap, etc., ce qui induit la conception de technologies inclusives et la garantie d'un accès équitable ;
- **bien-être humain et impact social** pour que l'IA soit développée et utilisée de manière à promouvoir le bien-être humain, en considérant les impacts sociaux, économiques et culturels ;
- **dialogue et participation des parties prenantes** car la gouvernance de l'IA devrait inclure un dialogue ouvert avec diverses parties prenantes, y compris la société civile, le public, les experts en éthique, l'industrie, et les gouvernements ;
- **coopération sous-régionale, régionale et internationale** qui est essentielle puisque, compte tenu de la nature transfrontalière de l'IA et des technologies émergentes, elle est essentielle pour développer des normes et des règles harmonisées ;
- **formation et sensibilisation** car il est important d'éduquer et de former les acteurs publics, privés et sociétaux, les développeurs, les utilisateurs et le grand public sur les enjeux, les possibilités et les risques associés à l'IA ;
- **adaptabilité et flexibilité** puisque les réglementations et politiques en matière d'IA doivent être suffisamment flexibles pour s'adapter à l'évolution rapide des technologies ;
- **respect de l'environnement** pour que les technologies émergentes soient développées et utilisées d'une manière qui soit durable et respectueuse de l'environnement.

De tels principes et règles pourraient constituer des orientations qui seraient également adaptées en fonction des contextes spécifiques et des évolutions technologiques. Ils seraient un cadre de base pour une gouvernance éthique et responsable de l'IA et des technologies émergentes.

Encadrement des marchés et services numériques africains

L'ambition de l'UA de faire émerger une économie numérique intégrée et inclusive en Afrique suppose la création d'un marché numérique continental dynamique et prospère. La mise en place de la Zlecaf constitue, de ce point de vue, une réelle opportunité car elle « créerait un marché continental de 1,3 milliard de personnes avec un PIB combiné de 3 400 milliards de dollars, ce qui en ferait la plus grande zone de libre-échange au monde depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce... La Zlecaf devrait stimuler le commerce intra-africain de 52,3 % d'ici 2025, augmenter les revenus de l'Afrique jusqu'à 450 milliards de dollars d'ici 2035, selon le FMI²⁵, et sortir 30 millions d'Africains de l'extrême pauvreté²⁶ ». Le marché numérique en particulier, compte tenu des opportunités qu'il offre ainsi que de la vitesse et de l'ampleur de la pénétration des technologies dans tous les domaines, peut permettre de libérer « le potentiel du commerce numérique en Afrique et permettre aux entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, d'étendre leur portée et de puiser dans de nouveaux marchés²⁷ ».

Une mise à jour de la convention peut être l'occasion de mettre en place un encadrement adéquat de ce marché numérique africain en cohérence avec l'accélération de la mise en œuvre de la Zlecaf. Son encadrement ainsi que celui des services numériques permettrait d'intégrer une approche plus globalisante du commerce électronique tel qu'envisagé dans la convention en vigueur, en tenant compte des défis associés tels que la fiscalité numérique et une protection approfondie des consommateurs en ligne. Elle permettrait surtout de consacrer des règles et des principes essentiels pour un marché numérique continental africain ouvert, intégré et inclusif.

L'un des piliers d'un tel marché devrait consister dans l'organisation d'une concurrence libre et saine entre ses divers acteurs. À cette fin, les règles et principes consacrés par l'UA à travers la convention devraient permettre d'empêcher les pratiques anticoncurrentielles et assurer un marché numérique ouvert et équitable pour les petites et les grandes entreprises. L'accès équitable au marché devrait être assuré, dans un contexte de marché numérique mondial ultra dominé par des méga-plateformes dont dépendent des milliers de professionnels. Les règles doivent permettre de s'assurer que les grandes plateformes n'abusent pas de leur position dominante pour discriminer certaines entreprises ou consommateurs, ou pour favoriser leurs propres services ou produits. Les entreprises technologiques doivent être transparentes quant à leurs algorithmes, leurs politiques de collecte de données et leurs pratiques commerciales. La responsabilité pour les contenus publiés et les actions menées en ligne est cruciale. Les plateformes numériques doivent être tenues responsables du contenu qu'elles hébergent, avec des réglementations qui équilibrent la liberté d'expression et la lutte contre les discours de haine, la désinformation, et le contenu illégal.

Les règles destinées à l'encadrement d'un marché numérique africain devraient également promouvoir la protection des droits d'auteur et de la propriété intellectuelle pour encourager l'innovation et protéger les créateurs. Elles devraient également encourager les entreprises numériques à prendre en compte leur impact environnemental, notamment en termes de consommation d'énergie et de déchets électroniques.

Une attention particulière devrait également être consacrée, d'une part, à la protection des consommateurs contre les pratiques abusives ou trompeuses tout en encourageant l'innovation et d'autre part, aux travailleurs numériques en vue de protéger leurs droits spécifiques, y compris les travailleurs des plateformes et les travailleurs à distance.

La mise en œuvre de l'ensemble de ces principes et règles nécessite une collaboration étroite avec les différentes institutions intervenant en matière de développement économique à l'échelle africaine (CEA, Zlecaf, AUDA-NEPAD...), celles qui interviennent dans le domaine du numérique (Smart Africa, etc.), avec les institutions internationales, les CER, les gouvernements, les entreprises technologiques, la société civile et les usagers pour créer un environnement numérique équilibré et durable.

25 Fonds monétaire international.

26 Cf. « Zlecaf : Saisir les opportunités pour une Afrique prospère », dans *Afrique Renouveau*, mai 2023, par Mme Nardos Bekele-Thomas, directrice générale de l'AUDA-NEPAD, bras armé de l'UA en matière de développement : <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/mai-2023/zlecaf-saisir-les-opportunités-pour-une-afrique-prospère#:~:text=La%20ZLECAF%20est%20en%20vigueur,%22%20par%20l%27Union%20africaine.>

27 *Op. cit.*

Droits numériques et inclusion numérique

Dans le prolongement de la mise en place de dispositions consacrées au marché et services numériques en Afrique, il est important de consacrer une attention particulière à l'inclusion numérique et aux droits numériques. Dans un contexte africain, il est en effet essentiel de s'assurer que tous les groupes de la société ont accès aux technologies numériques et sont capables de les utiliser efficacement, en particulier les personnes les plus vulnérables. L'accès aux services numériques devrait être équitable, sans discrimination basée sur la localisation, les revenus, ou d'autres facteurs.

Divers droits devraient être consacrés et garantis par les dispositions de la convention. Celle-ci affirme déjà son attachement au respect des droits humains et certains aspects déjà pris en compte pourraient être approfondis. Il est impératif de prendre en considération l'accès universel à Internet comme fondamental pour garantir l'inclusion numérique et sociale de tous les citoyens. La convention devrait ainsi promouvoir des stratégies et des politiques qui visent à garantir un accès équitable et abordable à Internet, tout en protégeant les droits numériques des utilisateurs.

De manière spécifique, certains droits particuliers devraient être consacrés, notamment (i) le droit à la portabilité des données en vertu duquel les utilisateurs pourraient transférer facilement leurs données d'une plateforme à une autre pour favoriser la concurrence, (ii) le droit à la réparation qui favoriserait la durabilité des produits numériques, réduirait les déchets électroniques et promouvoirait une économie plus durable.

L'éducation et la sensibilisation sont, à ce propos, une dimension importante. Éduquer les consommateurs et les entreprises sur leurs droits et responsabilités est en effet crucial pour un environnement concurrentiel sain au sein du marché numérique en Afrique.

Enfin, il est essentiel de traiter de la question des droits numériques et de l'inclusion numérique aussi bien à l'échelle des États qu'à celle des entreprises et des individus. Il est important que les pays les plus victimes d'exclusion numérique en Afrique reçoivent une attention particulière.

Recommandations stratégiques pour le futur

La convention de Malabo étant en vigueur, il est essentiel de s'assurer que les conditions de sa mise en œuvre soient assurées à travers les mesures d'accompagnement (A) adéquates. L'impérieuse nécessité de sa mise à jour (B) en raison, notamment, des évolutions technologiques importantes ne doit pas faire perdre de vue son utilité pour nombre de pays africains malgré les insuffisances relevées. En tirant les leçons de cette première version, il est possible de mieux préparer son avenir à travers un cadre institutionnel et des mécanismes de mise à jour permanente (C) de la prochaine version, tout en renforçant la coopération et l'harmonisation régionales et internationales (D) en adéquation avec les autres projets et programmes à l'échelle du continent.

Mettre en place des mesures d'accompagnement de l'entrée en vigueur

L'accompagnement de la mise en œuvre de la convention de Malabo requiert la mise en place d'une stratégie claire qui implique la sensibilisation et la communication, l'engagement des parties prenantes ainsi que le renforcement des capacités nationales.

La **sensibilisation** et la **communication** constituent en effet un premier axe stratégique clé de la mise en œuvre de la convention, permettant la dissémination d'une information correcte auprès des cibles pertinentes. Diverses mesures seraient, à ce propos, envisageables. Il est essentiel d'utiliser le numérique par la création d'une page web dédiée à la convention ainsi que des comptes et pages spécifiques sur les principaux réseaux sociaux utilisés sur le continent. Autour de ces instruments numériques peuvent se bâtir des campagnes de sensibilisation et d'information focalisant sur des messages clairs à propos de la convention. Divers outils enrichis de l'IA permettent de rendre ces contenus disponibles sur divers supports (écrit, audio, vidéo, jeux interactifs, etc.) dans différentes langues, dont les langues nationales. D'autres outils (sondages, feedbacks, analyse de données de

participation...) peuvent permettre d'en mesurer l'impact. Des guides, brochures et autres matériels de communication peuvent également être élaborés à destination de certains acteurs clés de la mise en œuvre ou du grand public.

L'engagement des parties prenantes dans le processus de mise en œuvre constitue un deuxième axe stratégique clé de la mise en œuvre. Les acteurs publics sont incontournables à ce propos, qu'il s'agisse des parlementaires chargés des mesures d'insertion de la convention dans le droit national, de l'exécutif en charge de la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines couverts par la convention ou des acteurs de la justice (magistrats, avocats et autres professions juridiques...) en charge du contentieux de l'application. Les acteurs des médias et de la société civile sont également essentiels pour disséminer l'information, sensibiliser et communiquer. Les acteurs privés sont tout aussi importants : entreprises, experts ou autres. Les écoles et universités publiques ou privées peuvent également avoir un rôle important à jouer.

La convention intervient dans un domaine qui exige la collaboration entre les diverses parties prenantes. Sa mise en œuvre gagnerait ainsi à favoriser une approche multi-parties prenantes. Il serait pertinent de mettre à profit le numérique pour créer, autour de la page web déjà évoquée, une plateforme ou un forum continental qui permettrait aux différentes entités de partager leur savoir-faire, de discuter des défis et des opportunités, et de collaborer sur des initiatives conjointes liées aux domaines couverts par la convention.

Le **renforcement des capacités nationales** constitue un troisième axe clé de la mise en œuvre de la convention. Les parties prenantes engagées auront en effet besoin d'être formées et de voir leurs capacités renforcées. Ici encore, le numérique constitue un atout qui pourrait permettre, à travers une plateforme e-learning accessible à partir de la page web dédiée à la convention, de proposer des sessions de formations, webinaires, webconférences à travers tout le continent. Avec d'autres personnalités publiques, privées et sociétales choisies, les personnes formées peuvent devenir des ambassadeurs de la convention qui peut être un titre honorifique avec des engagements de la part des personnes qui le portent. Un partenariat peut être noué avec des écoles, universités et institutions de formation en vue de rendre disponibles les formations accompagnées de supports de formation (audio, vidéo, textes...), de tests et exercices ludiques de mise en pratique. Des certifications pourraient être proposées sous certaines conditions.

L'application effective de la convention exige que les États membres possèdent les compétences et les infrastructures nécessaires pour assurer les transactions électroniques, protéger les données et la sécurité et combattre la cybercriminalité. Les efforts de renforcement des capacités devraient s'étendre aux divers aspects juridiques, techniques, politiques, et organisationnels. Ceci pourrait impliquer le développement de cadres nationaux de l'économie numérique, de protection des données, de cybersécurité, et de lutte contre la cybercriminalité, la formation des professionnels et des décideurs, et l'amélioration des infrastructures et des technologies de l'information et de la communication. Les expériences de différents pays et régions dans la mise en œuvre de politiques dans ces domaines permettraient de capitaliser sur les leçons apprises et les meilleures pratiques en mettant en lumière les stratégies qui ont été particulièrement efficaces, les défis rencontrés et les solutions adoptées pour les surmonter. Il est crucial d'examiner les conditions sous-jacentes qui ont contribué au succès ou aux échecs des initiatives, et comment ces leçons pourraient être appliquées ou adaptées au contexte des autres pays africains.

Mettre à jour la convention au regard des évolutions technologiques et juridiques

La mise à jour de la convention peut constituer une occasion de combler tout d'abord les insuffisances relevées, puis d'intégrer les nouveautés liées aux évolutions technologiques et juridiques.

En vue de **combler les insuffisances**, des modifications pourraient être apportées tendant à :

- changer la dénomination de la convention pour adopter une dénomination plus englobante et actuelle, mettant l'accent sur les besoins de confiance et de sécurité dans le numérique ;

- améliorer le régime juridique de la protection des données personnelles, d'une part, en l'allégeant au mieux des formalités préalables tout en renforçant les responsabilités des responsables de traitement et organisant un contrôle a posteriori plus efficace et, d'autre part, en définissant les critères de l'indépendance de l'autorité nationale de protection qui est centrale dans le succès du dispositif de protection ;
- accorder une place expresse aux transactions administratives et financières de plus en plus développées en Afrique à côté des transactions commerciales pour offrir un cadre général harmonisé des transactions électroniques à l'échelle africaine, surtout dans la perspective d'un marché numérique africain ;
- intégrer dans les dispositions prévues en matière de lutte contre la cybercriminalité des règles de droit international privé permettant de traiter des conflits de lois et de compétence juridictionnelle qui peuvent se poser en matière de cybercriminalité.

Ensuite, dans le but d'**intégrer les nouveautés**, il est essentiel de consacrer, en tenant compte des orientations déjà abordées plus haut, des dispositions relatives aux questions liées :

- à la cyberdéfense et la sécurité nationale en vue de cibler le cyberterrorisme, consacrer de nouvelles infractions ou adapter des existantes à ce type de menaces liées aux infrastructures critiques, logiciels malveillants, désinformation ou exploitation des réseaux sociaux pour le recrutement, l'organisation ou la perpétration d'actes terroristes, donner des orientations sur le cadre institutionnel et les mécanismes à mettre en place ainsi que les mesures de protection des infrastructures critiques, de renforcement des capacités, de collaboration avec le secteur privé et la société civile ou encore la mise en place de cadres juridiques nationaux en matière de cyberdéfense ;
- à l'encadrement de l'intelligence artificielle à travers l'intégration de lignes directrices éthiques et de cadres de gouvernance pour assurer un développement et une utilisation responsable de l'IA, garantissant ainsi que ces technologies bénéficient à tous les citoyens de manière équitable ;
- à l'encadrement du marché et des services numériques africains en cohérence avec l'accélération de la mise en œuvre de la Zlecaf, dans une approche plus globalisante du commerce électronique tel qu'envisagé dans la convention en vigueur, en tenant compte des défis associés tels que la fiscalité numérique et une protection approfondie des consommateurs en ligne, et en consacrant les règles et principes essentiels pour un marché numérique continental africain ouvert, intégré et inclusif ;
- aux droits numériques et à l'inclusion numérique qui nécessitent de s'assurer que tous les groupes de la société ont accès aux technologies numériques et sont capables de les utiliser efficacement, en particulier, les personnes les plus vulnérables, ce qui revient à garantir un accès aux services numériques équitable, sans discrimination basée sur la localisation, les revenus, ou d'autres facteurs en consacrant les divers droits évoqués plus haut dans les dispositions de la convention.

Prévoir un cadre institutionnel et des mécanismes de mise à jour permanente

L'une des insuffisances identifiées dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de Malabo est l'absence d'un cadre institutionnel et de mécanismes effectifs de sa mise à jour permanente. Dans le but de tirer les leçons de l'expérience de la convention en vigueur, il serait important de les mettre en place. Le texte et les dispositions devraient ainsi être révisables et modifiables pour s'adapter, notamment, aux nouveaux défis juridiques liés aux technologies émergentes. L'intégration d'un tel mécanisme peut se réaliser à travers des clauses de révision périodique.

L'existence d'un cadre institutionnel de mise en œuvre évoqué plus haut peut faciliter la mise en place de ces mécanismes de mise à jour régulière de la convention. Cette dernière pourrait être confiée à l'organe de suivi et de mise en œuvre composé d'experts reconnus ainsi que des parties

prenantes chargées de faire de la veille technologique et juridique afin de proposer, sur une base périodique définie dans la convention (une périodicité au moins annuelle), les mises à jour destinées à encadrer les phénomènes induits par les évolutions technologiques importantes.

Renforcer la coopération et l'harmonisation régionale et internationale

Enfin, étant donné la dimension transfrontalière de la société et du marché numériques, l'harmonisation des politiques et des réglementations aux niveaux régional et international est impérative. Cela comprend la mise en place de mécanismes de coopération pour le partage d'informations et la mutualisation des ressources. La convention doit devenir un instrument catalyseur, promouvant une approche harmonisée à l'échelle du continent pour relever les défis de la mise en place d'un marché numérique africain et optimiser l'interopérabilité et la cohérence entre les initiatives nationales.

Conclusion

L'entrée en vigueur de la convention de Malabo fait partie de ces événements qui auraient dû compter parmi les faits majeurs que l'on inscrit à l'actif du bilan de l'année 2023 pour l'UA et des États parties. Force est toutefois d'admettre un succès mitigé vu la résonance plutôt discrète de cette entrée en vigueur. Elle est pourtant bienvenue au regard des importants acquis soulignés, à l'image de l'harmonisation qu'apporte la convention à l'échelle africaine ainsi que des orientations en matière de transactions électroniques, de protection des données personnelles, de promotion de la cybersécurité et de lutte contre la cybercriminalité. Certes, des insuffisances importantes ont été relevées en termes de pertinence limitée de certaines dispositions, force contraignante limitée ou encore absence de cadre institutionnel et de mécanismes de mise en œuvre.

Il s'y ajoute que dans un monde numérique dont la vitesse et l'ampleur de l'évolution sont de plus en plus fortes, l'entrée en vigueur tardive de la convention, neuf ans après son adoption, rend impérieuse son actualisation. À cet effet, des enjeux aussi importants que l'intelligence artificielle, le cyberterrorisme et la sécurité nationale, les marchés et services numériques ou encore les droits numériques et l'inclusion numérique nécessitent une prise en charge par la convention.

Avec l'accélération de la mise en place de la Zlecaf, les opportunités et les défis dans le domaine de l'économie numérique vont probablement se multiplier. À l'inverse, l'avenir verra potentiellement l'émergence de nouvelles formes de cybermenaces, mais aussi de nouvelles stratégies et technologies de défense. La capacité de mise à jour permanente de la convention sera ainsi un facteur clé de sa capacité à encadrer efficacement les nouveaux phénomènes.

Aussi est-il essentiel que l'ensemble des parties prenantes, sous la houlette de l'Union africaine, puisse harmoniser les actions nécessaires à une mise en œuvre et un suivi effectifs et dynamiques de la convention de Malabo. Une belle résolution pour l'année 2024 ?

Entry into Force of the Malabo Convention

Beyond the Good News, the Challenges of Implementation and Updating

Boubacar Diallo*

Expert in digital law
Carapaces - Strategies & Compliance
bdiallo@carapaces.net

Abstract

The Malabo Convention, which officially came into force in 2023 following its ratification by Mauritania, represents a crucial step towards the harmonization of legal frameworks in Africa when it comes to cybersecurity and personal data protection. This legal instrument, adopted by the African Union in 2014, aims to respond to the challenges posed by the rapid evolution of information and communication technologies (ICTs) and to promote regional cooperation in these fields. Despite its significant potential for improving digital security and data governance at the continental level, the article highlights the need for the Convention to be continually updated to incorporate emerging issues such as artificial intelligence and cyberterrorism. It also calls for effective implementation and increased cooperation between African countries to ensure successful legislative harmonization, while taking into account international standards.

Keywords

Malabo Convention, cybersecurity, data protection, digital economy, legislative harmonization, African Union, artificial intelligence, cyberterrorism

*This article was produced as part of the research program “Strengthening Personal Data Protection in Africa (ProDP-Africa)” which is carried out by LASPAD, Gaston Berger University of Saint-Louis.

How to cite this paper:
Diallo, B. (2024). Entry into force of the Malabo Convention: Beyond the good news, the challenges of implementation and updating. *Global Africa*, (5), pp. 56-70.
<https://doi.org/10.57832/57wg-c486>

Received: January 31, 2024
Accepted: February 08, 2024
Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



Introduction

On June 27, 2014, in Malabo, Equatorial Guinea, the Conference of Heads of State and Government of the African Union (AU) adopted the Convention on Cybersecurity and the Protection of Personal Data, known as the “Malabo Convention”. Through this legal framework, the AU aimed to define the objectives and set the main directions of the information society in Africa, and to strengthen the legislation of member states and Regional Economic Communities (RECs) in the field of Information and Communication Technologies (ICTs). On May 9, 2023, Mauritania submitted its ratification instrument, the fifteenth¹, thus marking the entry into force of the Convention, in accordance with its article 36, thirty days after it had been received by the Chairman of the AU Commission, i.e., June 8, 2023.

The Convention covers a range of issues, including electronic transactions, personal data protection, cybersecurity promotion and the fight against cybercrimes. With its entry into force, Africa now has its first continental legal instrument designed to harmonize sub-regional, regional and national laws, while taking into account member states’ international commitments in the fields of cybersecurity and personal data protection. The drafting process involved a wide range of stakeholders, including legal experts, cybersecurity specialists, government officials and civil society stakeholders, with the aim of integrating diverse perspectives and ensuring that the Convention was both comprehensive and adapted to the specific realities of the continent.

The Convention establishes a common minimum legal framework to guide national and continental efforts in the development of electronic transactions, the fight against cybercrimes, the promotion of resilient cybersecurity, and the protection of human rights through personal data protection. Its entry into force therefore undoubtedly represents a major step forward in establishing the legal and institutional conditions for trust required to develop digital technologies for the benefit of African societies. This is all the more important as, to this day, many AU member states still do not have legal framework in some of the areas covered by the Malabo Convention².

It has to be said, however, that in a field as fast-moving as digital technologies, the Convention’s entry into force, nine years after its adoption, is long overdue. New technologies have emerged and others, then in their infancy, have reached maturity (artificial intelligence - AI, Big Data, blockchain, 3D printing, IoT...), disrupting many sectors of political, economic, social and cultural, environmental and legal life. New legal issues arising from these innovations do not find adequate answers in the Convention. The AU’s strategic framework for data³ and the assessment of AI needs in Africa⁴ also reflect the wide gap between the issues covered by the Convention and the real need to address current issues linked to the digital market and society in Africa.

This is all the more true as the AU has taken new initiatives in the field of Africa’s digital transformation, with the aim of bringing about an integrated and inclusive digital society and economy, improving the quality of life of African citizens⁵. This global strategy is led by the African Union Commission, in

1 After Senegal (August 16, 2016), Mauritius (March 14, 2018), Guinea (October 16, 2018), Namibia (February 1, 2019), Ghana (June 3, 2019), Rwanda (November 21, 2019), Mozambique (January 21, 2020), Angola (May 11, 2020), Congo (October 23, 2020), Zambia (March 24, 2021), Togo (October 19, 2021), Cape Verde (February 5, 2022), Niger (March 16, 2022) and Côte d’Ivoire (April 3, 2023). https://au.int/sites/default/files/treaties/29560-sl-AFRICAN_UNION_Convention_ON_CYBER_SECURITY_AND_PERSONAL_DATA_PROTECTION_0.pdf. Accessed on November 8, 2023.

2 To date, according to data from the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), only 33 countries (61%) have legislation on electronic transactions and personal data protection, and 39 countries (72%) on cybercrimes: <https://unctad.org/topic/e-commerce-and-digital-economy/e-commerce-law-reform/summary-adoption-e-commerce-legislation-worldwide>. Accessed on November 8, 2023.

3 See: <https://au.int/sites/default/files/documents/42078-doc-AU-DATA-POLICY-FRAMEWORK-ENG1.pdf>. Accessed on November 20, 2023.

4 See the survey carried out under the aegis of Unesco: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000375322>. Accessed on November 20, 2023.

5 In addition to the AU’s strategic framework for data precited, see the document “THE DIGITAL TRANSFORMATION STRATEGY FOR AFRICA (2020-2030)”: <https://au.int/sites/default/files/documents/38507-doc-dts-english.pdf>. Accessed on November 20, 2023.

collaboration with the United Nations Economic Commission for Africa (UNECA), Smart Africa, the African Union Development Agency (AUDA-NEPAD), the African Telecommunications Union (ATU), the African Capacity Building Foundation (ACBF), the International Telecommunications Union (ITU) and the World Bank (WB). It intends to build on existing initiatives and frameworks such as the Policy and Regulatory Initiative for Digital Africa (PRIDA), the Program for Infrastructure Development in Africa (PIDA), the African Continental Free Trade Area (AfCFTA), the African Union Financial Institutions (AIFI), the Single African Air Transport Market (SAATM) and the Free Movement of Persons (FMP) to foster the development of the African Digital Single Market (DSM), as part of the African Union's integration priorities. This approach is fully in line with Smart Africa's strategic vision for the creation of a single digital market in Africa.

Moreover, the lack of reliable digital infrastructure, disparities in digital development between countries, and variations in the legal and technical capacity of states have a definite impact on the effective implementation of the Convention across the continent.

So, while we welcome the real progress made by many African countries following the entry into force of the Malabo Convention, it is essential to take an up-to-date look at it, taking into account both new phenomena linked to technological developments and the strategic, institutional and legal frameworks that have enriched the reference frameworks underlying the adoption of the Convention. Such a reading will enable us to identify the areas where updating is already necessary, and to reflect on the obstacles to effective implementation of the Convention. This ambivalence between necessary implementation and imperative updating is the thread of the balance that needs to be highlighted, so that the Convention's entry into force is synonymous with effectiveness, and also enables it to meet the current needs of an integrated and inclusive digital Africa, in an environment that guarantees digital security and trust.

It is indeed crucial to reflect on the essential conditions for the effectiveness and relevance of the Malabo Convention to enable Africa to succeed in its digital transformation strategy.

To this end, taking into account the continent's current context and the issues linked to technological developments, in line with the strategic, institutional and legal orientations defined, it is important to carry out a cross-analysis of the Convention and the strategic and legal documents in the digital field in Africa, such as the Digital Transformation Strategy for Africa (2020-2030), the AU's strategic framework for data or the assessment of AI needs in Africa... In the light of this analysis, the entry into force of the Malabo Convention appears to be both welcome, with gains to be consolidated (I), eagerly awaited despite shortcomings to be remedied (II), and late, given all the new features to be integrated (III). This analysis enables us to formulate strategic recommendations for the future (IV).

A Welcome Entry into Force and Achievements to Be Consolidated

The Malabo Convention focuses on three main areas: (i) the promotion of digital economy through standards for electronic transactions, (ii) the protection of human rights through provisions on personal data protection, and (iii) the promotion and protection of the essential values of an African digital society through provisions on cybersecurity and cybercrime. These provisions are designed to underpin digital security and confidence in Africa. The entry into force of the Convention thus lays the foundations for harmonizing regional and national legal frameworks (A), and for defining guidelines for electronic transactions (B), setting minimum requirements for the protection of personal data (C) and outlining the promotion of cybersecurity and the fight against cybercrimes (D).

Harmonizing Regional and National Legal Frameworks

It is worth mentioning that an action framework, the “African Information Society Initiative” (AISI) was launched quite early on, back in 1995, during the African Regional Symposium on Telematics for Development, held in April 1995 in Addis Ababa⁶. Africa’s interest in digital technology was thus reflected early on in this initiative, which made harmonization one of its guiding principles. This approach was first manifested by the launch of AISI at the Conference on the Information Society for Africa’s Development in May 1996 in South Africa, attended by fifteen African countries, and then by its adoption by various African bodies, notably, the African Ministers of Telecommunications through the African Regional Conference on Telecommunications Development held in Abidjan in 1996, then by the adoption of a declaration on AISI by the Council of Ministers of the Organization of African Unity (OAU) on the occasion of the OAU Summit held in Yaoundé in July 1996. AISI was subsequently integrated into the ECA’s work program.

The ECA had in fact initiated a major project to harmonize ICT legislation in cooperation with ECOWAS and WAEMU⁷. As an extension of this convergence process, the African Union’s Convention project was launched, with the aim of establishing legal rules to underpin security and confidence in Africa’s information society. Africa thus appears as a precursor in the reflection on the evolution towards the information society with the AISI, created in 1995. Indeed, on a global level, it was not until 2003 with the first phase of the World Summit on the Information Society (WSIS) in Geneva (Switzerland) and 2005 with the second phase in Tunis (Tunisia) that the Geneva Declaration of Principles and Action Plan and the Tunis Commitment and Action Plan for the Information Society⁸ were adopted. The drafting of the Malabo Convention was fully in line with the African Union’s desire to support the establishment of an African information society based on security and trust⁹.

The aim of having a harmonized legal framework that takes into account the international and regional commitments of member states is thus strongly affirmed and recalled in the preamble to the Convention¹⁰. To this end, three major issues had to be taken into account: respect for human rights enshrined in international and African law, development of the digital economy and protection of the fundamental values of the African information society. This explains the extension of the Malabo Convention beyond the fight against cybercrimes, to include personal data protection and electronic transactions.

It is true that, at this point in time when the Malabo Convention has come into force, 33 African countries (61%) already have legislations on electronic transactions and personal data, and 39 countries (72%) have legislations on countering cybercrimes¹¹. This means, however, that among the 54¹² African countries recognized by the UN, 28 do not have legislations on electronic transactions and personal data, and 15 have none on combating cybercrimes¹³. The entry into force of the Malabo Convention is good news both for countries that already have legislation and for those that do not. For the former, the Convention represents a minimum foundation enabling countries to ensure

6 The symposium was organized “by the Economic Commission for Africa (ECA), in association with the International Telecommunication Union (ITU), the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) and the International Development Research Centre (IDRC), who have joined forces in the framework of the African Networking Initiative”. See ECA, Implementation of the African Information Society Initiative, Progress Report: <https://repository.uneca.org/bitstream/handle/10855/3076/Bib-25638.pdf?sequence=1&isAllowed=y>. Accessed on November 27, 2023.

7 This initiative led to the implementation of the additional act A/SA.1/01/10 of February 16, 2010 on the protection of personal data in the ECOWAS region.

8 <https://www.itu.int/net/wsis/index-fr.html>

9 The Convention takes into account : 1) the African Declaration on Internet Governance known as the “Oliver Tambo Declaration” adopted by the African Union Extraordinary Conference of Ministers in charge of Communication and Information Technology in Johannesburg on November 5, 2009; 2) the Declaration on Information and Communication Technologies in Africa: Challenges and Prospects for Development; 3) the Abidjan Declaration adopted on February 22, 2012 and the Addis Ababa Declaration adopted on June 22, 2012 on the harmonization of cyber legislation in Africa.

10 The preamble states that the Convention “aims both to define the objectives and main orientations of the information society in Africa, and to strengthen the existing legislation of member states and regional economic communities (RECs) in the field of information and communication technologies”.

11 According to UNCTAD data, see: <https://unctad.org/page/e-transactions-legislation-worldwide>. Accessed on November 27, 2023.

12 The UN officially recognizes 54 African countries (<https://www.un.org/en/about-us/member-states>), while the AU officially recognizes 55 (https://au.int/en/member_states/countryprofiles2).

13 This includes countries for which UNCTAD has no data on the existence of such legislation.

that their legislation takes account of the requirements of a legal framework in harmony with the existing continental framework. For the latter, these minimum requirements will enable their future legislation to incorporate *ab initio* the objectives set by the Convention.

The entry into force of the Convention means that Member States are obliged to transpose it into their domestic laws, in order to ensure the uniform level of protection required to ensure digital security and confidence in Africa. This is all the more important as it takes into account the need to comply with the legal frameworks put in place by the RECs, such as ECOWAS, WAEMU and ECCAS. It is also welcome in that it contributes to the consolidation of achievements in the harmonization of national legislations, the laying down of the foundations for electronic transactions, personal data, the promotion of cybersecurity and the fight against cybercrimes.

Defining Guidelines for Electronic Transactions

Digital technologies are a powerful lever for transforming societies and economies. Their transformational impact is unprecedented in terms of speed and scope, and therefore represents a real opportunity for Africa¹⁴. Aware of these positive prospects, the AU has set itself the ambition of creating a secure digital single market by 2030¹⁵. What was true when the Convention was adopted in 2014 is even truer today in terms of the importance of developing the digital economy to promote the emergence of conditions for a more prosperous African economy. Africa is a fantastic reservoir of platform and service users: 453 million Africans (out of 1.2 billion) are connected today. This proportion (35%) is set to increase significantly, as the continent's population is set to reach 2.5 billion by 2050¹⁶.

In the face of such challenges, the establishment of an appropriate legal framework is a key factor in ensuring the security and confidence necessary for the development of the digital economy. The investment needs for digital development are excellent indeed, and their realization depends largely on the ability of Africans to put in place the conditions for making such investments. These conditions include the existence of a legal and regulatory framework conducive to the development of the digital economy.

The regulations on e-commerce lay down the basic obligations to be met by any supplier of electronic goods or services¹⁷, while preserving the principle that the supplier's contractual liability is subject to the relevant national regulations¹⁸. They also provide a framework for advertisements done via electronic means while keeping up with the commitments of the States parties, notably in the field of canvassing. Electronic commerce contracts are also protected by specifying how they are to be concluded, and safeguarding written and electronic proof. This principle thus plays an important role in the Convention, which leaves it up to the States parties to set the legal conditions for it. The measures for securing electronic transactions draw the consequences of the electronic signature for the validity of electronic payment methods, as well as the probative value of documents bearing a qualified electronic signature. Such measures are essential to create the conditions for the existence and development of e-commerce, even if the context and issues at stake have changed considerably, making it necessary to amend the Convention's provisions. They are, however, basic guidelines for national legislation, to which are added minimum requirements for personal data protection.

14 A 10% increase in mobile broadband penetration in low-income economies leads to a 2% increase in GDP. In sub-Saharan Africa, this trend is even more pronounced, as a 10% increase in mobile broadband penetration is expected to lead to a 2.5% increase in GDP. Cf. ITU, Economic Contribution of Broadband, Digitization and ICT Regulation: Econometric Modelling for Africa, 2019, https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/pref/D-PREF-EF.BDT_AFR-2019-PDF-E.pdf. Accessed on November 27, 2023.

15 Cf. Digital Transformation Strategy for Africa (2020-2030), *op. cit.*

16 M. Olivier and S. Ballong, "Gafam: l'Afrique face aux géants du Web", report published on August 16, 2018. Cf. <https://www.jeuneafrique.com/mag/614444/societe/gafam-lafrrique-face-aux-geants-du-web/>. Accessed on January 29, 2024.

17 Cf. in particular, art. 2 of the Convention, which sets out the mandatory information and mentions it to be respected.

18 Cf. art. 3 of the agreement.

Setting Minimum Requirements for the Protection of Personal Data

In the Convention, the African Union reiterates its commitment to international and African undertakings to protect human dignity and the human rights that derive from it. In the digital age, personal data shared by users is a constant source of concern for the preservation of individual dignity, confidentiality and, more broadly, the protection of their rights. For this reason, the Convention reiterated that the protection of personal data and privacy is a major challenge for the information society, both for public authorities and for other stakeholders. It considers that this protection requires a balance between the use of ICTs and the protection of citizens' privacy in their daily or professional lives, while guaranteeing the free flow of information.

Underlining the commitment of States to the establishment of a legal framework for the protection of personal data, the Convention imposes, depending on the case, a formal procedure of preliminary declaration or authorization. It also devotes significant provisions to the institutional framework that each State party must put in place to protect such data. The responsibilities of these national authorities are specified, as are their powers. From a substantive point of view, the Convention lays down the principles to be respected in the processing of personal data, specifying the very rules that govern sensitive data or the interconnection of files containing these types of data, as well as the rights of the owners of the personal data processed and the obligations of the data controller.

Data protection regulations thus establish safeguards to ensure that citizens' personal information is handled securely and ethically. As a result, they provide a framework that guarantees greater security and safeguards citizens' privacy in the digital space. Provisions relating to cybersecurity and the fight against cybercrimes reinforce this security framework.

Shaping the Framework for the Promotion of Cybersecurity and the Fight against Cybercrimes

When we talk about the opportunities offered by digital technology, we cannot ignore the significant risks it also entails. Promoting the development of a secure digital market in Africa presupposes the existence of a trustworthy legal framework.

For this reason, the African Union understood the urgent need to put in place, through the Convention, a mechanism to address the dangers and risks arising from the use of computers and files on individuals, with a view to respecting privacy and freedoms, while encouraging the promotion and development of ICT in its member countries. The promotion of cybersecurity and the fight against cybercrimes thus play a central role in the Convention.

The implementation of harmonized cybersecurity legislation in AU member states therefore required the adoption of minimum legal rules enabling states, public, private and societal organizations, as well as individuals within them, to be aware of the risks and protect themselves against the multiple infringements of users' rights, information infrastructures and systems, data, etc. that digital technology entails. When such attacks jeopardize the essential values of society and the market, criminal-law protection of the value system of the information society becomes a necessity, through provisions devoted to the fight against cybercrimes.

Taking into account the commitments made by States at sub-regional, regional and international levels, the Convention sets out the main lines of the strategy to combat cybercrimes, in order to protect computer networks and the information society from cybercriminal threats.

To this end, from the point of view of substantive criminal law, the aim of the Convention was to modernize the instruments used to repress cybercrimes. On the one hand, new incriminations specific to ICTs have been established to deal with the new criminal phenomena brought about by these technologies. On the other hand, existing offenses have been adapted, as have the penalties and criminal liability systems in force in the Member States, to bring them into line with the specific features of the information and communication technology environment. Apart from certain offenses against property, the most important innovation in this area concerned the criminal liability of legal entities, which the Convention requires States Parties to make effective in their domestic law.

In terms of procedural criminal law, the same approach was adopted: on the one hand, to institute new procedures specifically for cybercrimes, insofar as existing procedures were unable to deal with phenomena linked to the technologies in question, and on the other, to adapt existing procedures to information and communication technologies.

The aim of this scheme to promote cybersecurity and combat cybercrimes was to secure cyberspace in Africa as an essential prerequisite for digital economic development. With the ambition of creating a secure and regulated digital environment, the Malabo Convention also aimed to encourage the investment needed for development in the digital sector by promoting technological innovation. The Convention's entry into force will undoubtedly contribute to this, and for this reason was eagerly awaited, despite the shortcomings that remain to be remedied.

An Expected Entry into Force but Shortcomings to be Remedied

The entry into force of the Malabo Convention was expected to provide a harmonized legal framework for personal data protection, electronic transactions, cybersecurity promotion and the fight against cybercrimes. However, as soon as it was adopted, a number of shortcomings became apparent, some of which can be considered to be inherent to the adoption process, as well as to the legal nature of the Convention. The questionable relevance of certain provisions (A), its limited binding force (B), the lack of an institutional framework for implementation (C), and the absence of permanent mechanisms for updating (D) the Convention are all shortcomings that need to be remedied.

Questionable Relevance of Some of the Regulations

The “misnamed” African Union Convention on Cybersecurity and Personal Data Protection also deals with electronic transactions and cybercrimes. This is a very simplistic title, as it does not cover all the legal issues involved in the above-mentioned triple challenge. Some of the titles of the initial draft were more relevant and encompassing, as they positively emphasized the need for trust and security in the information society, which the Convention was intended to address¹⁹. Emphasizing the need for trust and security in the digital world not only encompasses all the issues addressed by the Convention, but also presents it as a means of meeting these essential needs for States, public, private and societal organizations, as well as individuals and all stakeholders in a digital society and market. But beyond its name, other provisions of the Convention are of questionable relevance.

In particular, the relevance of some data protection regulations may be called into question. Apart from exceptional cases, they provide for prior declaration or authorization formalities (article 10), depending on the case, which may seem cumbersome to implement given the number of processing systems used in an increasingly digital society. A system that makes data controllers more accountable and organizes more effectively a posteriori control might be more appropriate. They also stipulate that the personal data protection authority must be an independent authority (article 11), but without defining the criteria for this independence, which is central to the success of the protection system.

Other provisions on electronic transactions may also raise questions about their relevance, in particular their ability to regulate administrative and financial transactions, which are increasingly developing in Africa, as well as commercial transactions, which seem to be the only ones really covered. Of course, other authorities, notably regional or national (regional or national central

19 A “draft African Union Convention on the establishment of a trusted legal framework for cybersecurity in Africa” is still available online. The version of the Convention published on the website of Senegal's Commission de protection des données personnelles (CDP) is indeed entitled “Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel” (African Union Convention on Cybersecurity and Protection of Personal Data), on the title page, but in Article 1 devoted to definitions appears for “(The present) Convention”, “Convention de l'Union africaine sur la confiance et la sécurité dans le cyberspace” (African Union Convention on Trust and Security in Cyberspace). No doubt the CDP publication will soon be withdrawn, but it is to be hoped that this archive will be preserved not only for the sake of memory, but also for the greater relevance of the title it proposes. See project: https://www.itu.int/ITU-D/projects/ITU_EC_ACP/hipssa/events/2011/WDOcs/CA_5/Draft%20Convention%20on%20Cyberlegislation%20in%20Africa%20Draft0.pdf. Accessed on November 28, 2023.

banks or banking commissions and financial market authorities) are competent to regulate these transactions, but the Convention can offer a general framework harmonized on an African scale, especially in the perspective of an African digital market. Finally, the provisions on combating cybercrimes do not include rules of private international law to deal with the conflicts of law and jurisdiction that may arise in cybercrime cases. These shortcomings add to the limited binding force of the Malabo Convention, despite its entry into force.

Limited Binding Force of the Convention

The entry into force of the Malabo Convention makes it applicable to all member states. Its applicability does not, however, mean that litigants in the member states can directly invoke its provisions, in particular against national authorities. The Malabo Convention has no direct effect. Nor does it have any immediate effect, as it requires each State party to take the legal and regulatory measures needed to transpose its provisions into domestic law.

Despite its entry into force, the binding force of the Convention remains very limited, given the need for action by the States Parties to ensure that its provisions are applicable in domestic law. The means of “convincing” member states to adopt such provisions are also very limited, in the absence of effective sanctions. As mentioned above, many countries do not yet have legislation in the areas covered by the Convention, and litigants in these countries are thus exposed to the phenomena of the digital society and market. Yet these provisions would provide them with a minimum legal framework for the economy, personal data protection, cybersecurity and the fight against cybercrimes.

The lack of an institutional framework for implementing the Convention at AU level means that the shortcomings associated with its limited binding force cannot be overcome.

Lack of an Effective Institutional Framework for Implementation and Monitoring

The adoption of the Malabo Convention was not accompanied by the establishment of an effective institutional framework for its implementation. It is true that Article 32 lays down follow-up measures to be taken at AU level, but the ineffectiveness of such measures has prevented certain issues from being properly addressed.

The team of experts who designed and drafted the Convention²⁰ proposed and envisioned the effective establishment of an institutional framework for its implementation, with an approach linked to the RECs. Based on pre-existing regional texts, notably those of ECOWAS²¹, the proposed ratification strategy relied on an institutional mechanism for monitoring ratifications linked to this REC, whose member states already had domestic legal texts at least equivalent to a transposition of the Convention’s provisions. There is no doubt that such an institutional approach would have shortened the time needed for the Convention to enter into force.

The resource people behind the conception and adoption of the Convention could have been involved through such an institutional framework. They could also have been reinforced by new African skills and expertise. It would also undoubtedly have made it possible to offer member states assistance, in terms of expertise and capacity building in such a technical and high-stakes field, with the aim of speeding up the formal adoption and transposition processes into national law.

Lack of Permanent Updating Mechanisms

The speed and scale of expansion of new technologies have increased exponentially. Launched in 1878, the telephone took seventy-five years to reach 100 million users. This time was reduced to sixteen years for the cell phone launched in 1979. It took four years and six months to Facebook after

20 See A. Cissé, “La Convention de Malabo, l’impérieuse actualisation!”, paper delivered at the Laspad “Samm sunuy données” session.

21 See Additional Act A/SA.1/01/10 of February 16, 2010 on the protection of personal data in the ECOWAS region, op. cit.

its launch in 2004 while Whatsapp, launched in 2009²², only needed three years and four months to do it, ChatGPT²³ was launched in 2022 and achieved it in sixty days. Threads broke the record, reaching 100 million users²⁴ in five days after its launch in July 2023.

In a digital world where technology is evolving at a lightning pace, the Convention must be flexible and adaptable to the new realities and challenges of cyberspace. This means that the text and related terms should be revisable and modifiable to adapt, in particular, to new legal challenges related to emerging technologies. Incorporating a mechanism that allows for periodic review and updating is vital to ensure that it remains relevant and effective in the face of changing challenges and dynamics in the digital society and market.

While the Convention provides for an amendment or revision mechanism (article 37), as well as the aforementioned monitoring mechanisms (article 32) included in the Convention do not appear to be suitable for updating it regularly in a way that can match digital developments. As envisaged, amendments or revisions are submitted by any of the member States, which means that the initiative lies with them.

The existence of the institutional framework mentioned above could have facilitated the establishment of regular update mechanisms. This could be entrusted to the monitoring and implementation body, made up of recognized experts in the field. Stakeholders could be responsible for monitoring technological and legal developments in order to provide, on a periodic basis defined in the Convention (at least once a year), updates targeting disruptive changes brought by major technology progress. The amendment process could then be laid down in the agreement to undoubtedly avoid the need for an update as soon as the agreement came into force.

A Late Entry Into Force and New Features to be Integrated

The speed and scale of technological developments and the phenomena they bring with them have made many legal regulations obsolete, and they are constantly being overtaken by digital realities. Many new phenomena have emerged since the Convention was adopted. Its late entry into force makes it imperative to update it, particularly with regard to cyberterrorism and national security (A), the ethics and governance of AI and emerging technologies (B), the regulation of digital markets and services in Africa (C), and the issue of digital rights and inclusion in Africa (D).

Cyberterrorism and National Security

The Malabo Convention's goal was to establish a legal framework for promoting cybersecurity and tackling cybercrimes. By the time it came into force, new risks had emerged in a way giving threats a new dimension. Cybercrime attacks are increasingly targeting critical infrastructures and strategic national interest. New forms of digital warfare are emerging, posing significant risks to national defense.

So, while the Convention made a point of addressing various aspects of cybersecurity and cybercrimes, closer attention must be given to the implication of cyberterrorism, particularly in terms of national security. Cyberterrorist attacks, which target critical infrastructures, can have disastrous repercussions not only on the economy, but also on the socio-political stability of member states. A detailed analysis of current and potential threats, combined with the development of robust and appropriate strategies to counter these threats, is essential.

With this in mind, the Convention could incorporate new specific provisions to target cyberterrorism, enshrine new offenses or adapt existing offenses to this type of threat linked to critical infrastructures, malware, disinformation or the exploitation of social networks for the recruitment, organization or

22 <https://www.vingthuitzerotrois.fr/reflexion-business/graphique-du-temps-pour-acceder-a-100-millions-dutilisateurs-15990/>.

23 <https://www.theguardian.com/technology/2023/feb/02/chatgpt-100-million-users-open-ai-fastest-growing-app>

24 <https://www.forbes.com/sites/siladityaray/2023/07/10/with-100-million-users-in-five-days-threads-is-the-fastest-growing-app-in-history/?sh=17a6890f49ab>

perpetration of terrorist acts. It could also provide guidance on the institutional framework and mechanisms to put in place, as well as measures for protecting critical infrastructures, for capacity building, for collaborating with the private sector and civil society, and for establishing national legal frameworks to reinforce cyber defense systems.

It would also be advisable to integrate mechanisms for enhanced sub-regional, regional and international cooperation to ensure effective exchange of information and practices in the fight against cyberterrorism.

Respect for human rights and civil liberties must be at heart of the design and implementation of these measures to ensure effective security against the threats of cyberterrorism.

Ethics and Governance of AI and Emerging Technologies

The rise of artificial intelligence (AI) and other emerging technologies presents considerable ethical and governance challenges that seem to lie beyond the scope of the current Convention. The use of AI in various sectors (security, health, education, migration, etc.) raises multiple questions, linked to essential principles for ethical and responsible AI, which require careful exploration. An update of the Convention could enable the integration of ethical guidelines and governance frameworks to ensure the responsible development and use of AI, thereby guaranteeing that these technologies benefit all citizens in an equitable manner.

In order to take into account, the complexity of the governance of AI and emerging technologies, which needs a multidimensional approach, the guidelines for updating the Convention should include key principles and rules governing their design and implementation like:

- **transparency and accountability** to ensure that AI processes and decisions are transparent. Developers and users of these technologies will therefore be accountable for their actions and the results they will produce;
- **fairness and non-discrimination**, so that AI is designed and used in a way avoiding bias and discrimination and making sure too that, at levels of race, gender, age or other, ongoing efforts are taken to ensure that AI systems treat all users fairly;
- **reliability and safety** of AI systems, to enable them to function as intended and be protected against manipulation and abuse;
- **interoperability**, so that AI systems are able to work with other systems and technologies, while respecting established standards and protocols;
- **responsible innovation**, to encourage innovation while ensuring that technological developments are ethical and aligned with human values and societal well-being;
- **privacy and data protection** as top priorities, which implies robust security measures and compliance with data protection legislation;
- **Inclusion and accessibility** of AI to all, regardless of economic capacity, geographical location, disability, etc., which implies designing inclusive technologies and guaranteeing equitable access;
- **human well-being and social impact** so that AI is developed and used in a way that promotes human well-being, taking into account social, economic and cultural impacts;
- **dialogues and stakeholders participation** for AI governance should include open talks with various stakeholders, including civil society, the public, ethics experts, industry, and governments;
- **sub-regional, regional and international cooperation**, which is essential since, given the cross-border nature of AI and emerging technologies, it is key to developing harmonized standards and rules;

- **education and awareness** because it is important to not only train but also educate all people involved (public, private and societal players, developers, users) on the issues, opportunities and risks associated with AI;
- **adaptability and flexibility**, since AI regulations and policies must be flexible enough to adapt to rapidly evolving technologies;
- **respect for the environment**, so that emerging technologies are developed and used in line with SDG principles.

Such principles and rules could constitute guidelines that would also be adapted to specific contexts and technological developments. They would be a basic framework for ethical and responsible governance of emerging technologies like AI.

Regulation of African Digital Markets and Services

The African Union's ambition to create an integrated and inclusive digital economy in Africa presupposes the creation of a dynamic and prosperous continental digital market. From this point of view, the establishment of AfCFTA represents a real opportunity, as it would "create a continental market of 1.3 billion people with a combined GDP of \$3.4 trillion, making it the world's largest free trade area since the creation of the World Trade Organization.... AfCFTA is expected to boost intra-African trade by 52.3% by 2025, to increase Africa's income to \$450 billion by 2035, according to the IMF²⁵, and thus to lift 30 millions of Africans out of extreme poverty"²⁶. The digital marketplace in particular, given the opportunities it offers and the large spread of technology in lot of areas, can unlock "the potential of digital commerce in Africa and enable businesses, particularly small and medium-sized enterprises, to reach new markets"²⁷.

Updating the Convention could provide an opportunity to put in place an appropriate framework for this African digital market, in line with the accelerated implementation of the AfCFTA. Such framework would make it possible to integrate a more global approach to e-commerce, as envisioned in the current Convention, taking into account externalities associated with these challenges such as digital taxation and enhanced online consumer protection. Above all, it would enshrine essential rules and principles for an open, integrated and inclusive continental African digital market.

One of the pillars of such a market should be the organization of free and healthy competition between its various players. To this end, rules and principles enshrined by the AU, through the Convention, should help prevent anti-competitive practices and ensure an open and fair digital market for small and large businesses alike. Fair market access is necessary, in the context of an ultra-dominant global digital market dominated by mega-platforms on which thousands of professionals depend. Rules have to make sure that large platforms don't use their dominant position to discriminate against certain businesses or consumers, or to favor their own services or products. Technology companies must be transparent about their algorithms, data collection policies and business practices. Accountability for content published and actions taken online is crucial. Digital platforms must be held accountable for the content they host, with regulations that balance freedom of expression with the fight against hate speech, misinformation and illegal content.

Rules designed to frame an African digital market should also promote the protection of copyright and intellectual property to encourage innovation and protect creators. They should also encourage digital companies to be mindful of their environmental impact, particularly in terms of energy consumption and electronic waste.

Particular attention should also be devoted, on the one hand, to protecting consumers against abusive or misleading practices while encouraging innovation and, on the other hand, to digital workers with a view to protecting their specific rights, including platform workers and remote workers.

²⁵ International Monetary Fund.

²⁶ Cf. "Zlecaf: Saisir les opportunités pour une Afrique prospère", in *Afrique Renouveau*, May 2023, by Ms. Nardos Bekele-Thomas, Director General of AUDA-NEPAD, the AU's development arm: <https://www.un.org/africarenewal/magazine/may-2023/afcfta-seizing-opportunities-prosperous-africa>.

²⁷ Op.cit.

Implementing all these principles and rules requires close collaboration with the various institutions involved in economic development on an African scale (UNECA, AfCFTA, AUDA-NEPAD...), those involved in the digital field (Smart Africa, etc.), with international institutions, RECs, governments, technology companies, civil society and users to create a balanced and sustainable digital environment.

Digital Rights and Digital Inclusion

Following on from the implementation of regulations dedicated to the digital market and services in Africa, it is important to devote particular attention to digital inclusion and digital rights. In an African context, it is essential to ensure that all groups in society have access to digital technologies and are able to use them effectively, especially the most vulnerable. Access to digital services should be equitable, without discrimination based on location, income or other factors.

Various rights should be included and guaranteed by the provisions of the Convention. The Convention already affirms its commitment to respecting human rights, and some aspects already taken into account could be developed further. It is imperative to consider universal access to the Internet as fundamental to achieve digital and social inclusion of all citizens. The Convention should therefore promote strategies and policies aimed at guaranteeing fair and affordable access to the Internet, while protecting users' digital rights.

Specifically, there are rights that should be enshrined, including (i) the right to data portability, whereby users could easily transfer their data from one platform to another to foster competition, (ii) the right to repair, which would encourage the sustainability of digital products, reduce e-waste and promote a more sustainable economy.

Education and awareness-raising are, in this respect, an important dimension. Educating consumers and businesses about their rights and responsibilities is crucial for a healthy competitive environment in Africa's digital marketplace.

Finally, it is essential to address the issue of digital rights and digital inclusion at the level of states, companies and individuals alike. It is important that the most digitally excluded countries in Africa receive special attention.

Strategic Recommendations for the Future

Now that the Malabo Convention is officially in force, it is essential to ensure that the conditions for its implementation are met through appropriate accompanying measures (A). The imperative need to update the Convention (B), particularly in light of major technological developments, should not blind us to its usefulness for many African countries, despite the shortcomings identified. Drawing lessons from this first version, we can better prepare its future through an institutional framework and permanent update mechanisms (C) for the next version, while strengthening regional and international cooperation and harmonization (D) following other continent-wide projects and programs.

To Put in Place Measures to Support the Entry Into Force of the Convention

Accompanying the implementation of the Malabo Convention requires a clear strategy involving awareness-raising and communication, stakeholder commitment and national capacity-building.

Awareness-raising and **communication** are the first key strategic axes in the implementation of the Convention, enabling the dissemination of correct information to the relevant targets. In this respect, a range of measures could be envisaged. It is essential to go digital by creating a website dedicated to the Convention, as well as specific accounts and pages on the main social networks used on the continent. These digital tools can be used to build awareness and information campaigns focusing on clear messages about the Convention. A range of AI-enhanced tools can make this

content available on a variety of media (written, audio, video, interactive games, etc.) in different languages, including national ones. Other tools (surveys, feedback, analysis of participation data, etc.) can be used to measure impact. Handbooks, brochures and other communication materials can also be developed for certain key players or for the general public.

Stakeholders involvement in the implementation process is a second key strategic focus. Public players are essential in this respect, whether they are members of parliament responsible for measures to incorporate the Convention into national law, the executive responsible for implementing public policies in the areas covered by the Convention, or the judiciary (magistrates, lawyers and other legal professionals, etc.) in charge of disputes concerning its application. The media and civil society players are also essential for disseminating information, raising awareness and communicating. Private sector is just as important. Schools and universities can also play a major role.

The Convention operates in an area that requires collaboration between the various stakeholders. Its implementation would then benefit from favoring a multi-stakeholder approach. It would be appropriate to create, around the website already mentioned, a continental platform or forum that would enable the various entities to share their know-how, discuss challenges and opportunities, and collaborate on joint initiatives linked to the areas covered by the Convention.

National capacity building is a third key area for the implementation of the Convention. The stakeholders involved will need training and capacity-building. Here again, digital technology is an asset that could be used to offer training sessions, webinars and web conferences across the continent, via an e-learning platform accessible from the Convention's dedicated website. Together with other selected public, private and societal figures, the trainees could become kind of ambassadors for the Convention, with commitments on the part of the bearers. Partnerships can be forged with schools, universities and training institutions to make training courses available, accompanied by training resources (audio, video, texts, etc.), tests and practical exercises. Certifications could also be offered under certain conditions.

Effective implementation of the Convention requires member states to have the necessary skills and infrastructures to ensure electronic transactions, protect data and security, and combat cybercrimes. Capacity-building efforts should be extended to the various legal, technical, political and organizational aspects. This could involve the development of national frameworks for the digital economy, data protection, cybersecurity and the fight against cybercrimes, the training of professionals and decision-makers, and the improvement of information and communication infrastructures and technologies. The experiences of different countries and regions in implementing policies in these areas would enable us to capitalize on lessons learned and best practices, highlighting the strategies that have been particularly effective, the challenges encountered and the solutions adopted to overcome them. It is crucial to examine the underlying conditions that have contributed to the success or failure of initiatives, and how these lessons might be applied or adapted to the context of other African countries.

Updating the Agreement in Line with Technological and Legal Developments

Updating the agreement may provide an opportunity to remedy any shortcomings identified, and to incorporate new features arising from technological and legal developments.

Firstly, in order to **remedy shortcomings**, amendments could be made to:

- change the name of the Convention to a more encompassing and up-to-date one, emphasizing the need for trust and security in the digital world;
- improve the legal framework for personal data protection, on the one hand by lightening the burden of prior formalities while reinforcing the responsibilities of data controllers and organizing more effective 'a posteriori' control, and on the other hand by defining the criteria for the independence of the national data protection authority, which is central to the success of the protection system;

- give an explicit place to administrative and financial transactions, which are increasingly developed in Africa alongside commercial transactions, in order to offer a harmonized general framework for electronic transactions on an African scale, especially in the perspective of an African digital market;
- include the rules of private international law in the planned measures to fight cybercrimes to be able to deal with conflicts of law and jurisdiction that may arise in cybercrime cases.

Secondly, in order **to incorporate the latest developments**, it is essential, taking into account the guidelines already discussed above, to include provisions on issues related to:

- cyber-defense and national security, with a view to targeting cyber-terrorism, establishing new offenses or adapting existing ones to this type of threat, linked to critical infrastructures, malware, disinformation or the exploitation of social networks for the recruitment, organization or perpetration of terrorist acts; providing guidelines on the institutional framework and mechanisms to be put in place, as well as measures for the protection of critical infrastructures, capacity-building, collaboration with the private sector and civil society, and the establishment of national legal frameworks for cyber-defense;
- the regulation of artificial intelligence through the integration of ethical guidelines and governance frameworks to ensure the responsible development and use of AI, thus guaranteeing that these technologies benefit all citizens in an equitable manner;
- the framing of the African digital market and services in line with the accelerated implementation of the AfCFTA, in a more global approach to e-commerce as envisaged in the current Convention, taking into account associated challenges such as digital taxation and enhanced online consumer protection, and enshrining the essential rules and principles for an open, integrated and inclusive continental African digital market;
- digital rights and digital inclusion, which involves ensuring that all groups in society have access to digital technologies and are able to use them effectively, particularly the most vulnerable. This means guaranteeing equitable access to digital services, without discrimination based on location, income or other factors, by enshrining the various rights mentioned above in the provisions of the Convention.

Planning for an Institutional Framework and Permanent Updating Mechanisms

One of the shortcomings identified in the implementation of the Malabo Convention is the absence of an institutional framework and effective mechanisms for its ongoing updates. In order to learn from the experience of the current Convention, it would be important to put these in place. In this way, the text and its regulations can be revised and amended to adapt to the new legal challenges posed by emerging technologies. Such mechanisms could be incorporated through periodic review clauses.

The existence of an institutional implementation framework, as mentioned above, can facilitate the implementation of such mechanisms for regular updating of the Convention. The latter could be entrusted to the monitoring and implementation body, made up of recognized experts as well as stakeholders responsible for technological and legal monitoring, in order to propose, on a periodic basis defined in the agreement (at least once a year), updates designed to provide a framework for the phenomena induced by major technological developments.

Strengthening Regional and International Cooperation and Harmonization

Finally, given the cross-border dimension of the digital society and market, the harmonization of policies and regulations at regional and international levels is imperative. This includes setting up cooperation mechanisms for sharing information and pooling resources. The Convention must become a catalyst, promoting a harmonized continent-wide approach to the challenges of building an African digital market and optimizing interoperability and coherence between national initiatives.

Conclusion

The entry into force of the Malabo Convention is one of those events that should have been one of the major achievements of 2023 for the AU and its member states. However, we have to admit to a mixed success, given the rather discreet resonance of this entry into force. It is nonetheless welcome in view of the major achievements highlighted, such as the harmonization brought about by the Convention on an African scale, as well as the guidelines on electronic transactions, personal data protection, the promotion of cybersecurity and the fight against cybercrimes. Admittedly, significant shortcomings have been noted in terms of the limited relevance of certain provisions, their limited binding force, and the absence of an institutional framework and implementation mechanisms.

What's more, in an increasingly fast-paced and far-reaching digital world, the Convention's late entry into force, nine years after its adoption, makes it imperative that it be updated. To this end, issues as important as artificial intelligence, cyberterrorism and national security, digital markets and services, digital rights and digital inclusion need to be addressed by the Convention.

As the implementation of AfCFTA accelerates, opportunities and challenges in the digital economy are likely to multiply. Conversely, the future will potentially see the emergence of new forms of cyber threats, as well as new defense strategies and technologies. The Convention's ability to be constantly updated will therefore be a key factor in its ability to provide an effective framework for new phenomena.

It is therefore essential that all stakeholders, under the leadership of the African Union, harmonize the actions required for effective and dynamic implementation and monitoring of the Malabo Convention. A great resolution for 2024?

دخول اتفاقية مالابو حيز التنفيذ

ما وراء الأخبار السارة، تحديات تنفيذها وتحديثها

بوبكر ديالو*

خبير في القانون الرقمي
كاراباسيس - السياسات والامتثال
bdiallo@carapaces.net

المُلخَص

تمثل اتفاقية مالابو التي دخلت بصفة رسمية حيز التنفيذ سنة 2023 بعد مصادقة موريتانيا عليها مرحلة شديدة الأهمية في اتجاه توحيد الأطر الشرعية في أفريقيا المتعلقة بالأمن الإلكتروني (السيبراني) وحماية المعطيات الشخصية. وتهدف هذه المعاهدة القانونية التي اعتمدها الاتحاد الأفريقي سنة 2014 إلى الاستجابة إلى التحديات التي يفرضها التطور السريع لتكنولوجيات المعلومات والاتصالات (TIC) كما تهدف إلى النهوض بالتعاون الإقليمي في هذه الميادين

ومع الإمكانية الهائلة التي يوفرها هذا المقال لتحسين الأمن الإلكتروني وحوكمة المعطيات على المستوى الأفريقي، فهو يشدد على ضرورة التحيين المستمر للاتفاقية حتى يتم إدراج المسائل المستحدثة مثل الذكاء الاصطناعي والإرهاب الإلكتروني ضمنها. يدعو المقال كذلك إلى التنفيذ الفعلي لهذه الاتفاقية وإلى تعزيز التعاون بين البلدان الأفريقية لضمان توحيد ناجح فيما بينها للتشريعات المتعلقة بهذا المجال مع مراعاة في ذات الوقت المعايير الدولية.

كلمات مفاتيح

اتفاقية ملئو- الأمن الإلكتروني- حماية المعطيات- الاقتصاد الرقمي - توحيد التشريعات- الاتحاد الأفريقي- الذكاء الاصطناعي- الإرهاب الإلكتروني

*أنجز هذا المقال في إطار برنامج البحث: " تعزيز حماية البيانات الشخصية في أفريقيا" الذي ينفذه مخبر تحليل المجتمعات والسلطات في أفريقيا والشتات الأفريقي (LASPAD) بجامعة غاستون بيرجيه (Gaston Berger) في مدينة سان لوي (Saint-Louis) بالسينغال.

How to cite this paper

Diallo, B. (2024). دخول اتفاقية مالابو حيز التنفيذ ما وراء الأخبار السارة، تحديات تنفيذها وتحديثها. *Global Africa*, (5), pp. 71-86. <https://doi.org/10.57832/x2te-hm08>

Received: January 31, 2024

Accepted: February 08, 2024

Published: March 20, 2024



© 2024 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

مقدمة

في 27 ونيو 201 في مالابو بغينيا الاستوائية، اعتمد مؤتمر رؤساء دول وحكومات الاتحاد الأفريقي (AU) اتفاقية الأمن السيبراني وحماية البيانات الشخصية المعروفة باسم «اتفاقية مالابو». ومن خلال هذا الإطار القانوني، يهدف الاتحاد الأفريقي إلى تحديد الأهداف والاتجاهات العامة لمجتمع المعلومات في أفريقيا وتعزيز تشريعات تكنولوجيا المعلومات والاتصالات في الدول الأعضاء والجماعات الاقتصادية الإقليمية. و في 9 مايو 2023، أودعت موريتانيا وثيقة صادقتها على هذه الاتفاقية وهي المصادقة الخامسة عشر¹، مما يمثل دخول الاتفاقية حيز التنفيذ، وفقا للمادة 36 منها، بعد ثلاثين يوما من استلامها من قِبَل رئيس مفوضية الاتحاد الأفريقي، أي في 8 يونيو 2023.

وتتناول الاتفاقية، على وجه الخصوص، المعاملات الإلكترونية، وحماية البيانات الشخصية، وتعزيز أمن الفضاء الحاسوبي، فضلا عن مكافحة الجريمة الحاسوبية. وبدخولها حيز التنفيذ، أصبح لدى أفريقيا أول معاهدة قانونية قارية تهدف إلى توحيد التشريعات الجهوية والإقليمية والوطنية، مع مراعاة الالتزامات الدولية للدول الأعضاء فيما يتعلق بالأمن السيبراني وحماية البيانات الشخصية. وشملت عملية التطوير مجموعة واسعة من المعنيين بالأمر، بما في ذلك الخبراء القانونيون، وأخصائيو الأمن السيبراني، وممثلو الحكومات، فضلا عن الجهات الفاعلة في المجتمع المدني، بهدف الاستفادة أكثر ما يمكن من وجهات النظر المتنوعة وضمان أن تكون الاتفاقية شاملة تأخذ بعين الاعتبار خصوصيات القارة الأفريقية.

وتضع الاتفاقية إطارا قانونيا مشتركا يراعي الحد الأدنى المشترك بين الدول الأفريقية وذلك لتوجيه الجهود الوطنية والقارية في تطوير المعاملات الإلكترونية، ومكافحة الجريمة السيبرانية، وتعزيز الأمن السيبراني القادر على الصمود، فضلا عن حماية حقوق الإنسان من خلال حماية البيانات الشخصية. وعليه يبدو أن دخول هذه الاتفاقية حيز النفاذ يمثل خطوة كبيرة إلى الأمام في تهيئة الظروف القانونية المؤسّسة والمعزّزة للثقة التي لا بدّ من توفّرها لتطوير التكنولوجيا الرقمية لصالح المجتمعات الأفريقية. وتزداد أهمية هذا الأمر حتى الآن، حيث أن العديد من الدول الأعضاء في الاتحاد الأفريقي ليس لديها إطار قانوني في المجالات التي تغطيها اتفاقية مالابو².

ومع ذلك، يجب الاعتراف بأن دخول الاتفاقية حيز التنفيذ، بعد تسع سنوات من اعتمادها، يُعتبر متأخر جدا في مجال متطور مثل مجال التكنولوجيا الرقمية. لقد ظهرت تقنيات جديدة ووصلت تقنيات أخرى، كانت في مهدها، إلى مرحلة النضج (الذكاء الاصطناعي، البيانات الضخمة، البلوك تشين، الطباعة ثلاثية الأبعاد، إنترنت الأشياء، إلخ)، مما أدى إلى تعطيل العديد من قطاعات الحياة السياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية والقانونية. ولا تجد التحديات القانونية الجديدة المصاحبة لهذه الابتكارات إجابات مناسبة في الاتفاقية. كما يعكس الإطار الاستراتيجي للبيانات التابع للاتحاد الأفريقي³ وكذلك تقييم احتياجات الذكاء الاصطناعي في أفريقيا⁴ هذه الفجوة الكبيرة الآن بين القضايا التي تغطيها الاتفاقية والاحتياجات الفعلية لمعالجة القضايا الحالية المتعلقة بالسوق الرقمية والمجتمع في أفريقيا.

1 بعد السنغال (16 أغسطس 2016)، وموريشيوس (14 مارس 2018)، وغينيا (16 أكتوبر 2018)، وناميبيا (1 فبراير 2019)، وغانا (3 يونيو 2019)، ورواندا (21 نوفمبر 2019)، وموزمبيق (21 يناير 2020)، وأنغولا (11 مايو 2020)، والكونغو (23 أكتوبر 2020)، وزامبيا (24 مارس 2021)، وتوغو (19 أكتوبر 2021)، والرأس الأخضر (5 فبراير 2022)، والنيجر (16 مارس 2022)، وساحل العاج (3 أبريل 2023). تم الاطلاع عليه في 8 نوفمبر 2023.

https://au.int/sites/default/files/treaties/29560-sl-AFRICAN_UNION_CONVENTION_ON_CYBER_SECURITY_AND_PERSONAL_DATA_PROTECTION_0.pdf

2 حتى الآن، وفقا لبيانات مؤتمر الأمم المتحدة للتجارة والتنمية (الكونفرانس)، فقط 33 دولة (61%) تمتلك تشريعات بشأن المعاملات الإلكترونية وحماية البيانات الشخصية، و 39 دولة (72%) تمتلك تشريعات بشأن الجريمة الإلكترونية. <https://unctad.org/topic/ecommerce-and-digital-economy/> commerce-law-reform/summary-adoption-e-commerce-legislation-worldwide. تم الاطلاع عليه في 8 نوفمبر 2023.

3 راجع <https://au.int/sites/default/files/documents/42078-doc-AU-DATA-POLICY-FRAMEWORK-FR.pdf> تم الاطلاع عليه في 20 نوفمبر 2023.

4 يرجى الاطلاع على التقييم الذي أجري تحت رعاية اليونسكو عبر الرابط التالي: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf00000375321>. تم الاطلاع عليه في 20 نوفمبر 2023.

ويدعم ما ذهبنا إليه اتخاذ الاتحاد الأفريقي مبادرات جديدة في مجال التحول الرقمي في القارة بهدف إنشاء مجتمع واقتصاد رقمي متكامل وشامل، وتحسين نوعية حياة المواطنين الأفارقة⁵ وتقود هذه الاستراتيجية الشاملة مفوضية الاتحاد الأفريقي، بالتعاون مع لجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لأفريقيا، وأفريقيا الذكية، ووكالة التنمية التابعة للاتحاد الأفريقي، والاتحاد الأفريقي للاتصالات، والمؤسسة الأفريقية لبناء القدرات، والاتحاد الدولي للاتصالات، والبنك الدولي. وتعزز المفوضية الاعتماد على المبادرات والأطر القائمة مثل مبادرة سياسة وتنظيم أفريقيا الرقمية (PRIDA)، وبرنامج تطوير البنية التحتية الأفريقية (PIDA)، ومنطقة التجارة الحرة القارية الأفريقية (AfCFTA)، والمؤسسات المالية للاتحاد الأفريقي (AUFI)، وسوق النقل الجوي الأفريقي الموحد (MUTAA) وحرية حركة الأشخاص (LCP) لتعزيز تطوير السوق الرقمية الموحدة (DSM)، بوصفها جزء من أولويات التكامل في الاتحاد الأفريقي. وهذا يتماشى مع الرؤية الاستراتيجية لأفريقيا الذكية لإنشاء سوق رقمية موحدة في أفريقيا.

بالإضافة إلى ذلك، فإن الافتقار إلى بنية تحتية رقمية ذات مصداقية، والتفاوتات في التنمية الرقمية بين البلدان الأفريقية، والاختلافات في القدرات القانونية والتقنية للدول لها تأثير واضح على تفعيل الاتفاقية في جميع أنحاء القارة.

وهكذا، ومع الترحيب بالتقدم الحقيقي الذي أحرزه دخول اتفاقية مالابو حيز التنفيذ بالنسبة إلى العديد من البلدان الأفريقية، من الضروري إجراء قراءة تحدّتها باستمرار حتى تراعي بالقدر ذاته الظواهر الجديدة المرتبطة بالتطورات التكنولوجية والأطر الاستراتيجية والمؤسسية والقانونية التي أثرت الأطر المرجعية التي استندت إليها الاتفاقية. وتتيح هذه القراءة تحديد محاور التحديث الضرورية بالفعل والتفكير في العقبات التي تحول دون تنفيذها الفعال. هذا التناقض بين الحاجة إلى التنفيذ وضرورة التحديث يمثل ضرورة لخلق التوازن الذي يجب تسليط الضوء عليه حتى يكون دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ مرادفاً للفعالية ويسمح لها أيضاً بتلبية الاحتياجات الحالية لإفريقيا رقمية متكاملة وشاملة في بيئة تضمن الأمن والثقة في العالم الرقمي.

ومن الأهمية بمكان حقا التفكير في الشروط الأساسية لتحقيق فعالية اتفاقية مالابو وإبراز أهميتها حتى تنجح أفريقيا في استراتيجيتها للتحول الرقمي. فمن الضروري لتحقيق هذا الغرض، ومع مراعاة السياق الحالي للقارة والتحديات المرتبطة بالتطورات التكنولوجية، على خطى مبادئ التوجيه الاستراتيجية والمؤسسية والقانونية المحددة، القيام بتحليل شامل للاتفاقية والوثائق الاستراتيجية والقانونية في مجال التكنولوجيا الرقمية في أفريقيا. يشمل ذلك استراتيجية التحول الرقمي لأفريقيا (2020-2030)، والإطار الاستراتيجي للاتحاد الأفريقي في مجال البيانات، بالإضافة إلى تقييم احتياجات الذكاء الاصطناعي في القارة. ويبدو أن بدء نفاذ اتفاقية مالابو، في ضوء هذا التحليل، سيكون تارة مرحباً به مع تعزيز الإنجازات (أولاً)، وطوراً يتم انتظاره بفارغ الصبر على الرغم من أوجه القصور التي يتعين تعويضها (ثانياً)، و في أحيان أخرى يعتبر متأخراً، بالنظر إلى جميع الابتكارات التي يتعين إدماجها (ثالثاً). هذا التحليل يجعل من الممكن صياغة توصيات استراتيجية للمستقبل (رابعاً).

دخول اتفاقية مالابو حيز التنفيذ

موضع ترحيب و ثمة إنجازات يتعين ترسيخها

تتمحور اتفاقية مالابو حول ثلاثة محاور رئيسية: (أ) تعزيز الاقتصاد الرقمي المنعكس في المعايير المتعلقة بالمعاملات الإلكترونية، (ب) حماية حقوق الإنسان من خلال أحكام متعلقة بحماية البيانات الشخصية، و (ج) تعزيز القيم الأساسية لمجتمع رقمي أفريقي وحمايتها من خلال الأحكام المتعلقة بالأمن السيبراني والجريمة السيبرانية. ويتمثل الهدف من هذا المشروع في ترسيخ دعائم الأمن الرقمي و تعزيز الثقة في أفريقيا. ومن ثم، فإن دخول الاتفاقية حيز التنفيذ يجعل من الممكن إرساء الأساس لتوحيد الأطر القانونية

5 تجدر الإشارة إلى الإطار الاستراتيجي للاتحاد الأفريقي في مجال البيانات المذكور، انظر أيضاً إلى وثيقة استراتيجية التحول الرقمي لأفريقيا (2020-2030) عبر الرابط التالي: https://au.int/sites/default/files/documents/38507-doc-dts_-_french.pdf. تاريخ الاطلاع: 20 نوفمبر 2023.

الإقليمية والوطنية (أ)، ومن وجهة نظر المضمون، تحديد المبادئ التوجيهية للمعاملات الإلكترونية (ب)، وتحديد المتطلبات الدنيا لحماية البيانات الشخصية (ج)، وتحديد الخطوط العريضة لتعزيز أمن الفضاء الحاسوبي ومكافحة الجريمة السيبرانية (د).

توحيد الأطر القانونية الإقليمية والوطنية على المستوى الأفريقي

تجدر الإشارة إلى أن مبادرة «مجتمع المعلومات الأفريقي» (AISI) قد أطلقت في عام 1995 بمناسبة الندوة الإقليمية الأفريقية حول تكنولوجيا المعلومات والاتصالات من أجل التنمية، التي عقدت في أديس أبابا في أبريل 1995⁶ وهكذا برهنت أفريقيا عن انشغالها بالتكنولوجيا الرقمية في وقت مبكر جدا من خلال هذه المبادرة التي جعلت من التنسيق بين البلدان الأفريقية أحد المبادئ التي ارتكزت عليها. وقد تجلى هذا النهج لأول مرة في إطلاق AISI في مؤتمر مجتمع المعلومات من أجل تنمية أفريقيا في مايو 1996 في جنوب أفريقيا، بحضور خمسة عشر بلدا أفريقيا، ثم من خلال اعتماده من قبل مختلف الهيئات الأفريقية، لا سيما وزراء الاتصالات الأفارقة من خلال المؤتمر الإفريقي المعني بتنمية الاتصالات السلكية واللاسلكية الذي عقد في أبيدجان في عام 1996 واعتماد مجلس وزراء منظمة الوحدة الأفريقية إعلانا بشأن المبادرة في مؤتمر قمة منظمة الوحدة الأفريقية المنعقد في ياوندي في تموز/يوليه 1996. وأدمجت المبادرة فيما بعد في برنامج عمل اللجنة الاقتصادية لأفريقيا.

وقد بدأت اللجنة الاقتصادية لأفريقيا مشروعاً كبيراً لتوحيد تشريعات تكنولوجيا المعلومات والاتصالات بالتعاون مع الجماعة الاقتصادية لدول غرب أفريقيا والاتحاد الاقتصادي والنقدي لغرب أفريقيا⁷. وفي أعقاب دينامية التقارب هذه، أُطلق مشروع اتفاقية الاتحاد الأفريقي، التي كان القصد منها وضع قواعد قانونية لإرساء الأمن والثقة في مجتمع المعلومات في أفريقيا. وهكذا يبدو أن أفريقيا سباقة في التفكير في التطور نحو مجتمع المعلومات مع AISI الذي تم إنشاؤه في عام 1995، بينما على المستوى العالمي، لم يتم اعتماد إعلانات مبادئ جنيف وخطة عملها (WSIS) إلا في عام 2003 والمرحلة الأولى من القمة العالمية لمجتمع المعلومات (WSIS) في جنيف (سويسرا) وعام 2005 مع المرحلة الثانية في تونس (وكذلك الالتزام وخطة عمل تونس لتنفيذ القمة العالمية لمجتمع المعلومات⁸ (WSIS) كانت صياغة اتفاقية مالابو تتماشى مع رغبة الاتحاد الأفريقي في دعم إنشاء مجتمع معلومات أفريقي قائم على الأمن والثقة⁹.

وبالتالي، فقد تم التأكيد بقوة على الهدف المتمثل في وجود إطار قانوني متجانس يأخذ بعين الاعتبار الالتزامات الدولية والإقليمية للدول الأعضاء والتذكير به في ديباجة الاتفاقية¹⁰. وللوصول إلى هذه الغاية، يتعين مراعاة ثلاث قضايا رئيسية هي: احترام حقوق الإنسان المكرسة في القانون الدولي والأفريقي، وتنمية الاقتصاد الرقمي، وحماية القيم الأساسية لمجتمع المعلومات الأفريقي. وهذا ما يفسر توسيع نطاق اتفاقية مالابو، لتتجاوز مسألة مكافحة الجريمة السيبرانية وحدها، لتشمل حماية البيانات الشخصية والمعاملات الإلكترونية.

- 6 تم تنظيم هذا المؤتمر «بواسطة اللجنة الاقتصادية لأفريقيا (CEA)، بالتعاون مع الاتحاد الدولي للاتصالات (ITU)، ومنظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة (UNESCO)، والمركز الدولي للبحوث من أجل التنمية (CRDI) الذين جمعوا جهودهم في إطار «مبادرة الشبكات الأفريقية» (African Networking Initiative). يمكن الاطلاع على المزيد من المعلومات في تقرير اللجنة الاقتصادية لأفريقيا بعنوان «تنفيذ مبادرة «المجتمع الأفريقي في عصر المعلومات»: تقرير مؤقت» من خلال الرابط التالي: <https://repository.uneca.org/bitstream/handle/10855/Bib-25638/3076/pdf?sequence=1&isAllowed=y>. تم الاطلاع على هذا التقرير في 27 نوفمبر 2023.
- 7 هذه المبادرة أدت إلى إنشاء العديد من المبادرات، بما في ذلك الوثيقة الإضافية 10/01/A/SA.1، المؤرخة 16 فبراير 2010، المتعلقة بحماية البيانات الشخصية في منطقة السوق المشتركة لدول غرب أفريقيا (Cedeao).
- 8 <https://www.itu.int/net/wsis/index-fr.html>.
- 9 تأخذ الاتفاقية في الاعتبار: (1) الإعلان الأفريقي بشأن حوكمة الإنترنت المعروف باسم «أوليفر تامبو» والذي اعتمده المؤتمر الاستثنائي لوزراء الاتحاد الأفريقي المسؤولين عن الاتصالات وتكنولوجيا المعلومات في جوهانسبرج في 5 نوفمبر 2009؛ (2) البيان بشأن تكنولوجيا المعلومات والاتصالات في أفريقيا: التحديات والآفاق للتنمية؛ (3) إعلان أبيدجان الذي اعتمد في 22 فبراير 2012، وإعلان أديس أبابا الذي اعتمد في 22 يونيو 2012 حول تنسيق التشريعات السيبرانية في أفريقيا.
- 10 توضح المقدمة بالفعل أن الاتفاقية «تهدف إلى تحديد أهداف وتوجهات المجتمع المعلوماتي في إفريقيا وتعزيز التشريعات الحالية للدول الأعضاء والمجتمعات الاقتصادية الإقليمية (المجتمعات الاقتصادية الإقليمية) في مجال تكنولوجيا المعلومات والاتصالات.

من المسلم به اليوم، في الوقت الذي دخلت فيه اتفاقية مالابو حيز التنفيذ، فإن 33 دولة أفريقية (16٪) لديها بالفعل تشريعات بشأن المعاملات الإلكترونية والبيانات الشخصية و 93 دولة (27٪) لديها تشريعات بشأن مكافحة الجريمة السيبرانية¹¹ وهذا يعني أنه من بين 45 دولة أفريقية¹² معترف بها من قبل الأمم المتحدة، فإن 82 دولة ليس لديها قوانين بشأن المعاملات الإلكترونية والبيانات الشخصية و 51 دولة ليس لديها تشريعات بشأن مكافحة الجريمة السيبرانية¹³. فبدء تنفيذ اتفاقية مالابو خبر سار لكل من البلدان التي لديها بالفعل تشريعات والبلدان التي تفتقر إلى ذلك. وبالنسبة إلى الأولى، تمثل الاتفاقية الحد الأدنى من الأساس الذي يسمح لبلد بعينه بضمان أن تراعي تشريعاته متطلبات الإطار القانوني الذي ينسجم مع الإطار القائم على المستوى القاري. وبالنسبة إلى البلدان التي ليس لها تشريعات، فإن هذه المتطلبات الدنيا المتوفرة في الاتفاقية ستمكن تشريعاتها المقبلة من أن تدرج من البداية الأهداف التي حددتها.

وينطوي دخول الاتفاقية حيز النفاذ على التزام الدول الأعضاء بنقلها إلى قوانينها الوطنية من أجل الحصول على مستوى متجانس من الحماية اللازمة للأمن والثقة في التكنولوجيا الرقمية في أفريقيا. وتزداد أهمية هذا الأمر لأنه يأخذ بعين الاعتبار متطلبات الامتثال للأطر القانونية التي وضعتها الجماعات الاقتصادية الإقليمية، مثل الجماعة الاقتصادية لدول غرب أفريقيا، والاتحاد الاقتصادي والنقدي لغرب أفريقيا، والجماعة الاقتصادية لدول وسط أفريقيا. ولذلك، فهي موضع ترحيب لأنها تسهم في ترسيخ الإنجازات الحاصلة في مجال توحيد التشريعات الوطنية الأفريقية من خلال إرساء أسس المعاملات الإلكترونية والبيانات الشخصية وتعزيز الأمن السيبراني ومكافحة الجريمة السيبرانية.

ضبط المبادئ التوجيهية للمعاملات الإلكترونية

تعد التقنيات الرقمية دافعا قويا إلى تحوّل المجتمعات والاقتصادات نحو الأفضل. إن تأثيرها في هذا التحوّل لم يسبق له مثيل من حيث السرعة والحجم¹⁴ ولهذا السبب، فهي فرصة حقيقية لأفريقيا. وإدراكا منه لهذه الأفاق الإيجابية، يطمح الاتحاد الأفريقي إلى إنشاء سوق رقمية موحدة آمنة بحلول عام 2030¹⁵. فما اتخذ من قرارات صائبة عندما تمّ اعتماد الاتفاقية في عام 2014 يظهر صوابه اليوم أكثر فيما يتعلّق بأهمية الدور الذي يلعبه تطوير الاقتصاد الرقمي في خلق الظروف الملائمة لاقتصاد أفريقي يكون أكثر ازدهارا. أفريقيا هي بالفعل مستودع رائع لمستخدمي المنصات والخدمات: فثمة 453 مليون أفريقي (من أصل 1.2 مليار) متصلون الآن بها. وستزداد هذه النسبة (35٪) بصفة كبيرة لأن سكانيّ القارة سيصبحون 2.5 مليار نسمة في عام 2050¹⁶.

وفي مواجهة هذه التحديات، يعد إنشاء إطار قانوني مناسب مسألة مهمة لإرساء الأمن والثقة اللازمين لتنمية الاقتصاد الرقمي. إن احتياجات الاستثمار في التنمية الرقمية مهمة جدا بالفعل ويعتمد تحقيقها، إلى حد كبير، على قدرة الأفارقة على تهيئة الظروف للقيام بهذه الاستثمارات. ويعد وجود إطار قانوني وتنظيمي يفضي إلى تنمية الاقتصاد الرقمي أحد هذه الشروط.

تحدد الأحكام المتعلقة بالتجارة الإلكترونية الالتزامات الأساسية التي يجب أن يمثل لها أي مورّد للسلع أو الخدمات الإلكترونية¹⁷ مع تكريس مبدأ إخضاع المسؤولية التعاقدية للمورّد للأحكام الوطنية ذات الصلة¹⁸. كما أنها توفر إطارا للإعلان الإلكتروني من خلال التنصيص على التزامات الدول الأطراف، ولا سيما فيما يتعلّق بالتنقيب. وتكرّس عقود التجارة الإلكترونية أيضا بضبط أحكام إبرامها وشروط إنجازها وبإثبات

11 حسب بيانات الأمم المتحدة للتجارة والتنمية (Cnuced)، يرجى الاطلاع على: <https://unctad.org/page/e-transactions-legislation-worldwide>. تم الاطلاع عليه في 27 نوفمبر 2023.

12 الأمم المتحدة تعترف رسميًا بـ 54 دولة أفريقية (<https://www.un.org/fr/about-us/member-states>) بينما يعترف الاتحاد الأفريقي رسميًا بـ 55 دولة (<https://au.int/es/node/34858>).

13 هذا يشمل الدول التي لا تتوفر فيها بيانات من الأمم المتحدة حول وجود تشريعات مماثلة.

14 تشير البيانات إلى أن زيادة قدرها 10٪ في اختراق النطاق العريض المتنقل في الاقتصادات ذات الدخل المنخفض تؤدي إلى زيادة قدرها 2٪ في الناتج المحلي الإجمالي. في إفريقيا جنوب الصحراء، تكون هذه الاتجاهات أكثر وضوحًا حيث يجب أن تؤدي زيادة قدرها 10٪ في اختراق النطاق العريض المتنقل هناك إلى زيادة قدرها 2.5٪ في الناتج المحلي الإجمالي. يُرجى الرجوع إلى المرجع التالي للمزيد من المعلومات: UIT، المساهمة الاقتصادية للنطاق العريض، الترقية الرقمية وتنظيم تكنولوجيا المعلومات والاتصالات: النمذجة الاقتصادية لأفريقيا، 2019.

15 يُرجى الرجوع إلى: «استراتيجية التحول الرقمي لأفريقيا (2020-2030)»، المشار إليها سابقًا.

16 يُرجى الرجوع إلى: «م. أوليفيه وس. بالونغ، «جافام: أفريقيا أمام عمالة الويب»، ملف نُشر في 16 أغسطس 2018. تم الاطلاع على: <https://www.jeuneafrique.com/mag/614444/societe/gafam-lafricaine-face-aux-geants-du-web> في 29 يناير 2024.

17 انظر على وجه الخصوص، المادة 2 من الاتفاقية التي تحدد المعلومات والبيانات الإلزامية التي يجب الالتزام بها.

18 انظر المادة 3 من الاتفاقية.

الكتابة والأدلة الإلكترونية. وهكذا يجد هذا المبدأ المكانة اللاتقة به في هذه الاتفاقية، التي تشير إلى أن الدول المبرمة لها هي التي تحدّد شروطها القانونية. وتنصّ الأحكام المتعلقة بأمن المعاملات الإلكترونية على ضرورة التوقيع الإلكتروني من أجل إثبات صحة طرائق الدفع الإلكترونية وكذلك صحة القيمة الإثباتية للمستندات التي تحمل توقيعاً إلكترونياً مؤهلاً. وتعتبر هذه الأحكام ضرورية لتهيئة الظروف الملائمة لوجود التجارة الإلكترونية وتطورها، حتى وإن تغير السياق والمسائل المطروحة تغييراً كبيراً وتجعل من الضروري تطوير أحكام الاتفاقية بصفة مطّردة. ومع ذلك، فهذه إرشادات أساسية لتشريعات الولاية، بالإضافة إلى الحد الأدنى من المتطلبات لحماية البيانات الشخصية.

تحديد الحد الأدنى من المتطلبات لحماية البيانات الشخصية

عمل الاتحاد الأفريقي في هذه الاتفاقية على التذكير بتقيده بالالتزامات الدولية والأفريقية المتعلقة بحماية كرامة الإنسان وحقوقه التي تنبع منها. ومع ذلك، تعدّ البيانات الشخصية التي يتداولها المستخدمون في العالم الرقمي مصدراً دائماً للقلق مردّه السعي إلى الحفاظ على كرامة الأفراد وسرية معطياتهم الشخصية وعلى نطاق أوسع، حماية حقوقهم. ولهذا السبب أشارت الاتفاقية إلى أن حماية البيانات الشخصية والخصوصية تشكل تحدياً كبيراً في مجتمع المعلومات، سواء تعلّق الأمر بالسلطات العامة أو غيرها من المعنيين بالتواصل الإلكتروني. وترى أن هذه الحماية تتطلب توازناً بين استخدام تكنولوجيا المعلومات والاتصالات وحماية خصوصية المواطنين في حياتهم اليومية أو المهنية، مع ضمان التدفق الحر للمعلومات.

ومن خلال التشديد على التزامات الدول بوضع إطار قانوني لحماية البيانات الشخصية، تشترط الاتفاقية، حسب الحالة، إجراء شكلياً للإعلان أو الإذن المسبق. كما يتضمن أحكاماً هامة بشأن الإطار المؤسسي الذي يجب على كل دولة طرف في الاتفاقية أن تضعه لحماية هذه البيانات و تحدّد نسبة تدخل السلطات الوطنية في ذلك وكذلك صلاحياتها. فمن وجهة نظر موضوعية، تضع الاتفاقية، من ناحية، المبادئ التي يجب احترامها فيما يتعلق بمعالجة البيانات الشخصية وتضبط النظام المحدد للبيانات الحساسة أو التوصيل البيئي للملفات التي تحتوي على هذا النوع من البيانات، ومن ناحية أخرى تحدّد حقوق أصحاب البيانات الشخصية المعالجة والتزامات المراقب في معالجتها.

وبالتالي فإن أحكام حماية البيانات توفر صمّامات أمان لضمان التعامل مع المعلومات الشخصية للمواطنين بطريقة آمنة وأخلاقية. ونتيجة لذلك، فإنها توفر إطاراً يضمن قدراً أكبر من الأمان ويضمن الحفاظ على خصوصية المواطنين في الفضاء الرقمي. وتعزز الأحكام المتعلقة بالأمن السيبراني ومكافحة الجريمة السيبرانية هذا النظام الأمني.

رسم ملامح تعزيز الأمن السيبراني ومكافحة الجريمة السيبرانية

عندما نتحدث عن الفرص التي توفرها التكنولوجيا الرقمية، لا يمكننا تجاهل المخاطر الكبيرة التي تنطوي عليها أيضاً. وبالتالي فإن تعزيز تطوير سوق رقمية آمنة في أفريقيا يفترض مسبقاً وجود إطار قانوني لتعزيز ثقة كلّ الأطراف المتداولين فيها.

وهكذا، أدرك الاتحاد الأفريقي الحاجة الملحة إلى إنشاء آلية من خلال الاتفاقية لمعالجة الأخطار والمخاطر الناشئة عن استخدام الحواسيب والملفات الإلكترونية على الأفراد من أجل احترام الخصوصية والحريات، الشخصية مع تعزيز تكنولوجيا المعلومات والاتصالات في البلدان الأعضاء فيه وتطويرها. ومن ثمّ، فإن تعزيز أمن الفضاء الحاسوبي، فضلاً عن مكافحة الجريمة السيبرانية، يؤيدان دوراً محورياً في الاتفاقية.

ولذلك فإن وضع تشريعات منسقة في مجال الأمن السيبراني في الدول الأعضاء في الاتحاد الأفريقي يتطلب اعتماد قواعد قانونية دنيا تسمح للدول والمنظمات العامة والخاصة والمجتمعية، فضلاً عن الأفراد داخلها، بأن يكونوا على دراية بالمخاطر وأن يحموا أنفسهم من الانتهاكات المتعددة لحقوق المستخدمين والإضرار بالبنية التحتية للمعلومات والأنظمة والبيانات وما إلى ذلك، التي تتضمنها التكنولوجيا الرقمية. وعندما تشكل هذه الانتهاكات في القيم التي تعتبر أساسية للمجتمع والسوق، فإن الحماية الجنائية لنظام قيم مجتمع المعلومات هي ضرورة من خلال الأحكام المكرسة لمكافحة الجريمة السيبرانية.

وتضع الاتفاقية في اعتبارها التزامات الدول على الصعيد الجهوي (الوطني) والإقليمي والدولي، وهي تحدد المبادئ التوجيهية العامة لاستراتيجية مكافحة جرائم الفضاء الحاسوبي من أجل حماية الشبكات الحاسوبية ومجتمع المعلومات من خطر جرائم الفضاء الحاسوبي.

وتحقيقاً لهذه الغاية، تهدف الاتفاقية، من وجهة نظر القانون الجنائي الموضوعي، إلى تحديث معاهدات مكافحة الجريمة الحاسوبية. فمن ناحية، تم وضع تجريم جديد خاص بتكنولوجيا المعلومات والاتصالات من أجل القبض على الظواهر الإجرامية الجديدة التي تسببها هذه التكنولوجيات. ومن ناحية أخرى، تم تكيف التجريم القائم، وكذلك نظام العقوبات والمسؤولية الجنائية المعمول به في الدول الأعضاء من أجل ملاءمته مع خصوصيات بيئة تكنولوجيا المعلومات والاتصالات. وبصرف النظر عن بعض الجرائم المرتكبة ضد الممتلكات، فإن أهم ابتكار على هذا المستوى يتعلق بالمسؤولية الجنائية للأشخاص الاعتباريين، التي تلزم الاتفاقية الدول الأطراف البرمة عليها أن تجعلها نافذة المفعول بموجب القانون المحلي.

ومن وجهة نظر القانون الجنائي الإجرائي، اعتمد النهج نفسه، الذي يتمثل، من ناحية، في وضع إجراءات جديدة خاصة بجرائم الفضاء الحاسوبي من حيث أن الإجراءات القائمة لا تمكن من معالجة الظواهر المتصلة بالتكنولوجيات المعنية، ومن ناحية أخرى، في إصلاح الإجراءات الحالية المتبعة حتى تتكيف عند التنفيذ مع تكنولوجيات المعلومات والاتصالات.

ويتمثل الهدف من هذه الآلية المستخدمة لتعزيز الأمن السيبراني ومكافحة الجريمة السيبرانية في تحقيق أمن الفضاء السيبراني في إفريقيا باعتباره شرطاً أساسياً للتنمية الاقتصادية الرقمية. مع الطموح إلى خلق بيئة رقمية آمنة ومنظمة، وتهدف اتفاقية مالابو أيضاً إلى تشجيع الاستثمارات اللازمة للتنمية في القطاع الرقمي من خلال تعزيز الابتكار التكنولوجي. ومما لا شك فيه أن دخول الاتفاقية حيز التنفيذ سيسهم في ذلك، ولهذا السبب، كان إبرامها ينتظره الجميع في أفريقيا على الرغم من أوجه القصور فيها التي يتعين تداركها

توقع بدء تنفيذ الاتفاقية مع ضرورة تدارك أوجه القصور فيها

ومن المتوقع أن يوفر بدء تنفيذ اتفاقية مالابو إطاراً قانونياً منسجماً بشأن حماية البيانات الشخصية والمعاملات الإلكترونية وتعزيز أمن الفضاء الحاسوبي ومكافحة جرائم الفضاء الحاسوبي. غير أنه بمجرد اعتمادها، أصبحت أوجه القصور واضحة فيها، وقد يعتبر بعض ما ورد فيها من قصور جوهرياً سواء تعلّق الأمر بمسار اعتمادها، أو بالصفة القانونية للاتفاقية. إن الأهمية المشكوك فيها لبعض الأحكام (أ)، وقوتها الملزمة المحدودة (ب)، وعدم وجود إطار مؤسسي للتنفيذ (ج)، فضلاً عن عدم وجود آليات دائمة لتحديثها وتحسينها (د). فكلها أوجه قصور تحتاج إلى معالجة.

بعض الأحكام مشكوك في مطابقتها للهدف من الاتفاقية

أبرمت اتفاقية الاتحاد الأفريقي من أجل الحفاظ على الأمن السيبراني وحماية البيانات الشخصية وتنظيم المعاملات الإلكترونية و مكافحة الجرائم السيبرانية وهذا ما يظهر من خلال التسمية أو «العنوان الخاطئ» الذي أطلق عليها هذا العنوان مبسط للغاية لأنه لا يأخذ بعين الاعتبار جميع القضايا القانونية التي تم تناولها فيما يتعلق بالقضية الثلاثية المذكورة أعلاه. فقد كانت بعض عناوين المشروع الأولى أكثر صلة بالموضوع وشاملة لأنها أكدت، بطريقة إيجابية، على الحاجة إلى الثقة أو الأمن في مجتمع المعلومات الذي تهدف الاتفاقية إلى تلافي النقص في الاهتمام به¹⁹. إن التركيز على احتياجات الثقة والأمن في العالم الرقمي لا يجعل من الممكن فقط تغطية جميع القضايا التي تتناولها الاتفاقية، ولكن أيضاً تقديمها كوسيلة لتلبية هذه الاحتياجات الأساسية للدول والمنظمات العامة والخاصة والمجتمعية، وكذلك للأفراد وجميع أصحاب

19 يظل «مشروع اتفاقية الاتحاد الأفريقي حول وضع إطار قانوني موثوق للأمن السيبراني في أفريقيا» متاحاً للعلماء على الإنترنت. وعلى الرغم من أن النسخة المنشورة من الاتفاقية على موقع اللجنة الوطنية لحماية البيانات الشخصية (CDP) في السنغال مسمّاة بشكل صحيح «اتفاقية الاتحاد الأفريقي بشأن الأمن السيبراني وحماية البيانات الشخصية» في الصفحة الرئيسية، إلا أن مصطلح «اتفاقية الاتحاد الأفريقي بشأن الثقة والأمن في السيبرفضاء» يظهر في المادة 1 المخصصة للتعريف. من المحتمل أن تتم إزالة النشرة من قبل CDP قريباً، لكن من المهم أن تحتفظ بهذه الأرشيف ليس فقط للذاكرة، ولكن أيضاً لأفضلية التسمية التي تقدمها. يمكن الاطلاع على المشروع على الرابط التالي: https://www.itu.int/ITU-D/projects/ITU_EC_ACP/hipssa/events/2011/WDOcs/CA_5/:draft%20convention%20cybersecurity%20french%2019%20sept%202011.pdf تاريخ الاطلاع: 28 نوفمبر 2023.

المصلحة في المجتمع والسوق الرقمي. ولكن علاوة على ما اعترى تسمية هذه الاتفاقية من نقص، هناك أحكام أخرى من الاتفاقية مشكوك في أهميتها. قد يتم التشكيك على وجه الخصوص في بعض الأحكام المكرسة لحماية البيانات الشخصية فيما يتعلق بأهميتها وهي تنص، إلا في حالات استثنائية، على إجراءات شكلية مسبقة (المادة 10) للإعلان أو التفويض، حسب الحالة، والتي قد تبدو صعبة في التنفيذ بسبب عدد أنظمة المعالجة المنفذة في مجتمع رقمي متزايد. قد يكون النظام الذي يجعل المعالجين للبيانات الرقمية أكثر عرضة للمساءلة و ناجحا في مراقبته لهم كثر مطابقة لروح الاتفاقية. كما تنص الاتفاقية على أن سلطة حماية البيانات الشخصية يجب أن تكون سلطة مستقلة (المادة 11)، ولكن دون تحديد معايير هذا الاستقلال، وهو أمر أساسي لنجاح نظام الحماية.

وقد تشير أحكام أخرى بشأن المعاملات الإلكترونية كذلك تساؤلات بشأن أهميتها، بما في ذلك قدرتها على تنظيم المعاملات الإدارية والمالية المتزايدة التطور في أفريقيا، وكذلك المعاملات التجارية، التي يبدو أنها الوحيدة التي تؤخذ بعين الاعتبار حقا. وفي حين أن السلطات الأخرى، بما في ذلك السلطات الإقليمية أو الوطنية (المصارف المركزية الإقليمية أو الوطنية أو اللجان المصرفية وسلطات الأسواق المالية) لديها القدرة على تنظيم هذه المعاملات، يمكن للاتفاقية أن توفر إطارا عاما منسقا على المستوى الأفريقي، لا سيما بهدف إنشاء سوق رقمية أفريقية.

وأخيرا، فإن الأحكام الموضوعية لمكافحة الجريمة السيبرانية لا تتضمن قواعد القانون الدولي الخاص للتعامل مع تنازع القوانين والولاية القضائية التي قد تنشأ في مجال الجريمة السيبرانية. وتضاف أوجه القصور هذه إلى القوة الملزمة المحدودة لاتفاقية مالابو على الرغم من دخولها حيز النفاذ.

محدودية القوة الملزمة للاتفاقية

يجعل العمل باتفاقية مالابو حيز النفاذ تطبيقها على جميع الدول الأعضاء أمرا ممكنا. غير أن ذلك لا يعني أنه يمكن للأفراد من الدول الأطراف الاعتماد مباشرة على أحكامها والاحتجاج بها ضد السلطات الوطنية، على وجه الخصوص. ولا يوجد أثر مباشر لاتفاقية مالابو. كما أنه ليس لها أثر فوري، لأنه يتطلب من كل دولة طرف اتخاذ تدابير قانونية وتنظيمية لنقل أحكامها إلى قانون محلي.

وعلى الرغم من دخول الاتفاقية حيز التنفيذ، فإن القوة الملزمة للاتفاقية لا تزال محدودة جدا نظرا لضرورة تدخل الدول المبرمة عليها لضمان تطابق أحكامها مع القانون المحلي. كما أن وسائل «إقناع» الدول الأعضاء باتخاذ مثل هذه التدابير محدودة جدا في غياب إجراءات جزائية فعالة. ومع ذلك، كما ذكر أعلاه، فإن العديد من البلدان ليس لديها حتى الآن تشريعات في المجالات التي تغطيها الاتفاقية، وبالتالي يتعرض المتقاضون في هذه البلدان لإكراهات المجتمع والسوق الرقمي. ومع ذلك، فإن هذه الأحكام ستوفر لهم الحد الأدنى من الإطار القانوني للاقتصاد، وحماية البيانات الشخصية، والأمن السيبراني، ومكافحة الجريمة السيبرانية. إنَّ عدم وجود إطار مؤسسي لتنفيذ الاتفاقية على مستوى الاتحاد الأفريقي لا يعالج أوجه القصور المتعلقة بمحدودية القوة الملزمة.

عدم وجود إطار مؤسسي فعال للتنفيذ والرصد

لم يقرن اعتماد اتفاقية مالابو بإنشاء إطار مؤسسي فعال لتنفيذها. ومن المسلم به أن المادة 32 تحدد تدابير المتابعة التي يتعين اتخاذها على مستوى الاتحاد الأفريقي، ولكن عدم فعالية هذه التدابير لم يجعل من الممكن معالجة بعض القضايا معالجة وافية.

لقد تم اقتراح وتصور الإنشاء الفعال لإطار مؤسسي للتنفيذ ضمن نهج مبين في الجماعات الاقتصادية الإقليمية من قِبَل فريق الخبراء الذين عملوا على صياغة الاتفاقية وضبط بنودها²⁰. واستنادا إلى النصوص الإقليمية الموجودة مسبقا، ولا سيما نصوص الجماعة الاقتصادية لدول غرب أفريقيا²¹ استندت استراتيجية المصادقة على الاتفاقية المقترحة على آلية مؤسسية لرصد المصادقات المنصوص عليها لدى هذه الجماعة

20 انظر إلى A. Cissé، «اتفاقية مالابو، التحديث الضروري!»، البيان المقدم خلال جلسة "Samm sunuy données" في Laspad
21 انظر إلى الفصل الإضافي 1. SA.1/A/01/10 والمؤرخ 16 فبراير 2010 المتعلق بحماية البيانات الشخصية في منطقة السبادو، كما هو مذكور سابقا.

الاقتصادية الإقليمية لا سيما وأنّ الدول الأعضاء تمتلك بالفعل نصوص قانونية محلية تساعد في الحد الأدنى على نقل أحكام الاتفاقية. إليها وما من شك في أن هذا النهج المؤسسي كان سيمكّن من تقصير فترة دخول الاتفاقية حيز النفاذ.

وكان من الممكن الاستعانة بالخبراء الذين استندوا في صياغة الاتفاقية واعتمادها على هذا الإطار المؤسسي. وكان من الممكن أيضا تطويرها بالاستفادة من مهارات وخبرات أفريقية جديدة. ومما لا شك فيه أيضا أنه كان يمكن بهذا الإجراء تقديم المساعدة إلى الدول الأعضاء من حيث الخبرة والكفاءة في هذا المجال التقني ذي المخاطر الجمة بهدف التعجيل بالمصادقة على الاتفاقية وتحويلها إلى قانون وطني.

عدم وجود آليات تحديث دائمة

زادت وتيرة التقنيات الجديدة في اقتحام جميع مجالات الحياة كما زادت مساحات انتشارها وتوسّعها بصفة ملحوظة. لقد استغرق إطلاق الهاتف في عام 1878 خمسة وسبعين عاما للوصول إلى مائة مليون مستخدم. تمّ تمّ تقليص هذه المدة إلى ستة عشر عاما للهاتف المحمول الذي تم إطلاقه في عام 1979، ثم إلى أربع سنوات وستة أشهر للفايسبوك بعد إطلاقه في عام 2004، ثم إلى ثلاث سنوات وأربعة أشهر للواتساب الذي تم إطلاقه في عام 2002²²، ليصل إلى ستين يوما ل (ChatGPT)²³، الذي تم إطلاقه في عام 2022، ثم تم تحطيم هذا الرقم القياسي بسرعة بواسطة (Threads)²⁴، في خمسة أيام بعد إطلاقه في يوليو 2023.

وفي عالم رقمي تتطور فيه التكنولوجيا بوتيرة سريعة، يجب أن تكون الاتفاقية مرنة وقابلة للتكيف مع الحقائق والتحديات الجديدة للفضاء السيبراني. وهذا يعني أن النصوص والأحكام ينبغي أن تكون قابلة للتفويض والتعديل لتكييفها مع المستجدات المطروحة مع الأخذ بعين الاعتبار التحديات القانونية الجديدة المتصلة بالتكنولوجيات الناشئة. وبعد إدراج آلية تسمح بالمراجعة والتحديث الدوريين أمرا حيويا لضمان بقائها ذات صلة وفعالية في مواجهة التحديات والديناميكيات المتغيرة للمجتمع والسوق الرقمي.

ومن المسلمّ به أن الاتفاقية تنصّ على آلية للتعديل أو المراجعة (المادة 37) فضلا عن آليات رصد سبق ذكرها (المادة 23)، ولكن لا يبدو أن هذه الآليات مناسبة للتحديث المنتظم للاتفاقية بهدف تكييفها مع التطورات الرقمية. وكما هو معمول به تقدم أي دولة طرف في الاتفاقية تعديلات أو تنقيحات، مما يعني أن المبادرة تخصّ الدول الأطراف جميعها.

وكان من شأن وجود إطار مؤسسي للتنفيذ المذكور أعلاه أن يبسر إنشاء آليات تحديث منتظم. ويمكن أن يعهد بذلك إلى هيئة الرصد والتنفيذ، المؤلفة من خبراء معترف بهم في الميدان فضلا عن أصحاب المصلحة الذين سيكونون مسؤولين عن القيام بالرصد التكنولوجي والقانوني من أجل القيام، على أساس دوري محدد في الاتفاقية (سنويا على الأقل)، باقتراح تحديثات تهدف إلى توفير إطار للظواهر الناجمة عن التطورات التكنولوجية الرئيسية. ويمكن بعد ذلك تحديد عملية التعديل في الاتفاقية، التي ربما كانت ستجنب الحاجة إلى التحديث بمجرد تنفيذها.

التأخر في بدء تنفيذ الاتفاقية وإدراج المستجدات فيها

إن الوتيرة المتسارعة للتطورات التكنولوجية والظواهر الناتجة عنها والمجالات الواسعة التي تكتسحها تجعل من العديد من الأحكام القانونية قد عفا عليها الزمن ويعفو عليها باستمرار لطبيعة التكنولوجيا الرقمية ذاتها. ومنذ اعتماد هذه الاتفاقية، برز عدد من الظواهر الجديدة. إن دخولها المتأخر حيز التنفيذ يجعل من الضروري تحديثها، لا سيما فيما يتعلق بالإرهاب السيبراني والأمن القومي (أ)، وأخلاقيات الذكاء الاصطناعي والتكنولوجيات الناشئة وحوكمتها (ب)، وإطار الأسواق والخدمات الرقمية في إفريقيا (ج)، أو مسألة الحقوق الرقمية والإدماج في إفريقيا (د).

<https://www.vingthuitzerotrois.fr/reflexion-business/graphique-du-temps-pour-acceder-a-100-millions-dutilisateurs-15990> 22

<https://www.theguardian.com/technology/2023/feb/02/chatgpt-100-million-users-open-ai-fastest-growing-app> 23

<https://www.forbes.com/sites/siladityaray/2023-with-100-million-users-in-five-days-threads-is-the-fastest-growing-app-10/07/> <https://www.in-history/?sh=17a6890f49ab> 24

الإرهاب السيبراني والأمن القومي

تهدف اتفاقية مالايو إلى وضع إطار قانوني لتعزيز أمن الفضاء الحاسوبي ومكافحة الجريمة السيبرانية. ومع دخولها حيز التنفيذ ظهرت مخاطر وتهديدات جديدة أو اتخذت بعدا جديدا. تستهدف هجمات المجرمين السيبرانيين بشكل متزايد البنية التحتية الحيوية والمصالح الاستراتيجية الوطنية التي تشكل تهديدا للأمن القومي. توجد أشكال جديدة من الحرب الرقمية وتشكل مخاطر كبيرة على الدفاع الوطني.

وهكذا، ففي حين حرصت الاتفاقية على معالجة مختلف جوانب الأمن السيبراني والجريمة السيبرانية، فإن تورط الإرهاب السيبراني، لا سيما فيما يتعلق بالأمن القومي، يتطلب مزيدا من الاهتمام. ويمكن أن تكون للهجمات الإرهابية السيبرانية، التي تستهدف البنية التحتية الحيوية، عواقب وخيمة ليس فقط على الاقتصاد، ولكن أيضا على الاستقرار الاجتماعي والسياسي للدول المبرمة للاتفاقية. ومن الضروري إجراء تحليل مفصل للتهديدات الحالية والمحتملة، مقترنا بوضع استراتيجيات قوية ومصممة خصيصا لمواجهة هذه التهديدات.

ومع أخذ ذلك في الاعتبار، يمكن أن تتضمن الاتفاقية أحكاما محددة جديدة لاستهداف الإرهاب السيبراني و متابعة الجرائم الجديدة وردعها بالاهتداء إلى الوسائل المعتمدة في مكافحة الجرائم المعهودة المتعلقة بالبنية التحتية الحيوية أو بالبرامج الضارة أو بالمعلومات المضللة أو باستغلال الشبكات الاجتماعية لتجنيد أشخاص للقيام بأعمال إرهابية أو تنظيمها أو ارتكابها. كما يمكن لهذه الاتفاقية كذلك أن تقوم بمبادرات في التوجيه والإرشاد يتعلق بالإطار المؤسسي وبالآليات التي سيتم استخدامها في هذا المضمار، فضلا عن تدابير حماية البنية التحتية الحيوية، وبناء القدرات، والتعاون مع القطاع الخاص والمجتمع المدني، أو إنشاء أطر قانونية وطنية للدفاع السيبراني.

وسيكون من المفيد أيضا صهر آليات مشتركة لتعزيز التعاون الجهوي والإقليمي والدولي من أجل التبادل الفعال للمعلومات والممارسات في مجال مكافحة الإرهاب الحاسوبي.

وينبغي تنفيذ جميع هذه التدابير وبلورتها بطريقة تحترم حقوق الإنسان والحريات المدنية، مع ضمان الأمن الفعال ضد تهديدات الإرهاب السيبراني.

أخلاقيات الذكاء الاصطناعي والتقنيات الناشئة وحوكمتها

يطرح الذكاء الاصطناعي والتقنيات الناشئة الأخرى تحديات جمة منها ما هو أخلاقي ومنها ما يتعلق بالحوكمة الرشيدة يبدو أنها لم تحذ بعين الاعتبار في الاتفاقية الحالية. ويثير استخدام الذكاء الاصطناعي في مختلف القطاعات (الأمن والصحة والتعليم والهجرة وما إلى ذلك) أسئلة متعددة تتعلق بالمبادئ الأساسية للذكاء الاصطناعي الأخلاقية وما يترتب عن ذلك من مسؤوليات جديدة بالاستكشاف الدقيق. ويمكن أن يسمح تحديث الاتفاقية بدمج المبادئ التوجيهية الأخلاقية وأطر الحوكمة لضمان تطوير الذكاء الاصطناعي واستخدامه بطريقة مسؤولة، وضمان أن هذه التكنولوجيات تعود بالنفع على جميع المواطنين بالعدل والنصفة.

ومن أجل مراعاة ما يطرحه التصرف في تكنولوجيات الذكاء الاصطناعي والتقنيات الناشئة بصفة عامة من تعقيدات، ما يجعل من الضروري اتباع مقاربة متعددة الأبعاد، ينبغي أن تتضمن الإرشادات المتعلقة بتحديث الاتفاقية المبادئ والقواعد الرئيسية التي تضبط صياغتها وتنفيذها، ونخص منها بالذكر ما يلي:

- **الشفافية والمساءلة** لضمان شفافية العمليات والقرارات المتعلقة بالذكاء الاصطناعي ومساءلة مطوري هذه التكنولوجيات ومستخدميها عن أفعالهم و تحميلهم مسؤولية النتائج المترتبة عنها.
- **الإنصاف وعدم التمييز** سواء كان هذا التمييز عنصريا أو جنسانيا أو عمريا أو غير ذلك لضمان تصميم الذكاء الاصطناعي واستخدامه بطريقة تتجنب التحيز والتمييز، الأمر الذي يتطلب جهودا مستمرة لضمان معاملة جميع أنظمة الذكاء الاصطناعي بإنصاف.
- **مصادقية** أنظمة الذكاء الاصطناعي وضرورة تأمينها لتمكينها من العمل على النحو المنشود وحمايتها من التلاعب وإساءة الاستخدام.

- **قابلية التشغيل البيئي**، بحيث تكون أنظمة الذكاء الاصطناعي قادرة على العمل مع الأنظمة والتكنولوجيات الأخرى، مع الالتزام بالمعايير والبروتوكولات المعمول بها.
- **الابتكار المسؤول** لتشجيع الإبداع مع ضمان أن تكون التطورات التكنولوجية أخلاقية وتتماشى مع القيم الإنسانية وتعمل على تحقيق الرفاهية للمجتمع.
- **احترام خصوصيات الأفراد ومعطياتهم الشخصية** باعتبارها أولويات قصوى، مما يستوجب اتخاذ تدابير أمنية صارمة والامتثال لقوانين حماية البيانات الشخصية.
- **توفير الذكاء الاصطناعي للجميع** والمساعدة على الوصول إليه بغض النظر عن قدرة الفرد الاقتصادية وموقعه الجغرافي أو إعاقته، وما إلى ذلك، مما يؤدي إلى تصميم تكنولوجيات شاملة وضمان التمتع بها للجميع في عدل ونصفة.
- **رفاه الإنسان وتأثيره الاجتماعي** حتى يتم تطوير الذكاء الاصطناعي واستخدامه بطرق تعزز هذه الرفاهية، مع مراعاة الآثار الاجتماعية والاقتصادية والثقافية لذلك.
- **الحوار بين المعنيين** بحوكمة الذكاء الاصطناعي والاشتراك في النظر في المسائل المتعلقة به وينبغي أن يكون هذا الحوار مفتوحا على مختلف الأطراف التي لها مصلحة فيه، بما في ذلك المجتمع المدني والجمهور وخبراء الأخلاقيات والصناعة والحكومات؛
- **التعاون الجهوي والإقليمي والدولي** وهو أمر ضروري لأنه نظرا إلى الطابع العابر للحدود لتكنولوجيات الذكاء الاصطناعي والتقنيات الناشئة، من الضروري وضع معايير وقواعد بتنسيق هذه الأطراف فيما بينها.
- **التدريب والتوعية** لأنه من المهم تثقيف الجهات الفاعلة العامة والخاصة والمجتمعية والمطورين والمستخدمين وعامة الجمهور وتوعيتهم بشأن القضايا والفرص والمخاطر المرتبطة بالذكاء الاصطناعي.
- **القدرة على التكيف والمرونة** لأن اللوائح والسياسات المتعلقة بالذكاء الاصطناعي تحتاج إلى أن تكون مرنة، بما يكفي للتكيف مع التكنولوجيات المتغيرة بوتيرة متسارعة.
- **احترام البيئة**، بحيث يتم تطوير التقنيات الناشئة واستخدامها بطريقة مستدامة وصديقة للبيئة.
- ويمكن أن تشكل هذه المبادئ والقواعد إرشادات يتم تكيفها أيضا مع سياقات مخصصة وتطورات تكنولوجية محددة. وستكون إطارا أساسيا لحوكمة أخلاقية ومسؤولة لتكنولوجيات الذكاء الاصطناعي والتقنيات الناشئة.

تأطير الأسواق والخدمات الرقمية الأفريقية

يتطلب طموح الاتحاد الأفريقي لتحقيق اقتصاد رقمي متكامل وشامل في إفريقيا إنشاء سوق رقمية قارية ديناميكية ومزدهرة. إن إنشاء منطقة التجارة الحرة القارية الأفريقية هو، من وجهة النظر هذه، فرصة حقيقية لإنشاء هذه السوق الواعدة لأنّ من شأن ذلك أن «يخلق سوقا قارية تضم 1.3 مليار شخص بمبلغ إجمالي يناهز 3.4 تريليون دولار، مما يجعلها أكبر منطقة تجارة حرة في العالم منذ إنشاء منظمة التجارة العالمية... ومن المتوقع أن تعزز منطقة التجارة الحرة القارية الأفريقية التجارة البينية الأفريقية بنسبة 52.3% بحلول عام 2025، وتزيد إيرادات أفريقيا إلى 450 مليار دولار بحلول عام 2035، وفقا لصندوق النقد الدولي²⁵ وتتنبأ 30 مليون أفريقي من الفقر المدقع»²⁶. إنّ السوق الرقمية على وجه الخصوص، بالنظر إلى

25 صندوق النقد الدولي

26 انظر "Zlecaf: الاستفادة من الفرص من أجل أفريقيا مزدهرة"، في إفريقيا تجدد، مايو 2023، بقلم السيدة ناردوس بيكلي-توماس، المدير العام للوكالة

الأفريقية للتنمية الجديدة - النيباد، التنظيم المساعد للاتحاد الأفريقي في مجال التنمية: <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/mai-2023/zlecaf-saisir-les-opportunités-pour-une-afrique-prospère#:~:text=La%20ZLECAF%20est%20en%20vigueur,%22%20par%20l'Union%20africaine>

الفرص التي تتيحها بالإضافة إلى الوتيرة السريعة و المدى الواسع لتغلغل التكنولوجيا في جميع المجالات ، لديها القدرة على إطلاق العنان « لقدرات التجارة الرقمية في إفريقيا وتمكين الشركات، وخاصة الشركات الصغيرة والمتوسطة الحجم، من توسيع نطاق نشاطها والاستفادة من أسواق جديدة»²⁷.

فقد يكون تحديث الاتفاقية فرصة لوضع إطار مناسب لهذه السوق الرقمية الأفريقية بما يتماشى مع تسريع تنفيذ منطقة التجارة الحرة القارية الأفريقية. ومن شأن هذا الإطار، فضلا عن إطار الخدمات الرقمية، أن يجعل من الممكن انتهاج طريقة أكثر شمولية إزاء التجارة الإلكترونية على النحو المتوخى في الاتفاقية الحالية، مع مراعاة التحديات المرتبطة بها مثل الضرائب الرقمية وحماية أكثر نجاعة للمستهلك عبر الإنترنت. ومن شأن ذلك أن يساعد على سنّ قواعد ومبادئ أساسية لسوق رقمية قارية أفريقية مفتوحة ومتكاملة وشاملة.

وينبغي أن تكون إحدى ركائز هذه السوق متمثلة في تنظيم منافسة حرة وصحية بين مختلف الفاعلين فيها وتحقيقا لهذه الغاية، ينبغي أن تساعد القواعد والمبادئ التي سنّها الاتحاد الأفريقي من خلال الاتفاقية على منع الممارسات التي تحدّ من المنافسة لضمان وجود سوق رقمية مفتوحة وعادلة للشركات الصغيرة والكبيرة. يجب ضمان الوصول العادل إلى السوق ، في سياق سوق رقمية عالمية تهيمن عليها المنصات الضخمة التي يعتمد عليها الآلاف من المهنيين. يجب كذلك ضمان تجريد المنصات الكبيرة من القدرة على إساءة استخدام موقعها المهيمن لممارسة التمييز ضد بعض الشركات أو المستهلكين، أو تفضيل خدماتها أو منتجاتها على خدمات غيرها ومنتجاتهم. تحتاج شركات التكنولوجيا إلى أن تكون شفافة بشأن خوارزمياتها وسياسات جمع البيانات والممارسات التجارية. فالمساءلة عن المحتوى المنشور والإجراءات المتخذة عبر الإنترنت أمر بالغ الأهمية. وينبغي أن تكون المنصات الرقمية مسؤولة عن المحتوى الذي تستضيفه، مع توفّر لوائح توازن بين حرية التعبير ومكافحة خطاب الكراهية والمعلومات المضللة والمحتوى غير القانوني.

كما ينبغي أن تعزز قواعد السوق الرقمية الأفريقية أيضا حماية حق المؤلف والملكية الفكرية لتشجيع الابتكار وحماية المبدعين. وعلى الشركات الرقمية أن تشجع على مراعاة التأثير البيئي، بما في ذلك استهلاك الطاقة والمخلفات الإلكترونية مع ضرورة إيلاء اهتمام خاص لحماية المستهلكين من الممارسات المسيئة أو المضللة علاوة على تشجيع الابتكار والعمال الرقميين لحماية حقوقهم المحددة ، بما في ذلك عمال المنصات والعمالين عن بعد.

ويتطلب تنفيذ جميع هذه المبادئ والقواعد تعاوننا وثيقا مع مختلف المؤسسات المشاركة في التنمية الاقتصادية على المستوى الأفريقي (اللجنة الاقتصادية لأفريقيا، ومنطقة التجارة الحرة القارية الأفريقية، والوكالة الأفريقية للتنمية من أجل تنمية أفريقيا، وما إلى ذلك)، وتلك المشاركة في المجال الرقمي (أفريقيا الذكية، وما إلى ذلك)، ومع المؤسسات الدولية، والجماعات الاقتصادية الإقليمية، والحكومات، وشركات التكنولوجيا، والمجتمع المدني، والمستخدمين لخلق بيئة رقمية متوازنة ومستدامة.

الحقوق الرقمية والشمول الرقمي

إنّه لمن الأهمية بمكان في متابعة تطوير أحكام السوق والخدمات الرقمية في إفريقيا أن يتمّ تكريس اهتمام خاص للشمول الرقمي والحقوق الرقمية. فمن الضروري حقا في السياق الأفريقي، ضمان تمتّع جميع فئات المجتمع بالتقنيات الرقمية و تنمية قدرتها على استخدامها بفعالية، وخاصة الفئات الأكثر ضعفا. يجب أن يكون الوصول إلى الخدمات الرقمية منصفًا، دون تمييز على أساس الموقع أو الدخل أو عوامل أخرى.

وينبغي أن تركز أحكام الاتفاقية مختلف الحقوق وأن تكفلها. وتؤكد اللجنة بالفعل التزامها باحترام حقوق الإنسان ويمكن زيادة تطوير بعض الجوانب التي أخذت فعليًا بعين الاعتبار. من الضروري اعتبار الوصول الشامل إلى الإنترنت أمرا أساسيا لضمان الإدماج الرقمي والاجتماعي لجميع المواطنين. وبالتالي، ينبغي للاتفاقية أن تعزز الاستراتيجيات والسياسات التي تهدف إلى ضمان الوصول المنصف والميسر للتكلفة إلى الإنترنت، مع حماية الحقوق الرقمية للمستخدمين.

27 العمل المذكور سابقا

وعلى وجه التحديد، ينبغي تكريس بعض الحقوق المحددة، بما في ذلك (أ) الحق في إمكانية نقل البيانات الذي يمكن للمستخدمين بموجبه نقل بياناتهم بسهولة من منصة إلى أخرى لتعزيز المنافسة، (ب) الحق في الإصلاح الذي من شأنه أن يعزز استدامة المنتجات الرقمية، ويقلل من المخلفات الإلكترونية ويعزز اقتصادا أكثر استدامة.

ويشكل التثقيف والتوعية بعدا هاما في هذا الصدد. إن تثقيف المستهلكين والشركات بشأن حقوقهم ومسؤولياتهم أمر بالغ الأهمية بالفعل لبيئة تنافسية صحية داخل السوق الرقمية في إفريقيا.

وأخيرا، من الضروري معالجة قضية الحقوق الرقمية والإدماج الرقمي على مستوى الدول والشركات والأفراد. ومن المهم أن تحظى البلدان الأكثر تأثرا بالاستبعاد الرقمي في أفريقيا باهتمام خاص.

توصيات استراتيجية للمستقبل

وبما أن اتفاقية مالابو سارية المفعول، فمن الضروري ضمان تهيئة الظروف اللازمة لتنفيذها من خلال التدابير المصاحبة المناسبة (أ). والحاجة الملحة إلى مراجعتها وتحديثها (باء)، لا سيما بسبب التطورات التكنولوجية الرئيسية، ينبغي ألا تجعلنا نغفل عن فائدتها بالنسبة إلى العديد من البلدان الأفريقية، على الرغم من أوجه القصور التي تمت الإشارة إليها. ومن خلال التعلم من هذه النسخة الأولى، يمكن الاستعداد بشكل أفضل لضمان فعاليتها في المستقبل من خلال إطار مؤسسي وآليات للتحديث المستمر (ج) للنسخة التالية، مع تعزيز التعاون لتتلاءم مع الصعيدين الإقليمي والدولي (د) بما يتماشى مع المشاريع والبرامج الأخرى على المستوى القاري.

وضع تدابير لمراقبة بدء تنفيذ الاتفاقية.

ويتطلب دعم تنفيذ اتفاقية مالابو وضع استراتيجية واضحة تنطوي على زيادة الوعي والاتصال، وإشراك أصحاب المصلحة وبناء القدرات الوطنية.

ويمثل كلٌّ من الوعي والاتصال بالفعل محورا استراتيجيا أوليا رئيسيا لتنفيذ الاتفاقية، مما يسمح بنشر المعلومات الصحيحة للأهداف ذات الصلة. ويمكن اتخاذ تدابير مختلفة في هذا الصدد. من الضروري استخدام التكنولوجيا الرقمية من خلال إنشاء صفحة ويب مخصصة للاتفاقية بالإضافة إلى حسابات وصفحات محددة على الشبكات الاجتماعية الرئيسية المستخدمة في القارة. ويمكن استخدام هذه الأدوات الرقمية لتطوير حملات التوعية والإعلام التي تركز على رسائل واضحة بشأن الاتفاقية. تمكن الأدوات المختلفة الثرية التي يتيحها الذكاء الاصطناعي من توفير المحتوى على وسائل مختلفة (مكتوبة، صوتية، فيديو، ألعاب تفاعلية، إلخ) بلغات مختلفة، بما في ذلك اللغات الوطنية. ويمكن استخدام أدوات أخرى (الدراسات الاستقصائية، والتغذية المرتدة، وتحليل بيانات المشاركة، وما إلى ذلك) لقياس أثرها. ويمكن أيضا إعداد أدلة وكتيبات و مواد اتصال أخرى لبعض الجهات الفاعلة الرئيسية في مجال التنفيذ أو لعامة الجمهور.

وتمثل مشاركة المعنيين بالاتفاقية في عملية التنفيذ محور التركيز الاستراتيجي الرئيسي الثاني للتنفيذ. والجهات الفاعلة العامة أساسية في هذا الصدد، سواء كانت برلمانية مسؤولة عن تدابير إدماج الاتفاقية في القانون الوطني، أو السلطة التنفيذية المسؤولة عن تنفيذ السياسات العامة في المجالات التي تغطيها الاتفاقية، أو جهات فاعلة في مجال العدالة (قضاة الصلح والمحامون والمهنة القانونية الأخرى، وما إلى ذلك) مسؤولة عن التقاضي من أجل تقديم الطلب. كما أن وسائل الإعلام والجهات الفاعلة في المجتمع المدني ضرورية لنشر المعلومات وزيادة الوعي والاتصال. الجهات الفاعلة الخاصة لا تقل أهمية: الشركات أو الخبراء أو غيرهم. قد يكون للمدارس والجامعات العامة أو الخاصة أيضا دور مهم تلعبه في هذا المجال.

وتتدخل الاتفاقية في مجال يتطلب التعاون بين مختلف أصحاب المصلحة من هذه الاتفاقية . ومن ثم فإن تنفيذها سيستفيد من تعزيز طريقة أصحاب المصلحة المتعددين. وسيكون من المناسب الاستفادة من التكنولوجيا الرقمية لإنشاء منصة أو منتدى قاري حول الصفحة الشبكية التي سبق ذكرها، يسمح لمختلف الكيانات بتبادل خبراتها ومناقشة التحديات والفرص والتعاون في المبادرات المشتركة المتعلقة بالمجالات التي تغطيها الاتفاقية.

أما الدعامة الرئيسية الثالثة لتنفيذ الاتفاقية فتتمثل في بناء القدرات الوطنية. وهذا يتطلب تدريب أصحاب المصلحة المعنيين وتعزيز قدراتهم. وهنا أيضا، تعد التكنولوجيا الرقمية من خلال منصة التعلم الإلكتروني التي يمكن الوصول إليها من صفحة الويب المخصصة للاتفاقية مكسبا هاما ينبغي الاستفادة منه لتقديم دورات تدريبية وندوات عبر الإنترنت ومؤتمرات على شبكة الإنترنت في جميع أنحاء القارة. وجنبا إلى جنب مع الشخصيات العامة والخاصة والمجتمعية الأخرى التي يقع عليها الاختيار لإنجاح هذه الاتفاقية، يمكن للأفراد المدربين أن يصبحوا سفراء لها يُسند إليهم لقب فخري بشرط أن تكون لهم التزامات محددة في هذا الشأن يلتزمون بها. يمكن كذلك إقامة شراكة مع المدارس والجامعات ومؤسسات التدريب من أجل توفير دورات تدريبية مصحوبة بمواد تدريبية (سمعية، مرئية، نصوص، إلخ) ، اختبارات وتمارين عملية ممتعة. وقد يتم إسناد شهادات ضمن شروط محددة.

ويتطلب التنفيذ الفعال للاتفاقية أن تكون لدى الدول الأعضاء المهارات والبنية التحتية اللازمة لضمان المعاملات الإلكترونية وحماية البيانات والأمن ومكافحة الجريمة السيبرانية. وينبغي أن تمتد جهود بناء القدرات لتشمل مختلف الجوانب القانونية والتقنية والسياسية والتنظيمية. ويمكن أن يشمل ذلك وضع أطر وطنية للاقتصاد الرقمي، وحماية البيانات، والأمن السيبراني، ومكافحة الجريمة السيبرانية، وتدريب المهنيين وصناع القرار، وتحسين البنية التحتية وتكنولوجيات المعلومات والاتصالات. ومن شأن تجارب مختلف البلدان والمناطق في تنفيذ السياسات في هذه المجالات أن تمكن من استغلال الدروس التي تمت الاستفادة منها و الهداء بأفضل الممارسات التي تمت مراعاتها وذلك بالتركيز على الاستراتيجيات التي أثبتت فعاليتها بصفة خاصة، وعلى التحديات التي تمت مواجهتها، والحلول المعتمدة للتغلب عليها. ومن الأهمية بمكان دراسة الظروف الأساسية التي أسهمت في نجاح المبادرات أو فشلها، وكيف يمكن الاستفادة عمليا في التنفيذ من هذه الدروس أو تكييفها مع الظروف المخصصة للبلدان الأفريقية الأخرى.

تحديث الاتفاقية بالأخذ بعين الاعتبار التطورات التكنولوجية والقانونية

يمكن أن يكون تحديث الاتفاقية فرصة لسد الثغرات التي تم رصدها ومن ثم إدراج التطورات الجديدة المتعلقة بالتطورات التكنولوجية والقانونية ضمن الاتفاقية.

أولا، من أجل معالجة أوجه القصور، يمكن إجراء التعديلات التالية:

- تغيير اسم الاتفاقية إلى اسم أكثر شمولا وتحديثا، مع التأكيد على الحاجة إلى الثقة والأمن في العالم الرقمي.
 - تحسين النظام القانوني لحماية البيانات الشخصية ، من ناحية ، من خلال الحدّ قدر الإمكان من الإجراءات الشكلية السابقة مع تعزيز مسؤوليات مراقبي البيانات وتنظيم مراقبة لاحقة أكثر فعالية ، ومن ناحية أخرى ، من خلال تحديد معايير استقلالية السلطة الوطنية للحماية، وهو أمر أساسي لنجاح نظام الحماية.
 - إفساح المجال للمعاملات الإدارية والمالية المتزايدة التطور في أفريقيا إلى جانب المعاملات التجارية لتوفير إطار عام منسق للمعاملات الإلكترونية على المستوى الأفريقي، لا سيما في منظور السوق الرقمية الأفريقية.
 - تضمين الأحكام المتعلقة بمكافحة جرائم الفضاء الحاسوبي قواعد القانون الدولي الخاص للتعامل مع تنازع القوانين والولاية القضائية التي قد تنشأ في مجال الجريمة السيبرانية.
- ثانيا، من أجل إدماج التطورات الجديدة، من الضروري تكريس الأحكام المتعلقة بالمسائل المتصلة بما يلي، مع مراعاة المبادئ التوجيهية التي سبق مناقشتها أعلاه:

- الدفاع السيبراني والأمن القومي بهدف استهداف الإرهاب السيبراني أو سنّ جرائم جديدة أو تكيف الجرائم القائمة مع التهديدات المتعلقة بالبنية التحتية الحيوية أو البرامج الضارة أو المعلومات المضللة أو استغلال الشبكات الاجتماعية لتجنيد أو تنظيم أو ارتكاب أعمال إرهابية، تقديم التوجيه بشأن الإطار المؤسسي والآليات التي سيتم وضعها وكذلك تدابير حماية البنية التحتية للتدخلات الحاسمة، وبناء القدرات، والتعاون مع القطاع الخاص والمجتمع المدني، وإنشاء أطر قانونية وطنية للدفاع السيبراني.
- تأطير الذكاء الاصطناعي من خلال دمج المبادئ التوجيهية الأخلاقية وأطر الحوكمة لضمان التطوير والاستخدام المسؤولين للذكاء الاصطناعي ، وبالتالي ضمان أن تفيد هذه التقنيات جميع المواطنين بصفة عادلة.
- تأطير السوق والخدمات الرقمية الأفريقية بما يتماشى مع تسريع بعث منطقة التجارة الحرة القارية الأفريقية، في نهج أكثر شمولاً للتجارة الإلكترونية على النحو المتوخى في الاتفاقية الحالية، مع مراعاة التحديات المرتبطة بها مثل الضرائب الرقمية وحماية المستهلك عبر الإنترنت المتعمقة، وتكريس القواعد والمبادئ الأساسية لسوق رقمية قارية أفريقية مفتوحة، متكاملة وشاملة.
- ضمان الحقوق الرقمية والشمول الرقمي ، وذلك يتطلب ضمان وصول جميع فئات المجتمع إلى التقنيات الرقمية والقدرة على استخدامها بفعالية، ولا سيما الفئات الأكثر ضعفاً، مما يعني ضمان الوصول العادل إلى الخدمات الرقمية للجميع، دون تمييز على أساس الموقع والدخل ، أو عوامل أخرى عن طريق تكريس مختلف الحقوق المشار إليها أعلاه في أحكام الاتفاقية.

توفير إطار مؤسسي وآليات للتحديث المستمر

ومن أوجه القصور التي تم تحديدها في تنفيذ اتفاقية مالابو عدم وجود إطار مؤسسي وآليات فعالة لتحديثها المستمر. ومن أجل استخلاص الدروس من تجربة الاتفاقية الحالية، سيكون من المهم وضع هذه الدروس موضع التنفيذ. ولذلك ينبغي أن يكون النص والأحكام قابليين للتفتيح والتعديل للتكيف، على وجه الخصوص، مع التحديات القانونية الجديدة المتعلقة بالتكنولوجيات الناشئة. ويمكن تحقيق التكامل لهذه الآلية من خلال بنود الاستعراض الدوري.

ومن شأن وجود إطار مؤسسي للتنفيذ، كما ذكر أعلاه، أن يبسر ابتكار هذه الآليات من أجل التحديث المنتظم للاتفاقية. ويمكن أن يعهد بهذه الأخيرة إلى هيئة الرصد والتنفيذ المؤلفة من خبراء معترف بهم وكذلك أصحاب المصلحة المسؤولين عن تنفيذ الرصد التكنولوجي والقانوني من أجل اقتراح تحديثات دورية محددة في الاتفاق (سنويا على الأقل) تهدف إلى تنظيم الظواهر الناجمة عن التطورات التكنولوجية الرئيسية.

دال - تعزيز التعاون والتجانس في هذا المجال على الصعيدين الإقليمي والدولي

وأخيراً، بالنظر إلى البعد العابر للحدود للمجتمع والسوق الرقمي، فإن تنسيق السياسات واللوائح على الصعيدين الإقليمي والدولي أمر حتمي. ويشمل ذلك إنشاء آليات تعاونية لتبادل المعلومات وتجميع الموارد. يجب أن تصبح الاتفاقية معاهدة محفزة لجميع الأطراف تعزز نهجاً منسقاً على مستوى القارة لمواجهة تحديات بناء سوق رقمية أفريقية وتحسين قابلية التشغيل البيئي وخلق التجانس بين المبادرات الوطنية.

خلاصة:

بعد دخول اتفاقية مالابو حيز التنفيذ أحد تلك الأحداث التي كان ينبغي أن تكون من بين الأحداث الرئيسية التي كان ينبغي تسجيلها في أصول الميزانية العمومية لعام 2023 للاتحاد الأفريقي والدول الأطراف. ومع ذلك ، يجب الاعتراف بأن التوفيق في البدء في هذا التنفيذ قد أثار مشاعر مختلطة ، بل فاترة ، بالنظر إلى الصدى المحتشم له إلى حد ما. غير أنّ البدء في تنفيذ هذه الاتفاقية لا يمكن إلا أن يكون محلّ ترحيب من الجميع بالنظر إلى الإجراءات الهامة التي تم التأكيد عليها في هذه الاتفاقية، مثل توحيد التشريعات على المستوى الأفريقي التي تولدت عن هذه الاتفاقية ، فضلاً عن المبادئ التوجيهية بشأن المعاملات الإلكترونية، وحماية البيانات الشخصية، وتعزيز الأمن السيبراني، ومكافحة الجريمة السيبرانية. ومن المسلم به أنه تم

تحديد أوجه قصور لا يُستهان بها من حيث الأهمية الضئيلة لبعض الأحكام المنصوص عليها في الاتفاقية ، أو ما تعلق بالقوة الملزمة المحدودة للأطراف المبرمة على تنفيذها، أو عدم وجود إطار مؤسسي وآليات لتنفيذ أحكامها.

وبالإضافة إلى ذلك، ففي عالم رقمي تزداد وتيرة سرعته و يتسع مجال التغيير فيه بصفة أقوى من أي وقت مضى، فإن التأخر في دخول الاتفاقية حيز النفاذ، بعد تسع سنوات من اعتمادها، يجعل من الضروري تحديثها. وتحقيقا لهذه الغاية، يتعين على الاتفاقية معالجة قضايا مهمة تتعلق بالذكاء الاصطناعي، وبالإرهاب السيبراني وبالأمن القومي، وبالأسواق والخدمات الرقمية، وبالحقوق الرقمية والشمول الرقمي.

فمع تسارع إنشاء منطقة التجارة الحرة القارية الأفريقية ، من المرجح أن تتضاعف الفرص والتحديات في مجال الاقتصاد الرقمي. وعلى العكس من ذلك، من المحتمل أن يشهد المستقبل ظهور أنماط جديدة من التهديدات السيبرانية، ولكن أيضا استراتيجيات وتقنيات دفاعية جديدة. ومن ثم فإن قدرة الاتفاقية على التحديث المستمر ستكون عاملا رئيسيا في قدرتها على التحكّم الناجع في الظواهر الجديدة.

ولذلك، من الضروري أن يتمكن جميع أصحاب المصلحة من هذه الاتفاقية بإشراف من الاتحاد الأفريقي، من تنسيق الإجراءات اللازمة لتنفيذ اتفاقية مالابو على نحو فعال ودينامي ورصدها. مثل هذا القرار سيكون أمرا محمودا لو تمّ اتخاذه سنة 2024 !

A Entrada em vigor da Convenção de Malabo

Para além da boa notícia, os desafios da sua implementação e atualização

Boubacar Diallo*

Especialista em direito digital
Carapaças - Estratégias & Conformidades
bdiallo@carapaces.net

Resumo

A Convenção de Malabo, oficialmente em vigor em 2023 após a ratificação pela Mauritânia, representa um passo crucial rumo à harmonização dos quadros legais em África no que diz respeito à cibersegurança e proteção dos dados pessoais. Este instrumento jurídico, adotado pela União Africana em 2014, visa enfrentar os desafios decorrentes da rápida evolução das tecnologias da informação e comunicação (TIC) e promover a cooperação regional nesses domínios. Apesar do seu potencial significativo para melhorar a segurança digital e a governança dos dados em escala continental, o artigo destaca a necessidade de uma atualização contínua da convenção para integrar questões emergentes como inteligência artificial e ciberterrorismo. Também apela à implementação efetiva e a uma maior cooperação entre os países africanos para garantir uma harmonização legislativa bem-sucedida, tomando em consideração os padrões internacionais.

Palavras-chave

Convenção de Malabo, cibersegurança, proteção dos dados, economia digital, harmonização legislativa, União Africana, inteligência artificial, ciberterrorismo

*Este artigo foi realizado no âmbito do programa de pesquisa "Reforçar a proteção de dados pessoais na África (ProDP-África)", executado pelo [LASPAD](#) da Universidade Gaston Berger de Saint-Louis.

How to cite this paper:




Diallo, B. (2024). A Entrada em vigor da Convenção de Malabo.

Para além da boa notícia, os desafios da sua implementação e atualização. *Global Africa*, (5), pp. 87-102.
<https://doi.org/10.57832/raxm-h636>

Received: January 31, 2024

Accepted: February 08, 2024

Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](#)   

Introdução

Em 27 de junho de 2014, durante a Conferência dos Chefes de Estado e de Governo da União Africana (UA) em Malabo, na Guiné Equatorial, foi adotada a convenção sobre cibersegurança e proteção dos dados pessoais, conhecida como « Convenção de Malabo ». Através deste marco jurídico, a UA tinha como ambição definir os objetivos e estabelecer as principais diretrizes da sociedade da informação em África, fortalecendo as legislações dos Estados membros e das Comunidades Económicas Regionais (CER) em relação às tecnologias de informação e comunicação (TIC). Em 9 de maio de 2023, a Mauritânia depositava o seu instrumento de ratificação, o décimo quinto¹, marcando assim a entrada em vigor da convenção, conforme estipulado pelo seu artigo 36, trinta dias após a sua receção pelo presidente da Comissão da UA, ou seja, em 8 de junho de 2023.

A convenção aborda, entre outras questões, transações eletrónicas, proteção dos dados pessoais, promoção da cibersegurança e combate à cibercriminalidade. Com a sua entrada em vigor, a África possui seu primeiro instrumento jurídico continental com o objetivo de harmonizar as legislações sub-regionais, regionais e nacionais, tomando em consideração os compromissos internacionais dos Estados membros em matéria de cibersegurança e proteção dos dados pessoais. O processo de elaboração envolveu uma ampla leque de partes interessadas, incluindo peritos jurídicos, especialistas em cibersegurança, representantes governamentais e membros da sociedade civil, com o objetivo de integrar uma diversidade de perspectivas e assegurar que a convenção fosse ao mesmo tempo abrangente e adaptada às realidades específicas do continente.

A convenção estabelece um quadro jurídico mínimo comum para orientar os esforços nacionais e continentais no desenvolvimento das transações eletrónicas, combate à cibercriminalidade, promoção de uma cibersegurança resiliente e proteção dos direitos humanos através da dos dados pessoais. A sua entrada em vigor surge, então, incontestavelmente, como um avanço significativo na criação das condições jurídicas e institucionais da confiança necessárias para o desenvolvimento digital em benefício das sociedades africanas. Isso é ainda mais importante, uma vez que, até ao momento, muitos Estados membros da UA não possuem um quadro jurídico nos domínios abrangidos pela Convenção de Malabo².

No entanto, é preciso admitir que num domínio tão dinâmico como o das tecnologias digitais, a entrada em vigor da convenção, nove anos após a sua adoção, é bastante tardia. Novas tecnologias emergiram e outras, que estavam na sua infância, alcançaram maturidade (inteligência artificial - IA, Big Data, blockchain, impressão 3D, IoT...), transformando muitos setores da vida política, económica, social, cultural, ambiental e jurídica. Novas questões jurídicas que acompanham essas inovações não encontram respostas adequadas na convenção. O quadro estratégico da UA em relação aos dados³ e a avaliação das necessidades em IA em África⁴ também refletem esse desfasamento significativo hoje entre as questões abordadas pela convenção e as necessidades reais de enfrentar os problemas atuais relacionados com o mercado e com a sociedade digital em África.

1 Após o Senegal (16 de agosto de 2016), a Ilha Maurícia (14 de março de 2018), a Guiné (16 de outubro de 2018), a Namíbia (1 de fevereiro de 2019), Gana (3 de junho de 2019), Ruanda (21 de novembro de 2019), Moçambique (21 de janeiro de 2020), Angola (11 de maio de 2020), Congo (23 de outubro de 2020), Zâmbia (24 de março de 2021), Togo (19 de outubro de 2021), Cabo Verde (5 de fevereiro de 2022), Níger (16 de março de 2022) e Costa do Marfim (3 de abril de 2023). https://au.int/sites/default/files/treaties/29560-sl-AFRICAN_UNION_CONVENTION_ON_CYBER_SECURITY_AND_PERSONAL_DATA_PROTECTION_0.pdf. Consultado em 8 de novembro de 2023.

2 Até à data, de acordo com os dados da Conferência das Nações Unidas sobre Comércio e Desenvolvimento (UNCTAD), apenas 33 países (61%) possuem legislação sobre transações eletrónicas e proteção dos dados pessoais, e 39 países (72%) sobre cibercriminalidade : <https://unctad.org/topic/e-commerce-and-digital-economy/e-commerce-law-reform/summary-adoption-e-commerce-legislation-worldwide>. Consultado em 8 de novembro de 2023.

3 Ver : <https://au.int/sites/default/files/documents/42078-doc-AU-DATA-POLICY-FRAMEWORK-FR.pdf>. Consultado em 20 de novembro de 2023.

4 Ver a avaliação realizada sob os auspícios da Unesco : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000375321>. Consultado em 20 de novembro de 2023.

Isto é tanto mais verdade quanto a UA tomou novas iniciativas no domínio da transformação digital da África, com o objetivo de criar uma sociedade e uma economia digitais integradas e inclusivas, melhorando a qualidade de vida dos cidadãos africanos.⁵ Essa estratégia global é liderada pela Comissão da União Africana, em colaboração com a Comissão Económica das Nações Unidas para África (CEA), Smart Africa, a Agência de Desenvolvimento da União Africana (AUDA-NEPAD), a União Africana de Telecomunicações (UAT), a Fundação para o Reforço das Capacidades em África (ACBF), a União Internacional de Telecomunicações (UIT) e o Banco Mundial (BM). Pretende-se basear nas iniciativas e estruturas existentes, como a Iniciativa de Política e Regulação para a África Digital (PRIDA), o Programa de Desenvolvimento das Infraestruturas em África (PIDA), a Zona de Livre Comércio Continental Africana (Zlecaf em francês), as Instituições Financeiras da União Africana (IFUA), o Mercado Único de Transporte Aéreo Africano (MUTAA) e a Livre Circulação das Pessoas (LCP), para promover o desenvolvimento do Mercado Digital Único Africano (MDUA), no âmbito das prioridades de integração da União Africana. Este esforço está alinhado com a visão estratégica da Smart Africa para a criação de um mercado único digital em África.

Além disso, a falta de infra-estruturas digitais fiáveis, as disparidades de desenvolvimento digital entre os países, e as variações na capacidade jurídica e técnica dos Estados têm um impacto significativo na operacionalização da convenção em todo o continente.

Também, enquanto se congratulam com os avanços reais resultantes da entrada em vigor da convenção de Malabo para muitos países africanos, é essencial fazer uma análise atualizada que toma em consideração tanto novos fenômenos relacionados com as evoluções tecnológicas como quadros estratégicos, institucionais e jurídicos que enriqueceram os referenciais que fundamentavam a adoção da convenção. Uma tal análise permite, de fato, identificar os eixos de uma atualização já necessária e refletir sobre os obstáculos à sua implementação efetiva. Essa ambivalência entre a necessidade de implementação e a imperativa atualização constitui o fio condutor do equilíbrio a ser destacado para que a entrada em vigor desta convenção seja sinónimo de efetividade e permita também que ela responda às necessidades atuais de uma África digital integrada e inclusiva num ambiente que garanta a segurança e a confiança no digital.

É de fato crucial refletir sobre as condições essenciais para a efetividade e a pertinência da convenção de Malabo a fim de permitir que África tenha sucesso na sua estratégia de transformação digital.

Para tal, tendo em conta o contexto atual do continente e os problemas ligados à evolução tecnológica, em conformidade com as orientações estratégicas, institucionais e jurídicas definidas, é importante efetuar uma análise cruzada da convenção e dos documentos estratégicos e jurídicos no domínio digital em África, como a estratégia de transformação digital para África (2020-2030), o quadro estratégico da UA para os dados ou a avaliação das necessidades de IA em África. A entrada em vigor da convenção de Malabo, à luz da análise, parece ora bem-vinda com conquistas a serem consolidadas (I), ora muito aguardada apesar de insuficiências a serem comatadas (II), ora tardia, considerando todas as novidades a serem incorporadas (III). Essa análise permite formular recomendações estratégicas para o futuro (IV).

Uma entrada em vigor bem-vinda e conquistas a serem consolidadas

A convenção de Malabo articula-se em torno de três eixos principais: (i) a promoção da economia digital traduzida pelas normas relacionadas com as transações eletrónicas, (ii) a proteção dos direitos humanos através de disposições sobre a proteção dos dados pessoais, e (iii) a promoção e proteção dos valores essenciais de uma sociedade digital africana através das disposições sobre a cibersegurança e a cibercriminalidade. Este conjunto tem como objetivo estabelecer a segurança e a confiança no digital na África. A entrada em vigor da convenção permite assim lançar as bases para, do ponto de vista do processo, harmonizar os quadros jurídicos regionais e nacionais (A) e, do ponto

⁵ Além do quadro estratégico da UA para dados mencionado acima, consulte o documento de estratégia de transformação digital para África (2020-2030) : https://au.int/sites/default/files/documents/38507-doc-dts_-_french.pdf. Consultado em 20 de novembro de 2023.

de vista do conteúdo, definir as orientações em matéria de transações eletrónicas (B), estabelecer os requisitos mínimos para a proteção dos dados pessoais (C) e definir o quadro para a promoção da cibersegurança e o combate à cibercriminalidade (D).

Harmonizar os quadros jurídicos regionais e nacionais

É importante lembrar que uma iniciativa, « a sociedade africana da informação » (AISI), foi lançada já em 1995, durante o Simpósio regional africano sobre Telemática para Desenvolvimento, realizado em abril de 1995 em Addis Abeba⁶. O interesse da África pelo digital materializou-se assim muito cedo através desta iniciativa, que tinha a harmonização como um de seus princípios. Essa abordagem manifestou-se inicialmente pelo lançamento da AISI durante a Conferência sobre a Sociedade da Informação para o Desenvolvimento da África em maio de 1996, na África do Sul, com a participação de quinze países africanos; em seguida, pela sua adoção por diversos organismos africanos, incluindo os ministros africanos das Telecomunicações através da Conferência Regional Africana sobre Desenvolvimento das Telecomunicações realizada em Abidjan em 1996; e posteriormente pela adoção de uma declaração sobre a AISI pelo Conselho de Ministros da Organização da Unidade Africana (OUA) durante a Cimeira da OUA realizada em Yaoundé em julho de 1996. A AISI foi posteriormente integrada no programa de trabalho da CEA.

A CEA tinha de fato iniciado um importante projeto de harmonização das legislações em matéria de TIC em cooperação com a CEDEAO e a UEMOA⁷. É no seguimento dessa dinâmica de convergência que foi lançado o projeto de Convenção da União Africana, que visava estabelecer regras jurídicas destinadas a fortalecer a segurança e a confiança na sociedade da informação em África. África aparece assim como precursora na reflexão sobre a evolução para a sociedade da informação com a AISI criada em 1995, enquanto que, a nível mundial, seria necessário esperar até 2003 e a primeira fase da Cimeira Mundial sobre a Sociedade da Informação (CMSI) em Genebra (Suíça), e 2005 com a segunda fase em Túnis (Tunísia), para ver as declarações de princípios e o plano de ação de Genebra, bem como o compromisso e o plano de ação de Túnis para a sociedade da informação⁸. A elaboração da convenção de Malabo está diretamente relacionada com a vontade da União Africana de acompanhar o estabelecimento de uma sociedade africana da informação baseada na segurança e na confiança⁹.

O objetivo de ter um quadro jurídico harmonizado, tendo em consideração os compromissos internacionais e regionais dos Estados membros, é, assim, fortemente afirmado e lembrado no preâmbulo da convenção¹⁰. Para este fim, três questões principais deviam ser consideradas: o respeito pelos direitos humanos consagrados pelo direito internacional e o direito africano, o desenvolvimento da economia digital e a proteção dos valores fundamentais da sociedade africana da informação. Isso explica a ampliação da convenção de Malabo, além da simples questão do combate à cibercriminalidade, para incluir a proteção dos dados pessoais e as transações eletrónicas.

6 Este simpósio foi organizado pela Comissão Económica para a África (CEA), em colaboração com a União Internacional de Telecomunicações (UIT), a Organização das Nações Unidas para a Educação, a Ciência e a Cultura (UNESCO) e o Centro Internacional de Pesquisa para o Desenvolvimento (CRDI), que uniram esforços no âmbito da Iniciativa Africana de Redes (African Networking Initiative) ». Veja CEA, *Implementação da Iniciativa « Sociedade Africana na Era da Informação » : relatório intercalar* : <https://repository.uneca.org/bitstream/handle/10855/3076/Bib-25638.pdf?sequence=1&isAllowed=y>. Consultado em 27 de novembro de 2023.

7 Esta iniciativa levou à criação, nomeadamente, do ato adicional A/SA.1/01/10, de 16 de fevereiro de 2010, relativo à proteção dos dados pessoais no espaço da CEDEAO.

8 <https://www.itu.int/net/wsis/index-fr.html>.

9 A convenção toma em consideração: 1) a Declaração Africana sobre Governança da Internet, conhecida como « Oliver Tambo » adotada pela conferência extraordinária da União Africana dos Ministros responsáveis pela Comunicação e Tecnologias da Informação em Joanesburgo, em 5 de novembro de 2009 ; 2) a Declaração sobre Tecnologias da Informação e Comunicação na África: desafios e perspectivas para o desenvolvimento ; 3) a Declaração de Abidjan, adotada em 22 de fevereiro de 2012, e a de Addis Ababa, adotada em 22 de junho de 2012, sobre a harmonização das legislações cibernéticas na África.

10 O preâmbulo esclarece que a convenção « visa tanto a definir os objetivos e as principais orientações da sociedade da informação na África como a fortalecer as legislações atuais dos Estados membros e das comunidades económicas regionais (CER) em matéria de tecnologias da informação e comunicação ».

Certamente, hoje, no momento em que a convenção de Malabo entrou em vigor, 33 Estados africanos (ou seja 61%) já possuem legislação sobre transações eletrônicas e dados pessoais, e 39 Estados (ou seja 72%) possuem legislação de combate à cibercriminalidade¹¹. No entanto, isso significa que dos 54¹² países africanos reconhecidos pela ONU, 28 não possuem legislações sobre transações eletrônicas e dados pessoais, e 15 não possuem legislação de combate à cibercriminalidade¹³. A entrada em vigor da convenção de Malabo é uma boa notícia tanto para os países que já possuem legislações como para aqueles que ainda não a possuem. Para os primeiros, a convenção representa uma base mínima que permite ao país garantir que a sua legislação tome em consideração as exigências de um quadro jurídico em harmonia com o existente a nível continental. Para os últimos, essas exigências mínimas permitirão que as suas futuras legislações incorporem *ab initio* os objetivos estabelecidos pela convenção.

A entrada em vigor da Convenção implica, de fato, para os Estados membros, a obrigação de transposição em direito nacional a fim de garantir um nível homogêneo de proteção necessário para a segurança e a confiança no digital em África. Isto é tanto mais importante quanto se tem em conta as exigências de conformidade com os quadros jurídicos criados pelas CER, como a CEDEAO, a UEMOA e a CEEAC. É portanto bem-vinda porque participa na consolidação dos avanços em termos de harmonização das legislações nacionais, estabelecendo as bases tanto para as transações eletrônicas, os dados pessoais como a promoção da cibersegurança e o combate à cibercriminalidade.

Definir as diretrizes em matéria de transações eletrônicas

As tecnologias digitais representam uma poderosa alavanca de transformação das sociedades e das economias. O seu impacto transformador é sem precedentes em termos de velocidade e magnitude¹⁴, constituindo, por essa razão, uma oportunidade real para África. Consciente dessas perspectivas positivas, a UA teve a ambição de criar um mercado digital único e seguro até 2030¹⁵. O que era verdadeiro no momento da adoção da convenção em 2014 é ainda mais relevante hoje, em termos de importância do desenvolvimento da economia digital para promover o surgimento das condições de uma economia africana mais próspera. África é, de fato, um fantástico reservatório de usuários de plataformas e serviços: 453 milhões de Africanos (em 1,2 bilhão) estão conectados hoje. Essa proporção (35%) aumentará significativamente, sabendo que o continente contará 2,5 bilhões de habitantes em 2050¹⁶.

Diante de tais desafios, estabelecer um quadro jurídico apropriado representa uma questão crucial para fundamentar a segurança e a confiança necessárias ao desenvolvimento da economia digital. Os investimentos requeridos para o desenvolvimento digital são de fato substanciais, e a sua realização depende em grande parte da capacidade dos Africanos em criar as condições para tais investimentos. A existência de um arcabouço legal e regulatório favorável ao desenvolvimento da economia digital faz parte dessas condições.

As disposições sobre o comércio eletrônico prevêm as obrigações básicas que todo o fornecedor de bens ou prestador de serviços eletrônicos deve respeitar¹⁷ ao mesmo tempo que consagram o princípio da submissão da responsabilidade contratual do fornecedor às disposições nacionais pertinentes¹⁸. Elas também regulam a publicidade por via eletrônica, estabelecendo os compromissos dos Estados partes, especialmente em termos de prospeção. Os contratos do comércio eletrônico são

11 De acordo com os dados da UNCTAD, ver : <https://unctad.org/page/e-transactions-legislation-worldwide>. Consultado em 27 de novembro de 2023.

12 A ONU reconhece oficialmente 54 países africanos (<https://www.un.org/fr/about-us/member-states>) enquanto a UA reconhece oficialmente 55 (<https://au.int/es/node/34858>).

13 Isso inclui os países sobre os quais a UNCTAD não possui dados sobre a existência de tais legislações.

14 Um aumento de 10% na penetração de banda larga móvel nas economias de baixa renda leva a um aumento de 2% no PIB. Na África subsariana, essa tendência é ainda mais pronunciada, pois um aumento de 10% na penetração de banda larga móvel deverá levar a um aumento de 2,5% no PIB. Ver UIT, *Contribuição Econômica da Banda Larga, Digitalização e Regulação de TIC: Modelagem Econométrica para a África*, 2019, https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/pref/D-PREF-EFBDT_AFR-2019-PDF-E.pdf. Consultado em 27 de novembro de 2023.

15 Ver Estratégia de Transformação Digital para a África (2020-2030), *op. cit.*

16 M. Olivier et S. Ballong, « Gafam : a África diante dos gigantes da Web », artigo publicado em 16 de agosto de 2018. Ver <https://www.jeuneafrique.com/mag/614444/societe/gafam-lafricaine-face-aux-geants-du-web/>. Consultado em 29 de janeiro de 2024.

17 Ver especialmente, art. 2 da convenção que indica as informações e menções obrigatórias a serem respeitadas.

18 Ver art. 3 da convenção.

igualmente consagrados, especificando as modalidades da sua conclusão e consagrando a forma escrita e a prova eletrónica. Esse princípio ocupa, portanto, um lugar importante na convenção relativa aos Estados partes e define as suas condições legais. As disposições sobre a segurança das transações eletrónicas derivam das implicações das assinaturas eletrónicas para a validade dos meios de pagamento eletrónico, bem como para a força probante dos atos assinados eletronicamente e qualificadamente. Essas disposições são fundamentais para estabelecer as condições necessárias para a existência e o desenvolvimento do comércio eletrónico, embora o contexto e os desafios tenham evoluído significativamente tornando necessária uma atualização das disposições da convenção. No entanto, trata-se de orientações básicas para as legislações dos Estados, às quais se juntam exigências mínimas para a proteção dos dados pessoais.

Estabelecer os requisitos mínimos para a proteção dos dados pessoais

A União Africana enfatizou na convenção seu compromisso com os empenhos internacionais e africanos relacionados com a proteção da dignidade humana e dos direitos humanos decorrentes disso. Ora, na área do digital, os dados pessoais compartilhados pelos usuários representam uma fonte constante de preocupação para a preservação da dignidade das pessoas, a confidencialidade e, de forma mais ampla, a proteção dos seus direitos. Portanto, a convenção reiterou que a proteção dos dados pessoais e da privacidade é uma questão fundamental na sociedade da informação, tanto para as autoridades públicas como para outras partes interessadas. Ela considera que essa proteção requer um equilíbrio entre o uso das TICs e a proteção da privacidade dos cidadãos na sua vida cotidiana ou profissional, garantindo ao mesmo tempo a livre circulação das informações.

Ao destacar os compromissos dos Estados na implementação de um quadro jurídico para a proteção dos dados pessoais, a convenção impõe, conforme o caso, uma exigência de declaração prévia ou de autorização. Ela também consagra importantes disposições sobre o quadro institucional que cada Estado parte deve estabelecer para a proteção desses dados. As atribuições dessas autoridades nacionais são detalhadas, assim como os seus poderes. Em termos substanciais, a convenção estabelece, por um lado, os princípios a serem respeitados no tratamento dos dados pessoais e esclarece o regime específico dos dados sensíveis ou da interconexão de ficheiros que contenham esse tipo de dados. Por outro lado, delinea os direitos das pessoas titulares dos dados pessoais processados e as obrigações do responsável pelo seu tratamento.

As disposições relativas à proteção dos dados estabelecem assim salvaguardas para garantir que as informações pessoais dos cidadãos sejam manipuladas de forma segura e ética. Portanto, ela oferece um quadro que garante maior segurança e preserva a privacidade dos cidadãos no espaço digital. As disposições relativas à cibersegurança e ao combate à cibercriminalidade fortalecem esse dispositivo de segurança.

Delinear os contornos da promoção da cibersegurança e da luta contra o cibercrime

Quando se mencionam as oportunidades oferecidas pelo digital, não se pode ignorar os riscos significativos que ele também envolve. Promover o desenvolvimento de um mercado digital seguro em África pressupõe assim a existência de um arcabouço jurídico confiável.

Assim, a União Africana reconheceu a urgência de estabelecer, por meio da convenção, um dispositivo para lidar com os perigos e riscos decorrentes do uso da informática e de arquivos sobre indivíduos, com a preocupação de respeitar a privacidade e as liberdades, ao mesmo tempo em que promove e desenvolve as TICs nos seus países membros. A promoção da cibersegurança e a luta contra o cibercrime ocupam, portanto, um lugar central na convenção.

A implementação de uma legislação harmonizada no domínio da cibersegurança nos Estados membros da UA passava, portanto, pela adoção de regras jurídicas mínimas que permitissem aos Estados, às organizações públicas, privadas e sociais, bem como aos indivíduos, conscientizar-se dos riscos e proteger-se contra as múltiplas violações dos direitos dos usuários, das infraestruturas e

sistemas de informação, dos dados, etc., acarretados pelo digital. E quando tais violações poem em causa os valores considerados essenciais para a sociedade e o mercado, uma proteção penal do sistema de valores da sociedade da informação torna-se uma necessidade através das disposições dedicadas à luta contra o cibercrime.

Tomando em consideração os compromissos dos Estados a níveis sub-regional, regional e internacional, a convenção estabelece as grandes diretrizes da estratégia de repressão ao cibercrime para proteger as redes informáticas e a sociedade da informação da ameaça cibercriminal.

Para este fim, do ponto de vista do direito penal substantivo, a convenção teve como objetivo modernizar os instrumentos de repressão ao cibercrime. Por um lado, novas incriminações específicas de TIC foram consagradas para abordar os novos fenómenos criminosos induzidos por essas tecnologias. Por outro lado, incriminações existentes foram adaptadas, assim como as sanções e o regime de responsabilidade penal em vigor nos Estados membros, para os adequar às especificidades do ambiente das tecnologias da informação e comunicação. Além de certas violações de propriedade, a inovação mais importante nesse nível dizia respeito à responsabilidade penal das pessoas jurídicas, que a convenção impõe aos Estados partes tornarem efetiva no direito interno.

Do ponto de vista do direito penal processual, a mesma abordagem foi adotada, consistindo, por um lado, em instituir novos procedimentos específicos para o cibercrime, na medida em que os procedimentos existentes não permitem lidar com fenómenos relacionados com tecnologias em questão, e por outro lado, em ajustar o procedimento existente para adaptar nele a implementação das tecnologias da informação e comunicação.

O objetivo deste dispositivo de promoção da cibersegurança e da luta contra o cibercrime era a securização do ciberespaço em África como pré-requisito essencial para o desenvolvimento económico digital. Com a ambição de estabelecer um ambiente digital seguro e regulamentado, a convenção de Malabo também visava incentivar os investimentos necessários para o desenvolvimento do setor digital, promovendo a inovação tecnológica. A entrada em vigor da convenção certamente contribuirá para isso e, por esse motivo, era amplamente aguardada apesar de lacunas a serem preenchidas.

Uma entrada em vigor esperada, mas deficiências a serem preenchidas

A entrada em vigor da convenção de Malabo era aguardada para fornecer um quadro jurídico harmonizado sobre a proteção dos dados pessoais, as transações eletrónicas, a promoção da cibersegurança e o combate ao cibercrime. No entanto, desde a sua adoção, surgiram deficiências, algumas das quais podem ser consideradas como inerentes ao processo de adoção, bem como à natureza jurídica da convenção. A pertinência questionável de algumas disposições (A), a sua força vinculativa limitada (B), a falta de estrutura institucional de implementação (C), bem como a ausência de mecanismos permanentes de atualização (D) da convenção são algumas deficiências a serem abordadas.

Pertinência questionável de certas disposições

A « mal nomeada » convenção da União Africana sobre cibersegurança e proteção dos dados pessoais também trata das transações eletrónicas e crimes cibernéticos. Este título é muito redutor, pois não reflete todas as questões jurídicas tratadas e relacionadas com o triplo desafio mencionado anteriormente. Alguns títulos do projeto inicial eram mais pertinentes e abrangentes, pois enfatizavam, de maneira positiva, a necessidade de confiança ou segurança na sociedade da

informação que a convenção deveria abordar¹⁹. Enfatizar as necessidades de confiança e segurança no digital permite não apenas abranger todas as questões tratadas na convenção, mas também apresentá-la como um meio de suprir essas necessidades essenciais para Estados, organizações públicas, privadas e sociais, bem como indivíduos e todas as partes interessadas em uma sociedade e em um mercado digitais. Mas além de sua denominação, outras disposições da convenção têm uma pertinência discutível.

Algumas disposições dedicadas à proteção dos dados pessoais podem nomeadamente levantar questões quanto à sua relevância. Elas prevêm, salvo exceções previstas, formalidades prévias (Artigo 10) de declaração ou de autorização, conforme o caso, o que pode parecer difícil de implementar devido ao crescente processo de digitalização da sociedade. Um sistema que mais responsabiliza os controladores de dados e estabelece um mecanismo de controle *a posteriori* mais eficaz poderia ser mais adequado. Além disso, a exigência de independência da autoridade de proteção dos dados pessoais (Artigo 11) carece de critérios definidos para essa independência, um aspecto central para o sucesso do mecanismo de proteção.

Outras disposições voltadas para as transações eletrônicas também podem gerar dúvidas quanto à sua relevância, especialmente na sua capacidade para abranger as transações administrativas e financeiras cada vez mais complexas na África, além das transações comerciais que parecem as únicas realmente consideradas. Certamente, outras autoridades, principalmente regionais ou nacionais (bancos centrais regionais ou nacionais, ou comissões bancárias e autoridades do mercado financeiro), possuem competência para regular essas transações. No entanto, a convenção pode fornecer um quadro geral harmonizado a nível africano, especialmente diante da perspectiva de um mercado digital africano.

Por fim, as disposições destinadas a combater a cibercriminalidade não incluem regras de direito internacional privado para resolver conflitos de leis e jurisdições que possam surgir em questões relacionadas com a cibercriminalidade.

Essas deficiências somam-se à limitada força vinculativa da Convenção de Malabo, apesar da sua entrada em vigor.

Force vinculativa limitada da convenção

A entrada em vigor da Convenção de Malabo torna-a aplicável a todos os Estados membros. No entanto, a sua aplicabilidade não implica que os cidadãos dos Estados partes possam invocar diretamente as suas disposições e opô-las às autoridades nacionais, em particular. Não há efeito direto da Convenção de Malabo. Da mesma forma, ela não tem efeito imediato, pois requer que cada Estado parte adote medidas legais e regulamentares para transpor as suas disposições para o direito interno.

Apesar de ter entrado em vigor, a força vinculativa da convenção permanece muito limitada em relação à necessidade de intervenção dos Estados partes para que as disposições sejam aplicáveis no direito interno. Os meios de « convencer » os Estados membros a tomar tais medidas também são muito limitados na ausência de sanções efetivas. Ora, como mencionado anteriormente, muitos países ainda não têm legislação nos domínios abrangidos pela convenção, e os cidadãos desses países estão assim expostos aos fenómenos da sociedade e do mercado digital. No entanto, essas disposições lhes ofereceriam um quadro jurídico mínimo para a economia, a proteção dos dados pessoais, a cibersegurança e o combate ao cibercrime.

A ausência de um quadro institucional de implementação da convenção à escala da UA não permite colmatar as insuficiências relacionadas com a limitada força vinculativa.

19 Um « projeto de convenção da União Africana sobre o estabelecimento de um quadro jurídico de confiança para a cibersegurança na África » ainda está disponível online. A versão da convenção publicada no site da Comissão de Proteção dos dados Pessoais (CDP) do Senegal é intitulada « Convenção da União Africana sobre cibersegurança e proteção dos dados pessoais », na página de rosto, mas no artigo 1 dedicado às definições aparece « (A presente) convenção », « Convenção da União Africana sobre confiança e segurança no ciberespaço ». Sem dúvida, a publicação da CDP será rapidamente removida, mas é desejável que este arquivo seja preservado não apenas para a memória, mas também para uma melhor pertinência do título que propõe. Veja especialmente o projeto: https://www.itu.int/ITU-D/projects/ITU_EC_ACP/hipssa/events/2011/WDOcs/CA_5/draft%20convention%20cybersecurity%20french%2019%20sept%202011.pdf. Consultado em 28 de novembro de 2023.

Ausência de um quadro institucional efetivo para implementação e acompanhamento

A adoção da convenção de Malabo não foi acompanhada pela implementação de um quadro institucional efetivo para sua execução. Embora o artigo 32 estabeleça medidas de acompanhamento a serem tomadas a nível da UA, a falta de efetividade dessas medidas não permitiu lidar adequadamente com certos problemas.

A criação efetiva de um quadro institucional de implementação com uma abordagem articulada às CERs tinha sido proposta aliás e considerada pela equipa de peritos que trabalhou na conceção e redação da convenção²⁰. Baseada em textos regionais pré-existentes, nomeadamente os da CEDEAO²¹, a estratégia de ratificação proposta baseava-se num dispositivo institucional de acompanhamento das ratificações articulado com esta CER, cujos Estados membros já possuíam, em grande medida, textos jurídicos internos pelo menos equivalentes a uma transposição das disposições da convenção. Não há dúvida de que tal abordagem institucional teria permitido acelerar o prazo de entrada em vigor da convenção.

Aqueles envolvidos na conceção e adoção da convenção poderiam ter-se beneficiado desse quadro institucional. Além disso, poderiam ter sido fortalecidos por novas competências e especialidades africanas. Essa abordagem certamente teria permitido oferecer aos Estados membros assistência em termos de experiência e competência em uma área tão técnica e de alto interesse, acelerando assim os processos de ratificação e transposição para a legislação nacional.

Ausência de mecanismos permanentes de atualização

A velocidade e a magnitude da expansão das novas tecnologias aumentaram exponencialmente ao longo dos anos. Por exemplo, o telefone, lançado em 1878, levou setenta e cinco anos para atingir 100 milhões de usuários. Esse período foi drasticamente reduzido para apenas dezesseis anos com o telefone celular, lançado em 1979. A partir daí, o ritmo acelerou ainda mais: o Facebook, lançado em 2004, alcançou a mesma marca em apenas quatro anos e seis meses. O WhatsApp, lançado em 2009²², superou essa marca em apenas três anos e quatro meses. Mais recentemente, o ChatGPT²³, lançado em 2022, alcançou esse marco em um tempo recorde, seguido pelo Threads²⁴ que conseguiu em apenas cinco dias após o seu lançamento em julho de 2023.

No mundo digital em constante evolução, a convenção deve ser flexível e ajustável para enfrentar os novos desafios do ciberespaço. Isso implica que o texto e as disposições devem ser revisáveis e modificáveis para se adaptarem às novas demandas legais decorrentes das tecnologias emergentes. Integrar um mecanismo que permita revisão e atualização periódicas é crucial para garantir sua relevância e eficácia diante das mudanças constantes e das dinâmicas do mercado digital.

Embora a convenção já preveja um mecanismo de emenda ou revisão (artigo 37) e mecanismos de monitoramento (artigo 32), estes podem não ser suficientes para garantir atualizações regulares que necessita a evolução digital. Atualmente, as emendas ou revisões são propostas pelos Estados partes, o que limita a iniciativa apenas a eles.

A presença de um quadro institucional de implementação, como mencionado anteriormente, poderia ter facilitado a incorporação de mecanismos de atualização regulares. Isso poderia ter sido atribuído ao órgão de monitoramento e implementação, composto por especialistas reconhecidos no campo, juntamente com partes interessadas. Este órgão seria encarregado de monitorar os avanços

20 Ver A. Cissé, « A Convenção de Malabo, a atualização imperiosa ! », comunicação proferida durante a sessão « Samm sunuy dados » do Laspad.

21 Ver o ato adicional A/SA.1/01/10 de 16 de fevereiro de 2010, relativo à proteção dos dados pessoais no espaço da CEDEAO, *op. cit.*

22 <https://www.vingthuitzerotris.fr/reflexion-business/graphique-du-temps-pour-acceder-a-100-millions-dutilisateurs-15990/>

23 <https://www.theguardian.com/technology/2023/feb/02/chatgpt-100-million-users-open-ai-fastest-growing-app>

24 <https://www.forbes.com/sites/siladityaray/2023/07/10/with-100-million-users-in-five-days-threads-is-the-fastest-growing-app-in-history/?sh=17a6890f49ab>

tecnológicos e legais, propondo atualizações conforme necessário, com base em uma periodicidade definida na convenção (pelo menos anualmente). Ao fixar o processo de emenda na convenção, teríamos evitado a necessidade urgente de atualizações logo após sua aplicação.

Uma entrada em vigor tardia e novidades a serem integradas

A velocidade e a abrangência das evoluções tecnológicas e dos fenômenos que elas desencadeiam tornam muitas disposições jurídicas obsoletas, constantemente ultrapassadas pela realidade digital. Desde a adoção da convenção, surgiram numerosos fenômenos novos. Sua entrada em vigor tardia torna imperativa a sua atualização, especialmente no que diz respeito ao ciberterrorismo e à segurança nacional (A), à ética e governança da inteligência artificial e das tecnologias emergentes (B), à regulação dos mercados e serviços digitais em África (C), e também à questão dos direitos digitais e da inclusão em África (D).

Ciberterrorismo e segurança nacional

A Convenção de Malabo tinha como objetivo estabelecer um quadro jurídico para a promoção da cibersegurança e o combate ao cibercrime. No entanto, no momento da sua entrada em vigor, novos riscos e ameaças surgiram ou ganharam nova magnitude. Ataques cibernéticos cada vez mais visam infra-estruturas críticas e interesses estratégicos nacionais, comprometendo a segurança nacional. Novas formas de guerras digitais existem e representam riscos significativos para a defesa nacional.

Portanto, embora a convenção tenha-se dedicado a abordar diversos aspectos da cibersegurança e do cibercrime, o envolvimento do ciberterrorismo, especialmente em relação à segurança nacional, requer uma atenção mais aprofundada. Os ataques ciberterroristas, que visam infra-estruturas críticas, podem ter consequências desastrosas não apenas para a economia, mas também para a estabilidade sócio-política dos Estados partes. Uma análise detalhada das ameaças atuais e potenciais, combinada com o desenvolvimento de estratégias robustas e adequadas para combater essas ameaças, é essencial.

Nesse sentido, a convenção poderia integrar novas disposições específicas para abordar o ciberterrorismo, estabelecer novos crimes ou adaptar crimes existentes a esse tipo de ameaça relacionada com infra-estruturas críticas, malware, desinformação ou exploração de redes sociais para recrutamento, organização ou perpetração de atos terroristas. Ela também poderia fornecer orientações sobre o quadro institucional e os mecanismos a serem estabelecidos, bem como as medidas de proteção das infra-estruturas críticas, fortalecimento das capacidades, colaboração com o setor privado e a sociedade civil, ou estabelecimento de quadros jurídicos nacionais em matéria de ciberdefesa.

A integração dos mecanismos de cooperação sub-regional, regional e internacional reforçada para uma troca eficaz de informações e práticas no combate ao ciberterrorismo seria prudente.

Todas essas medidas devem ser concebidas e implementadas de forma a respeitar os direitos humanos e as liberdades civis, garantindo ao mesmo tempo uma segurança eficaz contra as ameaças do ciberterrorismo.

Ética e governança da IA e das tecnologias emergentes

A ascensão da inteligência artificial (IA) e de outras tecnologias emergentes apresenta consideráveis desafios éticos e de governança que parecem escapar ao âmbito da convenção em vigor. O uso da IA em vários setores (segurança, saúde, educação, migração, etc.) levanta múltiplas questões relacionadas com princípios essenciais para uma IA ética e responsável, que merecem uma exploração minuciosa. Uma atualização da convenção poderia permitir a integração de diretrizes éticas e estruturas de governança para assegurar um desenvolvimento e uso responsáveis da IA, garantindo assim que estas tecnologias beneficiem todos os cidadãos de forma justa.

Com vista a considerar a complexidade da governança da IA e das tecnologias emergentes, que requer uma abordagem multidimensional, as orientações para uma atualização da convenção deveriam incluir princípios e regras essenciais que regeriam a sua conceção e implementação, nomeadamente :

- **transparência e responsabilidade** para que os processos e decisões da IA sejam transparentes e para que os desenvolvedores e utilizadores destas tecnologias sejam responsáveis pelas suas ações e pelos resultados produzidos ;
- **equidade e não discriminação** para que a IA seja concebida e usada de forma a evitar vieses e discriminações, sejam eles raciais, de género, etários ou outros, o que requer esforços constantes para garantir que os sistemas de IA tratem todos os utilizadores de forma justa ;
- **fiabilidade e segurança** dos sistemas de IA para que possam funcionar conforme o previsto e estar protegidos contra as manipulações e os abusos ;
- **interoperabilidade** para que os sistemas de IA sejam capazes de funcionar com outros sistemas e tecnologias, respeitando as normas e os protocolos estabelecidos ;
- **inovação responsável** para incentivar a inovação garantindo que os desenvolvimentos tecnológicos sejam éticos e alinhados com os valores humanos e o bem-estar societário ;
- **respeito pela privacidade e pelos dados** como prioridades principais, o que implica medidas de segurança robustas e o cumprimento das legislações sobre a proteção dos dados ;
- **inclusão e acessibilidade** da IA para todos, independentemente da capacidade económica, da localização geográfica, da deficiência, etc., o que implica a conceção de tecnologias inclusivas e a garantia de acesso equitativo ;
- **bem-estar humano e impacto social** para que a IA seja desenvolvida e usada para promover o bem-estar humano, considerando os impactos sociais, económicos e culturais ;
- **diálogo e participação das partes interessadas**, uma vez que a governança da IA deveria incluir um diálogo aberto com diversas partes interessadas, incluindo a sociedade civil, o público, os peritos em ética, a indústria e os governos ;
- **cooperação sub-regional, regional e internacional**, que é essencial, dado o carácter transfronteiriço da IA e das tecnologias emergentes, para o desenvolvimento de normas e regras harmonizadas ;
- **formação e sensibilização**, pois é importante educar e formar os intervenientes públicos, privados e sociais, os desenvolvedores, os utilizadores e o público em geral sobre os desafios, as oportunidades e os riscos associados à IA ;
- **adaptabilidade e flexibilidade**, uma vez que as regulamentações e políticas relacionadas com a IA devem ser suficientemente flexíveis para se adaptarem à rápida evolução das tecnologias ;
- **respeito pelo ambiente**, para que as tecnologias emergentes sejam desenvolvidas e utilizadas de forma sustentável e ambientalmente consciente.

Tais princípios e regras poderiam constituir orientações que seriam também adaptadas de acordo com os contextos específicos e as evoluções tecnológicas. Seriam um quadro básico para uma governança ética e responsável da IA e das tecnologias emergentes.

Regulamentação dos mercados e serviços digitais africanos

A ambição da UA de promover uma economia digital integrada e inclusiva na África implica a criação de um mercado digital continental dinâmico e próspero. Nesse sentido, a implementação da Zlecaf representa uma oportunidade significativa, uma vez que « criaria um mercado continental de 1,3 bilhão de pessoas com um PIB combinado de 3,4 trilhões de dólares, tornando-se a maior zona de livre comércio do mundo desde a criação da Organização Mundial do Comércio... A Zlecaf deveria

impulsionar o comércio intra-africano em 52,3% até 2025, aumentar as receitas da África até 450 bilhões de dólares até 2035, de acordo com o FMI²⁵, e retirar 30 milhões de Africanos da extrema pobreza²⁶ ». O mercado digital, em particular, devido às suas oportunidades e à rápida penetração das tecnologias em todos os setores, pode desbloquear « o potencial do comércio digital na África e permitir que as empresas, especialmente as pequenas e médias empresas, expandam seu alcance e explorem novos mercados²⁷ ».

Uma atualização da convenção pode representar uma oportunidade para estabelecer uma supervisão adequada do mercado digital africano em linha com a aceleração da implementação da Zlecaf. A supervisão desse mercado, assim como dos serviços digitais, permitiria a integração de uma abordagem mais abrangente do comércio eletrônico, conforme previsto na convenção em vigor, considerando desafios associados, como tributação digital e proteção abrangente dos consumidores online. Principalmente, permitiria estabelecer regras e princípios essenciais para um mercado digital continental africano aberto, integrado e inclusivo.

Um dos pilares desse mercado deveria ser a promoção de uma concorrência livre e saudável entre os seus diversos atores. Para isso, as regras e princípios consagrados pela UA por meio da convenção deveriam evitar práticas anticoncorrenciais e garantir um mercado digital aberto e justo para as pequenas e grandes empresas. O acesso equitativo ao mercado deveria ser assegurado, num contexto de mercado digital global dominado por mega-plataformas, das quais dependem milhares de profissionais. As regras devem assegurar que as grandes plataformas não abusem de sua posição dominante para discriminar algumas empresas ou consumidores, ou para privilegiar seus próprios serviços ou produtos. As empresas de tecnologia devem ser transparentes quanto aos seus algoritmos, às suas políticas de coleta de dados e práticas comerciais. A responsabilidade pelos conteúdos publicados e as ações realizadas online é crucial. As plataformas digitais devem ser responsáveis pelos conteúdos que hospedam, com regulamentações que equilibrem a liberdade de expressão e o combate a discursos de ódio, desinformação e conteúdo ilegal.

As regras destinadas à supervisão de um mercado digital africano também deveriam promover a proteção dos direitos autorais e de propriedade intelectual, visando incentivar a inovação e proteger os criadores. Além disso, deveriam incentivar as empresas digitais a considerar o seu impacto ambiental, especialmente em termos de consumo de energia e produção de resíduos eletrônicos.

Uma atenção especial também deveria ser dedicada, por um lado, à proteção dos consumidores contra as práticas abusivas ou enganosas, enquanto se incentiva a inovação, e por outro, aos trabalhadores digitais para proteger seus direitos específicos, incluindo os trabalhadores das plataformas e os trabalhadores remotos.

A implementação de todos esses princípios e regras requer colaboração próxima com as diversas instituições envolvidas no desenvolvimento económico em escala africana (CEA, Zlecaf, AUDA-NEPAD...), aquelas que atuam no campo digital (Smart Africa, etc.), com instituições internacionais, as CER, os governos, as empresas de tecnologia, a sociedade civil e os usuários para criar um ambiente digital equilibrado e sustentável.

Direitos digitais e inclusão digital

No prolongamento da implementação de disposições dedicadas ao mercado e aos serviços digitais na África, é importante dedicar uma atenção especial à inclusão digital e aos direitos digitais. Num contexto africano, é, com efeito, essencial assegurar-se que todos os grupos da sociedade tenham acesso às tecnologias digitais e sejam capazes de as utilizar eficazmente, especialmente as pessoas mais vulneráveis. O acesso aos serviços digitais deveria ser equitativo, sem discriminação baseada na localização, nos rendimentos ou outros fatores.

25 Fundo Monetário Internacional.

26 Ver. « Zlecaf : Aproveitar as oportunidades para uma África próspera », em Renovação Africana, maio de 2023, por Sra. Nardos Bekele-Thomas, Diretora Geral da AUDA-NEPAD, braço da UA para o desenvolvimento : <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/mai-2023/zlecaf-saisir-les-opportunités-pour-une-afrique-prospère#:~:text=La%20ZLECAF%20est%20en%20vigueur,%22%20par%20l%27Union%20africaine.>

27 *Op. cit.*

Vários direitos deveriam ser consagrados e garantidos pelas disposições da convenção. Esta já afirma o seu compromisso com o respeito pelos direitos humanos e alguns aspectos já considerados poderiam ser aprofundados. É imperativo considerar o acesso universal à Internet como fundamental para garantir a inclusão digital e social de todos os cidadãos. A convenção deveria assim promover estratégias e políticas que visem garantir um acesso equitativo e acessível à Internet, ao mesmo tempo que protege os direitos digitais dos utilizadores.

De forma específica, alguns direitos particulares deveriam ser consagrados, nomeadamente (i) o direito à portabilidade dos dados, através do qual os utilizadores poderiam transferir facilmente os seus dados de uma plataforma para outra para favorecer a concorrência, (ii) o direito à reparação que promoveria a durabilidade dos produtos digitais, reduziria os resíduos eletrónicos e promoveria uma economia mais sustentável.

A educação e a sensibilização são, neste contexto, uma dimensão importante. Educar os consumidores e as empresas sobre os seus direitos e responsabilidades é, de facto, crucial para um ambiente concorrencial saudável dentro do mercado digital em África.

Por fim, é essencial abordar a questão dos direitos digitais e da inclusão digital tanto a nível dos Estados como a nível das empresas e dos indivíduos. É importante que os países mais afetados pela exclusão digital em África recebam uma atenção especial.

Recomendações estratégicas para o futuro

A Convenção de Malabo estando em vigor, é crucial garantir que as condições para sua implementação sejam asseguradas por meio das medidas de acompanhamento (A) adequadas. A necessidade urgente de sua atualização (B) devido, especialmente, aos importantes avanços tecnológicos, não deve obscurecer sua utilidade para muitos países africanos, apesar das deficiências identificadas. Aprendendo com esta primeira versão, é possível preparar melhor seu futuro por meio de um quadro institucional e mecanismos de atualização contínua (C) da próxima versão, ao mesmo tempo em que se fortalece a cooperação e harmonização regionais e internacionais (D) em consonância com outros projetos e programas em toda a extensão do continente.

Estabelecer medidas de acompanhamento da entrada em vigor

Acompanhar a implementação da convenção de Malabo requer a criação de uma estratégia clara que envolva sensibilização e comunicação, empenho das partes interessadas e fortalecimento das capacidades nacionais.

A **sensibilização** e a **comunicação** constituem, com efeito, um primeiro eixo estratégico fundamental para a implementação da convenção, permitindo a disseminação de informações corretas para os públicos relevantes. Diversas medidas poderiam ser consideradas a esse respeito. É essencial utilizar o digital através da criação de um site dedicado à convenção, bem como contas e páginas específicas nas principais redes sociais utilizadas no continente. Em torno desses instrumentos digitais, podem ser desenvolvidas campanhas de sensibilização e informação com mensagens claras sobre a convenção. Vários recursos aprimorados pela IA podem disponibilizar esses conteúdos em diferentes formatos (escrito, áudio, vídeo, jogos interativos, etc.) e em diferentes idiomas, incluindo os idiomas nacionais. Outras ferramentas, como pesquisas, feedbacks e análises de dados de participação, podem ajudar a medir o impacto. Guias, folhetos e outros materiais de comunicação também podem ser elaborados para determinados atores-chave na implementação ou para o público em geral.

O **envolvimento das partes interessadas** no processo de implementação constitui um segundo eixo estratégico fundamental. Os atores públicos são essenciais neste contexto, incluindo legisladores responsáveis pela integração da convenção na legislação nacional, o executivo responsável pela implementação das políticas públicas nos domínios abrangidos pela convenção, ou atores judiciais (magistrados, advogados e outras profissões jurídicas) responsáveis pelos litígios de aplicação. Os atores dos meios de comunicação e da sociedade civil também são fundamentais para disseminar

informações, sensibilizar e comunicar. Os atores privados também são igualmente importantes: empresas, especialistas ou outros. As escolas e universidades públicas ou privadas também podem desempenhar um papel importante.

A convenção intervém numa área que exige a colaboração entre as diversas partes interessadas. A Sua implementação se beneficiaria ao favorecer uma abordagem multi-partes interessadas. Seria pertinente aproveitar o digital para criar, em torno da página da web já mencionada, uma plataforma ou fórum continental que permitiria às diferentes entidades partilhar o seu know-how, discutir desafios e oportunidades, e colaborar em iniciativas conjuntas relacionadas com áreas abrangidas pela convenção.

O **fortalecimento das capacidades nacionais** constitui um terceiro eixo-chave da implementação da convenção. As partes interessadas envolvidas precisarão ser treinadas e ter suas capacidades reforçadas. Novamente, o digital é um recurso que poderia permitir, por meio de uma plataforma de e-learning acessível a partir da página web dedicada à convenção, oferecer sessões de treinamento, webinars, webconferências em todo o continente. Juntamente com outras personalidades públicas, privadas e sociais selecionadas, as pessoas treinadas podem se tornar embaixadores da convenção, o que pode ser um título honorífico com compromissos por parte das pessoas que o detêm. Uma parceria pode ser estabelecida com escolas, universidades e instituições de formação para disponibilizar formações acompanhadas de materiais de treinamento (áudio, vídeo, textos...), testes e exercícios práticos. Certificações podem ser oferecidas sob certas condições.

A implementação efetiva da convenção exige que os Estados membros possuam as competências e infraestruturas necessárias para garantir as transações eletrônicas, proteger os dados e a segurança e combater a cibercriminalidade. Os esforços de reforço das capacidades deveriam estender-se aos diversos aspectos jurídicos, técnicos, políticos e organizacionais. Isso poderia envolver o desenvolvimento de quadros nacionais para a economia digital, proteção dos dados, cibersegurança e combate à cibercriminalidade, treinamento dos profissionais e dos tomadores de decisão, e melhoria das infraestruturas e tecnologias da informação e comunicação. As experiências de diferentes países e regiões na implementação de políticas nesses domínios permitiriam capitalizar sobre as lições aprendidas e as melhores práticas, destacando as estratégias que foram particularmente eficazes, os desafios enfrentados e as soluções adotadas para superá-los. É crucial examinar as condições subjacentes que contribuíram para o sucesso ou fracasso das iniciativas, e como essas lições poderiam ser aplicadas ou adaptadas ao contexto dos outros países africanos.

Atualizar a convenção à luz das evoluções tecnológicas e jurídicas

A atualização da convenção pode ser uma oportunidade para corrigir as deficiências identificadas e incorporar as novidades relacionadas com evoluções tecnológicas e jurídicas.

Em primeiro lugar, para **corrigir as deficiências**, poderiam ser feitas modificações com o objetivo de :

- alterar a denominação da convenção para adotar um nome mais abrangente e atual, enfatizando as necessidades de confiança e segurança digital ;
- melhorar o regime jurídico da proteção dos dados pessoais, por um lado, simplificando ao máximo os procedimentos prévios e fortalecendo as responsabilidades dos controladores de dados, além de organizar um controlo posterior mais eficaz e, por outro lado, definir os critérios de independência da autoridade nacional de proteção, central para o sucesso do sistema de proteção ;
- dar uma atenção explícita às transações administrativas e financeiras cada vez mais desenvolvidas na África, ao lado das transações comerciais, para oferecer um quadro geral harmonizado para transações eletrônicas em toda a África, especialmente na perspectiva de um mercado digital africano ;

- integrar nas disposições relativas à luta contra a cibercriminalidade regras de direito internacional privado para tratar de conflitos de leis e jurisdição que possam surgir em matéria de cibercriminalidade.

Em seguida, com o objetivo de **integrar as novidades**, é essencial consagrar, tomando em consideração orientações já abordadas anteriormente, disposições relacionadas com questões como :

- defesa cibernética e segurança nacional para abordar o ciberterrorismo, consagrar novos crimes ou adaptar os existentes a esse tipo de ameaças relacionadas infraestruturas críticas, software malicioso, desinformação ou exploração das redes sociais para recrutamento, organização ou perpetração de atos terroristas, fornecer orientações sobre o arcabouço institucional e os mecanismos a serem implementados, bem como medidas de proteção das infraestruturas críticas, fortalecimento das capacidades, colaboração com o setor privado e a sociedade civil, ou ainda estabelecimento de quadros jurídicos nacionais para defesa cibernética ;
- regulação da inteligência artificial através da integração de diretrizes éticas e estruturas de governança para garantir um desenvolvimento e uma utilização responsáveis da IA, assegurando assim que essas tecnologias beneficiem todos os cidadãos de maneira equitativa ;
- regulação do mercado e dos serviços digitais africanos em consonância com a aceleração da implementação da Zlecaf, em uma abordagem mais abrangente do comércio eletrônico conforme previsto na convenção em vigor, tomando em consideração desafios associados tais como a tributação digital e a proteção aprofundada dos consumidores online, e consagrando regras e princípios essenciais para um mercado digital continental africano aberto, integrado e inclusivo ;
- direitos digitais e inclusão digital que requerem garantir que todos os grupos da sociedade tenham acesso às tecnologias digitais e sejam capazes de as utilizar eficazmente, especialmente os mais vulneráveis, garantindo assim um acesso justo aos serviços digitais, sem discriminação com base na localização, nos rendimentos ou outros fatores, consagrando os diversos direitos mencionados anteriormente nas disposições da convenção.

Prever um quadro institucional e mecanismos de atualização permanente

Uma das insuficiências identificadas no âmbito da implementação da convenção de Malabo é a falta de um quadro institucional e de mecanismos eficazes de sua atualização permanente. Com o objetivo de tirar lições da experiência da convenção em vigor, seria importante implementá-los. O texto e as disposições deveriam ser assim revisáveis e modificáveis para se adaptar, especialmente, aos novos desafios jurídicos relacionados com as tecnologias emergentes. A integração de tal mecanismo pode ser realizada por meio de cláusulas de revisão periódica.

A existência de um quadro institucional de implementação mencionado anteriormente pode facilitar a implementação desses mecanismos de atualização regular da convenção. Esta última poderia ser confiada ao órgão de monitoramento e implementação composto por especialistas reconhecidos e partes interessadas encarregadas de monitorar tecnológica e juridicamente a fim de propor, em uma base periódica definida na convenção (pelo menos anualmente), as atualizações destinadas a enquadrar os fenômenos induzidos pelas importantes evoluções tecnológicas.

Reforçar a cooperação e a harmonização regional e internacional

Enfim, dada a dimensão transfronteiriça da sociedade e do mercado digitais, a harmonização das políticas e das regulamentações nos níveis regional e internacional é imperativa. Isso inclui o estabelecimento de mecanismos de cooperação para compartilhamento de informações e mutualização dos recursos. A convenção deve tornar-se um instrumento catalisador, promovendo

uma abordagem harmonizada em toda a extensão do continente para enfrentar os desafios da implementação de um mercado digital africano e otimizar a interoperabilidade e a consistência entre as iniciativas nacionais.

Conclusão

A entrada em vigor da convenção de Malabo é um desses eventos que deveriam ter sido considerados como fatos importantes a serem registrados no balanço do ano de 2023 para a UA e os Estados partes. No entanto, é preciso admitir um sucesso mitigado, dada a ressonância relativamente discreta dessa entrada em vigor. No entanto, ela é bem-vinda à luz dos importantes ganhos destacados, como a harmonização trazida pela convenção em escala africana, bem como orientações em matéria de transações eletrônicas, proteção dos dados pessoais, promoção da cibersegurança e combate à cibercriminalidade. Certamente, importantes deficiências foram identificadas em termos de relevância limitada de algumas disposições, limitação da força coercitiva ou ainda ausência de quadro institucional e mecanismos de implementação.

Além disso, em um mundo digital onde a velocidade e a magnitude da evolução estão cada vez mais fortes, a entrada tardia em vigor da convenção, nove anos após sua adoção, torna imperativa sua atualização. Para este fim, desafios tão importantes quanto a inteligência artificial, o ciberterrorismo e a segurança nacional, os mercados e serviços digitais ou ainda os direitos digitais e a inclusão digital requerem atenção pela convenção.

Com a aceleração da implementação da Zlecaf, as oportunidades e os desafios no campo da economia digital provavelmente se multiplicarão. Por outro lado, o futuro poderá ver o surgimento potencial de novas formas de ciberameaças, mas também de novas estratégias e tecnologias de defesa. A capacidade de atualização permanente da convenção será, portanto, um fator-chave de sua capacidade para regulamentar eficazmente os novos fenômenos.

Portanto, é essencial que todas as partes interessadas, sob a liderança da União Africana, possam harmonizar as ações necessárias para uma implementação e um acompanhamento efetivos e dinâmicos da convenção de Malabo. Uma boa resolução para o ano de 2024 ?



Baye Mballo Kébé
2023
PRA 210

© Joueur de flûte, Baye Mballo Kébé, 2023

La fabrique de la « fantasmagorie » africaniste

Littérature et production du savoir dans *Chemin d'Europe* de Ferdinand Oyono

Cilas Kemedjio

Université de Rochester

Professeur agrégé d'études françaises et francophones

Co-éditeur (CIHABlog.com) Investigations critiques sur l'humanitaire en Afrique

cilaskemedjio@rochester.edu

Résumé

L'écriture de la dissidence anticoloniale est un projet de réinvention, qui a pour ambition de neutraliser la dimension normative et disciplinaire qui est inscrite dans l'écriture conquérante afin d'en faire un lieu où la contestation devienne possible. Le processus de conversion et d'appropriation de la lettre impériale devrait produire, au bout du compte, une écriture porteuse d'un projet d'amélioration des conditions de vie. La mission sociale de la littérature produite par les peuples subjugués par l'aventure coloniale découlerait de ce projet de subversion de l'écriture apprise à l'école coloniale. Ferdinand Oyono, dans *Chemin d'Europe*, pose les jalons de ce qu'on pourrait appeler une théorie pragmatique (défense de leurs intérêts de classe) de la mission des évolués. Barnabas, recalé au baccalauréat et chassé du séminaire, a pour ambition d'entreprendre une aventure européenne. La présente analyse, à partir de *Chemin d'Europe*, explore la littérature francophone comme espace d'une production d'un discours postcolonial sur la fabrique africaniste. La fabrique africaniste signifie ici l'ensemble des circonstances qui président à la production d'une Afrique par le regard occidental. Le texte littéraire a conscience des conditions de sa naissance. La mise en abyme de cette conscience critique prend la forme d'une méditation sur l'école coloniale, cadre de formation des écrivains. La remise en question de l'ordre africaniste participe du vaste mouvement décolonial qui engendre les mouvements de restauration culturelle telles que la Renaissance de Harlem, l'indigénisme haïtien ou la Négritude, l'anticolonialisme, et l'émergence d'un ordre du discours africain.

Mots-clés

École coloniale, Littérature et production des savoirs, la fabrique africaniste, Ferdinand Oyono, *Chemin d'Europe*, ordre du discours africain

How to cite this paper:

Kemedjio, C. (2024). La fabrique de la « fantasmagorie » africaniste : Littérature et production du savoir dans *Chemin d'Europe* de Ferdinand Oyono. *Global Africa*, (5), pp. 104-119. <https://doi.org/10.57832/4a9r-z548>

Received: January 31, 2024

Accepted: February 05, 2024

Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



Introduction

La présente intervention analyse, à partir de *Chemin d'Europe* de Ferdinand Oyono (1980), la littérature francophone comme lieu privilégié de production d'un discours postcolonial sur la fabrique africaniste. La fabrique africaniste signifie ici l'ensemble des circonstances qui président à la production d'une Afrique par le regard occidental. Le texte littéraire a conscience des conditions de sa naissance. La mise en abyme de cette conscience critique prend souvent la forme d'une méditation sur l'école coloniale, cadre de formation des écrivains. Lydie Moudileno nous rappelle que l'écrivain est avant tout le « brillant élève de l'école coloniale » (1997, p. 46). La dimension méta-narrative se manifeste dans la critique des discours suspectés de procéder de l'ordre du savoir colonial. Le roman participe de la mutation épistémologique qui explique « both the possibility and the pertinence of the African discourse on otherness » (Mudimbe, p. 80). En effet, Mudimbe nous rappelle que l'idéologie qui sous-tend la conquête coloniale procède de la saga des explorateurs, des théories anthropologiques, discours qui sont au principe d'un ordre du savoir colonialiste. La remise en question de cet ordre participe du vaste mouvement décolonial qui engendre les renaissances culturelles, l'anticolonialisme, et l'émergence d'un ordre du discours africain qui, dans *Chemin d'Europe*, s'articule autour de trois dimensions que nous explorons dans les prochaines lignes.

Nous commençons par une analyse des limites structurelles que confrontent les colonisés dans leur quête du savoir en contexte colonial. Cette réflexion sur la naissance du colonisé à l'écriture dominante pourrait aussi se lire comme une méditation sur l'école coloniale. L'école participe de l'infrastructure institutionnelle dans la production des savoirs dans l'Afrique moderne. L'administration coloniale se contente de fournir un savoir rudimentaire qui permet de maintenir le colonisé dans une situation subalterne. L'évolué, terme qui désigne les bénéficiaires de cette éducation limitée dans la colonisation française, est au-dessus des indigènes, mais n'aspire pas, pour des raisons liées à l'organisation de la société coloniale, à se mettre au niveau des Blancs. Écrire sur l'école est une aventure qui mobilise les métadiscours sur les conditions qui rendent la littérature possible. Penser les conditions de naissance de la littérature mène presque toujours à une réflexion sur l'école, cadre qui rend l'accession à ce savoir possible, savoir qui commence souvent par des moments d'ivresse, magiques ou hallucinatoires. L'écriture en situation coloniale présuppose comme condition de possibilité la transgression de l'ordre du clan. La transgression de l'ordre ancestral et le pacte avec les ennemis venus du Nord constituent la faute originelle qui fonde la littérature francophone, du moins en Afrique. La conscience aiguë de cette faute originelle fait du texte francophone un lieu de méditation sur la valeur des savoirs qui se savent maudits, mais qui sont devenus des marqueurs de la condition africaine dite moderne.

Dans le deuxième mouvement de notre analyse, nous explorons les forces qui permettent de franchir les résistances structurelles évoquées plus haut. Toute situation coloniale se caractérise par la coexistence conflictuelle entre l'administration coloniale, la société traditionnelle et la nouvelle catégorie hybride née de la colonisation. L'ordre colonial repose sur une minorité raciale qui détient les leviers du pouvoir politique et fonde sa légitimité sur la force et une domination symbolique. La société dite traditionnelle, en plein déclin, demeure culturellement et sociologiquement majoritaire. Entre les traditions qui expérimentent ce que le romancier Nazi Boni (1962) appelle « le crépuscule des temps anciens » et l'ordre colonial se situe une nouvelle classe des auxiliaires, ayant reçu une éducation limitée à l'école coloniale : les évolués. Face à la double résistance de l'ordre colonial et du monde ancestral, Barnabas compte sur le soutien des évolués, classe intermédiaire qui se mobilise pour financer son voyage en France. Les évolués comblent le vide créé par l'abdication des deux institutions qui, dans la société coloniale, auraient assumé ce rôle. En d'autres termes, l'évolué, à un niveau individuel ou collectif, aide le brillant élève à devenir plus qu'un scribe, un interprète, un auxiliaire ou un informateur indigène. La mission historique des évolués désigne leur rôle dans la formation d'une classe d'intellectuels, éventuels producteurs des savoirs. Une définition de l'évolué découvre que les diplômés, groupe qui bénéficie d'une surévaluation du capital symbolique lié à

l'instruction, n'a que mépris envers ses bienfaiteurs. C'est dans cette perspective que je lis la mission sociale telle que configurée dans le roman comme une critique du rôle subalterne des Africains dans la production du savoir africaniste. Le savoir qu'il ira chercher servira, comme le stipule le mandat qu'il reçoit de la communauté des évolués, à la libération de l'oppression coloniale. Dans la dernière partie, il est question de lire la critique de la *fantasmagorie* africaniste comme le projet d'un savoir décolonisé qui constitue le dividende ultime de tout savoir acquis dans un contexte marqué par la colonisation.

Penser son école : la production du savoir littéraire

La fabrique africaniste pourrait se rapprocher d'un ensemble de pratiques discursives qui forment l'épure de ce que V. Y. Mudimbe appellerait « l'invention de l'Afrique ». Un tel discours a deux caractéristiques : « On one hand, it is a heterogenous discourse from the margins of African contexts ; on the other hand, its axes as well as its language have been limited by the authority of exteriority. » (p. 176). L'exotisme domine les discours sur l'Afrique pendant le XVII^e siècle. L'établissement d'une hiérarchie des peuples et des civilisations caractérise le siècle des Lumières. Il en résulte la codification de la présumée « sauvagerie primitive » avec les lumières normatives du savoir occidental. Le XIX^e siècle est marqué par la consolidation d'une idéologie de la conquête qui se manifeste dans les théories des anthropologues qui fonctionnent comme des adjuvants de la domination coloniale (Mudimbe, 1988, p. 69). La mutation épistémologique qui a lieu à partir des années 1930 conteste l'autorité de l'anthropologie et sa négation de l'historicité africaine, introduisant « the respectability of a possible knowledge of so-called traditional societies » (Mudimbe, 1988, p. 176). La mutation se lit dans l'émergence du mouvement de la négritude, la fondation de Présence africaine, revue et maison d'édition, mais surtout la préface de Jean-Paul Sartre à *L'Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache* éditée par Léopold Sédar Senghor en 1948. Les mutations trouvent leur apothéose dans le projet politique de l'indépendance quand « the African scholar succeeds the anthropologist, the 'native' theologian replaces the missionary, and the politician took the place of the colonial commissioner » (Mudimbe, 1988, p. 181). La transposition des savoirs de l'oralité se situe dans ce mouvement global de réappropriation culturelle et politique. Un tel travail se situe dans le sillage des mouvements de renaissance culturelle (Ngũgĩ, 2009) qui répudient les « processus d'identification ou de néantisation déclenchés » par les envahisseurs venus du Nord (Glissant, 1981, p. 29). La revalorisation du patrimoine de l'oralité participe de ce recadrage des études sur l'Afrique.

Abiola F. Irele (2000), dans l'introduction à la traduction anglaise de *L'Étrange destin de Wangrin* d'Amadou Hampaté Bâ, estime que la fameuse formule de l'auteur (« En Afrique, un vieillard qui meurt est une bibliothèque qui brûle ») fonctionne comme un cri d'urgence qui « indicates a sense of calamity at the prospect of the disappearance of the values of oral tradition in our present situation of intense social and political change » (Irele, p. iii). Avec l'effondrement du contexte socio-politique dans lequel les valeurs de l'oralité prennent toute leur signification, la fixation par l'écrit devient la seule alternative viable pour perpétuer la bibliothèque orale. La contribution d'Hampaté Bâ dans le transfert des traditions orales dans le registre de l'écriture aura été déterminante :

Indeed his contribution to knowledge in this area has been nothing less than influential and his achievements distinguished. It is enough to cite his monumental reconstruction of the oral tradition of the Pular empire of Macina to indicate the honoured place which his work now occupies in African historiography. (Irele, p. iv)

L'originalité de cette œuvre monumentale viendrait certes de la « scholarly orientation », mais surtout de la dimension créatrice (Irele, p. iv). En d'autres termes, Hampaté Bâ inscrit son projet de préservation et d'actualisation des savoirs portés par l'oralité dans une modalité littéraire. *L'Étrange destin de Wangrin* illustre ce projet de transposition du patrimoine de l'oralité dans l'écrit. Le texte devient en même temps un métadiscours sur les conditions de la naissance de cette écriture apprises à l'école coloniale.

Mounirou Diallo (2017) suggère que le conflit des cultures commence avec le moment de la négation de la civilisation africaine. Toutefois, la résistance aux campagnes de conversion au christianisme dérouta les missionnaires. L'indifférence au message chrétien manifeste l'existence d'un arrière-pays mythologique (Glissant, 1981 ; Kemedjio, 2003). Les missionnaires prennent conscience de cette résistance qui leur fait douter du bien-fondé de la postulation de l'Afrique comme désert civilisationnel. Il s'en suivra une rupture épistémologique qui provoque le moment de la reconnaissance culturelle. On assiste alors à la mobilisation des discours scientifiques dont la fonction est de percer le cœur des ténèbres, pour reprendre le titre du roman de Joseph Conrad. La conceptualisation de la pensée africaine, réputée primitive selon les classifications intellectuelles alors en vigueur, incombe à la science occidentale. Le projet de connaissance qui suit ce moment de reconnaissance participe d'une « idéologie de la représentation » (Diallo, 2017, p. 28), fondement du discours africaniste qui se forge sur la mutité des peuples qui sont objet de connaissance. L'idéologie de la représentation pourrait se lire comme une variante de ce que Mudimbe désigne comme l'invention de l'Afrique.

À partir du moment où la philosophie « ignore royalement la concrétude » (Diallo, 2017, p. 42), la littérature offre une plateforme permettant au philosophe de conceptualiser, c'est-à-dire de philosopher. La mise en scène des « processus de dramatisation des idées abstraites » fait du roman le « théâtre de la philosophie africaine » (Diallo, 2017, p. 57). Le roman étant un produit de l'imaginaire, il importerait de résister à toute interprétation qui le présenterait comme lieu de manifestation de la matérialité des confrontations entre les civilisations. Le roman c'est de la fiction, et le concret de la fiction réside dans l'imaginaire. Toutefois, nous concédons avec Diallo que la littérature participe de la production des savoirs sur l'Afrique. Olga Hel-Bongo adopte cette perspective quand elle propose de lire l'œuvre romanesque de Mudimbe comme un écho recomposé de sa réflexion intellectuelle sur le désarroi identitaire, la représentation de l'Afrique dans le « regard fragmentaire des ethnologues » et les contradictions des sciences sociales occidentales en Afrique (Hel-Bongo, 2019, p. 17). Le projet de Hel-Bongo nous invite à lire le roman francophone comme lieu de manifestation d'une « histoire littéraire que les auteurs transforment en histoire de l'écriture » (Hel-Bongo, 2019, p. 20). L'écrivain kenyan Ngũgĩ wa Thiong'o confesse que « It was fiction that first gave us a theory of the colonial situation » (2012, p. 15). Le témoignage confirme l'hypothèse de la littérature comme espace de manifestation du savoir :

Fiction as theory? Can we in fact think of fiction, the novel, as writing theory? We have to go back to the original meaning of theory in Greek, *theoria*, meaning a view and a contemplation. View assumes a viewer, a ground on which to stand, and what is viewed from that standpoint. A view is also a framework for organizing what is seen and a thinking about viewed. Fiction is the original poor theory. (2012, p. 15)

L'expression « poor theory » (la théorie du pauvre) renvoie, dans ce cas, à une théorie minimaliste, dépouillée de tout l'habillage argotique et inventée comme une tactique de survie. Les artisans de l'imaginaire, en conceptualisant, se situent dans la continuité des mythes et légendes fondateurs, récits que les êtres humains ont inventés pour expliquer ou comprendre leur environnement. Les mythes d'origine constituent donc la théorie inaugurale. L'argument de Barbara Christian (1987) se situe dans la même perspective. Selon elle, la théorie littéraire, telle que canonisée dans les couloirs de l'académie, constitue une variante de l'hégémonie du savoir occidental. Dans un précédent travail, j'ai assimilé cette tentation hégémonique à une malédiction de la théorie (Kemedjio, 1999). Face à cette tentation de l'Occident qui produit un discours normatif qui sature toute la galaxie académique, la seule résistance pourrait se trouver dans la création littéraire : « I am inclined to say that our theorizing (and I intentionally use the verb rather than the noun) is often in narrative forms, in the stories we create, in riddles and proverbs, in the play with language, since dynamic rather than fixed ideas seem more to our liking. » (Christian, 1987, p. 52). Juliana Makuchi Nfah-Abbenyi fait écho au malaise qui transparait dans la proposition de Christian. En effet, la méditation sur la théorie semble procéder d'une conscience de l'inadéquation du cadre conceptuel sanctionné par l'université à rendre compte de l'expérience ou des productions culturelles du monde noir. Nfah-Abbenyi (1997) annonce que « the most theoretical argument that I will make (...) is that the novels I am analyzing are the theoretical texts » (p. 20). La fondation théorique qui irrigue la « fictionalized

theory or theorized fiction » (p. 20) remonte au patrimoine qui « preceded the fictional texts » (p. 20). Nous supputons que le patrimoine oral pourrait figurer dans cette antécédence intertextuelle du texte écrit. La démarche de Diallo et de Bongo informe notre analyse, savoir lire la littérature comme lieu de production des savoirs. Envisager la littérature dans cette dimension suppose une réflexion sur le cadre par excellence de la production de cette pensée, l'école coloniale.

Toumson arrive à la conclusion selon laquelle « l'école prononce un divorce entre l'enracinement des sujets dans leur milieu et la langue française » (1989, p. 54). La dépossession liée au processus de scolarisation explique pourquoi l'écrivain qui accède à la parole se soucie d'abord de protester contre les injustices coloniales. Son énonciation a pour but « de l'arracher du néant où l'oppression l'a si longtemps maintenu, de témoigner sa véritable présence au monde, de sa propre vue du monde, de sa véritable expérience de l'Histoire » (1989, p. 23). La littérature incarne une *aventure ambiguë* parce qu'elle ne peut se concevoir que comme apprentissage sous la coupe de la bibliothèque coloniale. Elle doit pourtant mettre en pratique la transgression de ce modèle afin de pouvoir articuler une bibliothèque postcoloniale. La littérature afro-antillaise devient le lieu d'une interrogation des logiques de domination et plus spécifiquement d'un examen critique de l'école, concentré de la domination symbolique, culturelle et politique au cœur de la diffusion de l'idéologie coloniale : « Tout texte littéraire afro-antillais, "sentant son école", médite sur sa source d'apparition. Écrit sur l'école, il s'offre comme texte d'opposition à l'école et à la littérature (sens vulgaire) enseignée. » (1989, p. 38). Joseph Zobel, Maryse Condé ou encore Fatou Diome, respectivement dans *Rue Cases-Nègres* (1974), *Le Cœur à rire et à pleurer, contes vrais de mon enfance* (1998) et *La Préférence nationale* (2001), dramatisent cette entrée en littérature par le détour d'une méditation sur les chemins de l'école.

Les savoirs hors-programme

Mudimbe nous rappelle que la fondation de *Présence africaine* peut se lire comme une remise en cause du projet impérialiste qui anime alors la civilisation occidentale. Alioune Diop, le fondateur, « still remembers his history classes when he had to recite as many did before him that his Gallic ancestors had blond hair » (1992, p. xvii). Hassan José, le héros de *Rue Cases-Nègres* de Zobel semble avoir été soumis à la même litanie civilisationnelle. Il constate que les romans inscrits au programme ne parlent que des « personnes à cheveux blonds, aux yeux bleus, aux joues roses » alors que lui ne connaît que la négritude souffrante « des hommes et des femmes et des enfants plus ou moins noirs. Or, cela ne convient certainement pas pour en faire des romans, puisque je n'en ai jamais lu de cette couleur-là » (Zobel, 1974, p. 33). Seule l'école buissonnière autorise la découverte des « ouvrages hors du programme et relatifs à la vie des nègres : ceux des Antilles et des Amériques ; leur histoire et les fictions les concernant » (Zobel, 1974, p. 292). Le savoir sur la négritude est pour ainsi dire clandestin, acquis par effraction.

Zobel subit la bibliothèque coloniale, la transgresse et invente du coup une bibliothèque postcoloniale qui inspire Maryse Condé. Condé découvre ce que Fanon appelle « l'expérience vécue du Noir » en préparant un exposé au lycée Fénelon à Paris. Elle découvre l'univers de la plantation : « D'un coup tombait sur mes épaules le poids de l'esclavage, de la Traite, de l'oppression coloniale, de l'exploitation de l'homme par l'homme, des préjugés de couleur. » (Condé, 1998 p. 101). Ce qui importe de souligner ici c'est le volontarisme de l'enseignante communiste qui invite Condé à faire un exposé sur les Antilles, thème qui n'est pas inscrit au programme. Christiane Taubira, dans son autobiographie, confesse avoir découvert l'esclavage, moment capital de la souffrance dans l'histoire des peuples noirs, presque par hasard dans une bibliothèque et non pas dans les lectures sanctionnées par les programmes scolaires : « J'avais dix-huit ans et j'étais dans ma quête exaltée d'identité, lisant partout, en librairie, en bibliothèque, gambadant d'essais en romans, de revues en journaux militants, d'archives en tracts... quand j'ai buté sur cette histoire. » (2012, p. 400). Ngũgĩ confesse quant à lui que « my world was not reflected in any of the centuries into which the study of English has been periodized ; it was certainly not the subject of the selected writers and literary texts » (2012, p. 10). Les romans antillais et africains – « something we could only encounter outside of the formal English classroom at home or abroad » (2012, p. 23) – lui permettront de pallier ce déficit de représentation qui consacre l'invisibilité des peuples colonisés dans les programmes scolaires.

L'école coloniale s'avère être une véritable citadelle dans laquelle les savoirs sur le vécu des élèves sont interdits de séjour. La littérature résonne de cette disjonction entre l'élève et son école. Elle enregistre les tracées intergénérationnelles, articulées sous la modalité du réseau intertextuel, qui s'accumulent pour fonder une généalogie de la bibliothèque postcoloniale.

Ousmane Sembène (1962), dans *La Noire de...*, introduit Diouana qui confesse son illettrisme. Son analphabétisme la rend presque esclave de ses employeurs abusifs. Fatou Diome, dans *La préférence nationale*, met en scène des personnages qui lisent, écrivent, et maîtrisent le *cogito ergo sum* de Descartes (Kemedjio, 2021). Salie, personnage-écrivain dans *Le Ventre de l'Atlantique*, confesse que son « stylo, semblable à une pioche d'archéologue, déterre les morts et découvre des vestiges en traçant sur mon cœur les contours de la terre qui m'a vu naître et partir » (Diome, 2003, p. 259). Nous suggérons ici de lire le travail d'archéologue comme une remontée de la généalogie des lettres francophones. Tracer les contours de la terre qui a vu naître l'écrivaine, c'est revenir sur les chemins qui fondent et donnent sens à sa pratique de l'écriture. Salie, comme la romancière, est partie d'une terre littéraire inaugurée par les pionniers, eux-mêmes redevables au patrimoine de l'oralité et au texte mémorisé à l'école coloniale. Le texte focalise l'attention du lecteur sur les conditions de la formation de l'écrivaine. Le réseau intertextuel convoque la bibliothèque scolaire. Les lectures sont au fondement de la diversité qui enrichit l'imaginaire francophone ; de Descartes à Mariama Bâ en passant par Montesquieu, Victor Hugo, Molière, Balzac, Marx, Dostoïevski, Hemingway, Léopold Sédar Senghor, Simone de Beauvoir, ou encore Marguerite Yourcenar : « Je lui dois l'école. Je lui dois l'instruction. Bref, je lui dois mon *Aventure ambiguë*. » (Diome, 2003, p. 74). La « petite écolière » deviendra une écrivaine parce qu'ayant reçu en héritage une négritude littéraire influencée par la riche archive de la littérature française : « Dans ma chambre, Baudelaire tenait des fleurs, mais je savais qu'il me voulait du mal. Aimé Césaire me proposait un retour au pays natal. Apollinaire était là, majestueux, il avait vu le cou coupé du soleil qui pourtant était toujours là. » (Diome, 2001, p. 45).

Soleil cou coupé est un recueil de poèmes de Césaire qui reprend le dernier vers de « Zone », poème d'Apollinaire dans le recueil *Alcools*. *Une Saison au Congo*, pièce de théâtre de Césaire sur la tragédie de Patrice Émery Lumumba, fait écho à *Une Saison en enfer* d'Arthur Rimbaud pendant qu'*Une Saison à Rihata* (1981) de Maryse Condé continue cette chaîne intertextuelle. Condé, à travers le titre de son roman, signale sa dette intellectuelle au fondateur de la négritude. Elle enrichit sa méditation sur les désillusions des indépendances africaines en plongeant dans les épopées mandingues qui seront au fondement de *Ségou* (1984), roman historique qui allie imaginaire et pensée de l'histoire. Condé donne un plein droit de cité aux savoirs issus des millénaires civilisations africaines réhabilitées par la négritude. Elle met en acte ce que Mudimbe appelle plus haut « the respectability of a possible knowledge of so-called traditional societies » (Mudimbe, 1988, p. 176). Le recouvrement du patrimoine culturel et mémoriel porté par l'oralité constitue une transgression du mode d'emploi de l'école coloniale, haut lieu de négation de la civilisation des peuples colonisés. Une telle démarche permet aussi de limiter la déstabilisation introduite par cette école qui apparaît dans la littérature comme le lieu de fermentation d'un savoir ivre.

Le savoir ivre

Barnabas, dans *Chemin d'Europe*, rapporte la transfiguration de son père quand il obtient le certificat d'études primaires et élémentaires, « le diplôme suprême pour les indigènes, le séminaire étant l'au-delà du Savoir auquel on pouvait accéder grâce au cheval de Troie de la vocation » (Oyono, 1980 p. 14). Le père attribue le succès au miracle de la Sainte Vierge ; le certifié devenant l'objet d'un culte parce que « si grand était le nombre d'ignorants chez nous, à cette époque, qu'ils ne cessaient d'affluer pour me contempler, me toucher » (p. 14). Le miracle remonte à loin. Au XVIII^e siècle, la raréfaction de l'instruction dans la population noire fait dire au Père Labat que les Noirs assimilent l'écriture aux pratiques magiques : « Il y a une infinité de choses qu'ils ne peuvent comprendre et entre autres comment nous faisons entendre nos pensées par le moyen de l'écriture. Ils disent qu'il faut être sorcier pour faire parler le papier. » (cité par Toumson, 1989, p. 41). Dans *Ségou, les murailles de terre*, Condé écrit une version de cet emballement à travers la trajectoire de Tiékoro Traoré découvrant la calligraphie arabe. Tiékoro est intrigué par « l'occupation à laquelle se livrait

l'homme. Dans sa main droite, il tenait une tige de bois terminée par une pointe acérée. La trempant dans un récipient, il traçait ensuite de minuscules dessins sur une surface blanche » (1984, p. 28). Il assimile l'acte d'écrire à de la « magie » (1984, p. 28). L'écriture mène à l'islam et à l'exil : « Il n'y a de dieu que Dieu et Mahomet est l'envoyé d'Allah ! (...) Ces paroles *l'enivraient*. Il n'avait qu'un désir. Quitter Ségou. Partir pour Djenné ou, mieux, Tombouctou et s'inscrire à l'université de Sankoré » (1984, p. 29 ; [emphase ajoutée]). La conversion au monde de l'écriture et de la religion musulmane transporte le jeune Bambara dans une ivresse. Les canonnières de la France coloniale auront raison des conquérants musulmans. La destruction des murailles de terre de Ségou inaugure un nouveau chapitre dans l'histoire politique de l'Afrique. Toutefois, le même enthousiasme irréfléchi accompagne les premières rencontres avec l'école coloniale. Hamidou Kane écrit cette nouvelle page de l'histoire qui voit la confrontation entre deux envahisseurs, membres de la fratrie de l'écriture conquérante.

Dans *L'Aventure ambiguë* (1961), Samba Diallo confesse être demeuré pendant longtemps sous le charme envoûtant de la langue française. La jubilation de l'élève qui découvre l'alphabet revient au moment de sa naissance à l'écriture : « Lorsque j'appris à agencer pour former des mots, à agencer les mots pour donner naissance à la parole, mon bonheur ne connut plus de limites. » (cité par Diallo, 2017, p. 80). L'enchantement de l'élève qui sait enfin écrire déroule le plaisir que procure l'écriture. Christopher Miller dans *Nationalists and Nomads* suggère que la rencontre entre les Africains et les Français qui est au cœur de *Mirages de Paris*, roman d'Ousmane Socé, se décline en termes d'hallucination, de mirage, d'anesthésie ou de phantasme. Fara, comme tout enfant de l'école coloniale fasciné par le mystère du livre, est habité par une frénésie de la lecture : « French colonial school has led to addictions and hallucinations. The narrative discourse speaks the language of antidrug propaganda, with the metropole and its cultural products described as substances that are too powerful to resist. » (Miller, 1988, p. 61). Mildred Mortimer, analysant les conflits culturels qui rythment le parcours des personnages du roman francophone dans les années 1950-1960, arrive à la conclusion selon laquelle l'enfant noir évolue du stade de la fascination à la prise de conscience de la violence du monde nouveau qui annonce un désenchantement caractéristique de la fin de l'enfance. Mortimer, tout comme Miller, a recours au registre de la séduction pour décrire la rencontre entre l'Occident et le colonisé : « In this hallucination, Western materialism and technology draw Third World people from their shadows to searing light. In their worship of the new gods of materialism, they lose their sense of identity. » (1990, p. 62). La légitimité des intellectuels dans la situation coloniale vient de cette exigence de déconstruction du mirage colonial. Le rapport à la langue, médium de production des nouveaux savoirs, semble procéder de la fascination, de la transfiguration, de la stupéfaction. Le stade de l'émerveillement accompagne la découverte de la langue, de la nouvelle religion, mais aussi de l'école coloniale. En d'autres termes, il devient impératif de désapprendre la relation envoûtante au langage afin de créer des conditions sereines pour une production du savoir. Le savoir ivre est aussi un savoir maudit : la faute originelle étant d'avoir pactisé avec les ennemis du clan.

Le pacte contre nature : la dévaluation des savoirs traditionnels

Toumson nous rappelle plus haut que penser l'école, c'est aussi penser les conditions de production de la littérature. L'écrivain afro-antillais entreprend un examen critique des logiques de domination, médiatisées par l'école et la littérature qu'elle enseigne. La littérature prend la forme d'un réquisitoire qui expose le « grief obsessionnel : la perte de soi » (1989, p. 38). Chez les premiers romanciers africains, la perte de soi évoquée plus haut par Mortimer prend l'allure d'une faute originelle qui installe le futur écrivain dans une conscience coupable. Le fils a grandi à la lanterne du feu de bois rythmé par la parole maternelle qui tombait de nuit et portait la voix des ancêtres et des légendes du clan. L'école le détourne de ce matrimoine. « L'enfant des Beti, écrit Mpoyi-Buatu, a fait des 'bêtises' : il a pris la décision de sortir de la communauté, il a pris le chemin des missionnaires, il a été à l'école

de l'ennemi. » (Mpoyi-Buatu, 2003, p. 224)¹. Selon Arlette Chemain, le resurgissement de la faute commise envers la mère au moment du départ installe Banda, héros de *Ville cruelle* d'Eza Boto, dans une conscience coupable : « le mécontentement du héros envers lui-même trouve un exutoire dans le mécontentement envers l'école fréquentée » (1998, p. 24). L'école, dans sa première manifestation, peut se lire comme une trahison.

Toundi quitte le village au moment où il devait apprendre les secrets de la culture du clan : « Au village, on dit de moi que j'ai été la cause de la mort de mon père parce que je m'étais réfugié chez un prêtre blanc à la veille de mon initiation où je devais faire connaissance avec le fameux serpent qui veille sur tous ceux de notre race. » (Oyono, 1956a, p. 17). Sa mort, conséquence de la désertion de la culture du clan, devient la condition même de sa naissance au monde de l'écriture : « J'ouvris le paquet. J'y trouvais deux cahiers racornis, une brosse à dents, un bout de crayon et un gros peigne indigène en ébène. C'est ainsi que je connus le journal de Toundi. » (Oyono, 1956a, p. 13). L'acquisition du savoir colonial se fait au détriment des savoirs du clan, discrédités sinon exilés dans le registre des non-savoirs. La répudiation des traditions se cristallise dans une dévaluation de l'image paternelle. Toundi devient écrivain en rejetant son père qui émerge dans le récit comme un tyran domestique. Tiékoro, une fois converti à l'islam, considère son père comme « un *barbare* doublé d'un *ignorant* buveur d'alcool » (Condé, 1984, p. 30 ; [emphase ajoutée]). Il deviendra le « premier martyr de l'islam » dans le royaume bambara de Ségou (Condé, 1984, p. 120). La dévotion à l'islam qui lui coûte la vie commence par la quête de l'écriture. La dévalorisation de la figure paternelle qui se manifeste avec Toundi et Tiékoro revient aussi dans *Chemin d'Europe*.

Barnabas effectue un voyage dans les « villages de la tribu » (Oyono, 1980, p. 75) pour mobiliser les ressources financières nécessaires pour son voyage :

Pour obtenir l'aide de la tribu, nous allâmes donc solliciter l'appui de Fimsten Vavap, vieillard *ignare et jouisseur*, mais pouvant se révéler prédicateur redoutable. Il passait pour être le dernier survivant de la *lignée des grands ancêtres* dont il bénéficiait de la légende, purifié de toute boue, *transfiguré à travers le scintillant diamant de leur gloire posthume* dont se nourrissait le pays... (Oyono, 1980 p. 79 ; [emphase ajoutée]).

Barnabas présente Vavap comme un *vieillard ignare et jouisseur*. La faute morale – la jouissance des filles à peine pubères – relance et redouble son ignorance scandaleuse, son manque de culture. Fort de son statut symbolique conféré par l'école, il déclare le dépositaire de la *lignée des grands ancêtres* analphabète. Vavap est pourtant le gardien d'un ordre de savoir qui fonde sa légitimité sur la *gloire posthume* des ancêtres. La répudiation de Vavap reproduit celle de son père qui représente un objet de honte : « By depicting the old man as a grotesque buffoon, he tries to avenge the shame he continues to feel at the thought of being related to such a person » (Bjornson, 1993, p. 83). La disqualification des ancêtres pourrait se lire comme une reproduction voire une caution de la faute originelle. La faute originelle, dans ce cas précis, c'est la pendaison et la profanation de l'ancêtre primordial par les envahisseurs allemands.

L'itinéraire emprunté par Barnabas et sa mère porte les stigmates de la violence des aventures coloniales : « C'est dans ce chemin que les Allemands promenèrent, corde au cou, avant de le pendre sous un parasolier, d'où, sous peine de mort, il fut interdit de le décrocher, le père de Vavap. Vautours, charognards, aigles, corbeaux s'en repurent, jusqu'à ce qu'un orage dispersât ses os à travers la forêt. » (Oyono, 1980, p. 80)². La désolation du paysage consigne la mémoire de la violence qui, dans sa logique de conquête, fait peu de cas des rituels funéraires (Kemedjio, 2006). Le voyage anticipé vers la France figure, aux yeux des ancêtres, une caution de cette transgression originelle. Selon Vavap, Barnabas fait partie de « cette génération souillée de malédictions » qui, en provoquant

1 Alexandre Biyidi Awala est le nom de l'auteur. Il a publié son premier roman sous le pseudonyme d'Eza Boto avant d'adopter Mongo Beti pour le reste de sa carrière. Mongo Beti signifie littéralement l'enfant des Bétis. (groupe culturel ou ethnique auquel appartient l'auteur et qui se trouve dans le sud du Cameroun).

2 La dénaturation des rites funéraires constitue une stratégie à laquelle les colonisateurs ont recours pour terroriser les peuples vaincus. Le terrorisme funéraire couvre des cas aussi divers que ceux de Patrice Lumumba (Congo) ou de Charlemagne Péralte (Haïti) (Cilas Kemedjio. "Faire taire les silences du corps noir" (2006)

la rupture du « pacte entre la Tribu et la Nature » (Oyono, 1980, p. 83), introduit un désordre qui prend des proportions ontologiques. La défection des « irréductibles de l'africanité pure et dure » (Beti, 2005) prive Barnabas du soutien de la tribu.

Le latin demeure son ultime voie de salut : « On me disait : (...) ton latin est encore un bon capital, tu en sais assez comme ça pour devenir quelqu'un ici ! » (Oyono, 1980, p. 103). La mère de Barnabas lui conseille de saupoudrer sa demande de bourse avec un latin bien enlevé : « Pourquoi n'écrirais-tu pas au Gouvernement, toi qui sais si bien écrire le français, pour qu'il t'envoie en France ? Tu pourrais même y mettre aussi un peu de latin pour les épater ! » (Oyono, 1980, pp. 88-89). Malgré le latin, M. Dansette bloque la bourse qui aurait ouvert les chemins de la France. Le fonctionnaire colonial propose le « centre d'apprentissage de Monsieur... » comme solution de rechange (Oyono, 1980, p. 144). Barnabas lui rappelle justement qu'il « a la chance d'être des premiers indigènes du pays à pousser... à continuer jusqu'au bachot, et ça, c'est la vérité du Bon Dieu, Monsieur, car vous le savez, Monsieur, tout autant que moi, que c'est depuis la dernière guerre, celle de quarante-cinq, présentement, que nous avons été autorisés à briguer, nous aussi, le baccalau... » (Oyono, 1980, p. 143). Sur ce point précis, l'imaginaire du romancier semble s'inspirer des faits historiques. La loi-cadre de 1946 crée l'Union française, reconnaît le droit à la citoyenneté pour tous les résidents des colonies. Il s'agit, du moins théoriquement, de la fin du régime colonial avec « the suppression of the indigenous penal code and conscription (forced labor), the suppression of the colonial educational system and the introduction of the French system » (Mudimbe, 1992, p. 4). Les colonisés peuvent désormais rêver de dépasser le statut des évolués, c'est-à-dire d'aller plus loin dans leurs études. La trajectoire de Barnabas, comme de bien d'autres personnages du roman de l'Afrique francophone de cette période, se situe dans ce moment historique. Son ambition est contrariée par la collusion non concertée entre l'ordre colonial et l'ordre ancestral pour bloquer l'accès aux études avancées. Cette connivence accidentelle signifie que les deux institutions qui, dans la situation coloniale, peuvent financer l'école sont plutôt hostiles à l'enseignement supérieur. La survie de la domination coloniale dépend en partie de l'exclusion des colonisés des sphères de la production du savoir. Face à la double hostilité de l'arrière-pays ancestral et de l'autorité coloniale, c'est précisément une communauté des évolués qui se mobilise pour soutenir l'aventure française de Barnabas. Il a pour mandat de revenir venger les évolués des humiliations souffertes sous l'ordre colonial.

La mission historique de l'évolué

Dans *Le Lys et le Flamboyant* de l'écrivain congolais Henri Lopes, le narrateur du récit a accès à l'école réservée aux Européens dans la colonie grâce à la nationalité française de sa mère. Ses camarades Yanguï et Alhadji fréquentent l'école coloniale, celle réservée aux indigènes. Être indigène dans une colonie, c'est assumer ce que l'on pourrait appeler, à défaut d'une expression plus appropriée, le fardeau du colonisé : « Nous, on doit savoir deux fois plus que les Blancs pour nous faire respecter. » (1997, p. 158). Le fardeau du colonisé c'est de prouver son appartenance à l'école, condensé de la civilisation occidentale qui, dans la colonie, tient lieu de civilisation tout court : « Quand j'aurai fourré tout ça dans ma tête, disait Yangué en brandissant son *Mamadou et Bineta*, je pourrais passer mon certificat d'études, puis le concours d'entrée en sixième (...) Alors, je pourrais devenir un fonctionnaire et un évolué. » (1997, p. 158, souligné dans l'original). L'accès au statut d'évolué allège ce que nous avons caractérisé plus haut de fardeau du colonisé : « Les Blancs ne nous insulteront plus, ne nous botteront plus et nous respecteront. » (1997, p. 159). Devenir évolué, c'est conjurer la malédiction qui est le lot des indigènes.

Le Code de l'indigénat consolide une stratification sociale qui va des citoyens jouissant de tous leurs droits aux indigènes relégués dans l'enfer des travaux forcés et constituant l'immense majorité de la population. Entre ces deux groupes sociaux se trouve l'évolué, « l'individu qui s'est soumis volontairement aux contraintes de l'économie monétaire » (Beti & Tobner, 1989, p. 132). Selon Mongo Beti, Louis-Paul Aujoulat³, architecte de la mise en place des dictatures francophones acquises à la

3 Louis-Paul Aujoulat (28 août 1910 – 1er décembre 1973), était un médecin qui fut notamment l'un des fondateurs de la Fondation Ad-Lucem (une chaîne des dispensaires qui servent jusqu'aujourd'hui au Cameroun). Aujoulat fut député du Cameroun après la Seconde Guerre mondiale et Secrétaire d'État à la Santé dans le gouvernement français. Mongo Beti et l'opposition camerounaise lui attribuent la paternité du régime qui prit la gouvernance du Cameroun après le départ des Français.

domination française, s'appuie sur « cette classe d'Africains qu'on appelait les évolués, des hommes scolarisés jusqu'au certificat d'études primaires, rarement jusqu'au brevet élémentaire (ou au brevet d'études du premier cycle, son équivalent dans les lycées à partir de la fin des années quarante) » (2005, p. 285). La déficience d'instruction fait des évolués des incultes, au sens primitif de ce mot. Toutefois, à l'inculture s'ajoutent « l'obsession de la force, l'amour de l'argent et des jouissances matérielles, le mépris de toute morale » (2005, p. 289). Barnabas se définit comme un « pauvre, sans relations, sans amis, moqué dans mes espérances (...) une sorte d'Hydre aux chimères, un monstre d'optimisme dans un pays où l'appétit du gain, du pouvoir, le culte de l'intérêt, avaient déshumanisé l'homme » (Oyono, 1980, p. 104). Il se positionne comme un diplômé qui résiste à la tentation de l'évolué, c'est-à-dire à l'appétit du gain et du pouvoir. Il compte sur la lettre et il veut défendre le prestige de la lettre contre les compromissions auxquelles les évolués ont recours pour réaliser leurs ambitions sociales. On peut y lire un mépris des intellectuels, dont le capital est avant tout symbolique, envers les motivations matérialistes et potentiellement compromettantes qui régissent l'action des évolués. La soumission envers ce que Mongo Beti appelle plus haut les contraintes de l'économie monétaire justifie le dédain des diplômés. Elle constitue pourtant la base économique qui permettra aux évolués de financer les études des « jeunes nègres quartier-latiniseurs, agrégationnaires et doctoriseurs » (Beti, 1978, p. 13). Oyono bénéficie de l'intégration de la génération de ses parents dans l'économie coloniale. En effet, il était « the son of the secretary-interpreter of the colony and as such received training in the best schools, eventually including the Sorbonne before undertaking a career as a diplomat » (Parascandola, 2009). La trajectoire de son personnage semble faire écho à ce rôle des évolués.

Les voyageurs qui accompagnent Barnabas dans le car menant à la capitale font partie de la classe des évolués à laquelle appartient le père d'Oyono. Ils voient en lui le messie qui délivrera le pays du joug colonial :

Alors la femme (...) se dégagea soudain et fonça sur moi pour m'enfoncer ostensiblement un billet de mille dans la main, me mitrailla le visage de sa salive noirâtre, polluée – c'était pour me bénir – et cria : « Vas-y petit, dans leur pays, deviens Commandant, Commissaire de police, tout, épouse une fille de chez eux, ça nous changera beaucoup de choses ici ! » (Oyono, 1980, p. 159)

L'initiative de la mère de Barnabas avait rencontré la méfiance de la communauté des Anciens, mais celle de la femme du car de transport déclenche plutôt l'enthousiasme :

Ah ! c'est le plus beau jour de ma vie ! dit mon voisin, l'infirmier en ôtant son képi, tout en fouillant à l'intérieur de sa veste, il en extirpa deux billets de mille francs. « Dieu est avec toi ! » reprit-il en me désignant le Grec du menton. (...) Mystique, illuminé, mon voisin hurla : « Viens nous sauver comme Moïse Israël prisonnier en Égypte ! » (Oyono, 1980, p. 160)

Oyono offre un catalogue des misères de la colonisation dans *Une Vie de boy* (1956a) et *Le Vieux Nègre et la Médaille* (1956b). Barnabas a donc pour mandat de délivrer la communauté du car des humiliations endurées sous la colonisation : « Venez faire vos adieux à l'enfant du pays que Dieu a choisi pour aller faire ses études au pays des Blancs d'où il nous reviendra pour nous sauver, sauver l'Afrique ! » (Oyono, 1980, p. 161). Le thème de la rédemption du colonisé par l'éducation revient comme un leitmotiv dans le roman de la première génération d'écrivains francophones.

L'oncle Mamadou dans *L'Enfant noir* (Laye, 1953), Assouan Koffi dans *Climbié* (Dadié, 1956), le chevalier dans *L'Aventure ambiguë* (Hamidou Kane, 1961) occupent des positions d'auxiliaires dans l'administration coloniale et peuvent être comparés aux passagers du car qui placent leur espoir en Barnabas. L'âge d'or de l'école coloniale française en Afrique noire se situe dans l'entre-deux-guerres voit la naissance des écrivains africains tels que Mongo Beti, Hamidou Kane ou Bernard Dadié. La « ruée des Africains vers l'enseignement colonial » (Gadjigo, 1990, p. 60) est motivée par la prise de conscience de la nécessité de l'éducation dans la situation coloniale : « Il faut savoir lire et écrire pour être quelqu'un... Non, le temps de l'ignorance est terminé », rapporte l'oncle de Climbié dans le roman du même nom. Climbié doit absolument réussir au certificat d'études primaires afin de pouvoir aider sa mère. Le vœu du père de Samba Diallo est de le voir contribuer à l'édification

du futur, « non plus en étranger venu des lointains, mais en artisan responsable des destinées de la cité » (Hamidou Kane, 1961, p. 92). Les évolués investissent Barnabas, le futur diplômé, d'une mission de rédemption du colonisé. Les évolués qui apportent leur soutien financier au futur diplômé des universités françaises situent la respectabilité dans le cadre d'une libération. Barnabas reformule ce mandat en privilégiant le démantèlement de l'ordre du discours colonial comme condition impérative pour une libération du joug colonial. C'est dans cette logique qu'il décide de lever le voile qui masque le ficelage du discours africaniste.

La déconstruction de « l'antique rideau de fantasmagorie »

« L'antique rideau de fantasmagorie » est au principe de la production d'une Afrique sur mesure pour la consommation des touristes amateurs d'exotisme. La production fantasmagorique signifie un spectacle tellement extraordinaire qu'il paraît irréel. Le roman suggère que les anthropologues se recrutent parmi « ces blancs férus de l'Afrique de leur rêve qu'ils semblaient ne venir explorer que pour l'enfermer dans des albums destinés à enflammer l'imagination de ces bourgeois pantouflards en mal d'aventure dont regorge l'Europe » (Oyono, 1980, p. 93). Nous avons au départ « les blancs férus de l'Afrique de leur rêve ». Une telle postulation appelle des questions sur le mode de l'exploration qui se voudrait une quête de connaissance. En effet, l'Afrique rêvée risque de supplanter l'Afrique vécue. L'irréalité de la catégorie du fantasme entre en compétition avec la rigueur scientifique. Elle vise à satisfaire « l'imagination de ces bourgeois pantouflards en mal d'aventure ». Le mode d'emploi exotique guide la marche de ces conquérants du savoir en quête de « l'unique et l'inexprimable » de ces terres réputées vierges. Ainsi, tout semble les enchanter, qu'il s'agisse d'un singe, d'une femme nue ou même des fous : « Ils étaient là aux aguets, à la recherche des rites, prompts à dévisser le capuchon de leur stylo, à pister le sauvage, le bon sauvage de leur enfance vierge des stigmates du temps : “le Bamboula !” et à écrire un livre. » (Oyono, 1980, p. 93). Nous avons enregistré plus haut avec Zobel le stage de l'absence des peuples colonisés dans les annales du savoir. Après cette négation civilisationnelle, Mounirou Diallo (2017), à la suite de Mudimbe, évoque le stade de la reconnaissance qui déclenche une quête du primitif.

La mécanique de fabrication de ce savoir suppose un recrutement des informateurs dits indigènes. C'est dans cette logique que Barnabas devient le « guide attitré de l'Hôtel de France » (Oyono, 1980, p. 92), armé des « cartes topographiques du pays, à travers lequel j'avais mission de piloter tous ces africanistes que nous charriaient l'Europe et l'Amérique » (Oyono, 1980, p. 100) :

Et j'étais devenu, vénal, leur providence locale, leur permettant de photographier ou de filmer le pygmée ou le singe se balançant sur sa branche, le boa dilaté par sa pénible digestion, l'hippopotame qui se détale au bord du fleuve, le mariage local où les époux avancent en dodelinant de la tête au rythme d'un balafon : autant de scènes « formidables ! », « extraordinaires ! », « sensationnelles ! » (Oyono, 1980, pp. 92-93).

La charge émotionnelle qu'on détecte dans le choix du vocabulaire (« formidables ! », « extraordinaires ! », « sensationnelles ! ») fait écho à l'ivresse des acteurs de cette exposition coloniale qui ne dit pas son nom :

Mes compatriotes nous improvisaient aussi un rite dont mes explorateurs, après s'être acquittés du « matabish », le plus souvent au prix de plusieurs bonbonnes de vin rouge ou de vin de palme dont nos acteurs, faméliques et désœuvrés, s'enivraient d'abord à mort, organisant fébrilement la mise en scène, souriant à la pensée d'un prochain festival cinématographique où ils allaient méduser le jury et lui arracher le Grand Prix qui les consacrerait africanistes. (Oyono, 1980, p. 94)

Pour compléter le tableau, cet ordre du savoir ancré sur la quête des sensations fortes et des acteurs ivres, le jury est « médusé ». Les membres du jury qui consacrent les africanistes sont certainement obnubilés par les effets spéciaux qui rendent la mise en scène digne des festivals cinématographiques. La performance devient carrément une farce quand on se rend compte que le jury pétrifié évalue une mise en scène exécutée par des acteurs drogués par l'alcool.

Richard Bjornson, dans sa lecture des romans d'Oyono, focalise l'attention sur la nature des personnages qui embrassent le rêve assimilationniste de recouvrer leur négritude par des masques blancs (1993, p. 76). Barnabas embrasse cette stratégie de survie par l'aliénation culturelle. Comme le montre son instrumentalisation du latin, il exploite à fond son identité d'assimilé, même si les résultats s'avèrent plutôt décevants. Bjornson, commentant sur la trajectoire de Toundi, remarque comment la naïveté de ce dernier l'empêche de détecter la « fraud that has been perpetrated upon them by Europeans who held the false promise of friendship with Africans » (1993, p. 78). Les deux premiers romans d'Oyono révèlent l'humanité des Africains séduits par les promesses de pacotille du système colonial qui les installe dans un statut de sous-hommes (Bjornson, 1993, p. 81). Tout en prenant acte de la lecture de Bjornson, il importe de souligner que Barnabas recouvre sa lucidité. Barnabas parle du livre comme fondement de l'amitié qui le lie aux anthropologues : « Mais comment résister, ne pas rendre hommage à leur savoir, à leur science brillant de mille connaissances sur *ma barbarie patiemment scrutée* à travers les livres qui étaient la pierre de touche de cette amitié qu'ils me témoignaient ? » (1993, p. 100 ; [emphase ajoutée]). En effet, le livre sur lequel repose cette amitié rappelle l'écriture qui inaugure le malentendu colonial : le traité colonial. Fonder une amitié sur un livre, c'est aussi entrevoir la possibilité d'une éventuelle duperie. Il nous semble que Barnabas, une fois en France, découvre cette supercherie du montage dans lequel il a joué un rôle, si infime soit-il.

Au cours du montage africaniste, Barnabas occupe une fonction subalterne : « In return for a small salary, he dutifully feigns childlike simplicity as he provides Cimetierre with opportunities to photograph "authentic" exotica, and he praises the Frenchman's fanciful interpretations of African culture » (Bjornson, 1993, p. 85). Nous savons toutefois qu'après le certificat, « le diplôme suprême pour les indigènes », il entre, presque par effraction, au séminaire, « l'au-delà du Savoir auquel on pouvait accéder grâce au cheval de Troie de la vocation » (p. 14). Son entrée par effraction dans la Cité interdite de « l'au-delà du Savoir » autorise une déconstruction du montage qui entoure le cirque africaniste. La lucidité recouvrée se manifeste par la distanciation qu'il introduit entre son passé en tant que « guide attitré de l'Hôtel de France » et la voix narratrice qui critique le montage africaniste. Le cinéma africaniste permet de bâtir des réputations académiques. La réputation des africanistes (« rien que des Académies ambulantes, des sommités intellectuelles dont l'honnêteté, la probité, l'abnégation définitivement consacrées ») repose sur les sacrifices que ces derniers consentiraient dans leur marche vers la connaissance. Ils bravent le climat et les maladies tropicales, « brûlant de s'enrichir de la semence géniale ils s'en vont sous *l'auguste prétexte de la Science, du Savoir*, retrouver le pygmée ou le nègre » (Oyono, 1980, p. 100 ; [emphase ajoutée]). La dernière partie de la phrase tombe ainsi comme une mise en doute de toute prétention scientifique. La Science et le Savoir ne sont que des prétextes pour faire valoir « l'antique rideau de fantasmagorie ».

L'encyclopédie *Britanica Academic* (2024) nous apprend que dans les années 1950, « while writing his first two books, Oyono worked in Paris as an actor on stage and on television ». Le texte établit une corrélation entre cette expérience sur la scène et la construction des personnages romanesques : « In mocking the foibles of the self-deluded colonial masters as well as the simple villagers, Oyono often painted hilarious portraits, putting his early experience as an actor in theatrical farce to good use. » Le texte fait référence aux deux premiers romans d'Oyono. Son troisième roman reproduit la même saisie caricaturale des personnages. Le père de Barnabas, émerge comme une véritable caricature de l'indigène qui boit jusqu'à la lie les illusions distillées par les missionnaires. Les anthropologues sont la deuxième catégorie des personnages à faire les frais de l'ironie mordante du romancier. Le background de l'auteur dans les arts dramatiques transparait nettement dans son interprétation de la démarche anthropologique comme une performance théâtrale, mieux comme une séance de tournage d'un film. Le montage africaniste consiste en une dramatisation

du vécu quotidien des colonisés. Les faits banals du paysage naturel (boa qui digère sa proie) ou de la routine quotidienne (scène de mariage) sont transformés en spectacle dans la mise en scène anthropologique. La transformation de la vie ordinaire des peuples colonisés en spectacle est au principe des zoos humains, phénomène qui a vu l'exhibition des peuples dits primitifs à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle⁴. Faire son cinéma, en français, se dit des manifestations bruyantes et spectaculaires destinées à attirer l'attention. Le cinéma africaniste frappe le jury de stupeur. La pétrification du jury vient peut-être nous rappeler que les africanistes ont bien fait leur cinéma. Le cinéma c'est le spectacle. Le spectacle obéit aux lois de la mise en scène qui vise un public : « ces bourgeois pantouflards en mal d'aventure ». Le spectacle ne peut prétendre passer pour une entreprise scientifique.

Le réservoir des stéréotypes fonctionne comme la matrice idéologique qui guide les pas des amateurs d'exotisme. La performance fait du montage africaniste en une mise en scène, c'est-à-dire une fabrication d'une réalité née de l'imagination des réalisateurs et exécutée par des acteurs ivres. Telle est du moins l'essence de la lecture que nous propose Barnabas. Et il importe que la déconstruction de ce montage africaniste se fasse depuis la France, lieu stratégique de la connaissance dans la trajectoire de l'ancien « guide attiré de l'Hôtel de France ». La France représente l'« au-delà du Savoir » auquel il accède grâce au soutien des évolués. Il questionne le regard qui nie sa présence comme sujet : « Je me demandais, non sans inquiétude amusée, de quelle catégorie d'humains j'étais particulièrement représentatif, comme si je pouvais être autre chose que ce nègre bon enfant, hilare, qu'ils voyaient à travers l'antique rideau de fantasmagorie baissé sur mon pays... » (Oyono, 1980, p. 100). L'inquiétude amusée est une stratégie rhétorique qui renverse la hiérarchie établie par les processus de production du savoir africaniste. Dans cette hiérarchie, les indigènes et leur culture sont supposés être transparents devant le regard africaniste qui leur assigne d'autorité une identité de barbare. L'« inquiétude amusée » nous alerte que Barnabas retourne le regard et nous invite, non plus à prendre le cinéma africaniste pour argent comptant, mais à nous concentrer sur la méthodologie défectueuse de « l'antique rideau de fantasmagorie baissé sur mon pays » (Oyono, 1980, p. 100). Barnabas lève l'antique rideau, nous invite derrière les caméras pour être témoins de l'artificialité du montage. Les acteurs deviennent ces dindons de la farce qu'Aimé Césaire invite à sortir des jours étrangers⁵. Les acteurs drogués sont au centre d'une mise en scène grotesque qui n'arrive pas à masquer le ficelage.

L'ordre du discours postcolonial

Le regard critique de Barnabas constitue un renversement qui fonde l'ordre du discours postcolonial. Les barbares soumis à la violence du regard de la science conquérante retournent désormais un regard critique sur la fabrication de cette fantasmagorie africaniste. Le « nègre bon enfant, hilare » signale son entrée dans la cité interdite du savoir en prenant conscience de son existence comme sujet. La naissance de cette subjectivité se double d'un regard iconoclaste, c'est-à-dire capable de produire un savoir sur soi-même et son environnement. La dimension éthique de cette révolution épistémologique se trouve dans cette naissance au monde, formulation radicale d'une humanité suspendue par la parenthèse coloniale. Et nous trouvons significatif que cette irruption sur la scène de la subjectivité, mouvement qui fait partie de « l'élan des peuples néantisés qui opposent aujourd'hui à l'universel de la transparence, imposé par l'Occident, une multiplicité sourde du Divers » (Glissant, 1981, pp. 12-13), soit symptomatique de la mission historique de la génération à laquelle appartient Oyono. En témoigne cet exemple de son confrère Mongo Beti qui prend aussi « l'antique rideau de la fantasmagorie africaniste » pour cible. *L'Histoire du fou* (1994) apparaît plus de trois décennies après *Chemin d'Europe*. Toutefois, la période historique visée est la même chez les deux écrivains.

4 Kirshensblatt-Gimblett analyse la transformation de l'existence des couches sociales défavorisées en cible touristique pour satisfaire le voyeurisme des riches (1998). L'exposition des Africains et des Noirs se trouve au centre du volume édité par Bernth Lindforde (2000).

5 « Mon peuple/quand hors des jours étrangers/germeras-tu une tête bien tienne sur tes épaules renouées (...)/quand donc cesseras-tu d'être le jouet sombre/au carnaval des autres. » Aimé Césaire, « Hors des jours étrangers », *Ferrements in La Poésie* (1994).

Mongo Beti, dans *L'Histoire du fou*, met en scène un chroniqueur qui revient d'Europe. Il a perdu jusqu'à la langue, et éprouve des difficultés à communiquer avec le patriarche, dépositaire de la mythologie fondatrice du clan. La frustration du narrateur ayant désappris les mœurs du clan trahit un malaise : « Il est dommage, certes, de ne pouvoir assister sans lassitude aux manifestations d'une passion qui tient une si grande place dans l'âme de tout un peuple, car on s'expose alors à ne pas pénétrer les mobiles des acteurs, au risque de se croire en présence de somnambules. » (1994, p. 16). Il confesse se retrouver dans une position d'« analphabète » culturel. Nous sommes bien loin de la sommaire disqualification de l'ordre ancestral qui émerge de *Chemin d'Europe*. La confession préfigure aussi sa transformation. Le chroniqueur abandonne le regard des « voyageurs abreuvés des images et des récits que fabriquent et diffusent les professionnels occidentaux de l'exotisme » (Beti, 1994, p. 16). Le narrateur explique son « aliénation » par sa fréquentation trop rapprochée des tiers-mondistes parisiens :

J'adhérais, moi aussi, inconsciemment, dois-je l'avouer ? à cette vision du drame des sociétés africaines. Il est vrai que le thème de l'acculturation, qui venait d'être mis à la mode à Saint-Germain-des-Prés et dans ses parages, avait déjà suscité chez les illuminés de la dogmatique une multitude de thèses divergentes, contradictoires, croisées, parallèles ou complémentaires, dont la prolifération laissait le consommateur ordinaire de nouveautés que j'étais à la fois insatisfait et pourtant imprégné de *leur fantasmagorie*. (Beti, 1994, pp. 16-17 ; [emphase ajoutée])

On peut interpréter cette prise de position comme un écho de la méfiance que le chroniqueur de *Ville cruelle* (1954) manifestait par rapport au discours des explorateurs, géographes et journalistes. Mongo Beti précise sa pensée :

Ce que je vise surtout dans les pages de mon livre (Beti 1994, pp. 16-18) auxquelles vous vous référez, ce sont les anthropologues, journalistes, africanistes, tiers-mondistes français qui, dans la foulée de Sartre, ont cru pouvoir parler péremptoirement de choses qu'ils connaissent mal, et notamment de l'Afrique qui était, en fait, pour eux, l'occasion d'exercice de style, de jeux en somme. Ce que je dénonce c'est à la fois leur ignorance, leur dogmatisme, le prestige dont ils bénéficiaient, et les conséquences dévastatrices de tout cela sur la conscience des Français de 1960 à environ 1980. Ces gens-là étaient animés de bonnes intentions, mais leur influence a été désastreuse dans la politique française en Afrique. D'une certaine façon, ils ont été à l'origine de la bonne conscience qui a conduit à des situations comme le Rwanda – et en moins dramatique, le Cameroun. (Correspondance avec l'auteur, 28 décembre 1994)

La contestation du discours des tiers-mondistes de Saint-Germain-des-Prés et du regard compromis du chroniqueur incombe aux personnages du récit. Il est significatif que le mot « fantasmagorie » qu'Oyono emploie dans *Chemin d'Europe* revienne dans *L'Histoire du fou* (Beti, 1994). Les deux écrivains, à plus de trois décennies d'écart, ont recours à ce terme pour critiquer l'ordre du discours africaniste tel que déployé dans le microcosme des intellectuels parisiens. La déconstruction de la fantasmagorie africaniste apparaît comme une étape nécessaire dans la validation d'un ordre du discours africain.

Conclusion

Le roman fonctionne comme une archive de la bibliothèque scolaire, cristallisation de la domination presque exclusive de la bibliothèque coloniale. L'écriture suppose un apprentissage de cette bibliothèque qui consolide la métropole coloniale comme le lieu de provenance des savoirs. Écrire dans un contexte colonisé c'est en même temps parader ou subir cette bibliothèque coloniale, mais aussi entreprendre le processus de sa répudiation ou du moins de sa déconstruction. Écrire c'est désapprendre les effets de cette bibliothèque coloniale afin de faire advenir une bibliothèque décolonisée ; ou du moins poser les jalons d'un tel projet. Les évolués, éclaboussés par les lumières incandescentes des savoirs acquis à l'école coloniale et dont ils n'ont qu'une connaissance rudimentaire, ont la conviction que celle-ci peut servir la cause de leur émancipation. Les diplômés,

qui ont dépassé le stade de la contemplation hallucinante, théorisent un autre usage du savoir en situation coloniale. L'écriture détermine les modalités des normalisations impériales : le culte du document écrit (traités coloniaux, lieux de duperies, de malentendus et de ruses impériales), le fétichisme du lettré (assimilé, évolué ou diplômé) et la répression de l'oralité et du système socio-politique qui la rend possible, malgré son importance culturelle et sociologique. Le malentendu entre Barnabas et le gardien tutélaire de la *lignée des grands ancêtres* constitue une variante de cette guerre sourde entre l'Afrique et elle-même. L'écriture a contribué à culpabiliser les peuples de l'oralité de la déficience d'écriture et partant de la civilisation et du savoir : elle est à jamais culpabilisée, à son tour, par ce rôle. Elle est maudite parce que pactisant avec les ennemis du clan. Malgré cette malédiction, les évolués élisent les intellectuels comme missionnaires du progrès à travers une demande qui prend la forme de ce que nous avons caractérisé comme leur mission historique. La formulation de cette demande se heurte, et c'est ce que nous avons suggéré à travers la définition de l'évolué par les intellectuels, au protectionnisme symbolique, autrement dit la conscience que les intellectuels ont de leur statut dans la société coloniale. Toutefois, l'opposition au colonialisme constitue un terrain qui réconcilie les futurs intellectuels et les évolués.

Bibliographie

- Apollinaire, G. (1913). *Alcools*. Gallimard.
- Beti, M. (1954). *Ville cruelle* (sous le pseudonyme d'Eza Boto). Présence africaine.
- Beti, M. (1956). *Le Pauvre Christ de Bomba*. Robert Laffont.
- Beti, M. (1978, mars-avril). De la violence de l'impérialisme au chaos rampant. *Peuples noirs-Peuples africains*, 2, 11-30.
- Beti, M. (1994). *L'Histoire du fou*. Julliard.
- Beti, M. (1994). Correspondance avec l'auteur, 28 décembre 1994.
- Beti, M. (2005). *Mongo Beti à Yaoundé, 1991-2001. Textes réunis et présentés par Philippe Bissek*. Éd. des Peuples noirs.
- Beti, M., & Tobner, O. (1989). *Dictionnaire de la négritude*. L'Harmattan.
- Bjornson, R. (1993). *The African Quest for Freedom and Identity: Cameroon Writing and the National Experience*. Indiana University Press.
- Boni, N. (1962). *Le Crépuscule des temps anciens*. Présence africaine.
- Britanica Academic. (2024). Ferdinand Léopold Oyono. Dans *Britanica Academic*. <https://academic-eb-com.ezp.lib.rochester.edu/levels/collegiate/article/Ferdinand-Léopold-Oyono/57854>. Consulté le 24/01/2024.
- Césaire, A. (1966). *Une Saison au Congo*. Editions du Seuil.
- Césaire, A. (1994). *La Poésie*. Édition établie par Daniel Maximin et Gilles Carpentier. Éditions du Seuil.
- Chemain, A. (1998). Ville cruelle : situation œdipienne, mère castrante. Dans S. Arnold (ed), *Critical Perspectives on Mongo Beti* (pp. 15-40). Lynne Rienner Publishers.
- Christian, B. (1987). The Race for Theory. *Cultural Critique*, 6, 51-63. <https://doi.org/10.2307/1354255>.
- Condé, M. (1981). *Une Saison à Rihata*. Robert Laffont.
- Condé, M. (1984). *Ségou, les murailles de terre*. Robert Laffont.
- Condé, M. (1998). *Le Cœur à rire et à pleurer, contes vrais de mon enfance*. Robert Laffont.
- Dadié, B. B. (1956). *Climbié*. Seghers.
- Diallo, M. (2017). *Le Concept et le roman. Philosophe avec la littérature en Afrique noire*. Hermann.
- Diome, F. (2001). *La préférence nationale*. Présence africaine.
- Diome, F. (2003). *Le Ventre de l'Atlantique*. Éditions Anne Carrière.
- Gadjigo, S. (1990). *École blanche, Afrique noire*. L'Harmattan.
- Glissant, É. (1981). *Le Discours antillais*. Éditions du Seuil.
- Hel-Bongo, O. (2019). *Romans francophones et essai. Mudimbe, Chamoiseau, Khatibi*. Honoré Champion.
- Irele, F. A. (2000). Introduction. Dans A. H. Bâ, *The Fortunes of Wangrin*. Indiana University Press.
- Kane, C. H. (1961). *L'Aventure ambiguë*. Julliard.

- Kemedjio, C. (1999). De la négritude à la créolité. Édouard Glissant, Maryse Condé et la malédiction de la théorie. Lit Verlag.
- Kemedjio, C. (2003). L'arrière-pays contre la violence coloniale. *Études littéraires*, 35(1), 41-54. <https://doi.org/10.7202/008632ar>.
- Kemedjio, C. (2006). Faire taire les silences du corps noir. *Présence francophone : Revue internationale de langue et de littérature*, (pp. 12-36) 66(1).
- Kemedjio, C. (2021). Migration, Literary Imagination, and Mirages in the Francophone Text: Paths to Anthropological Mutilation. Dans G. Olankule (ed), *A Companion to African Literatures* (pp. 333-349). Wiley-Blackwell.
- Kirshensblatt-Gimblett, B. (1998). *Destination Culture: Tourism, Museum, and Culture*. University of California Press.
- Laye, C. (1953). *L'Enfant noir*. Plon.
- Lindfords, B. (ed) (2000). *Africans on Stage. Studies in Ethnological Show Business*. Indiana University Press.
- Lopes, H. (1997). *Le Lys et le Flamboyant*. Éditions du Seuil.
- Miller, C. L. (1988). *Nationalists and Nomads. Essays on Francophone African literature and culture*.
- Mpoyi-Buatu, T. (2003). Un contour/tribun non conformiste. Dans A. Kom (ed), *Remember Mongo Beti* (pp. 215-225). Bayreuth African Studies 67.
- Mortimer, M. (1990). *Journeys through the French African novel*. Heinemann & James Currey.
- Moudileno, L. (1997). *L'Écrivain antillais au miroir de sa littérature*. Karthala.
- Mudimbe, V. Y. (1988). *The Invention of Africa. Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*. Indiana University Press.
- Mudimbe, V. Y. (1992). *The Surreptitious Speech. Présence africaine and the Politics of Otherness, 1947-1987*. The University of Chicago Press.
- Nfah-Abbenyi, J. M. (1997). *Gender in African Women's Writing. Identity, Sexuality, and Difference*. Indiana University Press.
- Oyono, F. (1956a). *Une Vie de boy*. Julliard.
- Oyono, F. (1956b). *Le Vieux Nègre et la Médaille*.
- Oyono, F. (1980). *Chemin d'Europe*. Édition Club Afrique Loisirs.
- Parascandola, L. J. (2009). "What Are We Blackmen Who Are Called French?": The Dilemma of Identity in Oyono's *Une vie de boy* and Sembène's *La noire de...* *Comparative Literature Studies*, 46(2), 2009, 360-378. <http://www.jstor.org/stable/25659720>
- Sembène, O. (1962). *Voltaïque, La Noire de... nouvelles*. Présence africaine.
- Senghor, L. S. (1948). *Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache*. PUF.
- Thiong'o, N. wa (2012). *Globalectics: Theory and the Politics of Knowing*. Columbia University Press.
- Taubira, C. (2012). *Mes météores. Combats politiques au long cours*. Flammarion.
- Toumson, R. (1989). *La Transgression des couleurs : littérature et langage des Antilles (xviii^e, xix^e, xx^e siècles). Tome 1*. Éditions caribéennes.
- Zobel, J. (1974). *La rue Cases-Nègres* (1950). Présence africaine.

Manufacturing an Africanist Phantasmagoria

Literature and Knowledge Production in Ferdinand Oyono's *Chemin d'Europe*

Cilas Kemedjio

Professor of French and Francophone studies
University of Rochester

cilaskemedjio@rochester.edu

Abstract

Writing about anticolonial dissidence is a project of reinvention that aims to neutralize the normative and disciplinary dimension inscribed in writing by the victor in order to allow it to become a locus for the possibility of contestation. The process of conversion and appropriation of the conqueror's literature ultimately creates a writing that brings with it a project of amelioration of life conditions. The social mission of literature produced by peoples subjugated by the colonial adventure stems from this project of subverting the literature that was learned in the colonial schools. Ferdinand Oyono, in *Chemin d'Europe (Road to Europe)*, establishes a milestone of what can be called a pragmatic theory of the mission of *évolués* (a defense of their own class interests). Having failed the baccalauréat and been expelled from his seminary, Barnabas seeks to undertake a European adventure. The present analysis, based on Ferdinand Oyono's *Road to Europe*, explores francophone literature as a space of production for a postcolonial discourse on the creation of Africanism. Africanist fabrication here means the ensemble of circumstances that preside over the fabrication of an Africa as seen through Western eyes. Literary texts are conscious of conditions of birth. The mise en abyme of this critical awareness assumes the shape of a meditation on the colonial school, the setting for the formation of writers. Challenging that Africanist order is part of the broad decolonial project that gives rise to movements of cultural restoration such as the Harlem Renaissance, Haitian indigenism, and Negritude, anticolonialism, and the emergence of an actual African discourse.

Keywords

Colonial school, Literature and the Production of Knowledge, Africanist fabrication, Ferdinand Oyono, *Chemin d'Europe*, African discourse

How to cite this paper:
Kemedjio, C. (2024). Manufacturing an Africanist Phantasmagoria: Literature and Knowledge Production in Ferdinand Oyono's *Chemin d'Europe*. *Global Africa*, (5), pp. 120-136.
<https://doi.org/10.57832/d34x-2298>

Received: January 31, 2024
Accepted: February 05, 2024
Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



Introduction

The present contribution is an analysis based on Ferdinand Oyono's *Chemin d'Europe* (1980) that sees francophone literature as the privileged locus of production of a postcolonial discourse on the creation of Africanism. Here, Africanist creation refers to the combined circumstances behind the production of an Africa seen through the eyes of the West. Literary texts are conscious of conditions of their emergence. The *mise en abyme* of this critical consciousness often assumes the shape of a meditation on the colonial school, the formative setting for writers. Lydie Moudileno recalls for us that the writer is above all the "brillant élève de l'école coloniale/the brilliant pupil of the colonial school." (1997, p. 46) The metanarrative dimension is revealed in the criticism of discourses thought to precede the establishment of colonial knowledge. The novel is part of the epistemological mutation explaining "both the possibility and the pertinence of the African discourse on otherness" (Mudimbe, 1988, p. 80). Indeed, Mudimbe reminds us that the ideology underlying the colonial conquest arises from the saga of the explorers and anthropological theories, discourses that are all based on colonial knowledge. Challenging that knowledge is part of the vast decolonial movement that gives rise to cultural renaissances, anticolonialism, and the emergence of an African discourse that, in *Chemin d'Europe*, revolves around three dimensions that we will investigate in the following pages.

We begin with an analysis of the structural limitations facing the colonized in their search for knowledge within the colonial context. This reflection on the birth of the colonized in the conqueror's writing could also be read as a meditation on the colonial school. For the school is part of the institutional infrastructure in the production of forms of knowledge in modern Africa. The colonial administration is content to offer a rudimentary knowledge that allows the colonized to be maintained in a subaltern position. The *évolués*, a term that designates the beneficiaries of the limited education under French colonization, are above indigènes, but do not aspire, for reasons tied to the organization of colonial society, to be on the same level as Whites. Writing about school is a strategy that mobilized metadiscourses on the conditions that make literature possible. Thinking about the conditions of the birth of literature almost always leads to a reflection on the school, the framework that allows the possibility for access to this knowledge, a knowledge that often begins in moments of intoxication, magic, or hallucination. Writing in the colonial context presupposes the potentiality of violating the rules of the clan as the very condition of its possibility. Transgressing the ancestral order and entering into a pact with the enemies from the North constitutes the original sin in the foundation of francophone literature, at least francophone African literature. The acute awareness of this original sin makes the francophone text a locus for meditation on the value of forms of knowledge that are regarded as damned, but that have become markers of the so-called modern African condition.

In the second part of our analysis, we will explore forces that permit the breaking of the barriers of the structural impedances cited above. Every colonial situation is marked by the conflicting coexistence of colonial administration, traditional society, and the new, hybrid category arising from colonization. The colonial order is based upon a racial minority that maintains its leverage of political power and establishes its legitimacy by force as well as by symbolic domination, while the so-called traditional society, in complete decline, remains culturally and sociologically in the majority. Between those traditions of what novelist Nazi Boni (1962) calls "le crépuscule des temps anciens" 'the dusk of ancient times' and the colonial order, there is a new class of people who have received a limited education through the colonial school: the *évolués*. Face with the double resistance against both the colonial order and the ancestral world, Barnabas counts upon the support of the *évolués*, an intermediary class that comes together to fund his trip to France. These *évolués* fill the void created through the abdication of the two institutions that in colonial society are meant to fulfill this role. In other words, the *évolué*, at both the individual and collective levels, helps the brilliant student become more than a scribe, an interpreter, an aide, or a native informant.

The historical mission of *évolués* designates their role in the formation of a class of intellectuals, future producers of knowledge. A definition of *évolué* reveals that graduates, the group that benefits from an overvaluation of symbolic capital tied to instruction, feel only scorn toward their benefactors. It is from that perspective that I read the social mission such as it is configured in the novel as a critique of the subaltern role of Africans in the production of Africanist knowledge. The knowledge they seek will serve, as stipulated in the mandate from the community of *évolués*, as liberation from colonial oppression. In the last section, the criticism of Africanist phantasmagoria will be read as the project of a decolonized knowledge that is the ultimate reward of all knowledge obtained in a context marked by colonization.

Thoughts on School: The Production of Literary Knowledge

Africanist production might be seen as a collection of discursive practices that form the blueprint of what V. Y. Mudimbe was to call the invention of Africa. That discourse has two characteristics: “[O]n one hand, it is a heterogenous discourse from the margins of African contexts; on the other hand, its axes as well as its language have been limited by the authority of exteriority” (1988, p. 176). Exoticism dominates discourses on Africa during the seventeenth century, while the establishment of a hierarchy of peoples and civilizations characterizes the Enlightenment, thus yielding the codification of the presumed “primitive savagery” vis-à-vis the prescriptive brilliance of Western knowledge. The nineteenth century is marked by the consolidation of an ideology of conquest that is made manifest in anthropologists’ theories that serve as building blocks in colonial domination (Mudimbe, 1988, p. 69). The epistemological mutation that takes place beginning in the 1930s contests the authority of anthropology and its negativity toward African historicity, introducing “the respectability of a possible knowledge of so-called traditional societies” (Mudimbe, 1988, p. 176). This mutation can be witnessed in the emergence of the Negritude movement, the founding of *Présence africaine*, both the journal and the publishing house, and especially in Jean-Paul Sartre’s preface to *L’Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache* edited by Léopold Sédar Senghor in 1948. These mutations see their apotheosis in the political project of independence, when “the African scholar succeeds the anthropologist, the ‘native’ theologian replaces the missionary, and the politician took the place of the colonial commissioner” (Mudimbe, 1988, p. 181). The transposition of forms of oral knowledge into the written medium finds its relevance in the global movement of cultural and political reappropriation. This reappropriation is located in the movements of cultural renaissance (Ngũgĩ, 2009) that repudiate the “processus d’identification ou de néantisation déclenchés” ‘process of identification or annihilation that were unleashed’ by the invaders from the North (Glissant, 1981, p. 29). The reevaluation of the legacy of orality is part of the reframing of studies on Africa.

Abiola F. Irele (2000), in his introduction to the English translation of *L’Étrange destin de Wangrin* by Amadou Hampaté Bâ, deems that the author’s famous formula (“En Afrique, un vieillard qui meurt est une bibliothèque qui brûle” ‘Whenever an elder dies, a library burns down’) serves as an emergency call that “indicates a sense of calamity at the prospect of the disappearance of the values of oral tradition in our present situation of intense social and political change” (Irele, p. iii). With the collapse of the sociopolitical context in which the values of orality carry their full meaning, the fixation upon the written word becomes the only viable alternative to perpetuate the spoken library. Hampaté Bâ’s contribution in the transfer of oral traditions into the register of the written word was to be key:

Indeed his contribution to knowledge in this area has been nothing less than influential and his achievements distinguished. It is enough to cite his monumental reconstruction of the oral tradition of the Pular empire of Macina to indicate the honoured place which his work now occupies in African historiography (Irele, p. iv).

The originality of this monumental work truly derives from its scholarly orientation, but especially its creative dimension (Irele, p. iv). In other words, Hampaté Bâ inscribes the project of preserving and updating the knowledge borne through orality within a literary modality. *L’Étrange destin de*

Wangrin illustrates this project of transposing the legacy of the spoken into the written. The text foregrounds a metadiscourse on the conditions of the origins of this writing—redemptive of oral traditions—that is learned at the colonial school.

Mounirou Diallo (2017) suggests that the conflict of cultures begins at the moment of negation of African civilization. However, resistance against the campaigns for conversion to Christianity disconcerts the missionaries. The indifference to the message of Christianity reveals the existence of a mythological hinterland (Glissant, 1981; Kemedjio, 2003). As the missionaries become aware of this resistance, they begin to doubt the validity of the postulation of Africa as a wasteland of civilization. There thus follows an epistemological rupture that prompts the moment of cultural recognition. We therefore participate in the mobilization of scientific discourses whose function is to pierce the heart of darkness, to borrow from the title of Joseph Conrad's novel. The conceptualization of African thought, deemed primitive according to intellectual classifications then in standard use, is dependent on Western science. The knowledge production project that follows this moment of recognition is part of an "idéologie de la représentation" 'ideology of representation' (Diallo, 2017, p. 28), the establishment of Africanist discourse whose existence requires the condition of muteness of peoples who are the object of the knowledge. This ideology of representation could be read as a variation on what Mudimbe calls "the invention of Africa."

From the moment that philosophy "ignore royalement la concrétude" 'totally ignores the concrete' (Diallo, 2017, p. 42), literature offers a platform that allows the philosopher to conceptualize, that is, to philosophize. Shining the spotlight on the "dramatization process of abstract ideas" turns the novel into the "theater of African philosophy" (Diallo, 2017, p. 57). Because the novel is a product of the imaginary, it is important to resist any interpretation that would present it as the space for the manifestation of the materiality of the confrontations between civilizations. A novel is fiction, and the concreteness of fiction resides in the imaginary. Nevertheless, we are in agreement with Diallo that literature takes part in the production of kinds of knowledge about Africa. Olga Hel-Bongo adopts this perspective when she proposes reading Mudimbe's novelistic œuvre as an echo of his intellectual reflections upon the anxieties of identity, the representation of Africa through the "regard fragmentaire des ethnologues" 'fragmented gaze of ethnologists' and the contradictions of Western social sciences in Africa (Hel-Bongo, 2019, p. 17). Hel-Bongo's study invites us to read the francophone novel as a locus for the manifestation of an "literary history that authors transform into the history of writing" (Hel-Bongo, 2019, p. 20). Kenyan writer Ngũgĩ Wa Thiong'o confesses that "[i]t was fiction that first gave us a theory of the colonial situation" (Ngũgĩ, 2012, p. 15). That testimony confirms the hypothesis that literature is a space for the revelation of knowledge:

Fiction as theory? Can we in fact think of fiction, the novel, as writing theory? We have to go back to the original meaning of theory in Greek, *theoria*, meaning a view and a contemplation. View assumes a viewer, a ground on which to stand, and what is viewed from that standpoint. A view is also a framework for organizing what is seen and a thinking about viewed. Fiction is the original poor theory. (Ngũgĩ, 2012, p. 15)

The expression "poor theory"—the theory produced by the poor and not the theory that is poor—goes back, in this case, to a minimalist theory, one stripped of any argot and invented as a tactic for survival. Artisans of the imaginary, through conceptualization, place themselves in the continuity of foundational myths and legends, tales that human beings invented to explain or understand their environment. Myths of origin thus are the basis of theory. Barbara Christian's (1987) argument originates in the same perspective. She maintains that literary theory, as canonized in the halls of academia, could be read as a variation on the hegemony of Western knowledge. In an earlier work, I likened this hegemonic temptation to a curse of theory (Kemedjio, 1999). Confronted with this temptation of the West to produce a normative discourse that saturates the whole of the academic galaxy, the sole form of resistance is to be found in literary creation: "I am inclined to say that our theorizing (and I intentionally use the verb rather than the noun) is often in narrative forms, in the stories we create, in riddles and proverbs, in the play with language, since dynamic rather than fixed ideas seem more to our liking" (Christian, 1987, p. 52). Juliana Nfah-Abbenyi echoes the malaise that appears in Christian's proposal. In fact, meditation on theory seems to proceed from an awareness of the inadequacy of the conceptual framework sanctioned by the university to account for the

experience or cultural productions of the Black world. She argues that “the most theoretical argument that I will make (...) is that the novels I am analyzing are the theoretical texts”. The theoretical foundation that waters “fictionalized theory or theorized fiction” derives from the heritage that “preceded the fictional texts” (Nfah-Abbenyi, 1997, p. 20). Ngũgĩ’s referencing to founding myths as the inaugural stages of theorizing and Nfah-Abbenyi’s invocation of the orality that preceded the fictional texts written in the Europhone medium gesture to a counter-narrative that affirms what Mudimbe earlier calls “the respectability of a possible knowledge of so-called traditional societies.”

We are proposing that oral heritage figures into the intertextual antecedence of the written text. The approach taken by Diallo and Hel-Bongo informs our analysis, namely, reading literature as a site for the production of knowledge. To see literature in this dimension supposes a reflection on the framework par excellence of the production of this form of thinking, the colonial school. Roger Toumson comes to the conclusion that “school pronounces a divorce between the integration of the subjects into their environment and the French language.” (Toumson, 1989, p. 54) Dispossession linked to the process of education explains why the writer will be first and foremost focused on protesting against colonial injustices. His or her enunciation aims to “rip from the void where oppression has been maintained for so long, to bear witness to its true presence in the world, its own worldview, its true experience of History” (Toumson, 1989, p. 23). Literature embodies an ambiguous adventure because it can only be conceived as an apprenticeship under the thumb of the colonial library. It must, however, enact a transgression of this archive in order to be able to articulate a postcolonial library. Afro-Caribbean literature becomes the space for interrogation of the logics of domination, and more specifically for a critical examination of the school, concentrated on the diffusion of the symbolic, cultural, and political domination at the heart of colonial ideology: “Every literary Afro-Caribbean text, “sensing the history of their schooling,” is a meditation upon its source of its appearance. Written about the school, it is offered as a text opposing the school and literature (in the popular meaning)” (Toumson, 1989, p. 38). Joseph Zobel, Maryse Condé, and Fatou Diome, in *Rue cases-nègres* (1974), *Cœur à rire et à pleurer, contes vrais de mon enfance* (1998), and *La Préférence nationale* (2001), respectively, dramatize this entry into literature by means of a detour through a meditation upon the roads to school.

Knowledge Outside the Norms

Mudimbe reminds us that the creation of *Présence africaine* in 1947 might be read as a challenge to the imperialist project that drove Western civilization at the time. Its founder, Alioune Diop, “still remembers his history classes when he had to recite as many did before him that his Gallic ancestors had blond hair” (Mudimbe, 1992, p. xvii). Hassan José, the protagonist of *Rue cases-nègres* by Joseph Zobel, seems to have been subjected to the same litany of civilization. He notes that the novels that made up the program spoke only of “those people with blonde hair, blue eyes, pink cheeks” (Zobel, 1980, p. 135) whereas he himself knew only the suffering negritude of “men, women and children, all the more or less black. Now, certainly that was not the stuff novels were made of, since I had never read any of that color.” (Zobel, 1980, p. 135). Skipping school was the only way to discover “works that were not part of the syllabus and pertaining to the lives of black people—those in the West Indies and in America, their history and the stories surrounding them.” (Zobel, 1980, p. 171) Knowledge of Negritude is thus, so to speak, clandestine, acquired through a kind of burglary.

Zobel endures the colonial library, transgresses it, and so invents a postcolonial library that inspires Maryse Condé, who discovers what Fanon calls “l’expérience vécue du Noir” “the lived experience of the Black Man” in preparing for a class report at the Lycée Fénelon in Paris, and in doing so she discovers the universe of the plantation: “In one go I was saddled with slavery, the slave trade, colonial oppression, the exploitation of man by man, and color prejudice” (Condé, 2001, p. 109). It is important to underscore here the willingness of the Communist professor who invited Condé to report on the Antilles, a topic that was not part of the program. Christiane Taubira confesses to having discovered slavery, the capital moment of suffering in the history of Black peoples, almost by accident in a library and not in the readings that made up her school syllabi: “I was eighteen and I had been on my exalted quest for identity, reading everywhere, in the bookstore, in the library,

grazing through essays to novels, reviews to militant newspapers, from archives to tracts . . . when I stumbled upon this history.” (Taubira, 2012, p. 400) Ngũgĩ for his part says that his “world was not reflected in any of the centuries into which the study of English has been periodized; it was certainly not the subject of the selected writers and literary texts” (Ngũgĩ, 2012, p. 10). Antillean and African novels—“something we could only encounter outside of the formal English classroom at home or abroad” (Ngũgĩ, 2012, p. 23)—allowed him to make up for that deficit in representation that consecrated the invisibility of colonized peoples in educational programs. Thus, the colonial school proves to be a veritable Citadel in which knowledge about the lives of the students remained forbidden. The literature echoes this disjuncture between the students and their school. It records intergenerational traces, articulated through an intertextual network, that build one upon the other to establish a genealogy of the postcolonial library.

In “La Noire de . . .,” Sembène Ousmane (1962) introduces Diouana who confesses that she cannot read or write. Illiteracy essentially makes her a slave to his abusive employers. Meanwhile, Fatou Diome, in *La Préférence nationale*, presents characters who read, write, and master Descartes’s *cogito ergo sum* (Kemedjio, 2021). Salie, the writer-character in *Le Ventre de l’Atlantique*, confesses that her pen, “like an archeologist’s pickaxe, unearths the dead and discovers remains, tracing on my heart the contours of the earth that witnessed my birth and departure.” (Diome, 2006, pp. 159-160). We are suggesting here that reading this archeological production is a return to the genealogy of francophone letters. Tracing the outlines of the world that gave birth to the writer signals a return to the paths that established and give meaning to her practice of writing. Salie, as a novelist, starts from the tradition inaugurated by pioneers who themselves were indebted to the heritage of orality and to the text that was memorized in the colonial school. Her text focuses the reader’s attention on the conditions of the writer’s formation. The intertextual meshings recall the school library. Readings showcase the diversity that enriches the francophone imaginary: from Descartes to Mariama Bâ to Montesquieu, Victor Hugo, Molière, Balzac, Marx, Dostoyevsky, Hemingway, Léopold Sédar Senghor, Simone de Beauvoir, and even Marguerite Yourcenar: “I owe him school. I owe him education. I owe him, in short, my *ambiguous adventure*.” (Diome, 2006, p. 42) The “little schoolgirl” will become a writer because of having received as her inheritance a literary Negritude influenced by the rich archive of French literature: “In my room, Baudelaire held flowers, but I knew he wished me evil. Aimé Césaire proposed a return to the native land. Apollinaire was there, in his majesty; he has seen *solar throat slashed*, which nevertheless remained.” (Diome, 2001, p. 45).

Soleil cou coupé is a collection of poems by Césaire that reprises the last verse of “Zone,” one of Apollinaire’s poems in his collection *Alcools*. *Une Saison au Congo*, Césaire’s play about the tragedy of Patrice Emery Lumumba, echoes Arthur Rimbaud’s *Une Saison en enfer*, while Maryse Condé’s *Saison à Rihata* (1981) continues this intertextual chain. Condé signals her intellectual debt to the founder of Negritude all the while enriching her meditations upon the disillusionments of African independences by relying on Mandinka epics that formed that basis of *Ségou* (1984), her historical novel that joins the imaginary and historical thought. Condé gives full credit to the types of knowledge coming out of the thousands of years of African civilization that have been restored through Negritude. Recovery of the cultural and memorial patrimony carried by orality constitutes a transgression of instruction received in the colonial school, the capital of the negation of the civilization of colonized peoples. This approach also allows for the limitation of any destabilization introduced by that school that appears in literature as a site for the fermentation of intoxicating knowledge.

Intoxicating Knowledge

In *Chemin d’Europe*, Barnabas speaks of the transfiguration of his father when he completes his certificate of primary and elementary studies, “the highest certificate available to the natives of my country, the seminary represented the forbidden paradise of Knowledge to which one could gain access with the Trojan horse of a religious vocation.” (Oyono, 1989, p. 19). His father attributes his success to a miracle by the Blessed Virgin, with the graduate becoming the object of a cult because “at that time the number of illiterates was so great in our part of the country that they flocked ceaselessly to our house, looking at me, touching me” (1989, p. 19). This miracle goes far back in

time. In the eighteenth century, the rarity of schooling among the Black population caused Père Labat to say that Blacks likened writing to magical practices: “There are an infinite number of things they cannot understand, among which how we are able to make our thoughts understood through writing. They say that you have to be a sorcerer in order to make paper talk” (cited in Toumson, 1989, p. 41). In *Ségou, les murailles de terre*, Condé offers a version of this burst of exhilaration through the trajectory of Tiékoro Traoré in his discovery of Arabic calligraphy. Tiékoro is intrigued by “what the man was doing. In his right hand he was holding a thin piece of wood with a pointed end. He dipped it into a small pot and then drew some tiny patterns on a white surface (Condé, 1987, p. 20). He likens the act of writing to ‘magic.’” (Condé, 1987, p. 20). The fascination with writing leads to Islam and to exile: “There is no God but God, and Muhammad is His Prophet!” The words intoxicated him. He had but one desire—to leave Segou and to go to Jenne, or better still to Timbuktu and entered Sankore University.” (Condé, 1987, p. 21). Turning to the world of writing and to the Muslim religion transports the young Bambara into a state of intoxication. Of course, the gunboats of colonial France will defeat the Muslim conquerors. The destruction of the earthen walls of Ségou will inaugurate a new chapter in Africa’s political history. Nevertheless, the same rash enthusiasm accompanies the first encounters with the colonial school. Hamidou Kane pens this new page of history that witnesses the confrontation between two invaders, members of the brotherhood of the conquering writing.

In *L’Aventure ambiguë* (1961), Samba Diallo confesses to long remaining bewitched by the charm of the French language. The student’s jubilation upon discovering the alphabet is the moment of his birth through writing: “When I learned to fit them together to form words, to fit the words together to give birth to speech, my happiness knew no further limit’ (Kane, 1963, p. 159). The enchantment of the student who finally learns to write reveals the pleasure brought by the act of writing. In *Nationalists and Nomads*, Christopher Miller suggests that the encounter between Africans and French in *Mirages de Paris*, a novel by Ousmane Socé, occurs in terms of hallucination, mirage, anesthesia, and phantasm. Like any child of the colonial school who is fascinated by the mysteries of the book, Fara is filled with a freneticism in reading: “French colonial school has led to addictions and hallucinations. The narrative discourse speaks the language of antidrug propaganda, with the metropole and its cultural products described as substances that are too powerful to resist” (Miller, 1988, p. 61). Mildred Mortimer, in analyzing the cultural conflicts that punctuate the paths of characters in the francophone novel in the years 1950-1960, concludes that the Black child evolving from the stage of fascination, upon the realization of the violence of the new world, announces a disenchantment that is characteristic of the end of childhood. Mortimer, just like Miller, makes use of the register of seduction to describe the encounter between the West and the colonized: “In this hallucination, Western materialism and technology draw Third World people from their shadows to searing light. In their worship of the new gods of materialism, they lose their sense of identity” (Mortimer, 1990, p. 62). The legitimacy of intellectuals in the colonial context derives from this necessity of deconstructing the colonial mirage. The relationship to language, the medium of production of the new types of knowledge, seems to proceed from fascination, transfiguration, and stupefaction. The stage of amazement comes with the discovery of language, the new religion, as well as the colonial school. In other words, it becomes imperative to *unlearn* the overarching link to language in order to create serene conditions for the production of knowledge. Intoxicating knowledge is likewise a cursed knowledge, with the original sin having been the pact made with the clan’s enemies.

The Pact Against Nature: Devaluation of Traditional Forms of Knowledge

Toumson reminded us in an earlier passage that to think about schooling amounts also to consider the conditions for the production of literature. The Afro-Caribbean writer undertakes a critical examination of the logic of domination effected by the school system and the literature that it teaches. Literature takes the form of an indictment that exposes the “the obsessional grievance: loss of self’ (1989, p. 38). Among the first generations of African writers, the loss of self described above by Mortimer takes on the appearance of an original sin that installs a guilty conscience

inside the future writer. The boy has grown up with the lantern fed by firewood punctuated by the mother's words emerging at night and carrying the voices of the ancestors and the legends of the clans. School, however, removes the boy from this legacy: "The child of the Beti," writes Mpoyi-Buatu, "acted foolishly [a fait des bêtises]: he made the decision to leave the community, he took the path of the missionaries, he went to the school of the enemy" (Mpoyi-Buatu, 2003, p. 224)¹. According to Arlette Chemain, the resurgence of the sin committed against his mother at the time of his departure implants in Banda, the protagonist of Eza Boto's *Ville cruelle*, a guilty conscience: "the hero's unhappiness with himself finds an outlet in his unhappiness with the schools he attends." (1998, p. 24). In its first manifestation, then, school can be seen as a betrayal.

Toundi leaves the village at the very time he was meant to learn the secrets of his clan's culture : "They say in the village that I was the cause of my father's death I ran away to a white priest on the day before initiation when I should have met the famous serpent who watches over all the men of my race' (Oyono, 1966, p. 9). His death, a consequence of his desertion of clan culture, becomes the condition itself for birth into the world of writing: "I opened the packet. Inside there were two worn exercise books, a toothbrush, a stub of pencil and a large native comb made of ivory' (1966, p. 5). Acquiring colonial knowledge occurs to the detriment of the ritualized knowledge of the clan, which have been discredited, if not erased from the catalog of approved knowledge, because they are seen as non-knowledge. The repudiation of traditions is crystallized in a devaluation of the paternal image. Toundi becomes a writer by rejecting his father, who emerges in the tale as a domestic tyrant. Tiékoro, once converted to Islam, considers his father as "un *barbare* doublé d'un *ignorant* buveur d'alcool" (Condé, 1984, p. 30; emphasis added) 'a barbarian and ignorant drinker of *dolo*' (Condé, 1987, p. 22; emphasis in the original). He will become the "first martyr of Islam in Segou." (Condé, 1989, p. 101) The devotion to Islam that costs him his life begins with his quest for writing.

The devaluation of the paternal figure that we see with Toundi and Tiékoro is also found with Barnabas who undertakes a journey in the hinterland to secure the financial resources that are necessary for his trip abroad:

To obtain the aid of the tribe, we thus went to solicit the support of Fimsten Vavap, *an illiterate, lascivious old man* who could nevertheless transform himself into a formidable preacher. Thought to be the last *living descendent in the long line of great ancestors*, he benefited from their legendary renown, purged of all stains and transform by *the scintillating diamonds lens of their posthumous glory*, from which people drew sustenance... (1989, p. 57; emphasis added).

Barnabas presents Vavap as an ignorant and pleasure-loving old man. His moral flaw—enjoying young, barely pubescent girls—emphasizes and intensifies his scandalous ignorance, his illiteracy in the new order brought about by the colonial dispensation. Strengthened by his symbolic status conferred through his schooling, Barnabas declares the custodian of the line of great ancestors to be illiterate. Vavap is, however, the guardian of a system of knowledge that establishes its legitimacy upon the posthumous glory of the ancestors. Barnabas's repudiation of Vavap replicates that of his father, who represents an object of shame: "By depicting the old man as a grotesque buffoon, he tries to avenge the shame he continues to feel at the thought of being related to such a person" (Bjornson, 1993, p. 83). Disqualifying the lineage of great ancestors could be seen as a reproduction or in fact an endorsement of the original sin. Original sin, in this precise case, is the hanging and the profanation of the primordial ancestor by the German invaders.

The itinerary leading Barnabas and his mother to their homeland carries the scars of the violence of colonial adventures: "Vavap's father had been paraded along this route by the Germans who placed a rope around his neck before deciding to hang him from an umbrella tree, from which they forbade Vavap, under pain of death, to take down the corpse. Vultures, hawks, eagles, and crows feasted upon it until a storm dispersed his bones through the surrounding forest' (1989, p. 58). The countryside's desolation registers the memory of violence that, in the logic of conquest, dismisses funeral rites

¹ Alexandre Biyidi Awala is the author's name. He published his first novel under the pseudonym Eza Boto before adopting Mongo Beti for the rest of his career. Mongo Beti literally means the child of the Betis. (the cultural or ethnic group to which the author belongs and that is found in the South of Cameroon).

(Kemedjio, 2006). The anticipated trip to France figures, in the eyes of the ancestors, as a caution of this original transgression. Vavap castigates Barnabas as part of “this curse-ridden generation’ (1980, p. 59) who, by breaking the “the pact between the Tribe and Nature’ (1989, p. 590), introduces a disorder of ontological proportions. The defection of the “irréductibles de l’africanité pure et dure” ‘fundamentalists of the African traditional order of things’ (Beti, 2005) deprives Barnabas of his clan’s support.

Latin remains his ultimate path to salvation: “Your Latin is still a valuable asset; you already know enough to become somebody here” (1989, p. 62). Barnabas’s mother advises him to sprinkle his fellowship application with a spiced-up Latin: “Why don’t you to the Government—you who know how to write French so well—and ask them to send you to France? You could even include a bit of Latin to impress them’ (1989, pp. 54-55). Despite the Latin, M. Dansette blocks the scholarship that would have opened up the road to France. The colonial administrator proposes the “the Trade school run by Monsieur...’ (1989, p. 95) as an alternative for the dreamed trip to France. Barnabas rightly reminds him that he has “the chance of becoming one of the first natives from this country to make... to continue on to the bachot, and that’s the Good Lord’s truth, Monsieur, because you know as well as I do, Monsieur, that it is only since last war, the recently concluded one of forty-five, that we too have been authorized to sit for the baccalaur...’ (1989, p. 95). On that precise point, the novelist’s imaginary seems to be inspired by historical facts. The framework law of 1946 creates the French union and recognizes the right to citizenship for all residents of the colonies. This means, at least theoretically, that the colonial regime has ended, invalidating its “suppression of the indigenous penal code and conscription (forced labor), the suppression of the colonial educational system and the introduction of the French system” (Mudimbe, 1992, p. 4). The colonized could henceforth dream of surpassing the status of *évolués*, that is, going further in their studies. Barnabas’s trajectory, like that of so many other characters in the francophone African novel of the time, foregrounds the significance of that historical moment. His ambition is stymied by the disconcerted collusion between the colonial order and the ancestral order, therefore blocking his access to advanced studies. This accidental complicity means that the two institutions that in the colonial context can finance his schooling are quite hostile to higher education. The survival of colonial domination depends in part on the exclusion of the colonized from spheres of knowledge production. Against the double hostility of the ancestral hinterland and the colonial authority, it is precisely a community of *évolués* who mobilize to support Barnabas’s French adventure. He has the mandate to return in order to avenge the *évolués* of the humiliations that they suffered under the colonial regime.

The Historical Mission of the *Evolué*

In *Le Lys et le Flamboyant* by Congolese writer Henri Lopes, the story’s narrator gains access to the school reserved for Europeans in the colony thanks to his mother’s French nationality. His comrades Yanguï and Alhadji attend the colonial school, which is reserved for indigenes. Being an indigene in a colony means assuming what we might call, for lack of a more appropriate expression, the burden of the colonized: “We have to know twice as much as the Whites to make ourselves respected.” (1997, p. 158) The burden of the colonized is to prove that they belong in the school, which is an abridged version of Western civilization that in the colony takes the place of civilization purely and simply: “When I get all of that stuffed into my head, said Yangué brandishing his *Mamadou and Bineta*, I could get my certificate of studies, then the sixth-grade entrance exam. Then, I could become a civil servant and an *évolué*.’ Acquiring the status of *évolué* alleviates what is characterized above as the burden of the colonized: “Whites will no longer insult us, won’t kick us around anymore, and will respect us.” (1997, p. 159) To become an *évolué* means to ward off the curse that is the fate of indigenes.

The Code of the Indigene creates a social stratification that ranges from citizens enjoying full rights and privileges to indigenes relegated to the hell of forced labor and constituting the immense majority of the population. Between these two social groups is the *évolué* emerges as “the individual who submitted voluntarily to the constraints of the monetary economy.” (Beti & Tobner, p. 132)

According to Mongo Beti, Louis-Paul Aujoulat², the architect of the establishment of authoritarian francophone political regimes subjugated to French domination, relies on “that class of Africans that were called *évolués*, men who attended school up through certificate of primary studies, rarely, up to an undergraduate degree, its equivalent in French lycées beginning at the end of the late 1940s)” (Beti, 2005, p. 285). The rudimentary nature of their instruction leaves the *évolués* uncultivated, in the most basic sense of this word. Nevertheless, to the lack of culture is added “obsession with force, love of money and enjoyment of material goods, scorn for any morality.” (Beti, 2005, p. 289) Barnabas sees himself as a “poor, without relatives or friends, and ridiculed for my dreams, (...) Hydra of chimeras, a monster of optimism in a country where man had been dehumanized by the appetite for power and profit and by the cult of selfishness.” (1980, p. 62). He positions himself as a graduate who resists the temptation of the *évolué*, namely, the appetite for profit and power. He relies upon the knowledge acquired during his tenure in the seminary to defend the prestige of the educated against the compromises that *évolués* make in order to realize their social ambitions.

The arguments deployed by Henri Lopes, Mongo Beti, and Ferdinand Oyono gesture to what we can read as a scorn held by intellectuals—or least the more educated in the colonial situation—whose capital is above all symbolic, toward the materialistic and potentially compromising motivations that rule the actions of *évolués*. The submission to what Mongo Beti calls, in the passage above, the constraints of the monetary economy justify the contempt we alluded to for *évolués*. It nevertheless constitutes the economic basis that allows *évolués* to finance the studies of “jeunes nègres quartier-latiniseurs, agrégationnaires et doctoriseurs” ‘young negroes at the Latin Quarter, *agrégationnaires* and doctoral students of the time’ (Beti, 1978, p. 13). For example, Oyono benefited from the integration of his parents’ generation into the colonial economy. Indeed he was “the son of the secretary-interpreter of the colony and as such received training in the best schools, eventually including the Sorbonne before undertaking a career as a diplomat” (Parascandola, 2009, online reference). The trajectory of Barnabas and many characters of the Francophone novel thus appears to echo the critical role performed by the *évolués* in the emergence of a class of knowledge producers.

The travelers accompanying Barnabas on the bus heading for the capital are members of the class of *évolués* to which Oyono’s father belongs. They see in him the Messiah who will deliver the country from the colonial yoke:

The woman (...) extricated herself from her seat, rushed over to me, and in a full view of everyone pressed a thousand-franc note into my hand ; then, standing back to get a better view of me, she peppered my face with a volley of brackish saliva that had been discolored by the quid of tobacco swelling in her scarified cheek (it was her way of blessing me), then she cried : “ Go ahead, my child, go to their country, become a Commandant, a Commissa (translator’s note : a police chief), marry one of their women ; that’ll change a lot of things for us in this country.” (1989, p. 89)

The initiative taken by Barnabas’s mother met with mistrust from the community of Elders, but that of the passenger in the transport vehicle is more enthusiastic:

“Ah, this is the happiest day of my life,” exclaimed my neighbor, the male nurse, who removed his *kepi*, groped about inside of his jacket, and extracted two-thousand-franc notes. “God be with you!” he continued, pointing to the Greek with the tip of his chin (...) In tones of mystical illumination, my neighbor thundered, “Come back and save us like Moses saved the children of Israel from the bondage of Egypt (1989, p. 89; emphasis in the original).

Oyono offers a catalogue of the miseries of colonization in *Une Vie de boy* (1956a) and *Le Vieux nègre et la médaille* (1956b). Barnabas thus has as his mandate the deliverance of the community from the weight of humiliations endured under colonization: “Come say your goodbye to this son of your

² Louis-Paul Aujoulat (August 28, 1910 – December 1, 1973), was a doctor who was notably one of the founders of the Ad-Lucem Foundation (a chain of dispensaries which serve until today in Cameroon). Aujoulat was a deputy of Cameroon after the Second World War and Secretary of State for Health in the French government. Mongo Beti and the Cameroonian opposition attribute to him the authorship of the regime which took over the governance of Cameroon after the departure of the French.

country, this child whom God has chosen to go study to the white man's country, from where he'll come back to save us, to save Africa!" (1989, p. 90). The theme of the redemption of the colonized through education recurs as a leitmotif in the novels of the first generation of francophone writers.

Uncle Mamadou in *L'Enfant noir*, Assouan Koffi in *Climbié*, and the Knight in *L'Aventure ambiguë* hold the role of assistants in the colonial administration and can be compared to the passengers in the bus who place their hope in Barnabas. The Golden Age of the French school in Sub-Saharan Africa between the two wars witnesses the birth of African writers such as Mongo Beti, Hamidou Kane, and Bernard Dadié. The "the rush of Africans toward a colonial education" (Gadjigo, 1990, p. 60) is motivated by the awareness of the necessity for education in the colonial setting: "Il faut savoir lire et écrire pour être quelqu'un... Non, le temps de l'ignorance est terminé" "You need to know how to read and right to be somebody . . . No, the time for ignorance is over," (Dadié, p. 110) claims the uncle of *Climbié* in that eponymous novel. *Climbié* must absolutely acquire his certificate of primary studies in order to help his mother. The wish of Samba Diallo's father is to see him contribute to the edification of the future, "not as a stranger come from distant regions, but as an artisan responsible for the destinies of the citadel" (Kane, 1963, p. 80). The *évolués* invest Barnabas, the future graduate, with a mission to redeem the colonized. The *évolués* who bring their financial support to the future graduate of French universities locate respectability in the framework of emancipation. Barnabas then reformulates this mission by privileging the dismantlement of colonial discourse as the crucial, imperative condition for freedom from the colonial yoke. It is within this logic that he decides to lift the veil of the masking of what binds together Africanist discourse.

The Deconstruction of the "Ancient Veil of Phantasmagoria"

The old curtain of phantasmagoria is the heart of the production of an Africa tailor-made for consumption by tourists who love exoticism. Such a phantasmagorical production signifies a spectacle so extraordinary that it appears unreal. The novel suggests that anthropologists, the producers of the phantasmagoria—are recruited among "whites who were enamored of an imaginary Africa they apparently had come to explore only so they could lock it up in picture albums destined for the imaginations of those adventure-starved, arm-chair travelers who abound in bourgeois Europe." (1989, p. 65) From the beginning we have whites who are infatuated by a make-believe Africa. That postulation calls into question the mode of exploration that sees itself as a quest for knowledge. In fact, the dreamed-about Africa risks supplanting the real Africa. The unreality of the category of phantasm competes both with a rigorous scientific approach and with the Africa that is. The search for a made-up Africa seeks to satisfy the "imaginations of those adventure-starved, arm-chair travelers who abound in bourgeois Europe." The exotic guidebook drives these conquerors of knowledge in search of "the unique and the inexpressible" in these lands regarded as virgin territory. Thus, everything seems to enchant them, whether it's a monkey, a naked woman, or even idiots: "[I]ls étaient là aux aguets, à la recherche des rites, prompts à dévisser le capuchon de leur stylo, à pister le sauvage, le bon sauvage de leur enfance vierge des stigmates du temps: 'le Bamboula!' et à écrire un livre" (Oyono, 1980, p. 93) "They were constantly on the alert, perpetually in quest of rituals, always ready to remove the tops from their pens, to track down the savage, the real savage of their youthful fantasies, the 'Bamboula'³ who had remained unmarked by the passage of time, and to write a book". (1989, pp. 65-66)

Earlier, we noted in Zobel's work the stage of the absence of colonized peoples in the annals of knowledge. After that civilizational negation, Mounirou Diallo (2017), following Mudimbe (1988), evokes the stage of recognition that unleashes a quest for the primitive. The mechanics of fabricating this knowledge suppose a recruitment of native informants. It is within that logic that Barnabas becomes the "Guide attitré de l'Hôtel de France" (p. 92), 'official guide at the Hotel de France' (1989, p. 66) armed with "cartes topographiques du pays, à travers lequel j'avais mission de piloter tous

3 Translator's note: "Originally a primitive African drum and the dance that was performed to the beating of it, the word 'Bamboula' acquired pejorative connotations in French (c.f. "nigger"), in part through conflation with 'bamboche' (a large puppet or stunted, deformed individual) (1989, p. 66).

ces africanistes que nous charriaient l'Europe et l'Amérique" (p. 100) 'the topographical maps of the surrounding countryside, through which I had the mission of piloting all those Africanists who had been ferried to our shores by Europe and America.' (1989, pp. 69-70):

And in a mercenary sort of way, I became their local guardian angel, who enabled them to photograph or film a pygmy, a monkey swinging from its branch, a boa swollen by its painful digestion, a hippopotamus lumbering away from the river bank, an indigenous marriage in which the rhythm of the balafon—so many scenes that are "tremendous," "remarkable," and "sensational"! (1989, p. 66)

The emotional charge detected in the choice of words ("tremendous!" and "remarkable!" as well as "sensational!") echoes the intoxication of the actors in this nameless colonial exposition:

My fellow tribesmen also improvised a ritual for us whenever my explorers were willing to pay the 'matabish,' usually the price of several demijohns of red wine or palm wine, with which the unemployed, starveling actors drank themselves into a stupor before feverishly staging their production as the spectators smiled at the thought of the next film festival, where they were going to overwhelm the jury and snatch from them the Grand Prize that would consecrate them Africanists. (1989, p. 66)

To complete the scene, this knowledge anchored in the quest for strong sensations and intoxicated actors, astonishes the jury. The members of the jury sanctifying the Africanists are certainly enthralled by the special effects that render the staging worthy of film festivals. The performance truly becomes a farce when we realize that the petrified jury is judging a staging executed by actors who are drugged by alcohol.

Richard Bjornson, in his reading of the novels of Oyono, focuses attention on the nature of the characters who embrace the assimilationist dream to cover their Blackness by white masks (Bjornson, 1993, p. 76). Barnabas embraces this survival strategy by cultural alienation. As in making use of his Latin, he completely exploits his identity as an assimilated African, even if the results prove rather deceptive. Commenting on Toundi's trajectory, Bjornson remarks how the latter's naivety prevents him from detecting the "fraud that has been perpetrated upon them by Europeans who held the false promise of friendship with Africans" (Bjornson, 1993, p. 78). Oyono's first two novels reveal the humanity of Africans seduced by the worthless promises of the colonial system that places them in a status of subhumans. While remaining cognizant of Bjornson's reading, it is important to emphasize that Barnabas recovers his lucidity. He speaks of the book as the foundation of the friendship that links him to the anthropologists: "Mais comment résister, ne pas rendre hommage à leur savoir, à leur science brillant de mille connaissances sur *ma barbarie patiemment scrutée* à travers les livres qui étaient la pierre de touche de cette amitié qu'ils me témoignaient?" (1993, p. 100; emphasis added) / "But how could I resist, how could I not pay homage to their knowledge, their brilliant learning with its thousands of facts about my barbarism, which has been patiently scrutinized in countless books and which had become the touchstone of the friendship they bore me?" (1980, p. 70). In fact, the book on which this friendship is based recalls the writing that inaugurated the colonial misunderstanding: the colonial treaty. Basing a friendship upon a book also means seeing the possibility of a future deception. It seems to us that once he is in France, Barnabas discovers this fraudulent set-up in which he played a role, no matter how small.

In the course of the Africanist setting, Barnabas fills a subaltern function: "In return for a small salary, he dutifully feigns childlike simplicity as he provides Cimetierre with opportunities to photograph 'authentic' exotica, and he praises the Frenchman's fanciful interpretations of African culture" (Bjornson, 1993, p. 85). Yet we know that after receiving his degree, "the highest certificate available to the natives of my country," he enters the seminary thanks to his father's devotion to the Catholic church. That entry into "the forbidden paradise of Knowledge to which one could gain access with the Trojan horse of a religious vocation" permits us to deconstruct the montage of the Africanist circus. Recovered lucidity is now seen by the distancing he introduces between his past, as guide attiré de l'Hôtel de France, and the narrative voice that critiques the Africanist montage. Africanist cinema leads to the establishment of academic reputations. The Africanists' reputation ("rien que des Académies ambulantes, des sommités intellectuelles dont l'honnêteté, la probité,

l'abnégation définitivement consacrées" 'Nothing but walking Encyclopedias, intellectual giants whose honesty, integrity, and duly consecrated sense of self-sacrifice' (1989, p. 70) is based on the sacrifices which the latter consented in their march toward knowledge. They brave the weather and tropical diseases, "burning with a desire to tap the original source of inspiration at its roots, they set out to discover the pygmy or the black savage under the solemn pretext of contributing to Science and Knowledge" (1989, p. 70). The last part of this statement thus exemplifies a misgiving of all scientific pretension. Science and Knowledge are merely pretexts to validate "the ancient veil of phantasmagoria."

The entry on Ferdinand Oyono in the *Encyclopedia Britannica* (2004) informs the reader that in the 1950s, "while writing his first two books, Oyono worked in Paris as an actor on stage and on television." The text establishes a correlation between this experience on stage and the construction of characters in novels: "In mocking the foibles of the self-deluded colonial masters as well as the simple villagers, Oyono often painted hilarious portraits, putting his early experience as an actor in theatrical farce to good use." (2004, online reference). The text refers to his first two novels. His third novel reproduces the same grotesque grasp of characters. Barnabas's father emerges as a true caricature of the indigene, drinking in the illusions distilled by missionaries—even down to the very dregs. Anthropologists form the second category of characters to suffer the novelist's biting irony. The author's background in dramatic arts is clearly seen in his interpretation of the anthropologist's undertaking as a theatrical performance, or even better, as a session at a film shoot. The Africanist montage is a dramatization of the daily life of the colonized. The banal details of the natural countryside (a boa digesting his prey) or of daily life (scenes from a marriage) are transformed into a spectacle in the anthropological staging. The transformation of the ordinary life of the colonized people into a spectacle recalls human zoos, a phenomenon that gave rise to the exhibition of so-called primitive peoples at the end of the nineteenth and beginning of the twentieth centuries.⁴ *Faire son cinéma* (to put on a show) in French speaks to noisy and spectacular showings meant to draw attention. Africanist film strikes the jury with stupor, and their petrification perhaps reminds us that Africanists have indeed put on a show. Cinema is a spectacle. Spectacle obeys the laws of staging geared to "those adventure-starved, arm-chair travelers who abound in bourgeois Europe." The spectacle cannot claim to pass for a scientific enterprise.

The pool of stereotypes acts as an ideological matrix to guide the steps of lovers of exoticism. The performance turns the Africanist montage into a staging, that is, a fabrication of a reality born of the imagination of the directors and executed by drunken actors. Such at least is the essence of the reading that Barnabas gives. And it is important that the deconstruction of this Africanist montage occurs once Barnabas, the former Guide attitré de l'Hôtel de France, is in France. France represents the strategic site of knowledge he accesses thanks to the support of *évolués*. He questions the gaze that denies his presence as a subject: "It was not without an amused anxiety that I asked myself which category of human being I might well represent, as if I could be anything other than that good-natured, continually smiling native whom they saw through the ancient veil of phantasmagoria that had fallen over my country..." (1989, p. 70). The amused uneasiness is a rhetorical strategy that upends the hierarchy established by the processes of production of Africanist knowledge. In this hierarchy, indigenes and their culture are considered to be transparent before the Africanist gaze that authoritatively assigns them the identity of a barbarian. This amused uneasiness gestures to the fact that Barnabas returns the gaze and invites us to no longer take Africanist film at face value, but to make us concentrate on the defective methodology of the "the ancient veil of phantasmagoria that had fallen over my country". Barnabas raises that old curtain, invites us behind the cameras to become witnesses of the artificiality of the montage. The reader witnesses the drugged actors at the center of a grotesque staging that fails to hide the strings of the montage. The native actors

4 Kirshensblatt-Gimblett analyzes the transformation of the existence of social strata who were discriminated against into a tourist object to satisfy the voyeurism of the rich (Barbara Kirshensblatt-Gimblett. *Destination Culture: Tourism, Museum, and Culture*. Los Angeles: University of California Press, 1998). The exposition of African and Blacks is at the heart of the work edited by Bernth Lindfors, *Africans on Stage. Studies in Ethnological Show Business*. Bloomington and Indianapolis: Indiana University Press, 2000.

become the sacrificial lambs that Aimé Césaire invited to come “out of alien days”⁵ of the Africanist phantasmagoria. Repudiating this montage paves the route to the building of an African order of discourse.

The Postcolonial Order of Discourse

Barnabas’s critical gaze is an upending that establishes the order of postcolonial discourse. The barbarians who are subjected to the violence of the gaze of the conquering science nevertheless return a critical gaze onto the fabrication of this Africanist phantasmagoria. The Blacks who are the good children, the funny ones, mark their entrance into the forbidden city of knowledge by becoming aware of their existence as a subject. The birth of this subjectivity is doubled by an iconoclastic gaze, that is, one that is able to produce an understanding of the individual and his or her environment. The ethical dimension of this epistemological revolution is found in this birth into the world, a radical formulation of a humanity that has been suspended by the colonial parenthesis. And we find it significant that this bursting upon the scene of subjectivity, a movement that is part of “l’élán des peuples néantisés qui opposent aujourd’hui à l’universel de la transparence, imposé par l’Occident, une multiplicité sourde du Divers” “the impetus of the annihilated peoples who today oppose the universalizing transparency imposed by the West, with the muted multiplicity of the Diverse” (Glissant, 1981, pp. 12-13) is symptomatic of the historic mission of the generation to which Oyono belonged. As testimony, there is the example of his confrere Mongo Beti, who also takes aim at the same “Ancient Veil of Phantasmagoria.” *L’Histoire du fou* comes more than three decades after *Chemin d’Europe*. Nevertheless, both writers focus upon the same historical period.

Mongo Beti, in *L’Histoire du fou*, sets the stage for a chronicler who has returned from Europe, after a long time abroad. He has even partially lost his familiarity with his native tongue, and experiences difficulties communicating with the patriarch, the depositary of the clan’s foundational mythology. The narrator’s frustration in having unlearned his clan’s customs betrays a malaise: “It is certainly unfortunate that examining manifestations of a passion of such importance to an entire people’s soul should prove so tedious that it exposes one to the possibility of being unable to uncover the motivations behind the players’ feelings, consequently giving one the sensations of being in presence of sleepwalkers” (Beti, 2001, p. 57) Whereas Barnabas caricatures the patriarch Fimsten Vavap, the last “living descendent in the long line of great ancestors” as an “illiterate,” Beti’s narrator admits that he finds himself in the position of being a cultural illiterate. Here, we are now far from the summary disqualification of the ancestral order that emerges from *Chemin d’Europe*. This confession also prefigures a transformation. The narrator-protagonist abandons the gaze of the “voyageurs abreuvés des images et des récits que fabriquent et diffusent les professionnels occidentaux de l’exotisme” (Beti, 1994, p. 16) ‘tourists primed on images and tales fabricated and publicized by western professionals of exotica.’ (Beti, 2001, p. 9) Here again, it worth calling the attention of the reader on the fixation of both Oyono and Beti on the exotic trope. The narrator explains his alienation by having been too close to the Parisian Third-Worldists:

I too (do I dare admit it?) unconsciously subscribed to this vision of the tragedy of African societies. In fact, the theme of acculturation, which had become fashionable in Saint-Germain-des-Prés and its surroundings, had already generated, among the enlightened partisans of dogma, a multitude of divergent, contradictory, intersecting, parallel, and complementary theses, whose proliferation left ordinary consumers of novelty like myself both dissatisfied and yet impregnated with their *phantasmagoria*. (Beti, 2001, p. 9; emphasis added)

We could read this critique as an echo of the scorn shown by the chronicler of *Ville cruelle* with respect to the discourse of explorers, geographers, and journalists. When pressed on this point, Mongo Beti clarifies his thought in the following terms:

⁵ “my people/when/out of the alien days/on reknotted shoulders will you sprout a head really your own/and your own word/ the notice dispatched to the traitors/to the masters/the restituted bread the washed earth/when will you cease to be the dark toy/at the carnival of others/or in another field/the obsolete scarecrow?” (Césaire 1983 p. 349)

What I aim at especially in the pages of my book (Beti, 1994, pp. 16-18) to which you refer are the French anthropologists, journalists, Africanists, Third-Worldists who, following in Sartre's stride, believed they could speak peremptorily of things they knew very little about, and especially about Africa, which was in fact for them the occasion for a composition, games in short. What I denounce is their combined ignorance, their dogmatism, the prestige that they benefit from, and the devastating consequences of all that on the consciousness of the French from 1960 to around 1980. Those people were moved by good intentions, but their influence was disastrous for French policy in Africa. In a way, they were at the source of the good conscience that led to situations like Rwanda—and less dramatically, Cameroon. (personal correspondence with Mongo Beti, December 28, 1994)

Mongo Beti uncovers not only the devastating impact the discourse of the Third-Worldists and Africanists of the Latin Quarter, but also reflects on the compromised gaze of the chronicler. It is significant that the word “phantasmagory” used by Oyono in *Chemin d'Europe* (1960) returns in *L'Histoire du fou* (1994). The two writers, separated by more than three decades, make use of this same term to criticize the order of Africanist discourse as it is deployed in the microcosm of Parisian intellectuals. The deconstruction of the Africanist phantasmagory is seen as a necessary step in the validation of an order of African discourse.

Conclusion

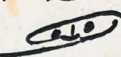
The novel serves as an archive of the scholarly library, a crystallization of the essentially exclusive domination of the colonial library. Writing presupposes an apprenticeship in this library, which solidifies the colonial Metropolis as the locus of the origin of knowledges. To write in a colonized context is at the same time to parade a subjection to this colonial library, but also to experience the process of its repudiation, or at least its deconstruction. Writing means unlearning the effects of this colonial library in order to arrive at a decolonized library, or at least to set the milestones for such a project. *Evolués*, dazzled by the incandescent lights of the knowledge acquired at the colonial school and of which they really have only a rudimentary understanding, are convinced that it will serve the cause of their emancipation. The graduates, who have surpassed the stage of the hallucinatory contemplation, theorize another use of knowledge in the colonial context. Writing determines the modalities of imperial normalizations: the cult of the written document (colonial treatises, sites of deceptions, misunderstandings, and imperials ruses), the fetishism of the literate (*assimilé*, *évolué*, or graduate) and the repression of orality and the sociopolitical system that renders it possible, despite its cultural and sociological importance. The misunderstanding between Barnabas and the tutelary guardian of the line of great ancestors is a variation on the deaf war between Africa and itself. Writing has helped to make the peoples of orality assume guilt for their deficiency in writing and therefore in civilization and knowledge. They are forever made guilty, in turn, by this role. They are cursed by their pact with the clan's enemies. Yet despite this curse, the *évolués* elect the intellectuals as missionaries of progress for them by means of a demand that takes the shape of what we have characterized as their historical mission. The formulation of this demand comes up against—and this is what we have suggested through the definition of the *évolué* by intellectuals—the symbolic protectionism, in other words, the intellectuals' consciousness of their status in colonial society. In the end, opposition to colonialism constitutes a terrain for the reconciliation of future intellectuals and *évolués*.

Bibliography

- Apollinaire, G. (1913). *Alcools*. Gallimard.
- Beti, M. (1954). *Ville cruelle* (sous le pseudonyme d'Eza Boto). Présence africaine.
- Beti, M. (1956). *Le Pauvre Christ de Bomba*. Robert Laffont.
- Beti, M. (1978, mars-avril). De la violence de l'impérialisme au chaos rampant. *Peuples noirs-Peuples africains*, 2, 11-30.
- Beti, M. (1994). *L'Histoire du fou*. Julliard.
- Beti, M. (1994). Correspondence with author. December 1994.
- Beti, M. (2001). *The Story of the Madman*. Translated by Elisabeth Darnel. The University of Virginia Press.
- Beti, M. (2005). *Mongo Beti à Yaoundé, 1991-2001. Textes réunis et présentés par Philippe Bissek*. Éd. des Peuples noirs.
- Beti, M., & Tobner, O. (1989). *Dictionnaire de la négritude*. L'Harmattan.
- Bjornson, R. (1993). *The African Quest for Freedom and Identity: Cameroon Writing and the National Experience*. Indiana University Press.
- Boni, N. (1962). *Le Crépuscule des temps anciens*. Présence africaine.
- Britanica Academic. (2024). Ferdinand Léopold Oyono. In *Britanica Academic*. <https://academic-eb-com.ezp.lib.rochester.edu/levels/collegiate/article/Ferdinand-Léopold-Oyono/57854>. Accessed 24 January 2024.
- Césaire, A. (1966). *Une Saison au Congo*. Editions du Seuil.
- Césaire, A. (1994). *La Poésie*. Édition établie par Daniel Maximin et Gilles Carpentier. Éditions du Seuil.
- Chemain, A. (1998). "Ville cruelle : situation œdipienne, mère castrante." In S. Arnold, ed., *Critical Perspectives on Mongo Beti* (pp. 15-40). Lynne Rienner Publishers.
- Christian, B. (1987). The Race for Theory. *Cultural Critique*, 6, 51-63. <https://doi.org/10.2307/1354255>.
- Condé, M. (1981). *Une Saison à Rihata*. Robert Laffont.
- Condé, M. (1984). *Ségou, les murailles de terre*. Robert Laffont.
- Condé, M. (1989). *La Terre en miettes*. Translated in English by Linda Coverdale. Viking Press
- Condé, M. (1998). *Le Cœur à rire et à pleurer, contes vrais de mon enfance*. Robert Laffont.
- Dadié, B. B. (1956). *Climbié*. Seghers.
- Diallo, M. (2017). *Le Concept et le roman. Philosophe avec la littérature en Afrique noire*. Hermann.
- Diome, F. (2001). *La préférence nationale*. Présence africaine.
- Diome, F. (2003). *Le Ventre de l'Atlantique*. Éditions Anne Carrière.
- Diome, F. (2006). *The Belly of the Atlantic*. Translated by Lulu Norman and Ros Schwartz. Serpent Tail.
- Eshelman, C. & Smith, A. (1983). *Aimé Césaire : The Collected Poetry*. The University of California Press.
- Gadjigo, S. (1990). *École blanche, Afrique noire*. L'Harmattan.
- Glissant, É. (1981). *Le Discours antillais*. Éditions du Seuil.
- Hel-Bongo, O. (2019). *Romans francophones et essai. Mudimbe, Chamoiseau, Khatibi*. Honoré Champion.
- Irele, F. A. (2000). Introduction. In A. H. Bâ, *The Fortunes of Wangrin*. Indiana University Press.
- Kane, C. H. (1961). *L'Aventure ambiguë*. Julliard.
- Kane, C. H. (1963). *Ambiguous Adventure*. Translated from the French by Katherine Woods. Heinemann.
- Kemedjio, C. (1999). *De la négritude à la créolité. Édouard Glissant, Maryse Condé et la malédiction de la théorie*. Lit Verlag.
- Kemedjio, C. (2003). L'arrière-pays contre la violence coloniale. *Études littéraires*, 35(1), 41-54. <https://doi.org/10.7202/008632ar>.
- Kemedjio, C. (2006). "Faire taire les silences du corps noir." *Présence francophone : Revue internationale de langue et de littérature*, 66(1), pp. 12-36.
- Kemedjio, C. (2021). "Migration, Literary Imagination, and Mirages in the Francophone Text: Paths to Anthropological Mutilation." In G. Olankule, ed., *A Companion to African Literatures* (pp. 333-349). Wiley-Blackwell.
- Kirshensblatt-Gimblett, B. (1998). *Destination Culture: Tourism, Museum, and Culture*. University of California Press.
- Laye, C. (1953). *L'Enfant noir*. Plon.
- Lindfords, B. (ed) (2000). *Africans on Stage. Studies in Ethnological Show Business*. Indiana University Press.
- Lopes, H. (1997). *Le Lys et le Flamboyant*. Éditions du Seuil.
- Miller, C. L. (1988). *Nationalists and Nomads: Essays on Francophone African Literature and Culture*. University of Chicago Press.
- Mpoyi-Buatu, T. (2003). "Un contour/tribun non conformiste." In A. Kom, ed., *Remember Mongo Beti* (pp. 215-225). Bayreuth African Studies 67.
- Mortimer, M. (1990). *Journeys Through the French African Novel*. Heinemann & James Currey.
- Moudileno, L. (1997). *L'Écrivain antillais au miroir de sa littérature*. Karthala.

- Mudimbe, V. Y. (1988). *The Invention of Africa. Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*. Indiana University Press.
- Mudimbe, V. Y. (1992). *The Surreptitious Speech. Présence africaine and the Politics of Otherness, 1947-1987*. The University of Chicago Press.
- Nfah-Abbenyi, J. M. (1997). *Gender in African Women's Writing. Identity, Sexuality, and Difference*. Indiana University Press.
- Ngũgĩ Wa Thiong'o (2009). *Something New and Torn. An African Renaissance*. Civitas Books.
- Ngũgĩ Wa Thiong'o (2012). *Globalectics: Theory and the Politics of Knowing*. Columbia University Press.
- Oyono, F. (1956a). *Une Vie de boy*. Julliard.
- Oyono, F. (1966). *Houseboy*. Translated from the French by John Reed, Waveland Press.
- Oyono, F. (1956b). *Le Vieux Nègre et la Médaille*. Julliard.
- Oyono, F. (1980). *Chemin d'Europe*. Édition Club Afrique Loisirs.
- Oyono, F. (1989). *Road to Europe*. Translated by Richard Bjornson. Three Continents Press.
- Parascandola, L. J. (2009). "What Are We Blackmen Who Are Called French?: The Dilemma of Identity in Oyono's *Une vie de boy* and Sembène's *La noire de...*" *Comparative Literature Studies*, 46(2), 2009, 360-378.
<http://www.jstor.org/stable/25659720>
- Rimbaud, A. (1987). *Une Saison en enfer*. José Corti.
- Sembène, O. (1962). *Voltaïque, La Noire de... nouvelles*. Présence africaine.
- Senghor, L. S. (1948). *Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache*. PUF.
- Taubira, C. (2012). *Mes météores. Combats politiques au long cours*. Flammarion.
- Toumson, R. (1989). *La Transgression des couleurs : littérature et langage des Antilles (xviii^e, xix^e, xx^e siècles). Tome 1*. Éditions caribéennes.
- Zobel, J. (1974). *La rue Cases-Nègres* (1950). Présence africaine.
- Zobel, J. (1980). *Black Shack Alley*. Translated by Keith Q. Warner. Three Continents.
Translated from the French by Ruthmarie H. Mitsch.



Baye Mballo Kébé
2023
PKK 

© Saxo 2, Baye Mballo Kébé, 2023

Démocratie et insécurité au Sahel : une cohabitation impossible ?

Abdoul Karim Saidou

Maître de conférences agrégé de science politique
Université Thomas-Sankara, Ouagadougou
akarims40@yahoo.fr

Résumé

Cet article analyse les effets de l'insécurité sur l'ordre démocratique à partir des terrains sahéliens. Il vise à élucider le potentiel de résilience de la démocratie face à l'insécurité. Les résultats montrent une situation contrastée avec d'une part des régimes qui s'accrochent à l'insécurité et d'autre part d'autres qui y succombent. Jusqu'à une certaine intensité, la démocratie parvient à domestiquer l'insécurité grâce à ses dimensions électorale, délibérative et participative. Cependant, dans les cas d'insécurité à haute intensité, l'ordre démocratique devient difficile à préserver de par l'impossibilité d'organiser des élections acceptables et de maintenir l'armée en dehors du pouvoir. En clair, s'il n'y a pas d'incompatibilité absolue entre démocratie et insécurité, la cohabitation entre les deux n'en reste pas moins tumultueuse.

Mots-clés

Démocratie, sécurité, insécurité, guerre, Sahel




How to cite this paper:

Saidou, A. K. (2024). Démocratie et insécurité au Sahel : une cohabitation impossible ? *Global Africa*, (5), pp. 138-152.
<https://doi.org/10.57832/npyn-dh45>

Received: April 14, 2023

Accepted: December 19, 2023

Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)   

Introduction

« Libérez Kossyam¹ ! », « Roch dégage ! », « trop c'est trop ! ». Tels étaient les principaux slogans scandés par des manifestants le 27 novembre 2021 à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. Plus tard, le 21 janvier 2022, Yéli Monique Kam, présidente d'un parti d'opposition, appelle l'armée à « prendre ses responsabilités » face à la crise sécuritaire². Ces acteurs invitaient l'armée de façon plus ou moins déguisée à prendre le pouvoir. Pourtant, le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré venait d'être réélu au premier tour lors de l'élection présidentielle du 22 novembre 2020 (Saïdou & Bertrand, 2022). Il sera renversé le 24 janvier 2022 par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba. Ce dernier sera renversé à son tour le 30 septembre 2022 par le capitaine Ibrahim Traoré³. Le Mali, autre pays sahélien en crise, a également connu un coup d'État le 18 août 2020 contre le président Ibrahim Boubacar Keïta, réélu en 2018 pour un second mandat. Plus récemment, le 26 juillet 2023 au Niger, le général Abdourahamane Tiani a renversé le président Mohamed Bazoum, élu pour un premier mandat en avril 2021⁴. Ces coups d'État ont ceci en commun qu'ils ont été perpétrés dans un contexte d'insécurité⁵ et de « crises enchevêtrées » (Olivier de Sardan, 2023 ; Bagayoko, 2021 ; Englebert & Lyammouri, 2022). Ces ruptures de l'ordre démocratique posent la question de la capacité de la démocratie à gérer la crise sécuritaire. Peut-on y voir une cohabitation impossible entre démocratie et insécurité ? Autrement dit, la démocratie serait-elle inapte à réguler l'insécurité ?

En science politique, le concept de démocratie était pendant longtemps appréhendé selon une conception minimaliste (Schumpeter, 1972 ; Mair, 2011). Un courant maximaliste s'est développé en attirant l'attention sur des aspects tels que l'égalité et la participation (Mayer, 2010). Une littérature plus récente met l'accent sur la qualité de la démocratie abordée en termes de procédures, de contenu et de résultat (Diamond & Morlino, 2004). La démarche théorique de cet article consiste à saisir la démocratie dans sa pluralité à partir de ses dimensions électorale, participative, consensuelle, délibérative et libérale (Pilet & Tomini, 2018, p. 171). L'ordre démocratique désigne l'existence d'institutions politiques établies selon la Constitution et conformément aux principes de convergence constitutionnelle édictés par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao)⁶. La stabilité de cet ordre démocratique face à l'insécurité est mesurée par le maintien ou non de ces institutions notamment celles gouvernementales, parlementaires et judiciaires. Il y a rupture de l'ordre démocratique lorsque des dirigeants élus (président de la République, députés) sont destitués et remplacés par des dirigeants non élus, civils ou militaires. Le concept d'insécurité est abordé ici par le prisme du terrorisme qui se définit comme le recours à la violence par des groupes armés irréguliers en vue d'atteindre des objectifs politiques (Collins, 2016 ; Hampson, 2008). Cette violence politique relève des « nouvelles guerres » (Kaldor, 2006) de par son caractère asymétrique et transnational (B. Lutz & J. Lutz, 2016, p. 313).

Le terrorisme constitue un nouveau test pour les régimes issus de la « troisième vague de démocratisation⁷ » en Afrique (Villalon & Idrissa, 2020 ; Loada & Weathly, 2014 ; Bratton & Van de Walle, 2002). Déjà, ces processus de démocratisation ont connu un reflux vers la fin des années 1990 avec l'émergence des « régimes hybrides » (Coman, 2018 ; Diamond & Plattner, 2010 ; Diamond, 2002), ouvrant la voie à la « troisième vague d'autocratisation » (Alizada et al., 2021 ; V-Dem Institute, 2023). Dans le Sahel, ce recul de la démocratie a été accentué par le terrorisme depuis une dizaine

1 Kossyam désigne le palais présidentiel au Burkina Faso.

2 <https://infowakat.net/gouvernance-politique-monique-kam-appel-larmee-a-prendre-ses-responsabilites/>

3 <https://www.jeuneafrique.com/1381940/politique/burkina-faso-qui-est-ibrahim-traore-le-capitaine-qui-a-fait-tomber-damiba/>

4 Avant 2023, deux tentatives de coups d'État avaient eu lieu, l'une en décembre 2015 et l'autre en mars 2021.

5 Selon le classement 2022 du *Global Terrorism Index*, le Burkina Faso, le Mali et le Niger occupent respectivement la seconde, la quatrième et la dixième place des pays affectés par le terrorisme. Cf. Institute for Economics and Peace (2023). <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2023/03/GTI-2023-web-1-1.pdf>.

6 Ces principes sont contenus dans le Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance adopté en 2001 (Fall, 2014).

7 Sur les vagues de démocratisation, voir Huntington (1991).

d'années et plus récemment par la crise du Covid-19⁸ (Landman & Di Gennaro Splendore, 2020 ; Rapeli & Saikkonen, 2020 ; Maltosa, 2021). La littérature sur les liens entre démocratie et sécurité a été dominée par la thèse libérale selon laquelle « les démocraties ne se font pas la guerre » (Navari, 2008). Plusieurs travaux ont discuté cette thèse, tantôt pour la corroborer, tantôt pour la nuancer, voire la remettre en cause (Doyle, 1986 ; Paris, 2009, pp. 40-51). Selon Rummel (1997), les démocraties sont moins enclines à connaître des conflits violents internes⁹. Pour Piccone (2017a), les démocraties fragiles ont tendance à enregistrer plus de crimes que les démocraties et les autocraties consolidées. Alors que dans les États et démocraties consolidées comme les États-Unis et le Canada, le terrorisme a conduit à la restriction des libertés démocratiques (Daniels et al., 2001), dans les États sahéliens, c'est l'ordre démocratique même qui est menacé par ce défi sécuritaire.

Si le terrorisme dans le Sahel a été analysé selon diverses perspectives (Bagayoko, 2021 ; Bukarti, 2023 ; Idam & Emeh, 2022), ses implications sur la démocratisation restent insuffisamment explorées dans une perspective comparative. Cet article se propose de contribuer à combler cette lacune à travers une analyse des cas du Niger, du Nigeria, du Mali et du Burkina Faso sur la période 2010-2023. Ces cas présentent des similitudes et des contrastes. En effet, depuis une dizaine d'années, la démocratie au Nigeria et au Niger s'accommodait de l'insécurité avant que ce dernier pays n'entre dans une transition militaire en 2023. En revanche, au Mali, l'insécurité a déjà entraîné trois coups d'État depuis 2012, alors que le Burkina Faso en a enregistré deux dans la seule année 2022¹⁰.

Cet article a été rédigé à partir de données issues d'une revue de la littérature et d'une série de rencontres scientifiques. Pour le premier point, la littérature analysée porte sur la démocratisation, les liens entre la démocratie et l'insécurité et le terrorisme dans le Sahel. Sur le second point, il s'agit de la synthèse personnelle des débats lors de quatre rencontres scientifiques au cours desquelles nous avons présenté des communications sur la démocratie et l'insécurité. La première rencontre a été le colloque sur les régimes de transition organisé le 5 février 2022 à Ouagadougou par un consortium d'organisations de la société civile¹¹. La seconde rencontre a été le Congrès interdisciplinaire d'études africaines (COAFRO) organisé du 26 au 27 mai 2022 à Cluj-Napoca en Roumanie¹². La troisième rencontre a été le séminaire sous-régional sur les élections en temps de crise organisé du 7 au 9 décembre 2022 à Ouagadougou par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). La quatrième rencontre a été le colloque régional organisé par l'Institut pour la gouvernance et le développement (IGD) à Ouagadougou du 13 au 15 décembre 2022. Les débats avec les chercheurs en sciences sociales et juridiques, les experts en sécurité et les praticiens du jeu politique et électoral ont permis d'affiner l'analyse.

L'argument central de cet article est qu'il n'y a pas d'antagonisme insurmontable entre insécurité et démocratie. La démocratie s'accommode de l'insécurité d'une part, parce que les acteurs développent des stratégies d'adaptation et, d'autre part, parce que la démocratie elle-même contribue à réguler la crise. Cependant, l'intensité de l'insécurité met la démocratie à rude épreuve lorsqu'elle amenuise la capacité des États à organiser des élections acceptables et à tenir l'armée hors de l'arène politique. En clair, tout en étant possible, la cohabitation entre démocratie et insécurité reste tumultueuse.

8 Voir à ce propos le numéro 2 (2022) de la revue *Global Africa* intitulé « L'Afrique et le monde à l'heure virale ». www.globalafricasciences.org

9 Voir également sur le lien entre démocratie et terrorisme, les travaux de Piccone (2017b).

10 Cela indique une corrélation entre l'intensité de l'insécurité et les ruptures de l'ordre démocratique. En effet, en 2022 le Mali et le Burkina Faso ont enregistré 73 % de morts liés au terrorisme au Sahel et 53 % de morts dans toute l'Afrique subsaharienne (Institute for Economics and Peace, 2023, p. 4).

11 Il s'agit du Centre pour la gouvernance démocratique (CGD), de l'ONG Diakonia et de la Communauté des enseignants-chercheurs et chercheurs en sciences juridiques et politiques du Burkina Faso (CEJP).

12 Il a été organisé par le Centre d'études africaines et la faculté d'études européennes de l'université Babeş-Bolyai, en partenariat avec l'Institut d'études africaines et la faculté des sciences politiques de l'université de Bucarest, le Centre Ubuntu de l'université de l'Ouest de Timișoara, le Cevipol de l'Université Libre de Bruxelles et le CESPO de l'université d'Abomey-Calavi. <https://euro.ubbcluj.ro/congres-interdisciplinaire-detudes-africaines-coafro/>

Une cohabitation possible

On peut soutenir l'argument selon lequel la démocratie et l'insécurité peuvent cohabiter dans certaines conditions. Les deux ne sont pas incompatibles même si dans la durée, il n'est pas aisé pour la démocratie de se consolider dans un contexte d'insécurité à haute intensité. Plusieurs exemples illustrent la capacité de la démocratie à s'accommoder de l'insécurité. La démocratie se maintient d'une part parce qu'elle arrive à domestiquer les crises sécuritaires, et de l'autre parce qu'elle contribue par ses instruments à les réguler.

La domestication de l'insécurité

L'expérience de certains États sahéliens montre que la cohabitation est possible entre démocratie et insécurité. Les régimes démocratiques sont équipés pour domestiquer l'insécurité. Cependant, leur résilience face à l'insécurité est tributaire de la capacité des acteurs du processus électoral à ajuster non seulement leurs pratiques mais aussi à réformer les règles du jeu politique.

L'adaptation des stratégies électorales

Dans les contextes d'insécurité, les acteurs des élections développent de nouvelles stratégies pour s'adapter. Ces stratégies permettent de domestiquer l'insécurité et de préserver l'ordre démocratique. Le cas de l'insécurité déclenchée par le groupe Boko Haram dans le bassin du lac Tchad l'illustre parfaitement (Cold-Ravnkilde & Plambech, 2015). Le Nigeria d'où est partie l'insurrection a pu organiser des élections fédérales en 2015, 2019 et 2023 malgré le chaos sécuritaire. Pour les élections de 2023, la commission électorale a créé des centres de vote spéciaux (*IDP voting centers*) permettant de faire voter les personnes déplacées internes dont le nombre n'a cessé de croître depuis 2017 (Bukarti, 2023, p. 9). Dans l'État fédéral du Borno, dans 19 sur les 26 communes, les électeurs ont voté dans des *Super camps*, des enclaves militaires hautement sécurisées¹³. Selon Dongmo et Gazibo (2023, p. 8), si l'élection présidentielle de 2023 au Nigeria indique une « routinisation de la participation politique violente », elle a aussi révélé une baisse de la violence associée aux élections. Le Niger, affecté par l'insurrection de Boko Haram, a eu la même résilience. En effet, ce pays a pu préserver son ordre démocratique de 2011 à 2023 malgré l'intensité des défis sécuritaires auxquels il a été confronté (Olivier de Sardan, 2023 ; Tidjani Alou, 2020).

En 2021, c'est en pleine crise que ce pays a connu la première alternance démocratique de son histoire avec l'élection à la présidence de Mohamed Bazoum. Ces exemples d'élections en temps de crise montrent la fabrique progressive d'une ingénierie permettant de concilier élections et insécurité. L'usage des technologies de la communication et la création d'un mécanisme de sécurisation des élections sont deux recettes qui ont fait leurs preuves au Niger pour les élections générales de 2020-2021¹⁴. Candidat aux élections législatives de 2020 dans l'ouest du Niger en proie à l'insécurité, Halide Ahmed Ousmane confirme qu'une campagne électorale en temps de conflit est bien possible¹⁵. Cependant, les candidats doivent prendre des précautions pour assurer leur sécurité. Il faut selon lui allier ruse et ténacité pour réussir sa campagne dans ce contexte conflictuel. Par exemple, les candidats doivent éviter toute attitude provocatrice envers les groupes armés¹⁶. On peut ainsi constater comment l'insécurité conduit les acteurs politiques à inventer de « bonnes pratiques » en matière de campagne électorale. Pour l'élection présidentielle de 2018 au Mali, la situation sécuritaire avait également influencé les stratégies des candidats. En effet, « les tournées des candidats se sont majoritairement concentrées dans les régions du sud, principales réserves de voix (Union européenne, 2018, p. 19). Pour les régions du centre et du nord, ils avaient limité leurs activités aux seuls centres urbains.

13 <https://africanarguments.org/2023/04/how-nigeria-avoided-organized-violence-during-the-2023-elections/>

14 C'est l'argument défendu par Issaka Souma, président de la CENI du Niger. Il s'exprimait au colloque organisé par la CENI du Burkina Faso à Ouagadougou le 7 décembre 2022.

15 Il s'exprimait le 14 décembre 2022 lors du colloque régional sur les élections qui a été organisé à Ouagadougou par l'IGD et la Fondation internationale du parti du centre suédois (CIS).

16 Selon Halide Ahmed Ousmane, il est par exemple déconseillé de se faire escorter par les forces de sécurité.

De plus, les observateurs électoraux élaborent de nouvelles expertises dans le suivi des élections en temps de crise. La société civile spécialisée dans l'observation des élections y contribue à travers le mécanisme de *Situation room* permettant de collecter des informations en temps réel sur les incidents dans les bureaux de vote. Ce mécanisme a été utilisé au Burkina Faso en 2015 et 2020 et au Nigeria en 2015, 2019 et 2023 (Bukarti, 2023, p. 25). Pour les élections nigérianes de 2023, l'ACLED¹⁷ et le Center for Democratic Development (CDD) ont mis en place le mécanisme dénommé *Nigeria Election Violence Tracker* en vue de suivre les violences politiques¹⁸. Cette capacité d'adaptation au contexte d'insécurité s'observe par ailleurs dans la sécurisation des élections¹⁹. Aux élections burkinabè de 2020, la sécurité des opérations électorales a été supervisée pour la première fois par le chef d'État-Major général des armées. Au Nigeria, cette mission incombe depuis 2011 à un organisme dénommé Inter-Agency Consultative Committee on Election Security (ICCES) coprésidé par le président de la commission électorale et le conseiller à la sécurité nationale, et composé des représentants de toutes les composantes des forces de sécurité²⁰. On peut ainsi observer que l'insécurité conduit les acteurs politiques et institutionnels à inventer de nouveaux savoirs et savoir-faire en matière électorale. Cette domestication de l'insécurité passe aussi par l'adaptation de la législation électorale.

L'ajustement du régime normatif des élections

La domestication de l'insécurité se manifeste par les changements du cadre juridique des élections. Au Burkina Faso par exemple, le Code électoral a été révisé en 2020²¹ pour permettre de valider les élections même en cas de faible participation électorale engendrée par l'insécurité. En intégrant les notions de force majeure et de circonstance exceptionnelle, cette réforme normative, qui a suscité du reste des controverses, visait à éviter que l'insécurité ne remette en cause l'élection et conduise à une crise institutionnelle et politique. Cette réforme normative a permis d'organiser et de valider les élections présidentielle et législatives couplées de novembre 2020. La domestication de l'insécurité passe également par l'ajustement du calendrier électoral. Les élections nigérianes de 2015 avaient été repoussées de six semaines à cause des menaces proférées par le chef de Boko Haram Abubakar Shekau (Bukarti, 2023, p. 11). Pour l'élection présidentielle de 2018 au Mali, la loi électorale disposait qu'en cas de force majeure, le vote peut être reporté le jour suivant dans les centres où il n'a pu se tenir selon le calendrier électoral (Union européenne, 2018, p. 11).

Les États se sont ainsi adaptés à travers le recours aux dispositions exceptionnelles prévues dans les Constitutions pour faire face aux crises. Cela s'est traduit par l'adoption de mesures exceptionnelles telles que l'État d'urgence et l'État de siège, comme le montrent les cas du Nigeria, du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Grâce à ce régime juridique de crise, les pouvoirs des forces armées sont étendus pendant que sont réduites dans une durée limitée certaines libertés individuelles et collectives. C'est dans ce cadre que s'inscrivent par exemple les mesures de couvre-feu décrétées dans certaines régions des États confrontés au terrorisme. S'il est vrai que ces mesures restrictives de liberté alimentent des frustrations, elles permettent de concilier ordre démocratique et lutte contre l'insécurité.

Au-delà de ces politiques officielles, des stratégies officieuses sont utilisées pour intimider et museler les journalistes ou les opposants. L'interdiction des manifestations au Niger sous les régimes Issoufou et Bazoum (2011-2023) en est un exemple. En effet, les stratégies de domestication de l'insécurité peuvent alimenter le démantèlement subtil des acquis démocratiques, même sous des régimes constitutionnels. L'insécurité peut servir de prétexte au verrouillage du système politique. Ces usages autoritaires du contexte sécuritaire n'annulent pas la validité de l'argument selon lequel l'ordre démocratique peut être préservé en temps d'insécurité. La capacité des États à y parvenir réside dans

17 Armed Conflict Location & Event Data Project.

18 <https://acleddata.com/2022/10/26/introducing-the-nigeria-election-violence-tracker/>

19 Des expériences en la matière ont été partagées lors du séminaire organisé par la Commission électorale burkinabè en décembre 2022 à Ouagadougou.

20 <https://situationroomng.org/wp-content/uploads/2016/01/situationroom-vol-3-no-2.pdf>

21 Selon cette réforme, lorsque les élections ne peuvent pas se tenir sur une partie du territoire par force majeure ou circonstance exceptionnelle, l'élection est validée à partir des résultats obtenus là où l'élection a pu se tenir. Voir les articles 148 aliéna 2 et 155 alinéa 2 du Code électoral.

la contextualisation des règles du jeu politique. Cette souplesse juridique du régime démocratique permet à celui-ci de s'accommoder de l'insécurité. En plus de domestiquer l'insécurité, la démocratie offre, de par certaines de ses dimensions, des opportunités de régulation de l'insécurité.

Le potentiel régulateur de la démocratie

La démocratie constitue en elle-même un mécanisme de régulation des crises sécuritaires. Elle contribue à la construction des réponses politiques à l'insécurité. En effet, d'une part, le débat public canalise les stratégies gouvernementales sur l'insécurité, et d'autre part, le moment électoral favorise la réflexion programmatique sur les voies de sortie de crise.

Les vertus pacificatrices du débat public

Dans sa dimension libérale, la démocratie offre une opportunité de sortie de crise en garantissant des droits politiques tels que les libertés de presse et d'expression. Ce faisant, les politiques de lutte contre l'insécurité sont discutées dans l'espace public. Cette veille citoyenne contribue à influencer la qualité des réponses gouvernementales à l'insécurité. Ces voix citoyennes dans le débat sécuritaire contraignent les gouvernants à ajuster, voire à changer leurs stratégies. La crise renforce de façon latente la dimension délibérative de la démocratie (Habermas, 2023) car les autorités sont obligées de justifier publiquement leurs choix politiques. Les alertes données par les journalistes, acteurs de la société civile ou simples citoyens sur la sécurité conduisent les autorités à être plus réactives. Face aux pressions citoyennes, les armées sahéliennes ont par exemple développé une stratégie de communication visant à rendre plus transparentes leurs actions sur le terrain. Les bulletins d'information régulièrement publiés par les armées du Niger et du Burkina Faso en sont des illustrations. On peut étendre cet argument aux mesures adoptées pour favoriser le respect des droits humains par les forces armées sur le théâtre des opérations²².

La conférence publique sur la sécurité le 21 mars 2023 organisée par l'armée nigérienne à l'université Abdou-Moumouni de Niamey illustre les efforts de transparence dans la gestion de la sécurité. Au Nigeria, depuis le début des attaques du groupe Boko Haram, les autorités ont été sous la pression citoyenne. Comme le montre le cas de la campagne *Bring Back Our Girls* en vue de la libération des jeunes filles enlevées par Boko Haram en avril 2014 (Bukarti, 2023 ; Olutokunbo et al., 2015), l'espace démocratique a permis d'exercer une pression sur l'action publique sécuritaire. Enfin, dans sa dimension participative, la pratique démocratique conduit à inclure la société civile dans la fabrique des politiques de sécurité. Un processus de démonopolisation de la sécurité a été enclenché consistant pour les États à impliquer les sociétés civiles dans la recherche de solutions à l'insécurité. Le cas des « forums sur la sécurité » organisés en 2017 au Niger et au Burkina Faso est un exemple (Saïdou, 2020). Cette tendance à la coproduction de la sécurité s'inscrit dans les paradigmes de la « bonne gouvernance » et de la « réforme du secteur de la sécurité » (Saïdou, 2019).

Ces concepts ont influencé la réforme des politiques de sécurité au Mali dans le cadre de la mise en œuvre des accords d'Alger signés en 2015 entre l'État et les groupes séparatistes touareg (Boisvert, 2021 ; ARGA-Mali, 2017). L'inclusion des acteurs extra-étatiques, y compris parfois des « gens d'en bas », a comme effet principal d'accroître la légitimité des politiques de sécurité qui en résultent. Avec le retour des régimes militaires au Mali, au Burkina Faso et au Niger, le débat public est de plus en plus verrouillé à cause de la répression qui s'abat sur les courants critiques de la société. La guerre contre le terrorisme est devenue un prétexte pour restreindre les libertés individuelles et collectives (Bocandé et al., 2023). Au Burkina Faso, la société a tendance à se polariser avec l'émergence d'une rhétorique haineuse contre les intellectuels qualifiés « d'apatrides » (Mbembé, 2023). Le pouvoir de réquisition de l'armée est utilisé par le régime à des fins punitives

22 Le 16 février 2023, le parlement burkinabé a adopté une réforme du Code de justice militaire créant un corps de prévôtés (gendarmes) dont la mission est de prévenir et réprimer les infractions commises par les éléments de forces armées sur le théâtre des opérations. <https://lefaso.net/spip.php?article119538>.

contre la liberté d'expression²³. Ainsi, le retour des militaires au pouvoir a réduit drastiquement la vitalité du débat public sur la sécurité. Dans les régimes démocratiques, la crise a conduit à l'essor de la réflexion programmatique sur la sécurité, alors que les élections africaines sont souvent dépeintes comme des moments sans enjeu.

La valorisation latente de la fonction programmatique

La démocratie résiste à l'insécurité grâce à sa dimension électorale. La littérature sur les élections en Afrique insiste souvent sur la dimension clientéliste du vote et le déficit de débats programmatiques (Bleck & Van de Walle, 2018 ; Quantin, 2004). Les élections en temps d'insécurité relativisent cet argument. En effet, les élections sont l'occasion pour les partis de développer des offres politiques sur la sécurité. Cet argument peut être étayé par l'élection présidentielle de 2015 au Nigeria gagnée par Muhammadu Buhari. Dans ce pays, non seulement les élections ont boosté l'offre programmatique des partis sur la sécurité, mais elles ont aussi conduit à une alternance, contrairement aux élections présidentielles du Mali en 2018 et du Burkina Faso en 2020²⁴. En effet, la défaite de Goodluck Jonathan a été considérée comme une sanction de sa politique sécuritaire inefficace (LeVan, 2019). L'alternance a contribué à affaiblir le groupe Boko Haram, illustrant ainsi l'effet stabilisateur des élections dans les contextes de crise. Hors de la région sahélienne, le cas de la République démocratique du Congo (RDC) corrobore cet argument. Comme l'a montré Ali Diabacté Tadjouline²⁵, c'est à travers les élections de 2006 que ce pays est sorti de la « seconde guerre du Congo ». Les élections présidentielles de 2013 et 2018 au Mali furent des scrutins à enjeu du fait du contexte sécuritaire.

Les programmes des principaux candidats, notamment Soumaïla Cissé et Ibrahim Boubacar Keïta, étaient centrés sur le retour de la sécurité. Cet intérêt pour la réflexion programmatique sur la sécurité a été observé également au Niger à partir de l'élection présidentielle de 2016 à l'issue de laquelle Mahamadou Issoufou a été reconduit pour un second mandat (Saïdou, 2019, p. 12). Le cas de l'élection présidentielle de 2020 au Burkina Faso a corroboré cette tendance. Pour la première fois de l'histoire, un parti, en l'occurrence l'Union pour le progrès et le changement (UPC), a élaboré un Livre blanc sur la défense de deux cents pages. De plus, de façon inhabituelle, un clivage entre candidats à l'élection présidentielle a dominé les débats électoraux (Saïdou & Bertrand, 2022). Les candidats étaient divisés sur la question de savoir s'il fallait négocier ou pas avec les groupes armés.

Selon International Crisis Group (ICG), avec cette campagne électorale²⁶, « une réflexion s'amorce sur l'opportunité de dialoguer avec les insurgés, y compris djihadistes, alors qu'une logique d'affrontement a prévalu jusqu'à présent, sans succès ».

Le moment électoral a été l'occasion d'enclencher un dialogue secret avec les groupes armés. Des sources crédibles font état de la trêve que les autorités burkinabè auraient négociée avec les groupes armés pour faciliter l'organisation des élections (Douce, 2021). Si ce dialogue reste en général confidentiel et vise dans l'immédiat à faciliter l'organisation des élections, il n'est pas exclu qu'il conduise à des négociations plus globales susceptibles d'aboutir à la paix. Les tentatives de dialogue lancées en 2022 par le président Paul-Henri Damiba ont donné peu de résultats. D'ailleurs, le président Ibrahim Traoré qui lui a succédé en septembre 2022 ne fait pas du dialogue sa priorité. Dans le Sahel, plusieurs experts affichent leur optimisme quant à la possibilité qu'un tel dialogue produise des résultats en termes de retour à la paix (Soré & Nana, 2022 ; International Crisis Group, 2019). Au demeurant, des études ont montré la nécessité de dépasser le prisme religieux dans l'explication de l'engagement des jeunes dans la violence (Pellerin, 2017 ; Institut d'études de sécurité, 2016). Il est donc réaliste de penser à un retour de ces combattants dans le giron de l'État comme le montre le cas des « repentis de Boko Haram » du Niger (Abba & Dan Dano, 2019). Ces exemples de résilience démocratique n'occulent pas la relation tumultueuse entre démocratie et insécurité.

23 Parmi les citoyens réquisitionnés figurent des acteurs associatifs comme Gabin Korbeogo, des journalistes comme Issaka Lingani et des acteurs politiques comme Ablassé Ouédraogo. Plusieurs organisations de défense des droits humains ont protesté contre ce qu'elles considèrent comme une application ciblée du décret portant mobilisation générale et mise en garde adopté le 19 avril 2023 (MBDHP, 2023).

24 Dans ce pays, malgré le bilan très mitigé du président Kaboré, il a été réélu au premier tour avec 57,74 % des voix contre 53,49 % en 2015.

25 Il s'exprimait dans le cadre de sa communication au colloque organisé par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) du Burkina Faso le 7 décembre 2022 à Ouagadougou.

26 <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/burkina-faso-et-niger-des-elections-lepreuve-des-insurrections>

Une cohabitation tumultueuse

Qu'elle soit d'intensité faible ou élevée, l'insécurité a toujours des effets sur l'ordre démocratique. Face à une insécurité de forte intensité, la démocratie a tendance à reculer car il devient impossible d'organiser des élections crédibles ainsi que de tenir l'armée à l'écart du pouvoir. La cohabitation devient ainsi tumultueuse entre démocratie et insécurité. La rupture de l'ordre démocratique résulte des effets conjugués du « fétichisme » électoral et de l'instrumentalisation politique de l'insécurité par les militaires.

Le « fétichisme » électoral à l'épreuve de l'insécurité

L'insécurité affaiblit la démocratie en s'attaquant à l'un de ses piliers fondamentaux : l'élection. Celle-ci constitue l'un des ingrédients de la démocratie pluraliste malgré sa dimension aristocratique (Manin, 2012, pp. 171-205). L'instabilité démocratique est inévitable lorsque l'élection est érigée en institution sacrée sans alternative, conduisant ainsi à des élections à crédibilité douteuse reproduisant la crise au lieu de la réguler.

La démocratie prisonnière de l'institution électorale

L'élection est érigée en critère central de la démocratie par certains auteurs de tendance minimaliste (Schumpeter, 1972), même si elle n'en épuise pas le sens (Mayer, 2010 ; Reybrouck, 2014). S'il est établi que la routinisation des élections secrète une dynamique de consolidation démocratique (Lindberg, 2009), en contexte d'insécurité, leur organisation devient parfois difficile, voire impossible. En l'absence d'alternative aux élections, l'insécurité fait reculer la démocratie. En effet, en fonction de l'intensité du conflit, l'État peut perdre la souveraineté sur certaines parties de son territoire. Dans les cas des régimes de transition actuels du Burkina Faso, du Niger et du Mali, la question est de savoir à partir de quel seuil de reconquête du territoire les élections peuvent être organisées selon les règles édictées par la Constitution. Dans le fond, il s'agit de savoir s'il existe un seuil de participation électorale pour valider les élections. Ni dans les Constitutions ni dans le droit communautaire élaboré par l'Union africaine et la Cedeao, il n'existe des règles précises encadrant l'organisation des élections dans de tels contextes.

Malgré ce vide juridique, le discours des acteurs internationaux reste inchangé : « des élections à tout prix ». Il existe toute une ingénierie constitutionnelle qui s'est développée face aux crises politiques, avec notamment les accords politiques et les régimes de transition (Aïvo, 2012 ; Mandjem, 2009), mais ces modèles ont vocation à préparer l'organisation des élections et non à se substituer à celles-ci. Or, lorsque l'insécurité empêche la tenue des élections, la démocratie consensuelle apparaît comme une alternative pour désigner les gouvernants par des instruments autres que le vote, à l'exemple des procédures utilisées dans certains régimes de transition (Saïdou, 2021). En 2020, pour contourner les contraintes sécuritaires, le chercheur Zacharia Tiemtoré a par exemple proposé comme alternative aux élections, la sélection des députés par tirage au sort²⁷. Considéré comme la modalité démocratique suprême dans la théorie politique (Reybrouck, 2014), le tirage au sort est paradoxalement absent dans l'architecture constitutionnelle régionale et domestique. Les États en guerre semblent ainsi confrontés à une impasse politique car les régimes de transition sont sommés par la Cedeao d'organiser des élections dans des délais stricts (Abdourhamane, 2023). Or, rien n'indique que la situation sécuritaire pourrait s'améliorer et permettre ainsi des élections libres et transparentes dans un contexte apaisé.

Ces États restent suspendus des instances décisionnelles des organisations communautaires tant qu'ils n'ont pas restauré l'ordre démocratique par les élections. Ces faits montrent que la démocratie en pratique dans l'espace Cedeao est prisonnière de l'élection car, même en situation exceptionnelle, il n'existe pas d'alternative à l'élection, laquelle n'est pourtant pas le seul mécanisme de sélection des gouvernants (Manin, 2012). Les moments de crise que traverse le Sahel ont montré une capacité d'adaptation des sociétés. Cependant, cette crise ne semble pas ouvrir une fenêtre d'opportunité pour

27 <https://burkina24.com/2020/07/18/presidentielle-elections-au-burkina-faso-les-propositions-du-dr-zacharia-tiemtore/>

des ruptures paradigmatiques. L'incapacité à sortir du « fétichisme électoral » produit pourtant des résultats contre-productifs, car dans certains cas les élections en contexte d'insécurité reproduisent la crise au lieu de la réguler.

L'élection productrice de conflictualités

Bien avant la crise sécuritaire, les élections ont été souvent émaillées d'irrégularités dans le Sahel (Wantchekon, 2003 ; Bleck & Van de Walle, 2018). Les faiblesses des processus électoraux sont liées à divers facteurs tels que la fiabilité douteuse des fichiers électoraux, le déficit d'indépendance des commissions électorales et des juges électoraux, l'abstentionnisme électoral, la corruption électorale, etc. (Kokoroko, 2009 ; Fall & Hounpké, 2010). L'insécurité a accentué ces faiblesses et ce contexte de crise conduit à des élections parfois bâclées et de faible crédibilité. En 2020 au Burkina Faso, la révision de la loi électorale pour permettre la validation du scrutin même en cas de faible participation électorale²⁸ a suscité une controverse (S. M. Ouédraogo & D. Ouédraogo, 2020). Les élections ont pu se tenir malgré tout sans incident majeur, mais sur fond de tensions politiques. En revanche, les élections présidentielles nigérianes de 2015 et 2019 n'ont pas été exemptes d'incidents. Le groupe Boko Haram a lancé plusieurs attaques dans les États fédérés du nord-est du pays, conduisant certains électeurs à l'abstention (Bukarti, 2023, pp. 10-11). Idam et Emeh (2022, pp. 41-42) ont montré qu'au Nigeria, les attaques de Boko Haram ont tendance à augmenter en période électorale. Entre 2019 et 2022, 134 attaques ont été enregistrées contre les installations et le personnel de la commission électorale²⁹. La réduction des incidents sécuritaires lors de l'élection présidentielle de 2023 dans ce pays illustre une banalisation des élections en temps de crise (Dongmo & Gazibo, 2023).

Dans le cas du Mali, des incidents graves avaient perturbé la campagne électorale pour les législatives, notamment l'enlèvement de l'opposant Soumaïla Cissé le 25 mars 2020 par des groupes armés³⁰. À cause de la situation sécuritaire fragile, certains candidats ont préféré s'abstenir de battre campagne sur le terrain ou ont délaissé les régions du centre et du nord³¹. Le contentieux qui a résulté de cette élection a contribué à accentuer la crise sociopolitique qui a conduit au coup d'État d'août 2020. En 2012, le coup d'État qui mit un terme à la présidence d'Amadou Toumani Touré était également lié au chaos sécuritaire qui a rendu l'organisation des élections impossible. Dans le même sens, au Niger, les élections générales de 2020 et 2021 avaient été émaillées d'incidents sécuritaires. Au demeurant, l'insécurité au Niger et au Burkina Faso explique l'acceptation en 2022 par la Cedeao des calendriers plus longs que d'habitude pour les régimes de transition³². Ces régimes justifient leur agenda politique par les difficultés pratiques à organiser les élections (S. M. Ouédraogo & D. Ouédraogo, 2021).

Pour des États sous régime d'aide internationale, il est difficile de s'engager dans une voie autre que celle des élections pour se doter d'institutions légitimes et reconnues à l'international. Ces États sont ainsi prisonniers d'un « fétichisme électoral » du fait de leur dépendance financière vis-à-vis de leurs partenaires internationaux mais aussi de leurs engagements communautaires. En clair, à une certaine intensité, l'insécurité complexifie le respect du calendrier électoral et érode de ce fait la légitimité des autorités ; et en l'absence d'alternative aux élections, la démocratie résiste difficilement à l'insécurité. Les élections sont ici loin de jouer une fonction de pacification des rapports sociaux (Garigou, 1992). Elles alimentent plutôt les conflits et accentuent les crises politiques ; ce qui relativise la thèse « du chemin électoral de la démocratisation » selon laquelle la routinisation des élections contribue à la consolidation démocratique (Van de Walle, 2009). Dans certains cas, la délicate question de la neutralité politique des armées alimente les crises à travers la remilitarisation du système politique.

28 Selon cette modification, en cas d'impossibilité de tenir les élections dans certaines parties du territoire, celles-ci peuvent être validées sur la base des résultats obtenus dans les parties non affectées par la « force majeure » ou la « circonstance exceptionnelle ». Voir article 148 du Code électoral.

29 <https://www.csis.org/analysis/identity-insecurity-and-institutions-2023-nigerian-elections>

30 Voir à ce propos un article de *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/916557/politique/mali-lenlevement-de-soumaila-cisse-le-chef-de-file-de-lopposition-est-confirme-par-le-gouvernement/>

31 <https://sahelien.com/legislatives-au-mali-la-campagne-electorale-sur-fond-dincertitude-et-dinsecurite-au-centre-du-pays/>

32 Pour le Burkina Faso par exemple, la durée de la transition a été fixée à vingt-quatre mois à compter du 1^{er} juillet 2022, alors que la transition précédente (2015) a duré douze mois.

L'inévitable retour des coups d'État

Les coups d'État au Mali (2012, 2020, 2021), au Burkina Faso (2022) et au Niger (2023) sont révélateurs de l'articulation problématique entre insécurité et ordre démocratique. Ces coups d'État en temps de crise sécuritaire sont l'expression à la fois d'une dépolitisation des armées mal digérée et des tensions qui traversent l'appareil sécuritaire.

La revanche des militaires : l'exclusion politique mal digérée

Les coups d'État dans le Sahel sont l'expression d'une mise à l'écart politique mal digérée par les militaires qui se targuent d'une légitimité historique dans la formation des États. Dans l'espace ouest-africain, la neutralité politique des armées est l'un des principes de convergence constitutionnelle consacrés par le Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance de 2001 de la Cedeao³³. Or, l'insécurité dégrade la légitimité des autorités civiles. Les limites des réponses fabriquées par celles-ci pour réguler la crise mais aussi pour maîtriser la corruption leur ôtent toute crédibilité à gouverner³⁴ (Institut Free Afrik, 2018, p. 38). Cette crise des élites politiques finit par affecter la légitimité même de la démocratie ainsi que le montre l'enquête Afrobaromètre réalisée en 2022 au Burkina Faso³⁵. Ainsi que le soutient Olivier de Sardan (2023, p. 21), « la démocratie étant devenue illégitime, la prise de pouvoir par des hauts gradés devient paradoxalement légitime aux yeux d'une partie importante de la population ». Loada (2023) nuance cet argument en mettant la focale sur la tension entre la demande et l'offre démocratique. Il montre que si la démocratie reste le régime préféré des citoyens, l'offre de démocratie demeure insatisfaisante. Face à cette insatisfaction, l'armée devient une alternative crédible, voire inévitable au point où des intellectuels appellent à l'encadrement juridique des transitions militaires (Topanou, 2022). Si certains acteurs appellent à un coup d'État³⁶, d'autres proposent de renforcer les pouvoirs de l'armée tout en préservant la Constitution³⁷.

Dans certains pays comme le Burkina Faso sous le premier mandat du régime Kaboré, les militaires ont été écartés des postes ministériels. Or, l'armée n'admet pas son exclusion de la gestion de l'État et s'est toujours attribuée une mission politique (Olivier de Sardan, 2023, p. 36 ; Sampana, 2015, p. 48). L'expression « militaires politiciens » utilisée par Tidjani Alou (2008) dans le cas du Niger rend compte de cette politisation des armées. En contexte d'insécurité, à défaut de convoquer l'armée au pouvoir, les électeurs élisent des militaires à la retraite. Ce fut le cas du Nigeria où la victoire de Buhari en 2015 était partiellement liée à son profil d'ancien militaire et sa réputation d'homme à poigne. Son choix était ainsi une forme indirecte d'inclusion des militaires dans la gestion de l'État. Les militaires formulent certains griefs contre les dirigeants civils qu'ils accusent notamment de s'ingérer dans la gestion opérationnelle de la guerre et d'être incompetents en matière de sécurité³⁸. On peut ainsi observer que dans les contextes d'insécurité, les militaires puisent les justifications de leur retour au pouvoir dans la gestion de la guerre par les dirigeants civils. L'insécurité leur offre une nouvelle ressource dans leur stratégie de repositionnement dans le système politique.

33 L'article premier (a) du Protocole dispose : « L'armée est apolitique et soumise à l'autorité politique régulièrement établie ; tout militaire en activité ne peut prétendre à un mandat politique électif. »

34 <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/burkina-faso-et-niger-des-elections-lepreuve-des-insurrections>

35 Elle a montré que 66 % des citoyens étaient favorables à l'intervention de l'armée lorsque les dirigeants civils se montrent défaillants. www.afrobarometer.org

36 C'est le cas de Yéli Monique Kam, présidente de parti. <https://infowakat.net/gouvernance-politique-monique-kam-appel-larmee-a-prendre-ses-responsabilites/>

37 Voir par exemple la déclaration du parti Union pour la renaissance/Mouvement patriotique sankariste (UNIR-MPS) du 16 novembre 2021. <https://faso-actu.info/situation-securitaire-lunir-mps-fait-des-propositions/>

38 Cet argument a été développé par un officier supérieur de l'armée burkinabè le 7 décembre 2022 au séminaire organisé par la Commission électorale à Ouagadougou.

C'est pourquoi, même au Niger où les dirigeants civils avaient réussi à contenir l'insécurité depuis une dizaine d'années³⁹ (Olivier de Sardan, 2023, p. 185), le général Abdouramane Tiani a invoqué des motifs sécuritaires pour justifier la destitution du président Bazoum⁴⁰. Dans l'histoire du Niger, c'est la première fois qu'un coup d'État intervient sans crise politique majeure. Contrairement aux cas malien et burkinabè où les militaires au pouvoir sont autonomes vis-à-vis des partis politiques et cherchent même à se substituer à eux, au Niger, les connexions sont étroites entre élites militaires et civiles⁴¹. Dès lors, la distinction entre civils et militaires ne doit pas être exagérée. Dans ces pays en transition, les militaires adoptent une diplomatie souverainiste et contestatrice pour se légitimer⁴². Ce revirement se traduit par l'abandon d'une diplomatie pro-occidentale et un rapprochement avec la Russie (Kounouho, 2023). De façon globale, leur agenda politique et la mise à l'écart des partis politiques laissent penser à de nouvelles entreprises politiques ayant vocation à s'enraciner plutôt qu'à des régimes de transition⁴³. Ces nouveaux coups d'État semblent répondre à une volonté des militaires de se repositionner dans l'arène politique. La crise sécuritaire leur sert de prétexte pour atteindre cet objectif. En clair, ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la sécurité nationale, c'est aussi la concurrence pour le contrôle de l'appareil d'État entre élites civiles et militaires. Par ailleurs, l'insécurité affecte l'ordre démocratique à travers les tensions qu'elle accentue dans le système sécuritaire.

Les crises intrinsèques aux appareils sécuritaires

La lutte contre le terrorisme ravive les rivalités entre acteurs de l'appareil sécuritaire. Face à la crise, les États ont augmenté la puissance de feu des armées et des forces de police. Paradoxalement, cette extension de l'appareil sécuritaire a exacerbé les tensions entre les différentes forces de sécurité. Les coups d'État ont confirmé l'intensité des rivalités entre les forces spéciales et les autres unités de l'armée (Oulon, 2023). Au Burkina Faso (2022) et au Mali (2020), les forces spéciales ont joué un rôle décisif dans les coups d'État⁴⁴. Le colonel Assimi Goïta par exemple était commandant du bataillon autonome des forces spéciales. Ces forces ont été mises en place pour faire face au défi terroriste et équipées en moyens lourds. En outre, depuis des années, il existe dans la plupart de ces pays une « guerre des polices » opposant la police à la gendarmerie dont les missions tendent à se confondre. Au début de la crise sécuritaire au Burkina Faso, les policiers avaient

manifesté des frustrations face à la réticence des autorités à les doter en armement lourd alors qu'ils étaient déployés sur le théâtre de guerre (Palenfo, 2017). Depuis octobre 2022, leur plaidoyer a été pris en compte par le régime du capitaine Traoré qui a renforcé leur équipement militaire. Les tensions se sont en revanche accentuées entre l'armée et la gendarmerie. Elles ont entraîné en octobre 2023 le limogeage du chef d'État-Major de la gendarmerie, le lieutenant-colonel Evrard Somda, sur fond de rumeurs de coup d'État et de velléité de dissolution de ce corps par le capitaine Traoré⁴⁵. Ces tensions fragilisent la cohésion au sein de l'appareil sécuritaire et l'ordre démocratique.

Bien avant la création des forces spéciales, il a toujours existé dans la plupart des États du Sahel un déséquilibre en armement et traitement en faveur des unités chargées de la sécurité présidentielle. Ce fut le cas au Burkina Faso avec le Régiment de sécurité présidentielle (RSP) sous le régime Compaoré (Loada, 2020). Le RSP avait perpétré un coup d'État en septembre 2015 contre le régime de transition avant d'être désarmé et dissout (Saidou, 2020). Il en était de même au Mali où la suprématie de la garde présidentielle a alimenté la crise depuis 2012, lorsque les « Bécots rouges », unité d'élite qui

39 Le Niger est le 10^e pays dans le classement 2022 du *Global Terrorism Index* des pays frappés par le terrorisme, alors que le Mali et le Burkina Faso sont respectivement 2^e et 4^e (Institute for Economics and Peace, 2023).

40 Le général Tiani a par exemple reproché au président Bazoum d'avoir libéré des terroristes à l'insu de la justice et d'avoir sous-traité la sécurité du pays avec la France. <https://www.vooafrrique.com/a/le-chef-de-la-junte-nigérienne-promet-une-transition-de-trois-ans-et-met-en-garde-contre-une-agression-/7232209.html>

41 L'hypothèse selon laquelle le général Tiani aurait agi en intelligence ou sur ordre de l'ancien président Mahamadou Issoufou semble crédible au regard des faits observés depuis le coup de force.

42 Les trois dirigeants ont quitté le G5 Sahel qu'ils accusent d'être un instrument de la France et créé en septembre 2023 l'Alliance des États du Sahel (AES) comme cadre de défense collective.

43 À titre illustratif, les autorités burkinabè n'ont pas encore élaboré d'agenda de sortie de transition alors que l'accord conclu avec la Cedeao en 2022 prévoit la fin de la transition en juillet 2024.

44 En Guinée, le lieutenant-colonel Doumbouya qui a renversé le président Alpha Condé en 2021 était à la tête des forces spéciales.

45 François Zoungrana, commandant de l'unité spéciale d'intervention de la gendarmerie a même osé violer son devoir de réserve pour exprimer publiquement les griefs de son institution. Il s'insurge contre la marginalisation de la gendarmerie au profit de l'armée de terre. Cf. *L'Évènement* n° 503 du 10 octobre 2023.

assurait la sécurité présidentielle sous la présidence d'Amadou Toumani Touré, ont été écartés des postes stratégiques par les « Bérets verts » dirigés par le capitaine Amadou Haya Sanogo (Soumano, 2020, pp. 98-99). Au Niger, c'est bien grâce à la puissance de feu de la garde présidentielle qu'il dirigeait que le général Tiani a pu renverser le président Bazoum en juillet 2023 et s'imposer comme président de la transition.

En clair, l'extension de l'appareil sécuritaire en temps de guerre a affaibli l'ordre démocratique de deux manières. D'abord, en dotant les forces spéciales de privilèges et de moyens plus importants, la lutte contre l'insécurité a exacerbé les conflits internes au sein des forces de sécurité. La prise du pouvoir par la force a été la solution trouvée pour résoudre ces tensions comme le montre le coup d'État du capitaine Ibrahim Traoré en septembre 2022. Un des griefs contre le lieutenant-colonel Paul Henri Damiba était la décision d'attribuer des parcelles à ses hommes⁴⁶, créant ainsi un traitement inégal entre soldats. Le coup d'État semble ainsi devenir un mode de régulation de conflits au sein de l'appareil sécuritaire, faisant de la démocratie une victime collatérale. Le Nigeria qui fait face à l'insécurité depuis des années a pu contenir ces tensions de sorte qu'elles ne menacent pas l'ordre démocratique.

Ensuite, l'extension de l'appareil sécuritaire a réduit le coût des coups d'État en créant un déséquilibre en capacité militaire en faveur des forces spéciales. Dans le cas du Mali en 2020 par exemple, aucune autre force militaire ne faisait le poids face à la puissance de feu des forces spéciales du colonel Goïta. La prise du pouvoir par la force était devenue moins coûteuse militairement, surtout dans un pays comme le Burkina Faso où depuis la dissolution du RSP en 2015, la garde présidentielle a perdu sa position de force hégémonique. Comme le souligne Oswald Padonou (2021, p. 3), pour les forces spéciales, « l'initiative d'un coup d'État présente a priori moins de risque et donc plus de chance de succès ». Pour cet auteur, si ces forces semblent être une menace pour la démocratie, face à l'insécurité, elles n'en restent pas moins un « rempart indispensable ». Dans le cas du Nigeria, les forces engagées dans la guerre contre le groupe Boko Haram ont certes bénéficié d'équipements lourds, mais cela n'a pas menacé l'ordre démocratique. Cette exception nigériane s'explique non seulement par la distance géographique entre le théâtre de guerre et la capitale, mais aussi le consensus contre les coups d'État au sein des élites civiles et militaires.

Conclusion

L'analyse des liens entre démocratie et insécurité montre une situation très volatile, avec d'une part des régimes qui s'accommodent de l'insécurité, et de l'autre, des régimes qui y succombent. La démocratie survit à l'insécurité à travers ses différents instruments qui en font un régime politique pluriel et expliquent sa capacité d'adaptation aux crises. Son versant libéral permet de développer une veille citoyenne sur l'insécurité dont l'effet stabilisateur est avéré. En plus, la démocratie est juridiquement équipée pour réguler les situations exceptionnelles à travers des instruments tels que l'État d'urgence. De là découle sa capacité à domestiquer l'insécurité lorsque ces leviers sont efficacement mobilisés. Les effets cumulés de ses versants électoral, délibératif et participatif secrètent également une dynamique stabilisatrice. En effet, l'élection booste le débat citoyen et la réflexion programmatique des partis politiques sur la sécurité. Cette adaptabilité de la démocratie est tributaire de sa banalisation comme seul mode de régulation politique dans le sens de Przeworski (1991).

Cependant, face à une certaine intensité d'insécurité, les démocraties en construction résistent difficilement. Le Mali et le Burkina Faso qui ont été les premiers États sahéliens à connaître les coups d'État depuis l'avènement du terrorisme sont les plus touchés par l'insécurité (Institute for Economics and Peace, 2023). La vulnérabilité de la démocratie en temps de crise tient à l'absence de contextualisation dans sa mise en œuvre. C'est le cas lorsque les États s'interdisent toute alternative aux élections, même lorsque celles-ci sont impossibles à organiser selon les standards internationaux. Ainsi, l'incapacité des États à s'affranchir du « fétichisme électoral » conduit à

46 Dans une interview accordée à Radio France International (RFI), l'ancien président Damiba a reconnu l'attribution des parcelles mais a indiqué que la décision avait été prise par son prédécesseur Roch Kaboré. <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/le-debat-africain/20230224-entretien-avec-paul-henri-sandaogo-damiba-ancien-president-de-la-transition-burkinabe>

des élections parfois bâclées, génératrices de conflictualités. La crise au Sahel révèle de ce fait la nécessité d'un dépassement du modèle démocratique sacralisant l'élection. En outre, la gestion de l'armée reste une variable essentielle pour la stabilité de l'ordre démocratique en temps de crise. Le contexte de crise ouvre des fenêtres d'opportunité pour le retour de l'idéologie militariste. La gestion de l'insécurité accentue également les crises qui traversent les appareils sécuritaires. Ce double effet de l'insécurité renforce la probabilité des coups d'État dans un contexte marqué par la crise des élites politiques et par la fragilisation de la Cedeao, gardienne de l'ordre démocratique régional.

En clair, cet article renforce l'argument selon lequel il n'y a pas d'incompatibilité absolue entre démocratie et insécurité. Si la cohabitation entre les deux est possible, elle n'en reste pas moins tumultueuse. Les défis sécuritaires ouvrent un nouveau chapitre dans la trajectoire démocratique des États du Sahel. Ce tournant historique est fait d'ambivalence car autant la capacité de certains États comme le Nigeria à domestiquer l'insécurité reflète un enracinement de la démocratie, autant la remilitarisation du champ politique dans d'autres cas attire l'attention sur sa fragilité. L'émergence de nouvelles entreprises de domination à vocation autoritaire au Niger, au Mali et au Burkina Faso est porteuse d'incertitudes pour les processus de sortie de transition (Mbembé, 2023). La volonté de ces régimes de reconfigurer les ordres politiques à l'échelle domestique et régionale relativise la thèse de l'irréversibilité de la démocratisation en Afrique. De leur capacité à s'enraciner dans la durée dépendra sans doute l'avenir des processus de démocratisation dans cette région, enclenchés il y a de cela trois décennies avec une euphorie qui, avec le recul, frise peut-être la naïveté...

Bibliographie

- Abba, S., & Dan Dano, L. M. (2019). *Voyage au cœur de Boko Haram : enquête sur le djihad en Afrique subsaharienne*. L'Harmattan.
- Abdourhamane, B. I. (2023). Retour à l'ordre constitutionnel : développements récents sur les transitions au Mali, au Tchad, en Guinée et au Burkina Faso. *Afrique contemporaine*, (276), pp. 245-261. <https://doi.org/10.3917/afco1.276.0245>
- Aïvo, F. J. (2012). La crise de la normativité de la Constitution en Afrique. *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, (1), pp. 141-180.
- Alizada, N., Cole, R., Gastaldi, L., Grahn, S., Hellmeier, S., Kolvani, P., Lachapelle, J., Lührmann, A., Maerz, S. F., Pillai, S., & Lindberg, S. I. (2021). *L'autocratisation devient virale. Rapport sur la démocratie*. Université de Göteborg.
- ARGA-Mali (2017). Où en sommes-nous avec la réforme du secteur de la sécurité ? *Policy brief n° 2*. https://www.afrique-gouvernance.net/bdf_document-1919_fr.html.
- Bagayoko, N. (2021). Les instruments internationaux de gestion des conflits au défi de la crise sahélienne. *Revue défense nationale*, 6(841), 87-94. <https://doi.org/10.3917/rdna.841.0087>
- Bleck, J., & Van de Walle, N. (2018). *Electoral Politics in Africa Since 1990: Continuity in Change*. Cambridge University Press.
- Bocandé, A., Lagarde, J. S., & Marong, S. (2023). *Dans la peau d'un journaliste au Sahel*. Reporters sans frontières (RSF).
- Boisvert, M. A. (2021). Mali : quelle réforme du secteur de la sécurité ? *Politique étrangère*, (4), pp. 159-172.
- Bratton, M. & Van De Walle, N. (2002). *Democratic experiment in Africa: Regime transition in comparative perspective*. Cambridge University Press.
- Bukarti, A. B. (2023). *Democracy under threat: Why the security risks to Nigeria's 2023 elections must not be overlooked*. Tony Blair Institute for Global Change.
- Cold-Ravnkilde, S., & Plambech, S. (2015). *Boko Haram. From local grievances to violent insurgency*. Danish Institute for International Studies.
- Collins, A. (2016). *Contemporary security studies*. Oxford University Press.
- Coman, R. (2018). Étude comparée des processus de démocratisation. Dans Y. Deloye & J. M. De Waele (dir.), *Politique comparée* (pp. 259-299). Bruylant.
- Daniels, R. J., Macklem, P., & Roach, K. (2001). *The Security of Freedom. Essays on Canada's Anti-Terrorism Bill*. University of Toronto Press.
- Diamond, L. (2002). Thinking about hybrid regimes. *Journal of democracy*, 13(2), 21-35. <https://doi.org/10.1353/jod.2002.0025>

- Diamond, L. & Morlino, L. (2004). The quality of democracy. *Journal of democracy*, 15(4), 20-31. <https://doi.org/10.1353/jod.2004.0060>.
- Diamond, L., & Plattner, M. F. (eds) (2010). *Democratization in Africa: progress and retreat*. Baltimore. The John Hopkins University Press.
- Dongmo, J. C., & Gazibo, M. (2023). Les principales leçons de l'élection présidentielle du 25 février 2023 au Nigeria. *Note d'analyse n° 6 du PRAME*. Université de Montréal.
- Douce, S. (2021, février). Négociateur avec les djihadistes ? Au Burkina Faso, une option de moins en moins taboue. *Le Monde Afrique*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/02/10/negociateur-avec-les-djihadistes-au-burkina-faso-une-option-de-moins-en-moins-taboue_6069462_3212.html
- Doyle, M. (1986). Liberalism and world politics. *American political science review*, 80(4), 1151-1169. <https://doi.org/10.2307/1960861>
- Englebert, P., & Lyammouri, R. (2022). *Sahel: Moving towards military containment*. Policy report, Atlantic Council Africa Center.
- Fall, I. M. (2014). Les constitutions africaines et les transitions démocratiques. Dans A. Loada & J. Wheatley (dirs.), *Transitions démocratiques en Afrique de l'Ouest : processus constitutionnels, société civile et institutions démocratiques* (pp. 119-148). L'Harmattan.
- Fall, I. M., & Hounkpé, M. (2010). *Les commissions électorales en Afrique de l'Ouest : analyse comparée*. Friedrich Ebert Stiftung.
- Garigou, A. (1992). *Le vote et la vertu*. Presses de Sciences Po.
- Habermas, J. (2023). *Espace public et démocratie délibérative : un tournant*. Gallimard.
- Hampson, O. (2008). Human security. Dans P. William (dir.), *Security studies: an introduction* (pp. 279-294). Routledge.
- Huntington, S. P. (1991). *The third wave: democratization in the late twentieth century*. University of Oklahoma Press.
- Idam, M. O., & Emeh, I. E. (2022). Insecurity and election outcomes in Nigeria: An assessment of the effect of fear on the voting behavior of Nigerians in the 2015 presidential election; lessons for 2023 presidential election. *Advance Journal of Management and Social Sciences*, 6(4), 30-51. <https://aspjournals.org/Journals/index.php/ajmss/article/view/95>
- Institut d'études de sécurité (2016). Jeunes « djihadistes » au Mali : guidés par la foi ou par les circonstances ? *Note d'analyse* 89, 1-8.
- Institut Free Afrik (2018). *Terrorisme au Burkina Faso : pourquoi ? que faire ?* Institut Free Afrik.
- Institute for Economics and Peace (2023). *Global Terrorism Index 2023: Measuring the Impact of Terrorism*.
- International Crisis Group (2019). *Parler aux djihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?* Rapport n° 276/Africa.
- Kaldor, M. (2006). *New and old wars: organized violence in a global era*. Polity.
- Kokoroko, D. (2009). Les élections disputées : réussites et échecs. *Pouvoirs*, (129), pp. 115-125. <https://doi.org/10.3917/pouv.129.0115>
- Kounouho, T. (2023). La diplomatie de la déviance. Réflexions sur l'action internationale des régimes issus des coups d'État au Burkina Faso, en Guinée et au Mali. *Revue congolaise de sciences politiques*, (01), pp. 13-50.
- Landman, T., & Di Gennaro Splendore, L. (2020). Pandemic democracy: elections and Covid-19. *Journal of Risk Research*, 23(7-8), 1-9. <https://doi.org/10.1080/13669877.2020.1765003>
- LeVan, A. C. (2019). *Contemporary Nigerian politics: competition in a time of transition and terror*. Cambridge University Press.
- Lindberg, S. (2009). *Democratization by elections: a new mode of transition*. The John Hopkins University Press.
- Loada, A. (2020). Democratic struggle and state building in Burkina Faso: between manipulation and resilience of institutions. Dans L. Villalon & R. Idrissa (dirs.), *Democratic struggle, institutional reforms and state resilience in the Sahel* (pp. 105-136). Lexington Books.
- Loada, A. (2023, 15 septembre). *Le procès de la démocratie* [Conférence]. Journée de la démocratie, Centre pour la gouvernance démocratique.
- Loada, A., & Wheatley, J. (eds) (2014). *Transitions démocratiques en Afrique de l'ouest*. L'harmattan.
- Lutz, B., & Lutz, J. (2016). Terrorism. Dans A. Collins (dir.), *Contemporary security studies* (pp. 311-326). Oxford University Press.
- Mair, P. (2011). Democracies. Dans D. Caramani (dir.), *Comparative politics* (pp. 84-111). Oxford University Press.
- Maltosa, K. (2021). Elections in Africa during Covid-19 crisis: The tenuous balance between democracy and human security. *Politikon*, 48(2), 159-173. <https://doi.org/10.1080/02589346.2021.1913798>
- Mandjem, Y. P. (2009). Les gouvernements de transition comme sites d'institutionnalisation de la politique dans les ordres politiques en voie de sortie de crise en Afrique ? *Revue africaine des relations internationales*, 12(1-2), 81-182. <https://www.ajol.info/index.php/ajia/article/view/74344>
- Manin, B. (2012). *Principes du gouvernement représentatif*. Flammarion.
- Mayer, N. (2010). *Sociologie des comportements politiques*. Armand Colin.
- MBDHP (2023, 5 novembre). Déclaration de presse. <https://lefaso.net/spip.php?article125506>
- Mbembé, A. (2023, 5 août). En Afrique, il faut réarmer la pensée. *Le Monde*.
- Navari, C. (2008). Liberalisms. Dans P. William (dir.), *Security studies: an introduction* (pp. 32-47). Routledge.
- Olivier de Sardan, J. P. (2023). *L'enchevêtrement des crises au Sahel*. Karthala.

- Olutokunbo, A. S. et al. (2015). Bring Back Our Girls, Social Mobilization: Implications for Cross-Cultural Research. *Journal of Education and Practice*, 6(6), 64-75. [tps://core.ac.uk/download/pdf/234637038.pdf](https://core.ac.uk/download/pdf/234637038.pdf)
- Ouédraogo, S. M., & Ouédraogo, D. (2020). Les élections présidentielles et législatives à l'épreuve du Covid-19 : une mise en lumière en Afrique de l'Ouest francophone. *Afrilex*, 23.
- Ouédraogo, S. M., & Ouédraogo, D. (2021). Propos inquiets sur la dissémination des régimes de transition constitutionnelle en Afrique. *Vénégré : La Revue africaine des sciences administrative, juridique et politique*, 25 p.
- Oulon, A. S. (2023). *Les secrets de deux putschs*. Mercury.
- Padonou, O. (2021, septembre). Les forces spéciales représentent-elles une menace pour la démocratie en Afrique ? *Jeune Afrique*.
- Palenfo, A. Y. S. R. (2017). *Alerte précoce. De la réforme pour la police nationale à la réforme du secteur de la sécurité*. Hans Seidel.
- Paris, R. (2009). *At war's end: building peace after civil conflict*. Cambridge University Press.
- Pellerin, M. (2017). Les trajectoires de radicalisation religieuse au Sahel. *Notes de l'IFRI*.
- Piccone, T. (2017a). Democracy and violent crime. Dans *Democracy and security Dialogue Working Paper series*. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/09/fp_20170905_democracy_crime_working_paper.pdf
- Piccone, T. (2017b). Democracy and terrorism. Dans *Democracy and security Dialogue Working Paper series*. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/09/fp_20170905_democracy_terrorism_working_paper1.pdf
- Pilet, J. B., & Tomini, L. (2018). Démocratie. Dans Y. Deloye & J. M. De Waele (dirs.), *Politique comparée* (pp. 151-189). Bruylant.
- Przeworski, A. (1991). *Democracy and the market: Political and economic reforms in Eastern Europe and Latin America*. Cambridge University Press.
- Quantin, P. (dir.) (2004). *Voter en Afrique. Comparaisons et différenciations*. L'Harmattan.
- Rapelii, L., & Saikkonen, I. (2020). How will the Covid-19 pandemic affect democracy? *Democratic theory*, (7), 25-32.
- Reybrouck, V. D. (2014). *Contre les élections*. Actes Sud.
- Rummel, R. J. (1997). *Power kills: democracy as a method of nonviolence*. Translation.
- Saidou, A. K. (2019). La participation citoyenne dans les politiques publiques de sécurité : analyse comparative des exemples du Niger et du Burkina Faso. *International Development Policy*, 11(1), 1-27. <https://doi.org/10.4000/poldev.3209>
- Saidou, A. K. (2020). L'après-Compaoré au concret : transition politique et réformes des politiques de sécurité au Burkina Faso. *Politique et sociétés*, 39(2), 81-110. <https://doi.org/10.7202/1070040ar>
- Saidou, A. K. (2021). Les entrepreneurs politiques à l'épreuve du pouvoir : régime de transition et action publique au Burkina Faso (2014-2015) et au Niger (2010-2011). *Revue internationale de politique comparée*, 27(4), 125-155. <https://doi.org/10.3917/ripc.274.0125>
- Saidou, A. K., & Bertrand, E. (2022). Security as a campaign issue: programmatic mobilization in Burkina Faso's 2020 elections. *Democratization*, 29(8), 1-20. <https://doi.org/10.1080/13510347.2022.2066652>
- Sampana, L. (2015). La démilitarisation paradoxale du pouvoir politique au Burkina Faso. Dans A. Auge & A. Gnanguenon (dirs.), *Les armées africaines et le pouvoir politique au sud du Sahara* (pp. 34-49). Les Champs de Mars.
- Schumpeter, J. (1972). *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Payot.
- Soré, Z., & Nana, E. (2022). Utiliser la parole pour taire les armes. Pratiques discursives et liturgie de peacebuilding dans la commune de Thiou (région du nord au Burkina Faso). Dans D. B. Somé (dir.), *Terrorisme au Burkina Faso : négocier ou pas ?* (Tome 1) (pp. 263-281). L'Harmattan.
- Soumano, M. (2020). Stress-testing democratic institutions in Mali: the political elite and the breakdown of the state. Dans L. Villalon & R. Idrissa (dirs.), *Democratic struggle, institutional reforms and state resilience in the Sahel* (pp. 79-103). Lexington Books.
- Tidjani Alou, M. (2008). Les militaires politiciens. Dans K. Idrissa (dir.), *Armée et politique au Niger* (pp. 93-124). CODESRIA.
- Tidjani Alou, M. (2020). The nigerien paradox: institutional consolidation through political instability. Dans L. Villalon & R. Idrissa (dirs.), *Democratic struggle, institutional reforms and state resilience in the Sahel* (pp. 137-162). Lexington Books.
- Topanou, P. V. (2022). À propos de la résurgence des coups d'État en Afrique de l'Ouest. <https://www.lsi-africa.com/fr/actualite-africaine/editorial-victor-topkanou-.html>
- Union européenne (2018). *Mission d'observation électorale de l'Union européenne-Mali 2018 : Rapport final*. https://www.eods.eu/library/moe_ue_mali_2018_rapport_final1.pdf
- Van De Walle, N. (2009). Démocratisation en Afrique : un bilan de la littérature. Dans M. Gazibo & C. Thiriot (dirs.), *Le politique en Afrique : État des débats et pistes de recherches* (pp. 135-163). Karthala.
- V-Dem Institute (2023). *Democracy report 2023: defiance at the face of autocratization*. University of Gothenburg.
- Villalon, L., & Idrissa R. (2020). *Democratic struggle, institutional reforms and state resilience in the Sahel*. Lexington Books.
- Wantchekon, L. (2003). Clientelism and voting behavior: evidence from field experiment in Benin. *World politics*, 55(3), 399-422. <https://doi.org/10.1353/wp.2003.0018>

Democracy and Insecurity in the Sahel: An Impossible Cohabitation?

Abdoul Karim Saïdou

Senior lecturer in political science
Thomas-Sankara University, Ouagadougou
akarims40@yahoo.fr

Abstract

This article analyzes the effects of insecurity on the democratic agenda in the Sahel. It aims to elucidate the resilience potential of democracy in the face of insecurity. The results show a contrasted situation, with some regimes that are adapting to insecurity and others that are succumbing to it. Up to a certain level of intensity, democracy manages to control insecurity thanks to its electoral, deliberative and participatory dimensions. However, in cases of high-intensity insecurity, the democratic agenda becomes difficult to preserve, because of the impossibility to organize credible elections and keep the army out of the political lane. Clearly, while there is no absolute incompatibility between democracy and insecurity, the cohabitation between the two remains no less tumultuous.

Keywords

Democracy, security, insecurity, war, Sahel


How to cite this paper:

Saïdou, A. K. (2024). Democracy and insecurity in the Sahel: an impossible cohabitation? *Global Africa*, (5), pp. 153-167.
<https://doi.org/10.57832/vj52-jc58>

Received: April 14, 2023

Accepted: December 19, 2023

Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/) 

Introduction

“Free Kossyam¹!”, “Roch out!”, “Enough is enough!”. These were the main slogans chanted by demonstrators on November 27, 2021 in Ouagadougou, the capital of Burkina Faso. Later, on January 21, 2022, Yéli Monique Kam, president of an opposition party, urged on the army to “take its responsibility” when it came to the security crisis². These people were more or less covertly inviting the army to take power. Yet Burkina Faso’s President Roch Marc Christian Kaboré had just been re-elected in the first round of the November 22, 2020 presidential election (Saidou & Bertrand, 2022).

He would later be overthrown on January 24, 2022 by Lieutenant-Colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba. The latter was in turn overthrown on September 30, 2022 by Captain Ibrahim Traoré³. Mali, another Sahelian country in crisis, also witnessed a coup on August 18, 2020 against President Ibrahim Boubacar Keita, who had been re-elected in 2018 for a second term. More recently, on July 26, 2023 in Niger, General Abdourahamane Tiani overthrew President Mohamed Bazoum, who had been elected for a first term in April 2021.⁴

What these coups have in common is that they all took place in a context of insecurity⁵ and “entangled crises” (Olivier De Sardan, 2023; Bagayoko, 2021; Englebert & Lyammouri, 2022). These interruptions in the democratic order raise the question of the ability of democracy to manage the security crisis. Can this be interpreted as an impossible cohabitation between democracy and insecurity? In other words, is democracy incapable of regulating insecurity?

In political science, the concept of democracy was for a long time approached from a minimalist perspective (Schumpeter, 1972; Mair, 2011). A maximalist current has developed, highlighting aspects such as equality and participation (Mayer, 2010). More recent work focus on the quality of democracy in terms of procedures, content and outcome (Diamond & Morlino, 2004). The theoretical approach of this article is to apprehend democracy from all its angles, be it its electoral, participatory, consensual, deliberative or liberal dimensions (Pilet & Tomini, 2018, p. 171).

The democratic order refers to the existence of political institutions established in accordance with the Constitution and the principles of constitutional convergence laid down by the Economic Community of West African States (ECOWAS)⁶. The stability of this democratic framework in the face of insecurity is measured by the continuation or not of these institutions: the government, the parliament and the judicial power. A breakdown in the democratic order occurs when elected leaders (President of the Republic, Members of Parliament) are removed from office and replaced by non-elected leaders, whether civilian or military. The concept of insecurity is approached here through the lens of terrorism, which is defined as the use of violence by irregular armed force to achieve political goals (Collins, 2016; Hampson, 2008). This political violence pertains to the “new wars” (Kaldor, 2006) due to its asymmetrical and transnational nature (B. Lutz & J. Lutz, 2016, p. 313).

Terrorism represents a new challenge for regimes emerging from the “third wave of democratization⁷” in Africa (Villalon & Idrissa, 2020; Loada & Weathly, 2014; Bratton & Van de Walle, 2002). Previously, these democratization trends began to ebb towards the end of the 1990s with the

1 Kossyam is the name given to the presidential palace in Burkina Faso.

2 <https://infowakat.net/gouvernance-politique-monique-kam-appel-larmee-a-prendre-ses-responsabilites/>

3 <https://www.jeuneafrique.com/1381940/politique/burkina-faso-qui-est-ibrahim-traore-le-capitaine-qui-a-fait-tomber-damiba/>

4 Before 2023, two attempted coups had taken place, one in December 2015 and the other in March 2021.

5 According to the 2022 Global Terrorism Index, Burkina Faso, Mali and Niger rank second, fourth and tenth respectively among countries affected by terrorism. Cf. Institute for Economics and Peace (2023). <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2022/03/GTI-2022-web-09062022.pdf>

6 These principles are contained in the Protocol on Democracy and Good Governance adopted in 2001 (Fall, 2014).

7 On the waves of democratization, see Huntington (1991).

emergence of “hybrid regimes” (Coman, 2018; Diamond & Plattner, 2010; Diamond, 2002), paving the way for the “third wave of autocrats” (Alizada et al., 2021; V-Dem Institute, 2023). In the Sahel, this decline in democracy has been accentuated by terrorism over the past decade and more recently by the Covid-19 crisis⁸ (Landman & Di Gennaro Splendore, 2020; Rapeli & Saikkonen, 2020; Maltosa, 2021). The literature that deals with the links between democracy and security has been dominated by the liberal thesis according to which “democracies do not wage war against each other” (Cornelia, 2008). Several works have discussed this thesis, sometimes corroborating it, sometimes nuancing it, or even calling it into question (Doyle, 1986; Paris, 2009, pp. 40-51). According to Rummel (1997), democracies are less prone to internal violent conflicts.⁹ For Piccone (2017a), fragile democracies tend to record more crime than consolidated democracies and autocracies.

While in consolidated states and democracies such as the USA and Canada, terrorism has led to the restriction of democratic freedoms (Daniels et al., 2001), in Sahelian states, it is the very democratic order that is threatened by this security threat. While terrorism in the Sahel has been analyzed from various perspectives (Bagayoko, 2021; Bukarti, 2023; Idam & Emeh, 2022), its implications for democratization remain insufficiently explored from a comparative perspective. This article aims to help fill this gap by analyzing the cases of Niger, Nigeria, Mali and Burkina Faso over the period of 2010-2023. These cases present similarities and contrasts. For the past ten years or so, democracy in Nigeria and Niger had been coping with insecurity, before the latter country entered a military transition in 2023. In Mali, on the other hand, insecurity has already led to three coups since 2012, while Burkina Faso recorded two in just one year alone –the year 2022¹⁰.

This article is based on data from a literature review and a series of scientific meetings. On the first point, the literature analyzed concerns democratization and the links between democracy and insecurity and terrorism in the Sahel. The second is a personal summary of the debates which took place during four scientific meetings at which we presented papers on democracy and insecurity. The first was the colloquium on transitional regimes organized on February 5, 2022 in Ouagadougou by a consortium of civil society organizations¹¹. The second meeting was the Interdisciplinary Congress on African Studies (COAFRO) organized from May 26

to 27, 2022 in Cluj-Napoca, Romania¹². The third meeting was the sub-regional seminar on elections in times of crisis, organized from December 7 to 9, 2022 in Ouagadougou by the Independent National Electoral Commission (CENI). The fourth meeting was the regional symposium organized by the Institute for Governance and Development (IGD) in Ouagadougou from December 13 to 15, 2022. Discussions with social and legal scientists, security experts and political and electoral practitioners helped refine the analysis.

The central argument of this article is that there is no irresolvable antagonism between insecurity and democracy. Democracy copes with insecurity on the one hand, because actors develop coping strategies, and on the other, because democracy itself helps to regulate the crisis. However, the intensity of insecurity puts democracy to a considerable test when it diminishes the capacity of states to organize credible elections and keep the army out of the political arena. Clearly, the cohabitation of democracy and insecurity, while possible, remains tumultuous.

8 On this subject, see issue 2 (2022) of *Global Africa*, entitled “Africa and the World in Viral Time”. www.globalafricasciences.org

9 About the link between democracy and terrorism one can also, check the work of Piccone (2017b).

10 This indicates a correlation between the intensity of insecurity and the disruptions to the democratic order. Indeed, in 2022 Mali and Burkina Faso recorded 73% of terrorism-related deaths in the Sahel and 53% of deaths in sub-Saharan Africa as a whole (Institute for Economics and Peace, 2023, p. 4).

11 They are the Centre for Democratic Governance (Centre pour la gouvernance démocratique (CGD)), the NGO Diakonia and the Community of Teacher-Scholars and Researchers in Legal and Political Sciences of Burkina Faso (Communauté des enseignants-chercheurs et chercheurs en sciences juridiques et politiques du Burkina Faso (CEJP))

12 It was organized by the Center for African Studies and the Faculty of European Studies at Babeş-Bolyai University, in partnership with the Institute for African Studies and the Faculty of Political Science at the University of Bucharest, the Ubuntu Center at the West University of Timișoara, Cevipol at the Université Libre de Bruxelles and CESPO at the University of Abomey-Calavi. <https://euro.ubbcluj.ro/congres-interdisciplinaire-detudes-africaines-coafro/>

A Possible Cohabitation

It can be argued that democracy and insecurity can coexist under certain conditions. The two are not incompatible, even if over time it is not easy for democracy to consolidate in a context of high-intensity insecurity. Several examples illustrate democracy's ability to cope with insecurity. Democracy is maintained on the one hand because it manages to control security crises, and on the other because its mechanisms help to regulate them.

Domesticating Insecurity

The experience of certain Sahelian states shows that democracy and insecurity can coexist. Democratic regimes are capable of domesticating insecurity. However, their resilience in the face of insecurity depends on the ability of those involved in the electoral process not only to adjust their practices, but also to reform the rules of the political game.

Adapting Electoral Strategies

In contexts of insecurity, election stakeholders develop new strategies to adapt. These strategies make it possible to contain insecurity and preserve the democratic order. The case of the insecurity triggered by the Boko Haram group in the Lake Chad basin illustrates this perfectly (Cold-Ravnkilde & Plambech, 2015). Nigeria, where the insurgency originated, was able to hold federal elections in 2015, 2019 and 2023 despite the security chaos. For the 2023 elections, the electoral commission created special voting centers (IDP voting centers) to enable internally displaced persons, whose numbers have been growing steadily since 2017, to vote (Bukarti, 2023, p. 9). In the Federal State of Borno, in 19 of the 26 communes, voters cast their ballots in Super Camps, highly secure military enclaves¹³. According to Dongmo and Gazibo (2023, p. 8), while Nigeria's 2023 presidential election indicates a "routinization of violent political participation", it also revealed a decline in election-related violence. Niger, affected by the Boko Haram insurgency, was similarly resilient. Indeed, this country was able to preserve its democratic order from 2011 to 2023 despite the intensity of the security challenges it faced (Olivier De Sardan, 2023; Tidjani Alou, 2020).

In 2021, in the midst of a crisis, this country experienced the first alternating democracy in its history, with the election of Mohamed Bazoum as president. These examples of elections in times of crisis demonstrate the gradual development of an engineering approach to reconciling elections and insecurity. The use of communication technologies and the creation of an election security mechanism are two recipes that have proved their worth in Niger for the 2020-2021 general elections¹⁴.

Halide Ahmed Ousmane, a candidate in the 2020 parliamentary elections in conflict-torn western Niger, confirms that electoral campaigning in times of conflict is indeed possible¹⁵. However, candidates must take precautions to ensure their safety. In his view, it takes a combination of cunning and tenacity to campaign successfully in this conflict context. For example, candidates must avoid any provocative attitude towards armed groups¹⁶. In this way, we can see how insecurity leads political players to invent "good practices" for electoral campaigns. For the 2018 presidential election in Mali, the security situation also influenced candidates' strategies. Indeed, "candidate tours were mostly concentrated in the southern regions, the main reserves of votes (European Union, 2018, p. 19). For the central and northern regions, they had limited their activities to urban centers only.

13 <https://africanarguments.org/2023/04/how-nigeria-avoided-organized-violence-during-the-2023-elections/>

14 This is the argument put forward by Issaka Souana, Chairman of Niger's Independent National Electoral Commission (CENI). He was speaking at a symposium organized by Burkina Faso's CENI in Ouagadougou on December 7, 2022.

15 He was speaking on December 14, 2022 at the regional colloquium on elections organized in Ouagadougou by the IGD and the CIS.

16 According to Halide Ahmed Ousmane, it is not advisable, for example, to be escorted by security forces.

In addition, election observers are developing new expertise in monitoring elections in times of crisis. Civil society, which specializes in election observation, contributes to this through the Situation Room mechanism, which collects information in real time on incidents at polling stations. This mechanism was used in Burkina Faso in 2015 and 2020 and in Nigeria in 2015, 2019 and 2023 (Bukarti, 2023, p. 25). For the Nigerian elections in 2023, ACLED¹⁷ and the Center for Democratic Development (CDD) have set up the Nigeria Election Violence Tracker to monitor political violence¹⁸. This ability to adapt to the context of insecurity can also be seen in the securing of elections¹⁹.

For the 2020 elections in Burkina Faso, security for electoral operations was supervised for the first time by the Chief of the General Staff of the Armed Forces. In Nigeria, since 2011, this mission has been the responsibility of a body called the Inter-Agency Consultative Committee on Election Security (ICCES), co-chaired by the Chairman of the Electoral Commission and the National Security Adviser, and made up of representatives of all components of the security forces²⁰. We can thus observe that insecurity leads political and institutional players to invent new knowledge and know-how in electoral matters. This harnessing of insecurity also involves adapting electoral legislation.

Adjusting the Normative Framework for Elections

The domestication of insecurity manifests itself in changes to the legal framework for elections. In Burkina Faso, for example, the Electoral Code was revised in 2020²¹ to allow elections to be validated even in cases of low voter turnout caused by insecurity. By integrating the notions of a “force majeure” and an “exceptional circumstance”, this normative reform, which also gave rise to controversy, aimed to prevent insecurity from jeopardizing the election and leading to an institutional and political crisis. This normative reform made it possible to organize and validate the coupled presidential and legislative elections of November 2020. Keeping insecurity in check also involves adjusting the electoral calendar. The 2015 Nigerian elections were postponed by six weeks due to threats from Boko Haram leader Abubakar Shekau (Bukarti, 2023, p. 11). For the 2018 presidential election in Mali, the electoral law stipulated that, in the event of force majeure, voting could be postponed to the following day in centers where it could not be held according to the electoral calendar (European Union, 2018, p. 11).

States have thus adapted by resorting to the exceptional provisions of their constitutions to deal with crises. This has led to the adoption of exceptional measures such as the state of emergency and the state of siege, as illustrated by the cases of Nigeria, Burkina Faso, Mali and Niger. Under this legal crisis regime, the powers of the armed forces are extended, while certain individual and collective freedoms are curtailed for a limited period. This is the context, for example, for the curfew measures decreed in certain regions of states facing terrorism. While it's true that these measures restricting freedom fuel frustration, they do help to reconcile democratic order with the fight against insecurity.

Beyond these official policies, unofficial strategies are used to intimidate and silence journalists and opponents. The ban on demonstrations in Niger under the Issoufou and Bazoum regimes (2011-2023) is a case in point. Indeed, strategies to control insecurity can fuel the subtle dismantling of democratic gains, even under constitutional regimes. Insecurity can be used as a pretext to lock down the political system. These authoritarian uses of the security context do not negate the validity of the argument that the democratic order can be preserved in times of insecurity. The ability of states to achieve this lies in the contextualization of the rules of the political game. The legal flexibility of the democratic regime enables it to accommodate insecurity. In addition to taming insecurity, democracy offers, in some of its dimensions, opportunities for regulating insecurity.

17 Armed Conflict Location & Event Data Project

18 <https://acleddata.com/2022/10/26/introducing-the-nigeria-election-violence-tracker/>

19 Experiences in this field were shared at a seminar organized by the Burkina Faso Electoral Commission in Ouagadougou in December 2022.

20 <https://situationroomng.org/wp-content/uploads/2016/01/situationroom-vol-3-no-2.pdf>

21 According to this reform, when elections cannot be held on a part of the territory due to force majeure or exceptional circumstances, the election is validated on the basis of the results obtained where the election could be held. See articles 148 paragraph 2 and 155 paragraph 2 of the Electoral Code.

The Regulatory Potential of Democracy

Democracy is in itself a mechanism for regulating security crises. It contributes to the construction of political responses to insecurity. Indeed, on the one hand, public debate channels government strategies on insecurity, and on the other hand, the electoral moment encourages programmatic thinking on ways out of the crisis.

The Pacifying Virtues of Public Debate

In its liberal dimension, democracy offers a way out of crises by guaranteeing political rights such as freedom of the press and expression. In this way, policies to combat insecurity are discussed in the public arena. This citizen watch helps to influence the quality of government responses to insecurity. These citizens' voices in the security debate are forcing governments to adjust or even change their strategies. The crisis latently reinforces the deliberative dimension of democracy (Habermas, 2023), as the authorities are obliged to publicly justify their political choices. Security alerts issued by journalists, civil society players and ordinary citizens lead the authorities to be more reactive. In response to public pressure, the Sahelian armies have developed a communications strategy aimed at making their actions in the field more transparent. The regular information bulletins published by the armies of Niger and Burkina Faso are a case in point. This argument can be extended to measures adopted to promote respect for human rights by armed forces in the battleground²².

The public conference on security on March 21, 2023, organized by the Nigerian army at the Abdou-Moumouni University in Niamey, illustrates efforts to achieve transparency in security management. In Nigeria, since the start of the Boko Haram attacks, the authorities have been under pressure from citizens. As shown by the case of the Bring Back Our Girls campaign for the release of young girls abducted by Boko Haram in April 2014 (Bukarti, 2023; Olutokunbo et al., 2015), democratic space has made it possible to exert pressure on public security action. Finally, in its participatory dimension, democratic practice leads to the inclusion of civil society in the making of security policies. A process of de-monopolization of security has begun, with governments involving civil society in the search for solutions to insecurity. The case of the "security forums" organized in 2017 in Niger and Burkina Faso is a case in point (Saidou, 2020). This trend towards the co-production of security is in line with the paradigms of "good governance" and "security sector reform" (Saidou, 2019).

These concepts have influenced the reform of security policies in Mali as part of the implementation of the Algiers Agreements signed in 2015 between the state and Tuareg separatist groups (Boisvert, 2021; ARGA-Mali, 2017). The inclusion of extra-state actors, sometimes including "people from below", has the main effect of increasing the legitimacy of the resulting security policies. With the return of military regimes in Mali, Burkina Faso and Niger, public debate has become increasingly restricted by the repression of critical currents in society. The war on terrorism has become a pretext for restricting individual and collective freedoms (Bocandé et al., 2023). In Burkina Faso, society has tended to polarize, with the emergence of hateful rhetoric against intellectuals described as "stateless" (Mbembé, 2023). The army's power of requisition is used by the regime to punish freedom of expression²³. Thus, the return of the military to power has drastically reduced the vitality of public debate on security. In democratic regimes, the crisis has led to an upsurge in programmatic thinking on security, while African elections are often portrayed as moments when nothing is at stake.

The Tacit Valorization of the Programmatic Role

Democracy withstands insecurity thanks to its electoral dimension. Literature on elections in Africa often emphasizes the clientelist dimension of voting and the lack of programmatic debate (Bleck & Van de Walle, 2018; Quantin, 2004).

22 On February 16, 2023, Burkina Faso's parliament adopted a reform of the Code of Military Justice, creating a corps of provost marshals (gendarmes) whose mission is to prevent and punish offenses committed by elements of the armed forces in the battlefield. <https://lefaso.net/spip.php?article119538>

23 Among the citizens conscripted were trade unionists like Gabin Korbeogo, journalists like Issaka Lingani and political actors like Ablassé Ouédraogo. Several human rights organizations have protested against what they see as a targeted application of the decree on general mobilization and warning adopted on April 19, 2023 (MBDHP, 2023).

In this country, not only did the elections boost the parties' programmatic offer on security, but they also led to an alternation, unlike the presidential elections in Mali in 2018 and Burkina Faso in 2020²⁴. Indeed, Goodluck Jonathan's defeat was seen as a sanction for his ineffective security policy (LeVan, 2019).

The changeover helped weaken the Boko Haram group, illustrating the stabilizing effect of elections in crisis contexts. Outside the Sahel region, the case of the Democratic Republic of Congo (DRC) corroborates this argument. As Ali Diabacté Tadjoudine²⁵ has shown, it was through the 2006 elections that this country emerged from the "second Congo war". The 2013 and 2018 presidential elections in Mali were high-stakes contests due to the security context.

The programs of the main candidates, notably Soumaïla Cissé and Ibrahim Boubacar Keïta, focused on the return of security. This interest in programmatic thinking on security was also observed in Niger, starting with the 2016 presidential election at the end of which Mahamadou Issoufou was returned for a second term (Saïdou, 2019, p. 12). The case of the 2020 presidential election in Burkina Faso corroborated this trend. For the first time in history, a party, in this case the Union for Progress and Change (UPC), drew up a two-hundred-page White Paper on defense. And, unusually, a divide between presidential candidates dominated election debates (Saïdou & Bertrand, 2022). Candidates were divided on whether or not to negotiate with armed groups. According to International Crisis Group (ICG), with this election campaign²⁶, "a reflection is beginning on the advisability of dialogue with insurgents, including jihadists, whereas a logic of confrontation has prevailed until now, without success".

The electoral period was an opportunity for secret dialogue with the armed groups. Credible sources report that the Burkinabe authorities have negotiated a truce with the armed groups to facilitate the organization of the elections (Douce, 2021). While this dialogue is generally confidential, and its immediate aim is to facilitate the organization of elections, it cannot be ruled out that it will lead to more comprehensive negotiations likely to result in peace. Attempts at dialogue launched in 2022 by President Paul-Henri Damiba have yielded few results. Moreover, President Ibrahim Traoré, who succeeded him in September 2022, has not made dialogue his priority. In the Sahel, several experts are optimistic that such dialogue will produce results in terms of a return to peace (Soré & Nana, 2022; International Crisis Group, 2019).

Incidentally, studies have shown the need to go beyond the religious prism in explaining young people's involvement in violence (Pellerin, 2017; Institut d'études de sécurité, 2016). It is therefore realistic to think of these fighters returning to the fold of the state, as shown by the case of Niger's "Boko Haram repentees" (Abba & Dan Dano, 2019). These examples of democratic resilience do not obliterate the tumultuous relationship between democracy and insecurity.

A Tumultuous Cohabitation

Whether of low or high intensity, insecurity always has an impact on the democratic order. In the face of high-intensity insecurity, democracy tends to retreat, as it becomes impossible to organize credible elections and keep the army out of power. The result is a tumultuous cohabitation between democracy and insecurity. The breakdown of the democratic order results from the combined effects of electoral "fetishism" and the political manipulation of insecurity by the military.

24 In this country, despite President Kaboré's very mixed record, he was re-elected in the first round with 57.74% of the vote, compared with 53.49% in 2015.

25 He was speaking at a conference organized by Burkina Faso's Independent National Electoral Commission (CENI) on December 7, 2022 in Ouagadougou.

26 <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/burkina-faso-et-niger-des-elections-lepreuve-des-insurrections>

Electoral “Fetishism” put to the Test by Insecurity

Insecurity weakens democracy by attacking one of its fundamental pillars: the election. This is one of the ingredients of pluralist democracy, despite its aristocratic dimension (Manin, 2012, pp. 171-205). Democratic instability is inevitable when the election is elevated to a sacred institution with no alternative, leading to elections of dubious credibility that reproduce rather than regulate the crisis.

Democracy Trapped in the Electoral Institution

Some minimalist authors (Schumpeter, 1972) have made elections the central criterion of democracy, even if they do not exhaust its meaning (Mayer, 2010; Reybrouck, 2014). While it has been established that the systematic organization of elections produces a dynamic of democratic consolidation (Lindberg, 2009), in a context of insecurity, their organization sometimes becomes difficult, if not impossible. In the absence of an alternative to elections, insecurity sets democracy back. Indeed, depending on the intensity of the conflict, the state may lose sovereignty over certain parts of its territory. In the case of the current transitional regimes in Burkina Faso, Niger and Mali, the question is to determine the threshold at which elections can be organized in accordance with the rules laid down in the Constitution. Basically, the question is whether there is an electoral participation threshold to validate elections. Neither the constitutions nor the community law drawn up by the African Union and ECOWAS contain precise rules governing the organization of elections in such contexts.

Despite this legal vacuum, the discourse of international players remains unchanged: “elections at all costs”. Constitutional engineering has developed in response to political crises, notably through political agreements and transitional regimes (Aïvo, 2012; Mandjem, 2009), but these models are designed to prepare for elections, not to replace them. However, when insecurity prevents elections from being held, consensual democracy appears as an alternative to appointing governors by means other than voting, following the example of the procedures used in certain transitional regimes (Saidou, 2021). In 2020, for example, to overcome security constraints, researcher Zacharia Tiemtoré proposed selecting deputies by lottery as an alternative to elections²⁷. Considered the supreme democratic modality in political theory (Reybrouck, 2014), the drawing of lots is paradoxically absent from regional and domestic constitutional architecture. States at war thus appear to be facing a political impasse, as transitional regimes are ordered by ECOWAS to organize elections within strict deadlines (Abdourhamane, 2023). Yet there is nothing to suggest that the security situation is likely to improve, allowing for free and transparent elections in a peaceful context.

These states remain suspended from the decision-making bodies of organizations until they have restored democratic order through elections. These facts show that democracy in practice in the ECOWAS space is a prisoner of the election because, even in exceptional situations, there is no alternative to the election, which is not, however, the sole mechanism for selecting rulers (Manin, 2012). The moments of crisis experienced by the Sahel have demonstrated the capacity of societies to adapt. However, this crisis does not seem to open a window of opportunity for paradigmatic breakthroughs. The inability to move away from “electoral fetishism” produces counter-productive results, as in some cases elections in a context of insecurity reproduce the crisis rather than regulating it.

Elections Generate Conflict

Long before the security crisis, elections were often marred by irregularities in this region (Wantchekon, 2003; Bleck & Van de Walle, 2018). The weaknesses of electoral processes are linked to various factors such as the dubious reliability of electoral files, the lack of independence of electoral commissions and electoral judges, electoral abstentionism, electoral corruption, etc. (Kokoroko, 2009; Fall & Hounpké, 2010). Insecurity has accentuated these weaknesses, and the crisis context has led to elections that are sometimes botched and lack credibility. In 2020 in Burkina Faso, the revision

27 <https://burkina24.com/2020/07/18/presidentielle-elections-au-burkina-faso-les-propositions-du-dr-zacharia-tiemtore/>

of the electoral law to allow validation of the ballot even in cases of low voter turnout²⁸ caused controversy (S. M. Ouédraogo & D. Ouédraogo, 2020). Nevertheless, the elections were held without major incident, albeit against a backdrop of political tension. By contrast, the Nigerian presidential elections of 2015 and 2019 were not free of incidents. The Boko Haram group launched several attacks in the country's northeastern federated states, leading some voters to abstain (Bukarti, 2023, pp. 10-11). Idam and Emeh (2022, pp. 41-42) have shown that in Nigeria, Boko Haram attacks tend to increase during election periods.

Between 2019 and 2022, 134 attacks were recorded against electoral commission facilities and personnel²⁹. The reduction in security incidents during the 2023 presidential election in this country illustrates a trivialization of elections in times of crisis (Dongmo & Gazibo, 2023).

In the case of Mali, serious incidents had disrupted the election campaign for the legislative elections, including the kidnapping of opponent Soumaila Cissé on March 25, 2020 by armed groups³⁰. Because of the fragile security situation, some candidates preferred not to campaign in the field, or abandoned the central and northern regions³¹. The disputes that resulted from this election contributed to accentuating the socio-political crisis that led to the coup d'état of August 2020. In 2012, the coup that put an end to the presidency of Amadou Toumani Touré was also linked to the security chaos that made it impossible to organize elections. Similarly, in Niger, the 2020 and 2021 general elections were marred by security incidents. Incidentally, insecurity in Niger and Burkina Faso explains why ECOWAS has accepted longer-than-usual timetables for transitional regimes in 2022³². These regimes justify their political agenda by the practical difficulties of organizing elections (S. M. Ouédraogo & D. Ouédraogo, 2021).

For states benefiting from international aid, it is difficult to embark on a path other than that of elections, in order to establish legitimate, internationally-recognized institutions. These states are thus prisoners of an "electoral fetishism", due to their financial dependence on their international partners and their community commitments. Clearly, at a certain level of intensity, insecurity makes it more difficult to keep to the electoral timetable, thereby eroding the legitimacy of the authorities; and in the absence of an alternative to elections, democracy has difficulty resisting insecurity. Here, elections are far from playing a pacifying role in social relations (Garigou, 1992). Rather, they fuel conflicts and accentuate political crises, which puts into perspective the "electoral path to democratization" thesis, according to which the routinization of elections contributes to democratic consolidation (Van de Walle, 2009). In some cases, the delicate issue of the political neutrality of armies fuels crises through the remilitarization of the political system.

The Inevitable Return of Coups

The coups in Mali (2012, 2020, 2021), Burkina Faso (2022) and Niger (2023) reveal the problematic relationship between insecurity and democratic order. These coups d'état in times of security crisis are the expression both of an awry depoliticization of armies and of the tensions running through the security apparatus.

The revenge of the Military: Political Exclusion Gone Wrong

The coups in the Sahel are the expression of a political exclusion that has been bitterly resented by the military, who pride themselves on their historical legitimacy in the formation of states. In West Africa, the political neutrality of armies is one of the principles of constitutional convergence

28 According to this amendment, if it is impossible to hold elections in certain parts of the territory, they can be validated on the basis of the results obtained in the parts not affected by the "force majeure" or "exceptional circumstance". See article 148 of the Electoral Code

29 <https://www.csis.org/analysis/identity-insecurity-and-institutions-2023-nigerian-elections>

30 See an article by Jeune Afrique. <https://www.jeuneafrique.com/916557/politique/mali-lenlevement-de-soumaila-cisse-le-chef-de-file-de-lopposition-est-confirme-par-le-gouvernement/>

31 <https://sahelien.com/legislatives-au-mali-la-campagne-electorale-sur-fond-dincertitude-et-dinsecurite-au-centre-du-pays/>

32 In Burkina Faso, for example, the duration of the transition has been set at twenty-four months from July 1, 2022, whereas the previous transition (2015) lasted twelve months.

enshrined in the 2001 ECOWAS Protocol on Democracy and Good Governance³³. Yet insecurity undermines the legitimacy of civilian authorities. The limits of their responses to regulate the crisis and control corruption deprive them of any credibility to govern³⁴ (Institut Free Afrik, 2018, p. 38). This crisis of the political elites ends up affecting the very legitimacy of democracy, as shown by the Afrobarometer survey carried out in 2022 in Burkina Faso³⁵. As Olivier De Sardan (2023, p. 21) argues, “democracy having become illegitimate, the seizure of power by high-ranking officials paradoxically becomes legitimate in the eyes of a significant proportion of the population”. Loada (2023) qualifies this argument by focusing on the tension between democratic demand and supply. He shows that while democracy remains the preferred regime of citizens, the supply of democracy remains unsatisfactory. Faced with this dissatisfaction, the army becomes a credible, even inevitable alternative, to the point where intellectuals call for a legal framework for military transitions (Topanou, 2022). While some actors call for a coup d’état³⁶, others propose strengthening the army’s powers while preserving the Constitution³⁷.

In some countries, such as Burkina Faso under the first mandate of the Kaboré regime, the military were excluded from ministerial posts. Yet the army does not accept its exclusion from state management, and has always ascribed a political mission to itself (Olivier de Sardan, 2023, p. 36; Sampana, 2015, p. 48). The expression “military politicians” used by Tidjani Alou (2008) in the case of Niger reflects this politicization of armies. In a context of insecurity, failing to summon the army to power, voters elect retired military personnel. This was the case in Nigeria, where Buhari’s victory in 2015 was partly linked to his profile as a former military officer and his reputation as a man of iron fists. His choice was thus an indirect form of inclusion of the military in the management of the state.

The military have a number of grievances against civilian leaders, whom they accuse of interfering in the operational management of the war and of being incompetent in security matters³⁸.

We can thus observe that, in contexts of insecurity, the military draw the justifications for their return to power from the management of the war by civilian leaders. Insecurity offers them a new resource in their strategy to reposition themselves in the political system.

This is why, even in Niger, where civilian rulers had managed to contain insecurity for a decade³⁹. (Olivier de Sardan, 2023, p. 185), General Abdouramane Tiani invoked security reasons to justify the removal of President Bazoum⁴⁰. This is the first time in Niger’s history that a coup d’état has taken place without a major political crisis. Unlike in Mali and Burkina Faso, where the military in power are autonomous from political parties and even seek to replace them, in Niger there are close links between military and civilian elites⁴¹. In these countries in transition, the military are adopting a sovereignty-oriented, anti-establishment diplomacy to legitimize themselves⁴². This shift is reflected in the abandonment of pro-Western diplomacy and a rapprochement with Russia (Kounouho, 2023). On the whole, their political agenda and the sidelining of political parties suggest new political ventures with a vocation to take root, rather than transitional regimes⁴³.

33 Article 1 (a) of the Protocol states: “The army shall be apolitical and subject to the duly established political authority; any serving member of the army shall not be eligible for elective political office.”

34 <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/burkina-faso-et-niger-des-elections-lepreuve-des-insurrections>

35 It showed that 66% of citizens were in favor of the army intervening when civilian leaders proved to be failing. www.afrobarometer.org

36 Such is the case of Yéli Monique Kam, party president. <https://infowakat.net/gouvernance-politique-monique-kam-appel-larmee-a-prendre-ses-responsabilites/>

37 See, for example, the declaration of the Union pour la renaissance/Mouvement patriotique sankariste (UNIR-MPS) party of November 16, 2021. <https://faso-actu.info/situation-securitaire-lunir-mps-fait-des-propositions/>

38 This argument was developed by a senior officer of the Burkina Faso army on December 7, 2022 at a seminar organized by the Electoral Commission in Ouagadougou.

39 Niger ranks 10th in the 2022 *Global Terrorism Index* of countries hit by terrorism, while Mali and Burkina Faso are 2nd and 4th respectively (Institute for Economics and Peace, 2023).

40 General Tiani, for example, criticized President Bazoum for releasing terrorists without the knowledge of the judiciary, and for subcontracting the country’s security to France. <https://www.voafrique.com/a/le-chef-de-la-junte-nigerienne-promet-une-transition-de-trois-ans-et-met-en-garde-contre-une-agression-/7232209.html>

41 The hypothesis that General Tiani acted with the intelligence or on the orders of former president Mahamadou Issoufou seems credible, given the facts observed since the coup.

42 The three leaders have left the G5 Sahel, which they accuse of being an instrument of France, and created the Alliance of Sahel States (Alliance des États du Sahel, (AES)) in September 2023 as a collective defense framework.

43 By way of illustration, the Burkinabe authorities have not yet drawn up a transition exit agenda, even though the agreement signed with Ecowas in 2022 provides for the end of the transition in July 2024.

These new coups seem to reflect the military's desire to reposition itself in the political arena. They use the security crisis as a pretext to achieve this objective. Clearly, what is at stake is not only national security, but also the competition for control of the state apparatus between civilian and military elites. Insecurity also affects the democratic order through the tensions it accentuates in the security system.

Crises Intrinsic to the Security Apparatus

The fight against terrorism has rekindled rivalries between players in the security apparatus. In response to the crisis, governments have increased the firepower of their armies and police forces. Paradoxically, this extension of the security apparatus has exacerbated tensions between the various security forces. Coup d'états have confirmed the intensity of rivalries between Special Forces and other army units (Oulon, 2023).

In Burkina Faso (2022) and Mali (2020), the Special Forces played a decisive role in the coups⁴⁴. Colonel Assimi Goïta, for example, was commander of the autonomous Special Forces battalion. These forces were set up to face up to the terrorist challenge, and equipped with heavy resources. What's more, in most of these countries there has been a "police war" for years, pitting the police against the gendarmerie, whose missions are tending to merge. At the start of the security crisis in Burkina Faso, police officers had expressed frustration at the authorities' reluctance to provide them with heavy weaponry while they were deployed in the theater of war (Palenfo, 2017). Since October 2022, their plea has been taken on board by Captain Traoré's regime, which has reinforced their military equipment. However, tensions between the army and the gendarmerie have increased. In October 2023, they led to the dismissal of the Chief of Staff of the Gendarmerie, Lieutenant-Colonel Evrard Somda, amid rumors of a coup d'état and Captain Traoré's desire to disband the unit⁴⁵. These tensions are undermining cohesion within the security apparatus and the democratic order.

Long before the creation of the Special Forces, most Sahelian states have always had an imbalance in armament and treatment in favor of the units responsible for presidential security. This was the case in Burkina Faso with the Presidential Security Regiment (RSP) under the Compaoré regime (Loada, 2020). The RSP staged a coup d'état against the transitional government in September 2015, before being disarmed and disbanded (Saïdou, 2020). The same was true in Mali, where the supremacy of the presidential guard has fuelled the crisis since 2012, when the "Red Berets", the elite unit that provided presidential security under President Amadou Toumani Touré, were pushed out of strategic positions by the "Green Berets" led by Captain Amadou Haya Sanogo (Soumano, 2020, pp. 98-99). In Niger, it was thanks to the firepower of the presidential security force he led that General Tiani was able to overthrow President Bazoum in July 2023 and establish himself as president of the transition.

In other words, the expansion of the security apparatus in wartime has weakened the democratic order in two ways. Firstly, by endowing Special Forces with greater privileges and resources, the fight against insecurity has exacerbated internal conflicts within the security forces. Seizing power by force was the solution found to resolve these tensions, as demonstrated by Captain Ibrahim Traoré's coup d'état in September 2022.

One of the grievances against Lieutenant-Colonel Paul Henri Damiba was his decision to allocate plots of land to his men⁴⁶, thus creating unequal treatment between soldiers.

The coup d'état thus seems to have become a means of regulating conflicts within the security apparatus, making democracy a collateral victim. Nigeria, which has been facing insecurity for years, has been able to contain these tensions so that they do not threaten the democratic order.

44 In Guinea, Lieutenant-Colonel Doumbouya, who overthrew President Alpha Condé in 2021, was head of the Special Forces.

45 François Zoungrana, commander of the gendarmerie's special intervention unit, even dared to violate his duty of reserve to publicly express his institution's grievances. He protests against the marginalization of the gendarmerie in favor of the army. Cf. *L'Événement* No. 503, October 10, 2023.

46 In an interview with Radio France Internationale (RFI), former president Damiba acknowledged the allocation of the plots but said the decision had been taken by his predecessor Roch Kaboré. <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/le-débat-africain/20230224-entretien-avec-paul-henri-sandaogo-damiba-ancien-président-de-la-transition-burkinabè>

Secondly, the extension of the security apparatus has reduced the cost of coups by creating an imbalance in military capacity in favor of the Special Forces. In Mali in 2020, for example, no other military force was a match for the firepower of Colonel Goïta's Special Forces. Seizing power by force had become less costly militarily, especially in a country like Burkina Faso, where since the disbanding of the RSP in 2015, the presidential guard has lost its position as a hegemonic force. As Oswald Padonou (2021, p. 3) points out, for Special Forces, "the initiative of a coup d'état presents a priori less risk and therefore more chance of success". For this author, if these forces appear to be a threat to democracy, in the face of insecurity, they nonetheless remain an "indispensable bulwark". In the case of Nigeria, the forces engaged in the war against the Boko Haram group have certainly benefited from heavy equipment, but this has not threatened the democratic order. This Nigerian exception can be explained not only by the geographical distance between the theater of war and the capital, but also by the consensus among civil and military elites against coups.

Conclusion

An analysis of the links between democracy and insecurity reveals a highly volatile situation, with on the one hand regimes coping with insecurity, and on the other hand regimes on the other succumbing to it. Democracy survives insecurity through its various instruments, which make it a diverse political system and explain its capacity to adapt to crises. Its liberal side has a stabilizing effect since it enables citizens to keep a watchful eye on insecurity. Furthermore, democracy is legally equipped to regulate exceptional situations through instruments such as the state of emergency. From this stems its ability to tame insecurity when these levers are effectively mobilized. The cumulative effects of its electoral, deliberative and participatory aspects also ensures a stabilizing dynamic. Indeed, elections boost citizen debate and political parties' programmatic thinking on security. The adaptability of democracy depends on its trivialization as the sole mode of political regulation, following the meaning given to it by Przeworski (1991).

However, in the face of intense insecurity, democracies under construction are finding it difficult to resist. Mali and Burkina Faso, the first Sahelian states to experience coups since the advent of terrorism, are the most affected by insecurity (Institute for Economics and Peace, 2023). The vulnerability of democracy in times of crisis stems from the lack of contextualization in its implementation. This is the case when states deny themselves any alternative to elections, even when these are impossible to organize according to international standards. Thus, the inability of states to free themselves from "electoral fetishism" sometimes leads to botched elections, generating thus conflicts. The crisis in the Sahel reveals the need to move beyond the democratic model that makes elections sacred. Moreover, the management of the army remains an essential variable for the stability of the democratic order in times of crisis. The crisis context opens up windows of opportunity for the return of militarist ideology. The management of insecurity also accentuates crises in the security apparatus. This dual effect of insecurity increases the likelihood of coups in a context marked by the crisis of political elites and the weakening of ECOWAS, guardian of the regional democratic order.

The article reinforces the argument that there is no absolute incompatibility between democracy and insecurity. If cohabitation between the two is possible, it is no less tumultuous. Security challenges are opening a new chapter in the democratic trajectory of Sahelian states. This historic turning point is marked by ambivalence: While the ability of some states, such as Nigeria, to tame insecurity reflects the entrenchment of democracy, the remilitarization of the political field in other cases draws attention to its fragility. The emergence of new authoritarian domination enterprises in Niger, Mali and Burkina Faso is a source of uncertainty for post-transition processes (Mbembé, 2023). The determination of these regimes to reconfigure political orders on a domestic and regional scale puts the thesis of the irreversibility of democratization in Africa into perspective. The future of democratization processes in this region, which began three decades ago with a euphoria that, with hindsight, perhaps borders on naivety, will undoubtedly depend on their ability to take root over time.

Bibliography

- Abba, S., & Dan Dano, L. M. (2019). *Voyage au cœur de Boko Haram : enquête sur le djihad en Afrique subsaharienne*. L'Harmattan.
- Abdourhamane, B. I. (2023). Retour à l'ordre constitutionnel : développements récents sur les transitions au Mali, au Tchad, en Guinée et au Burkina Faso. *Afrique contemporaine*, (276), pp. 245-261. <https://doi.org/10.3917/afco1.276.0245>
- Aïvo, F. J. (2012). La crise de la normativité de la Constitution en Afrique. *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, (1), pp. 141-180.
- Alizada, N., Cole, R., Gastaldi, L., Grahn, S., Hellmeier, S., Kolvani, P., Lachapelle, J., Lührmann, A., Maerz, S. F., Pillai, S., & Lindberg, S. I. (2021). *L'autocratisation devient virale. Rapport sur la démocratie*. Université de Göteborg.
- ARGA-Mali (2017). Où en sommes-nous avec la réforme du secteur de la sécurité ? *Policy brief n° 2*. https://www.afrique-gouvernance.net/bdf_document-1919_fr.html.
- Bagayoko, N. (2021). Les instruments internationaux de gestion des conflits au défi de la crise sahélienne. *Revue défense nationale*, 6(841), 87-94. <https://doi.org/10.3917/rdna.841.0087>
- Bleck, J., & Van de Walle, N. (2018). *Electoral Politics in Africa Since 1990: Continuity in Change*. Cambridge University Press.
- Bocandé, A., Lagarde, J. S., & Marong, S. (2023). *Dans la peau d'un journaliste au Sahel*. Reporters sans frontières (RSF).
- Boisvert, M. A. (2021). Mali : quelle réforme du secteur de la sécurité ? *Politique étrangère*, (4), pp. 159-172.
- Bratton, M., & Van De Walle, N. (2002). *Democratic experiment in Africa: Regime transition in comparative perspective*. Cambridge University Press.
- Bukarti, A. B. (2023). *Democracy under threat: Why the security risks to Nigeria's 2023 elections must not be overlooked*. Tony Blair Institute for Global Change.
- Cold-Ravnkilde, S., & Plambech, S. (2015). *Boko Haram. From local grievances to violent insurgency*. Danish Institute for International Studies.
- Collins, A. (2016). *Contemporary security studies*. Oxford University Press.
- Coman, R. (2018). Étude comparée des processus de démocratisation. In Y. Deloye & J. M. De Waele (Eds.), *Politique comparée* (pp. 259-299). Bruylant.
- Daniels, R. J., Macklem, P., & Roach, K. (2001). *The Security of Freedom. Essays on Canada's Anti-Terrorism Bill*. University of Toronto Press.
- Diamond, L. (2002). Thinking about hybrid regimes. *Journal of democracy*, 13(2), 21-35. <https://doi.org/10.1353/jod.2002.0025>
- Diamond, L., & Morlino, L. (2004). The quality of democracy. *Journal of democracy*, 15(4), 20-31. <https://doi.org/10.1353/jod.2004.0060>.
- Diamond, L., & Plattner, M. F. (eds) (2010). *Democratization in Africa: Progress and retreat*. Baltimore. The John Hopkins University Press.
- Dongmo, J. C., & Gazibo, M. (2023). Les principales leçons de l'élection présidentielle du 25 février 2023 au Nigeria. *Note d'analyse n° 6 du PRAME*. University of Montreal.
- Douce, S. (2021, february). Négocier avec les djihadistes ? Au Burkina Faso, une option de moins en moins taboue. *Le Monde Afrique*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/02/10/negociier-avec-les-djihadistes-au-burkina-faso-une-option-de-moins-en-moins-taboue_6069462_3212.html
- Doyle, M. (1986). Liberalism and world politics. *American political science review*, 80(4), 1151-1169. <https://doi.org/10.2307/1960861>
- Englebert, P., & Lyammouri, R. (2022). *Sahel: Moving towards military containment*. Policy report, Atlantic Council Africa Center.
- Fall, I. M. (2014). Les constitutions africaines et les transitions démocratiques. In A. Loada & J. Wheatley (Eds.), *Transitions démocratiques en Afrique de l'Ouest : processus constitutionnels, société civile et institutions démocratiques* (pp. 119-148). L'Harmattan.
- Fall, I. M., & Hounkpé, M. (2010). *Les commissions électorales en Afrique de l'Ouest : analyse comparée*. Friedrich Ebert Stiftung.
- Garigou, A. (1992). *Le vote et la vertu*. Presses de Sciences Po.
- Habermas, J. (2023). *Espace public et démocratie délibérative : un tournant*. Gallimard.
- Hampson, O. (2008). Human security. In P. William (Ed.), *Security studies: An introduction* (pp. 279-294). Routledge.
- Huntington, S. P. (1991). *The third wave: Democratization in the late twentieth century*. University of Oklahoma Press.
- Idam, M. O., & Emeh, I. E. (2022). Insecurity and election outcomes in Nigeria: An assessment of the effect of fear on the voting behavior of Nigerians in the 2015 presidential election; lessons for 2023 presidential election. *Advance Journal of Management and Social Sciences*, 6(4), 30-51. <https://aspjournals.org/Journals/index.php/ajmss/article/view/95>

- Institut d'études de sécurité (2016). Jeunes « djihadistes » au Mali : guidés par la foi ou par les circonstances ? *Note d'analyse* 89, 1-8.
- Institut Free Afrik (2018). *Terrorisme au Burkina Faso : pourquoi ? que faire ?* Institut Free Afrik.
- Institute for Economics and Peace (2023). *Global Terrorism Index 2023: Measuring the Impact of Terrorism*.
- International Crisis Group (2019). *Parler aux djihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?* Rapport n° 276/Africa.
- Kaldor, M. (2006). *New and old wars: Organized violence in a global era*. Polity.
- Kokoroko, D. (2009). Les élections disputées : réussites et échecs. *Pouvoirs*, (129), pp. 115-125. <https://doi.org/10.3917/pouv.129.0115>
- Kounouho, T. (2023). La diplomatie de la déviance. Réflexions sur l'action internationale des régimes issus des coups d'État au Burkina Faso, en Guinée et au Mali. *Revue congolaise de sciences politiques*, (01), pp. 13-50.
- Landman, T., & Di Gennaro Splendore, L. (2020). Pandemic democracy: Elections and Covid-19. *Journal of Risk Research*, 23(7-8), 1-9. <https://doi.org/10.1080/13669877.2020.1765003>
- LeVan, A. C. (2019). *Contemporary Nigerian politics: Competition in a time of transition and terror*. Cambridge University Press.
- Lindberg, S. (2009). *Democratization by elections: A new mode of transition*. The John Hopkins University Press.
- Loada, A. (2020). Democratic struggle and state building in Burkina Faso: Between manipulation and resilience of institutions. In L. Villalon & R. Idrissa (Eds.), *Democratic struggle, institutional reforms and state resilience in the Sahel* (pp. 105-136). Lexington Books.
- Loada, A. (2023, 15 septembre). *Le procès de la démocratie* [Conférence]. Journée de la démocratie, Centre pour la gouvernance démocratique.
- Loada, A., & Wheatley, J. (Eds.) (2014). *Transitions démocratiques en Afrique de l'ouest*. L'harmattan.
- Lutz, B., & Lutz, J. (2016). Terrorism. In A. Collins (Ed.), *Contemporary security studies* (pp. 311-326). Oxford University Press.
- Mair, P. (2011). Democracies. In D. Caramani (ed), *Comparative politics* (pp. 84-111). Oxford University Press.
- Maltosa, K. (2021). Elections in Africa during Covid-19 crisis: The tenuous balance between democracy and human security. *Politikon*, 48(2), 159-173. <https://doi.org/10.1080/02589346.2021.1913798>
- Mandjem, Y. P. (2009). Les gouvernements de transition comme sites d'institutionnalisation de la politique dans les ordres politiques en voie de sortie de crise en Afrique ? *Revue africaine des relations internationales*, 12(1-2), 81-182. <https://www.ajol.info/index.php/ajia/article/view/74344>
- Manin, B. (2012). *Principes du gouvernement représentatif*. Flammarion.
- Mayer, N. (2010). *Sociologie des comportements politiques*. Armand Colin.
- MBDHP (2023, 5 novembre). Déclaration de presse. <https://lefaso.net/spip.php?article125506>
- Mbembé, A. (2023, 5 août). En Afrique, il faut réarmer la pensée. *Le Monde*.
- Navari, C. (2008). Liberalisms. In P. William (Ed.), *Security studies: An introduction* (pp. 32-47). Routledge.
- Olivier de Sardan, J. P. (2023). *L'enchevêtrement des crises au Sahel*. Karthala.
- Olutokunbo, A. S. et al. (2015). Bring Back Our Girls, Social Mobilization: Implications for Cross-Cultural Research. *Journal of Education and Practice*, 6(6), 64-75. [tps://core.ac.uk/download/pdf/234637038.pdf](https://core.ac.uk/download/pdf/234637038.pdf)
- Ouédraogo, S. M., & Ouédraogo, D. (2020). Les élections présidentielles et législatives à l'épreuve du Covid-19 : une mise en lumière en Afrique de l'Ouest francophone. *Afrilex*, 23.
- Ouédraogo, S. M., & Ouédraogo, D. (2021). Propos inquiets sur la dissémination des régimes de transition constitutionnelle en Afrique. *Vénégré : la Revue africaine des sciences administrative, juridique et politique*, 25 p.
- Oulon, A. S. (2023). *Les secrets de deux putschs*. Mercury.
- Padonou, O. (2021, septembre). Les forces spéciales représentent-elles une menace pour la démocratie en Afrique ? *Jeune Afrique*.
- Palenfo, A. Y. S. R. (2017). *Alerte précoce. De la réforme pour la police nationale à la réforme du secteur de la sécurité*. Hans Seidel.
- Paris, R. (2009). *At war's end: Building peace after civil conflict*. Cambridge University Press.
- Pellerin, M. (2017). Les trajectoires de radicalisation religieuse au Sahel. *Notes de l'IFRI*.
- Piccone, T. (2017a). Democracy and violent crime. In *Democracy and security Dialogue Working Paper series*. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/09/fp_20170905_democracy_crime_working_paper.pdf
- Piccone, T. (2017b). Democracy and terrorism. In *Democracy and security Dialogue Working Paper series*. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/09/fp_20170905_democracy_terrorism_working_paper1.pdf
- Pilet, J. B., & Tomini, L. (2018). Démocratie. In Y. Deloye & J. M. De Waele (Eds.), *Politique comparée* (pp. 151-189). Bruylant.
- Przeworski, A. (1991). *Democracy and the market: Political and economic reforms in Eastern Europe and Latin America*. Cambridge University Press.
- Quantin, P. (dir) (2004). *Voter en Afrique. Comparaisons et différenciations*. L'Harmattan.

- Rapeli, L., & Saikkonen, I. (2020). How will the Covid-19 pandemic affect democracy? *Democratic theory*, (7), 25-32.
- Reybrouck, V. D. (2014). *Contre les élections*. Actes Sud.
- Rummel, R. J. (1997). *Power kills: Democracy as a method of nonviolence*. Translation.
- Saïdou, A. K. (2019). La participation citoyenne dans les politiques publiques de sécurité : analyse comparative des exemples du Niger et du Burkina Faso. *International Development Policy*, 11(1), 1-27. <https://doi.org/10.4000/poldev.3209>
- Saïdou, A. K. (2020). L'après-Compaoré au concret : transition politique et réformes des politiques de sécurité au Burkina Faso. *Politique et sociétés*, 39(2), 81-110. <https://doi.org/10.7202/1070040ar>
- Saïdou, A. K. (2021). Les entrepreneurs politiques à l'épreuve du pouvoir : régime de transition et action publique au Burkina Faso (2014-2015) et au Niger (2010-2011). *Revue internationale de politique comparée*, 27(4), 125-155. <https://doi.org/10.3917/ripc.274.0125>
- Saïdou, A. K., & Bertrand, E. (2022). Security as a campaign issue: Programmatic mobilization in Burkina Faso's 2020 elections. *Democratization*, 29(8), 1-20. <https://doi.org/10.1080/13510347.2022.2066652>
- Sampana, L. (2015). La démilitarisation paradoxale du pouvoir politique au Burkina Faso. In A. Auge & A. Gnanguenon (Eds.), *Les armées africaines et le pouvoir politique au sud du Sahara* (pp. 34-49). Les Champs de Mars.
- Schumpeter, J. (1972). *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Payot.
- Soré, Z., & Nana, E. (2022). Utiliser la parole pour taire les armes. Pratiques discursives et liturgie de peacebuilding dans la commune de Thiou (région du nord au Burkina Faso). In D. B. Somé (Ed.), *Terrorisme au Burkina Faso : négocier ou pas ?* (1) pp. 263-281. L'Harmattan.
- Soumano, M. (2020). Stress-testing democratic institutions in Mali: The political elite and the breakdown of the state. In L. Villalon & R. Idrissa (Eds.), *Democratic struggle, institutional reforms and state resilience in the Sahel* (pp. 79-103). Lexington Books.
- Tidjani Alou, M. (2008). Les militaires politiciens. In K. Idrissa (dir.), *Armée et politique au Niger* (pp. 93-124). CODES-RIA.
- Tidjani Alou, M. (2020). The nigerien paradox: institutional consolidation through political instability. In L. Villalon & R. Idrissa (Eds.), *Democratic struggle, institutional reforms and state resilience in the Sahel* (pp. 137-162). Lexington Books.
- Topanou, P. V. (2022). À propos de la résurgence des coups d'État en Afrique de l'Ouest, <https://www.lsi-africa.com/fr/actualite-africaine/editorial-victor-topkanou-.html>
- Union européenne (2018). *Mission d'observation électorale de l'Union européenne-Mali 2018 : rapport final*. https://www.eods.eu/library/moe_ue_mali_2018_rapport_final1.pdf
- Van De Walle, N. (2009). Démocratisation en Afrique : un bilan de la littérature. In M. Gazibo & C. Thiriot (Eds.), *Le politique en Afrique : État des débats et pistes de recherches* (pp. 135-163). Karthala.
- V-Dem Institute (2023). *Democracy report 2023: Defiance at the face of autocratization*. University of Gothenburg.
- Villalon, L., & Idrissa R. (2020). *Democratic struggle, institutional reforms and state resilience in the Sahel*. Lexington Books.
- Wantchekon, L. (2003). Clientelism and voting behavior: Evidence from field experiment in Benin. *World politics*, 55(3), 399-422. <https://doi.org/10.1353/wp.2003.0018>



© Baye Mballo Kébé, 2023

Savoirs endogènes et savoirs dits « scientifiques » à l'aune de la Covid-19

De la rupture épistémologique à la reconnexion des savoirs

Jacques Tshibwabwa Kuditshini

Professeur de science politique, Université de Kinshasa,
République démocratique du Congo

jacquestshibwabwa@gmail.com

Résumé

Dans l'imaginaire scientifique occidental, les savoirs endogènes africains sont souvent assimilés à des savoirs ordinaires, au sens commun, et surtout à des savoirs populaires et vulgaires. Cet imaginaire participe de la construction de la dichotomie connaissances endogènes/connaissances scientifiques où les premières, dominées par les secondes, se trouvent dans un rapport de subalternisation ancré dans des préjugés raciaux et culturels dont l'ethnologie coloniale constitue le soubassement épistémologique et idéologique. L'objectif de ce papier est de convoquer la notion de « rupture épistémologique » théorisée par Gaston Bachelard, Émile Durkheim et Pierre Bourdieu, comme un autre facteur explicatif de cette dichotomie qui a pour effet de périphériser les savoirs endogènes. Les soubresauts et les frémissements de la Covid-19, qui s'est révélée être un phénomène social total affectant tous les champs argumentaires du savoir et ceux des sciences sociales et des humanités en particulier, sont exploités comme prétexte pour revisiter et relativiser la notion de « rupture épistémologique ». Ils sont aussi mobilisés comme ressorts en vue de plaider à la fois pour la réactivation des connaissances endogènes africaines et pour la reconnexion de ces dernières avec les connaissances dites « scientifiques » dans une totalisation dialectique qui leur donne sens et leur restitue une fonctionnalité et une historicité propres. Notre démarche réflexive a un caractère théorico-épistémologique et méthodologique. Il s'agit d'une réflexion épistémologique, non empirique, dont l'ambition est de susciter un débat à la fois historique, théorique, méthodologique et même idéologique autour de la problématique des savoirs endogènes dans leur interaction avec les savoirs dits « savants ».

Mots-clés

Savoirs endogènes, savoirs scientifiques, rupture épistémologique, reconnexion, Covid-19

How to cite this paper:

Kuditshini, J. T. (2024). Savoirs endogènes et savoirs dits « scientifiques » à l'aune de la COVID 19. De la rupture épistémologique à la reconnexion des savoirs. *Global Africa*, (5), pp. 200-214. <https://doi.org/10.57832/g4by-1b92>

Received: May 08, 2023

Accepted: December 21, 2023

Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



Introduction

La réception mitigée du discours scientifique sur la Covid-19 par les populations africaines est un tournant qui marquera la sociologie politique, la socio-histoire et la socio-anthropologie des pandémies et épidémies. Elle affectera également tous les territoires disciplinaires, et en particulier le champ argumentaire des sciences sociales et humaines, parce que la Covid-19 aura revêtu le visage d'un phénomène social total au sens maussien du terme¹. En effet, le discours dit « scientifique » sur la matérialité de la pandémie (donc son existence), sur sa gestion (mesures barrières, distanciation interindividuelle, port de masques, lavage des mains, etc.), et sur le vaccin et la vaccination, s'est caractérisé par plusieurs incertitudes. Ces dernières, auxquelles il faut ajouter des atermoiements, des tâtonnements, des tergiversations et des contradictions, ont scellé et signé publiquement ses limites et suscité des résistances citoyennes à l'échelle mondiale. L'étape ultime de cette remise en cause du discours scientifique sur la Covid-19 s'est traduite par la résistance à la vaccination et au vaccin et, en réalité, par le refus de légitimer le vaccin inventé par des industries pharmaceutiques occidentales pour éradiquer la pandémie.

Prenant la forme d'une véritable contestation à l'égard du système socio-sanitaire, cette résistance à la vaccination reflète le malaise qui existe entre la population et les acteurs de la santé, entre la population et le pouvoir médical, entre la population et le pouvoir intellectuel, entre la population et l'ordre économique néolibéral, et enfin entre la population et les gouvernements. Il a justement fallu que des gouvernements imposent le vaccin et la vaccination par des mesures soit autoritaires, soit subtiles pour essayer de vaincre cette résistance. Quant aux politiques publiques, qu'elles soient territoriales ou sectorielles, qu'elles soient l'œuvre des pouvoirs publics locaux, internationaux ou globaux, elles ont également été marquées du sceau des contradictions et d'incertitudes. Face donc à des logiques discursives en dents de scie et des politiques publiques porteuses d'une trajectoire illisible, les populations africaines ont proposé et même imposé une alternative complémentaire : une grande partie de ces populations s'est tournée en effet, tant pour prévenir la maladie que pour se soigner, vers le savoir traditionnel et en particulier vers la médecine traditionnelle.

À ce titre, la contestation socio-sanitaire milite aujourd'hui en faveur de la réactivation et de la valorisation des savoirs endogènes africains. D'une part, la mobilisation des stratégies traditionnelles médico-sanitaires par de nombreux Africains pour gérer la crise pandémique permet de remettre à l'ordre du jour la problématique des savoirs endogènes. D'autre part, les tentatives de subalternisation de ces connaissances par les tenants d'une science dite « moderne », d'origine essentiellement occidentale, par des « globaliseurs » néolibéraux (Tshibwabwa Kuditshini, 2007) et par des élites politiques africaines, militent en faveur de cette même perspective. Enfin, il est utile d'établir une passerelle entre les deux types de savoirs pour en tirer les avantages comparatifs respectifs. Par ailleurs, le projet de réactivation des savoirs endogènes², qui a d'ailleurs partie liée avec le projet panafricaniste, est crucial si l'on veut penser les futurs africains de manière critique, parce qu'il s'agit en fait de se réapproprier le destin du continent et de le positionner sur une échelle qui lui permette de saisir les défis globaux à partir d'une perspective africaine.

Pour affronter les défis globaux, les Africains³ doivent entreprendre un travail sérieux de décolonisation des savoirs conventionnels qui passe, entre autres, par la dynamisation des savoirs endogènes africains. Cependant, tout porte à croire qu'il existe un hiatus entre la posture des élites intellectuelles et politiques africaines et celle des populations. D'une part, il y a des élites qui peinent

1 Selon Marcel Mauss, un même fait rassemblerait les dimensions que l'analyse sociologique et anthropologique a tendance à séparer. Le fait « total » est donc, selon cet auteur, à la fois économique, politique, religieux, etc.

2 Il s'agit d'un projet qui doit être porté par tous les acteurs : élites politiques, élites intellectuelles, société civile, artistes, écrivains, etc., mais l'impulsion de ce mouvement de réactivation devant partir d'abord des décideurs politiques.

3 Quand nous parlons des Africains, nous faisons allusion aux gens d'origine africaine vivant sur le continent appelé Afrique, aussi bien ceux de l'Afrique subsaharienne que ceux de l'Afrique du Nord qui ont en partage la culture dite « africaine ». À ceux-ci, s'ajoutent également les gens d'origine africaine qui vivent sur les autres continents et qui forment la diaspora africaine. Par ailleurs, il importe de faire remarquer que tous les Africains ne sont pas noirs. Mais ce qui les relie tous est ce qu'on peut appeler l'« identité africaine » et qui se reflète à travers la culture africaine, notamment.

à sortir des cadres théoriques, épistémologiques, cognitifs et méthodologiques dans lesquels elles ont été moulées pour bâtir de nouvelles manières de penser et d'agir qui soient innovantes et en phase avec les réalités sociales et culturelles de leurs sociétés. D'autre part, on a des populations qui convoquent des solutions de type traditionnel, chaque fois que se déclenchent des épidémies par exemple, et qui ne cessent de mettre à profit des remèdes tirés des connaissances endogènes, ce qui ne les empêche pas non plus de continuer à négocier avec la médecine occidentale. Il faut amener les élites intellectuelles et politiques africaines, et en particulier les jeunes chercheurs et jeunes élites, à sortir des cadres de pensée épistémologique dans lesquels ils sont encastrés. Sortir ne veut pas dire abandonner ou rejeter, il s'agit ici d'envisager, à côté de ces cadres de pensée et d'analyse, d'autres modes de pensée alternatifs et complémentaires, et en particulier les modes de pensée endogènes aujourd'hui marginalisés.

Par ailleurs, pour sortir ces savoirs endogènes de leur position des savoirs dominés et marginalisés, l'hypothèse de travail sur laquelle se construit ce papier est qu'il importe d'abord de relativiser la tradition épistémologique et méthodologique instaurée par Gaston Bachelard et Émile Durkheim, tradition qui établit une rupture – la fameuse rupture épistémologique – entre les savoirs ordinaires et les savoirs scientifiques, et qui subordonne les premiers aux seconds. Cette critique est cruciale dans la mesure où dans l'imaginaire scientifique occidental, les savoirs endogènes africains sont souvent assimilés à des « savoirs ordinaires », et à la limite, à des « savoirs populaires » et « vulgaires ». Cet imaginaire ayant pour conséquence de culminer dans la construction de la dichotomie connaissances endogènes/connaissances scientifiques.

Ayant porté un regard critique sur le concept de « rupture épistémologique » qui dissocie connaissances scientifiques et connaissances endogènes et qui rejette ces dernières dans la sphère de la « non-science », nous estimons ensuite qu'il faut tenir pour établi que les savoirs endogènes sont des systèmes de connaissances au même titre que les connaissances dites « scientifiques » et qu'ils nécessitent seulement d'être réactivés, valorisés et dynamisés à travers des programmes de recherche financés par les gouvernements africains. En troisième position et nous référant au point précédent, nous avançons l'idée selon laquelle il ne peut être établi de démarcation entre les savoirs endogènes et ceux dits « scientifiques », et qu'il existe plutôt une continuité entre les deux, continuité qui postule l'impérieuse nécessité de reconnecter les deux types de connaissances dans une totalité ou totalisation dialectique en marche qui confère à chacun d'eux une fonctionnalité et une historicité propres.

Enfin, la réflexion met en relief la « bataille » qu'il faut mener contre ce qu'on peut appeler le « néolibéralisme scientifique » porté par des institutions telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations unies (ONU), le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale qui, au-delà de leurs missions officielles, sont également impliquées dans la production des connaissances. Certaines de ces connaissances confortent souvent la position subalterne des savoirs endogènes. Nous opérationnalisons toutes ces idées via la Covid-19 qui constitue notre porte d'entrée pour cette réflexion tout en essayant, autant que faire se peut, de faire dialoguer, d'une part, médecine traditionnelle et médecine moderne et d'autre part, les sciences sociales et humaines avec les deux formes de médecine.

Retour sur une tradition épistémologique établie, mais problématique

Une tradition épistémologique d'origine certainement bachelardienne veut qu'on établisse une rupture épistémologique entre les savoirs ordinaires, ou le sens commun, et les savoirs dits « scientifiques ». Selon Gaston Bachelard (2004) en effet, « le fait scientifique est conquis, construit et constaté ». Cette idée est reprise par Bourdieu⁴, Chamboredon et Passeron (2005) et traduite en

4 Lire également à ce sujet, pour plus de détails, d'autres écrits de Bourdieu ou sur Pierre Bourdieu où on peut approfondir ces notions. Il s'agit notamment des livres tels que *Les grands sociologues* publié sous la direction d'Alain Bruno (2012), *Pierre Bourdieu, une introduction* écrit par Pierre Mounier, *Lectures de Bourdieu* rédigé sous la direction de Frédéric Lebaron et Gérard Mauger (2012), ainsi que *Les nouvelles sociologies* de Philippe Corcuff (1995), ou les livres publiés par Bourdieu lui-même : *Le sens pratique* (1980), *Ce que parler veut dire* (1982) ou *Choses dites* (1987).

une « hiérarchie des actes épistémologiques » dont l'ordonnement doit être de mise chaque fois qu'on entreprend un travail scientifique. La conquête du fait scientifique implique d'abord une rupture stricte entre le sens commun, donc la non-science, et les connaissances scientifiques, donc la science. La notion d'obstacle épistémologique développée par Bachelard (2004) permet de bien cerner sa pensée dans ce registre : « Quand on cherche les conditions psychologiques des progrès de la science, dit-il, on arrive bientôt à cette conviction que c'est en termes d'obstacles qu'il faut poser le problème de la connaissance scientifique ». Et Bachelard enchaîne :

La science, dans son besoin d'achèvement comme dans son principe, s'oppose absolument à l'opinion... L'opinion « pense » mal ; elle ne « pense » pas : elle « traduit » des besoins en connaissances ! En désignant les objets par leur utilité, elle s'interdit de les connaître. On ne peut rien fonder sur l'opinion : il faut d'abord la détruire. Elle est le premier obstacle à surmonter.

Dans *Le métier de sociologue*, Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron (2005) mettent également en évidence la dichotomie sens commun/connaissance scientifique :

Parce qu'elles ont pour fonction de réconcilier à tout prix la conscience commune avec elle-même en proposant des explications, même contradictoires, d'un même fait, les opinions premières sur les faits sociaux se présentent comme une collection fausement systématisée de jugements à usage alternatif. Ces prénotions, « représentations schématiques et sommaires qui sont formées par la pratique et pour elle », tiennent leur évidence et leur autorité, ainsi que l'observe Durkheim, des fonctions sociales qu'elles remplissent.

Selon les auteurs précités et d'autres (Popper, 1985, 1973 ; Granger, 1991 ; Bélanger, 1998), la connaissance scientifique doit se détacher du sens commun qui est porteur d'opinions, elles-mêmes porteuses de fausses évidences et donc, prendre du recul avec des idées préconçues contenues dans le sens commun autant qu'avec ses catégories de pensée. Mais au-delà de l'idée de rupture ou coupure que véhiculent ces prises de position épistémologiques, théoriques et méthodologiques, se profile, en filigrane, celle de l'hégémonie de la connaissance dite « scientifique » et de sa supériorité ou même suprématie sur le sens commun, ce dernier se donnant alors à voir comme un savoir ordinaire, vulgaire et sans importance. C'est à l'aune de la connaissance scientifique que doit donc se construire le sens commun. En effet, la rupture trouve sa véritable signification dans la construction, qui constitue, parmi les trois actes de la hiérarchie épistémologique, une étape importante. La construction d'un fait scientifique implique un travail de problématisation, donc de théorisation, et de montage d'un cadre opératoire qui consiste à « reconsidérer le phénomène étudié à partir de catégories de pensée qui relèvent des sciences sociales » (Campenhoudt & Quivy, 2011). La reconsidération des phénomènes sous l'angle défini par des concepts théoriques a donc pour but de se débarrasser des « prénotions » qui sont les représentations schématiques et sommaires de la « connaissance vulgaire » (Durkheim, 1967).

Aussi importante que soit cette règle de la méthode développée par Durkheim, aussi utiles que soient les répertoires qui établissent, à la suite de Bachelard et Durkheim, la différence entre science et non-science, il n'en demeure pas moins qu'ils soulèvent les uns et les autres plusieurs problèmes d'ordre épistémologique et méthodologique. Le premier c'est qu'ils établissent une stricte rupture entre les prénotions du sens commun et la connaissance dite « scientifique », et considèrent le sens commun comme un obstacle épistémologique à la connaissance en sciences sociales et en sciences de la nature. Ensuite et c'est le second problème, mis en perspective comparative avec ce que l'on appelle les « savoirs endogènes », ils ont pour effet de reléguer ces connaissances endogènes dans la sphère des simples prénotions, des simples connaissances vulgaires qu'il faut « reconstruire » ou « reconsidérer » à partir des catégories de pensée et des concepts théoriques développés au Nord et souvent importés et appliqués au Sud, alors même que la plupart de ces théories participent souvent d'un processus de « colonisation des savoirs ».

Rupture épistémologique, rupture méthodologique et double herméneutique des sciences sociales

La distinction, trop rigide, entre d'un côté le sens commun et la connaissance scientifique a été remise en cause par certains penseurs, à l'instar de Paul Feyerabend (1979), d'Anthony Giddens (1984) ou de Jürgen Habermas (1976). Ne pouvant pas légitimer cette dichotomie qui a pour effet de disqualifier injustement les savoirs ordinaires, Anthony Giddens estime que, dans le processus d'analyse des réalités relatives aux sciences sociales et humaines, on doit prendre en charge à la fois les interprétations du chercheur et les interprétations des sujets. C'est ce qu'il appelle la « double herméneutique des sciences sociales ». La thèse de la double herméneutique insiste d'abord sur les interprétations que le chercheur propose des conduites des sujets. Mais les sujets étant des êtres réflexifs, il y a aussi les interprétations qu'ils font des situations qu'ils vivent : des interprétations qui conditionnent leurs propres actions et, à travers elles, les systèmes sociaux.

Ces deux types d'interprétations, dit-il, ne sont pas étrangers l'un de l'autre. Il existe entre le chercheur en sciences sociales et le sujet une « réciprocity d'interprétations, une double herméneutique ». D'un côté, les théories et les « découvertes » des scientifiques des sciences sociales ne peuvent pas être tenues hors de l'univers des significations et des actions de ceux et celles qui en sont l'objet. De l'autre, ces acteurs qui font partie des objets des sciences sociales sont eux aussi des théoriciens du social, et leurs théories contribuent à la constitution des activités et des institutions qui sont les objets d'étude des scientifiques des sciences sociales. Aucune ligne de démarcation claire ne sépare les acteurs « ordinaires » des spécialistes lorsqu'il s'agit de réflexion sociologique documentée. (Giddens, 1984, p. 43 ; voir aussi Nizet, 2007)

En intégrant les « acteurs ordinaires » et les « savoirs ordinaires » dans la démarche scientifique, Anthony Giddens réhabilite le sens commun et ses prénotions disqualifiées dans la tradition épistémologique bachelardienne et durkheimienne. Il reconnecte par la même occasion les deux types de savoirs : savoirs savants et savoirs ordinaires. Loin donc de séparer les deux sphères, Anthony Giddens les met en interaction et établit la complémentarité qui est censée exister entre les discours dits « savants » et ceux dits « vulgaires » ou « ordinaires ». Il réhabilite donc la parole des acteurs ordinaires souvent étouffée par les acteurs dits « scientifiques », les seuls à qui la notion de rupture épistémologique réserve le pouvoir réflexif. Cette observation émane également de Jean-Pierre Olivier de Sardan (2008, 1995) qui note que plus généralement la notion de « rupture » rend fort mal compte des rapports complexes entre sens commun et sens savant. En fait, dit-il, « les outils langagiers et cognitifs fondamentaux de l'un et de l'autre sont identiques ». On doit d'ailleurs à Harold Garfinkel d'avoir contribué, par ses recherches en ethnométhodologie, à la réhabilitation du rôle du savoir ordinaire et du raisonnement pratique dans les sciences sociales. L'ethnométhodologie est en effet caractérisée par le refus de la coupure épistémologique ; le rejet d'une démarcation radicale entre science et sens commun ; l'idée que le savoir construit par le chercheur se déploie dans le même champ ontologique que les autres pratiques sociales et donc, que l'interprétation et la pratique de la recherche ne sont pas en extériorité par rapport au phénomène (Garfinkel, 2007).

La notion de « rupture méthodologique » se situe entre celle de rupture épistémologique et la double herméneutique des sciences sociales. Les tenants de la thèse de la rupture méthodologique pensent qu'il est bien indiqué de déployer le terme de « démarcation » que celui de rupture. Admettant qu'il existe une continuité entre le sens commun et le sens savant (idée proche de la double herméneutique), ils disqualifient quand même le sens commun estimant qu'il s'agit d'un savoir qui ne se construit pas à l'aide d'une démarche méthodologique, retombant de ce fait en partie dans la logique de la rupture épistémologique. Dès lors, selon eux, il existe une rupture méthodologique entre le sens commun et le sens savant et non pas une rupture épistémologique. Dans cette perspective, il apparaît que le sens commun, parce que dépourvu de posture méthodologique, parce que non « méthodologisé » en quelque sorte, relève d'un non-savoir. Il constitue alors, à la limite, une forme de connaissance inférieure appelée à se transformer en savoir scientifique, et donc à disparaître pour laisser place

à la seule connaissance scientifique qui, elle, est « méthodologisée » ou « méthodologisable⁵ ». À ce titre donc, soit le savoir ordinaire demeure un non-savoir ou un savoir de rang inférieur, soit il opère une mutation et finit sa course mutationnelle dans la connaissance scientifique avec laquelle il doit alors faire corps après avoir tout simplement disparu.

Savoirs endogènes : savoirs périmés, provisoires, brouillons, ordinaires, populaires ou vulgaires ?

Les savoirs endogènes ne sont pas à confondre avec des savoirs ordinaires ou ce qu'on appelle habituellement « le sens commun ». Pour nous, les savoirs endogènes sont des véritables systèmes de connaissances, des corpus de savoirs dignes de faire l'objet d'investigation et de fréquentation, et dignes de bénéficier de financements des pouvoirs publics africains au même titre que les connaissances héritées de la colonisation. Il s'agit en fait de ce que Paulin Hountondji (cité par Goudjinou Metinhoue, 1994, p. 38) appelle l'« ethnoscience » et qu'il définit comme « l'étude des corpus de connaissance, l'étude des savoirs traditionnels transmis de génération en génération ». On appellera donc savoir endogène, dans une configuration culturelle donnée, dit-il, une « connaissance vécue par la société comme partie intégrante de son héritage, par opposition aux savoirs exogènes qui sont perçus comme des éléments d'un autre système de valeurs ». Il faut noter que les savoirs endogènes sont également appelés « savoirs locaux ». Le terme évoque, selon Hountondji (1994, p. 15), l'origine des savoirs en question en les désignant comme des « produits internes tirés du fonds culturel propre, par opposition aux savoirs exogènes, importés d'ailleurs ». Dans le contexte des pays ayant été colonisés par l'Occident, et en l'occurrence ici les pays africains, les savoirs exogènes sont donc des savoirs importés d'Occident, donc des savoirs dits « scientifiques ». Mis en perspectives dichotomiques, ces savoirs dits « scientifiques » ont la particularité de se dresser à la fois contre les savoirs ordinaires (vulgaires ou le sens commun) et contre les savoirs endogènes qu'ils assimilent aux savoirs vulgaires. En revanche, la notion de savoir ordinaire fait référence à celle de savoir vulgaire, du sens commun, du savoir profane, du savoir populaire ou du non-savoir dont nous avons abondamment parlé ci-haut.

Si l'on met le curseur de l'analyse sur le fait qu'il faut établir une rupture épistémologique entre le sens commun et le sens savant, les savoirs endogènes apparaissent, de par la « position » qu'ils occupent vis-à-vis des savoirs dits « scientifiques », comme des savoirs périmés, c'est-à-dire comme des savoirs qui ont été utiles pendant un certain moment mais qui sont devenus obsolètes, ou encore comme des savoirs provisoires-brouillons qui attendent d'être dépouillés de leur « gangue » pour retrouver une certaine « propreté » et accéder à la légitimité. Surtout, les savoirs endogènes apparaissent, dans nos pays, comme des connaissances ordinaires, vulgaires, populaires qui relèvent du sens commun et qu'il faut détacher du sens savant qui les surplombe et les domine. De manière plus précise, il faut reconnaître que l'enseignement et la recherche sont dominés par des connaissances dites « scientifiques » qui sont en réalité des connaissances produites ailleurs, et qui fragilisent le champ argumentaire des savoirs endogènes. Il faut remonter à la période coloniale pour comprendre la place moins reluisante qu'occupent les savoirs endogènes dans l'architecture et la constellation actuelles des connaissances⁶. Valentin-Yves Mudimbe (2021) a mis en évidence le rôle joué par la « bibliothèque coloniale⁷ » dans la constitution des savoirs dits « savants » qui ont favorisé la colonisation des populations africaines et contribué au déclin des connaissances endogènes. Critiquant en effet l'ethnologie coloniale par laquelle cette dévalorisation des savoirs traditionnels a été rendue possible, Mudimbe (1973) constate que :

L'ethnologie a développé un discours globalisant qui, malgré les partis pris scientifiques, était dépendant ou, tout au moins, en relation avec des intérêts, des goûts, des préjugés,

5 Susceptible d'être construite selon les règles méthodologiques qui président au mouvement de la connaissance et au moyen de la rationalité scientifique.

6 Les écrits des auteurs tels que Hegel *La raison dans l'histoire* (1965), Lévy-Bruhl *La mentalité primitive* (1922) sont des exemples d'une littérature qui a alimenté la pseudoscience de cette époque-là que d'autres éminents chercheurs (Fanon, 2002 ; Said, 1980 ; Mbembe, 2010, 2013 ; Ndiaye, 2008) ont eu, d'une manière ou d'une autre, à remettre en cause.

7 La bibliothèque coloniale est constituée, selon Mudimbe, de l'ensemble des représentations et des textes qui ont collectivement « inventé » l'Afrique comme le lieu par excellence de la différence et de l'altérité.

des a priori étrangers à l'objet étudié... Ces productions étaient, comme elles le sont encore aujourd'hui d'ailleurs, tributaires d'une certaine conception de la science, elle-même fonction d'un système plus général, rigoureux de par sa logique interne, ordonné et soutenu par des représentations et des concepts précis, historiquement ancrés dans l'histoire de la société et de la pensée occidentale.

Même si l'ethnologie, sous sa forme décrite par Mudimbe, a été remise en cause, il faut noter que certaines formes de connaissances portées notamment par l'africanisme eurocentriste (Obenga, 2008) continuent de perpétuer cette tradition et d'entretenir l'idée d'une certaine supériorité culturelle de l'Occident sur les sociétés et les cultures africaines, l'africanisme s'inscrivant d'ailleurs pleinement dans le projet néocolonial de la France en Afrique⁸ (Gondola, 2007). L'idée d'une prétendue supériorité culturelle de l'Occident sur les autres sociétés aboutit d'ailleurs à ce que Rajeev Bhargava (cité par Sarr, 2022, p. 69) appelle « l'injustice épistémique ». Selon en effet cet auteur, il y a injustice épistémique lorsque les concepts et les catégories grâce auxquelles un peuple se comprend lui-même, aussi bien que son univers, sont remplacés par les concepts et les catégories des colonisateurs. Ce processus de remplacement des concepts et théories des peuples colonisés s'est accompagné d'un dénigrement des valeurs des sociétés africaines et de leur savoir. C'est donc à travers les connaissances produites par les colonisateurs et consignées dans les sciences sociales que s'est opéré ce processus de sabotage et de destruction des cadres culturels et épistémiques des peuples colonisés⁹.

Aujourd'hui encore, les objets d'étude, les méthodes et les normes intellectuelles de recherche, et les enseignements des universités et instituts de recherche situés dans le Nord reflètent leur propre expérience et leur position sociale, mais en raison de l'hégémonie mondiale qu'ils exercent, la recherche et l'enseignement des sciences sociales¹⁰ dans toutes les autres parties du monde sont fortement affectés par les idées, les méthodes et les pratiques actuelles dans le Nord (Beigel et al., 2017 ; Ouédraogo & Hendricks, 2015). Dans ce contexte marqué aussi par la mondialisation, il n'est pas surprenant que les savoirs traditionnels se retrouvent sur les marges et passent pour des savoirs vulgaires non fréquentables, non susceptibles de figurer dans les programmes d'enseignement de nos universités. Comme le note si bien Paulin Hountondji (1994) :

L'intégration du tiers monde au processus mondial de production des connaissances entraîne, entre autres effets tangibles, la marginalisation des savoirs et savoir-faire anciens, leur étiolement progressif, leur appauvrissement, voire, dans les pires des cas, leur disparition pure et simple, leur refoulement hors du souvenir conscient des peuples.

Faisant écho à la réflexion de Paulin Hountondji, Dipesh Chakrabarty (2009) constate que la domination coloniale de l'Europe en Asie du Sud a eu pour effet de transformer des traditions intellectuelles sanskrites, persanes ou arabes, jadis ininterrompues et bel et bien vivantes, en « simples objets de recherche pour la plupart, sinon pour tous les historiens modernes de la région, qui traitent désormais ces traditions comme véritablement mortes, comme de l'histoire ancienne ».

Il est dès lors aisé d'expliquer le manque d'intérêt que les élites politiques et intellectuelles issues des anciennes colonies, et en l'occurrence ici les élites africaines, manifestent à l'égard de la médecine traditionnelle et leur préférence pour la médecine dite « moderne » par exemple. Tout

8 Charles Didier Gondola montre comment cette « science infuse », selon ses mots (en l'occurrence l'africanisme), loin de bénéficier à l'Afrique, travaille au contraire, depuis sa création, à la pérennisation de l'hégémonie française en Afrique en entretenant un climat pseudo-intellectuel afro pessimiste propice au déploiement de la politique paternaliste de la France en Afrique (2007, p. 40).

9 Rappelons à ce titre le rôle joué par l'ethnologie coloniale, cette science portée par des savants occidentaux dont certains énoncés théoriques sur l'Afrique étaient ahurissants : des sociétés africaines qui étaient des sociétés sans histoire, des sociétés dépourvues d'organisation politique, etc. Il importe de souligner que la colonisation n'était pas seulement une entreprise économique, c'était aussi une entreprise de domination culturelle. C'est dans cette perspective que les colonisateurs se sont investis dans un travail de dénigrement des valeurs des peuples colonisés, y compris leurs systèmes de production des savoirs. Dans le cas de l'Afrique, ce dénigrement était en plus lié à la couleur de la peau. Ainsi, Paul Broca pouvait-il dresser un tableau sinistre de l'infériorité intellectuelle des Noirs : « Le prognathisme, la couleur plus ou moins noire de la peau, l'état laineux de la chevelure et l'infériorité intellectuelle sont fréquemment associés, tandis qu'une peau plus ou moins blanche, une chevelure lisse, un visage orthognathe sont l'apanage ordinaire des peuples les plus élevés dans la série humaine. » (Lire Paul Broca cité dans William [1981]).

10 Nul n'est besoin de souligner que les concepts, théories, paradigmes et méthodes qui sont enseignés dans la plupart des universités à travers le monde sont importés de l'Occident et des universités occidentales. C'est d'ailleurs dans cette perspective que s'inscrit l'agenda de la décolonisation des sciences sociales et humaines dites « conventionnelles ».

ce qui touche à la médecine traditionnelle est vite considéré par des élites modelées par la pensée unique et moniste comme rebutant, répréhensible, dégradé et dégradant. La dynamique sociale africaine montre clairement aujourd'hui que des millions d'Africains ont refusé le vaccin contre la Covid-19 fabriqué dans des laboratoires occidentaux. Ils mettent en cause la légitimité de la connaissance médicale dite « scientifique » et se tournent vers des savoirs traditionnels médico-sanitaires qu'ils ont validés et hissés au rang des savoirs fréquentables. Cependant, l'OMS et ses experts n'ont eu de cesse de produire un discours tentant d'attribuer les taux bas de vaccination constatés en Afrique à l'insuffisance des stocks de vaccins et à d'autres facteurs farfelus, alors même que des stocks de vaccins périmés, parce que non utilisés, ont été brûlés par les gouvernements de certains pays africains¹¹. Par ailleurs, certains chefs d'État et certaines personnalités africaines qui ont pris l'initiative de porter des idées et projets liés à la valorisation des connaissances médicales traditionnelles ont vite été discrédités et découragés par d'autres Africains¹². Et pourtant, tout porte à croire qu'il fallait d'abord encourager ces initiatives et les inscrire dans un agenda intellectuel et scientifique, et donc en faire un problème public continental dont l'appropriation par l'Union africaine, en tant qu'autorité morale, aurait peut-être permis de faire bouger les lignes et de changer de paradigme.

Ce manque d'intérêt à l'égard de ce qui est d'abord africain, ce qui est ancré d'abord dans la culture africaine et concerne les intérêts de l'Afrique par les Africains et pour les Africains, est également souligné par Jean-Marc Ela (1994). Ce dernier fait allusion à l'incurie des Africains face à ce qu'on appelle habituellement les « études africaines ». Ces études sont nées pendant la période coloniale et se sont développées en Europe et en Amérique, et contribuent, sans aucun doute, au progrès des connaissances sur l'Afrique. Mais il faut observer, dit cet auteur, que :

Ces études se sont davantage cantonnées à l'étranger alors qu'elles restent embryonnaires en Afrique. Au sein des universités nationales, on ne trouve pas toujours, comme cela paraît tout à fait normal à Leiden ou à Boston, des centres et des instituts spécialisés dans la connaissance de l'Afrique. On se demande, dit-il, si les universités africaines assument la tâche qui consiste à promouvoir des études sur les réalités des terroirs africains. Comment admettre que nous abandonnions cette tâche à d'autres dans un contexte où, trop souvent, les études développées hors de l'Afrique s'inscrivent dans les stratégies qui nous échappent ?

Réactiver les savoirs endogènes et promouvoir le pluralisme intellectuel

Cependant, un mouvement de contestation du savoir dominant et de légitimation d'autres formes de savoir est en marche depuis quelques années. Fernanda Beigel, Jean-Bernard Ouédraogo et Raewyn Connell (2017) attirent l'attention sur la « grande diversité épistémologique qui se prépare aujourd'hui sous la surface hégémonique et qui met en scène la nécessité de construire des connaissances à partir des fractures épistémologiques ». La crise du coronavirus montre que la question de l'articulation du savoir endogène en général, et de la réhabilitation de la médecine endogène en particulier, est une question vitale. Évidemment, la revalorisation des connaissances endogènes suppose, au préalable, la remise en question de la rupture épistémologique dont nous avons analysé

11 Selon le bulletin de vaccination contre la Covid-19 de l'OMS établi au 30 juin 2022, des doses périmées ont été signalées dans 32 pays sur 46. Il s'agit entre autres des pays tels que : l'Algérie, la Namibie, la République démocratique du Congo (RDC), le Nigeria, le Congo, le Cameroun, la Gambie, le Niger, la Guinée, le Mozambique. Il faut noter, selon ce rapport, que Madagascar (20,1 %), l'Algérie (18,8 %) et le Sénégal (18,1 %) ont enregistré le pourcentage le plus élevé de doses périmées par rapport aux doses reçues.

12 En avril 2020, le président de la République de Madagascar, Andry Rajoelina, qui offrait un appui institutionnel à la tisane à base d'*Artemisia* (le *Covid-Organics*), lors du discours officiel, déclarait : « Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que nous avons de bons résultats avec cette potion. Elle est notre gilet pare-balles dans cette guerre contre le coronavirus. On peut changer l'histoire du monde entier. Très vite, l'OMS est montée au créneau pour rapidement discréditer ce produit. L'Union africaine s'est montrée très timide dans sa façon d'aborder cette question, elle n'a pas semblé appuyer la démarche du président malgache. Certes, certains pays comme le Congo-Brazzaville, l'Afrique du Sud, la Guinée équatoriale, le Bénin, la Guinée-Bissau, la Tanzanie et la Sierra Leone se sont montrés très attentionnés vis-à-vis de ce produit, mais de manière générale, des élites politiques et intellectuelles ne semblaient accorder aucun crédit à ce remède, très probablement parce qu'il relevait de la médecine traditionnelle.

quelques aspects *supra*, ensuite la reconnaissance de l'interaction qui existe entre ces savoirs et les autres formes de connaissances et enfin la redécouverte des fondements traditionnels perdus contenus dans ces connaissances. La légitimation de ces connaissances participe d'ailleurs du processus de restauration de la justice cognitive (Piron et al., 2016 ; lire aussi Shivji, 2023 ; Touré, 2023 ; Tshibwabwa Kuditshini, 2023). Il ne s'agit pas cependant d'interroger ces savoirs et savoir-faire ancestraux de manière accidentelle et ponctuelle, suite à des échecs ou des insuffisances du système dominant :

Ce pari pour la rationalité commande une tout autre attitude, un tout autre rapport aux savoirs « traditionnels » que ceux qui prévalent aujourd'hui. Il appelle la mise en place, dans les différentes disciplines, de méthodologies nouvelles pouvant permettre de tester, d'apprécier, et au total d'écarter ou de valider, dans des proportions diverses, les connaissances traditionnelles, les intégrant ainsi de manière critique et avec tout le discernement nécessaire, au mouvement de la recherche vivante. (Hountondji, 1994)

Dans cette étude, nous sommes partis d'une hypothèse générale consistant à remettre en cause la notion de rupture épistémologique entre le sens commun ou connaissance ordinaire et le sens savant ou connaissance scientifique. Ensuite, nous avons montré que le traitement souvent réservé aux connaissances endogènes est tel qu'on les assimile souvent à des connaissances ordinaires, au sens commun, à des simples opinions, à des prénotions, à des préjugés. Et à ce titre, la tendance a été d'établir une rupture épistémologique entre les savoirs endogènes et les connaissances dites « scientifiques », ce qui sous-entend en fait que les connaissances endogènes n'ont pas le statut de connaissance scientifique, mais celui de simples savoirs ordinaires comme on en trouve auprès de chaque individu, chaque communauté, chaque société. Or, comme souligné *supra*, il ne faut pas confondre savoirs endogènes et sens commun ou savoirs ordinaires. Tout le monde est détenteur d'un savoir ordinaire qui lui permet d'organiser ses activités quotidiennes, savoir qui fait d'ailleurs l'objet des recherches ethnométhodologiques de Harold Garfinkel (2007). Mais tout le monde n'est pas détenteur d'un savoir endogène, donc d'une science endogène. C'est notamment le cas de la médecine traditionnelle. Les médecins traditionnels, qu'on a pris l'habitude de nommer « tradipraticiens » pour justement marquer et établir une rupture entre eux et les médecins formés dans les universités (alors que ce qui est requis est un esprit de collaboration entre eux), sont des techniciens du savoir médical traditionnel dont l'acquisition requiert formation, apprentissage et initiation¹³.

Notre esprit et notre conscience ont tellement été « colonisés » et « lavés » via des catégories de pensée étrangères qu'on en vient même à oublier que cette médecine-là existe depuis des temps immémoriaux, c'est-à-dire avant même la colonisation et l'introduction de la médecine occidentale en Afrique. De manière plus extensive et regrettable d'ailleurs, on en vient à oublier que la vie politique a existé en Afrique avant la période coloniale ; que des parlements, des gouvernements, des provinces, des fonctionnaires, des gouverneurs, etc., et des États (empires et royaumes) entretenant des relations diplomatiques, ont existé avant la pénétration européenne sur le continent. Nul n'est besoin de rappeler que des guerres de conquête des terres et des ressources naturelles, donc des conflits géopolitiques, scandent aussi le rythme de l'histoire de l'Afrique précoloniale. On oublie facilement que des grands guerriers, pétris de stratégies et de tactiques militaires, n'ont pas existé qu'en Europe, mais qu'on en trouve aussi dans l'Afrique d'avant la colonisation. On arrive à perdre de vue que des femmes africaines précoloniales ont été des agents d'historicité au même titre que les hommes, à la manière de cette femme congolaise d'exception, Kimpa Vita, dont l'action de résistance menée pendant la période précoloniale contre les Portugais s'inscrit dans le sillage de la quête de la démocratie et du nationalisme « kongolais » (Tshibwabwa Kuditshini, 2011).

13 Il existe en effet, dans divers domaines, des savoirs traditionnels qui sont transmis de génération en génération. C'est notamment le cas de l'ethnozoologie que Paulin Hountondji définit comme l'étude des savoirs traditionnels sur les animaux, l'ethnobotanique qui étudie les conceptions traditionnelles sur les plantes ou l'ethnominéralogie qui concerne l'étude des conceptions traditionnelles sur les minéraux. La maîtrise du savoir ethnotechnologique ou ethnomédical requiert initiation et apprentissage.

Apprendre de la médecine traditionnelle en temps de crise pandémique

La médecine traditionnelle africaine a quelque chose à nous apprendre, et la dynamique sociale actuelle à l'œuvre met en relief les leçons que les élites politiques et intellectuelles africaines doivent tirer des vertus portées par les traitements médicaux traditionnels tels qu'ils se donnent à voir à travers les effets positifs qu'ils ont exercés sur les populations africaines qui les utilisent. En effet, il est établi aujourd'hui que les populations africaines ont résisté à la vaccination au regard de la faible couverture vaccinale constatée en Afrique. Selon l'OMS (2022), au 30 juin 2022, 252 millions de personnes avaient reçu au moins une dose de vaccin contre la Covid-19, ce qui représente 22,7 % de la population de la région africaine (20,1 % fin mai 2022), tandis que 197 millions de personnes avaient reçu le nombre requis de doses de vaccin dans la série de primo-vaccination (personnes entièrement vaccinées), soit 17,7 % de la population cible de la région africaine (15,1 % fin mai 2022). À l'échelle mondiale, 61 % de la population était entièrement vaccinée au 30 juin 2022. Jusqu'à cette date, poursuit ce rapport de l'OMS, seuls deux pays avaient complètement vacciné plus de 70 % de leur population : Maurice (76,9 %) et les Seychelles (82,1 %). Ce bulletin de l'OMS fait également état des doses de vaccins périmées. En effet, il appert que le nombre cumulé de doses périmées est passé de 9 695 058 fin mai 2022 à 17 797 294 fin juin 2022 (soit une augmentation de 84 %). Madagascar (20,1 %), l'Algérie (18,8 %) et le Sénégal (18,1 %) ont enregistré le pourcentage le plus élevé de doses périmées par rapport aux doses reçues.

Comme on peut s'en rendre compte, ces données reflètent la faible couverture vaccinale contre la Covid-19 en Afrique. Le moins qu'on puisse dire c'est que s'il faut rendre compte du fait que certaines personnes ont eu recours à ce vaccin malgré elles, d'autant plus qu'elles y étaient contraintes d'une façon ou d'une autre, il apparaît clairement que le pourcentage total de la population africaine qui a accepté de se faire vacciner librement devrait être normalement revu à la baisse. Évoquer l'insuffisance des stocks de vaccins comme facteur explicatif de cette faible couverture vaccinale relève d'un paradoxe dans la mesure où le nombre de doses périmées fin juin 2022 se chiffre à 17 797 294¹⁴. Ce chiffre conséquent traduit tout simplement la méfiance que les populations ont manifestée à l'égard du vaccin. Par ailleurs, selon les données de l'université John-Hopkins de Boston, l'Afrique a enregistré, au 20 juin 2022, 254 661 décès pour un nombre total de cas estimé à 11 979 753. L'immunité croisée¹⁵, le facteur climatique et la jeunesse de la population africaine sont souvent évoqués pour expliquer les faibles taux de contaminations et de décès. Bien sûr, la plupart de ces hypothèses ne sont pas encore prouvées.

Et pourtant, la littérature savante ne fait pas mention des mesures de prévention adoptées par les populations africaines dès l'annonce de l'arrivée de la Covid-19 sur le continent et même avant cette survenance, mesures qui expliquent aussi, en grande partie, les faibles taux de contamination. En effet, lorsque le coronavirus s'est introduit en terre africaine, le premier réflexe de la population a été de se ruer vers les remèdes que propose la médecine traditionnelle. Les Africains et les Africaines n'ont pas attendu qu'un quelconque vaccin vienne de quelque part pour les délivrer de la pandémie, les hommes et les femmes ont pris l'initiative de se tourner vers les pharmaciens et les médecins traditionnels. Ils n'ont pas attendu que l'initiative vienne de l'OMS, des pouvoirs publics ou des acteurs de la médecine dite « moderne » pour trouver des solutions africaines, à travers notamment le savoir médical ancestral. Des plantes telles que les lumba-lumba, kongo bololo, neem, *Artemisia*, ndolé, tsitsitsimba, sinki, clou de girofle, gingembre, thym, armoise blanche, menthe, verveine, cannelle, eucalyptus, etc. ont été mises à contribution par les tradipraticiens et offertes à la population. Selon ces derniers, elles ont le pouvoir de guérir les malades atteints de Covid-19 ou d'être mobilisées comme médicaments préventifs parce qu'elles ont toujours soigné des maladies dont les symptômes s'apparentent à ceux de la Covid-19. Il s'agit là d'une hypothèse de travail,

¹⁴ Voir le bulletin de l'OMS susmentionné.

¹⁵ En immunologie, on parle d'immunité croisée lorsqu'un anticorps spécifique d'un antigène, c'est-à-dire d'une protéine spécifique d'un pathogène, est également efficace pour un autre pathogène, qui présente un antigène très proche.

mieux de recherche, découlant d'une expertise qui se ressourçe à un savoir médical endogène et qui doit être prise en considération au même titre qu'une hypothèse formulée par les praticiens de la biomédecine dite « moderne ».

Rien ne permet de penser que les ressources du savoir médical d'origine occidentale sont celles qui sont fréquentables et potables et que les connaissances ancrées dans la culture africaine sont des savoirs de basse échelle. L'idée établissant un lien entre le recours à la médecine traditionnelle et les faibles taux de contamination et de décès en Afrique est à prendre au sérieux. Nous pensons que cette direction doit être explorée et exploitée parce que, bien que notre recherche ne soit pas empirique, cette présomption est formulée sur la base d'une observation empirique, donc sur la base d'un constat effectué sur plusieurs personnes qui ont révélé, lors de nos entretiens exploratoires, avoir été soulagées après avoir inhalé pendant trois jours la vapeur dégagée par les plantes médicinales, alors qu'elles étaient diagnostiquées positives au coronavirus. D'autres personnes ont fait savoir que pour prévenir la contamination, ils ont eu recours aux plantes médicinales, conformément aux conseils de leurs pharmaciens traditionnels.

Une autre raison qui milite en faveur de cette conjecture est cette espèce de flou qui continue à entourer les données chiffrées avancées par diverses institutions pourvoyeuses des statistiques relatives à l'évolution des cas et des décès dus à la Covid-19. En effet, si comme l'attestent les données de l'université John-Hopkins, l'Afrique a enregistré, au 20 juin 2022, 11 979 753 cas de personnes contaminées par la Covid-19, cela veut dire que la plupart de ces gens sont guéris ou alors sont en voie de l'être parce que les personnes décédées sont déjà comptabilisées et connues à cette date-là, soit 254 661 personnes. Questions : peut-on affirmer que ces millions de personnes qui ont recouvré leur santé ou vont la recouvrer ont toutes été internées dans des hôpitaux et traitées via la médecine moderne sur un continent qui manque d'infrastructures sanitaires ? Au regard de la méfiance que les populations africaines ont affichée à l'égard de la médecine moderne qui s'est révélée impuissante face à des dizaines de milliers de personnes qui succombaient en Europe et aux USA dans des hôpitaux officiels, n'est-il pas permis de croire que la plupart des personnes contaminées en Afrique ont trouvé refuge dans la médecine traditionnelle ? Comment auraient-elles pu continuer à faire totalement confiance en des hôpitaux officiels devenus finalement des endroits dangereux où l'hospitalisation rimait davantage avec une mort éventuelle qu'avec une guérison éventuelle ?

À moins de prendre les Africains pour des « idiots culturels¹⁶ » dénués de tout pouvoir réflexif, il est mal venu d'admettre que la médecine traditionnelle africaine n'a pas joué un rôle salvateur de premier plan dans les frémissements et soubresauts liés à la crise pandémique actuelle. En République démocratique du Congo (RDC) par exemple, des rumeurs très persistantes faisant état de pratiques douteuses de décès provoqués par des médecins pour grossir les rangs des morts dues à la Covid-19 – dans le but de capter des rentes artificielles provenant des différentes aides fournies par les bailleurs de fonds – ont fait le tour des réseaux sociaux, créant une psychose qui a amené les gens à se méfier des structures sanitaires institutionnelles. De toutes les façons, il faut faire remarquer clairement ici que toutes les personnes atteintes de Covid-19 n'étaient pas prises en charge médicalement par les structures sanitaires officielles. Cela veut dire aussi, en d'autres termes, que toutes les statistiques officielles en rapport avec les cas des personnes contaminées sont erronées parce qu'elles sont incomplètes. Le niveau de contamination a été sous-évalué à cause de plusieurs facteurs dus aux comportements de la population à l'égard de la pandémie¹⁷.

En RDC, et en particulier à Kinshasa, quatre scénarios ont été observés à ce sujet lors de nos enquêtes exploratoires. Le premier scénario concerne les patients qui étaient testés positifs à la Covid-19 et qui étaient effectivement pris en charge par des structures étatiques. Ce sont des patients qui n'affichaient aucune attitude d'hostilité à l'égard de la médecine moderne. Il y a eu parmi eux des cas de décès. Ce sont ces données qui ont servi à élaborer en grande partie les statistiques officielles. Le deuxième scénario a trait aux personnes atteintes et dont la gravité de la maladie nécessitait une

16 Expression empruntée à Patricia Paperman (2006).

17 Ce qui veut dire qu'il y a eu soit moins de cas de contamination en Afrique qu'en Europe ou aux USA du fait du recours à la médecine traditionnelle, soit qu'il y a eu plusieurs cas de contamination qui ont échappé aux autorités sanitaires, mais qui n'ont pas débouché sur des formes graves parce qu'atténuées par l'efficacité des plantes traditionnelles consommées par des millions d'Africains dans le cadre des mesures préventives mises en place.

prise en charge médicalisée, mais qui hésitaient à rejoindre les salles d'hospitalisation. À ceux-là, on proposait la prise de produits prescrits par les médecins à domicile, et on leur interdisait tout contact physique avec les autres membres de la famille ou avec l'entourage immédiat ; ils devaient donc se mettre en quarantaine tout en n'étant pas hospitalisés. Leurs données ont également servi à élaborer, en partie, les statistiques, mais il est possible qu'ils aient contaminé d'autres personnes dans leur entourage immédiat parce que l'observance des mesures barrières n'a pas été rigoureuse. Ces contaminations peuvent être passées inaperçues, échappant de ce fait au contrôle des autorités sanitaires et ne venant donc pas alimenter les statistiques officielles. En outre, la plupart de ces patients qui n'étaient pas hospitalisés ont été, à la suite d'influences diverses dont ils étaient l'objet, contraints de combiner les produits prescrits par les médecins avec les produits provenant de la médecine traditionnelle.

Le troisième scénario concerne les patients qui, après avoir été testés positifs, s'en sont remis carrément à la médecine traditionnelle. En effet, bien que la norme officielle édictée par les autorités ait prévu d'interner immédiatement les malades atteints de Covid-19 dans des structures de santé bien indiquées, la pratique observée sur le terrain était telle que beaucoup de personnes testées positives ont choisi de déroger à cette norme et de rester à leur domicile pour suivre un traitement traditionnel. Beaucoup de médecins ont certes répercuté les normes officielles et respecté le protocole fixé par le gouvernement, mais c'était sans compter sur la détermination de certains patients qui n'entendaient pas suivre ce protocole et se méfiaient de la médecine moderne. Il convient de signaler aussi que certains patients, bien qu'hospitalisés, ont fait venir à leur chevet les produits d'origine traditionnelle, à l'insu des professionnels de la santé qui ne pouvaient pas contrôler tous les faits et gestes de leurs malades 24 heures sur 24. Les produits traditionnels pouvaient atteindre ces patients via les membres de leurs familles qui faisaient le « garde-malade ».

Enfin, et c'est le dernier scénario, il faut mentionner les personnes qui, à partir de certains symptômes pressentis, laissaient entendre qu'elles pouvaient être contaminées ; mais ne voulaient pas se rendre à l'hôpital pour se faire tester, préférant se tourner directement vers la consommation de plantes médicinales supposées avoir des vertus curatives ou préventives. Ces personnes n'apparaissent pas dans les statistiques officielles, et donc dans les analyses biomédicales. Dans le même ordre d'idées, il faut évoquer la situation de certaines personnes qui, testées positives, s'arrangeaient pour que leurs cas passent sous le régime de l'anonymat, moyennant certainement quelques arrangements avec les professionnels de la santé parce que les patients souffrant de Covid-19, du moins pendant les premiers mois de l'apparition de la pathologie, étaient stigmatisés et presque assimilés à ceux porteurs du VIH. C'est en grande partie cette même raison qui explique l'acharnement de plusieurs personnes potentiellement contaminées à se mettre loin du regard des organes étatiques officiels à travers le boycott des hôpitaux et des tests.

Les conclusions d'une étude réalisée par une équipe de scientifiques congolais, allemands, japonais et français (Delaporte & Nkuba, 2021), entre le 22 octobre et le 8 novembre 2020, viennent en appui aux résultats de nos recherches exploratoires. Elles montrent que « la maladie a circulé mais sans augmentation des formes graves », note Antoine Nkuba, un des membres de cette équipe de recherche. Plusieurs causes possibles pourraient expliquer ces faibles taux de morbidité et de mortalité, selon Éric Delaporte, un autre membre de l'équipe. L'une d'elles tient à la démographie. La population est plus jeune qu'en Europe, dit-il. Or, les jeunes sont ceux qui ont été le moins touchés par les formes graves de Covid-19. Il évoque également une immunité plus développée. Enfin, les conditions climatiques, notamment la chaleur, auraient pu également contenir la diffusion du virus. Les résultats de cette enquête montrent en fait deux choses essentielles qui recoupent en partie les données de nos recherches : d'abord, le niveau de contamination a été très élevé contrairement aux statistiques officielles, ce qui veut dire que plusieurs cas de contamination ont échappé aux circuits sanitaires officiels incarnés par la médecine moderne ; deuxièmement, malgré ce niveau élevé de contamination, le taux de mortalité est resté bas, ce qui peut s'expliquer par les facteurs encore hypothétiques mis en lumière par les membres de cette équipe, mais aussi et surtout par des mesures préventives adoptées par une grande partie de la population à travers la consommation de

plantes médicinales. Cependant, le lecteur remarquera que le traitement préventif par le recours à la médecine traditionnelle n'apparaît pas comme hypothèse de travail dans les conclusions de cette équipe de scientifiques.

Ainsi, là où la biomédecine aurait pu collaborer avec les détenteurs de savoirs médicaux traditionnels pour envisager la possibilité de mener des recherches d'envergure en vue d'inventer un remède africain capable de guérir la maladie, tout ce qu'on a constaté est une rupture entre les deux types de savoirs médicaux : d'une part, des médecins confinés dans leur bulle en train de cogiter sur les solutions à envisager pour éradiquer la crise à l'aide d'un vaccin qui devait venir d'ailleurs et dont les Africains devaient servir de cobayes¹⁸ pour tester son efficacité selon la proposition avancée par ces deux professeurs français ; d'autre part, des médecins traditionnels investis dans la recherche de plantes supposées avoir des vertus préventives et curatives, évoluant bien sûr en solo eux aussi. Ne disposant pas des capacités industrielles pharmaceutiques comme celles des puissances occidentales, les élites politiques et intellectuelles africaines auraient dû d'abord exploiter et explorer la voie qui est à leur portée, celle relative aux innombrables plantes médicinales qui peuplent nos riches forêts et tester, à travers des procédures scientifiques rigoureuses – dans le cadre de la collaboration entre la médecine moderne et la médecine traditionnelle –, celles qui sont susceptibles d'avoir des effets curatifs ou préventifs. D'où l'importance de reconstruire le paysage des savoirs dans les pays africains si l'on veut réussir le pari de la réactivation des connaissances endogènes. Cette reconstruction des savoirs nécessite, selon Felwine Sarr (2022), de « repenser la pluralité des périples de la pensée humaine, partant de l'idée d'une égalité de principe des différentes traditions de pensée ou des pratiques discursives, tout en reconnaissant leur incommensurabilité ».

Conclusion : Savoirs endogènes et pièges du « néolibéralisme scientifique »

L'ambition de reconnecter les savoirs endogènes avec les savoirs dits « scientifiques » par la remise en cause de la rupture épistémologique durkheimienne ou bachelardienne se heurte néanmoins à plusieurs autres difficultés qui ressourcent cette rupture autrement. L'un des obstacles à cette reconnexion est le néolibéralisme. On connaît le rôle que jouent les institutions telles que le FMI, la Banque mondiale, l'ONU, l'OMS, etc. dans la consolidation de l'ordre néolibéral. Ces institutions multilatérales, souvent instrumentalisées par les grandes puissances, sont des canaux par lesquels les acteurs néolibéraux passent pour pouvoir accomplir l'agenda de la domination des sociétés africaines par l'Occident. L'idéologie du développement ne constitue qu'un prétexte pour masquer les véritables objectifs poursuivis par le Nord à travers ces institutions. Les véritables objectifs consistant à maintenir les sociétés africaines dans le néocolonialisme, comme l'atteste Lwazi S. Lushaba (2009). Selon ce dernier en effet, le « développement contemporain, en théorie et en pratique, est une continuation du projet des lumières qui se sert de l'idée occidentale de "modernité" pour favoriser l'exploitation et l'oppression de l'Afrique par l'Occident ».

Il est même établi aujourd'hui que ces institutions, outre les missions officielles qui leur sont reconnues ou qu'elles se sont octroyées, sont devenues de véritables structures de production des connaissances scientifiques. Le néolibéralisme a donc envahi tous les secteurs de la vie, et le domaine de la science n'échappe pas à son emprise autoritaire. Les savoirs produits par ces institutions sont mis au service bien sûr du néolibéralisme, mais elles servent également à l'élaboration des politiques publiques tout aussi néolibérales imposées aux pays du Sud. Lors d'une conférence organisée par l'Institut des Nations unies pour le changement social (UNRISD, 2004) portant sur le thème « savoir social et élaboration des politiques internationales », Adebayo Olukoshi soulignait « qu'en général, l'action de l'ONU, en l'occurrence, a tendance à reproduire la structure asymétrique du pouvoir scientifique qui penche en faveur du Nord ».

¹⁸ Allusion peut être faite ici à Jean-Paul Mira, chef du service de réanimation de l'hôpital Cochin à Paris et Camille Lochet qui, intervenant sur la chaîne de télévision française LCI en 2020, évoquaient l'idée que des tests de dépistage de la Covid-19 soient réalisés en Afrique où il y a moins de masques et dont la population serait donc plus exposée.

Il importe de ne pas sous-estimer l'impact des savoirs produits par ces institutions parce qu'ils ont pour effet de consolider leur leadership et d'augmenter leur pouvoir. Ces connaissances perpétuent en outre les inégalités entre le Nord et le Sud, confortent la position hégémonique des connaissances dites « scientifiques » et marginalisent de ce fait les savoirs endogènes. Étant donné que ces institutions servent de courroie de transmission aux idées et points de vue de l'extérieur et n'exploitent presque pas la recherche africaine, comme l'écrit Olukoshi, elles participent donc aussi à la périphérisation des savoirs endogènes et à la construction de l'hégémonie du savoir dominant, tout en consolidant les effets de la rupture épistémologique. Dans cette perspective, la bataille contre la rupture épistémologique, avec son pendant, la rupture entre les savoirs endogènes et les savoirs dits « scientifiques », donc la bataille pour la reconnexion de ces deux formes de savoirs, n'est pas seulement une bataille épistémologique. Elle déborde le cadre strictement scientifique et devra être menée également dans les domaines politique, géopolitique et économique dans la mesure où la science, et surtout la science impériale, remplit parfois des fonctions non scientifiques. Elle est souvent au service des États, des gouvernements, des partis, des lobbies en tous genres, des classes dirigeantes et des puissances d'argent qui ont intérêt à s'en servir pour asseoir leur hégémonie, ce qui veut dire qu'ils ont intérêt à éviter le pluralisme intellectuel pour assurer le maintien d'une seule culture du connaître qui exclut les autres formes de savoir, à travers, entre autres, la rupture épistémologique telle qu'analysée dans cette réflexion.

Bibliographie

- Bachelard, G. (2004). *La formation de l'esprit scientifique*. Vrin.
- Beigel, F., Ouédraogo, J.-B., & Connell, R. (Éds) (2017). Epistemological Fractures in a Globalized World: Normalizations, Debates and Alternatives in the Social Sciences. *Méthod(e)s. Revue africaine de méthodologie des sciences sociales*, 2(1-2).
- Bélanger, A. J. (1998). Épistémologues de la science politique. À vos marques. Dans L. Olivier, G. Bédard & J.-F. Thibault (dirs.), *Épistémologie de la science politique*. Presses universitaires du Québec.
- Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Les Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire*. Fayard.
- Bourdieu, P. (1987). *Choses dites*. Les Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P., Chamboredon, J.-C., & Passeron, J.-C. (2005). *Le métier de sociologue. Préalables épistémologiques*. Mouton de Gruyter (5^e éd.).
- Broca, P. (1866). « Anthropologie », *Dictionnaire encyclopédique des sciences*, cité par Cohen W. (1981), *Français et Africains. Les noirs dans le regard des blancs*. Gallimard.
- Bruno, A. (dir.) (2012). *Les grands sociologues*. Ellipses.
- Campenhoudt, L.V., & Quivy, R. (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales*. Dunod (4^e éd.).
- Chakrabarty, D. (2009). *Provincialiser l'Europe. La pensée postcoloniale et la différence historique*. Éditions Amsterdam.
- Corcuff, P. (1995). *Les nouvelles sociologies. Constructions de la réalité sociale*. Nathan.
- Delaporte, E., & Nkuba, A. (2021). Covid-19 en RDC : un niveau finalement élevé de contamination. *Lettre d'IRD le Mag*.
- Durkheim, E. (1967). *Les règles de la méthode sociologique*. PUF (16^e éd.).
- Ela, J. M. (1994). *Restituer l'histoire aux sociétés africaines. Promouvoir les sciences sociales en Afrique*. L'Harmattan.
- Fanon, F. (2002). *Les damnés de la terre*. La découverte & Syros.
- Feyerabend, P. (1979). *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*. Seuil.
- Garfinkel, H. (2007) *Recherches en ethnométhodologie*. PUF.
- Giddens, A. (1984). *La constitution de la société*. PUF.
- Gondola, C. D. (2007). *L'africanisme : la crise d'une illusion*. L'Harmattan.
- Goudjinou Metinhoue, P. (1994). L'étude des techniques et des savoir-faire : question de Méthode. Dans P. Hountondji (dir.), *Les savoirs endogènes, piste pour une recherche*. Codesria-Karthala.
- Granger, G. G. (1991). Pour une épistémologie du travail scientifique. *Raison présente*, 97.
- Habermas, J. (1976). *Connaissance et intérêt*. Gallimard.

- Hegel, G. W. F. (1965). *La raison dans l'histoire. Introduction à la philosophie de l'histoire*. Plon.
- Hountondji, P. (dir.) (1994). *Les savoirs endogènes, piste pour une recherche*. Codesria-Karthala.
- Lebaron, F., & Mauger, G. (2012). *Lectures de Bourdieu*. Ellipses.
- Lévy-Bruhl, L. (1922). *La mentalité primitive*. Félix Alcan (Bibliothèque de philosophie contemporaine).
- Lushaba, L. (2009). *Le développement synonyme de modernité, la modernité synonyme de développement*. Codesria.
- Mauss, M. (1925). *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*.
- Mbembe, A. (2010). *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*. La Découverte.
- Mbembe, A. (2013). *Critique de la raison nègre*. La Découverte.
- Mounier, P. (2001). *Pierre Bourdieu, une introduction*. La découverte.
- Mudimbe, V. Y. (1973). *L'autre face du royaume. Une introduction à la critique des langues en folie*. L'Âge d'Homme.
- Mudimbe, V. Y. (2021). *L'invention de l'Afrique. Gnose, philosophie et ordre de la connaissance*. Présence africaine.
- Ndiaye, P. (2008). *La condition noire. Essai sur une minorité française*. Gallimard.
- Nizet, J. (2007). *La sociologie de Anthony Giddens*. La découverte.
- Obenga, T. (2008). Africanismes eurocentristes : source majeure des maux en Afrique. Dans M. Gassama (dir.), *L'Afrique répond à Sarkozy. Contre le discours de Dakar*. Philippe Rey.
- Olivier de Sardan, J.-P. (1995). *Anthropologie et développement. Essai en anthropologie du changement social*. Karthala-APAD.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2008). *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Academia Bruylant.
- Organisation mondiale de la santé (OMS). (2022, juin). Vaccination contre la Covid-19 dans la région africaine de l'OMS. *Bulletin mensuel*, 5.
- Ouédraogo, J.B., & Hendricks, F. (2015). Faible théorie, faibles données ? Rôles heuristiques et limites pratiques des concepts dans le travail de terrain. *Méthodes*, 1(1), 1-279.
- Paperman, P. (2006). Versions sociologiques de l'ordinaire. Dans S. Laugier & C. Gauthier (dir.), *L'ordinaire et le politique*. PUF.
- Piron, F., Regulus, S., & Djiboune Madiba, M. S. (dir.) (2016). *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable*. Science et bien commun.
- Popper, K. (1973). *La logique de la découverte scientifique*. Payot.
- Popper, K. (1985). *Conjectures et réfutations. La croissance du savoir scientifique*. Payot.
- Said, E. (1980). *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*. Seuil.
- Sarr, F. (2022). Reconstruire les savoirs dans les pays africains. *Global Africa*, 1(1), 68-76.
- Shivji, I. (2023). *The concept of human rights in Africa*. Codesria.
- Touré, M. (2023). Déconstruire les colonialités pour une vision renouvelée du développement en Afrique. *Bulletin du Codesria* (numéro spécial), (3 & 4), 77-82.
- Tshibwabwa Kuditshini, J. (2007). Gouvernance globale et administrations publiques locales congolaises : le rôle du FMI, de la Banque mondiale, des multinationales et des élites politiques. *Revue internationale des sciences administratives*, 74(2), 213-234.
- Tshibwabwa Kuditshini, J. (2011). Nationalisme, démocratie et action politique féminine en Afrique précoloniale : vers la reconnaissance d'une histoire politique des femmes. *Afrika Zamani*, (18 & 19), 113-132 (Codesria et Association des historiens africains).
- Tshibwabwa Kuditshini, J. (2023). La théorie de l'État fragile à l'épreuve des faits et du temps : de la Covid-19 à la décolonisation des sciences sociales et humaines. *Bulletin du Codesria* (numéro spécial), (5 & 6), 17-27.
- United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD). (2004). *Savoir social et élaboration des politiques internationales : études des liens*. Rapport de conférence.

Endogenous Knowledge and So-called “Scientific” Knowledge in the Context of Covid-19

From Epistemological Fracture to Knowledge Reconnection

Jacques Tshibwabwa Kuditshini

Professor of Political Science, University of Kinshasa,
Democratic Republic of Congo

jacquestshibwabwa@gmail.com

Abstract

In the Western scientific world, endogenous African knowledge is often assimilated with ordinary, common-sense knowledge, and above all to popular and vulgar knowledge. This imaginary is part of the production of the endogenous knowledge/scientific knowledge dichotomy, in which the former, dominated by the latter, finds itself in a relationship of subalternity rooted in racial and cultural prejudices for which colonial ethnology constitutes the epistemological and ideological underpinning. The aim of this paper is to invoke the notion of “epistemological discontinuity” theorized by Gaston Bachelard, Émile Durkheim and Pierre Bourdieu, as another factor in explaining this dichotomy, which has the effect of peripheralizing endogenous knowledge. The turmoils and shudders of the Covid-19, which has turned out to be a total social phenomenon affecting all fields of knowledge and those of the social sciences and humanities in particular, are used as a pretext to revisit and relativize the notion of “epistemological rupture”. They are also mobilized to advocate both the reactivation of endogenous African knowledge and its reconnection with so-called “scientific” knowledge in a dialectical totalization that gives it meaning and restores its own functionality and historicity. Our reflexive approach is of a theoretical-epistemological and methodological nature. It is an epistemological reflection, not an empirical one, whose ambition is to provoke a historical, theoretical, methodological and even ideological debate around the issue of endogenous knowledge in its interaction with so-called “learned” knowledge.

Keywords

Endogenous knowledge, scientific knowledge, epistemological fracture, reconnection, Covid-19

How to cite this paper:

Kuditshini, J. T. (2024). Endogenous Knowledge and So-called “Scientific” Knowledge in the Context of Covid-19. From Epistemological Fracture to Knowledge Reconnection. *Global Africa*, (5), pp. 215-228. <https://doi.org/10.57832/mwj7-1w51>

Received: May 08, 2023

Accepted: December 21, 2023

Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



Introduction

The mixed reception of the scientific discourse on Covid-19 by African populations is a turning point that will shape the political sociology, socio-history and socio-anthropology of pandemics and epidemics. It will also affect all disciplinary fields, and in particular the argumentative field of the social sciences and humanities, because Covid-19 will have taken on the face of a total social phenomenon in the Maussian sense of the term¹. Indeed, the so-called “scientific” discourse on the materiality of the pandemic (and hence its existence), on its management (barrier measures, social distancing, wearing masks, hand-washing, etc.), and on vaccines and vaccination, was characterized by a number of uncertainties. These uncertainties, combined with procrastination, trial and error, prevarication and contradictions, have sealed and publicly signed off its limitations, and aroused public resistance on a global scale. The ultimate stage in this questioning of the scientific discourse on Covid-19 has taken the form of resistance to vaccination and the vaccine and, in fact, a refusal to legitimize the vaccine invented by Western pharmaceutical industries to eradicate the pandemic.

Taking the form of a genuine protest against the social-health system, this resistance to vaccination reflects the malaise that exists between the population and those involved in health care, between the population and medical power, between the population and intellectual power, between the population and the neoliberal economic order, and finally between the population and governments. It was precisely to overcome this resistance that governments had to impose vaccines and vaccination, either through authoritarian or subtle measures. As for public policies, whether territorial or sectorial, whether the work of local, international or global public authorities, they have also been marked by contradictions and uncertainties. Faced with a discursive logic that was in a state of flux, and public policies that followed an unreadable trajectory, African populations proposed and even imposed a complementary alternative: a large proportion of these populations turned to traditional knowledge, and in particular traditional medicine, for both disease prevention and treatment.

In this respect, today’s social and health challenges are arguing for the reactivation and valorization of endogenous African knowledge. On the one hand, the mobilization of traditional medico-health strategies by many Africans to manage the current pandemic crisis puts the issue of endogenous knowledge back on the agenda. On the other hand, attempts to subalternize this knowledge by proponents of a so-called “modern” science, essentially of Western origin, by neoliberal “globalizers” (Tshibwabwa Kuditshini, 2007) and by African political elites, advocate in favor of this same perspective. Finally, it is useful to build a bridge between the two types of knowledge, in order to draw out their respective comparative advantages. In addition, the project to reactivate endogenous knowledge², which is linked to the pan-Africanist project, is crucial if we are to think critically about Africa’s future, because it involves reappropriating the continent’s destiny and positioning it on a scale that enables it to grasp global challenges from an African perspective.

To face up to global challenges, Africans³ need to undertake the serious task of decolonizing conventional knowledge, which means, among other things, boosting endogenous African knowledge.

However, there is every reason to believe that there is a gap between the posture of Africa’s intellectual and political elites and that of its people. On the one hand, there are elites struggling to break out of the theoretical, epistemological, cognitive and methodological frameworks in which

1 According to Marcel Mauss, a single fact brings together dimensions that sociological and anthropological analysis tends to separate. The “total” fact, according to this author, is at once economic, political, religious, and so on.

2 It’s a project that needs to be supported by all actors: political elites, intellectual elites, civil society, artists, writers, etc., but the impetus for this reactivation movement must come first from political decision-makers.

3 When we talk about Africans, we’re referring to people of African origin living on the continent called Africa, both in sub-Saharan Africa and in North Africa, who share the “African” culture. Added to these are people of African origin living on other continents, who form the African diaspora. At the same time, it’s important to note that not all Africans are black. But what connects them all is what we might call “African identity”, and which is reflected in African culture, in particular.

they have been molded, in order to build new ways of thinking and acting that are innovative and in tune with the social and cultural realities of their societies. On the other hand, we have populations who call on traditional solutions whenever epidemics break out, for example, and who continue to take advantage of remedies derived from endogenous knowledge, although this does not prevent them from continuing to negotiate with Western medicine. African intellectual and political elites, and in particular researchers and elites, need to be encouraged to break out of the epistemological frameworks of thought in which they are embedded. This does not mean abandoning or rejecting, but rather considering alternative and complementary ways of thinking alongside these frameworks of thought and analysis, and in particular endogenous ways of thinking that are currently marginalized.

Moreover, in order to relieve this endogenous knowledge of its position as dominated and marginalized, the working hypothesis on which this paper is based is that it is first important to reexamine the epistemological and methodological tradition established by Gaston Bachelard and Émile Durkheim, a tradition that establishes a break - the famous epistemological break - between ordinary knowledge and scientific knowledge, and subordinates the former to the latter. This critique is crucial insofar as, in the Western scientific imagination, endogenous African knowledge is often equated with “ordinary knowledge”, and ultimately with “popular” and “vulgar” knowledge. This imaginary culminates in the construction of the endogenous knowledge/scientific knowledge dichotomy.

Having taken a critical look at the concept of “epistemological rupture”, which dissociates scientific knowledge from endogenous knowledge and relegates the latter to the sphere of “non-science”, we then take the view that endogenous knowledge is a knowledge system in the same way as so-called “scientific” knowledge, and that it only needs to be reactivated, valorized and energized through research programs funded by African governments. Thirdly, and referring to the previous point, we put forward the idea that there can be no demarcation between endogenous knowledge and so-called “scientific” knowledge, but rather a continuity between the two, a continuity that postulates the imperative need to reconnect the two types of knowledge in an ongoing dialectical totality or totalization that gives each of them their own functionality and historicity.

Finally, the discussion highlights the “battle” to be waged against what we might call the “scientific neoliberalism” promoted by institutions such as the World Health Organization (WHO), the United Nations (UN), the International Monetary Fund (IMF) and the World Bank, which, over and above their official missions, are also involved in the production of knowledge. Some of this knowledge often reinforces the subordinate position of endogenous knowledge. We are putting all these ideas into practice via Covid-19, which constitutes our entry point for this discussion, while trying, as far as possible, to establish a dialogue between traditional and modern medicine, on the one hand, and between the social sciences and humanities and both forms of medicine, on the other.

A Look Back at an Established but Problematic Epistemological Tradition

An epistemological tradition that is certainly Bachelardian in origin calls for an epistemological break to be established between ordinary knowledge, or common sense, and so-called “scientific” knowledge. According to Gaston Bachelard (2004), “the scientific fact is conquered, constructed and observed”. This idea is taken up by Bourdieu⁴, Chamboredon and Passeron (2005), and translated into a “hierarchy of epistemological acts” that must be ordered every time scientific work is undertaken. The conquest of scientific fact implies first and foremost a strict break between common sense, i.e. non-science, and scientific knowledge, i.e. science. The notion of the epistemological obstacle developed by Bachelard (2004) provides a good illustration of his thinking in this respect: “When

4 For more details on this subject, read other writings by Bourdieu or about Pierre Bourdieu where these notions can be explored in greater depth. These include books such as *Les grands sociologues* edited by Alain Bruno (2012), *Pierre Bourdieu, une introduction* written by Pierre Mounier, *Lectures de Bourdieu* edited by Frédéric Lebaron and Gérard Mauger (2012), as well as *Les nouvelles sociologies* by Philippe Corcuff (1995), or books published by Bourdieu himself: *Le sens pratique* (1980), *Ce que parler veut dire* (1982) or *Choses dites* (1987).

we look for the psychological conditions of scientific progress,” he says, “we soon arrive at the conviction that it is in terms of obstacles that we must present the problem of scientific knowledge” And Bachelard continues:

Science, in its need for completion as in its principle, is absolutely opposed to opinion... Opinion “thinks” badly; it doesn’t “think”: it “translates” needs into knowledge! By designating objects by their usefulness, it prevents itself from knowing them. Nothing can be founded on opinion: it must first be destroyed. Opinion is the first obstacle to overcome.

In *Le métier de sociologue*, Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon and Jean-Claude Passeron (2005) also highlight the common sense/scientific knowledge dichotomy:

Because their function is to reconcile common consciousness with itself at all costs, by proposing explanations - even contradictory ones - for the same fact, primary opinions on social facts are presented as a falsely systematized collection of judgments for alternative use. These prenotions, “schematic and summary representations formed by practice and for practice”, derive their evidence and authority, as Durkheim observes, from the social functions they fulfill.

According to the aforementioned authors and others (Popper, 1985, 1973; Granger, 1991; Bélanger, 1998), scientific knowledge must detach itself from common sense, which is the bearer of opinions, themselves the bearers of false facts, and therefore

step back from the preconceived ideas contained in common sense as much as from its categories of thought. But beyond the idea of disruption or rupture conveyed by these epistemological, theoretical and methodological stances, there is an underlying notion of the hegemony of so-called “scientific” knowledge and its superiority or even supremacy over common sense, the latter being seen as ordinary, vulgar and unimportant knowledge. The benchmark for common sense is therefore scientific knowledge. Indeed, the true meaning of rupture lies in construction, which is an important stage in the three-act epistemological hierarchy. The construction of a scientific fact involves problematizing, and therefore theorizing, and setting up an operating framework that consists in “reconsidering the phenomenon studied from the perspective of social science categories of thought” (Campenhoudt & Quivy, 2011). The aim of reconsidering phenomena from the angle defined by theoretical concepts is therefore to get rid of the “prenotions” that are the schematic, summary representations of “vulgar knowledge” (Durkheim, 1967).

As important as this rule of method developed by Durkheim is, and as useful as the repertoires that, following Bachelard and Durkheim, establish the difference between science and non-science are, the fact remains that they both raise several epistemological and methodological problems. The first is that they establish a strict break between common-sense preconceptions and so-called “scientific” knowledge, and regard common sense as an epistemological obstacle to knowledge in the social and natural sciences. Secondly, and this is the second problem, when placed in comparative perspective with so-called “endogenous knowledge”, they have the effect of relegating this endogenous knowledge to the sphere of mere pre-notions, mere vulgar knowledge that needs to be “reconstructed” or “reconsidered” on the basis of categories of thought and theoretical concepts developed in the North and often imported and applied in the South, even though most of these theories are often part of a process of “knowledge colonization”.

Epistemological Fracture, Methodological Fracture and the Dual Hermeneutics of the Social Sciences

The overly rigid distinction between common sense and scientific knowledge has been challenged by thinkers such as Paul Feyerabend (1979), Anthony Giddens (1984) and Jürgen Habermas (1976). Unable to legitimize this dichotomy, which has the effect of unjustly disqualifying ordinary knowledge, Anthony Giddens believes that, in the process of analyzing realities relating to the social sciences and humanities, both the researcher’s interpretations and the subjects’ interpretations must be taken into account. This is what he calls the “double hermeneutics of the social sciences”.

The double hermeneutic thesis insists first and foremost on the researcher's interpretations of subjects' behavior. But as subjects are reflexive beings, there are also the interpretations they make of the situations they experience: interpretations that condition their own actions and, through them, social systems.

These two types of interpretation, he says, are not mutually exclusive. There exists between the social scientist and the subject a "reciprocity of interpretations, a double hermeneutic". On the one hand, the theories and "discoveries" of social scientists cannot be kept outside the universe of meanings and actions of those who are their subject. On the other hand, those actors who are part of the objects of social science are also social theorists, and their theories contribute to the constitution of the activities and institutions that are the objects of study for social scientists. There is no clear dividing line between "ordinary" actors and specialists when it comes to documented sociological reasoning (Giddens, 1984, p. 43; see also Nizet, 2007).

By integrating "ordinary actors" and "ordinary knowledge" into the scientific process, Anthony Giddens rehabilitates common sense and its prenotions, disqualified in the Bachelardian and Durkheimian epistemological traditions. At the same time, he reconnects the two types of knowledge: scholarly knowledge and ordinary knowledge. Far from separating the two spheres, Anthony Giddens places them in interaction, and establishes the complementarity that is supposed to exist between so-called "learned" and "vulgar" or "ordinary" discourses. He thus rehabilitates the speech of ordinary actors, often stifled by so-called "scientific" actors, the only ones for whom the notion of epistemological rupture reserves reflexive power. This observation also emanates from Jean-Pierre Olivier de Sardan (2008, 1995), who notes that, broadly, the notion of "rupture" does a poor job of accounting for the complex relationships between common sense and scholarly sense. In fact, he says, "the fundamental linguistic and cognitive tools of both are identical". Indeed, Harold Garfinkel's research in ethnomethodology has contributed to the rehabilitation of the role of ordinary knowledge and practical reasoning in the social sciences. Ethnomethodology is characterized by the rejection of the epistemological cut-off; the rejection of a radical demarcation between science and common sense; the idea that the knowledge produced by the researcher unfolds in the same ontological field as other social practices, and therefore that the interpretation and practice of research are not external to the phenomenon (Garfinkel, 2007).

The notion of "methodological fracture" lies between that of epistemological rupture and the dual hermeneutics of the social sciences. Proponents of the methodological rupture thesis believe that it is more appropriate to use the term "demarcation" than "rupture". Admitting that there is continuity between common sense and scholarly sense (an idea close to the double hermeneutic), they nevertheless disqualify common sense as knowledge that cannot be constructed using a methodological approach, thus falling back on the logic of epistemological rupture. In their view, therefore, there is a methodological rupture between common sense and scholarly sense, not an epistemological one. From this perspective, it appears that common sense, because it lacks a methodological posture, because it is not "methodologized" as it were, is a form of non-knowledge. Ultimately, then, it constitutes a form of inferior knowledge that is destined to be transformed into scientific knowledge, and thus to disappear to make way for the only scientific knowledge that is "methodologized" or "methodologizable"⁵. In this respect, then, ordinary knowledge either remains non-knowledge or knowledge of inferior rank, or it mutates and ends its mutational journey in scientific knowledge, with which it must then become one after it has simply disappeared.

5 It can be constructed according to the methodological rules that govern the movement of knowledge, and by means of scientific rationality.

Endogenous Knowledge: Outdated, Provisional, Scrappy, Ordinary, Popular or Vulgar?

Endogenous knowledge is not to be confused with ordinary knowledge or what is usually referred to as “common sense”. For us, endogenous knowledge is a genuine knowledge system, a body of knowledge worthy of investigation and frequentation, and worthy of funding by African public authorities in the same way as knowledge inherited from colonization. This is what Paulin Hountondji (quoted by Goudjinou Metinhoue, 1994, p. 38) calls “ethnoscience”, which he defines as “the study of bodies of knowledge, the study of traditional knowledge transmitted from generation to generation”. Endogenous knowledge, in a given cultural configuration, he says, is “knowledge experienced by the society as an integral part of its heritage, as opposed to exogenous knowledge, which is perceived as elements of another value system”. According to Hountondji (1994, p. 15), the term alludes to the origin of the knowledge in question, designating it as “internal products drawn from one’s own cultural heritage, as opposed to exogenous knowledge imported from elsewhere”. In the context of countries that have been colonized by the West, in this case African countries, exogenous knowledge is therefore knowledge imported from the West, i.e. so-called “scientific” knowledge. Placed in dichotomous perspectives, this so-called “scientific” knowledge has the particularity of setting themselves up against both ordinary knowledge (vulgar or common sense) and endogenous knowledge, which they equate with vulgar knowledge. On the other hand, the notion of ordinary knowledge refers to that of vulgar knowledge, common sense, profane knowledge, popular knowledge or non-knowledge, which we have discussed at length above.

If we focus our analysis on the fact that we need to establish an epistemological break between common sense and scholarly sense, endogenous knowledge appears, by virtue of the “position” it occupies vis-à-vis so-called “scientific” knowledge, as outdated knowledge. In other words, as knowledge that has been useful for a while but has become obsolete, or as provisional knowledge that is waiting to be stripped of its “gangué” to regain a certain “cleanliness” and legitimacy. Above all, in our countries, endogenous knowledge appears to be ordinary, vulgar, popular knowledge that comes under the heading of common sense, and which must be detached from the scholarly sense that overhangs and dominates it. More specifically, we need to recognize that teaching and research are dominated by so-called “scientific” knowledge, which is in reality knowledge produced elsewhere, and which weakens the argumentative field of endogenous knowledge. We have to go back to the colonial period to understand the less than stellar place occupied by endogenous knowledge in the current architecture and constellation of knowledge⁶. Valentin-Yves Mudimbe (2021) has highlighted the role played by the “colonial library⁷” in the constitution of so-called “learned knowledge”, which favored the colonization of African populations and contributed to the decline of endogenous knowledge. Criticizing the colonial ethnology that made this devaluation of traditional knowledge possible, Mudimbe (1973) notes that:

Ethnology developed a globalizing discourse which, despite its scientific bias, was dependent on or, at the very least, related to interests, tastes, prejudices and a priori foreign to the object under study... These productions were, as they still are today, dependent on a certain conception of science, itself a function of a more general system, rigorous in its internal logic, ordered and supported by precise representations and concepts, historically anchored in the history of Western society and thought.

Even if ethnology, in the form decried by Mudimbe, has been called into question, it is worth noting that certain forms of knowledge, notably Eurocentric Africanism (Obenga, 2008), continue to perpetuate this tradition and maintain the idea of a certain cultural superiority of the West over African societies and cultures, with Africanism fully in line with France’s neo-colonial project in

6 The writings of authors such as Hegel *La raison dans l’histoire* (1965) and Lévy-Bruhl *La mentalité primitive* (1922) are examples of a literature that fed the pseudoscience of that era, which other eminent researchers (Fanon, 2002; Said, 1980; Mbembe, 2010, 2013; Ndiaye, 2008) have in one way or another challenged.

7 According to Mudimbe, the colonial library consists of all the representations and texts that have collectively “invented” Africa as the place par excellence of difference and otherness.

Africa⁸ (Gondola, 2007). The idea of the alleged cultural superiority of the West over other societies leads to what Rajeev Bhargava (quoted in Sarr, 2022, p. 69) calls “epistemic injustice”. According to Bhargava, epistemic injustice occurs when the concepts and categories by which a people understand itself and its world are replaced by the concepts and categories of the colonizers. This process of replacing the concepts and theories of colonized peoples has been accompanied by a denigration of the values of African societies and their knowledge. This process of sabotaging and destroying the cultural and epistemic frameworks of colonized peoples was carried out through the knowledge produced by the colonizers and recorded in the social sciences⁹.

Even today, the objects of study, the methods and intellectual standards of research, and the teaching of universities and research institutes located in the North reflect their own experience and social position, but because of the global hegemony they exercise, social science research and teaching¹⁰ in all other parts of the world are strongly affected by current ideas, methods and practices in the North (Beigel et al., 2017; Ouedraogo & Hendricks, 2015). In this context, which is also marked by globalization, it’s not surprising that traditional knowledge finds itself on the margins and passes for vulgar knowledge that can’t be frequented, not likely to feature in the curricula of our universities. As Paulin Hountondji (1994) so aptly notes:

The integration of the Third World into the global knowledge production process leads, among other tangible effects, to the marginalization of ancient knowledge and know-how, their progressive erosion, their impoverishment, and even, in the worst cases, their outright disappearance, their repression from the conscious memory of peoples.

Echoing Paulin Hountondji’s thoughts, Dipesh Chakrabarty (2009) notes that Europe’s colonial domination of South Asia has had the effect of transforming Sanskrit, Persian and Arabic intellectual traditions, once unbroken and very much alive, into “mere objects of research for most, if not all, modern historians of the region, who now treat these traditions as truly dead, as ancient history”.

It’s therefore easy to explain the lack of interest shown in traditional medicine by the political and intellectual elites of the former colonies, and in this case the African elites, and their preference for so-called “modern” medicine, for example. The social dynamic in Africa today clearly shows that millions of Africans have rejected the Covid-19 vaccine manufactured in Western laboratories. They are questioning the legitimacy of so-called “scientific” medical knowledge, and are turning to traditional medico-health knowledge, which they have validated and elevated to the status of acceptable knowledge. However, the WHO and its experts are constantly trying to attribute Africa’s low vaccination rates to insufficient vaccine stocks and other far-fetched factors, even though the governments of some African countries have burned unused stocks of expired vaccines¹¹. What’s more, certain African heads of state and personalities who have taken the initiative to promote ideas and projects linked to the valorization of traditional medical knowledge have quickly been

8 Charles Didier Gondola shows how this “infused science”, in his words (in this case, Africanism), far from benefiting Africa, has on the contrary been working, since its inception, to perpetuate French hegemony in Africa by nurturing a pseudo-intellectual Afro-pessimistic climate conducive to the deployment of France’s paternalistic policy in Africa (2007, p. 40).

9 Let’s not forget the role played by colonial ethnology, a science carried out by Western scholars whose theoretical statements on Africa were mind-boggling: African societies were societies without history, societies devoid of political organization, and so on. It’s important to stress that colonization was not just an economic enterprise, but also one of cultural domination. With this in mind, the colonizers set about denigrating the values of the colonized peoples, including their knowledge production systems. In the case of Africa, this denigration was also linked to skin color. Paul Broca painted a grim picture of the intellectual inferiority of Blacks: “Prognathism, more or less black skin color, woolly hair and intellectual inferiority are frequently associated, whereas more or less white skin, smooth hair and an orthognathic face are the ordinary prerogative of the most elevated peoples in the human series.” (Read Paul Broca quoted in William [1981]).

10 It goes without saying that the concepts, theories, paradigms and methods taught in most universities around the world are imported from the West and Western universities. The decolonization of the so-called “conventional” social sciences and humanities is part of this agenda.

11 According to the WHO’s Covid-19 vaccination bulletin as of June 30, 2022, expired doses have been reported in 32 out of 46 countries. These include Algeria, Namibia, Democratic Republic of Congo (DRC), Nigeria, Congo, Cameroon, Gambia, Niger, Guinea and Mozambique. According to the report, Madagascar (20.1%), Algeria (18.8%) and Senegal (18.1%) recorded the highest percentage of expired doses in relation to doses received.

discredited and discouraged by other Africans¹². And yet, there is every reason to believe that these initiatives should first have been encouraged and placed on an intellectual and scientific agenda, and thus made into a continental public issue whose appropriation by the African Union, as a moral authority, might perhaps have made it possible to move the lines and change the paradigm.

This lack of interest in what is first and foremost African, what is first and foremost rooted in African culture and concerns the interests of Africa by Africans and for Africans, is also underlined by Jean-Marc Ela (1994). The latter alludes to Africans' neglect of what is usually referred to as "African studies". These studies were born during the colonial period and developed in Europe and America, undoubtedly contributing to the advancement of knowledge about Africa. But it should be noted, says this author, that:

These studies have tended to be confined to foreign countries, whereas they remain embryonic in Africa. At national universities, we don't always find centers and institutes specializing in knowledge of Africa, as is only to be expected in Leiden or Boston. We wonder, he says, whether African universities are taking on the task of promoting studies on the realities of African territories. How can we admit that we are abandoning this task to others in a context where, all too often, studies developed outside Africa are part of strategies that escape us?

Reactivating Endogenous Knowledge and Promoting Intellectual Pluralism

However, a movement to challenge dominant knowledge and legitimize other forms of knowledge has been underway in recent years. Fernanda Beigel, Jean-Bernard Ouédraogo and Raewyn-Connell (2017) draw attention to the "great epistemic diversity now brewing beneath the hegemonic surface and staging the need to build knowledge out of epistemological fractures". The coronavirus crisis shows that the question of articulating endogenous knowledge in general, and rehabilitating endogenous medicine in particular, is a vital one. Clearly, revalorizing endogenous knowledge presupposes, firstly, questioning the epistemological rupture, some aspects of which we have analyzed above; secondly, recognizing the interaction that exists between this knowledge and other forms of knowledge; and thirdly, rediscovering the lost traditional foundations contained in this knowledge. The legitimization of this knowledge is part of the process of restoring cognitive justice (Piron et al., 2016; see also Shivji, 2023; Touré, 2023; Tshibwabwa Kuditshini, 2023). However, it is not a question of interrogating these ancestral knowledge and know-how in an accidental and ad hoc manner, following failures or inadequacies of the dominant system:

This commitment to rationality calls for a completely different attitude, a completely different relationship to "traditional" knowledge than that which prevails today. It calls for the implementation, in the various disciplines, of new methodologies capable of testing, assessing and, in the final analysis, discarding or validating traditional knowledge in varying proportions, thus integrating it critically and with all the necessary discernment, into the movement of lively research (Hountondji, 1994).

In this study, we started from the general hypothesis of questioning the notion of an epistemological break between common sense or ordinary knowledge and scholarly sense or scientific knowledge. We then showed that endogenous knowledge is often treated in such a way as to be assimilated to ordinary knowledge, common sense, mere opinions, prenotions and prejudices. In this respect, the tendency has been to establish an epistemological break between endogenous knowledge and so-

¹² In April 2020, the President of the Republic of Madagascar, Andry Rajoelina, who provided institutional support for the Artemisia-based herbal tea (Covid-Organics), declared in an official speech: "Today, we can affirm that we have good results with this potion. It is our bulletproof vest in this war against the coronavirus. We can change the history of the whole world. The WHO was quick to discredit the product. The African Union was very timid in its approach to the issue, and did not seem to support the Malagasy president's approach. Certain countries, such as Congo-Brazzaville, South Africa, Equatorial Guinea, Benin, Guinea-Bissau, Tanzania and Sierra Leone, paid close attention to the product, but in general, the political and intellectual elites did not seem to give any credence to this remedy, most probably because it belonged to traditional medicine.

called “scientific” knowledge, which in fact implies that endogenous knowledge does not have the status of scientific knowledge, but that of simple ordinary knowledge as found in every individual, every community, every society. However, as pointed out above, we must not confuse endogenous knowledge with common sense or ordinary knowledge. Everyone possesses ordinary knowledge that enables them to organize their daily activities - knowledge that is, moreover, the subject of Harold Garfinkel’s ethnomethodological research (2007). But not everyone has endogenous knowledge, and therefore endogenous science. This is particularly true of traditional medicine. Traditional doctors, whom we have taken to calling “traditional practitioners” precisely to mark and establish a break between them and university-trained doctors (whereas what is required is a spirit of collaboration between them), are technicians of traditional medical knowledge, the acquisition of which requires training, learning and initiation¹³.

Our mind and consciousness have been so “colonized” and “washed” by foreign categories of thought that we’ve even come to forget that such medicine has existed since time immemorial, i.e. even before colonization and the introduction of Western medicine into Africa. More extensively and regrettably, we come to forget that political life existed in Africa before the colonial period; that parliaments, governments, provinces, civil servants, governors, etc., and states (empires and kingdoms) maintaining diplomatic relations, existed before European penetration of the continent. We hardly need to remind you that wars for the conquest of land and natural resources, and thus geopolitical conflicts, also punctuated the rhythm of pre-colonial African history. It’s easy to forget that great warriors, steeped in military strategy and tactics, did not only exist in Europe, but also in pre-colonial Africa. It’s easy to lose sight of the fact that pre-colonial African women were just as much agents of historicity as men, like the exceptional Congolese woman Kimpa Vita, whose resistance against the Portuguese in the pre-colonial period was part of the quest for democracy and “Kongolese” nationalism (Tshibwabwa Kuditshini, 2011).

Learning from Traditional Medicine in Times of Pandemic Crisis

Traditional African medicine has something to teach us, and the current social dynamics at work highlight the lessons that Africa’s political and intellectual elites need to draw from the virtues of traditional medical treatments as seen through the positive effects they have exerted on the African populations who use them. In fact, it has now been established that African populations have resisted vaccination, given the low vaccination coverage observed in Africa. According to WHO (2022), as of June 30, 2022, 252 million people had received at least one dose of Covid-19 vaccine, representing 22.7% of the population in the African region (20.1% at end-May 2022), while 197 million people had received the required number of doses of vaccine in the primary vaccination series (fully vaccinated people), representing 17.7% of the target population in the African region (15.1% at end-May 2022). Globally, 61% of the population was fully vaccinated by June 30, 2022. Until that date, continues the WHO report, only two countries had fully vaccinated more than 70% of their population: Mauritius (76.9%) and Seychelles (82.1%). The WHO bulletin also reports on out-of-date vaccine doses. The cumulative number of expired doses rose from 9,695,058 at the end of May 2022 to 17,797,294 at the end of June 2022 (an increase of 84%). Madagascar (20.1%), Algeria (18.8%) and Senegal (18.1%) recorded the highest percentage of expired doses in relation to doses received.

As can be seen, these data reflect the low Covid-19 vaccination coverage in Africa. The least we can say is that, if we take into account the fact that some people have resorted to this vaccine against their will, all the more so because they were forced to do so in one way or another, it is clear that the total percentage of the African population who have agreed to be freely vaccinated should

¹³ Indeed, traditional knowledge is passed down from generation to generation in a variety of fields. Examples include ethnozoology, which Paulin Hountondji defines as the study of traditional knowledge about animals, ethnobotany, which studies traditional ideas about plants, and ethnominerology, which studies traditional ideas about minerals. Mastering ethnotechnological or ethnomedical knowledge requires initiation and learning.

normally be revised downwards. It's paradoxical to cite insufficient vaccine stocks as the reason for this low vaccination coverage, given that the number of expired doses at the end of June 2022 stood at 17,797,294¹⁴.

Furthermore, according to data from John Hopkins University in Boston, Africa had recorded 254,661 deaths by June 20, 2022, out of an estimated total of 11,979,753 cases. Cross-immunity¹⁵, the climatic factor and the youth of the African population are often cited to explain the low rates of infection and death. Of course, most of these hypotheses remain unproven.

And yet, the scholarly literature makes no mention of the preventive measures adopted by African populations as soon as the arrival of Covid-19 on the continent was announced, and even before it occurred, measures which also largely explain the low contamination rates. Indeed, when the coronavirus arrived on African soil, the population's first reflex was to rush to the remedies offered by traditional medicine. Africans didn't wait for some vaccine to come from somewhere to deliver them from the pandemic, men and women took the initiative to turn to pharmacists and traditional doctors. They haven't waited for the initiative to come from the WHO, public authorities or the so-called "modern" medical establishment to find African solutions, notably through ancestral medical knowledge. Plants such as lumba-lumba, kongo bololo, neem, Artemisia, ndolé, tsitsitsimba, sinki, clove, ginger, thyme, white wormwood, mint, verbena, cinnamon, eucalyptus, etc. were used by traditional practitioners and offered to the public. According to the latter, they have the power to cure patients suffering from Covid-19, or to be used as preventive medicines, because they have always been used to treat illnesses whose symptoms are similar to those of Covid-19. This is a working hypothesis, or rather a research hypothesis, derived from an expertise that draws on endogenous medical knowledge, and which must be taken into consideration in the same way as a hypothesis formulated by practitioners of so-called "modern" biomedicine.

There's no reason to think that Western medical knowledge resources are the ones that are safe and drinkable, and that knowledge rooted in African culture is low-level knowledge. The idea of a link between the use of traditional medicine and low rates of infection and death in Africa should be taken seriously. We believe that this direction should be explored and exploited because, although our research is not empirical, this presumption is formulated on the basis of empirical observation, i.e. on the basis of a finding made on several people who revealed, during our exploratory interviews, that they had been relieved after inhaling the steam released by medicinal plants for three days, even though they had been diagnosed as positive for the coronavirus. Others reported that they had used medicinal plants to prevent contamination, following the advice of their traditional healers.

Another reason for this conjecture is the vagueness that continues to surround the figures put forward by the various institutions providing statistics on the evolution of cases and deaths due to Covid-19. Indeed, if, as the data from John-Hopkins University attest, Africa has recorded 11,979,753 cases of people contaminated by Covid-19 as of June 20, 2022, this means that most of these people have been cured, or are in the process of being cured, because the number of people who have died is already known at that date, i.e. 254,661 people. Questions: can we be sure that these millions of people who have recovered or will recover their health were all interned in hospitals and treated using modern medicine on a continent that lacks health infrastructures? Given the mistrust that African populations have shown towards modern medicine, which has proved powerless in the face of tens of thousands of people dying in official hospitals in Europe and the USA, is it not reasonable to believe that most of those infected in Africa have found refuge in traditional medicine? How could they have continued to have complete confidence in official hospitals, which had ultimately become dangerous places where hospitalization meant possible death rather than possible recovery?

Unless we take Africans for "cultural idiots¹⁶" devoid of any reflexive powers, it would be unwise to admit that traditional African medicine has not played a major role in saving the day in the wake of the current pandemic crisis. In the Democratic Republic of Congo (DRC), for example, persistent rumors of dubious practices involving deaths caused by doctors in order to swell the ranks of

14 See the above-mentioned WHO bulletin.

15 In immunology, cross-immunity occurs when an antibody specific to an antigen, i.e. a protein specific to one pathogen, is also effective against another pathogen with a closely related antigen.

16 Term borrowed from Patricia Paperman (2006).

Covid-19 deaths - with the aim of capturing artificial rents from the various aid packages provided by donors - have been making the rounds on social networks, creating a psychosis that has led people to distrust institutional health structures. In any case, it should be made clear here that not all Covid-19 sufferers were under the medical care of official health structures. This also means, in other words, that all official statistics relating to cases of contaminated people are erroneous because they are incomplete. The level of contamination was underestimated due to a number of factors related to the population's attitude towards the pandemic¹⁷.

In the DRC and in Kinshasa in particular, four scenarios were observed during our exploratory surveys. The first scenario deals with patients who had tested positive for Covid-19 and who were actually being cared for by state structures. These were patients who displayed no hostile attitude towards modern medicine. Some of them had died. These were the data used to draw up the official statistics. The second scenario involved people whose disease was so serious as to require medical care, but who were reluctant to go to hospital. These people were offered products prescribed by doctors to be taken at home, and were forbidden any physical contact with other family members or their immediate entourage; they were therefore quarantined but not hospitalized. Their data was also partly used to compile statistics, but it is possible that they contaminated other people in their immediate environment because the observance of barrier measures was not rigorous. These contaminations may have gone unnoticed, thus escaping the control of health authorities and not contributing to official statistics. In addition, most of these patients who were not hospitalized were, as a result of various influences, forced to combine products prescribed by doctors with those from traditional medicine.

The third scenario is about patients who, having tested positive, turned to traditional medicine. In fact, although the official standard laid down by the authorities was for Covid-19 patients to be immediately admitted to appropriate health facilities, the practice observed in the field was such that many people who tested positive chose to deviate from this standard and stay at home to undergo traditional treatment. Although many doctors followed official standards and respected the protocol set by the government, this was without counting on the determination of certain patients who did not intend to follow this protocol and distrusted modern medicine. It should also be pointed out that some patients, although hospitalized, had traditional products brought to their bedside, unbeknownst to health professionals who could not control their patients' every move 24 hours a day. Traditional products could reach these patients via family members who acted as "patient guards".

Finally, and this is the last scenario, we must mention those people who, based on certain suspected symptoms, hinted that they might be contaminated; but did not want to go to hospital to be tested, preferring to turn directly to the consumption of medicinal plants supposed to have curative or preventive virtues. These people do not appear in official statistics, and therefore in biomedical analyses. In the same vein, we need to mention the situation of certain people who, having tested positive, managed to have their cases treated anonymously, certainly in exchange for a few arrangements with health professionals, because patients suffering from Covid-19, at least during the first few months of the pathology's onset, were stigmatized and almost assimilated to those carrying HIV. It is largely this same reason that explains the determination of many potentially infected people to keep out of the sight of official state bodies by boycotting hospitals and tests.

The findings of a study carried out by a team of Congolese, German, Japanese and French scientists (Delaporte & Nkuba, 2021), between October 22 and November 8, 2020, support the results of our exploratory research. They show that "the disease has circulated, but without any increase in severe forms", notes Antoine Nkuba, one of the members of this research team. According to Éric Delaporte, another member of the team, there are several possible explanations for these low morbidity and mortality rates. One is demographics. The population is younger than in Europe," he says. Yet young people are the ones least affected by severe forms of Covid-19. He also points to a more developed

¹⁷ This means that there have either been fewer cases of contamination in Africa than in Europe or the USA, thanks to the use of traditional medicine, or that there have been several cases of contamination which have escaped the notice of the health authorities, but which have not led to serious forms of the disease because they have been attenuated by the effectiveness of the traditional plants consumed by millions of Africans as part of the preventive measures put in place.

immunity. Finally, climatic conditions, particularly the heat, could also have contained the spread of the virus. In fact, the results of this survey show two essential points that partly overlap with our research data: firstly, the level of contamination was very high, contrary to official statistics, which means that several cases of contamination escaped the official health circuits embodied by modern medicine; secondly, despite this high level of contamination, the mortality rate remained low, which can be explained by the still hypothetical factors brought to light by the members of this team, but also and above all by preventive measures adopted by a large part of the population through the consumption of medicinal plants. However, the reader will note that preventive treatment using traditional medicine does not appear as a working hypothesis in the conclusions of this team of scientists.

So, where biomedicine could have collaborated with the holders of traditional medical knowledge to consider the possibility of carrying out large-scale research with a view to inventing an African remedy capable of curing the disease, all we saw was a split between the two types of medical knowledge: on the one hand, doctors confined to their bubble, cogitating on solutions to eradicate the crisis with a vaccine that was to come from elsewhere, and for which Africans were to serve as guinea pigs¹⁸ to test its efficiency, according to the proposal put forward by these two French professors; on the other hand, traditional doctors invested in research into plants supposed to have preventive and curative virtues, of course also evolving solo. Lacking the pharmaceutical industrial capacities of the Western powers, Africa's political and intellectual elites should have first exploited and explored the path within their reach, that of the innumerable medicinal plants that populate our rich forests, and tested, through rigorous scientific procedures - within the framework of collaboration between modern and traditional medicine - those that are likely to have curative or preventive effects. Hence the importance of reconstructing the knowledge landscape in African countries if we are to succeed in the challenge of reactivating endogenous knowledge. According to Felwine Sarr (2022), this reconstruction of knowledge requires us to "rethink the plurality of the journeys of human thought, starting from the idea of the equality in principle of different traditions of thought or discursive practices, while recognizing their incommensurability".

Conclusion: Endogenous knowledge and the pitfalls of "scientific neoliberalism"

The ambition to reconnect endogenous knowledge with so-called "scientific" knowledge, by questioning the Durkheimian or Bachelardian epistemological rupture, nevertheless comes up against a number of other difficulties that resurrect this rupture in a different way. One of the obstacles to this reconnection is neoliberalism. We know the role played by institutions such as the IME, the World Bank, the UN, the WHO, etc. in consolidating the neoliberal order. These multilateral institutions, often instrumentalized by the major powers, are the channels through which neoliberal actors pass in order to achieve the agenda of Western domination of African societies. The ideology of development is merely a pretext for masking the real objectives pursued by the North through these institutions. As Lwazi S. Lushaba (2009) attests, the real objectives are to keep African societies in a state of neo-colonialism. According to him, "contemporary development, in theory and in practice, is a continuation of the Enlightenment project, which uses the Western idea of 'modernity' to promote the exploitation and oppression of Africa by the West".

It has even been established today that these institutions, in addition to the official missions they are recognized for or have granted themselves, have become veritable structures for the production of scientific knowledge. Neoliberalism has thus invaded all sectors of life, and the field of science is no exception to its authoritarian grip. The knowledge produced by these institutions not only serves neoliberalism, but is also used to shape the equally neoliberal public policies imposed on the countries of the South. At a conference organized by the United Nations Institute for Social Change

18 Allusion can be made here to Jean-Paul Mira, head of the intensive care unit at Cochin Hospital in Paris, and Camille Loch, who, speaking on the French television channel LCI in 2020, raised the idea of Covid-19 screening tests being carried out in Africa, where there are fewer masks and the population would therefore be more exposed.

(UNRISD, 2004) on the theme of “social knowledge and international policy-making”, Adebayo Olukoshi pointed out that “in general, the UN’s actions tend to reproduce the asymmetrical structure of scientific power, which is tilted in favor of the North”

It is important not to underestimate the impact of the knowledge produced by these institutions, as it consolidates their leadership and increases their power. This knowledge also perpetuates inequalities between North and South, reinforces the hegemonic position of so-called “scientific” knowledge and thus marginalizes endogenous knowledge. Given that these institutions serve as transmission belts for ideas and points of view from outside and hardly exploit African research at all, as Olukoshi writes, they also contribute to the peripheralization of endogenous knowledge and the construction of the hegemony of dominant knowledge, while consolidating the effects of the epistemological rupture. From this perspective, the battle against the epistemological rupture, with its counterpart, the rupture between endogenous knowledge and so-called “scientific” knowledge, and therefore the battle for the reconnection of these two forms of knowledge, is not just an epistemological battle. It goes beyond the strictly scientific framework, and must also be waged in the political, geopolitical and economic spheres, insofar as science, and especially imperial science, sometimes fulfills non-scientific functions. It is often at the service of states, governments, parties, lobbies of all kinds, ruling classes and moneyed powers who have an interest in using it to establish their hegemony, which means they have an interest in avoiding intellectual pluralism to ensure the maintenance of a monoculture of knowledge that excludes other forms of knowledge, through, among other things, the epistemological rupture as analyzed in this paper.

Bibliography

- Bachelard, G. (2004). *La formation de l'esprit scientifique*. Vrin.
- Beigel, F., Ouédraogo, J.-B., & Connell, R. (Éds) (2017). Epistemological Fractures in a Globalized World: Normalizations, Debates and Alternatives in the Social Sciences. *Méthod(e)s. Revue africaine de méthodologie des sciences sociales*, 2(1-2).
- Bélanger, A. J. (1998). Épistémologues de la science politique. À vos marques. In L. Olivier, G. Bédard & J.-F. Thibault (Eds.), *Épistémologie de la science politique*. Presses universitaires du Québec.
- Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Les Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire*. Fayard.
- Bourdieu, P. (1987). *Choses dites*. Les Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P., Chamboredon, J.-C., & Passeron, J.-C. (2005). *Le métier de sociologue. Préalables épistémologiques*. Mouton de Gruyter (5^e éd.).
- Broca, P. (1866). “Anthropologie”, *Dictionnaire encyclopédique des sciences*, cited in Cohen W. (1981), *Français et Africains. Les noirs dans le regard des blancs*. Gallimard.
- Bruno, A. (ed.) (2012). *Les grands sociologues*. Ellipses.
- Campehouth, L. V., & Quivy, R. (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales*. Dunod (4^e éd.).
- Chakrabarty, D. (2009). *Provincialiser l'Europe. La pensée postcoloniale et la différence historique*. Éditions Amsterdam.
- Corcuff, P. (1995). *Les nouvelles sociologies. Constructions de la réalité sociale*. Nathan.
- Delaporte, E., & Nkuba, A. (2021). Covid-19 en RDC : un niveau finalement élevé de contamination. *Lettre d'IRD le Mag*.
- Durkheim, E. (1967). *Les règles de la méthode sociologique*. PUF (16^e éd.).
- Ela, J. M. (1994). *Restituer l'histoire aux sociétés africaines. Promouvoir les sciences sociales en Afrique*. L'Harmattan.
- Fanon, F. (2002). *Les damnés de la terre*. La découverte & Syros.
- Feyerabend, P. (1979). *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*. Seuil.
- Garfinkel, H. (2007) *Recherches en ethnométhodologie*. PUF.
- Giddens, A. (1984). *La constitution de la société*. PUF.
- Gondola, C. D. (2007). *L'africanisme : la crise d'une illusion*. L'Harmattan.

- Goudjinou Metinhoue, P. (1994). L'étude des techniques et des savoir-faire : question de Méthode. In P. Hountondji (Ed.), *Les savoirs endogènes, piste pour une recherche*. Codesria-Karthala.
- Granger, G. G. (1991). Pour une épistémologie du travail scientifique. *Raison présente*, 97.
- Habermas, J. (1976). *Connaissance et intérêt*. Gallimard.
- Hegel, G. W. F. (1965). *La raison dans l'histoire. Introduction à la philosophie de l'histoire*. Plon.
- Hountondji, P. (ed.) (1994). *Les savoirs endogènes, piste pour une recherche*. Codesria-Karthala.
- Lebaron, F., & Mauger, G. (2012). *Lectures de Bourdieu*. Ellipses.
- Lévy-Bruhl, L. (1922). *La mentalité primitive*. Félix Alcan (Bibliothèque de philosophie contemporaine).
- Lushaba, L. (2009). *Le développement synonyme de modernité, la modernité synonyme de développement*. Codesria.
- Mauss, M. (1925). *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*.
- Mbembe, A. (2010). *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*. La Découverte.
- Mbembe, A. (2013). *Critique de la raison nègre*. La Découverte.
- Mounier, P. (2001). *Pierre Bourdieu, une introduction*. La Découverte.
- Mudimbe, V. Y. (1973). *L'autre face du royaume. Une introduction à la critique des langues en folie*. L'Âge d'Homme.
- Mudimbe, V. Y. (2021). *L'invention de l'Afrique. Gnose, philosophie et ordre de la connaissance*. Présence africaine.
- Ndiaye, P. (2008). *La condition noire. Essai sur une minorité française*. Gallimard.
- Nizet, J. (2007). *La sociologie de Anthony Giddens*. La découverte.
- Obenga, T. (2008). Africanismes eurocentristes : source majeure des maux en Afrique. In M. Gassama (ed.), *L'Afrique répond à Sarkozy. Contre le discours de Dakar*. Philippe Rey.
- Olivier de Sardan, J.-P. (1995). *Anthropologie et développement. Essai en anthropologie du changement social*. Karthala-APAD.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2008). *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Academia Bruylant.
- Organisation mondiale de la santé (OMS). (2022, juin). Vaccination contre la Covid-19 dans la région africaine de l'OMS. *Bulletin mensuel*, 5.
- Ouédraogo, J. B., & Hendricks, F. (2015). Faible théorie, faibles données ? Rôles heuristiques et limites pratiques des concepts dans le travail de terrain. *Méthodes*, 1(1), 1-279.
- Paperman, P. (2006). Versions sociologiques de l'ordinaire. In S. Laugier & C. Gauthier (ed.), *L'ordinaire et le politique*. PUF.
- Piron, F., Regulus, S., & Djiboune Madiba, M. S. (dir.) (2016). *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable*. Science et bien commun.
- Popper, K. (1973). *La logique de la découverte scientifique*. Payot.
- Popper, K. (1985). *Conjectures et réfutations. La croissance du savoir scientifique*. Payot.
- Said, E. (1980). *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*. Seuil.
- Sarr, F. (2022). Reconstruire les savoirs dans les pays africains. *Global Africa*, 1(1), 68-76.
- Shivji, I. (2023). *The concept of human rights in Africa*. Codesria.
- Touré, M. (2023). Déconstruire les colonialités pour une vision renouvelée du développement en Afrique. *Bulletin du Codesria* (numéro spécial), (3 & 4), pp. 77-82.
- Tshibwabwa Kuditshini, J. (2007). Gouvernance globale et administrations publiques locales congolaises : le rôle du FMI, de la Banque mondiale, des multinationales et des élites politiques. *Revue internationale des sciences administratives*, 74(2), 213-234.
- Tshibwabwa Kuditshini, J. (2011). Nationalisme, démocratie et action politique féminine en Afrique précoloniale : vers la reconnaissance d'une histoire politique des femmes. *Afrika Zamani*, (18 & 19), pp. 113-132 (Codesria et Association des historiens africains).
- Tshibwabwa Kuditshini, J. (2023). La théorie de l'État fragile à l'épreuve des faits et du temps : de la Covid-19 à la décolonisation des sciences sociales et humaines. *Bulletin du Codesria* (numéro spécial), (5 & 6), pp. 17-27.
- United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD). (2004). *Savoir social et élaboration des politiques internationales : études des liens*. Rapport de conférence.



© La note, Baye Mballo Kébé, 2023

Baye Mballo Kébé
2023
DKO

Les défis sécuritaires à l'épreuve de l'injustice climatique au Sahel

Une brève revue des connaissances

Cheikh Cissé

Urbaniste Consultant et chargé d'enseignement
Chercheur affilié au African Studies Centre Leiden
cisse27@yahoo.fr

Résumé

Le Sahel, région géographique d'Afrique située entre le Sahara et l'Afrique subsaharienne, est fortement touché par les problématiques liées au changement climatique. Bien que de nombreux défis soient identifiés, peu d'études scientifiques établissent clairement les liens entre les impacts de ce changement et les enjeux sécuritaires dans cette zone. En s'appuyant sur une confrontation de données empiriques et d'études scientifiques collectées de sources spécialisées des différents pays de la région, cet article se propose de démontrer l'injustice climatique vécue par les pays en développement, dont les pays sahéliens, en raison de leur retard économique par rapport aux pays développés ; ensuite, de faire des analyses fines centrées sur la corrélation entre les conséquences de ce changement à la fois régionales et spécifiques à chaque pays du Sahel et les nombreux défis sécuritaires – notamment la sécurité humaine – qu'ils amènent à relever.

Mots-clés




Sahel, changement climatique, injustice climatique, défis sécuritaires, pays en développement.

How to cite this paper:
Cissé, C. (2024). Les défis sécuritaires à l'épreuve de l'injustice climatique au Sahel : une brève revue des connaissances. *Global Africa*, (5), pp. 230-240.
<https://doi.org/10.57832/7mxb-gd26>

Received: April 3, 2023

Accepted: December 21, 2023

Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)   

Introduction

Le changement climatique, avec ses effets disproportionnés sur les pays du Sud, est une préoccupation mondiale, notamment pour les pays du Sahel, où les températures extrêmes, la montée du niveau de la mer, la rareté des ressources et les crises alimentaires sont réelles (GIEC, 2021). Cette vulnérabilité est accentuée par le faible niveau de développement économique des pays sahéliens (De Bandt et al., 2021). Parallèlement, en plus de ses implications sécuritaires, il pousse les pays vers les « limites planétaires », menaçant l'existence et la qualité de vie, tandis que les richesses sont de plus en plus financiarisées et polarisées (Steffen et al., 2015 ; Carroué, 2015).

Pour analyser les conséquences du réchauffement planétaire et les défis sécuritaires, notamment humains, à travers le prisme de l'injustice, la région sahélienne est choisie comme cas d'étude en raison de ses nombreux défis économiques, environnementaux, tels que la pauvreté, la malnutrition, les sécheresses et les inondations récurrentes (Oxfam, 2022), ainsi que des défis de développement durable aggravés par ce changement selon le GIEC (IPCC, 2022). Selon un rapport du Groupe de la Banque mondiale (World Bank, 2022) pour cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger), jusqu'à 13,5 millions de personnes risquent de basculer dans la pauvreté à cause des chocs climatiques, nécessitant des mesures d'adaptation urgentes. Ces défis nécessitent la mise en place de stratégies de résilience, particulièrement en matière de sécurité humaine, dans la plupart des pays de la région. De plus, des initiatives mondiales telles que les protocoles de Kyoto¹, l'Accord de Paris – la COP 21², et plus récemment la COP 27 en Égypte et la COP 28 à Dubaï –, soulignent désormais l'urgence d'une action de solidarité internationale pour faire face aux différents effets du réchauffement climatique, notamment dans les pays du Sud.

Le principal objectif de cet article est de démontrer que les disparités de développement économique exacerbent l'injustice climatique entre les pays et génèrent des défis, notamment sécuritaires, mettant en lumière la question de la sécurité humaine dans la région sahélienne.

Méthodologie et plan

La méthodologie adoptée repose sur une approche holistique, débutant par une revue de la littérature scientifique disponible concernant le changement climatique, l'injustice climatique et les défis sécuritaires, surtout humains, dans la région sahélienne. Cette revue comprend une analyse minutieuse des données statistiques disponibles, des rapports institutionnels pertinents émis par des organisations internationales et régionales, ainsi que des études antérieures réalisées dans la région. De plus, la méthodologie englobe une étude approfondie des travaux de recherche académique publiés dans des revues spécialisées, permettant une compréhension approfondie des dynamiques en jeu. Cette approche pluridisciplinaire vise à comprendre les différents aspects et implications de l'injustice climatique et des défis sécuritaires dans la région sahélienne, en tenant en compte des diverses perspectives et contributions de la communauté scientifique.

Dans un premier temps, l'article expose la problématique de l'injustice climatique entre le Nord et le Sud révélée par les effets disproportionnés du réchauffement ; ensuite il démontre comment les disparités de développement économique l'exacerbent et génèrent des défis sécuritaires, mettant particulièrement l'accent sur la sécurité humaine dans la région sahélienne, avant de finir par proposer des pistes de réflexions et d'actions pour la résilience face aux conséquences dans le Sahel.

1 Conclusion d'un accord en 1997 qui préconisait des quotas d'émissions par pays, pour parvenir à une baisse globale des émissions de gaz à effet de serre de 5 % sur la période 2008-2012. Beaucoup de pays du Nord ont ratifié le protocole de Kyoto, particulièrement l'Union européenne, mais les États-Unis, parmi les plus grands pollueurs du monde avec plus 36 % du total mondial de gaz à effet de serre émis, ont refusé de le signer.

2 L'objectif de l'Accord de Paris est de limiter le réchauffement climatique à un niveau bien inférieur à 2 °C, de préférence 1,5 °C, par rapport au niveau préindustriel. Pour ce faire, il est nécessaire de diminuer drastiquement les rejets de carbone en amorçant une transition énergétique, en passant des énergies fossiles aux énergies renouvelables.

Le changement climatique ou manifeste d'une injustice entre le Nord et le Sud

Les impacts du changement climatique au Sahel peuvent être appréhendés à travers le prisme des injustices socioéconomiques entre les pays, fournissant des informations sur les défis qu'elles présentent. Les énergies fossiles, principales émettrices des émissions de gaz à effet de serre³ (GES), telles que le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O), ainsi que les dérivés fluorés (HFC, PFC, SFC), ont des répercussions néfastes sur l'atmosphère, induisant des conséquences directes sur le climat. La combustion de combustibles fossiles, dont le charbon, le pétrole et le gaz, émet du dioxyde de carbone, principal contributeur au réchauffement planétaire (Nunez, 2023). Le GIEC (2018) a constaté que, en 2018, 89 % des rejets mondiaux de CO₂ provenaient des combustibles fossiles et de l'industrie. De plus, l'utilisation d'énergie ne contribue au changement climatique que par la combustion d'énergies fossiles, représentant environ 80 % des émissions mondiales de GES. Cette combustion engendre des émissions nocives telles que le dioxyde de soufre, l'oxyde d'azote et des particules fines, ayant des conséquences délétères sur l'environnement et le climat (Denchak, 2022).

Les émissions de CO₂ par habitant en Afrique, notamment dans la région sahélienne, sont faibles comparées au reste du monde, représentant environ 3 % des rejets mondiaux (Jeune Afrique, 2023). Malgré une croissance économique et démographique qui les a multipliées par huit entre 1960 et 2020, atteignant 1 326 millions de tonnes de CO₂, en 2019 elles se situaient autour de 0,7 tonne de carbone, trois fois plus qu'en 1950. La Banque mondiale (2020) souligne que ces émissions africaines restent inférieures à celles de la Chine (7,6 tonnes par habitant), du Japon (8,5 tonnes par habitant) et des États-Unis (14,7 tonnes par habitant).

Par ailleurs, en raison des effets préjudiciables des émissions de GES sur l'atmosphère, la menace devient planétaire, touchant non seulement l'économie, le social et la politique, mais aussi les aspects sécuritaires. Le rapport Solana Madariaga (2008) le qualifie de catalyseur de menaces diverses, renforçant les tendances, tensions et instabilités déjà existantes. L'Afrique est identifiée dans ce rapport comme « l'un des continents les plus exposés au changement climatique, en raison de multiples contraintes et d'une capacité d'adaptation limitée ». Malgré leur faible contribution globale aux émissions mondiales, les pays africains subissent des effets plus marqués. Cette situation, illustrée par les exemples suivants sur quelques pays sahéliens, prouve la disproportionnalité des impacts et de l'injustice climatique.

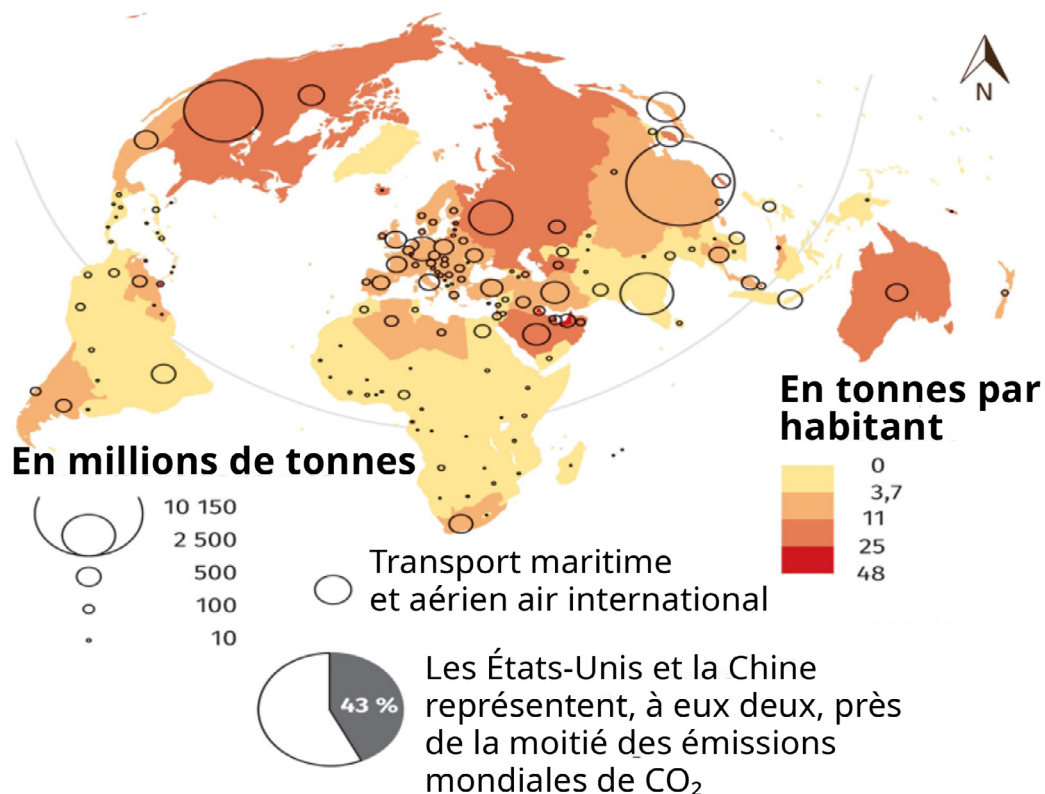
Les travaux de Keilar et al. (2023) autour du lac Fitri, au Tchad, a révélé des conséquences à travers des variations spatio-temporelles pluviométriques, une diminution du nombre de jours de pluie, une hausse des températures et du vent, causant la diminution du niveau d'eau ainsi que la dégradation du couvert végétal et des sols.

Au Burkina Faso, on assiste à d'importantes variations de la pluviométrie depuis les épisodes de sécheresse des années 1970, qui ont des conséquences sur la production agricole et la disponibilité en eau dans différentes zones du pays (Karambiri & Gansaonre, 2023). De même, dans le sud-ouest du pays, des facteurs naturels et anthropiques, tels que la répartition temporelle des précipitations dans le temps, touchent négativement la production de riz. Ces défis, en plus d'autres effets du changement climatique, nécessitent, selon Sanou et Hien (2022), le développement de nouvelles variétés de riz et de pratiques agricoles adaptées pour améliorer la production agricole de la région.

Le réchauffement planétaire touche également la production agricole dans la zone soudano-sahélienne. Au Mali, par exemple, le faible rendement du sorgho est imputé à ce phénomène de la faible fertilité des sols. De même, Togo et al. (2023), dans leurs travaux, montrent que la fertilisation organo-minérale peut améliorer le rendement du sorgho dans cette région.

3 Carbone 4, un cabinet de conseil spécialisé dans la transition énergétique, indique que 80 % des émissions mondiales de GES associées à l'utilisation de l'énergie proviennent du CO₂ dégagé dans l'atmosphère par la combustion d'énergies fossiles (Joly et al., 2023).

En outre, la carte 1 établit l'injustice climatique à l'échelle mondiale en indiquant que les principaux émetteurs de CO₂ en 2016 – donc principaux contributeurs au dérèglement – se trouvent dans les pays développés de l'hémisphère Nord, en Australie, en Nouvelle-Zélande, et dans les pays du golfe Persique. Les pays du Sud contribuent marginalement, étant moins développés industriellement.



Carte 1 : Émissions de CO₂ par pays en 2016

Source : Global Carbon Project, *Carbon Budget 2017*, www.globalcarbonproject.org,
réadaptation de Cheikh Cissé.

Cette situation invite à considérer le changement climatique sous l'angle d'une injustice. Les pays les plus vulnérables sont ceux ayant le moins contribué à son origine. Ainsi, les initiatives de résilience deviennent une urgence internationale, en particulier pour les pays pauvres et émergents, nécessitant un soutien pour s'adapter (Georgieva et al., 2022). L'inaction en cours pourrait s'avérer plus coûteuse que la prise de mesures fortes, et les dommages économiques pourraient atteindre 1 700 milliards de dollars par an si le rythme actuel du réchauffement se poursuit⁴. Ce constat est également confirmé par une étude réalisée par le Postdam Institute for Climate Impact Research (2023) qui conclut que « ne rien faire contre le changement climatique serait plus coûteux que d'agir ». Dans les pays sahéliens, le manque de moyens et l'absence de réponses immédiates pour des services essentiels constituent en partie des obstacles à la mise en place de stratégies pour consommer moins d'énergies fossiles dans un avenir incertain.

En revanche, il est important de noter que ces pays sahéliens, grâce à leurs savoirs vernaculaires, autochtones, peuvent aussi se positionner comme des pionniers en matière d'adaptation, de transition agroécologique et énergétique. Des initiatives, telles que le Mouvement agroécologique international pour l'Afrique, visent à révolutionner l'agriculture africaine sur une base durable et à encourager la transition vers des pratiques respectueuses de l'environnement⁵, favorable à la résilience climatique. De plus, des recherches menées sur les systèmes productifs et la transition

4 <https://www.letemps.ch/economie/linaction-climatique-coute-plus-cher-prise-mesures-fortes>

5 <https://www.afrik21.africa/en/africa-a-charter-on-agroecology-is-born/>

agroécologique dans les agricultures familiales d'Afrique de l'Ouest mettent en évidence le rôle essentiel des savoirs locaux et des pratiques agroécologiques (le *zai*⁶, l'agroforesterie⁷, etc.) dans la promotion d'une agriculture durable et plus résiliente face aux effets du réchauffement global (AFSA, 2016). Par exemple, au Mali, dans la commune rurale de Mafouné, la baisse des précipitations et l'augmentation des températures ont provoqué une baisse des rendements agricoles, la perte de la fertilité des sols, le tarissement précoce des sources d'eau de surface, l'endettement des agriculteurs et l'intensification de l'exode rural. Pour faire face à ces effets néfastes du changement climatique, les agriculteurs ont mis en place des stratégies d'adaptation telles que l'utilisation de variétés à cycle court, l'adoption de technique anti-érosion, le reboisement et la diversification des activités (Ouattara et al., 2019). Dans une démarche similaire, au Niger, les travaux de Abdou et al. (2021) ont examiné les impacts techniques de restauration des terres dégradées sur la survie et la croissance des plantes. Les résultats ont démontré que ces techniques améliorent les conditions hydriques du sol et favorisant la survie ainsi que la croissance des espèces végétales (Abdou et al., 2021). Dans la zone pastorale de ce même pays, Garba et al. (2023) ont cherché à améliorer l'estimation de la biomasse fourragère en utilisant la méthode de régression linéaire multiple, soulignant ainsi l'importance de telles approches pour une meilleure compréhension des ressources naturelles dans la région.

Par ailleurs, la justice climatique est un principe intégré dans divers accords internationaux. La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a fixé à 100 milliards de dollars l'objectif annuel des fonds en provenance des pays développés du Nord pour aider les pays du Sud à s'adapter. L'Accord de Paris (2015) promeut les « responsabilités communes, mais différenciées », soulignant la nécessité pour les pays du Nord de réduire leurs émissions et d'aider les pays du Sud. Cette recommandation s'aligne avec la théorie de Rawls (1971) prônant la « maximisation du sort des plus défavorisés ». Cependant, cette initiative de solidarité Nord-Sud en faveur d'une justice climatique demeure peu effective. La COP 27 à Charm el-Cheikh a révélé des revendications non satisfaites, soulignant des déséquilibres de négociation, notamment en ce qui concerne les financements promis aux pays pauvres. Certains grands pollueurs, tels que les États-Unis et la Chine, refusent d'admettre leur impact significatif, exacerbant l'injustice climatique. La plupart des pays africains manquent d'influence pour imposer des décisions et se retrouvent, en quelque sorte, à devoir rembourser des sommes pour résoudre un problème largement créé par les pays développés prêteurs. Face à ces enjeux économiques, environnementaux et éthiques, des activistes et défenseurs du climat, aussi bien dans les pays industrialisés du Nord que dans les pays du Sud, ont de plus en plus recours à la notion de « justice climatique » pour défendre les droits des pays en développement lors des négociations internationales.

Les impacts du changement climatique et des défis sécuritaires au Sahel

Les interactions complexes entre les effets du réchauffement et les défis sécuritaires au Sahel, bien que parfois non directement corrélées, exigent une analyse approfondie axée sur la sécurité humaine. La conception même du terme « sécurité » varie selon les contextes. Au Sahel, elle s'inscrit dans une approche holistique, englobant le bien-être des individus et des communautés allant au-delà des menaces géopolitiques majeures. Elle concerne la protection contre diverses menaces, notamment la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, et la résilience. Les liens entre l'injustice climatique et ses conséquences sur la sécurité humaine sont ainsi des défis majeurs dans la région sahélienne (Doumbia, 2013). Les défis auxquels les communautés locales font face, entraînant des répercussions directes sur les moyens de subsistance, l'économie et la stabilité, souvent associées à des conflits dont le changement climatique est le principal déclencheur. La région a subi des conséquences significatives, telles que la pénurie alimentaire et la militarisation de

6 Le *zai* est une méthode traditionnelle consistant à réaliser des petites excavations (appelées *zai*) dans le sol pour retenir l'eau de pluie et favoriser la croissance des cultures, particulièrement bénéfique pendant les périodes de sécheresse (AFSA, 2016).

7 Au Niger, l'agroforesterie est largement adoptée. Les agriculteurs plantent des arbres fruitiers et des espèces ligneuses dans leurs champs afin d'améliorer la fertilité du sol, prévenir l'érosion et générer des revenus supplémentaires grâce à la commercialisation de produits forestiers non ligneux. (AFSA, 2016).

l'eau, agissant comme des facteurs aggravants des tensions existantes (Werrell & Femia, 2018). Les impacts du réchauffement sont souvent perçus comme des stress supplémentaires dans les zones de conflit prolongé, susceptibles de générer de nouveaux conflits ou d'intensifier ceux déjà présents (Denton, 2016).

Encadré : Le Sahel, une région fortement exposée au changement climatique

Le Sahel, s'étendant du littoral atlantique sénégalais à la mer Rouge érythréo-djiboutienne, est constitué de dix pays : Burkina Faso, Cameroun, Gambie, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal et Tchad. Ces pays, positionnés dans des zones sous l'influence de la mousson du golfe de Guinée et des vents d'harmattan en provenance du Sahara, présentent des caractéristiques physiques et naturelles spécifiques (Toupet, 1992 ; Raynaut, 1997). Ils se caractérisent par une bande sableuse couvrant plus de 7 millions de km², avec une densité démographique importante, comptant 135 millions d'habitants (Haub & Kaneda, 2014). Certains pays plus vastes, tels que le Mali et le Niger, comprennent une grande partie de désert et ont donc des densités de population faibles, généralement inférieures à 20 personnes par km². En revanche, ceux plus petits, comme le Sénégal avec un accès à la mer, ont des densités de population plus élevées, dépassant souvent les 50 personnes par km². Le Burkina Faso, enclavé, affiche une densité de 65 personnes par km², tandis que la Gambie dépasse les 150 personnes par km² (Haub & Kaneda, 2014).

Le produit intérieur brut (PIB) de la région, calculé en parité de pouvoir d'achat, reste relativement faible, variant d'environ 900 à moins de 3 000 dollars par habitant, avec les principales sources de revenus provenant des ressources naturelles telles que le pétrole et les minerais (World-Bank, 2014). Selon le rapport 2015 « Doing Business » (World-Bank, 2015), ces pays sont classés parmi les moins attrayants pour les affaires, en grande partie en raison de leur histoire d'instabilité politique (World-Bank, 2015). De plus, la Banque mondiale identifie la moitié des pays du Sahel comme des « États fragiles »⁸, caractérisés par un faible revenu, des situations d'insécurité récurrentes et de multiples aléas climatiques.

Les terribles épisodes de sécheresse des années 1970-1980 ont occasionné d'importantes pertes humaines et matérielles, notamment des récoltes aléatoires dans des pays tels que le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Burkina Faso. Ces événements ont entraîné la destruction de quartiers entiers, témoignant de l'ampleur des dégâts subis. L'intérêt des climatologues pour le Sahel se justifie par des périodes de déficit pluviométrique les plus sévères jamais enregistrées au 20^e siècle selon Jones et Hulme (1996), et Dai et al. (1998). Cela survient alors même que la région a toujours connu des cycles alternés de saisons sèches et humides, comme le souligne Nicholson (2005, 2013, 2014).

Carte 2 : La région sahélienne



Source : Population Reference Bureau (PRB) : <https://www.prb.org/resources/defis-demographiques-du-sahel/>, réadaptation de Cheikh Cissé, 2024.

8 World Bank, "Harmonized List of Fragile Situations FY14". <http://siteresources.worldbank.org/EXTLICUS/Resources/5117771269623894864/HarmonizedlistoffragilestatesFY14.pdf>

Fortement vulnérable au réchauffement climatique en raison de son équilibre socioéconomique précaire, le Sahel connaît, depuis 1990, une recrudescence de fortes précipitations, entraînant des inondations et des changements dans l'usage des terres arables (Heinrigs, 2010). Par exemple, la variation pluviométrique dans les « Terres neuves » du Sénégal oriental a eu des impacts significatifs sur les activités agricoles, en particulier la culture de céréales telles que le mil, le maïs et l'arachide. Depuis les années 1970, des perturbations telles que des précipitations abondantes, des averses, des interruptions régulières dans les précipitations, un début tardif et une fin précoce de la saison des pluies ont été observés, affectant ainsi la productivité des cultures (Faye et al., 2018).

Cette situation est exacerbée par une croissance démographique exponentielle et une urbanisation accélérée, avec des projections estimant que la population des pays sahéliens sera multipliée par six d'ici 2100 (Heinrigs, 2010). L'urbanisation croissante et l'augmentation des populations urbaines à faibles revenus intensifient le stress thermique, particulièrement préjudiciable aux jeunes, aux personnes âgées, et à celles souffrant de problèmes de santé. Cela affecte également la capacité d'infiltration de l'eau dans les sols. Ces conditions ont entraîné des inondations forçant de nombreuses personnes à quitter leur domicile, touchant plus de 700 000 personnes du Niger au Tchad en 2020 (ONU-INFO, 2020).

Dans l'ensemble du Sahel, environ 70 % de la population active est employée dans le secteur agricole, et celui-ci contribue à hauteur de 30 % au PIB. Au Mali, l'agriculture emploie 80 % de la main-d'œuvre et représente 40 % du PIB. Bien que principalement orientée vers les cultures vivrières telles que le mil et le sorgho, comme dans d'autres pays sahéliens (Sénégal et Niger), l'agriculture dans la région inclut également des activités d'exportation, notamment le coton et l'arachide (Sénat français, 2016). Cette dépendance aux activités agricoles, sans alternatives viables, accroît sa vulnérabilité aux changements climatiques, avec d'importantes répercussions sur la sécurité alimentaire et les risques de conflits potentiels (Heinrigs, 2010). De plus, la région, confrontée à la dégradation environnementale, à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire, à la croissance démographique rapide, à l'inégalité de genre, à l'instabilité politique, et à des conflits préexistants (Alliance Sahel, 2019), figure parmi les plus vulnérables aux impacts du réchauffement planétaire. Ceci pourrait entraîner des niveaux accrus de privation et de conflits collectifs (Tsfaye, 2022).

Ensuite, les pays sahéliens sont confrontés à des épisodes de chaleur extrême. Des experts en climatologie prévoient une augmentation de la température du Sahel de 3 à 5 °C d'ici 2050, et potentiellement jusqu'à 8 °C d'ici 2100 (Potts et al., 2013). Concrètement, l'augmentation des températures moyennes entre 1980-1999 et 2080-2099, confirmée par le GIEC (2007), tourne autour de + 3 °C dans les espaces littoraux (Sénégal), + 4 °C dans la partie continentale du Sahel (Niger, Mali, Burkina Faso), soit 1,5 fois plus qu'à l'échelle mondiale. Un réchauffement de la température de 2 °C pourrait conduire à une élévation du niveau des mers d'environ 60 à 80 cm d'ici 2080, avec des variations régionales. Dans le scénario de réchauffement à 4 °C, cette augmentation pourrait atteindre 100 cm d'ici les années 2090 (Potsdam Institute for Climate Impact Research, 2013). Cette élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière pourraient atteindre jusqu'à « un à deux mètres par an au Sénégal... » (GÉO, 2019). Ces événements climatiques ont des conséquences multiples, telles que l'appauvrissement des populations dépendant de la pêche artisanale, de l'agriculture et du pastoralisme en raison de la sécheresse. De même, ils affectent la disponibilité des ressources en eau, des pâturages et des terres cultivables, intensifiant les tensions et les rivalités entre les communautés. Ces situations entraînent des déplacements massifs vers des régions plus clémentes, dépeintes par le terme de « réfugiés environnementaux » (El Hinnawi, 1985) instauré par le PNUE, ainsi qu'une recrudescence des problèmes de sécurité humaine dans chaque pays de la région.

En somme, le dérèglement climatique crée un cercle vicieux compromettant la résilience des communautés face aux changements environnementaux et aux problèmes de sécurité, notamment humaine, dans le Sahel (UNHCR, 2022). La hausse des températures, les conditions météorologiques extrêmes, la désertification, la dégradation des terres et les inondations perturbent les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et provoquent des déplacements massifs, mettant à mal la résilience des populations locales. Une analyse approfondie de l'histoire des conflits et des

déplacements dans le Sahel révèle le rôle essentiel des impacts du changement climatique comme déclencheur de ces phénomènes de sécurité humaine (De Satgé, 2023), nécessitant ainsi des mesures et des actions efficaces pour la résilience des communautés.

Quelques pistes de réflexions et d'actions

Le changement climatique, à travers le prisme des conséquences inégales subies par les pays sahéliens au détriment des pays du Nord, comme démontré dans les points précédents, est intrinsèquement lié aux enjeux de sécurité humaine créant un contexte complexe qui requiert une analyse plus détaillée. Dans cette perspective, plusieurs pistes de réflexion et d'action peuvent émerger pour aborder ces défis multidimensionnels.

Tout d'abord, la promotion d'une adaptation locale à travers une approche que nous qualifions de « globale ». Cette démarche insiste sur l'enracinement des réponses aux conséquences du changement climatique dans les contextes socioculturels spécifiques de la région sahélienne. En adoptant des mesures locales adaptées aux réalités et aux spécificités de chaque pays sahélien en fonction des effets auxquels ils sont confrontés, tout en ayant des implications à l'échelle mondiale, une telle approche pourrait se révéler plus efficace que des solutions internationales standardisées.

En parallèle, il est impératif de relever les défis politiques internationaux qui émergent inévitablement. Les implications économiques, environnementales et éthiques du réchauffement accentuent les difficultés politiques à l'échelle mondiale, en particulier en matière de distribution équitable du pouvoir de négociation et de décision lors des conférences climatiques. Une considération équitable des préoccupations de tous les pays en matière de résilience face au changement climatique est nécessaire pour résoudre ses multiples impacts, notamment les problèmes de sécurité humaine dans la région du Sahel.

En outre, une réflexion approfondie sur la sécurité humaine émerge comme une composante fondamentale. L'approche de la sécurité dans la région sahélienne ne devrait pas se limiter à sa dimension physique, liée aux diverses formes de conflits, mais devrait être envisagée de manière plus étendue. Cela implique l'accès à l'eau, à l'alimentation et à d'autres services fondamentaux. La compréhension et la gestion des questions sécuritaires sont des prérequis essentiels pour une résolution efficace dans la région sahélienne.

Ces pistes de réflexion, en mettant en lumière la nécessité d'une approche globalisante, soulignent l'importance de considérer les dimensions locales, internationales et humaines de la sécurité face aux impacts du changement climatique dans la région sahélienne. Une telle démarche apparaît comme une forte incitation pour faire face aux défis complexes et interconnectés qui découlent de cette dynamique environnementale en constante évolution.

Conclusion

En définitive, les inégalités de développement économique s'alignent étroitement avec l'injustice climatique subie par les pays du Sud, en particulier ceux du Sahel. Ces pays, bien qu'émettant moins de GES que les pays du Nord, subissent de manière disproportionnée les répercussions négatives du réchauffement. Cette injustice engendre une myriade de conséquences, transformant la région sahélienne en un théâtre de défis sécuritaires protéiformes, notamment la sécurité humaine.

Face à cette réalité, il apparaît opportun pour les pays sahéliens de s'éloigner partiellement des recommandations des conférences internationales sur le climat, lesquelles ont jusqu'à présent démontré leurs limites. Il devient impératif de rechercher des solutions ancrées dans leurs contextes socioculturels spécifiques, adoptant une approche « globale » qui combine des mesures locales adaptées avec des implications à l'échelle mondiale. Ce changement d'approche pourrait offrir des réponses plus efficaces et mieux adaptées aux enjeux réels de la région, dépassant ainsi les barrières rencontrées jusqu'à présent dans les approches internationales standardisées. En adoptant cette

approche globale, les pays sahéliens peuvent envisager des stratégies de résilience plus viables face aux impacts du changement climatique, tout en tenant compte de leurs réalités spécifiques et en contribuant dans une démarche globale à la justice climatique.

Bibliographie

- Abdou, A., Saley, K., Ali, M., & Aboubacar, I. (2021). Impacts d'une technique de restauration de terre dégradée sur la survie et la croissance des plants de quatre espèces de combretaceae en zone sahélienne du Niger. *European Scientific Journal*, 17(43), 134. <https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n43p134>
- AFSA (2016). *Agroecology: The Bold Future of Farming in Africa*. AFSA & TOAM. <https://www.alimenterre.org/system/files/ressources/pdf/1070-agroecology-the-bold-future-of-farming-in-africa.pdf>
- Alliance Sahel (2019). *Results report 3 years of Sahel Alliance*. <https://www.alliance-sahel.org/en/results-report-3-years/climate-change/>
- Carroué, L. (2015). *La planète financière. Capital, pouvoirs, espaces et territoires*. Armand Colin. <https://www.cairn.info/la-planete-financiere--9782200601294-page-147.htm>
- Dai, A., Trenberth, K. E., & Karl, T. R. (1998). Global variations in droughts and wet spells: 1900-1995. *Geophysical Research Letters*, 25, 3367-3370. <https://www2.cgd.ucar.edu/staff/trenberth/trenberth.papers/PDSI-GRL-98-Paper.pdf>
- De Bandt, O., Jacolin, L., & Lemaire, T. (2021). *Changement climatique dans les pays en développement : effets du réchauffement climatique, mécanismes de transmission et politiques d'adaptation*. Banque de France. <https://publications.banque-france.fr/changements-climatique-dans-les-pays-en-developpement-effets-du-rechauffement-climatique-mecanismes>
- De Satgé, R. (2023). *Climate change, conflict and displacement across the Sahel*. storymaps.arcgis.com. <https://storymaps.arcgis.com/stories/f7b65d87903d4169a719d0ea2f386a5f>
- Denchak, M. (2022). *Fossil Fuels: The Dirty Facts*. NRDC. <https://www.nrdc.org/stories/fossil-fuels-dirty-facts>
- Denton, F. (2016). Changements climatiques et conflits : inversement des rôles ou nouvelles tensions et inégalités ? *Chronique ONU*, 52(4). <https://doi.org/10.18356/01820204-fr>
- Doumbia, M. K. (2013). *Genre, changement climatique et sécurité humaine dans le Sahel*. Le hub rural. <https://www.hubrural.org/Genre-changement-climatique-et.html?lang=fr>
- El Hinnawi E. (1985). Environmental refugees. *PNUF*, 41 p. <https://digitallibrary.un.org/record/121267>
- Faye, M., Fall, A., Faye, G., & Van Hecke, E., (2018). La variabilité pluviométrique et ses incidences sur les rendements agricoles dans la région des Terres neuves du Sénégal oriental. *Belgeo* [En ligne], 1, mis en ligne le 20 juin 2018, consulté le 24 février 2024. <https://journals.openedition.org/belgeo/22083>
- Garba, I., Abdourahmane, Z. S., Sanoussi, A. A., & Salifou, I. (2023). Optimisation de l'évaluation de la biomasse fourragère en zone sahélienne grâce à l'utilisation de la méthode de régression linéaire multiple en conjonction avec la stratification. *European Scientific Journal*, *ESJ*, 19(33), 52. <https://doi.org/10.19044/esj.2023.v19n33p52>
- GÉO (2019). Le Sahel au cœur des enjeux du changement climatique. *Géo* [en ligne]. <https://www.geo.fr/environnement/le-sahel-au-coeur-des-enjeux-du-changement-climatique-198917>
- Georgieva, K., Gaspar, V., & Pazarbasioglu, C. (2022). *Les pays pauvres et vulnérables ont besoin de soutien pour s'adapter au changement climatique*. FMI. <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2022/03/23/blog032322-poor-and-vulnerable-countris-need-support-to-adapt-to-climate-change>
- GIEC (2007). Résumé à l'intention des décideurs. Dans S. Solomon, D. Qin, M. Manning, Z. Chen, M. Marquis, K.B. Averyt, M. Tignor, & H. L. Miller (éd.), *Changements climatiques 2007 : Les éléments scientifiques*. Contribution du Groupe de travail I au quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Cambridge University Press.
- GIEC (2018). Matthews, J.B.R. (éd.). Annexe I: Glossaire. Dans V. Masson-Delmotte, P. Zhai, H. O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M. I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor et T. Waterfield (dirs.), *Réchauffement planétaire de 1,5 °C*. GIEC, sous presse. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/SR15_Summary_Volume_french.pdf
- GIEC (2021). Résumé à l'intention des décideurs. In: *Changement climatique 2021: les bases scientifiques physiques*. Contribution du Groupe de travail I au sixième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [publié sous la direction de Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T.K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu, et B. Zhou]. Cambridge University Press : https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WG1_SPM_French.pdf

- Haub, C., & Kaneda, T. (2014). *2014 World Population Data Sheet*. Population Reference Bureau. https://www.prb.org/wp-content/uploads/2015/01/2014-world-population-data-sheet_french.pdf
- Heinrigs, P. (2010). *Security Implications of Climate Change in the Sahel Region: Policy considerations*. OECD. <https://www.oecd.org/swac/publications/47234320.pdf>
- IPCC Report (2022). *Impacts, adaptation et vulnérabilité*. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/>
- IPCC Report (2023). *Climate Change*. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/>
- Jeune Afrique (2023). L'Afrique face aux enjeux climatiques : tout comprendre en infographies. *Jeune Afrique* [en ligne]. <https://www.jeuneafrique.com/1503662/societe/lafrique-face-aux-enjeux-climatiques-tout-comprendre-en-infographies/>
- Joly, A., Rouault, B., De Montmarin, S., margo, M., Grillet, C., & Arduin, I. (2023). *Les idées reçues sur l'énergie et le climat*. Carbone 4. <https://www.carbone4.com/analyse-faq-energie-climat>
- Jones, P.-D., & Hulme, M. (1996). Calculating regional climatic time series for temperature and precipitation: Methods and illustrations. *International Journal of Climatology*, 16, 361-377: <https://research-portal.uea.ac.uk/en/publications/calculating-regional-climatic-time-series-for-temperature-and-pre>
- Karambiri, B. L. C. N., & Gansaonre, R. N. (2023). Variabilité spatio-temporelle de la pluviométrie dans les zones soudaniennes, soudano-sahélienne et sahélienne du Burkina Faso. *European Scientific Journal*, 15(1). <https://ejournal.org/index.php/esj/article/view/16506>
- Keilar, A.T., Djeko, M.D., Yameogo, V. B. (2023). Changements climatiques et évolution des écosystèmes autour du lac Fitri en zone sahélienne du Tchad. *Int. J. Biol. Chem. Sci.* 17(5), 2037-2047. [10.4314/ijbcs.v17i5.21](https://doi.org/10.4314/ijbcs.v17i5.21)
- La Banque Mondiale (2020). Emissions de CO2 (tonnes métriques par habitant) en Afrique entre 1990 et 2000 - Centre d'analyse des informations relatives au dioxyde de carbone, division des sciences de l'environnement, Oak Ridge National Laboratory, Tennessee, États-Unis : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EN.ATM.CO2E.PC?locations=A9>
- Nicholson, S.-E. (2005). On the question of the "recovery" of the rains in the West African Sahel. *Journal of arid environments*, 63(3), 615-641. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0140196305000509?via%3Dihub>
- Nicholson, S.-E. (2013). The West African Sahel: A review of recent studies on the rainfall regime and its interannual variability. *ISRN Meteorology*. <https://www.hindawi.com/journals/isrn/2013/453521/>
- Nicholson, S.-E. (2014). Climate change and the politics of causal reasoning: the case of climate change and migration. *The Geographical Journal*, 180(2), 151-160. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S001671852200241X>
- Nunez, C. (2023). *Tout comprendre sur les énergies fossiles*. www.nationalgeographic.fr <https://www.nationalgeographic.fr/environnement/tout-comprendre-sur-les-energies-fossiles>
- ONU-INFO (2020). *Inondations au Sahel : au moins 112 morts et plus de 700 000 personnes affectées (HCR)*. ONU. <https://news.un.org/fr/story/2020/09/1078132>
- Ouattara, I., Diarra, Y., & Mariko, S. (2019). Étude des impacts des changements climatiques sur les activités agricoles dans la commune rurale de Mafouné, cercle de Tominian, région de Ségou au Mali. *European Scientific Journal*, 15, 1857-7881. <http://dx.doi.org/10.19044/esj.2019.v15n11p121>
- Oxfam (2022). À la découverte du Sahel, la porte entre deux Afriques. www.oxfam.org. <https://www.oxfamfrance.org/financement-du-developpement/qu-est-ce-que-le-sahel/>
- Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK) (2013). *4 °, baissions la chaleur : phénomènes climatiques extrêmes, impacts régionaux et plaidoyer en faveur de l'adaptation*. Banque mondiale. <https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/4degrees%20regional%20summary%20FRE%20complete.pdf>
- Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK) (2023, nov. 23). A fifth higher: Tropical cyclones substantially raise the Social Cost of Carbon. *ScienceDaily*. <https://www.sciencedaily.com/releases/2023/11/231123164734.htm>
- Potts, M., Zulu, E., Wehner, M., Castillo, F., Henderson, C. (2013). *Crisis in the sahel. Possible Solutions and the Consequences of Inaction*. The OASIS Initiative.
- Rawls, J. (1971). *A Theory of justice*. Harvard University Press. <https://philarchive.org/archive/DAVJRA>
- Raynaut, C. (1997). *Sahels : diversité et dynamiques des relations sociétés-nature*. Karthala. <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010025407>
- Sanou, B. C., & Hien, E. (2022). Contraintes de la production rizicole en zone soudano-sahélienne : cas du basfond de Lofing, sud-ouest du Burkina Faso. *Int. J. Biol. Chem. Sci.*, 16(6), 2573-2584. [10.4314/ijbcs.v16i6.9](https://doi.org/10.4314/ijbcs.v16i6.9)
- Sénat français (2016). *Sahel : repenser l'aide publique au développement*. Rapport d'information n° 728, déposé le 29 juin 2016. <https://www.senat.fr/rap/r15-728/r15-7281.html>
- Solana Madariaga, J. (2008). *Changements climatiques et sécurité internationale*. Commission européenne. https://www.consilium.europa.eu/media/30861/fr_clim_change_low.pdf
- Steffen, W. Wendy, B., Lisa, D., Owen, G., & Cornelia, L. (2015). The trajectory of the Anthropocene: The Great Acceleration. *The Anthropocene Review*, 1(2), 1-18. <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/2053019614564785>

- Tesfaye, B. (2022). *Climate Change and Conflict in the Sahel*. Discussion Paper Series on Managing Global Disorder, n° 11. www.cfr.org. <https://www.cfr.org/report/climate-change-and-conflict-sahel>
- Togo, S., Sogodogo, D., Dembele, J. S. B., & Dembele, S. G. (2023). Effet de la fertilisation organo-minérale sur le rendement du sorgho dans la zone soudano-sahélienne du Mali. *Int. J. Biol. Chem. Sci.*, 17(5), 1841-1855. [10.4314/ijbcs.v17i5.6](https://doi.org/10.4314/ijbcs.v17i5.6)
- Toupet, C. (1992). *Le Sahel*. Nathan. https://www.persee.fr/doc/geoca_0035-113x_1993_num_68_2_5968
- UNHCR (2022). *L'ONU met en garde contre l'aggravation des conflits et des déplacements au Sahel en l'absence de mesures climatiques immédiates*. www.unhcr.org. <https://www.unhcr.org/fr/actualites/news-releases/ONU-met-en-garde-contre-laggravation-des-conflits-et-des-deplacements-au>
- Werrell, C. E., & Femia, F. (2018). *Avec le changement climatique, la menace de nouveaux conflits*. Unesco. courrier.unesco.org. <https://courier.unesco.org/fr/articles/avec-le-changement-climatique-la-menace-de-nouveaux-conflits>
- World Bank, *Doing Business* (2015). *Going Beyond Efficiency*, 12^e edit. www.doingbusiness.org/reports/global-reports/doing-business-2015
- World DataBank, World Development Indicators. (2014). <https://databank.worldbank.org/reports.aspx?source=World-Development-Indicators>
- World-Bank (2019). Sahelian countries must accelerate growth and prioritize climate adaptation to alleviate poverty and address food insecurity - new World Bank Group report. Press release n°2023/006/AFW: <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/09/19/sahelian-countries-can-boost-and-diversify-their-economies-to-take-on-the-climate-crisis-and-food-insecurity>

Security Challenges and Climate Injustice in the Sahel

A Brief Overview of Existing Research

Cheikh Cissé

Lecturer and Associate Researcher at the African Studies Centre
University of Leiden, Netherlands

cisse27@yahoo.fr

Abstract

The Sahel, a geographical region of Africa located between the Sahara and sub-Saharan Africa, is strongly affected by climate change issues. Although many challenges have been identified, few scientific studies clearly establish the links between the impacts of that change and security issues in that area. Based on a comparison of empirical data and scientific studies collected from specialized sources from different countries in the region, this article sets out to demonstrate the climate injustice experienced by developing countries, including the Sahelian countries, due to their economic lag behind developed countries. The article then makes a detailed analysis focusing on the correlation between the consequences of this change, both regional and specific to each Sahel country, and the many security challenges - particularly human security - that they face.

Keywords

Sahel, climate change, climate injustice, security challenges, developing countries

How to cite this paper:

Cissé, C. (2024). Security Challenges and Climate Injustice in the Sahel: A Brief Overview of Existing Research. *Global Africa*, (5), pp. 241-250. <https://doi.org/10.57832/sxhj-9938>

Received: April 3, 2023

Accepted: December 21, 2023

Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



Introduction

Climate change, with its disproportionate effects on countries in the South, is a global concern, particularly for countries in the Sahel, where extreme temperatures, rising sea levels, resource scarcity and food crises are real (IPCC, 2021). This vulnerability is accentuated by the low level of economic development of Sahelian countries (De Bandt et al., 2021). At the same time, in addition to its security implications, it pushes countries towards the “planetary limits”, threatening existence and quality of life, while wealth is increasingly financialized and polarized (Steffen et al., 2015; Carroué, 2015).

In order to analyze the consequences of global warming and security challenges, particularly human ones, through the lens of injustice, the Sahel region is chosen here as a case study because of its numerous economic and environmental challenges such as poverty, malnutrition, recurring droughts and floods (Oxfam, 2022), as well as evidence of sustainable development challenges exacerbated by this change according to the IPCC (2022). According to a World Bank Group report for five Sahel countries (Burkina Faso, Chad, Mali, Mauritania and Niger), up to 13.5 million people are at risk of falling into poverty due to climate shocks, requiring urgent adaptation measures. These challenges call for the implementation of resilience strategies, particularly in terms of human security in most countries in the region. In addition, global initiatives such as the Kyoto Protocol¹, the Paris Agreement – COP 21², and more recently COP 27 in Egypt and COP 28 in Dubai – now highlight the urgency of an international solidarity action to deal with the various effects of global warming, particularly in the countries of the South

The main objective of this article is to demonstrate that disparities in economic development exacerbate climate injustice between countries and generate challenges, particularly security ones, highlighting the issue of human security in the Sahel region.

Methodology and Plan

The methodology adopted is based on a holistic approach starting with a review of the available scientific literature on climate change, climate injustice and security challenges, especially human, in the Sahel region. This review includes a careful analysis of available statistical data, relevant institutional reports issued by international and regional organizations, as well as previous studies carried out in the region. In addition, the methodology also includes an in-depth study of academic research published in specialized journals, allowing an in-depth understanding of the dynamics at play. This multidisciplinary approach aims to understand the different aspects and implications of climate injustice and security challenges in the Sahel region, taking into account the diverse perspectives and contributions of the scientific community.

The article begins by outlining the problem of climate injustice between the North and the South, as revealed by the disproportionate effects of global warming. It then shows how disparities in economic development exacerbate this injustice and generate security challenges, with a particular focus on human security in the Sahel region, before concluding by proposing avenues of reflection and action for resilience in the face of the consequences in the Sahel.

1 This is the conclusion of a 1997 agreement which recommended emissions quotas by country to achieve an overall reduction in greenhouse gas emissions of 5% over the period 2008-2012. Many countries in the North have ratified the Kyoto Protocol, particularly the European Union countries but the United States, among the largest polluters in the world with more than 36% of the world's total greenhouse gases emitted, refused to do so.

2 The goal of the Paris Agreement is to limit global warming to a level well below 2°C, preferably 1.5°C compared to the pre-industrial level. To do this, it is necessary to drastically reduce carbon emissions by initiating an energy transition, moving from fossil fuels to renewable energies.

Climate change: a clear sign of injustice between North and South

The impacts of climate change in the Sahel can be understood through the **lens** of socio-economic injustices between countries, providing information on the challenges they present. Fossil fuels, the main emitters of greenhouse gas³ (GHG) emissions such as carbon dioxide (CO₂), methane (CH₄), nitrous oxide (N₂O) as well as fluorinated derivatives (HFC, PFC, SFC), have harmful repercussions on the atmosphere, leading to direct consequences on the climate. The combustion of fossil fuels, including coal, oil and gas, emits carbon dioxide, the main contributor to global warming (Nunez, 2023). The IPCC (2018) found that in 2018, 89% of global CO₂ emissions came from fossil fuels and industry. In addition, energy use only contributes to climate change through the combustion of fossil fuels, accounting for around 80% of global GHG emissions. This combustion generates harmful emissions such as sulfur dioxide, nitrogen oxide and fine particles, all of this having deleterious consequences on the environment and the climate (Denchak, 2022).

CO₂ emissions per capita in Africa, particularly in the Sahel region, are low compared to the rest of the world, representing around 3% of global emissions (Jeune Afrique, 2023). Despite economic and demographic growth which multiplied them eightfold between 1960 and 2020 reaching 1,326 million tons of CO₂, in 2019, they were around 0.7 tons of carbon, three times more than in 1950. The World Bank (2023) highlights that these African emissions remain lower than those of China (7.6 tons per capita), Japan (8.5 tons per capita) and the United States (14.7 tons per capita).

Furthermore, due to the detrimental effects of GHG emissions on the atmosphere, the threat is becoming global, affecting not only the economy, the social and political aspects, but also security aspects. The Solana Madariaga report (2008) describes it as a catalyst for various threats, reinforcing the already existing trends, tensions and instabilities. Africa is identified in this report as “one of the continents most exposed to climate change due to multiple constraints and limited adaptation capacity”. Despite their low overall contribution to global emissions, African countries experience more pronounced effects. This is illustrated by the following examples from a number of Sahel countries, demonstrating the disproportionate impact of climate injustice.

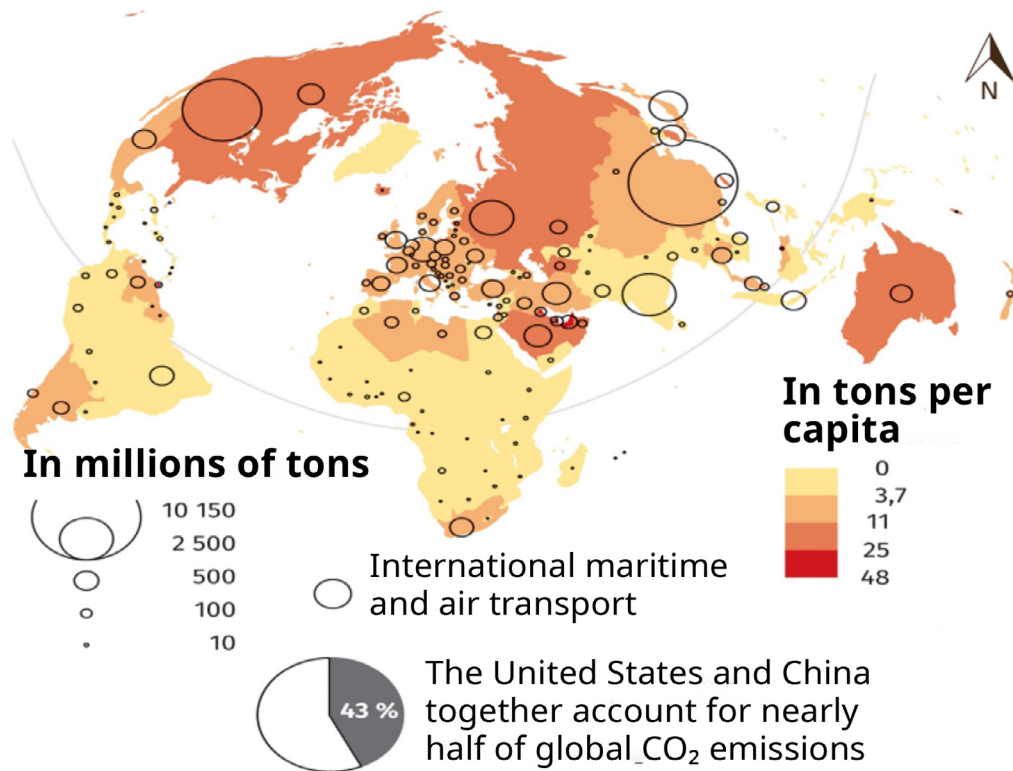
The work of Keilar et al., (2023) around Lake Fitri in Chad, has revealed the consequences through spatio-temporal variations in rainfall, a decrease in the number of rainy days, an increase in temperatures and wind, causing a decrease in the water level as well as the degradation of plant cover and soils.

In Burkina Faso, there have been significant variations in rainfall since the drought episodes of the 1970s, with consequences for agricultural production and water availability in different areas of the country (Karambiri & Gansaonre, 2023). Similarly, in the south-west of the country, natural and anthropogenic factors, such as the temporal distribution of rainfall, are adversely affecting rice production. These challenges, in addition to other effects of climate change, require, according to Sanou and Hien (2022), the development of new rice varieties and adapted farming practices to improve agricultural production in the region.

Global warming also affects agricultural production in the Sudano-Sahelian area. In Mali, for example, the low yield of sorghum is attributed to this phenomenon and low soil fertility. Similarly, Togo et al., (2023), in their work, show that organo-mineral fertilization can improve sorghum yield in this region.

In addition, Map 1 establishes climate injustice on a global scale, showing that the main CO₂ emitters in 2016 - and therefore the main contributors to disruption - are to be found in the developed countries of the Northern Hemisphere, Australia, New Zealand and the countries of the Persian Gulf. Southern countries contribute little, as they are less industrially developed.

³ Carbone 4, a consultancy firm specializing in the energy transition, indicates that 80% of global GHG emissions associated with energy use come from CO₂ released into the atmosphere by the combustion of fossil fuels (Joly et al., 2023).



Map 1: CO₂ emissions by country in 2016

Source : Global Carbon Project, *Carbon Budget2017*, www.globalcarbonproject.org,
Cheikh Cisse's rehabilitation.

This fact suggests that climate change should be seen as an injustice. The most vulnerable countries are those having contributed least to its origin. As a result, resilience initiatives are becoming an international imperative, particularly for poor and emerging countries, requiring support to adapt (Georgieva et al., 2022). Ongoing inaction could prove more costly than taking strong action, and economic damage could reach \$1,700 billion per year if the current rate of warming continues⁴. This observation is also confirmed by a study carried out by the Potsdam Institute for Climate Impact Research (2023) which concludes that “doing nothing about climate change would be more costly than taking action”. In the Sahelian countries, the lack of resources and the absence of immediate responses for essential services partly constitute obstacles to the implementation of strategies to consume less fossil fuels in an uncertain future.

On the other hand, it is important to note that these Sahelian countries, thanks to their vernacular, indigenous knowledge, can also position themselves as pioneers in terms of adaptation, agroecological and energy transition. Initiatives such as the International Agroecological Movement for Africa aim to revolutionize African agriculture on a sustainable basis and encourage the transition to environmentally friendly practices⁵, favorable to climate resilience. In addition, research carried out on productive systems and the agroecological transition in family farming in West Africa highlights

4 <https://www.letemps.ch/economie/linaction-climatique-coute-plus-cher-prise-mesures-fortes>

5 <https://www.afrik21.africa/en/africa-a-charter-on-agroecology-is-born/>

the essential role of local knowledge and agroecological practices (zai⁶, agroforestry⁷, etc.) in the promotion of sustainable and more resilient agriculture facing the effects of global warming (AFSA, 2016). For example, in Mali, in the rural commune of Mafouné, the drop in precipitation and increase in temperatures have caused a drop in agricultural yields, loss of soil fertility, early drying up of surface water sources, the indebtedness of farmers and the intensification of the rural exodus. To cope with these harmful effects of climate change, farmers have implemented adaptation strategies such as the use of short-cycle varieties, the adoption of anti-erosion techniques, reforestation and diversification of activities (Ouattara et al., 2019). In a similar approach in Niger, the work of Abdou et al., (2021) examined the technical impacts of restoring degraded lands on plant survival and growth. The results demonstrated that these techniques improve soil water conditions and promote the survival and growth of plant species (Abdou et al., 2021). In the pastoral zone of the same country, Garba et al., (2023) sought to improve the estimation of forage biomass using the multiple linear regression method, thus highlighting the importance of such approaches for a better understanding of natural resources in the region.

Furthermore, climate justice is a principle integrated into various international agreements. The United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) has set an annual target of \$100 billion for funds from developed countries in the North to help countries in the South to adapt. The Paris Agreement (2015) promotes “common but differentiated responsibilities”, emphasizing the need for countries in the North to reduce their emissions and help countries in the South. This recommendation aligns with Rawls’ theory (1971) advocating “maximization of the fate of the most disadvantaged ones”. However, this North-South solidarity initiative in favor of climate justice remains ineffective. COP 27 in Sharm el-Sheikh revealed unmet demands, highlighting negotiating imbalances, particularly with regard to funding promised to poor countries. Some major polluters such as the United States and China, refuse to admit their significant impact, exacerbating climate injustice.

Most African countries lack the influence to impose decisions, and find themselves, as it were, having to pay back sums to solve a problem largely created by the lending developed countries. Faced with these economic, environmental and ethical challenges, climate activists and defenders in both the industrialized North and the South are increasingly resorting to the notion of “climate justice” to defend the rights of developing countries in international negotiations.

The impacts of climate change and security challenges in the Sahel

The complex interactions between the effects of warming and security challenges in the Sahel, although sometimes not directly correlated, require in-depth analysis focused on human security. The very conception of the term “security” varies from one context to the other. In the Sahel, it is part of a holistic approach encompassing the well-being of individuals and communities over and above major geopolitical threats. It involves protection against various threats, including food security, access to water, health, education, and resilience. The links between climate injustice and its consequences on human security are therefore major challenges in the Sahel region (Doumbia, 2013). The challenges faced by local communities, leading to direct repercussions on livelihoods, the economy and stability, often associated with conflicts of which climate change is the main trigger. The region has suffered significant consequences such as food shortages and water militarization, acting as aggravating factors to existing tensions (Werrell & Femia, 2018). The impacts of warming are often seen as additional stresses in areas of protracted conflict likely to generate new conflicts or intensify existing ones (Denton, 2016).

6 Zai is a traditional method consisting of making small excavations (called zai) in the ground to retain rainwater and promote crop growth, particularly beneficial during periods of drought (AFSA, 2016).

7 In Niger, agroforestry is widely adopted. Farmers plant fruit trees and woody species in their fields to improve soil fertility, prevent erosion and generate additional income through the marketing of non-timber forest products. (AFSA, 2016).

Box: The Sahel, a region highly exposed to climate change

The Sahel, stretching from the Senegalese Atlantic coast to the Eritrean-Djiboutian Red Sea, comprises ten countries: Burkina Faso, Cameroon, Gambia, Guinea, Mali, Mauritania, Niger, Nigeria, Senegal and Chad. These countries, located in areas under the influence of the Gulf of Guinea monsoon and harmattan winds from the Sahara, have specific physical and natural characteristics (Toupet, 1992; Raynaut, 1997). They are characterized by a sandy strip covering more than 7 million km², with a significant demographic density, counting 135 million inhabitants in 2014 (Haub & Kaneda, 2014). Some larger countries, such as Mali and Niger, include a large part of desert and therefore have low population densities, generally below 20 people per km². On the other hand, smaller ones, like Senegal with access to the sea, have higher population densities, often exceeding 50 people per km². Landlocked Burkina Faso has a density of 65 people per km², while Gambia exceeds 150 people per km² (Haub & Kaneda, 2014).

The region's gross domestic product (GDP), calculated in purchasing power parity, remains relatively low, varying from around \$900 to less than \$3,000 per capita, with the main sources of income coming from natural resources such as oil and minerals (World-Bank, 2014). According to the World Bank's 2015 "Doing Business" report, these countries are ranked among the least attractive for business, largely due to their history of political instability (World-Bank, 2015). In addition, the World Bank identifies half of the Sahel countries as "fragile states"⁸, characterized by low income, recurring situations of insecurity and multiple climatic hazards.

The terrible drought episodes of the 1970s and 1980s caused significant human and material losses, including unpredictable harvests in countries such as Mali, Mauritania, Niger, Senegal and Burkina Faso. These events led to the destruction of entire neighborhoods, demonstrating the extent of the damage suffered. The interest of climatologists in the Sahel is justified by the most severe periods of rainfall deficit ever recorded in the 20th century according to Hulme (2001), Jones and Hulme (1996), and Dai et al. (1998). This comes even though the region has always experienced alternating cycles of dry and wet seasons, as noted by Nicholson (2005, 2013, 2014).

Map 2: The Sahel region



Source: Population Reference Bureau (PRB) :<https://www.prb.org/resources/defis-demographiques-du-sahel/>, Cheikh Cisse's readaptation, 2024.

Highly vulnerable to global warming due to its precarious socio-economic balance, the Sahel has experienced an increase in heavy rainfall since 1990, leading to flooding and changes in the use of arable land (Heinrigs, 2010). For example, the variation in rainfall in the "Terres neuves" of eastern Senegal has had significant impacts on agricultural activities, in particular the cultivation of cereals

8 World Bank, "Harmonized List of Fragile Situations FY14". <http://siteresources.worldbank.org/EXTLICUS/Resources/5117771269623894864/HarmonizedlistoffragilestatesFY14.pdf>

such as millet, corn and peanuts. Since the 1970s, disturbances such as heavy rainfall, downpours, regular interruptions in rainfall, late start and early end of the rainy season have been observed, thereby affecting crop productivity (Faye et al. , 2018).

This is further exacerbated by exponential population growth and accelerated urbanization, with projections estimating a six-fold increase in the population of Sahel countries by 2100 (Heinrigs, 2010). Growing urbanization and the increase in low-income urban populations intensify heat stress, which is particularly harmful to young people, the elderly, and those with health problems. It also affects the water infiltration capacity of the soil. These conditions led to flooding, forcing many people to leave their homes and affecting more than 700,000 people from Niger to Chad in 2020 (UN-INFO, 2020).

Across the Sahel, around 70% of the active population is employed in the agricultural sector, and it contributes 30% to GDP. In Mali, agriculture employs 80% of the workforce and represents 40% of the GDP. Although mainly oriented towards food crops such as millet and sorghum, as in other Sahelian countries (Senegal and Niger), agriculture in the region also includes export activities, notably cotton and peanuts (French Senate, 2016). This dependence on agricultural activities without viable alternatives, increases its vulnerability to climate change with significant repercussions on food security and the risks of potential conflicts (Heinrigs, 2010). In addition, the region, facing environmental degradation, poverty, food insecurity, rapid population growth, gender inequality, political instability, and pre-existing conflicts (Alliance Sahel, 2019), is among the most vulnerable to the impacts of global warming. This could lead to increased levels of deprivation and collective conflict (Tesfaye, 2022).

Then, the Sahel countries are faced with episodes of extreme heat. Climatology experts predict an increase in the temperature of the Sahel of 3 to 5°C by 2050, and potentially up to 8°C by 2100 (Potts et al., 2013). Concretely, the increase in average temperatures between 1980-1999 and 2080-2099, confirmed by the IPCC (2007), is around + 3°C in coastal areas (Senegal), + 4°C in the continental part of the Sahel. (Niger, Mali, Burkina Faso), *i.e.* 1.5 times more than on a global scale. A temperature rise of 2°C could lead to a rise in sea levels of around 60 to 80 cm by 2080, with regional variations. In the 4°C warming scenario, this increase could reach 100 cm by the 2090s (Potsdam Institute for Climate Impact Research, 2013). This rise in sea level and coastal erosion could reach up to “one to two meters per year in Senegal...” (GEO, 2019). These climatic events have multiple consequences, such as the impoverishment of populations dependent on artisanal fishing, agriculture and pastoralism due to drought. Likewise, they affect the availability of water resources, pastures and arable land, intensifying tensions and rivalries between communities. These situations lead to massive displacements towards milder regions described by the term “environmental refugees” (El Hinnawi, 1985) introduced by UNEP as well as an increase in human security problems in each country in the region.

In short, climate change is creating a vicious circle that is undermining the resilience of communities to both environmental change and human security issues in the Sahel (UNHCR, 2022). Rising temperatures, extreme weather conditions, desertification, land degradation and flooding are disrupting livelihoods, food security and causing mass displacement, undermining the resilience of local populations. An in-depth analysis of the history of conflicts and displacements in the Sahel reveals the essential role of climate change impacts as a trigger for these human security phenomena (De Satgé, 2023), thus requiring efficient measures and actions for the resilience of the communities.

Some avenues for reflection and action

Climate change, through the prism of the unequal consequences suffered by the Sahelian countries to the detriment of the Northern countries as demonstrated in the previous points, is intrinsically linked to human security issues creating a complex context that requires a more detailed analysis. From this perspective, several avenues of reflection and action may emerge to address these multidimensional challenges.

First of all, the promotion of local adaptation through an approach that we describe as “glocal”. This approach insists on rooting responses to the consequences of climate change in the specific socio-cultural contexts of the Sahel region. By adopting local measures tailored to the realities and specificities of each Sahel country in terms of the effects they face, while also having global implications, such an approach could prove more effective than standardized international solutions.

At the same time, it is imperative to address the international political challenges that inevitably emerge. The economic, environmental and ethical implications of warming accentuate political difficulties on a global scale, particularly in terms of equitable distribution of negotiating and decision-making power at climate conferences. Equitable consideration of all countries’ concerns regarding resilience to climate change is necessary to address its multiple impacts, including human security concerns in the Sahel region.

In addition, in-depth reflection on human security is emerging as a fundamental component. The approach to security in the Sahel region should not be limited to its physical dimension, linked to the various forms of conflict, but should be considered more broadly. This includes access to water, food and other basic services. Understanding and managing security issues are essential prerequisites for their effective resolution in the Sahel region.

By highlighting the need for a holistic approach, these ideas underline the importance of considering the local, international and human dimensions of security in the face of the impacts of climate change in the Sahel region. Such an approach appears to be a strong incentive to face up to the complex and interconnected challenges arising from this ever-changing environmental dynamic.

Conclusion

In the final analysis, inequalities in economic development are closely aligned with the climate injustice suffered by countries in the South, particularly those in the Sahel. Although these countries emit fewer greenhouse gases than the North, they suffer disproportionately from the negative repercussions of global warming. This injustice generates a myriad of consequences, transforming the Sahel region into a theater of protean security challenges, including human security.

Faced with this reality, it appears appropriate for the Sahel countries to move away from the recommendations of international climate conferences which have so far only proved their inadequacy. It becomes imperative to seek solutions anchored in their specific socio-cultural contexts, adopting a “glocal” approach that combines locally adapted measures with global implications. This change in approach could offer more effective responses that are better adapted to the real challenges of the region, thus overcoming the barriers encountered to date in standardized international approaches. By adopting this global approach, Sahel countries can consider more viable resilience strategies in the face of the impacts of climate change, while taking into account their specific realities and contributing to a global approach to climate justice.

Bibliography

Abdou, A., Saley, K., Ali, M., & Aboubacar, I. (2021). Impacts d'une technique de restauration de terre dégradée sur la survie et la croissance des plants de quatre espèces de combretaceae en zone sahélienne du Niger. *European Scientific Journal*, 17(43), 134. <https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n43p134>

AFSA (2016). *Agroecology: The Bold Future of Farming in Africa*. AFSA & TOAM. <https://www.alimenterre.org/system/files/ressources/pdf/1070-agroecology-the-bold-future-of-farming-in-africa.pdf>

Alliance Sahel (2019). *Results report 3 years of Sahel Alliance*. <https://www.alliance-sahel.org/en/results-report-3-years/climate-change/>

- Carroué, L. (2015). *La planète financière. Capital, pouvoirs, espaces et territoires*. Armand Colin. <https://www.cairn.info/la-planete-financiere--9782200601294-page-147.htm>
- Dai, A., Trenberth, K. E., & Karl, T. R. (1998). Global variations in droughts and wet spells: 1900-1995. *Geophysical Research Letters*, 25, 3367-3370. <https://www2.cgd.ucar.edu/staff/trenberth/trenberth.papers/PDSI-GRL-98-Paper.pdf>
- De Bandt, O., Jacolin, L., & Lemaire, T. (2021). *Changement climatique dans les pays en développement : effets du réchauffement climatique, mécanismes de transmission et politiques d'adaptation*. Banque de France. <https://publications.banque-france.fr/changement-climatique-dans-les-pays-en-developpement-effets-du-rechauffement-climatique-mecanismes>
- De Satgé, R. (2023). *Climate change, conflict and displacement across the Sahel*. storymaps.arcgis.com. <https://storymaps.arcgis.com/stories/f7b65d87903d4169a719d0ea2f386a5f>
- Denchak, M. (2022). *Fossil Fuels: The Dirty Facts*. NRDC. <https://www.nrdc.org/stories/fossil-fuels-dirty-facts>
- Denton, F. (2016). Changements climatiques et conflits : inversement des rôles ou nouvelles tensions et inégalités ? *Chronique ONU*, 52(4). <https://doi.org/10.18356/01820204-fr>
- Doumbia, M. K. (2013). *Genre, changement climatique et sécurité humaine dans le Sahel*. Le hub rural. <https://www.hubrural.org/Genre-changement-climatique-et.html?lang=fr>
- El Hinnawi E. (1985). Environmental refugees. *PNUE*, 41 p. <https://digitallibrary.un.org/record/121267>
- Faye, M., Fall, A., Faye, G., & Van Hecke, E., (2018). La variabilité pluviométrique et ses incidences sur les rendements agricoles dans la région des Terres neuves du Sénégal oriental. *Belgeo* [En ligne], 1, mis en ligne le 20 juin 2018, consulté le 24 février 2024. <https://journals.openedition.org/belgeo/22083>
- Garba, I., Abdourahamane, Z. S., Sanoussi, A. A., & Salifou, I. (2023). Optimisation de l'évaluation de la biomasse fourragère en zone sahélienne grâce à l'utilisation de la méthode de régression linéaire multiple en conjonction avec la stratification. *European Scientific Journal*, *ESJ*, 19(33), 52. <https://doi.org/10.19044/esj.2023.v19n33p52>
- GÉO (2019). Le Sahel au cœur des enjeux du changement climatique. *Géo* [en ligne]. <https://www.geo.fr/environnement/le-sahel-au-coeur-des-enjeux-du-changement-climatique-198917>
- Georgieva, K., Gaspar, V., & Pazarbasioglu, C. (2022). *Les pays pauvres et vulnérables ont besoin de soutien pour s'adapter au changement climatique*. FMI. <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2022/03/23/blog032322-poor-and-vulnerable-countris-need-support-to-adapt-to-climate-change>
- GIEC (2007). Résumé à l'intention des décideurs. In S. Solomon, D. Qin, M. Manning, Z. Chen, M. Marquis, K.B. Averyt, M. Tignor, & H. L. Miller (éd.), *Changements climatiques 2007 : Les éléments scientifiques*. Contribution du Groupe de travail I au quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Cambridge University Press.
- GIEC (2018). Matthews, J.B.R. (éd.). Annexe I: Glossaire. In V. Masson-Delmotte, P. Zhai, H. O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M. I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor et T. Waterfield (dirs.), *Réchauffement planétaire de 1,5 °C*. GIEC, sous presse. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/SR15_Summary_Volume_french.pdf
- GIEC (2021). Résumé à l'intention des décideurs. In: *Changement climatique 2021: les bases scientifiques physiques*. Contribution du Groupe de travail I au sixième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [publié sous la direction de Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T.K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu, et B. Zhou]. Cambridge University Press: https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WG1_SPM_French.pdf
- Haub, C., & Kaneda, T. (2014). *2014 World Population Data Sheet*. Population Reference Bureau. https://www.prb.org/wp-content/uploads/2015/01/2014-world-population-data-sheet_french.pdf
- Heinrigs, P. (2010). *Security Implications of Climate Change in the Sahel Region: Policy considerations*. OECD. <https://www.oecd.org/swac/publications/47234320.pdf>
- IPCC Report (2022). *Impacts, adaptation et vulnérabilité*. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/>
- IPCC Report (2023). *Climate Change*. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/>
- Jeune Afrique (2023). L'Afrique face aux enjeux climatiques : tout comprendre en infographies. *Jeune Afrique* [en ligne]. <https://www.jeuneafrique.com/1503662/societe/lafrique-face-aux-enjeux-climatiques-tout-comprendre-en-infographies/>
- Joly, A., Rouault, B., De Montmarin, S., margo, M., Grillet, C., & Arduin, I. (2023). *Les idées reçues sur l'énergie et le climat*. Carbone 4. <https://www.carbone4.com/analyse-faq-energie-climat>
- Jones, P.-D., & Hulme, M. (1996). Calculating regional climatic time series for temperature and precipitation: Methods and illustrations. *International Journal of Climatology*, 16, 361-377: <https://research-portal.uea.ac.uk/en/publications/calculating-regional-climatic-time-series-for-temperature-and-pre>
- Karambiri, B. L. C. N., & Gansaonre, R. N. (2023). Variabilité spatio-temporelle de la pluviométrie dans les zones soudaniennes, soudano-sahélienne et sahélienne du Burkina Faso. *European Scientific Journal*, 15(1). <https://ejournal.org/index.php/esj/article/view/16506>
- Keilar, A.T., Djeko, M.D., Yameogo, V. B. (2023). Changements climatiques et évolution des écosystèmes autour du

- lac Fitri en zone sahélienne du Tchad. *Int. J. Biol. Chem. Sci.* 17(5), 2037-2047. [10.4314/ijbcs.v17i5.21](https://doi.org/10.4314/ijbcs.v17i5.21)
- La Banque Mondiale (2020). Emissions de CO2 (tonnes métriques par habitant) en Afrique entre 1990 et 2000 - Centre d'analyse des informations relatives au dioxyde de carbone, division des sciences de l'environnement, Oak Ridge National Laboratory, Tennessee, États-Unis : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EN.ATM.CO2E.PC?locations=A9>
- Nicholson, S.-E. (2005). On the question of the "recovery" of the rains in the West African Sahel. *Journal of arid environments*, 63(3), 615-641. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0140196305000509?via%3Dihub>
- Nicholson, S.-E. (2013). The West African Sahel: A review of recent studies on the rainfall regime and its interannual variability. *ISRN Meteorology*. <https://www.hindawi.com/journals/isrn/2013/453521/>
- Nicholson, S.-E. (2014). Climate change and the politics of causal reasoning: the case of climate change and migration. *The Geographical Journal*, 180(2), 151-160. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S001671852200241X>
- Nunez, C. (2023). *Tout comprendre sur les énergies fossiles*. www.nationalgeographic.fr. <https://www.nationalgeographic.fr/environnement/tout-comprendre-sur-les-energies-fossiles>
- ONU-INFO (2020). *Inondations au Sahel : au moins 112 morts et plus de 700 000 personnes affectées (HCR)*. ONU. <https://news.un.org/fr/story/2020/09/1078132>
- Ouattara, I., Diarra, Y., & Mariko, S. (2019). Étude des impacts des changements climatiques sur les activités agricoles dans la commune rurale de Mafouné, cercle de Tominian, région de Ségou au Mali. *European Scientific Journal*, 15, 1857-7881. <http://dx.doi.org/10.19044/esj.2019.v15n11p121>
- Oxfam (2022). À la découverte du Sahel, la porte entre deux Afriques. www.oxfam.org. <https://www.oxfamfrance.org/financement-du-developpement/qu-est-ce-que-le-sahel/>
- Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK) (2013). *4°, baissions la chaleur : phénomènes climatiques extrêmes, impacts régionaux et plaidoyer en faveur de l'adaptation*. Banque mondiale. <https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/4degrees%20regional%20summary%20FRE%20complete.pdf>
- Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK) (2023, November, 23). A fifth higher: Tropical cyclones substantially raise the Social Cost of Carbon. *ScienceDaily*. <https://www.sciencedaily.com/releases/2023/11/231123164734.htm>
- Potts, M., Zulu, E., Wehner, M., Castillo, F., Henderson, C. (2013). *Crisis in the sahel. Possible Solutions and the Consequences of Inaction*. The OASIS Initiative.
- Rawls, J. (1971). *A Theory of justice*. Harvard University Press. <https://philarchive.org/archive/DAVJRA>
- Raynaut, C. (1997). *Sahels : diversité et dynamiques des relations sociétés-nature*. Karthala. <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010025407>
- Sanou, B. C., & Hien, E. (2022). Contraintes de la production rizicole en zone soudano-sahélienne : cas du basfond de Lofing, sud-ouest du Burkina Faso. *Int. J. Biol. Chem. Sci.*, 16(6), 2573-2584. [10.4314/ijbcs.v16i6.9](https://doi.org/10.4314/ijbcs.v16i6.9)
- Sénat français (2016). *Sahel : repenser l'aide publique au développement*. Rapport d'information n° 728, déposé le 29 juin 2016. <https://www.senat.fr/rap/r15-728/r15-7281.html>
- Solana Madariaga, J. (2008). *Changements climatiques et sécurité internationale*. Commission européenne. https://www.consilium.europa.eu/media/30861/fr_clim_change_low.pdf
- Steffen, W., Wendy, B., Lisa, D., Owen, G., & Cornelia, L. (2015). The trajectory of the Anthropocene: The Great Acceleration. *The Anthropocene Review*, 1(2), 1-18. <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/2053019614564785>
- Tesfaye, B. (2022). *Climate Change and Conflict in the Sahel*. Discussion Paper Series on Managing Global Disorder, n° 11. www.cfr.org. <https://www.cfr.org/report/climate-change-and-conflict-sahel>
- Togo, S., Sogodogo, D., Dembele, J. S. B., & Dembele, S. G. (2023). Effet de la fertilisation organo-minérale sur le rendement du sorgho dans la zone soudano-sahélienne du Mali. *Int. J. Biol. Chem. Sci.*, 17(5), 1841-1855. [10.4314/ijbcs.v17i5.6](https://doi.org/10.4314/ijbcs.v17i5.6)
- Toupet, C. (1992). *Le Sahel*. Nathan. https://www.persee.fr/doc/geoca_0035-113x_1993_num_68_2_5968
- UNHCR (2022). *L'ONU met en garde contre l'aggravation des conflits et des déplacements au Sahel en l'absence de mesures climatiques immédiates*. www.unhcr.org. <https://www.unhcr.org/fr/actualites/news-releases/lonu-met-en-garde-contre-laggravation-des-conflits-et-des-deplacements-au>
- Werrell, C. E., & Femia, F. (2018). *Avec le changement climatique, la menace de nouveaux conflits*. Unesco. courier.unesco.org. <https://courier.unesco.org/fr/articles/avec-le-changement-climatique-la-menace-de-nouveaux-conflits>
- World Bank, *Doing Business* (2015). *Going Beyond Efficiency*, 12^e edit. www.doingbusiness.org/reports/global-reports/doing-business-2015
- World DataBank, World Development Indicators. (2014). <https://databank.worldbank.org/reports.aspx?source=World-Development-Indicators>
- World-Bank (2019). Sahelian countries must accelerate growth and prioritize climate adaptation to alleviate poverty and address food insecurity - new World Bank Group report. Press release n°2023/006/AFW: <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/09/19/sahelian-countries-can-boost-and-diversify-their-economies-to-take-on-the-climate-crisis-and-food-insecurity>



Baye Mballo Kébé
2023
019

©Trompette note, Baye Mballo Kébé, 2023

Que peut l'intellectuel face au monstre ?

Conversation sur le Sénégal

Mamadou Diouf

Professeur d'histoire
Université Columbia, New York
md2573@columbia.edu

Felwine Sarr

Professeur d'études Romanes
Université de Duke, Caroline du Nord
felwine@gmail.com


Introduction

Le 11 février 2024, s'est tenue, entre sidération, colère et appréhension, une veillée citoyenne à la Cité des Enseignants du supérieur de Mermoz, initiée par des universitaires de l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar. Cette veillée s'est tenue en réponse au coup d'État constitutionnel orchestré par le président Macky Sall, qui a plongé le pays dans une crise politique sans précédent. La séquence qui s'est déroulée au Sénégal, les 3 et 5 février 2024, a marqué en effet un tournant majeur dans son histoire politique. Pour la première fois, un président de la République, démocratiquement élu au terme d'un combat acharné pour la défense de la Constitution, a, du haut de son pouvoir décréto¹, unilatéralement arrêté le processus devant mener à l'élection de son remplaçant, jetant la stupeur dans la population. Pour parachever ce coup, l'Assemblée nationale, forte de l'alliance improbable entre la majorité présidentielle et le Parti démocratique sénégalais (PDS), parti qui avait été écarté du pouvoir en 2012 et les dirigeants poursuivis et traqués au nom de la lutte contre l'enrichissement illicite, a voté une loi constitutionnelle actant à la fois le report de l'élection présidentielle de dix mois et la prorogation du mandat du chef de l'État. Par ce vote, qui a eu lieu hors de la présence des députés de l'opposition expulsés de l'hémicycle à la suite de l'intervention des forces de sécurité, elle a

¹ En abrogeant le décret portant convocation du collège électoral pour l'élection présidentielle prévue le 25 février 2024.

How to cite this paper:

Diouf, M., & Sarr, F. (2024). Que peut l'intellectuel face au monstre ? Conversation sur le Sénégal. *Global Africa*, (5), pp. 252-255.
<https://doi.org/10.57832/ajy0-jm54>

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/) 

allègrement violé l'article 103 de la constitution, lequel déclare intangibles ses dispositions relatives au mandat du président de la République. Les émeutes qui s'ensuivirent firent quatre morts, dont deux étudiants de l'université Gaston-Berger de Saint-Louis.

Sous le thème « Crise politique et impact sur les universités sénégalaises », la veillée a réuni un nombre significatif d'enseignants et d'étudiants dans un contexte marqué par la fermeture de l'université Cheikh Anta Diop depuis les manifestations du 1^{er} juin 2023. Diffusée en direct sur diverses plateformes, cette veillée a offert un espace de dialogue et de débat où d'éminentes figures telles que Mamadou Diouf et Pr Felwine Sarr ont pris part à la discussion. Au cœur des échanges se trouvait la question cruciale de la figure de l'homme politique comme « monstre », cette métaphore ordinaire du politique que mobilisent les Sénégalais, image qui renvoie à la violence de l'État et des structures de domination, à la dépossession et à l'oppression des masses. Le débat était l'occasion de penser le type d'engagement des intellectuels face au monstre et la place des universitaires dans cette crise politique et de leur rôle dans la préservation des valeurs démocratiques et des libertés fondamentales au Sénégal.

Mamadou Diouf : *La fermeture de l'université est l'une des preuves les plus importantes de l'effondrement de la démocratie sénégalaise.*

Il est aujourd'hui indéniable que la situation que le Sénégal traverse est proprement une humiliation historique pour un Sénégalais. Une humiliation historique parce qu'elle correspond à un moment où le chef de l'État sénégalais, et la classe politique qui est avec lui, sont en train de piétiner notre expérience démocratique. Que cette expérience démocratique soit limitée ou non, cela montre, parfois, des signes très graves de perversion. Cette démocratie, nous avons constamment essayé de la préserver, de l'élargir – parfois dans la violence, mais le plus souvent dans la concertation. Je pense que c'est cela qui a permis de créer au Sénégal une culture et des attitudes politiques qui ont alimenté ce que l'un de mes collègues anglais, Donal Cruise O'Brien, ami de mon ami Momar Coumba Diop, a qualifié de « *success history* » sénégalaise. Une expression que je traduis par « expérience réussie » ou « réussite historique » du Sénégal.

La stabilité politique sénégalaise est le résultat de la capacité des acteurs politiques, souvent dans la confrontation, à se donner le temps de la réflexion, de s'arrêter et de s'accorder sur une solution. La preuve de cette extraordinaire réussite des Sénégalais est signalée par la réaction de la communauté internationale démocratique et libérale ; elle encourage les Sénégalais à préserver et élargir leur expérience démocratique si singulière en Afrique. Un engagement qui atteste effectivement une expérience historique particulière. Le Sénégal demeure une boussole dans l'océan des autoritarismes africains. C'est la raison pour laquelle les démocrates du monde entier sont attachés à l'expérience démocratique sénégalaise. Une expérience que les citoyens se sont évertués à approfondir, dans des environnements répressifs, plus particulièrement, au cours des douze années de la présidence de Macky Sall.

Aujourd'hui nous devons être les gardiens de ce temple, dans un environnement où s'accumulent tous les dangers et une violence qui essaie de se faire une place dans l'espace public. Au cours du dernier mandat du président Sall, on a acheté plus d'armes à feu et de voitures de patrouille que de livres et d'équipements de laboratoires ; on a ouvert plus de casernes et recruté plus de policiers et de gendarmes que d'enseignants. Par ailleurs, l'université est hermétiquement fermée. Une fermeture qui est l'une des preuves les plus importantes de l'effondrement de la démocratie sénégalaise. Elle me fait retourner à trois romans. Ces romans sont une invitation insistante à ne jamais abdiquer face à la force et à la terreur. Ils nous somment de penser, d'effectuer des recherches, d'instruire, d'éduquer, de publier, d'échanger et de délibérer. Le premier de ces romans est *Chronique d'une mort annoncée* du romancier colombien *Gabriel García Márquez*. On peut dire que depuis trois ou quatre ans, on a assisté à des chroniques de la non-tenu des élections présidentielles du 25 février 2024. Et il est quand même évident que si l'on regarde la démarche de la classe politique au pouvoir, elle a indiqué depuis au moins trois ans que si le président Macky Sall n'était pas candidat en troisième mandat, il serait difficile de tenir les élections. Et je pense qu'ils ont tenu leur pari. On devra continuer à tenir la chronique pour décrypter les manœuvres du président Sall.

Le deuxième est un roman d'**Ahmadou Kourouma**, *En attendant le vote des bêtes sauvages*. C'est la chronique de la construction d'un pouvoir autoritaire, les tours et les détours du piétinement de la pensée et de l'éducation pour faire de la violence, et du recours à la violence, les seuls modes d'intervention dans l'espace public. Il faut le dire, même si certains d'entre eux ont participé à la consolidation du pouvoir et valident les formules les plus répressives du régime au pouvoir, les universitaires ont toujours payé un prix très fort dans la bataille pour la préservation de la démocratie.

Le dernier roman, *L'Automne d'un patriarche*, également de García Márquez, est la chronique de la décadence et de la déchéance, la fin à la fois tragique et extrêmement violente d'une dictature qui s'effondre. La fin de la fable du chef bien aimé par son peuple qui n'arrive pas à se faire à l'idée qu'il n'est plus adoré. Un dépit amoureux qui est le « père » de toutes les aventures et la recherche effrénée de « dialogue ». Étrange dérive d'un pouvoir dont l'expression autoritaire était toujours affichée.

La crise à laquelle nous assistons est l'expression ultime de la dérive autoritaire du régime, dérive qui s'est annoncée, plus ou moins, à la fin du premier mandat du président Macky Sall. Une crise rythmée par les emprisonnements, les exils, les réformes institutionnelles, les traitements de faveur de certains corps d'État, la religion des infrastructures, la corruption et le népotisme. Aujourd'hui, les universitaires doivent faire l'inventaire de l'ensemble de ces pratiques pour que l'on puisse en tirer des leçons, et les éviter à l'avenir. La crise signale aussi que les deux alternances, la transparence des élections et les coalitions politiques, ne sont pas parvenues à démanteler ce que les jeunes appellent le « système ». Et la lutte contre le « système » semble être aujourd'hui l'enjeu particulier de la bataille politique qui secoue le Sénégal. C'est pour cela qu'il y a, d'une part, les tenants du « système » qui tentent de le préserver et, d'autre part, ceux qui tentent de démanteler aujourd'hui un « système » qui repose sur un modèle à l'agonie.

La crise doit être pensée comme une opportunité pour rompre définitivement avec le présidentielisme. Il est indispensable d'ouvrir le débat pour proposer un nouveau contrat social et un nouveau régime. Et là aussi, l'université devra jouer un très grand rôle en amenant le débat dans un espace plus large pour nous sortir de cette espèce de prison dans laquelle nous sommes aujourd'hui : la prison des discussions juridiques. Il faut sortir du carcan juridique et penser que les problèmes politiques ont des réponses politiques, et le droit n'est qu'un moyen d'organiser la vie sociale. Cela signifie qu'aujourd'hui, l'ensemble des disciplines doivent participer effectivement à ce travail de repenser non seulement le système, mais aussi travailler sur les imaginations, les imaginaires du Sénégalais. Cela invite à des opérations de rupture. Aujourd'hui, on a au moins les conclusions des assises nationales comme base. Il va falloir les repenser car beaucoup d'années se sont écoulées. Mais il va aussi falloir les tester avec les populations sénégalaises. Il faut inventer de nouvelles formules éducatives, de nouvelles formules d'information, de nouvelles formules d'imagination. Et je pense que les universitaires, les artistes ont un rôle à jouer, celui de consacrer leur énergie et leur réflexion à essayer de comprendre cette société, à essayer d'en voir les structures, les formes qui lui sont propres pour pouvoir penser, innover, s'ajuster et s'adapter. Malheureusement, la crise est aussi porteuse de violence, cette violence qui commence à devenir depuis quelques années une habitude. Il faut aussi rompre avec cette violence en créant effectivement une manière de comprendre le bien commun, une manière de vivre une vie commune dans la diversité, dans la pluralité et dans la délibération.

Felwine Sarr : *Une situation, même affreuse, lorsqu'on la comprend, on l'éclaire, et lorsqu'on l'éclaire, on la domine.*

J'adhère fondamentalement à ce que Mamadou Diouf vient de dire. Je pense qu'on vit un moment crucial de l'histoire politique de notre nation, et j'ai le sentiment qu'aujourd'hui plus que jamais, il nous est demandé de faire corps, de faire corps dans et avec notre communauté, la communauté académique. Je suis heureux de participer à une expérience de mise en mouvement, afin de refaire corps avec la nation. C'est peut-être aussi l'opportunité de nous interroger de manière critique sur notre rôle, celui que l'université peut jouer dans les dynamiques en cours.

Il faut aussi nous rappeler que notre mission est, bien évidemment, d'enseigner, de rechercher, de transmettre, mais qu'elle est aussi de faire, de manière inconditionnelle, profession de lucidité et de vérité, et de faire notre part dans la transformation de nos sociétés.

Aujourd'hui, notre défi est le défi de la République et de la démocratie, il est celui de limiter et d'arrêter la dérive autoritaire du régime en place avec l'arme la plus absolue que nous ayons : la pensée.

Cette dérive autoritaire, nous la connaissons, nous en avons vu les manifestations : restriction de l'espace public, emprisonnements à tour de bras, instrumentalisation du droit, violence physique létale exercée contre les manifestants, élections non inclusives, etc. Depuis quelques années, le régime met en œuvre différents types de violence pour des intérêts privés, des intérêts de clan sur fond d'idéologie et de mensonge d'État. C'est peut-être là l'une de nos premières tâches : produire un discours sur le réel qui défait le mensonge d'État et qui détricote la tentative de fabrique du consentement à l'oppression qui tente, par une phraséologie gouvernementale, de voiler le réel.

De ce point de vue, les universitaires ont joué un important rôle de clarification lorsqu'on a voulu instrumentaliser le droit constitutionnel lors du débat de la troisième candidature du président de la République, le rôle de l'université a été crucial et les universitaires ont apporté des armes intellectuelles, des arguments à la société. Ils ont refusé qu'on la trompe et qu'on lui mente, et je trouve qu'il est absolument fondamental de jouer ce rôle-là. Mais nous devons poursuivre ce travail en temps de crise – c'est ce que nous faisons aujourd'hui –, mais également en temps de paix. Une fois la crise dépassée, il nous reviendra d'imaginer la libération totale : plus que de transmettre des savoirs, il nous est demandé de mener la bataille du sens, et nous devons la mener du côté du peuple, des plus vulnérables. Ce sera peut-être pour nous l'occasion de payer notre dette à la société.

La société nous met dans des conditions confortables, elle nous donne le loisir de réfléchir, d'élucider le fait social, à notre rythme, elle nous donne la possibilité de tenter de la comprendre. Nous devons ainsi lui rendre sa lumière, son intelligence, sa lucidité, sa compréhension d'elle-même. Une situation, même affreuse, lorsqu'on la comprend, lorsqu'on l'éclaire, on la domine. La crise qui est la nôtre nécessite bien évidemment que nous fassions barrage à toutes les tentatives de confisquer nos libertés, mais avec les armes qui sont les nôtres, les armes de l'intelligence et de la lucidité.

L'effondrement de la pensée va avec l'effondrement des sociétés, nous devons devenir le dernier bastion et maintenir ce qui nous permettra de nous relever. Nous avons la responsabilité, comme l'a dit Mamadou Diouf, de faire l'inventaire, mais aussi de lutter contre toutes les formes d'oppression, et cette fois-ci elle est interne. Bien évidemment, elle a des articulations géopolitiques complexes, mais là, l'oppression à laquelle nous devons faire face vient du ventre de notre société et nous devons lui faire face avec courage, lucidité et un engagement résolu. Le pacte postcolonial est à rompre, depuis les indépendances nous n'avons pas réussi à nous émanciper fondamentalement. Le processus est en cours, il est difficile mais il nous faut réinventer des formes sociales, des formes de gouvernementalité. Il nous faut apprendre de notre histoire politique récente, des vulnérabilités des dispositifs institutionnels. Même au cœur de la crise, je pense qu'on peut s'autoriser à penser l'après-crise, penser bien évidemment aux murs qu'il faudra dresser contre le mal qui avance, et lui opposer une farouche volonté. Mais il faudra aussi nous remobiliser comme nous le faisons aujourd'hui en continuant le travail de clarté, de pensée, et opposer le pouvoir de l'intelligence au pouvoir de la force. Cela me semble être une responsabilité que nous avons et que nous devons assumer pour nous-mêmes, pour la collectivité, pour nos enfants, et pour la construction de notre destin collectif.

What Can the Intellectual Do in the Face of the Monster?

Conversation on Senegal

Mamadou Diouf

Professor of History
Columbia University, New York
md2573@columbia.edu

Felwine Sarr

Professor of Romance Studies
Duke University, North Carolina
felwine@gmail.com

Introduction

On February 11, 2024, a citizens' wake was held amidst shock, anger and apprehension at the Cité des enseignants du supérieur de Mermoz, initiated by academics from Cheikh Anta Diop University in Dakar. The citizens' wake was held in response to the constitutional coup d'état orchestrated by President Macky Sall, which has plunged the country into an unprecedented political crisis.

The events of February 3 and 5, 2024 marked a major turning point in Senegal's political history. For the first time, a President of the Republic, democratically elected after a hard-fought battle to defend the Constitution, using his power of decree¹, unilaterally halted the process leading to the election of his replacement, sending shockwaves through the population. To complete the coup, the National Assembly, bolstered by an unlikely alliance between the presidential majority and the Senegalese Democratic Party (PDS), a party that had been ousted from power in 2012 and whose leaders had been prosecuted and hounded in the name of the fight against illicit enrichment, passed a constitutional law postponing the presidential election by ten months and extending the term of office of the Head of State. This vote, which took place without the presence of the opposition deputies expelled from the chamber

¹ By repealing the decree convening the voting constituents for the presidential election scheduled for February 25, 2024.

How to cite this paper:
Diouf, M., & Sarr, F. (2024). What can the intellectual do in the face of the monster? Conversation on Senegal. *Global Africa*, (5), pp. 256-259.
<https://doi.org/10.57832/zkpw-6965>

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



following the intervention of the security forces, blithely violated article 103 of the constitution, which declares the stipulations relating to the term of office of the President of the Republic to be intangible. The ensuing riots left four people dead, including two students from Gaston Berger University in Saint-Louis.

Under the thematic title “Political crisis and its impact on Senegalese universities”, the wake brought together a significant number of teachers and students in a context marked by the closure of Cheikh Anta Diop University since the demonstrations of June 1, 2023. Broadcast live on various platforms, the wake offered a space for dialogue and debate, with eminent figures such as Mamadou Diouf and Pr Felwine Sarr taking part in the discussion. At the heart of the exchanges was the crucial question of the figure of the politician as “monster”, that ordinary metaphor of politics mobilized by the Senegalese, an image that refers to the violence of the state and structures of domination, to the dispossession and oppression of the masses. The debate was an opportunity to consider the type of commitment intellectuals make in the face of the monster, and the place of academics in this political crisis and their role in preserving democratic values and fundamental freedoms in Senegal.

Mamadou Diouf: *The decision to close the university is one of the most important signs of the collapse of Senegalese democracy.*

It is undeniable today that the situation Senegal is going through is truly a historic humiliation for any Senegalese. A historic humiliation because it comes at a time when the Senegalese Head of State, and the political class with him, are trampling all over our democratic experience. Whether this democratic experience is limited or not, it sometimes shows very serious signs of perversion. We have constantly tried to preserve and broaden this democracy - sometimes through violence, but more often through consultation. I think this is what has helped to create a culture and political attitudes in Senegal that have fuelled what one of my English colleagues, Donal Cruise O'Brien, a friend of my friend Momar Coumba Diop, has described as Senegal's “success story”.

Senegal's political stability is the result of the ability of political players, often in confrontation, to give themselves time to reflect, to stop and agree on a solution. The proof of this extraordinary Senegalese success is the reaction of the democratic and liberal international community, encouraging the Senegalese to preserve and broaden their democratic experience, so unique in Africa. A commitment that bears witness to a unique historical experience. Senegal remains a compass in the ocean of African authoritarianism. That's why democrats the world over are so attached to Senegal's democratic experience. An experience that citizens have striven to deepen, in repressive environments, particularly during the twelve years of Macky Sall's presidency.

Today, we must be the guardians of this temple, in an environment where all kinds of dangers are accumulating and violence is trying to make its way into the public arena. During President Sall's last term in office, more firearms and patrol cars were bought than books and laboratory equipment; more barracks were opened and more police and gendarmes recruited than teachers. Moreover, the university is hermetically closed. A shutdown that is one of the most important signs of the collapse of Senegalese democracy. It takes me back to three novels. These novels are an insistent invitation to never give up in the face of force and terror. They urge us to think, to research, to instruct, to educate, to publish, to exchange and to deliberate. The first of these novels is *Chronicle of a Death Foretold* by Colombian novelist [Gabriel García Márquez](#). It's fair to say that over the last three or four years, there have been chronicles of the failure to hold the presidential elections on February 25, 2024. And it's obvious that if you look at the approach of the political class in power, they have been indicating for at least three years that if President Macky Sall didn't run for a third term, it would be difficult to hold the elections. And I think they've kept their bet. We'll have to keep on chronicling President Sall's moves.

The second is a novel by [Ahmadou Kourouma](#), *Waiting for the Vote of the Wild Animals*. It chronicles the construction of authoritarian power, the twists and turns of the trampling of thought and education to make violence, and the use of violence, the only means of intervention in the public arena. It has to be said, even if some of them have participated in the consolidation of power and

validated the most repressive formulas of the regime in power, academics have always paid a very high price in the battle to preserve democracy.

The last novel, *The Autumn of the Patriarch*, also by García Márquez, is a chronicle of decadence and decline, the tragic and extremely violent end of a collapsing dictatorship. The end of the fable of the leader beloved by his people, who cannot come to terms with the fact that he is no longer idolized. A love affair that is the “father” of all adventures and the frantic search for “dialogue”. Strange drift of a power whose authoritarian expression was always on display.

The crisis we are witnessing is the ultimate expression of the regime’s authoritarian drift, a drift that was more or less announced at the end of President Macky Sall’s first term in office. A crisis punctuated by imprisonment, exile, institutional reform, preferential treatment for certain state bodies, infrastructure religion, corruption and nepotism. Today, academics must take stock of all these practices, so that we can learn from them and avoid them in the future. The crisis also shows that the two political changeovers - transparent elections and political coalitions - have failed to dismantle what young people call the “system”. And the fight against the “system” now seems to be the particular issue at stake in the political battle that is shaking Senegal. This is why, on the one hand, there are those who support the “system” and are trying to preserve it, and on the other, those who are trying to dismantle a “system” that is based on a dying model.

The crisis must be seen as an opportunity to make a clean break with presidentialism. It’s essential to open up the debate and propose a new social contract and a new regime. And here too, the university will have a major role to play in bringing the debate to a wider arena, to get us out of the kind of prison we’re in today: the prison of legal discussions. We need to get out of the legal straitjacket and think that political problems have political answers, and that the law is merely a means of organizing social life. This means that today, all disciplines must effectively participate in this work of rethinking not only the system, but also working on the imaginations of the Senegalese people. This calls for breakthrough operations. Today, we have at least the conclusions of the national conference as a basis. We’re going to have to rethink them, because a lot of years have gone by. But we also need to test them with the Senegalese people. We need to invent new educational formulas, new information formulas, new imaginative formulas. And I think that academics and artists have a role to play, that of devoting their energy and thinking to trying to understand this society, to trying to see the structures and forms that are specific to it, so as to be able to think, innovate, adjust and adapt. Unfortunately, the crisis is also a source of violence, which has become a habit in recent years. We need to break with this violence by creating a way of understanding the common good, a way of living together in diversity, plurality and deliberation.

Felwine Sarr: *A situation, even an awful one, when you understand it, you shed light on it, and when you shed light on it, you dominate it.*

I fundamentally agree with what Mamadou Diouf has just said. I think we’re living through a crucial moment in our nation’s political history, and I feel that today more than ever, we’re being asked to be one, to be one in and with our community, the academic community. I’m delighted to be taking part in an experiment in setting things in motion, in order to become one with the nation once again. Perhaps it’s also an opportunity for us to take a critical look at our role, the role that the university can play in the current dynamics.

We also need to remind ourselves that our mission is, of course, to teach, research and pass on knowledge, but that it is also to make an unconditional profession of lucidity and truth, and to play our part in the transformation of our societies.

Today, our challenge is the challenge of the Republic and of democracy, to limit and stop the authoritarian drift of the current regime with the most absolute weapon we have: thought.

We are familiar with this authoritarian drift, and have seen its manifestations: restriction of public space, imprisonment at every turn, manipulation of the law, lethal physical violence against demonstrators, non-inclusive elections, and so on. For some years now, the regime has been using various types of violence to serve private and clan interests, against a backdrop of ideology and state

lies. This is perhaps one of our first tasks: to produce a discourse on reality that unravels the state lie and unravels the attempt to manufacture consent to oppression by using governmental phraseology to veil reality.

From this point of view, academics played an important role in clarifying the debate on the third candidacy of the President of the Republic, when attempts were made to use constitutional law as a tool. The role of the university has been crucial, and academics have provided society with intellectual weapons and arguments. They have refused to be misled and lied to, and I think it's absolutely fundamental to play that role. But we must continue this work in times of crisis - which is what we're doing today - but also in times of peace. Once the crisis is over, it will be up to us to imagine total liberation: more than transmitting knowledge, we're being asked to lead the battle for meaning, and we have to do it on the side of the people, of the most vulnerable. Perhaps this will be an opportunity for us to pay our debt to society.

Society puts us in comfortable conditions, giving us the freedom to reflect, to elucidate social facts at our own pace, giving us the opportunity to try to understand it. So we must give it back its light, its intelligence, its lucidity, its self-understanding. A situation, even a dreadful one, when we understand it, when we shed light on it, we dominate it. Our current crisis obviously requires us to block all attempts to confiscate our freedoms, but with the weapons that are ours: the weapons of intelligence and lucidity.

The collapse of thought goes hand in hand with the collapse of societies, and we must become the last stronghold and maintain what will enable us to rise again. We have a responsibility, as Mamadou Diouf said, to take stock, but also to fight against all forms of oppression, and this time it's internal. Of course, it has complex geopolitical articulations, but here, the oppression we have to face comes from the womb of our society, and we must confront it with courage, lucidity and resolute commitment. We need to break the post-colonial pact. Since independence, we have not succeeded in fundamentally emancipating ourselves. The process is underway, and it's a difficult one, but we need to reinvent social forms and forms of government. We need to learn from our recent political history, from the vulnerabilities of institutional arrangements. Even in the midst of the crisis, I think we can allow ourselves to think about the post-crisis period, thinking of course about the walls we'll have to erect against the advancing evil, and opposing it with fierce determination. But we also need to remobilize ourselves, as we are doing today, by continuing the work of clarity and thought, and pitting the power of intelligence against the power of force. This seems to me to be a responsibility we have and must carry for ourselves, for the community, for our children, and for the shaping of our collective destiny.



© Dizzy Gillespie, Baye Mballo Kébé, 2023



Baye Balla Kebe
2013
DKR 010

La crise au Congo, une introduction historique

Toussaint Murhula Kafarhire, S.J.

Professeur de Science politique
Université Loyola du Congo, RDC
kafmurhula@gmail.com

Interview réalisée par

Mame-Penda Ba

Professeur de science politique, Université Gaston Berger, Sénégal
Rédactrice en chef, *Global Africa*
mame-penda.ba@ugb.edu.sn

Mame-Penda BA : *Depuis quelques semaines, des combats meurtriers entre le Mouvement du 23-Mars (M23), groupe rebelle congolais, et les forces gouvernementales congolaises se sont intensifiés à quelques kilomètres de Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Qu'est-ce qui se joue dans ces affrontements ?*

Toussaint Murhula Kafarhire : Il est tout d'abord important de comprendre que ce Mouvement du 23-Mars n'a jamais été un groupe rebelle congolais. En le présentant ainsi, on mélange les faits, on embrouille l'opinion publique internationale, et on pose mal le problème lorsqu'on parle des groupes armés au Congo. Il est important que notre langage reflète véritablement la réalité qu'il exprime. Quand on parle de rébellion, il s'agit d'un groupe interne qui fait dissidence et se révolte contre le gouvernement central. Or, les soi-disant « rebelles » du M23 ne sont pas congolais à la base. Comme le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), ses ancêtres, ils proviennent du Rwanda. Ce sont des éléments de l'armée rwandaise envoyés en RDC qui reçoivent l'appui des drones et le ravitaillement en armes par le Rwanda. Il s'agit d'une coalition entre Rwandais et Ougandais pour continuer à contrôler les ressources naturelles à l'est du pays.

How to cite this paper:
Kafarhire, T. M. (2024). La crise au Congo, une introduction historique.
Global Africa, (5), pp. 262-269.
<https://doi.org/10.57832/rgt3-an43>

Interview: February 21, 2024
Transcribed and Approved: February 25, 2024
Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



Mame-Penda Ba : *Jusqu'où faudrait-il remonter pour comprendre les enjeux de ce qui se passe en ce moment dans cette région ?*

Toussaint Murhula Kafarhire : Je dirais à partir des années 1990-1991, avec la fin de la guerre froide et les changements de la géopolitique internationale. Lorsque la guerre froide cesse, les États-Unis, qui avaient beaucoup utilisé le président **Mobutu**, comprennent qu'ayant fait son temps, il ne s'adapterait pas au *néolibéralisme* montant et que, de plus, il était malade¹. Il était donc temps de le remplacer par quelqu'un d'autre, un jeune leader de la nouvelle génération.

Ces changements à l'échelle internationale au début des années 1990 ont aussi poussé à libéraliser l'espace politique au Congo ([discours de Mobutu le 24 avril 1990](#)). Dès lors, nous sommes entrés dans une saga qui n'est pas encore terminée.

En 1986, il y a eu un coup d'État en Ouganda avec l'arrivée au pouvoir de **Yoweri Museveni**. Celui-ci a dû passer par une rébellion. Les **réfugiés rwandais tutsi**², présents en Ouganda depuis le début des années 1960, ont participé à cette guerre pour aider Museveni à accéder au pouvoir. Il a ensuite fallu partager le butin de guerre. Ainsi, **Paul Kagame** et les Tutsi venus du Rwanda, deviennent ministres dans le gouvernement de l'Ouganda et occupèrent d'autres postes importants jusqu'à ce que la population ougandaise s'insurge et refuse qu'elle soit dirigée par des réfugiés étrangers.. Museveni et Kagame optent pour une autre stratégie, celle d'aider ces réfugiés Tutsi en Ouganda à reconquérir le pouvoir au Rwanda.

Il faut se rappeler que le génocide de 1994 se déroule dans ce contexte de changement géopolitique et géostratégique important. Une **guerre civile rwandaise** avait commencé en octobre 1990. Les anciens rôles et les anciennes alliances se défont. L'occident ne parle plus d'une même voix sur les questions africaines. La France va progressivement perdre son influence dans la région tandis que les rebelles venus de l'Ouganda bénéficient du soutien des États-Unis et de la Grande Bretagne. Pendant quatre ans, toutes les formes de combats possible ont émergées : des escarmouches, des batailles, des guérillas. A la demande de la présidence française, François Mitterrand, Mobutu envoie des troupes zaïroises pour épauler l'ancien régime rwandais. Cependant, le génocide n'a eu lieu qu'en 1994, soit quatre ans après le début de la guerre civile au Rwanda.

En tant qu'intellectuels ou personnes soucieuses de l'avenir de l'Afrique, il y a des questions qui sont cruciales et critiques, et que nous devrions nous poser. Pourquoi le génocide rwandais a-t-il précisément eu lieu en 1994 ? Des questions sont restées non résolues, sinon brouillées à dessein, par la volonté de puissance Américaine. Mais comme disait le philosophe Camerounais, Fabien Eboussi Boulaga, le génocide Rwandais est une métaphore ou une métonymie pour l'Afrique. Car ce qui s'est passé là-bas nous concerne. Et nous devons donc apprendre à penser l'impensable. La précarité de nos conditions de vie et l'arbitraire de nos politiques peuvent nous surprendre en nous projetant, soudainement, dans ce genre de violence à n'importe quel moment. Nul n'est à l'abri de la folie des grandeurs.

Pour en revenir au Zaïre (actuelle RDC), nous avons tergiversé pendant sept ans (1990-1997) avant d'aller vraiment vers un régime démocratique. Sept longues années de transition durant laquelle aura lieu le génocide au Rwanda en 1994. Un flux énorme de réfugiés rwandais qui fuient la guerre dans leur pays pour chercher refuge au Zaïre. Ils sont estimés à deux millions. Ces réfugiés n'étaient pas seulement des civils, mais aussi des membres de l'ancien gouvernement déchu du Rwanda. Des combattants arrivaient avec leur argent, leurs armes... et se mélangeaient aux civils à l'est du Zaïre, à Bukavu et à Goma. Kigali, avec à sa tête Paul Kagame, considère que la guerre n'est pas terminée, car les personnes qui sont repliées dans les pays frontaliers peuvent toujours se réorganiser pour revenir faire la guerre. Paul Kagame va entamer des pourparlers avec les Nations unies pour

1 Mobutu souffre d'une affection de longue durée et est souvent absent du pays. Il se fait régulièrement soigner en Suisse et quand il revient, il se repose à Gbadolite dans son village, le pays est donc presque non gouverné. Mais vu qu'il a été dictateur depuis 1965, il a eu le temps d'asseoir les institutions, avec une certaine loyauté de la classe politique qui tire bénéfice du système. Ainsi, le pays continue à avancer sans que la figure du président soit vraiment visible.

2 Paul Kagame lui-même en est le descendant.

demander que soit créée une zone tampon entre la frontière du Rwanda et les camps des réfugiés. Devant l'inaction de la communauté internationale, il décide d'envahir cette région du Zaïre et de s'occuper lui-même de la question des réfugiés.

Le Président Paul Kagame va alors décider d'envahir le Zaïre pour soi-disant s'occuper, officiellement, d'éloigner les réfugiés des frontières avec le Rwanda. Il y a un excellent documentaire du réalisateur belge Thierry Michel qui s'appelle "L'empire du silence". Une scène y raconte le sort de ces réfugiés hutus qui sont venus au Zaïre. Kagame et ses alliés vont envahir le Zaïre, les poursuivre partout sur le territoire. Ces derniers devront marcher des centaines et des milliers de kilomètres à l'intérieur du Zaïre pour se retrouver dans la forêt équatoriale à pied, cherchant refuge en République centrafricaine ou au Congo Brazzaville. La plupart d'entre eux mourront en cours de route. On a estimé à **environ 300 000**, les personnes qui vont être massacrées ou qui vont mourir de faim et d'épuisement au cours de ce périple.

Kabila père n'était pas prévu de devenir président du Zaïre après la victoire à Kinshasa et la fuite de Mobutu, mais comme il était porte-parole des rebelles et des pays étrangers qui ont envahi le Congo, donc l'interface avec le monde extérieur, les médias et la communauté congolaise, il a profité de cette carte pour s'autoproclamer président aussitôt arrivé à Kinshasa et cela a pris de court ses mentors³. Du coup le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi se sont retrouvés devant le fait accompli et ils devaient réimaginer très vite une politique de reconquête. Ils acceptent Kabila devenu président par effraction. Cependant, le chef d'État-major qui supervisait toute l'armée zaïroise à l'époque, **James Kabarebe** était un rwandais, exilé en Ouganda. De même, tous les autres chefs de l'armée étaient rwandais ou ougandais. Pourtant, en arrivant au Congo, presque tous se faisaient passer pour des Congolais.

De mai 1997 jusqu'en juillet 1998, Laurent Désiré Kabila a essayé de gérer le Zaïre qu'il venait de renommer République Démocratique du Congo (RDC). Il apprit de ses services secrets que ses mentors d'hier voulaient l'éliminer pour le remplacer avec quelqu'un de plus docile - et pour cause, sa fibre nationaliste qui lui est revenue aussitôt qu'il prit le pouvoir. Il refuse d'honorer les contrats sur l'exploitation des ressources minières qu'ils avaient signés avec l'Occident quand il était chef rebelle. Il prit la décision de renvoyer ses mentors rwandais, ougandais et autres dans leurs pays d'origine, en disant que le peuple Congolais allait leur témoigner de sa reconnaissance pour l'avoir aidé à se débarrasser du dictateur Mobutu. Les Rwandais, Ougandais et Burundais prennent la route pour quitter Kinshasa et retourner chez eux le 31 juillet 1998. Mais à peine arrivés à Kigali, ils ont fait un demi-tour pour aller atterrir à Goma et y proclamer une nouvelle rébellion sous l'appellation Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD). Cette seconde guerre commencée le 02 août de la même année, conduira à ce que certains analystes appelleront la première guerre mondiale africaine, à cause du nombre des pays qui vont être impliqués, qui pour soutenir le gouvernement central, contre l'agression de la coalition Rwando-Ougando-Burundaise qui contrôlera l'est du pays pendant au moins 5 ans, de 1998 à 2003.

Mame-Penda BA : *Qu'est-ce que cela implique quand un groupe rebelle contrôle une région ? Notamment pour les populations ?*

Toussaint Murhula Kafarhire : Concrètement, cela veut dire que le gouvernement central à Kinshasa n'avait pas d'accès sur ses territoires. La partie occidentale du pays, où se trouve la capitale Kinshasa, n'a aucune relation directe avec la partie orientale contrôlée par les rebelles (pas d'échanges ni de libre circulation ou vols d'avions etc.). Les rebelles contrôlent tout : ils ont un gouvernement, une armée locale qui impose l'ordre et la loi ; ils prélèvent des taxes sur les populations et contrôlent aussi l'exploitation des ressources naturelles.

³ Voir le documentaire "L'Afrique en morceaux" disponible sur le lien suivant <https://www.youtube.com/watch?v=qegbugO-buMg>

Mame-Penda BA : *Quelle est la suite des événements ? On sait que Kabila père sera quand même assassiné et remplacé par son fils Joseph Kabila.*

Toussaint Murhula Kafarhire : Kabila père est assassiné le 16 janvier 2001 dans son bureau, mais pour éviter que le pays ne sombre dans le chaos, il y a eu un consensus pour introniser rapidement Joseph Kabila, fils de Laurent-Désiré Kabila. Joseph Kabila représentait en quelque sorte le trait d'union réconciliateur entre les intérêts nationaux d'une part, et les intérêts étrangers, aussi bien régionaux qu'internationaux, d'autre part. Des enquêtes ont été menées sur l'assassinat de Kabila père, cependant un flou artistique a été maintenu autour de sa disparition.

En 2001, Joseph Kabila⁴ accède au pouvoir très jeune, à l'âge de 29 ans. On comprend qu'il a été choisi pour être un simple figurant. Entre 2001 et 2003, des pourparlers débute pour sortir d'une longue guerre meurtrière. Ce dialogue inclut les principaux groupes rebelles. La rébellion avait de facto balkanisé la RDC. Si en 1996, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi constituent une coalition qui envahit le Zaïre, en 1999 à Kisangani, un affrontement éclate entre l'armée du Rwanda et celle de l'Ouganda pour le contrôle des mines de diamants du Congo. Le RCD se scinde alors en deux : le RCD-Goma, soutenu par le Rwanda, et le RCD-Kisangani, dirigé par [Ernest Wamba dia Wamba](#). À côté, il y a le Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba⁵ soutenu par l'Ouganda.

En 2003, les [négociations de Pretoria faisant suite à la signature de Sun City](#) en Afrique du Sud ramènent tous ces mouvements rebelles vers un accord global et inclusif, dont la coalition à Kinshasa va diriger le pays avec quatre vice-présidents issus de différents groupes rebelles, de l'opposition politique, et d'un président provenant du gouvernement central. Ainsi, ce n'est plus un gouvernement pour le peuple mais un gouvernement pour le partage du butin.

Mame-Penda BA : *Comment fonctionnait ce gouvernement à vice-présidents ?*

Toussaint Murhula Kafarhire : Les quatre vice-présidents vont représenter ces différents mouvements rebelles et les partis de l'opposition non armée du Congo. Kabila fils va jouer le rôle de chef. L'important pour eux était de se trouver là où les décisions se prennent pour continuer à sécuriser leurs intérêts sur le terrain.

Ce gouvernement a été mis en place pour apaiser et faire taire les armes, mais pas pour résoudre les problèmes de fond des Congolais. En revanche, le point positif est la rédaction d'une nouvelle constitution qui sera soumise au référendum populaire en décembre 2005, votée et adoptée en 2006. Cela va permettre d'organiser les premières élections démocratiques depuis l'indépendance. Kabila sera élu démocratiquement pour cinq ans (2006-2011). Avec cette nouvelle légitimité, le gouvernement provisoire des quatre vice-présidents prend fin en 2006.

En 2011, Kabila va à nouveau organiser des élections et obtenir un second mandat jusqu'en 2016. Mais en 2015, il commence à tergiverser pour se maintenir au pouvoir comme un peu partout en Afrique, et la population va descendre dans la rue pour manifester son désaccord. Beaucoup vont être tués.

Maintenant, nous avons une jeunesse qui, avec toutes ces crises politiques, est suffisamment formée à la politique. La conscience politique qui se met peu à peu en place fait que les Congolais d'aujourd'hui commencent à s'intéresser de près à la question politique, ce qui n'était pas le cas sous Mobutu car ce domaine était réservé à une petite élite. En effet, pendant la dictature de Mobutu, personne ne parlait de politique. Cela, je pense, Mobutu l'avait lui-même hérité de l'époque coloniale, car pendant la colonisation belge, contrairement aux autres pays, l'autochtone congolais n'avait pas le droit de se mêler des questions politiques. On le distrait avec les questions culturelles, économiques ou sociales. Ainsi, la culture politique est une chose très récente.

4 Kabila fils a suivi une formation militaire en Chine. Il est arrivé au pouvoir avec les mêmes rebelles qui ont chassé Mobutu.

5 Jean-Pierre Bemba est le fils d'un acteur économique et homme politique du temps de Mobutu. Son enfance a été bercée par le pouvoir auquel il a pris goût. Il a dirigé un mouvement rebelle soutenu par l'Ouganda. Il est actuellement ministre de la Défense nationale de la RDC.

Pour revenir sur les cycles électoraux depuis 2006, c'est finalement en 2018 que vont se tenir les élections qui amèneront Félix Tshisekedi au pouvoir⁶. Cependant, tout le monde savait que ce n'était pas lui le vainqueur mais que c'était un accord passé avec Kabila vu qu'il était moins radical que Martin Fayulu. Kabila avait un bilan catastrophique après ses dix-huit ans passés au pouvoir. Il s'est extrêmement enrichi et la population s'est énormément appauvrie. Sur le plan sécuritaire, les guerres ont continué malgré la présence depuis 1999 au Congo des observateurs pour la paix des Nations unies, qui n'ont d'ailleurs jamais réussi à vraiment l'instaurer. La plupart se transforment en dealers bradant les minerais et les font sortir du pays.

Mame-Penda BA : *Pourquoi Félix Tshisekedi était la meilleure option pour Kabila fils ?*

Toussaint Murhula Kafarhire : Depuis le début des années 1980, Étienne Tshisekedi était un opposant de Mobutu. Il était la figure de proue de l'opposition zaïroise, et est devenu un héros aux yeux de la population zaïroise car personne n'osait défier la dictature de Mobutu à l'époque. Lors des élections de 2011, Étienne Tshisekedi était l'opposant de Kabila. Il soutint qu'il aurait gagné les élections et s'autoproclama président. Kabila l'assigna en résidence surveillée. En 2017, il meurt en Belgique et Kabila refuse de rapatrier son corps pour ses funérailles, craignant que le retour de la dépouille de ce héros national ne lui fasse de l'ombre, alors qu'il traverse une période politiquement très difficile.

Lorsque nous avons organisé les élections en 2018, un homme sorti de nulle part, [Martin Fayulu](#), a été plébiscité comme candidat unique de l'opposition pour éviter que Kabila ne gagne de manière frauduleuse. Le dauphin que Kabila s'était choisi fut un homme sans grande consistance politique, qui fut battu à plate couture pendant les élections. Sa défaite était tellement patente que le président sortant ne pouvait pas jouer autrement. Connaissant le radicalisme de celui qui avait gagné les élections et qui risquait d'ouvrir des procès en justice contre les membres du gouvernement sortant pour abus et enrichissement illicite, Kabila se dit qu'il serait mieux de passer un accord avec celui qui arriverait deuxième ou troisième, en l'occurrence Félix Tshisekedi, le fils de l'opposant historique. Connaissant l'histoire politique de son père, la popularité de son parti politique, il s'arrange pour lui remettre le pouvoir. Et puisque tout le monde est avide de pouvoir, Tshisekedi en profite pour inscrire le nom de sa famille parmi les présidents de la RDC.

Mame Penda BA : *Félix Tshisekedi vient d'obtenir un deuxième mandat de manière absolument controversée. Quel bilan faites-vous de son premier mandat ?*

Toussaint Murhula Kafarhire : Concernant les élections et le deuxième mandat de Tshisekedi, le Congo est comme dans un état d'hébètement. Pour le moment, personne n'ose parler des élections. On a connu pire! Mais tout le monde a l'air d'être dépassé. Tandis que les observateurs ne semblent pas comprendre ce qu'il s'est réellement passé, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a invalidé 82 candidats pour fraude avérée. Il faut dire que la CENI a fait tout ce qu'elle pouvait pour relever le défi d'organiser les élections dans les délais. Des interrogations persistent quant aux machines à voter que l'on retrouvait entre les mains des individus se promenant dans les rues. Toutefois, les analystes disent qu'avec une opposition divisée, Tshisekedi aurait gagné les élections avec ou sans fraude. Il s'agissait moins de la présidentielle que des législatives. Il y a aussi la peur de ne pas être en mesure de fournir des preuves pour quiconque parlerait de fraude. Les services de renseignement peuvent vous faire emprisonner, comme c'est le cas du journaliste [Stanis Bujakera Tshiamala](#) accusé d'avoir fait fuiter des informations à *Jeune Afrique* qui a ainsi publié un [article](#) avec des détails embarrassants sur la mort de Chérubin Okende. Ce dernier était le porte-parole de l'opposant politique Moïse Katumbi. Le journaliste Bujakera a été interpellé pour qu'il révèle ses sources, ce qu'il a refusé de faire. Il est toujours en prison malgré la pression internationale et celle des autres journalistes qui demandent sa libération, le gouvernement reste sur sa position.

⁶ Toussaint Kafarhire Murhula, S.J. (2021, juin-juillet-août). Instabilité politique et consolidation démocratique en RDC. *Congo-Afrique*, 556, 563-580.

Mame-Penda BA : *Pourquoi la rébellion redémarre-t-elle maintenant ?*

Toussaint Murhula Kafarhire : Il est certain que lorsque le président rwandais monte les enchères sécuritaires lorsqu'il veut faire pression et continuer le contrôle des ressources à l'est de la RDC. C'est alors qu'il lâche ses chiens de chasse (des invasions des unités de l'Armée Rwandaise) à l'est du Congo qui se déguisent en mouvement rebelles congolais, pour faire diversion et se donner un levier de manoeuvre pour infiltrer ses espions dans les institutions congolaises et manipuler la politique congolaise à partir de l'intérieur.

Il est vrai que le bilan du premier mandat présidentiel de Tshisekedi n'était pas non plus très reluisant. Les gens ont dit qu'il n'avait pas suffisamment de latitude d'action à cause de sa coalition avec l'ancien président Kabila. Il est arrivé au pouvoir en 2018 après des élections controversées et, il aurait fait un deal avec Kabila; donc, les gens disent qu'il ne gouvernait pas les deux premières années mais exécutait les injonctions de celui qui l'avait mis au pouvoir.

La seule chose qui pouvait vraiment jouer en sa faveur pendant la campagne électorale était sa position radicale vis-à-vis des invasions répétées de l'armée rwandaise et des violences accompagnant l'exploitation des ressources naturelles à l'est de la RDC.

Cette thématique était au cœur du discours d'un autre candidat à l'élection présidentielle, le docteur [Denis Mukwege](#), prix Nobel de la paix, qui a beaucoup travaillé sur les questions des femmes victimes et des violences basées sur le genre dans les conflits. Donc, pour le président Tshisekedi, parler de la rébellion de Kagame à l'est était aussi une façon de contrer la candidature de Denis Mukwege, parce qu'il est le seul, jusqu'à présent, à avoir parlé aux niveaux national et international sans mâcher ses mots et a dénoncé l'invasion du Rwanda.

La guerre du M23 a repris parce que Kagame, comme je le disais plus haut, est un militaire qui sait que pour négocier, il doit se mettre en position de force. Il veut aussi envoyer le message à son homologue congolais qu'il ne se laissera pas intimider par des discours. Là, je pense qu'il est en train d'envoyer un signal à Tshisekedi pour lui dire d'assumer ses propos. En effet lors de sa campagne, le président Tshisekedi avait déclaré publiquement : « S'il y a la moindre escarmouche, si la vie d'un seul Congolais est à nouveau menacée par le Rwanda, alors je vous garantis que je vais attaquer le Rwanda jusqu'à Kigali. »

Mame-Penda BA : *C'est donc essentiellement une mise à l'épreuve que Kigali fait peser sur Kinshasa et une opération d'humiliation (inter)nationale ?*

Toussaint Murhula Kafarhire : Cela nous humilie, en effet, parce que maintenant on ne parle plus le langage de la force mais celui de la négociation. Pendant ce temps, des gens sont tués et des familles sont en train de quitter leurs terres pour trouver refuge dans la ville de Goma. Une partie des territoires de l'Est est sous le contrôle du M23. N'est-ce pas que cela humilierait n'importe quel homme, à fortiori un chef d'État ? Toutefois, il est important de souligner que le M23 est une énième métamorphose des anciens groupes militaires Rwandais (RCD, CNDP, M23...) que Kigali lâche sur la partie est du Congo sur laquelle il a même eu l'audace de dire qu'elle fut une partie du territoire Rwandais avant la colonisation.

En 2022, je suis retourné dans l'est du pays pour faire quelques interviews : les violences perpétrées dans cette partie du pays sont indescriptibles. J'ai rencontré des femmes qui avaient été violées à plusieurs reprises par les rebelles du RCD, du CNDP, ou du M23. L'une d'elles, qui devait avoir entre 70 et 72 ans à l'époque, m'a relaté que chaque femme violée ou chaque personne violentée devait d'abord creuser sa propre tombe pour y être enterrée. Mahmood Mamdani a écrit un livre, *When Victims Become Killers*⁷, qui pose la question de savoir comment des victimes d'un génocide peuvent devenir à leur tour des criminels et perpétrer autant de violence sur d'autres communautés.

7 Mamdani, M. (2020). *When Victims Become Killers*. Princeton University Press. <https://press.princeton.edu/books/paper-back/9780691192345/when-victims-become-killers>

Au Congo, on parle de 12 millions de morts directs ou indirects au regard de cette situation depuis 1990. Quand j'ai rencontré le professeur [Valentin-Yves Mudimbe](#) à Chicago en 2013, il m'a confié que cela faisait dix ans qu'il ne s'habillait que de noir pour porter le deuil de toutes les victimes de l'est du pays. Il ne comprenait pas cette tendance à annihiler la vie, alors qu'on se dit croyant avec des traditions africaines.

Mame-Penda BA : *Et maintenant, quel tournant les choses peuvent-elles prendre ? Est-ce que cela va s'envenimer ? Est-ce que la médiation internationale permettra de trouver une solution ? Ou est-ce qu'on retourne dans un cycle d'incertitude ?*

Toussaint Murhula Kafarhire : On ne pourra jamais retourner dans le chaos et les incertitudes d'il y a dix ou vingt ans parce qu'il y a une conscience politique très accrue chez les jeunes Congolais. Même à l'est du pays, où des guerres interminables et des invasions à répétition persistent, il existe des groupes de résistance locaux appelés « wazalendo » qui aident l'armée régulière à combattre les M23. Donc, les cartes sont redistribuées. De plus, pendant les années 1990, Kagame a beaucoup joué sur la fibre sensible du génocide dont il était le seul à détenir le monopole de l'interprétation. Aujourd'hui, beaucoup de gens ont pris du recul par rapport au discours uniforme de Kagame et ont eu le temps d'effectuer des recherches pour comprendre la complexité de la question. Il y a notamment ce journaliste camerounais nommé [Charles Onana qui a fait d'importantes recherches](#) sur le génocide rwandais de 1994 et ses répercussions dans toute la région, mais aussi sur la situation tendue dans la région des Grands Lacs. Ses écrits sont très éclairants. Il est évidemment haï par le régime de Kigali.

De plus aujourd'hui, il n'existe plus de « mouvement rebelle » en RDC. Les véritables Congolais qui veulent exprimer leurs revendications ne prennent pas les armes contre leur propre pays. Ils le font de manière démocratique, par une opposition républicaine. Les groupes armés que l'on peut rencontrer à l'est du pays sont en réalité des forces d'autodéfense ; lorsque l'armée nationale se montre incapable de les protéger, ils résistent seuls face aux envahisseurs rwandais. Ils essaient de trouver des mécanismes pour protéger leurs communautés. Nous avons un espace politique de plus en plus libéralisé, ouvert, dans lequel les gens osent s'exprimer. Les candidats qui ont perdu les élections, quel que soit le degré de fraude, se rangent et attendent la prochaine échéance électorale.

Aujourd'hui, le plus grand défi du Congo demeure au niveau de la gouvernance et du leadership. Lors de la Coupe d'Afrique des nations qui vient de se terminer, les joueurs ont mimé le geste de « [Silence, on tue !](#) » à l'est du Congo. Ce geste a été récupéré par les membres du gouvernement qui se sont levés pour faire le même geste en plein Conseil des ministres. Ce qui a évidemment indigné la population car le rôle du gouvernement n'est pas seulement de dénoncer, mais de protéger tout ce qui lui est cher. Cela montre que la conscience de la responsabilité des dirigeants est minime. Le Congo a plus de 100 millions d'habitants. C'est un pays extrêmement riche. Beaucoup de multinationales, de ressortissants d'autres nations tels que les Nigériens, les Chinois, les Indiens, les Libanais viennent s'enrichir au Congo. Les Congolais doivent prendre conscience de leur force sociale et économique, et se donner les moyens de faire de leur pays une grande puissance régionale. C'est une vocation qui appelle et qui attend. Ils ne peuvent pas continuer à pleurer ou à jouer à la victime, alors que le pays a tout pour être une grande puissance. En politique, la légitime défense est un devoir sacré. Personne ne protège personne et c'est pour cela que les États se prennent en charge, protègent leur souveraineté, et se dotent de moyens pour se défendre. Un gouvernement responsable devra apprendre à faire des sacrifices, refuser de grosses sommes d'argent, et assurer une plus grande justice sociale pour les militaires, la police, les enseignants, le corps médical, et les administrateurs de l'État.

Je souhaiterais revenir sur la question des identités. L'infiltration rwandaise en profite et restera une technique et une stratégie de guerre tant que l'État congolais n'aura pas défini le contour de la citoyenneté⁸. Cette faiblesse structurelle a permis au président rwandais d'infiltrer ses hommes dans les institutions congolaises chaque fois qu'il l'a voulu. D'ailleurs, lorsque la coalition Rwando-

⁸ Toussaint Kafarhire Murhula, S.J. (2003, avril). L'autre face du conflit dans la crise de citoyenneté au Congo. *Congo-Afrique*, 374.

Ougandaise arrive à Kinshasa en 1997, avec Laurent D. Kabila comme porte-parole du mouvement AFDL, les envahisseurs se revendiquent tous, indistinctement, de nationalité « Zaïroise ». Plus tard, à chacune de ses invasions du Congo, le président Kagame prétend vouloir protéger la minorité tutsi du Congo. En réalité, cet argument n'est pas recevable car le Congo a une constitution qui protège également tous ses citoyens. C'est au gouvernement congolais de les protéger puisque, pris individuellement, chaque groupe ethnique demeure une minorité par rapport à l'ensemble. Cette défaillance de l'État dans la définition du contour de la citoyenneté demeure le talon d'Achille dans la résolution durable des crises à répétition dans la partie orientale de la République. Il faudra un jour la reprendre avec beaucoup de courage intellectuel, de sérieux moral, d'intérêt patriotique, de connaissance historique, et de responsabilité éthique.

Déjà en 1998, le président ougandais Yoweri Museveni disait que ses frontières avaient été dessinées de manière arbitraire par le colonisateur et qu'aujourd'hui il fallait les redéfinir. Mais selon les principes de l'Union africaine, les frontières héritées de la colonisation sont intangibles. Ainsi, cette réclamation du Rwanda ou de l'Ouganda, qui cherchent toujours à balkaniser cette partie est du Congo, ne semble pas faire l'unanimité auprès de la communauté internationale. Par conséquent, vu que le Rwanda et l'Ouganda ne peuvent pas s'approvisionner ni piller de façon officielle, ils le font de façon militaire. C'est pourquoi, à chaque négociation, Kagame cherche à immiscer ses espions dans les institutions congolaises, comme il le fait déjà dans les organisations internationales. En effet, infiltrer l'armée congolaise est une manière plus intelligente de faire la guerre sans avoir à tirer une seule balle, puisque l'information militaire sensible est déjà contrôlée par Kigali. Il essaie donc, puisque cela lui a réussi de par le passé, de torpiller le Congo de l'intérieur.

Le président rwandais Kagame vient de signer un protocole⁹ avec l'Union européenne sur la chaîne de valeurs dans l'approvisionnement des minerais stratégiques. Le document affirme que « Le pays [Rwanda] est un acteur majeur au niveau mondial dans le secteur de l'extraction du tantale. Il produit également de l'étain, du tungstène, de l'or et du niobium, et dispose de réserves de lithium et de terres rares ». Comble de l'ironie, alors que tout le monde sait que le Rwanda n'a pas de minerais importants sur son territoire, poser un tel acte, au moment où la RDC mène une campagne diplomatique agressive pour dénoncer les violences du M23, démontre le mépris de l'Union européenne vis-à-vis du peuple et du gouvernement congolais. C'est ajouter l'insulte à la blessure. Ce mépris de l'Occident¹⁰ est l'expression de sa convoitise d'un Congo sans les Congolais¹¹. L'Union européenne ne peut pas blanchir les minerais de sang extraits dans les zones de conflits à l'est du Congo par une signature avec Kagame. Le manque de repère éthique dans la conduite des relations internationales, à cause d'une compétition néolibérale pour les ressources dites stratégiques, est une honte non seulement pour un Occident donneur de leçon, mais surtout pour l'Humanité.

9 https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_24_822

10 <https://www.nytimes.com/2012/12/01/opinion/to-save-congo-let-it-fall-apart.html>

11 <https://www.pambazuka.org/governance/africa's-wealth-and-western-poverty-thought>

The Congo Crisis, A Historical Introduction

Toussaint Murhula Kafarhire, S.J.

Professor of Political Science
Loyola University of Congo, DRC
kafmurhula@gmail.com

Interviewed by

Mame-Penda Ba

Professor of Political Science, University of Gaston Berger, Senegal
Editor-in-Chief, *Global Africa*
mame-penda.ba@ugb.edu.sn

Mame-Penda BA: *In recent weeks, deadly fighting between the Congolese rebel group Mouvement du 23-Mars (M23) and Congolese government forces has intensified a few kilometers from Goma, in the east of the Democratic Republic of Congo (DRC). What is at stake in these clashes?*

Toussaint Murhula Kafarhire: First of all, it's important to understand that the Mouvement du 23-Mars has never been a Congolese rebel group. By presenting it in this way, we are mixing up the facts, confusing international public opinion, and misrepresenting the problem when we speak of a Congolese armed group. It's important that our language truly reflects the reality it expresses. A rebellion refers to an internal group that dissents and revolts against the central government. However, the so-called "rebels" of the M23 are not Congolese in origin. Like its ancestors, the Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) and the Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), they originate from Rwanda. They are elements of the Rwandan army sent to the DRC, armed and supported by drones from Rwanda. It's a coalition between the Rwandans and Ugandans to continue controlling the natural resources in the east of the country.

Mame-Penda Ba: *How far back do you have to go to understand what's at stake in what's happening right now in this region?*

Toussaint Murhula Kafarhire: I would say from 1990-1991, with the end of the Cold War and changes in international geopolitics. When the Cold War came to an end, the United States, which had

How to cite this paper:
Kafarhire, T. M. (2024). The Congo Crisis, A Historical Introduction.
Global Africa, (5), pp. 270-276.
<https://doi.org/10.57832/6jct-9y45>

Interview: February 21, 2024
Transcribed and Approved: February 25, 2024
Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



been using President [Mobutu](#), realized that he had had his day and would not be able to adapt to the rising tide of neoliberalism. What's more, he was ill¹. It was therefore time to replace him with someone else, a young leader from the new generation.

These international changes in the early 1990s also led to the liberalization of political life in the Congo ([Mobutu's speech on April 24, 1990](#)). From then on, we entered a process with sub-regional and international dimensions, which is not yet over.

In 1986, there was a coup d'état in Uganda, when [Yoweri Museveni](#) came to power. He had to go through a rebellion. [Rwandan Tutsi refugees](#)², present in Uganda since the early 1960s, took part in this war to help Museveni gain power. The spoils of war had to be shared with the Tutsi allies. Thus, [Paul Kagame](#) and the Tutsis from Rwanda, considered refugees by the Ugandans at the time, became ministers in the Ugandan government until the population rose up and refused to be ruled by refugees. Museveni and Kagame then opted to regain power in Rwanda.

It should be remembered that the 1994 genocide took place against this backdrop of major geopolitical and geostrategic change. The [Rwandan civil war](#) had begun in October 1990 and, for four years, every possible form of fighting emerged: skirmishes, battles, guerrilla warfare. However, the genocide did not take place until 1994, four years after the start of the Rwandan civil war. As intellectuals or people concerned about the future of Africa, we must always ask ourselves the crucial and critical questions: why precisely did the Rwandan genocide take place in 1994?

But let's get back to Zaire (now the DRC): for seven years (1990-1997) we dithered before really moving towards a democratic regime. Seven long years of transition during which the genocide in Rwanda took place in 1994. A huge flow of Hutu refugees left Rwanda for Zaire. An estimated two million of them fled to Zaire. These refugees were not only civilians, but also members of Rwanda's ousted government. Fighters arrived with their money, weapons... and mixed with civilians in eastern Zaire, Bukavu and Goma. Kigali, led by Paul Kagame, considered that the war was not over, as those who had retreated to neighbouring countries could always reorganize and return to wage war. Kagame then entered into talks with the United Nations to request the creation of a buffer zone between Rwanda's border and the refugee camps. Faced with the inaction of the international community, he decided to invade this region of Zaire and take charge of the refugee issue himself.

In 2022, Belgian film director Thierry Michel made an excellent documentary on this subject entitled *L'empire du silence*. One scene recounts the fate of the Hutu refugees who came to Zaire. Kagame and his allies invaded Zaire and pursued them all over the country. The Hutus had to walk thousands of kilometers inside Zaire to end up in the equatorial forest, seeking refuge in the Central African Republic or Congo-Brazzaville. Most died on the way. An estimated 300,000 people were massacred or died of starvation and exhaustion during this journey.

In 1996, Kagame and Museveni invaded Zaire with a clear plan, backed by the Americans, to remove Mobutu from power and reorganize politics in the country. They placed [Laurent-Désiré Kabila](#) and a few Congolese in this rebel movement - called the Alliance des forces démocratiques pour la libération (AFDL) du Congo - in order to give it a local and national profile. But in reality, it was a pure foreign invasion.

Kabila was not intended to become president of Zaire after the victory in Kinshasa and the flight of Mobutu. As spokesman for the rebels and the foreign countries that invaded the Congo - and therefore the interface with the outside world, the media and the Congolese community - he took advantage of the situation to proclaim himself president as soon as he arrived in Kinshasa, taking his mentors³ by surprise. As a result, Rwanda, Uganda and Burundi found themselves faced with a fait accompli, having to quickly re-imagine a policy of reconquest, accepting Kabila as president by force. However, they made [James Kabarebe](#), a Rwandan exiled in Uganda, his Chief of Staff,

1 Mobutu suffers from a long-term illness and is often away from the country. He regularly seeks treatment in Switzerland, and when he returns, he rests in his village of Gbadolite, so the country is virtually ungoverned. But as dictator since 1965, he has had time to establish the country's institutions, with a certain loyalty from the political class who benefit from the system. As a result, the country continues to move forward, without the figure of the president really being visible.

2 Paul Kagame himself is a descendant.

3 See the 2000 documentary by French-Egyptian director Jihan El-Tahri: *L'Afrique en morceaux*. <https://www.youtube.com/watch?v=qegbugObuMg>

overseeing the entire Zairian army at the time. Similarly, all the other army chiefs were either Rwandan or Ugandan. Since then, Kagame has been trying to infiltrate Congolese institutions with his spies. Indeed, infiltrating the Congolese army is a smarter way of waging war without having to fire a single bullet, since sensitive military information is already controlled by Kigali. We're being sabotaged from within.

From May 1997 to July 1998, Kabila tried to run Zaire, which he renamed the Democratic Republic of Congo. When he learned from his secret services that his former mentors wanted to eliminate him and replace him with someone more docile - as his nationalist streak returned as soon as he took power - he refused to honor all the mining treaties he had signed; he refused to honor all the treaties on mining resources he had signed with the West when he was rebel leader - he asked his Rwandan, Ugandan and other mentors to return to their countries, expressing his gratitude to them for having helped him oust the dictator Mobutu from power and reconquer Kinshasa. They left Kinshasa to return to Rwanda on August 2, 1998. However, on arrival in Kigali, they headed back to Goma, where they proclaimed a new rebellion under the name "Rassemblement congolais pour la démocratie" (RCD). This second war led to the takeover of this part of the country and lasted five years, from 1998 to 2003.

Mame-Penda BA: *What does it mean when a rebel group controls a region? Especially for the local population?*

Toussaint Murhula Kafarhire: In practical terms, they have a government and a local army that impose law and order and levy taxes on the population. The western part of the country, where the capital Kinshasa is located, has no direct relationship with the rebel-controlled eastern part (no trade, no free movement...).

In 2022, I returned to the east of the country to do some interviews: the violence in this part of the country is indescribable. I met women who had been repeatedly raped by RCD, CNDP and M23 rebels. One of them, who must have been between 70 and 72 years old at the time, told me that every woman who had been raped or abused had to dig her own grave to be buried. Mahmood Mamdani has written a book, *When Victims Become Killers*⁴, which raises the question of how victims of genocide can in turn become criminals and perpetrate so much violence on other communities.

In the Congo, 12 million people have died directly or indirectly as a result of this situation since 1990. When I met Professor [Valentin-Yves Mudimbe](#) in Chicago in 2013, he confided in me that for ten years he had dressed only in black to mourn all the victims in the east of the country.

Mame-Penda BA: *What happens next? We know that Kabila Sr. is still going to be assassinated and replaced by his son Joseph Kabila.*

Toussaint Murhula Kafarhire: Kabila Sr. was assassinated in his office on January 16, 2001, but to prevent the country descending into chaos, a consensus was reached between the Congolese and rebel parties to swiftly enthrone Joseph Kabila, son of Laurent-Désiré Kabila. Joseph Kabila represented a sort of link between national interests on the one hand, and foreign interests, both regional and international, on the other. The assassination of Kabila Sr. was investigated, but the details of his death remained unclear.

In 2001, Joseph Kabila⁵ came to power at the tender age of 29. Understandably, he was chosen to be a mere figurehead. Between 2001 and 2003, talks began to end the second bloody war. This dialogue included the main rebel groups. The rebellion had de facto balkanized the DRC. In 1996, Uganda, Rwanda and Burundi formed a coalition that invaded Zaire, but in 1999 in Kisangani, DRC, a clash broke out between the Rwandan and Ugandan armies over control of the Congo's diamond mines.

4 Mamdani, M. (2020). *When Victims Become Killers*. Princeton University Press. <https://press.princeton.edu/books/paper-back/9780691192345/when-victims-become-killers>

5 Kabila Jr. underwent military training in China. He came to power with the same rebels who ousted Mobutu.

The RCD split in two: RCD-Goma, supported by Rwanda, and RCD-Kisangani, led by [Ernest Wambadia Wamba](#). Alongside them was Jean-Pierre Bemba's Mouvement de libération du Congo (MLC)⁶ backed by Uganda.

In 2003, the [Pretoria negotiations following the signing of the Sun City agreement](#) in South Africa brought all these rebel movements together in a global and inclusive settlement, with the coalition in Kinshasa running the country with four vice-presidents from different rebel groups, the political opposition and a president from the central government. So, it's no longer a government for the people, but a government for sharing the spoils.

Mame-Penda BA: *How did this government work?*

Toussaint Murhula Kafarhire: The four vice-presidents would represent the various rebel movements and unarmed opposition parties in Congo. Kabila fils would play the role of leader. The important thing for them was to be where the decisions were made, to continue securing their interests on the ground.

This government was set up to appease and silence the guns, but not to solve the basic problems of the Congolese people. On the positive side, a new constitution was drafted, put to a popular referendum in December 2005, voted on and adopted in 2006. This constitution enabled the country to hold its first democratic elections since independence. Kabila was democratically elected for a five-year term (2006-2011). With this new legitimacy, the temporary government of four vice-presidents will come to an end in 2006.

In 2011, Kabila again called elections and won a second term until 2016. But from 2015 onwards, as in many other African countries, he will seek to remain in power, but the population will violently oppose him in the streets. Many were killed in the protests.

It has to be said that we now have young people who, with all these political crises, are sufficiently politically literate. The political awareness that is gradually developing means that today's Congolese are beginning to take a close interest in politics, which was not the case under Mobutu, when this field was reserved for a small elite. Indeed, during Mobutu's dictatorship, nobody talked about politics. This, I believe, was Mobutu's inheritance from the colonial era, because during Belgian colonization, the Congolese "native" was not allowed to get involved in political issues. They were distracted by cultural, economic and social issues. That's why our political culture is a very recent thing.

To return to the electoral cycles since 2006, the elections that will bring Félix Tshisekedi to power⁷, will finally be held in 2018. However, everyone knew that he was not the winner, but that his accession to power was the result of an agreement between Tshisekedi and Kabila, a man far less radical than [Martin Fayulu](#), Kabila's real challenger. The outgoing president needed someone with whom he could maintain good relations, given his eighteen years in power and his catastrophic record. Kabila has become extremely wealthy, while the population has become enormously impoverished. On the security front, wars have continued despite the presence in the Congo since 1999 of MONUSCO and United Nations peace observers, who have never succeeded in establishing peace. Most of them, like certain Congolese politicians, have turned into dealers, selling off minerals and taking them out of the country.

Mame-Penda BA: *Why was Félix Tshisekedi the best option for Kabila Jr?*

Toussaint Murhula Kafarhire: Since the early 1980s, Étienne Tshisekedi had been Mobutu's main opponent. He was the figurehead of the Zairian opposition, and became a hero in the eyes of the Zairean population, as nobody dared to challenge Mobutu's dictatorship at the time. During the 2011 elections, Étienne Tshisekedi was Kabila's opponent, claiming that he could actually have won the elections and proclaiming himself president. Kabila placed him under house arrest. In 2017, he died

6 Jean-Pierre Bemba is the son of an economic figure and politician during Mobutu's time. He grew up with a taste for the thrill of power. He led a Ugandan-backed rebel movement. He is currently Minister of National Defense of the DRC.

7 Toussaint Kafarhire Murhula, S.J. (2021, June-July-August). *Instabilité politique et consolidation démocratique en RDC*. Congo-Afrique, 556, 563-580.

in Belgium, and Kabila refused to repatriate his body for his funeral, fearing that the return of the remains of this national hero would cast a shadow over him, at a time when he was going through a very difficult political period.

When we organized the 2018 elections, a man who emerged from nowhere, Martin Fayulu, was voted in as the opposition's sole candidate to prevent Kabila from winning fraudulently. The candidate Kabila Jr. had chosen to represent him was a straw man with little political consistency, so he was soundly defeated in the first round. Knowing that Fayulu, the likely winner of the second round of elections, was a radical who risked judging all members of the outgoing government for their abuses and illicit enrichment, Kabila decided it would be better to strike a deal with the runner-up, in this case Félix Tshisekedi, son of the historic opponent. He handed over power to him, knowing all about his father's political history and the popular legitimacy of his political party.

Mame Penda BA: *Félix Tshisekedi has just controversially won a second term in office. What is your assessment of his first term?*

Toussaint Murhula Kafarhire: As far as the elections and Tshisekedi's second term are concerned, Congo is in a bit of a daze. At the moment, nobody dares talk about the elections. Everyone is overwhelmed. Observers don't seem to understand what really happened. The Independent National Electoral Commission (CENI) has invalidated 82 candidates for proven fraud. It must be said that CENI did everything it could to meet the challenge of organizing the elections on time. However, analysts say that with a divided opposition, Tshisekedi would have won the elections with or without fraud. People are reluctant to speak out because the national security services can have you imprisoned, as in the case of journalist [Stanis Bujakera Tshiamala](#), accused of leaking information to *Jeune Afrique*, which published an [article](#) with embarrassing details on the death of Chérubin Okende. Okende was the spokesman for political opponent Moïse Katumbi. The journalist, who refused to reveal his sources, was arrested. He remains in prison despite national and international pressure.

Mame-Penda BA: *Why is the rebellion starting up again now?*

Toussaint Murhula Kafarhire: It's true that the record of Tshisekedi's first term as president wasn't exactly stellar either. The only thing that really worked in his favor during the election campaign was his radical stance on the repeated invasions by the Rwandan army and the violence accompanying the exploitation of natural resources in the east of the DRC.

This was the central theme of a speech by another presidential candidate, Nobel Peace Prize winner [Dr. Denis Mukwege](#), who has worked extensively on the issues of women victims and gender-based violence in conflicts. So, for President Tshisekedi, talking about Kagame's rebellion in the East was also a way of countering Denis Mukwege's candidacy, because he was the only one, until now, to have spoken out at national and international level without mincing his words and to have denounced the invasion of Rwanda. So, for Tshisekedi, having this position meant rallying the population. So, he decided to make it his campaign message, sharing the vote. This was purely a political calculation on Tshisekedi's part, but not because he strongly believed in it - if he did, he would have already done so during his first term.

The M23 war resumed because Kagame, as I said earlier, is a military man who knows that to negotiate, he has to put himself in a position of strength. He also wants to send a message to his Congolese counterpart that he won't be intimidated by speeches. I think he's sending a signal to Tshisekedi to take responsibility for what he says. Indeed, during his campaign, President Tshisekedi had publicly declared: "If there is the slightest skirmish, if the life of a single Congolese is again threatened by Rwanda, then I guarantee that I will attack Rwanda all the way to Kigali.

Mame-Penda BA: *So, Kigali is essentially putting Kinshasa to the test and humiliating it (inter) nationally?*

Toussaint Murhula Kafarhire: It does indeed humiliate us, because we're no longer speaking the language of force, but that of negotiation. In the meantime, people are being killed and families are leaving their lands to take refuge in the city of Goma. Part of the eastern territories is under M23 control. This would humiliate any man, let alone a head of state.

Mame-Penda BA: *And now, what turn can things take? Will international mediation help find a solution? Or are we back in a cycle of uncertainty?*

Toussaint Murhula Kafarhire: We can never go back to the chaos and uncertainty of ten or twenty years ago, because there is a heightened political awareness among young Congolese. Even in the east of the country, where endless wars and repeated invasions persist, there are local resistance groups called "wazalendo" who are helping the regular army to fight the M23. So, the cards have been reshuffled. What's more, during the 1990s, Kagame played heavily on the sensitive issue of genocide, for which he alone had a monopoly on interpretation. Today, many people have taken a step back from Kagame's uniform discourse and have had the time to research and understand the complexity of the issue. In particular, a Cameroonian journalist, [Charles Onana, has done extensive research](#) into the 1994 genocide of the Tutsis in Rwanda and its repercussions throughout the region, as well as into the tense situation in the Great Lakes region. His writings are extremely enlightening. He is obviously hated by the regime in Kigali.

What's more, there is no longer any such thing as a "rebel movement" in the DRC. Congolese who want to express their demands do not take up arms against their own country. They do it democratically, through a republican opposition. We have an increasingly liberalized, open political space, in which people dare to express themselves. Candidates who have lost elections, regardless of the degree of fraud involved, simply settle down and wait for the next election. The armed groups to be found in the east of the country are really self-defense forces; when the national army proves incapable of protecting them, they resist alone against the Rwandan invaders. They try to find mechanisms to protect their communities.

Today, Congo's greatest challenge lies in governance and leadership. During the recently-concluded Africa Cup of Nations, the players mimed the "Silence, on tue!" gesture in eastern Congo. This gesture was picked up by members of the government, who stood up and made the same gesture in the middle of the Council of Ministers. This obviously outraged the population, because the role of government is not only to denounce, but also and above all to act. This shows that leaders have little sense of responsibility to history and to the community. They don't know why they're here. If you look at all the rebellions in the East that have been going on for nearly thirty years, I think that blaming an external cause indefinitely is a lack of political courage. Many authorities have become scandalously rich from this situation. President Kagame runs a small country of around 15 million inhabitants. Kinshasa alone has a population of between 15 and 17 million, while the Congo has over 100 million inhabitants and is an extremely rich country. Many multinationals and nationals of other nations, such as Nigerians, Chinese, Indians and Lebanese, come to the Congo to enrich themselves. The Congolese people must become aware of their social and economic strength, and give themselves the means to make their country a major regional, continental and international power. It's a vocation that beckons and awaits. They cannot continue to cry or hide under the skin of victims, when the country has everything to be a great power. In politics, self-defence is a sacred duty. Nobody protects anybody, and that's why states take responsibility for themselves, protect their sovereignty, and equip themselves with the means to defend themselves. A responsible government will have to learn to make sacrifices, refuse corruption, and ensure greater social justice for the military, the police, teachers, the healthcare sector, and state administrators.

I'd like to come back to the question of identity. Rwandan infiltration benefits from it and will remain a war method and strategy as long as the Congolese state has not defined the contours of citizenship⁸. This structural weakness has enabled the Rwandan president to infiltrate Congolese institutions whenever he wanted. Indeed, when the fighters of the Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération (AFDL) arrived in Kinshasa in 1997, they all claimed to be "Zairians". Similarly, every time he invades the Congo, Kagamé claims to want to protect the Congo's Tutsi minority. In reality, this argument is invalid, as the Congo has a constitution that protects all its citizens equally. It's up to the Congolese government to protect them, since, taken individually, each ethnic group remains a minority in relation to the whole. This failure of the State to define the boundaries of citizenship remains the Achilles' heel in the sustainable resolution of the repeated crises in the eastern part of the Republic. One day, it will have to be taken up again with a great deal of intellectual courage, moral seriousness, patriotic interest, historical knowledge and ethical responsibility.

In addition to the issue of citizenship, there is the debate over the integrity of Congolese territory. As far back as 1998, Ugandan President Yoweri Museveni said that Zaire's borders had been drawn arbitrarily by the colonizers, and that they now needed to be redefined. But according to the principles of the African Union, the borders inherited from colonization are intangible. This claim by Rwanda or Uganda, who are still seeking to balkanize the eastern part of the Congo, has little support from the African or international community.

Consequently, since Rwanda and Uganda are not in a position to obtain supplies or loot officially, they do so militarily.

Rwandan President Kagame has just signed a Memorandum of Understanding⁹ with the European Union on the value chain in the supply of strategic minerals. Ironically, when everyone knows that Rwanda has no important minerals on its territory, such an act, at a time when the DRC is conducting an aggressive diplomatic campaign to denounce the M23 violence, demonstrates the European Union's contempt for the Congolese people and government. The West's contempt¹⁰ is an expression of its desire for a Congo without Congolese people¹¹. The European Union cannot launder the blood minerals mined in the conflict zones of eastern Congo by signing an agreement with Kagame. The lack of ethics in the conduct of international relations, due to neo-liberal competition for so-called strategic resources, is a disgrace for this lesson-giving West.

8 Toussaint Kafarhire Murhula, S.J. (2003, April). 'L'autre face du conflit dans la crise de citoyenneté au Congo'. Congo-Afrique, 374.

9 https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_24_822

10 <https://www.nytimes.com/2012/12/01/opinion/to-save-congo-let-it-fall-apart.html>

11 <https://www.pambazuka.org/governance/africa's-wealth-and-western-poverty-thought>

Cinquième conférence biennale de l'Association des études africaines d'Afrique (AEAA)

Toussaint Murhula Kafarhire, S.J.

Professeur de Science politique
Université Loyola du Congo, RDC
kafmurhula@gmail.com

Le cinquième congrès biennal de l'AEAA

Du 24 au 28 octobre 2023, l'Association des études africaines d'Afrique (AEAA) s'est réunie à Lubumbashi, en République démocratique du Congo, pour célébrer son dixième anniversaire. Au cours de cette cinquième conférence biennale organisée autour du thème « Rapatrier l'Afrique : problématiques anciennes et perspectives critiques », les chercheurs, les activistes et les décideurs politiques ont été encouragés à changer leur *point de vue épistémologique*, à élargir le champ de la réflexion sur les questions africaines, et à développer une nouvelle pensée sur la *justice* culturelle dans la longue histoire du pillage colonial occidental des valeurs humaines, matérielles et immatérielles de l'Afrique. Le thème principal de la conférence a été alors articulé autour de quatre axes : la restauration, la réparation, le rapatriement et la restitution.

L'AEAA a été fondée en 2013 à l'Université du Ghana, où elle est hébergée par l'Institut d'études africaines (Institute of African Studies, IAS). Comme l'affirme la professeure Akosua Adomako Ampofo, l'une des membres fondateurs :

Cette initiative était la réponse des universitaires et des activistes africains sur le continent africain pour avoir un espace [...] où nous pourrions déterminer un programme pour l'étude de l'Afrique ; où nous pourrions


How to cite this paper:
Kafarhire, T. M. (2024). Cinquième conférence biennale de l'Association des études africaines d'Afrique (AEAA).
Global Africa, (5), pp. 278-285.

<https://doi.org/10.57832/7b75-vw35>

Received: January 15, 2024

Accepted: February 09, 2024

Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/) 

partager nos diverses connaissances, en particulier avec la jeune génération [...] ; où nous pourrions discuter de notre bien-être professionnel en tant que praticiens ; et où nous pourrions défendre nos intérêts mutuels.

Pour tenir sa promesse de couvrir progressivement l'ensemble du continent, l'association organise tous les deux ans une conférence panafricaine chaque fois dans un pays différent afin de débattre des questions importantes qui se posent sur le continent. La conférence de 2023 a pour la première fois eu lieu dans un pays francophone. Il s'agissait d'un moment unique pour créer des ponts à l'intérieur et au-delà du continent et sa diaspora afin de guérir des blessures héritées des expériences coloniales et postcoloniales. Des universitaires sont venus du monde entier¹ pour partager leurs idées, produire de nouvelles connaissances, diffuser les résultats de leurs recherches, ou simplement créer un espace de partage de l'*ubuntu*². Pendant ces quatre jours, Lubumbashi est devenue le lieu de rencontre et de réconciliation entre le passé et le présent, ouvert aux échanges, et permettant d'apprendre les uns des autres. Il n'y aurait pas eu de meilleure occasion pour nous que l'élan de l'AEAA créé à Lubumbashi pour consolider la conscience de notre histoire partagée, développer des solutions internes aux crises actuelles, et nous convaincre de notre avenir commun.

En marge de cette conférence, Lubumbashi a également accueilli l'une des trois sessions de la sixième édition du Congrès international d'études africaines et de la diaspora africaine (International Congress of African and African Diaspora Studies, ICAADS) qui célébrait le soixantième anniversaire de l'Union africaine. Les africanistes avaient exprimé le besoin de ressusciter l'ICAADS pour marquer cette étape importante dans la vie intellectuelle de l'Afrique. Ils voulaient aussi se souvenir du cinquantième anniversaire de la troisième rencontre de l'ICAADS à Addis-Abeba (1973), donnant ainsi « un nouvel élan à l'extraordinaire dynamique de transformation mondiale des études africaines, qui a commencé au Ghana en 1962 avec le premier Congrès international d'études africaines ».

Rappelons que le premier congrès international a eu lieu à Accra en 1962, et les réunions subséquentes se sont respectivement tenues à Dakar (1967), Addis-Abeba (1973), Kinshasa (1978) et Ibadan (1985). Puisqu'aucune autre réunion n'a eu lieu après celle d'Ibadan, l'intention des africanistes était de rassembler, justement, les différentes associations des études africaines et de la diaspora pour célébrer l'unité du continent et le panafricanisme dans son parcours intellectuel.

Décortiquer le concept de restitution : entre signification et expérience

La conférence de l'AEAA 2023 a eu pour objectif d'aborder un certain nombre de questions conformément à sa mission de rendre pertinente la production de connaissances sur le continent pour l'élaboration de politiques et la transformation sociale. Ainsi, pendant quatre jours, les participants se sont penchés sur la nécessité d'identifier les obstacles inhérents à la réparation, à la restauration, au rapatriement et à la restitution du patrimoine culturel africain spolié par l'Occident colonial. Si ces importants biens spirituels africains ne sont pas restitués, le socle culturel du développement

1 Plus de 200 participants sont venus de diverses universités d'Afrique et d'ailleurs pour participer à la conférence. D'autres, qui n'ont pas pu venir en personne, ont assisté à la conférence en ligne. Il s'agit des University of Cape Town, University of Ghana, Université Gaston-Berger, Université Nouveaux Horizons, Université de Lubumbashi, Université de Kinshasa, James Madison University, Delaware University, Oxford University, University of Bucharest, University of Johannesburg, Université de Yaoundé, University of West Cap, Université de Lomé, Egerton University, Université de Dschang, Loyola University Chicago, Université méthodiste d'Angola, Stellenbosch University, Johns Hopkins University, Columbia University, University of Toledo, Université officielle de Mbuji-Mayi, Deakin University, Université catholique de Louvain, University of California Irvine, Kenyatta University, USIU-Africa, Université de Dalhousie, Université Nzuzu, Leeds University, Makerere University, Howard University, UC Santa Barbara, Northumbria University, York University, University of Texas de Dallas, Rhodes University, University of Glasgow, Ohio State University, Amherst College, Institut de recherche pour le développement (IRD), Boston College, pour n'en citer que quelques-unes, ainsi que le cercle Kapsiki, le ministère kényan de la Faune et du Patrimoine, d'autres acteurs politiques, des artistes, la société civile et des journalistes.

2 Mark Deacon dit, par exemple, que "[L']Ubuntu implique l'humanisme ou l'humanité. Il s'agit d'un fondement spirituel, d'un état intérieur, d'une orientation et d'une disposition au bien qui motive, interpelle et fait percevoir, ressentir et agir de manière humaine envers les autres. C'est un mode de vie qui cherche à se promouvoir et à se manifester et qui se réalise au mieux dans une relation harmonieuse au sein de la société" (*Ubuntu : in a Christian Perspective*. Potchefstroom : Potchefstroom University Press, 1999, 5.)

restera fragile. Quelles sont donc les conditions nécessaires à une restitution juste et équitable du patrimoine culturel africain ? Que faudrait-il pour sensibiliser les parties prenantes à l'impact positif de la restitution ? Les universitaires ont débattu pendant ces quatre jours à Lubumbashi autour de quatre axes que sont la réparation, la restauration, le rapatriement et la restitution, en explorant une nouvelle perspective africaine, en générant de nouvelles connaissances, et en remettant en question les arguments contre la restitution, dont la plupart sont ancrés dans une perspective eurocentrique.

En revisitant les politiques coloniales et les héritages du pillage, leurs fondements idéologiques, la conférence a également proposé une souveraineté académique et une réappropriation de l'interprétation de nos expériences quotidiennes, de la perspective historique et actuelle. De ce fait, la conférence a non seulement réévalué les conséquences de l'héritage épistémique eurocentrique, mais a également identifié ces perspectives canonisées comme l'obstacle majeur à la demande de restauration, de réparation, de rapatriement et de restitution du patrimoine culturel de l'Afrique détenu par l'Occident.

Le débat sur la restitution est certainement ouvert et pressant. « Rapatrier l'Afrique : problématiques anciennes et perspectives critiques » a été comme un cri de ralliement des activistes des milieux universitaire et artistique qui se sont rendus à Lubumbashi dans l'espoir de visiter Shilatembo, le lieu où a été assassiné le Premier ministre congolais élu, Patrice Émery Lumumba, le 17 janvier 1961. L'assassinat de Lumumba représente pour la plupart des Africains l'hypocrisie des indépendances face au régime colonial et sa volonté de promouvoir un leadership africain pro-occidental. Grâce aux nouvelles perspectives acquises au cours de la conférence, nous constatons qu'une jeune génération de chercheurs africanistes postcoloniaux a atteint la maturité pour remettre en question les fondements mêmes des hypothèses et des assumptions que nous avons longtemps prises pour acquises.

Ainsi, la métaphore du « rapatriement de l'Afrique » est censée signifier en outre l'élargissement du champ d'analyse afin d'échapper aux stéréotypes étroits hérités des stéréotypes occidentaux canonisés. Mais quelle est l'Afrique qui doit être rapatriée ? Et d'où ? L'approche de Pedro Monaville sur la restauration, par exemple, examine de manière critique la mémoire, l'héritage et l'utilisabilité des mouvements révolutionnaires d'étudiants face à cette ruse occidentale, tout en se demandant ce qui doit être restauré et ce qui doit être réinventé par rapport à l'héritage du passé colonial.

La conférence a également soulevé l'importance de comprendre les coûts politiques, économiques, éthiques et moraux – réels ou imaginaires – d'un tel projet. Qui gagne, qui perd, et que perdent-ils dans la mise en œuvre de la restitution ? La revendication fondamentale de la conférence de l'AEAA 2023 a été de désacraliser la vision dominante de l'Afrique, une position défendue par les parties prenantes occidentales dans le débat sur la restitution, et les connaissances enracinées dans des images coloniales des Africains, produites par les Occidentaux pour la consommation occidentale. Il est tout simplement important de s'accorder sur le principe de la restitution des artefacts africains et de ramener sur le continent toutes les archives coloniales afin que les chercheurs africains puissent y avoir facilement accès. Tout aussi important pour cette jeune génération de chercheurs africains : les études africaines devraient ouvrir des espaces facilitant les échanges sur des questions importantes pour les Africains. La conférence était en effet la continuation d'un travail inachevé pour tenter d'accéder à l'indépendance, la souveraineté et l'autodétermination de l'Afrique, en reprenant le sujet brûlant de la *restitution* qui a émergé presque chaque décennie depuis les indépendances.

Prenons par exemple l'idée, ancrée dans l'esprit de la plupart des Occidentaux, selon laquelle l'Afrique est pauvre. Ce stéréotype ne sert qu'à justifier de mauvaises politiques comme l'aide étrangère, alors qu'en réalité, ce qui est nécessaire, c'est la justice dans le commerce international. Consciente de cette épistémè opérationnelle occidentale – et prenant en compte d'autres facteurs conditionnant la production de connaissances –, la position sur le rapatriement de l'Afrique suggère de se réapproprier le discours sur l'Afrique et de ramener le patrimoine culturel matériel et immatériel africain qui constitue le lieu d'où la pensée postcoloniale occidentale tire sa légitimité épistémologique, tout en perpétuant la violence coloniale symbolique sur laquelle Valentin-Yves Mudimbe a écrit avec autant d'éloquence.

Le professeur Alexis Takizala, fondateur et recteur de l'Université Nouveaux Horizons (UNH) qui a accueilli la conférence aux côtés du Centre Arrupe pour la recherche et la formation (CARF), affirme à juste titre que « le plus grand bien que l'on puisse voler à une personne, c'est son identité. Vous la videz de sa personnalité et de son âme, pour ainsi dire. À la place, vous créez chez elle un complexe d'infériorité, la poussant à douter d'elle-même. C'est tout ce dont on a besoin pour dominer un peuple. Il y a plusieurs façons de le faire, notamment en lui répétant à longueur de journée qu'elle ne vaut rien, que ni elle ni aucun autre membre de sa famille n'est assez bon pour quoi que ce soit. Ainsi, leur culture est vue comme une sous-culture, une pseudo-culture ».

Les questions débattues ont été extrêmement critiques, ayant des implications ontologiques, épistémologiques et éthiques qui expliquent pourquoi le débat sur la restitution est récurrent tout au long de l'ère postcoloniale en l'Afrique. Il est par exemple impossible, jusqu'à ce jour, aux personnes d'ascendance africaine de vivre une vie pleinement humaine et humanisante sans réclamer réparation, restauration, et justice contre le système colonial qui foula au pied l'humanité même des Noirs. L'idée de séquestrer des artefacts africains dans des donjons occidentaux appelés « musées » fut, de ce fait, une stratégie à double visée : d'abord, présenter les cultures d'Afrique comme exotiques et rétrogrades, et par conséquent, justifier l'œuvre civilisatrice de la colonisation. Ensuite, maximiser les productions intellectuelles et la rente capitaliste sur des ressources culturelles et spirituelles originaires d'Afrique, dont la mission et l'originalité soustrayaient à toute valeur marchande.

De toute évidence, les universitaires africains et ceux de la diaspora ont pris conscience que les torts causés à l'Afrique par la colonisation, sans parler de la traite négrière, n'ont pas encore été corrigés. Ils ont réclamé à Lubumbashi le droit d'affiner, de redéfinir et de repenser le débat sur les conditions nécessaires à la restitution des biens matériels et immatériels qui, s'ils ne sont pas restitués, restent le bastion du contrôle politique, de la domination épistémologique et de l'exploitation économique par l'Occident. L'ambassadeur d'Antigua-et-Barbuda Dorbrene E. O'Marde, vice-président de la Commission des réparations de la Communauté caribéenne – Caricom (Caribbean Community) Reparations Commission, (CRC), a fait valoir avec force que l'Occident a déjà accepté de réparer ses erreurs passées, lorsqu'il a évoqué la présentation d'excuses et le versement de sommes d'argent à titre de réparation dans le cas des Américains d'origine japonaise, des Esquimaux, des Amérindiens, des Maoris en Nouvelle-Zélande, etc.

Les participants à la conférence ont estimé que le rapatriement des biens et patrimoines ne serait pas suffisant s'il ne s'accompagnait pas d'une réparation (morale et matérielle) des dommages causés par ces spoliations coloniales, dont les conséquences sont encore perceptibles dans le système mondial actuel. En décomposant la question de la restitution, la conférence a fait prendre conscience de l'urgence de la réparation, du rapatriement et de la restauration, avant de se concentrer sur la restitution des biens matériels et immatériels. Pour la plupart des défenseurs de l'Afrique, l'équivoque des acteurs occidentaux qui défendent la pénurie logistique en Afrique révèle la crainte de l'Occident de perdre une importante source de pouvoir et de revenus qui serait transférée en l'Afrique.

Quelques obstacles inhérents à la réparation, la restauration, le rapatriement et la restitution du patrimoine culturel africain

Il n'est pas rare de rencontrer des résistances en Occident sur la question de la restitution du patrimoine culturel matériel et immatériel de l'Afrique volé avant, pendant, et même après l'ère coloniale. Ces arguments ne sont pas seulement produits de manière exogène, légitimés par ce que

Mudimbe a appelé la « bibliothèque coloniale³ », un ensemble de connaissances produites à cette fin, mais ils sont également endogènes en tant qu'expression du sentiment d'infériorité, de la haine de soi et de l'assujettissement intériorisé expliqués par Frantz Fanon⁴. D'où l'importance de commencer par l'axe de la restauration qui a focalisé les débats et l'attention analytique sur la stigmatisation des cultures et des savoirs africains (Christophe Essomba), le dénigrement des cultures africaines (Lawrence Abiona), et les préjugés culturels tels que le genre, la linguistique ou le sens.

On ne saurait trop insister sur la pertinence de la question de la restitution aujourd'hui. En effet, *les justifications venant de l'extérieur de la conservation du patrimoine culturel africain dans les musées, bibliothèques, archives et universités occidentaux* d'une part, et *les rejets au niveau local de cette idée sous prétexte que la conservation posera un problème*, d'autre part, reflètent la dialectique à laquelle nous avons déjà fait allusion plus haut. J'aimerais croire qu'il y a des gens de bonne foi de part et d'autre de ces oppositions, mais c'est une bonne foi naïve si tel est le cas. Ils seraient de ceux qui croient que la colonisation a été une bénédiction qui a profité à l'Afrique à bien des égards. En réalité, arracher ces objets-sujets à l'Afrique, quelle que soit la méthode utilisée (razzias, achats, cadeaux, etc.), faisait partie d'une stratégie de sevrage des Africains de leurs croyances, traditions, et ancêtres, afin de les faire entrer dans une *Weltanschauung*⁵ occidentale. En réalité, cette stratégie délibérée du colonisateur était intentionnellement élaborée pour dépouiller l'Afrique de son âme, de reléguer au second plan la vision africaine du monde et, progressivement, d'effacer sa mémoire ancestrale considérée comme mauvaise, maléfique, et même dangereuse. Pourtant, ces biens culturels et ces valeurs spirituelles n'avaient pas pour fonction d'alimenter le capitalisme ou de meubler les musées ; ils étaient au contraire des lieux de convergence communautaire, de mémoire aussi, et des méthodes de stockage auxquels les Africains avaient recours pour conserver et transmettre leur sagesse, leurs religions, et leurs connaissances des mondes visibles et invisibles.

La naïveté de croire en une bonne intention derrière la pernicieuse institution coloniale contribue également à maintenir un système qui a consacré la prédation, la domination, et l'exploitation de l'Afrique. Les disparités et les injustices existantes sont le résultat du racisme consacré qui soutient cette politique coloniale. D'autre part, croire que l'Afrique précoloniale n'avait rien de bon à offrir, aucune forme d'État, aucune culture ou civilisation est une tentative de pallier le sentiment de supériorité culturelle de l'Occident. Ces attitudes, acquises, résultent d'une position herméneutique de l'Europe coloniale, enseignée dans les écoles et dans d'autres institutions coloniales (paroisses), et correspondent à ce que Martin Heidegger et Hans-Georg Gadamer ont respectivement appelé « préstructures de la compréhension » et « préjugés de l'interprète ». En d'autres termes, la position intellectuelle de l'Occident fut biaisée dès le départ car elle découle de l'historicité, de l'état adventice, de la facticité et du positionnement de son auteur. Ainsi, l'énorme corpus de connaissances produit sous le système colonial répondait à l'impératif d'une éthique politiquement incorrecte de l'époque.

Cette attitude d'autosatisfaction occidentale a réussi à produire son opposé en Afrique, une attitude défaitiste, et un système qui intronise l'Occident comme autorité morale et politique du monde. Comble d'hypocrisie, aujourd'hui encore, les politiques africaines de développement économique ou culturel se décident à Paris, Londres, Washington, Genève, New York, etc. L'Occident continue à parler au nom des Africains pour définir ses besoins. C'est simplement déshumanisant ! Les conséquences d'une telle confiscation de la parole justifient aussi l'accaparement du patrimoine culturel et spirituel de l'Afrique, y compris l'interprétation même de ce que ces artefacts volés représentent pour l'Afrique.

3 La « bibliothèque coloniale » est constituée de textes écrits, de récits construits, de représentations répétées, de savoirs accumulés, de discours canonisés, d'attitudes établies, d'orthodoxies épistémiques et d'histoires officielles de l'Afrique produites pour la consommation coloniale. Voir V.Y. Mudimbe, *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*. (Bloomington, IN: Indiana University Press, 1988, p. 45), et V.Y. Mudimbe, *The Idea of Africa*. (Bloomington and Indianapolis: Indiana University Press, 1994, p. xii). Voir aussi, Kafarhire Murhula, T. (2024, à paraître) dans Z. Wai (ed), *Africa Beyond Inventions: Essays in Honour of V.Y. Mudimbe*

4 Mustapha Haddab, "Violence et Histoire dans la pensée de Frantz Fanon" dans *Sud/Nord* (Vol 1. No. 22, 2007, pp.79-87), p.79, note.2.

5 Le mot allemand *Weltanschauung* n'est guère traduisible en une autre langue [disait Carl Gustav Jung] : il désigne non seulement une conception du monde mais aussi la *manière* dont on conçoit le monde". Cf. C.G. Jung, *Seelenprobleme der Gegenwart* (Rascher, Zurich, 1931), cité dans « Psychologie analytique et conception du monde, in *Problèmes de l'ère moderne*, Buchet Chastel, 1976, p. 95-129.

Ce parti pris culturel de l'Occident a ordonné et légitimé le dépouillement colonial des expressions spirituelles et culturelles de l'Afrique, dans sa stratégie d'effacement des mémoires et de réécriture des esprits par le biais des structures coloniales. En conséquence, les Africains ont renoncé à l'âme même de leur être pour embrasser l'assimilation et l'occidentalisation sous la forme de religion, de civilisation, de langue et d'autres expressions de la spiritualité qui permettent de donner symboliquement un sens aux événements de la vie quotidienne. La codification et la canonisation des connaissances produites par l'Occident qui ont suivi n'étaient pas politiquement fortuites ni économiquement désintéressées. Pour maintenir le *statu quo* d'un système qui profite à l'Occident, il était important de pousser les Africains à abandonner leurs pratiques pour embrasser celles de l'Europe.

Cependant, en ce 21^e siècle, cette posture intellectuelle ne devrait plus être moralement défendable. Pourquoi ? Parce que c'est précisément l'une des sources majeures du problème auquel est confrontée aujourd'hui non seulement l'Afrique, mais le monde entier. C'est l'arrogance scientifique de l'Europe du 18^e siècle qui a refusé aux autres le droit d'être différents, de pratiquer leur spiritualité et de ne pas maltraiter l'environnement. Comme l'affirme le pape François en 2015 dans sa lettre encyclique *Laudato Si* (au no. 139)⁶, nous ne sommes pas confrontés à une multitude de crises qui se traduisent par des crises écologiques, des disparités sociales, l'immigration, le racisme, etc. Il s'agit d'une seule et même crise et elle est profondément spirituelle. La survivance de l'ordre colonial semble presque naturelle parce qu'il y a des gens qui en tirent profit. Mais maintenir cet ordre des choses, c'est condamner le monde au suicide. À Lubumbashi, la jeune génération d'universitaires africains n'est pas de ceux qui acceptent tout ce qu'on leur dit sans se poser de questions. Elle se méfie des soi-disant bonnes intentions de l'Occident envers l'Afrique. Elle exige que les symboles et le patrimoine culturels et spirituels de l'Afrique soient restitués à leurs places légitimes. Ces places ne seront pas dictées par les colons. Elles émergeront des conversations nationales et des communautés locales. À ce tournant historique, la conférence de l'AEAA 2023 tenue à Lubumbashi a été d'une importance capitale, en incitant de nouvelles interprétations à émerger de jeunes chercheurs, à ébranler les croyances existantes, et de nouvelles vérités sur l'histoire à être articulées.

Quelques recommandations et résultats de la conférence

Un certain nombre de résolutions ont été adoptées à l'issue de ces débats. Elles visaient différentes parties prenantes, notamment les organisations internationales telles que l'ONU et l'Union africaine, les gouvernements et les décideurs africains, les universitaires et les autorités académiques, la diaspora africaine, les artistes et les communautés locales.

Parmi les recommandations importantes formulées à la fin de la conférence, les participants ont demandé :

1. Les gouvernements africains doivent disposer d'un organe de coordination chargé d'échanger les expertises et connaissances sur la question de la restitution et de la réparation, ouvert et accessible aux collègues des Caraïbes. Ces organes nationaux de coordination de la restitution s'occuperont également du travail de plaidoyer auprès de l'Union africaine et des Nations unies, afin de poursuivre la conversation aux niveaux continental et mondial. En effet, les représentants de ces organismes nationaux peuvent former une commission d'experts au sein de l'Union africaine afin d'exploiter l'influence mondiale dans la négociation et le plaidoyer en faveur de la restitution et de la réparation dues à l'Afrique.
2. L'élaboration de projets de loi relatifs à la réparation, à la restauration, au rapatriement et à la restitution des biens matériels et immatériels de l'Afrique. Les lois adoptées par la suite devront être enseignées dans les écoles, de l'école primaire à l'école secondaire, afin que les jeunes et les citoyens africains soient davantage sensibilisés à la question du besoin de justice sociale, historique, culturelle et épistémologique de l'Afrique.

6 Pape François, *Laudato Si*. (2015) https://www.vatican.va/content/francesco/fr/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si.html

3. Les nations africaines devraient créer des panthéons nationaux pour accueillir et conserver les reliques et les restes humains qui vont revenir, car cela fait également partie du projet de rapatriement. Il pourrait également s'agir de cimetières nationaux où nos ancêtres exilés trouveraient le repos éternel une fois de retour dans leur pays d'origine.
4. Investir dans la conservation éducative au niveau local, au sein des sociétés civiles, car le sérieux avec lequel la question de la restitution est traitée montrera si effectivement les œuvres d'art sont valorisées ou pas au niveau local. Ce n'est qu'en valorisant ces œuvres d'art dans la conscience collective que la véritable construction de la mémoire collective se fera. Il y a du travail à faire pour créer une génération d'Africains civiquement conscients de la nécessité de protéger ce qui est important pour eux.
5. Les gouvernements africains devraient également protéger les sites archéologiques qui ont déjà été identifiés et ceux qui le seront à l'avenir, afin d'encourager la recherche et de perpétuer la mémoire. En outre, de meilleures pratiques dans les différents pays africains devraient inspirer les autres à créer des musées, des programmes d'inventaire intentionnels sous la forme d'observatoires des pratiques culturelles, afin d'évaluer ce qui est « à nous », et où se situent nos biens matériels et culturels à l'étranger.
6. S'éloigner de la simple dénonciation des abus coloniaux en investissant dans l'innovation et en promouvant l'autonomie de la pensée africaine, la valeur de la philosophie ubuntu, et la transmission de la sagesse et des connaissances africaines.
7. Les universitaires africains devraient aussi intensifier la recherche et s'assurer que leurs découvertes et publications sont intégrées dans les programmes scolaires et universitaires, afin d'intensifier l'éducation sur la question de la restitution, de sensibiliser les multiples parties prenantes, et de maintenir l'intérêt scientifique dans des domaines tels que l'anthropologie physique et culturelle, la bioarchéologie, la conservation des musées, des bibliothèques et des archives, et les sciences coloniales, afin de rendre nos universités à même de susciter la transformation de nos sociétés.
8. Créer de nouveaux canaux de communication qui relient l'Afrique à sa diaspora, sensibiliser au continuum identitaire avec ceux qui vivent en dehors du continent, et les impliquer dans le développement du continent. En outre, un effort conscient devrait être fait pour améliorer la visibilité des langues africaines, en particulier en créant des publications éditoriales dans les langues africaines pour les sauver d'une éventuelle extinction, mais aussi pour les promouvoir culturellement, car l'identité se préserve par la langue.

Conclusion

L'Association des études africaines d'Afrique (AEAA) a fourni aux universitaires et à la société l'espace approprié pour s'enrichir mutuellement. Ce moment d'écoute et de partage intense a été très apprécié, en particulier dans un pays qui a connu des difficultés politiques ces dernières années. Ces grands moments de l'histoire du continent contribuent à faire prendre conscience des efforts accomplis et de ce qui reste à faire pour que les Africains et leurs descendants puissent avoir une vie digne et pleine de sens. De pareils moments nous rappellent également qu'il ne peut y avoir de consolidation démocratique sur le continent si toutes les voix ne sont pas valorisées et prises en compte. Il est donc essentiel d'impliquer les communautés locales pour qu'elles participent activement aux réflexions, aux recherches et aux débats ethnographiques, archéologiques et anthropologiques si nous voulons progresser sur la question de la restitution. La principale partie prenante est la communauté locale, selon la définition que l'on veut donner au terme « communauté locale ». Il est évident que l'Afrique aura besoin de renforcer ses capacités en formant des personnes et en préparant des infrastructures qui accueilleront notre patrimoine culturel spolié. C'est un domaine où la production de connaissances peut commencer à modifier le paradigme et les épistémologies coloniales, contribuant ainsi à une véritable émancipation et indépendance des esprits en Afrique. Cela pourrait également modifier notre relation avec nos ancêtres, nos traditions, nos spiritualités, notre sagesse, notre dignité et notre estime de nous-mêmes.

Nous aurons besoin de nos partenaires extérieurs pour accompagner nos efforts de restitution de nos biens spirituels et culturels, notamment pour ce qui est des dépouilles de nos « ancêtres » et le transfert de tous les documents et la documentation y affaissant. Dans un esprit de réconciliation et de restauration, ils devraient également nous remettre les résultats de différentes enquêtes menées pendant la période d'expatriation. Les responsables africains des secteurs publics et privés ne devraient ménager aucun effort pour participer à la mise en place d'infrastructures appropriées pour l'accueil, la gestion et la conservation des patrimoines restitués, et ceux qui le seront aussi à l'avenir. Nos universités devraient également mettre en place des bourses pour la formation et la recherche dans les domaines où l'expertise fait défaut dans plusieurs pays africains malgré le fait que les besoins sont pourtant immenses. Que nos artistes d'aujourd'hui intensifient également les stratégies de sensibilisation des populations, en vue non seulement de s'approprier le plaidoyer, mais aussi de contribuer à la rationalisation de la gestion des retombées et à la pérennisation de cette mémoire collective pour les générations futures. Ainsi, des œuvres artistiques telles que les pièces de théâtre, la musique, les romans et les récits peuvent contribuer à la conservation de la mémoire et à la création de nouvelles connaissances.

L'AEAA encourage les universités africaines à augmenter le nombre de leurs membres parmi les professeurs et les étudiants afin de poursuivre cette conversation. Il est vrai qu'à chaque conférence, et cela au cours des dix dernières années, le nombre de membres de l'AEAA a augmenté, malgré les difficultés rencontrées pour voyager à l'intérieur du continent (procédures de demande de visa, coût, barrières linguistiques, etc.). Si nos expériences communes et les souvenirs que nous construisons ensemble dans un esprit de panafricanisme ne sont pas préservés, nos nations et nos savoirs resteront autarciques. L'AEAA espère profiter de cet élan pour réorienter le discours sur les questions africaines, informer et éduquer nos communautés, et influencer sur les procédures d'élaboration des politiques, tout en contribuant à redéfinir les clichés hérités sur le continent. Ensemble, nous vaincrons en faisant évoluer progressivement la prise de conscience et en surpassant le statut de minorité dans lequel les Africains, les chercheurs africains et l'ensemble du continent ont été placés.

Il est également important que la diaspora africaine se sente elle aussi impliquée dans le débat sur la restitution. Cette expérience de collaboration peut aider à la compréhension de nos identité, spiritualité et ascendance communes. Les Africains ne doivent plus mesurer leur niveau de connaissance en se soumettant aux normes occidentales attestées par des diplômes universitaires. Au lieu de rester captifs du marché capitaliste du savoir, de nouvelles réappropriations des épistémologies de la négritude⁷ devraient être enseignées et promues. La barbarie contre les humains et l'environnement trouve son fondement dans l'éthique moderniste d'un Occident qui exploite la nature et les humains comme de simples marchandises à des fins lucratives. La justification de la domination coloniale et de la gratification monétaire se ressent dans la production de connaissances de l'ère moderne. Les Africains sont prêts à relever le défi de la déconstruction en rejetant l'enchevêtrement dialectique des binômes mis en place pour renforcer l'altérité des peuples et cultures non européens. Comme l'a une fois affirmé l'écrivain nigérian Chinua Achebe⁸, l'Afrique n'est pas le faire-valoir de l'Occident. Et sa diversité culturelle ne doit pas être comparée à la civilisation occidentale. En réalité, chaque personne, chaque culture et chaque peuple a sa propre valeur et sa raison d'être en lui-même.

7 Pendant de nombreuses années, l'Occident s'est donné pour mission de civiliser le monde (colonisation), discours qui s'est avéré être une stratégie de légitimation du pillage. Thiam, C. (2003). *Epistemologies from the Global South. Negritude, Modernity, and the Idea of Africa*. University of KwaZulu-Natal.

8 Bacon, K. (2000, August). An African Voice. *The Atlantic*. <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2000/08/an-african-voice/306020/>

5th Biennial Conference of the African Studies Association of Africa (ASAA)

Toussaint Murhula Kafarhire, S.J.

Professor of Political Science
Loyola University of Congo, DRC
kafmurhula@gmail.com

The 5th ASAA Biennial Conference

From October 24 to 28, 2023, the African Studies Association of Africa (ASAA) met in Lubumbashi, the Democratic Republic of Congo, to celebrate its 10th anniversary. During this 5th Biennial conference organized around the theme of “Repatriating Africa: Ancient challenges, critical insights,” scholars, activists, and policymakers were encouraged to shift their *epistemological vantage*, widen the scope of reflection on African matters, and develop a new thinking about cultural *justice* in the long history of Western colonial plunder of both tangible and intangible valuables from Africa. The conference’s main theme was then articulated around four axes that included restoration, reparation, repatriation, and restitution.

The ASAA was founded in 2013 at University of Ghana, Legon, Ghana where it is hosted by the Institute of African Studies (IAS). As professor Akosua Adomako Ampofo, one of the founding members, contends:

“[This move] was the response of African scholars and activists on the African continent to have a space... where we could determine an agenda for the study of Africa; where we could share our diverse knowledge especially with younger generation...; where we could discuss our professional wellbeing as practitioners; and where we could advocate for each other”.

How to cite this paper:
Kafarhire, T. M. (2024). 5th Biennial Conference of the African Studies Association of Africa (ASAA).
Global Africa, (5), pp. 286-292.

<https://doi.org/10.57832/m82x-v749>

Received: January 15, 2024

Accepted: February 09, 2024

Published: March 20, 2024

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



To keep the promise to gradually cover the entire continent, the Association convenes a Pan-African conference every two years, in a different country, to debate important issues emerging on the continent. The 2023 conference took place in a French-speaking country for the first time since the founding of the Association. It was a unique moment in building bridges within the continent and across its diaspora, to heal inherited wounds created by the colonial experience. Scholars arrived from all over the world¹ to share ideas, produce new knowledge, disseminate their research findings, or simply to create a space where they could share their experiences. Lubumbashi, therefore, became the epitome of the reconciliation between colonial past and neocolonial present, allowing us to learn from each other, and expose the socioeconomic consequences of unassumed critical posture. There could be no better opportunity for us to consolidate awareness about our history and find home-made solutions than the momentum ASAA created in Lubumbashi.

In the margins of its 5th biannual Conference, Lubumbashi also held one of the three sessions of the 6th edition of the International Congress of African and African Diaspora Studies (ICAADS) to celebrate the 60th anniversary of the African Union. Africanist scholars who felt the need to resurrect the ICAADS wanted to mark this milestone in the history of Africa, but also to remember the 50th anniversary of its third convening in Addis Ababa, thus giving a new impetus to the extraordinary dynamic of worldwide transformation in African studies, which began in Ghana, in 1962, with the first International Congress of African Studies. The first one of these series of international congresses took place in Accra while the subsequent gatherings were held respectively in Dakar (1967), Addis Ababa (1973), Kinshasa (1978), and in Ibadan (1985). Given that no further meetings took place after Ibadan, our intention was to gather different African studies associations with the diaspora and walk the talk of unity, holding high the spirit of Pan-Africanism.

Unpacking the Restitution Concept: Between Meaning and Experience

The ASAA 2023 conference had set out to address a number of questions in line with its mission of making knowledge production on the continent relevant to policymaking and social transformation. Thus, for four days, participants tried to identify inherent obstacles to the reparation, restoration, repatriation, and restitution of the African cultural heritages despoiled by the colonial West. Unless these important African spiritual assets are returned, the cultural socle of development will remain shaky. Thus, it is imperative to ask oneself these important question: What are the necessary conditions for a fair and right restitution of Africa's cultural heritage? What would it take to sensitize stakeholders on the positive impacts of restitution? During their four days stay in Lubumbashi, the scholars that attended the conference pondered over these four axes: reparation, restoration, repatriation, and restitution. Thanks to their unique African perspective, they came up with fresh insights, generating thus new knowledge and questioning the arguments against restitution –most of which are rooted in a Eurocentric vantage.

By revisiting colonial policies and legacies of plunder, their ideological underpinnings, the conference also proposed an academic sovereignty and a reappropriation of the interpretation of our daily experiences, historical and present-day perspectives. As a result, the conference not

1 More than 200 participants came from various universities in Africa and beyond to participate in the Conference. Others who could not make it physically attended online. The universities that took part in the 2023 conference were: the University of Cape Town, University of Ghana, Université Gaston Berger, Université nouveaux Horizons, Université de Lubumbashi, Université de Kinshasa, James Madison University, Delaware University, Oxford University, University of Bucharest, University of Johannesburg, l'Université de Yaoundé, University of West Cap, l'Université de Lomé, Egerton University, l'Université de Dschang, Loyola University Chicago, l'Université Méthodiste d'Angola, Stellenbosch University, Johns Hopkins University, Columbia University, University of Toledo, l'Université officielle de Mbujimayi, Deakin University, l'Université Catholique de Louvain, University of Californie Irvine, Kanyatta University, USIU-Africa, l'Université de Dalhousie, l'Université Nzuzu, Leeds University, Makerere University, Howard University, UC Santa Barbara, Northumbria University, York University, University of Texas at Dallas, Rhodes University, University of Glasgow, Ohio State University, to name but a few. There were also Amherst College, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Boston College, as well as the Cercle Kapsiki, the Kenyan Ministry of Fauna and heritage, other political actors, artists, civil society, and journalists.

only reassessed the consequences of Western-centric epistemic legacies but also identified these canonized perspectives as the major obstacle in the demand for restoration, reparation, repatriation, and restitution of Africa's cultural heritage held in the West.

"Repatriating Africa: Ancient challenges, critical insights," was like a rallying cry for scholars-activists and artists-activists who went to Lubumbashi with the expectation to visit Shilatembo, the site of the assassination of first Congolese elected Prime Minister, Patrice Emery Lumumba, killed on January 17, 1961. For most Africans, the assassination of Lumumba showed the hypocrisy behind the so-called independence from the colonial regimes, and the promotion of an African pro-West leadership. The restitution debate is certainly open and alive. With the new insights that were gained during the conference, we see the coming of age of a whole new generation of Africanist postcolonial scholars who are questioning the very foundation of the assumptions we take for granted. Whose Africa is to be repatriated anyway? Where from? Pedro Monaville's restoration approach, for instance, looked critically at the memory, legacy, and usability of the revolutionary students' movements against such Western trickery while wondering what needs to be restored and what should be reinvented in relation to the legacy of our colonial past.

What the metaphor of "repatriating Africa" is supposed to mean is also the widening of the scope of analysis, to escape the narrow clichés inherited from Western canonized stereotypes. The conference also raises the importance of understanding the political, economic, ethical, and moral costs – real or imagined – of undertaking such a project. Who wins? Who loses? What do they lose in implementing restitution? To say the least, ASAA 2023 conference fundamental claim sought to de-canonize the dominant view about Africa, i.e. the position defended by Western stakeholders in the debate on restitution and the knowledge rooted in colonial-ridden images of Africans, produced for Western consumption. It is simply important to agree on the principle of returning African artifacts, and bringing closer to home, all colonial archives so that African researchers can have an easy access to them. To the new generation of African scholars that attended the ASAA 2023 conference, it is also an imperative that African studies open new venues for new conversations on issues that matter to Africans. The conference was indeed the continuation of an unfinished task of trying to achieve Africa's independence, sovereignty, and self-determination, resuming *the* burning topic of *restitution* which has emerged almost every decade since independence.

Take for instance the idea that Africa is poor that is enshrined in the minds of most Westerners. This stereotype is only good to justify bad policies like foreign aid when, in reality, what is needed is justice in international trade. Aware of such West-centric operative episteme – and taking stock of other knowledge production conditioning factors – the position about repatriating Africa suggests reappropriating the discourse on Africa, and bringing back the African material and immaterial cultural heritage that constitute the locus from where Western postcolonial thinking draws epistemological legitimacy while perpetuating the symbolic colonial violence which V.Y. Mudimbe has written about so eloquently.

As Prof. Alexis Takizala, founder and rector of the University Nouveaux Horizons (UNH) that co-hosted the conference alongside the Centre Arrupe pour la Recherche et la Formation (CARF), rightly argues, "the greatest good one can rob a person of is their identity. You empty them of their personality and their soul, so to speak. Instead, you create in them an inferiority complex, making them doubt themselves. That's all one needs to dominate a people. There are several ways of doing this, not least by telling them all day long that they are worthless, that neither them nor anyone else in their family is good enough at anything. As a result, their culture is turned into a subculture, a pseudo-culture".

It is impossible for people of African descent to live a fully humanizing life without claiming justice, reparation, and restoration of their dignity. The questions debated were extremely critical, having ontological, epistemological, and ethical implications in explaining why the restitution debate is recurrent throughout Africa's postcolonial era. The idea of sequestering African artifacts in Western dungeons called museums is simply a capitalistic strategy to commodify African spirituality, culture, and patrimony. Ambassador Dorbrene E. O'Marde, from Antigua y Barbuda, vice chair of CARICOM REPARATIONS COMMISSION (CRC), made a powerful case when he argued that the West

has accepted elsewhere to make amends for past wrong deeds, when he discussed the issuance of reparation apologies and monetary payments like in the case of Japanese Americans, Eskimos, Native Americans, New Zealand's Maoris, etc.

Obviously, African scholars and those in the diaspora have come to realize that the wrongs done to Africa by colonization, let alone the slave trade, are yet to be addressed. They reclaimed in Lubumbashi the right to refine, redefine, and redesign the debate on the necessary conditions for returning Africa's tangible and intangible assets, which unless returned, still uphold the stronghold of a political control, epistemological dominance, and economic exploitation of the West. Participants in the conference believed repatriating these assets would not be enough unless accompanied by reparation (moral and material) of the damages caused by these colonial spoliations, the consequences of which are still perceptible in today's global system. By breaking the restitution question into different aspects, the conference raised awareness on the urgency of reparation, repatriation and restoration first, before focusing on the restitution of tangible and intangible assets. For most people defending Africa's interests, the equivocation of Western stakeholders who champion logistical shortage in Africa reveals the West's fear of losing an important source of power and income that would be transferred to Africa.

Some Inherent Obstacles to the Reparation, Restoration, Repatriation, and Restitution of Some of Africa's Cultural Heritage

It is not uncommon to encounter resistance in the West on the issue of the restitution of both the tangible and intangible cultural heritage of Africa that has been stolen before, during, and even after the colonial era. The arguments put forward to justify such a stand are not only exogenously produced and legitimized by what V.Y. Mudimbe has called the colonial library² –a body of knowledge produced for this purpose –but they are also endogenous and are thus a proxy for the expression of inferiority complex, self-hatred, and internalized subjugation as explained by Frantz Fanon. Hence, the importance of beginning with the restoration axis that focused debates and analytical attention on the stigmatization of African cultures and knowledges (Essomba Christophe), the denigration of African cultures (Abiona Lawrence), and cultural biases such as gender, linguistics, or meaning.

The relevance of the restitution question today cannot be overstated. Indeed, *external justifications of holding on to Africa's cultural heritage in Western museums, libraries, archives, and universities* on the one hand, and *local rejections of the whole idea under the pretext that conservation will pose a problem* reflect the very dialectic to which we already alluded above. I would like to believe that there are people with good faith among these two groups, but it is a naïve good faith if there is any. They belong to those who believe colonization was a blessing that benefited Africa in many regards. In reality, snatching some valuables from Africa, no matter the methods (razzias, buying, gifts, etc.) used, was part of a strategy to wean Africans from their ancestors and their beliefs, so as to thrust them into a Western *weltanschauung*. Westerns stole these valuables with the intention of stripping African people from their beliefs. As a result, the African worldview was relegated to the back, and gradually erased, taken as something bad, evil and dangerous. However, these cultural and spiritual assets were not only crafts, but they were also the loci where Africans stored their wisdom, religions and knowledges.

The spiritual naïveté of those who believe in the good intention in the colonial bad institution also helps to maintain a system that consecrates cultural disparities, global exploitation and racial injustices. They condone the West's cultural superiority complex, pushing the idea that precolonial Africa did not have anything good to offer, any form of polity, or any culture and civilization. It should be emphasized right from the onset that all human attitudes are learned, and therefore, a

² The colonial Library is made of written texts, constructed narratives, repeated representations, accumulated knowledges, canonized discourses, established attitudes, epistemic orthodoxies, and official histories of Africa that were produced for colonial consumption. See Toussaint M. Kafarhire, S.J. in Zubairu Wai, *Africa Beyond Inventions: Essays in Honour of V.Y. Mudimbe*. (forthcoming 2024).

product of socialization. Such attitudes resulted from the colonial hermeneutical position, taught in school and other colonial institutions (Christianity) and could thus be attributable to what two Western philosophers such as Martin Heidegger and Hans-Georg Gadamer respectively called “fore-structures of understanding” and the “pre-judgments of the interpreter”. The point here is to acknowledge that any intellectual position is intentionally or unintentionally biased as it stems from the historicity, adventitious condition, facticity, and positionality of its author. In the same vein, the massive body of knowledge produced under the colonial system responded to an imperative ethics of the day.

Such a Western posture of self-aggrandizement did only produce a defeating attitude of a self-deprecating Africa but also a global system that allows the West self-proclaimed moral leadership and political authority – so to speak. Speaking on behalf of another is both morally and intellectually crippling, but it is also dehumanizing. Confiscating Africa’s valuables, including the very humanity of those whose artifacts were stolen, is the highest expression of hypocrisy.

This cultural bias of the West instructed and legitimized the colonial stripping of Africa’s spiritual and cultural expressions, in its strategy of erasing memories and rewiring the minds of African people through colonizing structures (V.Y. Mudimbe). As a result, Africans gave up the very soul of their being to embrace assimilation and westernization in forms of religion, civilization, language, and other expressions of spirituality that allow to symbolically craft meaning for daily life occurrences. The subsequent codification and canonization of West-centric produced knowledge was not politically innocent nor economically unmotivated. To maintain the *status quo* of a system that benefits the West, it was important to dissuade efforts that would remove Africans from longing to abandon their practices in order to embrace those from Europe.

Yet, in 21st century, this intellectual attitude should no longer be justified in anyway. This is because this order of things is precisely one of the important sources of the problem that face not only Africa but the whole world today. The scientific arrogance of 18th century Europe has denied others the right to be different, to practice their spirituality, and not to alter the environment. As Pope Francis (2015) argues in his book *Laudato Si*, today we are not faced with multiple crises that are translated into ecological crises, social disparities, immigration, racism, and the like. It is one and the same crisis and it is deeply a spiritual one. The resistance of the surviving colonial order appears almost natural because there are those who benefit from it. However, to keep the status quo is to condemn the world to suicide. In Lubumbashi, this new generation of African scholars coming of age will not accept things at face value. They are wary of the self-proclaimed good intentions of the West towards Africa. They are demanding that Africa’s cultural and spiritual symbols and heritage be returned to their rightful places. These places are not going to be dictated by the settlers. They will emerge from national conversations and local communities. At this historical watershed, Lubumbashi ASAA 2023 was critically important because it helped new interpretations to emerge, younger scholars to sway the existing beliefs, and new truths about history to be articulated.

Some of the Conference’s Recommendations and Outcomes

A number of resolutions were adopted at the end of these debates. They targeted different stakeholders, including the international organizations such as the UN and the African Union, African governments and policymakers, scholars and academic authorities, the African diaspora, artists, and local communities.

Among the important recommendations that were voiced at the conference there is the fact that participants asked that:

1. African governments have a coordinating body that will exchange expertise and knowledge on the issue of restitution and reparation, and that this entity is available and accessible to colleagues in the Caribbeans. These national restitution coordinating bodies are also going to be concerned with advocacy work at the African Union and the United Nations, in order to

continue the conversation at the continental and global level. In fact, representatives from these national bodies could form an African Union expert commission to harness global leverage in negotiating and advocating for the restitution to and reparation for Africa.

2. They also requested the elaboration of bills related to reparation, restoration, repatriation, and restitution of Africa's tangible and intangible assets. The subsequent adopted laws should be taught in schools, from primary to high schools, so that African youth and citizens gain greater awareness on the issue of Africa's need for social, historical, cultural, and epistemological justice.
3. African nations should create national pantheons to welcome and store human remains and relics that are to be returned, as this is also part of the repatriation project. These could also be national cemeteries where our exiled ancestors are going to find eternal rest back in their homeland.
4. Participants also emphasized the fact that we should also invest in educational conservations at the local levels –within civil societies –for the seriousness with which the issue of restitution is treated will show us whether art works are valued or not at the local level. It is only by enhancing the value of these works of art in the minds of people that the true construction of collective memory will occur. There is work in creating a generation of civically aware Africans to protect what is important to them.
5. African governments should also protect archaeological sites that have already been identified and those that will be in the future, to encourage research and perpetuate memory. Besides, best practices in different African countries should inspire others to establish museums, create intentional inventory programs in the form of observatories for cultural practices to assess what is “ours” and where abroad are our cultural assets domiciled.
6. Furthermore, it is an imperative to move away from mere denunciation of colonial abuses by investing in innovation and promoting the autonomy of African thought, the value of Ubuntu philosophy, and the transmission of African wisdom and knowledge.
7. African scholars should also intensify research and make sure their findings and publications are integrated in schools and universities curricula, to intensify education on the issue of restitution, raise awareness among multiple stakeholders, and maintain the scientific interest alive in such fields as physical and cultural anthropology, bioarcheology, museum curator, library, archives conservation, and colonial sciences to make our universities relevant in transforming our societies.
8. New channels of communication should be formed so as to create a bridge between Africa and its diaspora, raise awareness about the identity continuum with those living outside of the continent, and include them in the development of the continent. Next to this, a conscious effort should be made to improve the visibility of African languages, in particular by setting up editorial publications in African languages so as to protect them from going extinct, and to promote them as well, because identity is preserved through language.

Conclusion

The African Studies Association of Africa provided scholars and society the appropriate space to cross-fertilize. This moment of intense listening and sharing was greatly appreciated, especially in a country that has been politically challenged in recent years. Such great moments in the history of the continent contribute to creating awareness about the efforts done and what is still needed for Africans and their descendants to live a meaningful and dignified life. Such moments also remind us that we cannot have democratic consolidation in the continent unless all voices are valued and heard. Thus, involving local communities to actively participate in reflections, ethnographic, archeological, and anthropological research and debates is critical if we want to make progress on the question of restitution. The primary stakeholder is the local community. Again, it depends on how we want to define “local community”. Obviously, Africa will need more capacity-building in training people and preparing infrastructures that will welcome our stolen cultural heritage. This is

an area where knowledge production can begin to shift the colonial paradigm and epistemologies, therefore contributing to real emancipation and independence of the minds in Africa. It might also shift our relationship to our ancestors, traditions, spiritualities, wisdom, dignity, and self-worth.

We will need our external partners to accompany our spiritual and cultural assets restitution efforts –especially the remains of our “ancestors” –and to transfer all the documents and documentation related to that. In a spirit of reconciliation and restoration, they should also hand over the results of the various investigations carried out during the expatriation period. African leaders in the public and private sector should spare no effort to participate in the setting up of appropriate infrastructures for the reception, management, and conservation of returned and to-be-returned cultural heritage. Our universities should also set up scholarships to train human resources and promote research in the fields where expertise is wanting in several African countries despite the fact that the need for it is immense. Let our artists of today also intensify strategies to raise awareness among the population, with a view not only to take ownership of advocacy, but also to contribute to the rationalization of the management of spin-offs and the perpetuation of this collective memory for future generations. Thus, artistic works such as theater, music, novels and personal narratives can help in the conservation of memory and creation of new knowledge.

ASAA encourages African universities to increase the number of their professors and students who adhere to the project so as to prolong this conversation. It is true that for the past 10 years of its existence, at every ASAA conference, the association’s membership has been growing, despite the challenges we face when it comes to traveling within the continent (visa application procedures, travel economic cost, linguistic differences, etc.). Unless our common experiences and the memories we build together in the spirit of Pan-Africanism are preserved, our nations and knowledges will remain autarchic. The African Studies Association of Africa hopes to use the momentum to reorient discourse on African matters, inform and educate our communities, and impact the policymaking procedures, while also helping to reframe inherited cliché images about the continent. Together, we will conquer by incrementally shifting awareness and overcoming the minority status in which Africans, African researchers, and the whole continent have been assigned.

It is also important that the African Diaspora is included in the restitution debate. This collaboration experience can help us understand our common identity, spirituality, and ancestry. Africans can no longer measure how knowledgeable they are by using Western standards sanctioned by academic degrees. Instead of remaining captives of the capitalist knowledge market, new reappropriations of the Negritude epistemologies³ should be taught and promoted. The modernist ethics is the foundation of the Western human and environmental barbarism, exploiting both Nature and humans as mere commodities for profitable gains. Justifications of colonial domination and monetary gratification are found in the production of knowledge of the modern era. Africans are willing to take up the deconstruction challenge by rejecting the dialectical entanglement of binaries set up to reinforce the otherness of non-European people and cultures. As the Nigerian writer Chinua Achebe once argued,⁴ Africa is not the foil of the West. Cultural diversity should not be lumped together to be put in balance with Western civilization. In reality, each person, culture, and people have their absolute worth and *raison d’être* in themselves.

3 For many years, the West has taken upon itself the mission to civilize the world (colonization), which discourse turned out to be a legitimizing strategy of plunder. In this vein, the West monopolized the space of representation, speaking on behalf of Africa and Africans. Cheikh Thiam, *Epistemologies from the Global South. Negritude, Modernity, and the Idea of Africa*. South Africa. U of KwaZulu Natal, 2023.

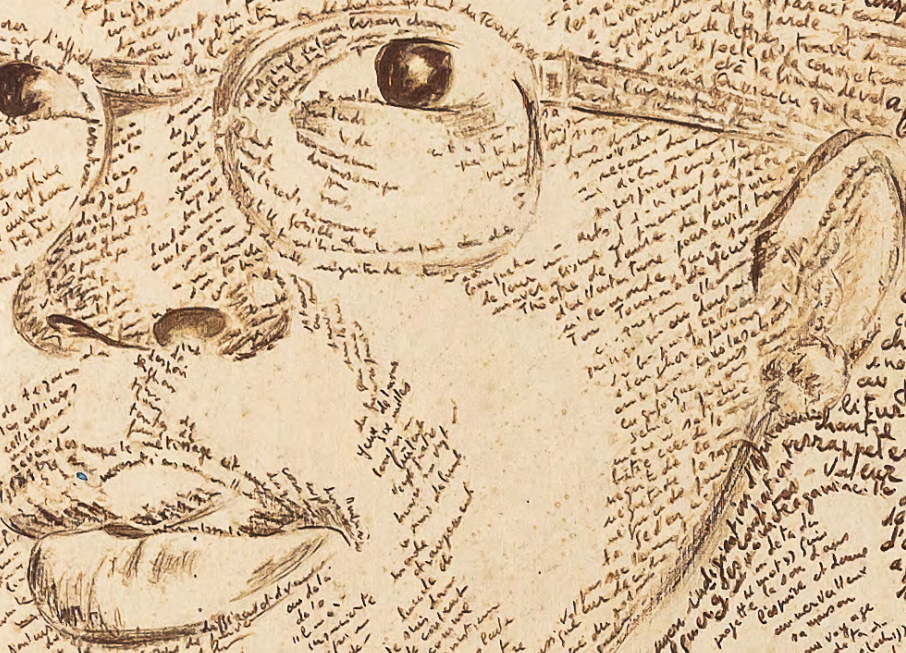
4 Bacon, K., ‘An African Voice,’ *The Atlantic*. August 2000 Issue. Available online at: <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2000/08/an-african-voice/306020/>



GLOBAL AFRICA

www.globalafricasciences.org

son sengo et moi etait d'abord personnage de legende... je partageais l'existence, sengo et ait ce grand africain... etait la fierte de tout un continent... aux Français leur langue. Dans le contexte des pressions... par l'endosse et la colonisation. C'était une sorte d'affirmation... à prendre sa charge... tard, je découvre la négritude et les grands auteurs... culture négre de la simple chair d'après, en amant



Je vois... Mais je ne comprendrai réellement... Ngazou, les bolonges, les palétuviers... nous apparaitront dans la projection... ce n'est pas un portrait d'homme... il est très attaché... adoptera la culture... Comprends donc... que la culture... apprenent... beauté, saurera le mot... beauté par un travail... tout est d'ailleurs... ordinaire que le mot... cela donne une poésie... chant accom qui est... nous inventer les... au jazz ou à la musique... de la négritude... valeur des verbes... des concepts pour aller... d'adoption, le français... africain dont l'origine... n'est jamais de parts... pensent au nom d'évoquer... les choses et d'oublier le temps... et d'inventer la... et dans de dire... Cuchel... Sengo... le portrait de... une... à l'origine... qui n'a... un dialogue... un dialogue... une formation de culture... En effet, pour Sengo... Afrique apporte ce qui rends sous du donner... de l'acte de la culture et de la pensée négre... cependant, pendant... longtemps, nous... n'avons retenue des... poète, pendant que... l'image du Tarbat noir... qui ne se défait... nullement ridicule... en guise de pie... Pressant comme de premier... un poète d'outre de l'Afrique... partant du postulat que des... négocier le monde et l'histoire... d'écouter sur la fonction plus elle... de l'art africain qui n'est pas de production... de ciel, mais instrument de terre... d'expression collective... d'une connaissance... je dirai avec le poète Amadou... qui avec la mort de Sengo... l'éternité de cet... au art n'est... de l'acte et l'homme d'exception

Age 1969

